



**HAL**  
open science

# La relation entre l'enseignement supérieur et la mobilité sociale dans la communauté rurale en Libye (cas de la municipalité Haraba)

Adel Shelig

## ► To cite this version:

Adel Shelig. La relation entre l'enseignement supérieur et la mobilité sociale dans la communauté rurale en Libye (cas de la municipalité Haraba). Sociologie. Le Mans Université, 2019. Français. NNT : 2019LEMA3001 . tel-02169207

**HAL Id: tel-02169207**

**<https://theses.hal.science/tel-02169207>**

Submitted on 1 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**THESE DOCTORAT**  
**LE MANS UNIVERSITE LABORATOIRE ESO – ESPACE ET  
SOCIETE**

**ECOLE DOCTORALE SOCIETES, TEMPS, TERRITOIRES (STT)**  
**SPECIALITE : SOCIOLOGIE**

## **La relation entre l'enseignement supérieur et la mobilité sociale dans la communauté rurale en Libye (cas de la Municipalité Haraba).**

**Présenté par : Adel SHELIG**

**Pour obtenir le grand de docteur de Le Mans Université**

**Thèse présentée et soutenue à Le Mans, le 28 /03/ 2019**  
**Unité de recherche : ESO UMR 6590 CNRS**  
**Thèse N° : 2019LEMA3001**

### **Devant le jury composé de :**

<b>ERTUL Servet</b>	Sociologue, HDR émérite, Le Mans Université, ESO Le Mans, UMR 6590 – CNRS, Directeur de thèse
<b>FERREOL Gilles</b>	Sociologue, Professeur à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté, C3S 5EA 4660)-UFC, Rapporteur et Président du jury
<b>GUIBERT Joël</b>	Sociologue, MCF, -HDR émérite UFR Sociologie, Université de Nantes, Examineur
<b>MELCHIOR Jean-Philippe</b>	Sociologue, HDR, Le Mans Université, ESO Le Mans, UMR 6590 – CNRS, Examineur
<b>MERCIER Delphine</b>	Sociologue, Chercheur CRCN, HDR, LEST CNRS Aix-Marseille, Rapporteur
<b>KADRI Aissa</b>	Sociologue, Professeur associé, UMR -LISE/CNAM/CNRS, Examineur



*A la mémoire de mes frères et ma sœur*

*A mes enfants Rania, Tarik, Asmael, Alias*

*A Sarh et*

*A mon père et à ma mère*



## Sommaire

Remerciements .....	9
Introduction générale.....	11
Problématique de l'étude .....	17
L'hypothèse générale de l'étude.....	21
Méthodologie et structure de la thèse.....	22
Présentation de la thèse .....	27
PREMIERE PARTIE : APPROCHE THEORIQUE DE LA MOBILITE SOCIALE ET BIFURCATION PROFESSIONNELLE.....	31
Introduction .....	33
➤ CHAPITRE I : LA MOBILITE SOCIALE .....	35
Introduction .....	37
1.1- La perspective sociale dans l'étude de la mobilité sociale et des parcours sociaux .....	37
1.2- La définition de la mobilité sociale.....	39
1.3- Différents types de mobilité sociale.....	44
1.4- Les indicateurs de la mobilité sociale .....	47
Conclusion du chapitre.....	68
➤ CHAPITRE II : LA MOBILITE SOCIALE, LE GRADIENT PROFESSIONNEL ET LES CIRCONSTANCES MENANT A LEUR APPARITION .....	69
Introduction .....	71
2.1- La mobilité sociale, le gradient professionnel et les circonstances menant à leur apparition .....	72
2.2- Les institutions qui contribuent à la mobilité sociale.....	74
2.3- L'homogamie de classe conduit à l'inertie de l'héritage culturel et professionnel .....	87
2.4- Les trajectoires scolaires et l'ascension sociale.....	88
2.5- La famille .....	92
Conclusion du chapitre.....	99
➤ CHAPITRE III : LES FACTEURS DE MOBILITE SOCIALE ET LES OBSTACLES A LA MOBILITE SOCIALE .....	101
Introduction .....	103
3.1-Les facteurs subjectifs de la mobilité sociale.....	103
3.2 - Les obstacles à la mobilité sociale.....	112
3.3 - La mobilité sociale et la classe.....	120
3.4 - Le statut social .....	127
Conclusion du chapitre.....	130
➤ CHAPITRE IV : LA BIFURCATION ET RUPTURE PROFESSIONNELLE ET LES EVENEMENTS QUI Y MENENT.....	133
Introduction .....	135
4.1- La bifurcation professionnelle et les événements qui y mènent, la modernisation sociale .....	136
4.2- L'effet des trajectoires familiales et des changements communautaires historiques et géographiques à travers le récit de vie de l'individu .....	142
4.3 - Une pertinence des projets individuels dans la bifurcation professionnelle et insertion professionnelle .....	147

4.4 - Les dynamiques de la bifurcation professionnelle.....	148
4.5 - L'enseignement supérieur est l'un des facteurs les plus importants de la bifurcation professionnelle .....	148
Conclusion du chapitre.....	149
➤ CHAPITRE V : LA MODERNISATION SOCIALE EN TANT QUE PROCESSUS CONTRIBUANT A LA MOBILITE SOCIALE .....	151
Introduction .....	153
5.1 - Le phénomène de la modernisation sociale, son rôle dans la croissance la construction professionnelle .....	153
5.2 - La continuité des études mène à la diversité des parcours professionnels.....	160
5.3 - L'effet des différentes disciplines d'enseignement sur l'intégration professionnelle .....	164
Conclusion du chapitre.....	167
DEUXIÈME PARTIE : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA REPRODUCTION SOCIALE .....	169
Introduction .....	171
➤ CHAPITRE VI : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN	173
Introduction .....	175
6.1 - Définition de l'enseignement supérieur et de l'institution universitaire.....	176
6.2 - L'enseignement supérieur et son rôle dans le développement humain et la lutte contre la pauvreté.....	178
6.3 - L'enseignement supérieur conduit à la diversité des professions dans les zones rurales et réduction des inégalités sociales entre les classes.....	193
6.4 - Les trajectoires scolaires chaotiques qui conduisent au manque de continuité dans les études universitaires.....	199
6.5 - L'enseignement supérieur et ses institutions dans la détermination des parcours sociaux .....	200
6.6 - L'enseignement supérieur en tant que projet socio-économique .....	202
Conclusion du chapitre.....	205
TROISIÈME PARTIE : LES DEVELOPPEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES ET LA MOBILITE SOCIALE DANS LA SOCIETE.....	207
Introduction .....	209
➤ CHAPITRE VII : L'EVOLUTION DE LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE EN LIBYE ET LA MOBILITE SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE LIBYENNE.....	211
Introduction .....	213
7.1 - Le développement économique en Libye .....	214
7.2 - Un aperçu historique de l'évolution de la vie socio-économique en Libye .....	215
7.3 - La mobilité sociale dans la société libyenne.....	219
7.4 - Les changements sociaux et économiques dans la société libyenne et l'évolution de l'enseignement universitaire en Libye.....	222
7.5- Histoire de l'enseignement supérieur en Libye .....	230
7.6 - L'évolution de l'enseignement universitaire en Libye.....	235
7.7 - Le développement de l'enseignement supérieur professionnel .....	237
7.8 - Indicateurs de développement de l'enseignement supérieur en Libye .....	241
7.9 - La manière dont l'enseignement supérieur contribue à la mise en œuvre des programmes de développement en Libye .....	247

7.10 - La décentralisation et la diversité des disciplines de premier cycle dans toutes les régions en Libye.....	249
7.11 - Le but de la répartition horizontale des établissements d'enseignement supérieur selon la politique d'État libyen .....	250
7.12 - Organisation de l'enseignement supérieur libyen en termes de diplôme .....	251
Conclusion du chapitre .....	252
➤ CHAPITRE VIII : LES CHANGEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DANS LA REGION DE LA MONTAGNE DE L'OUEST, AVEC LA COMMUNE AL-HARABA COMME MODELE	
255	
Introduction .....	257
8.1 - Aperçu historique des changements sociaux et économiques dans la région de la Montagne de l'Ouest, avec la commune Al-Haraba comme modèle .....	258
8.2 - Les changements socio-économiques de la population de la Montagne de l'Ouest .....	267
Conclusion du chapitre .....	287
➤ CHAPITRE IX : LES DONNEES STATISTIQUES, LES RESULTATS FINAUX ET LES RECOMMANDATIONS FINALES .....	289
Introduction .....	291
9.1 Commentaires intergénérationnels des résultats bruts .....	292
9.2 - Quelques exploratoires multi-variées.....	295
9.3- Synthèse des résultats.....	299
Conclusion générale : - .....	307
BIBLIOGRAPHIE .....	317
➤ INDEX DES TABLEAUX .....	334
➤ INDEX DES GRAPHIQUES.....	335
➤ INDEX DES FIGURES .....	335
➤ ANNEEXES .....	337
A. 1. Questionnaire concerne des sortants et des étudiants.....	337
A. 2. Abréviations .....	344
A. 3. Résultats bruts concernent de grands-parents (la première génération).....	346
A. 4.1- Résultats bruts concernent de la deuxième génération (pères) .....	354
A. 4.2. Résultats bruts concernent de la deuxième génération (mères).....	365
A. 5. Résultats bruts concernent de sondés ( la troisième génération).....	374
A.6 - Recherche des relations entre les variables et test des hypothèses en utilisant des tableaux croisés .....	401



## Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de thèse Monsieur Servet Ertul, pour avoir accepté de suivre ma recherche et pour son soutien constant, et les membres du Comité de Suivi de thèse et examinateurs du jury : Messieurs Jean-Philippe Melchior et Joël Guibert. Grâce au soutien intellectuel sur le plan de la sociologie, aux conseils et au suivi rigoureux, ce travail a pu aboutir.

Je remercie également tous les autres membres du jury pour avoir accepté de participer à l'évaluation de cette thèse Monsieur Gilles Ferréol (président du jury), à Madame Delphine Mercier en tant que rapporteurs et à Monsieur Aissa Kadri, examinateur.

Je tiens aussi à remercier les membres du laboratoire ESO Le Mans, UMR UMR 7590 CNRS qui se reconnaîtront, pour leur accueil et leur disponibilité.

Merci aussi à ma famille surtout à mon épouse pour son abnégation durant ces cinq années de voyage scientifique.



## Introduction générale

La Libye est un pays d'Afrique du Nord, situé dans la région du Maghreb, bordé au nord par la mer Méditerranée, l'Égypte à l'est, le Soudan au sud-est, le Tchad et le Niger au sud et l'Algérie et la Tunisie à l'ouest. Couvrant une surface de près de 1,8 million de kilomètres carrés (700.000 milles carrés), la Libye est, en termes de superficie, le quatrième plus grand pays d'Afrique et le dix-septième du monde. Sa population s'élève à 6,5 millions d'habitants, dont 1,7 million dans la capitale, Tripoli.

Après avoir obtenu son indépendance en 1951, la Libye a connu plusieurs plans de développement, incluant les régions urbaines et rurales, grâce à la volonté du pouvoir politique, notamment après l'augmentation du produit du pétrole.

C'est dans ce contexte postcolonial que la nécessité de programmes et de plans de développement a engendré une importante mobilité sociale en Libye. La démographie libyenne a connu plusieurs hausses notables, surtout après l'accroissement du revenu moyen du citoyen libyen consécutif à celle des revenus pétroliers. Cette poussée démographique a également bénéficié de la hausse du niveau des services de santé, contribuant à la multiplication des centres de santé dans les zones urbaines et rurales. Ces phénomènes sont apparus après l'indépendance et ne doivent rien à la période du colonialisme italien en Libye.

Comme tout État pétrolier en cours de développement, la Libye a mené des politiques économiques et sociales visant à améliorer les conditions de vie du citoyen, en fournissant des services tels que l'éducation, les soins de santé, le logement, etc. Cet État a engagé un plan de développement global, qui a eu pour conséquences d'importantes transformations économiques et sociales. Au cours d'une période limitée ce pays a connu une augmentation rapide de sa population, particulièrement après son indépendance. Alors de 1 million d'habitants en 1951, sa population atteint aujourd'hui 6,5 millions d'habitants, selon les dernières statistiques (voir statistiques et Census Bureau, Annuaire statistique 2012 Tripoli-Libye). Cette augmentation rapide de la population s'est accompagnée de changements au niveau de la planification urbaine dans les zones urbaines et rurales, à travers notamment la construction d'un important réseau de routes reliant les zones rurales avec les grandes villes, telles Tripoli et Benghazi. L'État a

également entrepris de créer des communautés résidentielles dans la plupart des villages libyens pour la réinstallation de la population nomade, réduisant ainsi la migration vers les villes côtières. En dépit de ces politiques, la situation demeure inchangée depuis les années 1960 en ce qui concerne le flux migratoire, largement favorable aux grandes villes Tripoli et Benghazi en particulier.

Les raisons en sont l'attractivité du marché de l'emploi de ces villes. Mais l'émergence de ce phénomène (exode rurale) convainquit les planificateurs de la politique sociale et économique de sa gravité. Donc, les autorités ont ultérieurement décidé de distribuer des budgets publics aux provinces ou les municipalités sous la dénomination (Al-shabiyat) pour la création d'infrastructures dans tous les secteurs au niveau régional. Les autorités centrales ont utilisé le budget national afin de l'investir dans des grands projets contractés avec des entreprises internationales, pour une valeur totale de plus de 100 milliards de dinars libyens, l'équivalent de 769 milliards de dollars.

Le secteur de l'enseignement supérieur est parmi les secteurs les plus importants qui ont attiré l'attention de l'État, ce dernier a commencé dès 1990 à implanter horizontalement les établissements d'enseignement supérieur sur toutes les régions Libyennes. Deux raisons principales y ont poussé les pouvoirs publics : d'une part, faciliter l'accès aux établissements d'enseignement supérieur pour les étudiants des milieux modestes ayant réussi leurs études à la sortie du lycée ; et d'autre part, essayer de diminuer la migration des jeunes vers les villes côtières afin qu'ils s'inscrivent dans des universités de proximité. En définitive cette politique visait à modifier l'orientation de ces jeunes pour créer une dynamique d'ascension sociale dans les zones rurales.

Cette mobilité sociale a consisté en l'ensemble des transformations que la communauté rurale n'avait pas connues auparavant, à savoir une mobilité professionnelle ascendante pour les jeunes ruraux par rapport à leurs parents, les établissements d'enseignement supérieur avaient pour but d'ouvrir la voie à la création de nouveaux emplois, notamment dans ces zones rurales.

L'étude actuelle essayera de mettre l'accent sur l'enjeu et le rôle important du développement des établissements d'enseignement supérieur sur la mobilité sociale ; ainsi que sur la bifurcation professionnelle générationnelle et intergénérationnelle. Ces

changements conduisent à la transformation de la structure sociale et de la nature des relations humaines au sein de la communauté rurale libyenne.

Il apparaît important de centrer notre attention sur les efforts des politiques publiques, qui visaient à la création des établissements d'enseignement supérieur conduisant à une transformation vaste et rapide, et à l'émergence d'un progrès communautaire plus important que prévu : ainsi, les valeurs et les signes du nomadisme ont, dans une large mesure, disparu lors de cette transformation. Ce phénomène est décrit par, le Dr. Ali Al hawat, professeur de sociologie. Lorsqu'il décrit la campagne libyenne comme des petites villes possédant des caractéristiques urbaines. Ces villages sont caractérisés par la planification urbaine, l'affectation des emplois se fait désormais en accord avec les qualifications scientifiques. Ces changements au niveau régional ont contribué à la réduction du taux de l'exode rural vers les villes. Par ailleurs, il y a eu une émergence du statut social en tant qu'indicateur de la gradation socio-économique, alors que la société traditionnelle était fondée *a priori* sur les similitudes dans les professions. [voir Ali Al-hawat, sociologie rurale, communautés rurales, 1996, p. 283].

Pour notre part, nous allons faire la lumière sur les changements dans leur totalité, quels que soient les catégories sociales, en expliquant et analysant le rôle joué par les institutions d'enseignement supérieur, en décelant les points forts de ce phénomène, et en analysant les facteurs importants qui ont conduit à ces changements, qui ont à leur tour affaibli le rôle de la famille, modifiant les trajectoires universitaires des jeunes. Ceci est probablement dû au principe consistant à réaliser la justice et l'égalité entre les jeunes générations de tous les groupes sociaux dans l'accès à l'enseignement supérieur.

Ces communautés rurales ont suscité l'intérêt de nombreux spécialistes dans le domaine des études sociales, et la plupart des résultats des études spécialisées dans le développement rural ont confirmé l'entrée de la communauté rurale libyenne dans la modernité. Peut-être notre étude permettra-t-elle de renforcer les résultats de ces études antérieures ? Nous allons nous concentrer sur les transformations importantes vécues par les familles demeurant dans l'une des municipalités de la Montagne de l'Ouest, (la municipalité al-Haraba) ainsi qu'en nous focalisant sur l'impact de l'expansion horizontale des établissements d'enseignement supérieur dans les transformations professionnelles des enfants par rapport aux générations précédentes (les parents et grands-parents) en

général. Pour ces raisons nous avons orienté notre recherche et nos analyses sur les changements intervenus de 1970 à 2018. Tout d'abord, la Libye a connu au cours de cette période beaucoup de changements économiques et sociaux, en particulier en raison de la hausse des prix mondiaux du pétrole, et de la répartition territoriale des richesses. En fait, pendant un période qui ne dépasse pas trois décennies, ces changements ont conduit à une évolution de la structure sociale et économie de la société libyenne. De même le développement spectaculaire des universités a eu lieu pendant cette période. Enfin, durant la même période certaines études et enquêtes en sciences sociales ont été effectuées sur la population en Libye. Celles-ci nous permettront, à côté des données que nous avons constituées d'accéder à des données secondaires importantes. On doit prendre en compte les mouvements radicaux brusques survenus en 2011, au nomment des printemps arabes, et qui a débouché sur la chute du régime, et que les projets de développement se sont brusquement arrêtés.

En ce qui concerne la méthodologie, le choix de méthode a été déterminé par la nature de l'étude et ses objectifs, et en réponse générale à la problématique de l'étude afin d'atteindre des résultats probants. De plus, notre problématique nous a orienté à choisir la technique adéquate à se l'approprier afin de mener à bien l'étude. Nous avons opté à cet égard, autant que faire ce peut, une démarche descriptif et analytique car il s'agit d'une méthode largement déployée en sciences sociales, qui nous permet d'avoir une approche théorique intégrée et cohérente, qui débouchera sur l'analyse des données obtenues par le questionnaire, les entretiens et les observations *in situ*.

Cette analyse statistique est destinée à explorer la relation entre les variables indépendantes et dépendantes : la variable indépendante est le développement des établissements d'enseignement supérieur ; les variables dépendantes sont formées par la mobilité sociale et les parcours professionnels sous toutes leurs formes. Un questionnaire est constitué de 92 questions qui a été conçu à cet égard, il est destiné à un certain nombre d'étudiants et de diplômés de l'université de la Montagne de l'Ouest et d'autres universités voisines, situées dans les zones rurales. Cette forme permet de chercher des changements professionnels et éducatifs pour les trois générations (les sondés, les parents, les grands-parents), nous avons déterminé ainsi la taille d'échantillon en fonction des contraintes liés au contexte actuel de la Libye. Malgré tout, nous avons tenu à ce que

notre échantillon soit le plus représentatif possible à l'image de l'ensemble de la population ciblée de cette municipalité.

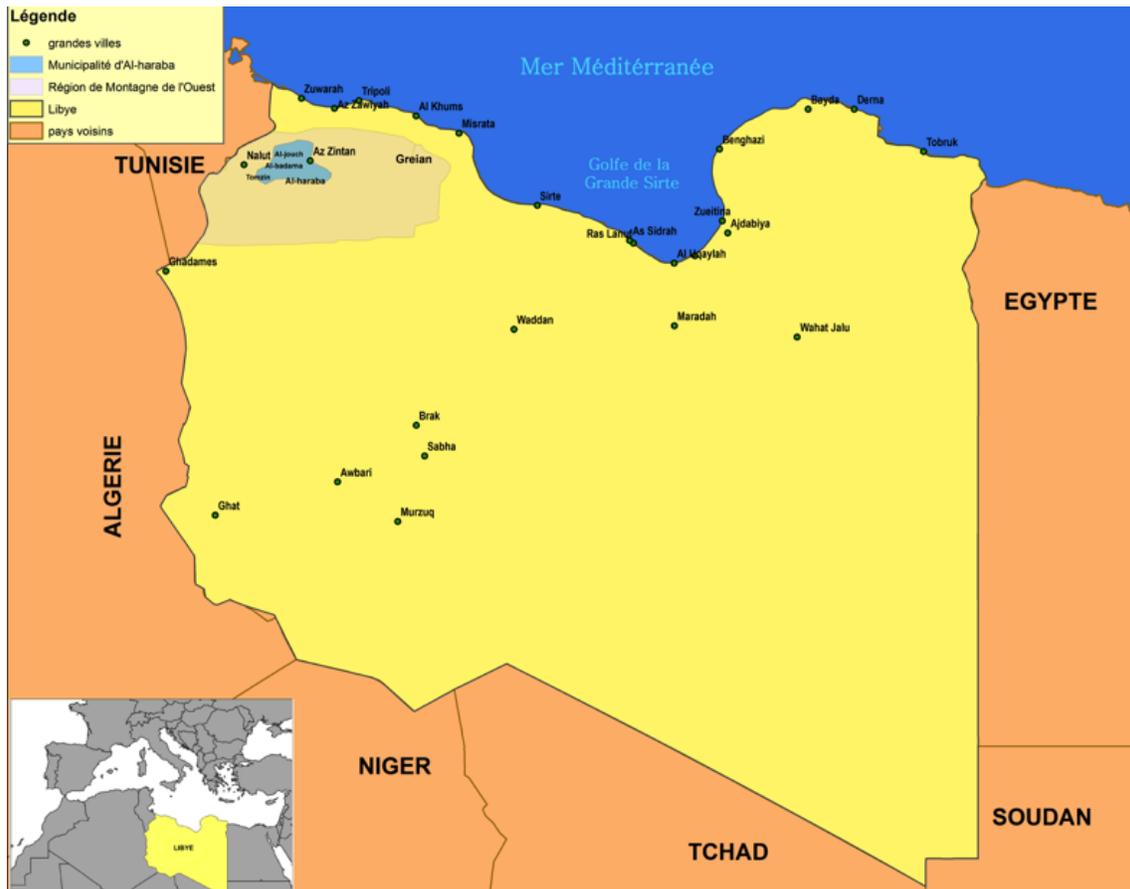
Toutes ces statistiques sont présentées sous forme de tableaux statistiques, en se référant aux sources des informations obtenues.

Pourquoi avoir choisi de centrer notre recherche sur la catégorie des jeunes à la Municipalité Al-haraba ?

Les raisons qui nous ont conduites dans le choix de ce sujet sont les suivantes :

- La zone d'étude est considérée comme l'une des zones rurales qui ont connu une large implantation des établissements d'enseignement supérieur ;
- La Municipalité Al-Haraba est l'une des municipalités de la Montagne de l'Ouest, elle se caractérise par son agglomération centrale par rapport aux villes avoisinantes ;
- Des mutations socioéconomiques se sont produites dans cette région en raison de l'ensemble des projets de développement mise en place, en particulier dans le secteur d'enseignement supérieur, notre but étant d'étudier cette mutation de temps à autre pour connaître les dynamiques rurales et les mutations sociales et spatiales dans la région ;
- La zone de chalandise de l'étude (les jeunes de 18 à 32 ans) représente la plus grande proportion de la composition par âge de la population de la région de la Montagne de l'Ouest, où l'on observe précisément une absence d'études de ce type sur cette catégorie rurale et particulièrement les études sur la mobilité sociale dans les communautés rurales ;
- La zone d'étude est ma zone natale, j'y suis né, j'y ai étudié jusqu'à l'enseignement secondaire, puis je suis devenu un enseignant dans ses écoles, et un enseignant-chercheur dans son université. Je peux peut-être grâce à ma position avoir une facilité d'accès aux informations et aux données statistiques, car la collecte des données nécessite une bonne connaissance de la nature de cette population.

## Carte du Libye1



<sup>1</sup> - Données issues de ESRI, carte réalisée par auteur

## Problématique de l'étude

Cette étude s'intéresse aux changements socio-économiques quantitatifs et qualitatifs dans la communauté rurale en Libye et précisément dans la région Al-Harba. Elle vise à comprendre les réelles raisons de la multiplication des institutions d'enseignement supérieur, et leurs influences sur les déterminants biographiques de l'individu, alors que ces institutions proposent normalement de nouvelles trajectoires professionnelles aux jeunes diplômés. En effet, la démocratisation (généralisation) de l'enseignement supérieur en Libye a amélioré la mobilité sociale et professionnelle, qui a, dans une certaine mesure, augmenté le niveau de vie des habitants de cette région.

Le point de départ de cette étude est d'une part le concept de la modernisation sociale initié par Daniel Lerner, connu en particulier dans les pays en voie de développement et la théorie de la mobilité sociale proposée par Pitirim Sorokin d'autre part. Elle prend ensuite en considération les récents travaux réalisés sur la mobilité sociale et le concept émergent de parcours social qui n'est pas bien connue dans les études sociales en Libye.

Il semble que la société libyenne a connu des mutations fondamentales grâce à l'évolution à tous les niveaux du système éducatif et des changements dans les cheminements socioprofessionnelles, ce qui a conduit à l'émergence d'une nouvelle division du travail. Tous ces changements et mutations socio-économiques sont désignés par Max Weber et Émile Durkheim comme un indicateur réel de la croissance des sociétés humaines.

En réalité, il apparaît que l'une des conséquences du développement territorial des établissements de l'enseignement supérieur et des mutations des parcours socioprofessionnels ont modifié considérablement tous les aspects de la vie publique, y compris les emplois publics.

Tout ceci a conduit à un changement socioprofessionnel, depuis la forme traditionnelle, basée sur la simplicité des relations et léguant des métiers et professions d'une génération à l'autre, vers une société plus contemporaine, basée sur les compétences et sur la généralisation de l'enseignement. Ces changements ont été réalisés par les plans de développement successifs menés par les politiques publiques de l'État en

transformant structurellement l'enseignement supérieur et les autres institutions. Aussi, grâce à l'augmentation considérable, au lendemain de la Guerre des six jours, des revenus pétroliers, la société libyenne a connu une croissance économique au cours des dernières décennies du siècle dernier et au début de ce siècle. La mutation sociétale en Libye s'est alors transformée les parcours socioprofessionnels des libyennes et des libyens.

On sait qu'avant la découverte et l'exploitation du pétrole, cette société reposait essentiellement sur les parcours socioprofessionnels de type mécanique (traditionnel) tels que l'agriculture et quelques activités artisanales, mais tout cela ne procurait pas aux gens un niveau de revenu suffisant, ce niveau était très modeste et l'illettrisme était enraciné dans la société. En fait, les changements professionnels et la mobilité sociale n'auraient pu se produire en Libye sans la réalisation de ce développement global, et sans la modernisation sociale, notamment sans la massification de son système éducatif, en particulier sans le développement rapide de son enseignement supérieur.

L'évolution socio-économique apportée par l'enseignement supérieur est une idée développée par Antonian Kondersh, qui estime que « l'évolution humaine passe par l'éducation et la culture ». C'est donc dans ce contexte évolutif que se déterminent les dynamiques des nouveaux parcours sociaux.

Nous nous intéressons ici au rôle des institutions d'enseignement supérieur et à leurs relations avec la mobilité sociale dans la Municipalité Al-haraba située à l'ouest de la Libye (région rurale de 22000 habitants composée de plusieurs villages espacés). Nous nous concentrons spécifiquement sur le rôle de l'enseignement supérieur pour repérer les points de la mutation socioprofessionnelle des jeunes à travers la diversité des parcours universitaires, ces points ayant contribué à la transformation de la construction professionnelle, comme le développement des aspects de la vie sociale et économique.

En effet, depuis les trois dernières décennies l'ouest libyen et plus particulièrement la région de la Montagne de l'Ouest a fait l'objet de plusieurs réformes successives de développement de l'enseignement supérieur, lesquelles ont eu des conséquences sur les carrières, les statuts sociaux et les trajectoires sociales des jeunes.

Nous nous intéresserons également aux facteurs qui ont métamorphosé le rôle de la famille à l'orientation socioprofessionnelle de leurs enfants, et à la complexité et

diversité de leurs professions. Aussi, pour analyser la mobilité sociale nous utiliserons à travers cette étude les méthodes qualitatives et quantitatives appropriées, notamment l'usage des indicateurs objectifs proposés par des sociologues comme P. Sorokin et L. Warner, indicateurs concentrés principalement sur l'éducation, le poste et le revenu. Ces trois indicateurs vont nous permettre aussi de réaliser entre des comparaisons entre les trois générations : grands parents, parents et enquêtés.

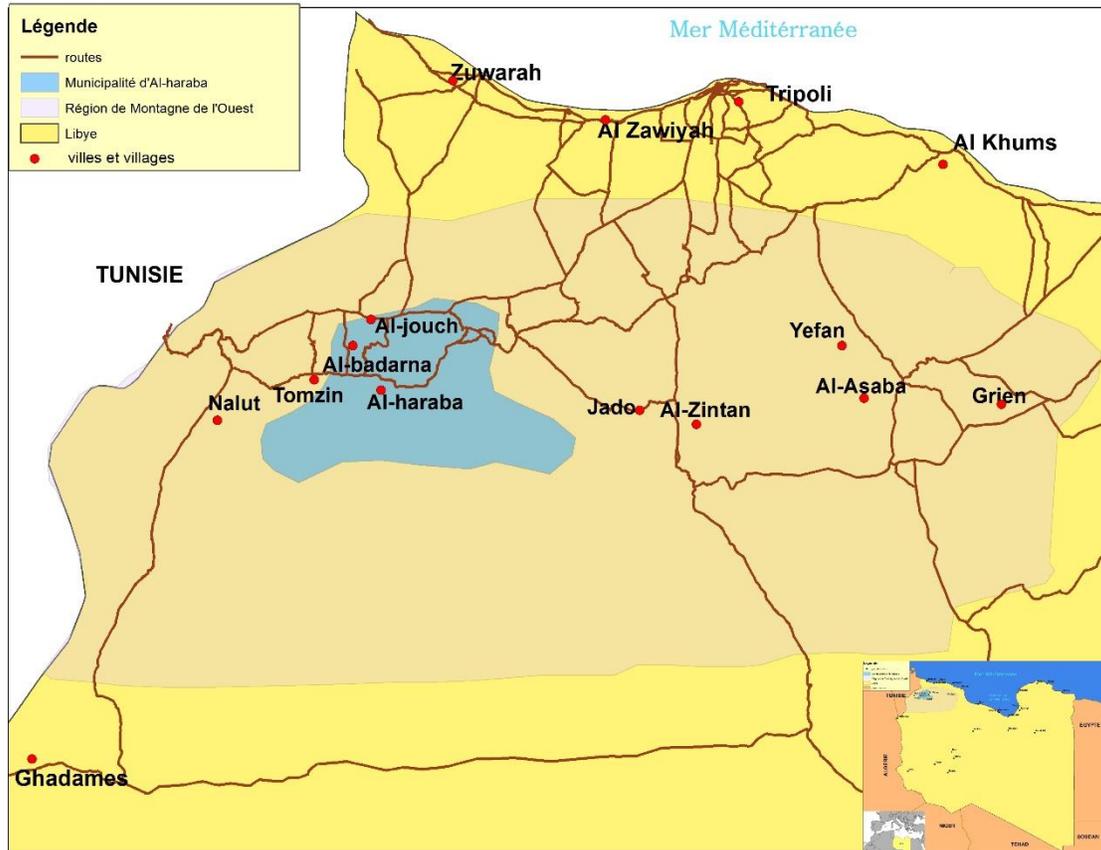
Cette démarche sociologique du sujet d'étude va nous conduire à nous poser les questions suivantes :

- Quelles étaient les professions principales avant le développement territorial de l'enseignement supérieur dans la Municipalité d'Al-Haraba ?
- Quelles sont les trajectoires sociales ou professionnelles qui ont induit la mobilité sociale entre ces trois générations dans la Municipalité d'Al-Haraba ?
- Quelle est la relation du développement territorial de l'enseignement supérieur et la mobilité sociale sous toutes ses formes ?
- Quelles sont les conséquences de l'évolution de l'enseignement dans la diversité des parcours sociaux des jeunes ?
- `Quel est le rôle des familles dans le choix de vie de leurs enfants ?

*In fine*, ce travail vise à étudier les effets des trajectoires scolaires et universitaires des étudiants d'origine rurale de 18 à 32 ans dans la municipalité d'Al-Haraba en raison de la mobilité sociale à travers les différentes filières, en particulier la question des changements familiaux à l'intérieur des catégories rurales et du changement dans les familles qui ont favorisé l'entrée de leurs enfants dans l'enseignement supérieur afin d'élever leur niveau de vie.

De plus, cette étude vise à mesurer les aspirations des jeunes pour accéder aux positions sociales supérieures, nous effectuerons à cet effet une description des changements réalisés après la multiplication des institutions d'enseignement supérieur en milieu rural et leur corrélation avec les transformations structurelles de cette communauté.

## Carte du municipalité Al-Haraba1



<sup>1</sup> - Données issues de ESRI, carte réalisée par auteur

### L'hypothèse générale de l'étude

De façon générale, une hypothèse de recherche est une relation entre deux ou plusieurs variables, comme l'a définie Al-Said Ali Sheta « Elle est comme une question qui anticipe une relation entre au moins deux variables. Cette relation entre les variables peut être descriptive ou causale »<sup>1</sup>.

Sous plusieurs formes cette relation est descriptive. Par exemple lorsqu'une variable particulière se modifie, l'autre variable la suit nécessairement. Concernant la relation causale, elle se réfère à l'effet d'une variable sur une autre variable, c'est-à-dire la relation entre une variable indépendante et une variable dépendante, ou une variable indépendante avec une variable modératrice. Ainsi, « l'hypothèse est une réponse provisoire à la question de départ. C'est une proposition qui anticipe une relation entre deux types de variables : les variables dépendantes et les variables indépendantes »<sup>2</sup>.

Dans cette étude, nous souhaiterons savoir si le développement territorial des universités s'accorde avec la probabilité de multiplication des trajectoires professionnelles, et si l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur crée ainsi la mobilité sociale ascendante. Pour vérifier notre hypothèse, nous allons nous interroger sur la situation des étudiants récemment diplômés (<32 ans) et ceux qui sont encore au cours de leurs études universitaires dans cette municipalité rurale et à travers eux sur la génération des parents et celle des grands parents.

L'objectif de ces réformes successives éducatives est, rappelons-le, d'améliorer l'accès des jeunes des communautés rurales à l'Université. Il apparaît que les étudiants et les diplômés ont changé généralement leurs modes de vie ou ont connu des changements par rapport à la situation de leurs parents et de leurs grands-parents, cela se présente clairement à travers leur position sur l'échelle professionnelle, celle qui leur permet de connaître une mobilité sociale ascendante grâce aux études universitaires. En fait, la dimension sociale et financière de ces nouvelles carrières donne un statut prestigieux aux enfants, plus encore qu'à leurs parents.

<sup>1</sup> - Al-Said Ali Sheta, *Théorie de la sociologie*, Bibliothèque égyptienne, 2004, p. 140.

<sup>2</sup> - <http://cours-psychologie.over-blog.com>

Précisément notre hypothèse est la suivante : *y a-t-il une corrélation significative, notamment statistique, entre le développement des établissements d'enseignement supérieur et celle de la mobilité sociale intergénérationnelle dans cette zone rurale investie ?*.

Des sous-hypothèses peuvent être dérivées de cette hypothèse générale pour nous permettre de tester plusieurs variables qui peuvent donner des résultats plus précis de cette zone rurale de recherche.

En fait, les jeunes issus des communautés rurales auraient plus de chances d'obtenir les diplômes en cas d'inscription dans des universités de proximité, afin de pouvoir accéder à un statut social supérieur aux deux générations précédentes. Nous allons voir si les données recueillies ou reconstituées confirmeraient cette hypothèse ? Autrement dit, est-ce que l'ouverture des établissements d'enseignement supérieur aux zones rurales favorise réellement l'accès des jeunes des couches populaires aux diplômes universitaires, et est-ce que cela leur procure une mobilité sociale ascendante, et un accès diversifié des carrières ?

Pour répondre à ces questions, nous allons notamment comparer le taux d'accès aux diplômes universitaires, par rapport aux niveaux de leurs parents et grands-parents. La comparaison se fera également entre les taux d'accès aux professions administratives et intellectuelles supérieures pour les enfants sur l'échelle professionnelle et les professions des parents et grands-parents.

Afin de ne pas tomber dans l'erreur ou le syllogisme, nous devons choisir les variables les plus pertinentes, tel que l'éducation, la fonction et le revenu des trois générations étudiées. Au-delà de ces trois indicateurs principaux, cette hypothèse nous oblige à tester aussi d'autres variables plus vastes, telles que les conditions de vie de la famille en général, elle a enfin pour objectif de vérifier l'intégralité des variables qui conduisent à la mobilité sociale.

### **Méthodologie et structure de la thèse**

Sur le plan méthodologique, il est nécessaire de suivre les étapes de manière systématique pour atteindre l'objectif de la recherche, afin de décrire la réalité sociale telle qu'elle apparaît, et les faits sociaux qui en découlent. La première étape consiste à

s'intéresser à la question du départ : « La relation entre l'enseignement supérieur et la mobilité sociale dans la municipalité de Haraba » (voir les deux premières cartes ci-dessus). Dans un deuxième temps nous devons explorer aussi bien par la lecture des travaux déjà réalisés tant sur le plan théorique qu'empirique que par les entretiens exploratoires auprès des spécialistes sur la question du départ : littérature théorique spécialisée en matière de la mobilité sociale et du système éducatif en générale et de l'enseignement supérieur en particulier ; politiques publiques ; développement socio-économique, etc. Ce n'est qu'à partir de ce moment là que, dans un troisième temps, nous pouvons nous intéresser à la problématique de notre thèse que nous venons d'exposer dans les pages précédentes et aux objectifs de nos travaux.

Ces trois étapes peuvent nous permettre, le cas échéant, de reformuler la question du départ. Nous pouvons aussi délimiter l'hypothèse générale qui pourrait être statistiquement vérifiée ou infirmée, alors qu'habituellement l'hypothèse pourrait être constituée dans le cadre de la démarche inductive [voir notamment, Jean-Louis Loubet. *Initiation aux méthodes des sciences sociales*. L'harmattan, 2000. p. 182]. Alors que toutes ces lectures théoriques, les modèles théoriques repérés et les entretiens exploratoires peuvent nous placer dans une posture déductive qui nous pousserait à raisonner du général au cas particulier. Quant à nous, nous allons adopter une posture mixte, une posture hybride.

Ces trois premières étapes nous amènent ensuite à la construction de notre modèle d'analyse pour mesurer le développement de l'enseignement supérieur en particulier en milieu rural pour constater les tenants et aboutissants de la modernisation et de la mobilité sociales dans la municipalité de Haraba : un questionnaire<sup>1</sup> destiné aux jeunes de 18 à 32 ans (actuellement étudiants et fraîchement diplômés de l'Université de Haraba de la région des montagnes de Ouest), une grilles d'observation *in situ* et un guide d'entretien. Tout ceci correspond aux quatrième et cinquième étapes de notre thèse. Les deux dernières étapes consisteraient à analyser les données recueillies, à valider les hypothèses du départ et en tirer les conclusions (G. Ferréol, voir le schéma suivant).

---

<sup>1</sup> Ce questionnaire a été inspiré du modèle destiné à l'enseignement supérieur du Céreq et de l'Observatoire de la Vie Étudiante de l'Université du Maine (Ertul)

La particularité de notre sujet de thèse liée surtout à une absence avérée des recherches dans ce champ bien précis nous a poussé à explorer dans un premier temps la découverte de la littérature scientifique que, d'une façon ou d'une autre, nous n'avons pas pu accéder (découvert sur trois dernières décennies le cadre théorique de la sociologie européenne en générale et de la sociologie française en particulier et mobilisation d'un certain nombre des travaux dans les pays arabes avoisinants) et aussi la découverte (survol) de l'enseignement supérieur en France et en Libye, ce qui correspond aux deux premières parties de ce tapuscrit.

Notre troisième partie se veut heuristique : elle étudie le cas de la société libyenne, en particulier de la municipalité Al-Haraba comme modèle. Cette partie est entièrement consacrée à ce terrain d'études particulièrement rural que l'on peut appeler l'espace social du champ d'étude<sup>1</sup> et l'analyse des données récoltées par les différents outils d'observation (questionnaire, entretien, observation *in situ*). Ce questionnaire est divisé en trois parties, chaque partie contenant des questions concernant les grands-parents, les parents et les jeunes diplômés (ou ceux qui sont encore en cours d'études universitaires). De façon générale, le questionnaire explore à travers les enquêtés les trois générations les domaines aussi divers que variés : éducation, professions, revenu, insertion professionnelle... Les entretiens et les observations *in situ* nous ont permis de compléter toutes les données de première (résultats des questionnaires, des entretiens et des observation) et de seconde mains (données statistiques existantes, instituées). Les grilles d'observation de ces deux dernières méthodes étaient conçues de façon courte et précise pour qu'il n'y ait pas de suspicion de la part de nos interlocuteurs, car les personnes interrogées sont souvent réticentes à répondre (ou à être observées), méthodes souvent associées à des enquêtes policières.

Il est à noter que, dans les études sociologiques en Libye la nomenclature des catégories socioprofessionnelles de INSEE est totalement inconnue. Ces catégories en Libye sont classées en trois groupes : emplois scientifiques qui reposent sur la nature du diplôme universitaire obtenu, emplois moyens qui correspondent au diplôme professionnel autre qu'universitaire, et emplois sans qualification qui ne nécessitent ni un

---

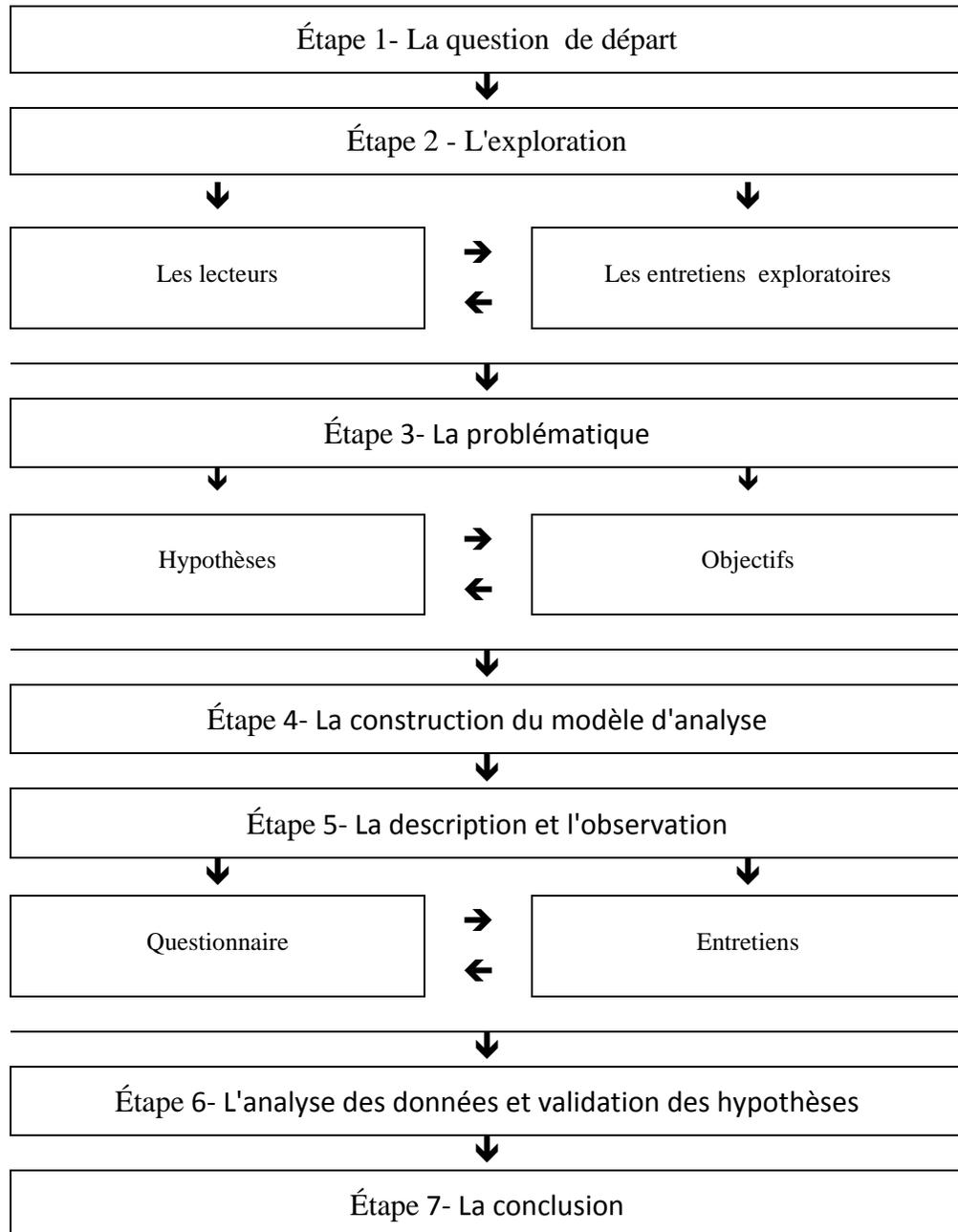
<sup>1</sup> - Pour plus information voir DUVALE Julien, analyse un espace social, in PAUGAM, Serge. L'enquête sociologique, Presses universitaires de France, 2018.p, 267

diplôme universitaire ni un diplôme professionnel. Pourtant une nomenclature un peu plus étoffée facilite la tâche du chercheur pour la comparaison entre les catégories socioprofessionnelles. Rappelons le, ce n'était pas le cas pour nous. Pourtant, avec une nomenclature commune il est possible de réaliser des études comparatives des métiers et professions afin de connaître le flux de la mobilité sociale intergénérationnelle entre les différents pays en matière de la mobilité sociale : Camille Peugny, dans son étude sur l'éducation et la mobilité sociale, estime par exemple qu'« avant de calculer des flux de mobilité sociale, il convient de se doter d'une représentation hiérarchisée de la structure sociale qui permette de déterminer le sens des trajectoires intergénérationnelles »<sup>1</sup>. Il se repose en fait sur la matrice d'Erikson et Goldthorp, qui vise à préciser la hiérarchie de la structure sociale. Le processus de mesure a été réalisé en utilisant des statistiques et des tables de mobilité croisant, pour trois générations, les professions, le revenu et l'éducation. C'est la même méthode que celle adoptée pour l'observation de la mobilité sociale, (voir Julie Pagis Paul Pasquali, observer les mobilités sociales en train de se faire Micro-contextes, expériences vécues et incidences sociopolitiques, *Politix* 2016/2, n°114, p. 7-20). Au final, l'étape suivante permet de vérifier les données, en éliminant le questionnaire incomplet qui affecte les résultats finaux, et de commenter les résultats d'une manière scientifique et les mettre en forme finale dans un rapport ne dépassant pas quelques pages. Ainsi, une approche scientifique exige des étapes scientifiques parmi les plus couramment utilisées dans la recherche scientifique, dans toutes les écoles intéressées par la recherche empirique. Il faut faire référence à cet endroit à la méthodologie utilisée dans l'actuelle recherche, méthodologie que Gilles Ferréol a définie de la façon suivante : « Ces différentes étapes ne sont pas indépendantes les unes des autres. La séquence retenue est nécessairement une simplification et mériterait la prise en compte de ce que les théoriciens de l'approche systémique appellent des "boucles de rétroaction" » (Ferréol, *in* Ferréol, sous la (dir) ; sociologie, Cours, Méthodes, Applications, coll. Rosny, Bréal, 2004, p. 67). Le schéma ci-dessous peut décrire la méthodologie adoptée.

---

1- PEUGNY Camille, Éducation et mobilité sociale : la situation paradoxale des générations nées dans les années 1960, *Économie et statistique*, 2007, vol. 410, n° 1, p. 45, p.p, 22-45.

*Figure 1 : Étapes de recherches*



## Présentation de la thèse

Cette étude commence par une exploration du cadre théorique de la modernisation sociale et de la mobilité sociale en passant en revue son évolution de P. Sorokin jusqu'à nos jours. Elle s'interroge ensuite sur les grandes tendances de la mutation sociale que la société libyenne rurale a connue depuis la période coloniale jusqu'à la chute du régime Kadhafi. Aussi, cette étude rend compte de la relation entre le changement social et l'éducation, ainsi que la manière dont les événements et les circonstances ont modifié leurs parcours sociaux, scolaires et professionnels des individus singuliers et les groupes sociaux. On peut dès lors évoquer les continuités, les bifurcations et les ruptures dans les trajectoires sociales, des cheminements de formation et des bifurcations professionnelles » des jeunes de notre échantillon". Cette thèse se divise en trois parties :

**La première partie :** Elle se focalise sur la thématique de la mobilité sociale, en revenant principalement sur les transformations fondamentales objectives au niveau de la multiplicité des parcours universitaires et son rôle dans la création des trajectoires professionnelles caractérisées par la modernité, accordant des interprétations sociologiques à ce phénomène. En fait, cette partie passe aussi en revue la modernisation sociale en tant qu'une opération d'ouverture sociale qui mène à la bifurcation professionnelle et l'intégration des individus dans des trajectoires professionnelles, ceci ayant pour objectif d'établir un cadre théorique. *In fine*, la première partie contient cinq chapitres qui se composent comme suit

- Le premier chapitre apporte des précisions sur la définition de la mobilité sociale et la différence entre la mobilité sociale et le changement social et leurs variations. Il est à noter que le changement social est un concept plus englobant pour analyser le développement social en milieu rural. Ce chapitre se focalise ainsi sur la manière dont la mobilité sociale s'effectue à travers les trajectoires éducatives et ses indicateurs.
- Le deuxième chapitre examine la mobilité sociale et la progression de carrière, et les institutions qui contribuent à la réalisation de la mobilité sociale, comme l'école, la famille et des institutions d'enseignement supérieur.

- Le troisième chapitre est consacré aux facteurs de mobilité sociale, comme l'ambition, les compétences, et le mérite. Et ce chapitre étudie également les obstacles qui se dressent sur la voie de la mobilité sociale, puis explique la mobilité et les classes sociales.
- Le quatrième chapitre traite la continuité la bifurcation, la rupture et les événements qui y mènent.
- Le cinquième chapitre présente l'histoire de l'individu en tant que l'un des critères de la bifurcation socioprofessionnelle, et puisque cette étude se situant au centre de la proposition théorique, il est nécessaire de se concentrer sur le concept de la modernisation sociale, qui insiste sur les changements institutionnels qui mènent nécessairement au changement de des parcours sociaux des individus, et à la mobilité sociale en général. Ainsi, la modernisation sociale est l'un de mécanismes de la mobilité sociale ; elle est donc souvent ce qui advient dans les sociétés modernes, les résultats les plus importants de la mobilité sociale qui pourraient ainsi former la bifurcation socioprofessionnelle.

**Deuxième partie :** Cette partie, en un seul et long chapitre, concerne l'enseignement supérieur, et ses institutions.

- Le sixième chapitre est consacré au concept d'enseignement supérieur, et à la manière dont la décentralisation et la diversité des disciplines de premier cycle dans toutes les régions fournissent les opportunités à l'ascension sociale pour « tous ». Il s'intéresse également à l'enseignement supérieur et au développement humain. Ainsi, il contient plusieurs points liés à l'expansion de l'enseignement supérieur et les possibilités qu'elle procure pour atteindre aux emplois des cadres et professions intellectuelles supérieures. Un autre rôle de l'enseignement supérieur est la sortie de l'isolement des jeunes du milieu rural qui accèdent à une socialisation universitaire. Nous soulignerons aussi l'impact des origines sociales des étudiants et la nature des diplômés dans sélection sociale de leurs trajectoires socioprofessionnelles, ainsi que l'influence des établissements d'enseignement supérieur dans leurs parcours sociaux. Nous ferons à cet égard une comparaison à travers la lecture théorique en sociologie, entre les étudiants des couches riches

avec d'autres étudiants qui appartiennent à des couches sociales pauvres. Et nous montrerons à la fin de ce chapitre comment certaines trajectoires universitaires chaotiques conduisent à l'échec universitaire, comment l'enseignement supérieur est considéré un projet socio-économique.

**La troisième partie :** L'étude dans cette dernière partie se concentre exclusivement sur la société libyenne, le plus exactement sur l'espace social étudié, à savoir la municipalité de Haraba et l'analyse des données recueillies et reconstituées. Ainsi, elle est composée de trois chapitres, chaque chapitre contient plusieurs sections.

- Le septième chapitre donnera un aperçu historique de l'évolution de la vie socio-économique en Libye, ainsi que de la croissance urbaine dans les zones rurales libyennes, puis il montrera les caractéristiques économiques, géographiques et démographiques les plus importantes de la zone d'étude, ainsi que les types d'activité économique auxquels les habitants sont parvenus depuis longtemps. Dans ce chapitre, il sera possible de reconnaître les changements professionnels dus aux facteurs de la modernisation sociale à travers des observations quantitatives et qualitatives dans cette région. Ce chapitre reviendra également sur le développement territorial de l'enseignement supérieur en Libye, développement qui a permis de proposer des offres de formation diversifiées tenant compte du tissu économique local en constante mutation. Le premier sujet est centré sur la perspective historique du développement économique et social en Libye en général, le deuxième sujet s'intéresse à la mobilité sociale en Libye et aux changements fondamentaux qui ont touché la plupart des secteurs de la vie.
- Le huitième chapitre traite les grands changements dans la région de la Montagne de l'Ouest. Il inclut plusieurs sections traitant de tous les aspects sociaux démographiques et des changements dans la communauté locale.

- Le neuvième chapitre sera entièrement consacré à l'analyse des données statistiques et affichera les résultats et recommandations finaux.

**PREMIERE PARTIE : APPROCHE THEORIQUE DE LA MOBILITE SOCIALE  
ET BIFURCATION PROFESSIONNELLE**



## Introduction

Depuis le début du siècle, le cadre théorique de mobilité sociale a été mobilisé tant par des sociologues des sociétés occidentales que ceux des pays du tiers monde pour expliquer les grands changements sociaux intervenus au sein de leur société. Ces études sont réalisées aussi bien au niveau national, que dans un cadre comparatif entre plusieurs sociétés. Par exemple, l'étude de Jules Naudet (*Mobilité sociale et explications de la réussite en France, aux États-Unis et en Inde*), appliquait des critères théoriques et des indicateurs objectifs, tels que le niveau de l'éducation et son rôle dans le passage d'une couche sociale à une autre. Cette spécialisation a retenu l'attention des sociologues contemporains, en particulier de ceux s'intéressant aux questions concernant le développement social et économique, ainsi que celles abordant les parcours sociaux.

La nature des transformations socioéconomiques et professionnelles d'une société donnée oblige le chercheur à adopter les théories les plus modernes, en établissant des liens avec les théories classiques pour parvenir à une vision commune permettant d'interpréter ou d'expliquer factuellement la réalité sociale. Pour cette raison, la première partie de la présente recherche comprend un certain nombre de sujets interdépendants, qui constituent une compréhension théorique de la mobilité sociale et des sujets connexes, telle la bifurcation professionnelle, qui est un concept plutôt récent dans le domaine de la sociologie. Pour traiter la genèse du phénomène social, nous devons présenter les facteurs contribuant à leur survenue. Après avoir expliqué dans le premier chapitre le concept de mobilité sociale, en termes de dynamique, de limites et de reproduction sociale (classes sociales), nous aborderons la modernisation sociale en tant que source de transformation des sociétés, de la vie traditionnelle vers la modernité sociale. Nous discuterons également du processus de la formation continue et son rôle dans la diversité professionnelle, ainsi que la diversité des filières professionnelles et leur effet dans l'intégration des diplômés universitaires. Avec ces thèmes, nous pouvons ainsi passer du concept traditionnel de mobilité sociale aux autres concepts, plus contemporains.



➤ CHAPITRE I : LA MOBILITE SOCIALE



## Introduction

Depuis Pitirim Sorokin en 1927, le cadre théorique de mobilité sociale est devenu au fil des années l'un des enjeux majeurs en sociologie, tant du point de la théorie que des études empiriques. La mobilité sociale est généralement étudiée par rapport à la position individuelle, plus précisément en observant les changements au niveau de l'éducation, de la profession, ou du revenu ; ces variables déterminent le statut social de l'individu conformément aux normes communes dans toutes les sociétés humaines contemporaines. D'ailleurs, le phénomène de la mobilité sociale est distinct d'une manière ou d'une autre du phénomène de changement social, ce dernier touchant l'évolution de la société en général.

En revanche, la réalisation de la mobilité sociale peut correspondre à l'ascension sociale et économique, souvent liée à la capacité de l'individu lui-même, notamment quand les conditions subjectives et objectives sont favorables. La littérature sociologique suggère que le facteur clé pour atteindre la mobilité sociale est le niveau d'instruction plus élevé de l'individu, car celui-ci est la principale variable qui détermine les professions. La mesure du phénomène de mobilité sociale dépend principalement des indicateurs définis tels que l'éducation, la profession, le revenu, qui permettent de déterminer le statut social occupé par l'individu sur l'échelle sociale, ce chapitre apporte un éclairage théorique sur un certain nombre des thèmes importants de la mobilité sociale tels que les différences entre la mutation sociale et la mobilité sociale à travers les trajectoires éducatives longitudinales ; les types de la mobilité sociale ; la manière dont se réalise la mobilité sociale.

### 1.1- La perspective sociale dans l'étude de la mobilité sociale et des parcours sociaux

La mobilité sociale est un concept qui occupe une position privilégiée depuis sa genèse dans le patrimoine social, elle est considérée comme un phénomène général vécu dans toutes les sociétés. Elle varie cependant d'une société à l'autre dans le degré d'ampleur et sa massification, elle apparaît dans certaines périodes, comme elle disparaît dans d'autres périodes, selon les grands événements sociétaux, car ceux-ci touchent en effet à la fois les individus singuliers et les valeurs sociales.

Les sociétés humaines ont connu de constants changements depuis les temps anciens, l'individu dans la société est l'unité sous-jacente à la mobilité à tous les niveaux. Chaque individu dans la société vit un cas de la mobilité dans sa vie, même relativement, surtout à notre époque, où le rythme des changements s'accélère à tous les niveaux, tels que les événements politiques, les innovations scientifiques les bouleversements socio-politiques, les guerres, les catastrophes naturelles...

Les sociétés humaines jouent un rôle important et essentiel dans l'existence de ce phénomène. Elles peuvent fournir aux individus un sentiment général d'ouverture, de flexibilité, des possibilités de changements, ou le contraire, selon la perception de ses membres et les possibilités offertes par les dispositifs mis en œuvre, ainsi que de la rigidité et l'étrécissement des valeurs humaines, qui souvent ne permettent pas la mobilité sociale dans les parcours sociaux équilibrés.

Selon la notion de trajectoires sociales, ce concept relativement récent, on peut alors considérer que la mobilité sociale mène à tous les changements qui se produisent aux niveaux professionnel et éducatif, ainsi qu'aux changements économiques et aux relations sociales au sein d'une même société, qu'elle reflète l'ouverture de la construction sociale et professionnelle, et que ce phénomène reflète également des groupes de phénomènes étroitement liés à la structure sociale, comme la multiplication des opportunités, le déplacement dans la construction professionnelle à travers la multiplicité des points de la bifurcation professionnelle. Les différentes filières disponibles dans l'enseignement supérieur par exemple, peuvent fournir aux enfants de toutes les classes sociales des opportunités de mobilité sociale d'une classe sociale à l'autre, ils peuvent s'y déplacer verticalement ou horizontalement, le mouvement s'est accéléré avec la large disponibilité et l'assimilation des jeunes dans des établissements d'enseignement supérieur : c'est la conséquence de la démocratisation des processus d'éducation.

En effet, beaucoup d'études ont montré qu'une grande proportion de personnes ont évolué socialement au cours de la période de reprise économique, tandis qu'un petit pourcentage n'aurait pas amélioré leurs conditions économiques. Ainsi, l'étude menée par le Fonds Monétaire Arabe (AMF) a indiqué que la reprise économique des années soixante et soixante-dix a entraîné une augmentation du taux de scolarisation de toutes les catégories de la société, que le taux de chômage a baissé, et que le revenu moyen a

augmenté. [voir Mohamed Omran, *Performance et sources de croissance économique, une étude appliquée sur l'économie égyptienne*, Fonds monétaire arabe, 2002, p.p. 56, 68]. L'étude de Robert J. Havighurst<sup>1</sup> a utilisé l'approche comparative de quatre sociétés différentes dans le degré de croissance économique, cette étude était basée sur un échantillon de quatre pays : les États-Unis, le Brésil, l'Angleterre et l'Australie. L'étude a démontré les propositions suivantes :

1. En Australie, la situation de la classe ouvrière s'est amélioré depuis 1900, cette amélioration a coïncidé avec le soutien du gouvernement aux salaires des travailleurs.

2. En Angleterre, le statut de la classe ouvrière s'est amélioré, principalement en raison des services de santé et de l'assurance chômage.

3. Au Brésil, la reprise économique a entraîné une nette augmentation du statut de la classe ouvrière urbaine et rurale, ce qui réduit la distance entre la classe ouvrière et la classe moyenne.

4. En Amérique, le niveau de vie de la classe ouvrière a augmenté, comme en Australie où il est beaucoup plus élevé qu'en Angleterre et au Brésil, en raison de la reprise économique du pays.

La plupart des théories de la mobilité sociale démontrent que la bifurcation sociale implique l'enseignement supérieur et ses institutions ; à cet égard, Lipset et Bendix (1959) montrent que « l'enseignement supérieur est le seul moyen qui permettra aux enfants des travailleurs de diverses industries traditionnelles d'entrer sur le marché du travail dans des professions qu'ils auront choisies, mais les individus appartenant à cette classe moyenne vont accepter le premier travail manuel à leur disposition s'ils ne peuvent obtenir la chance d'entrer dans l'enseignement supérieur »<sup>2</sup>.

## 1.2- La définition de la mobilité sociale

Avant de présenter la mobilité sociale comme phénomène social, il est nécessaire de comprendre les dimensions psychologiques de ce phénomène selon la psychologie

---

1- Robert J. Havighurst, Education social Mobility and social change in Four societies, in: International l review of Education, vol.4, 1959. Citation de Naima Hassan Jaber, *L'éducation et la mobilité sociale dans une zone industrielle*, thèse de doctorat, Université Ain Shams, Égypte, 1991, p. 23. (Langue arabe).

2-Lipset (S.M) et Bendix (R), Titre en arabe (La mobilité sociale dans la société industrielle), traduction de Mohammed Osman, Le Caire, 1968, p. 75.

sociale, notamment selon la théorie de la représentation sociale, telle que Moscovici l'a proposée en 1961. L'individu occupe une certaine position dans un groupe social particulier, et cette position peut être soutenue par ses appartenances sociales ; son comportement et son discours reflètent donc nécessairement la situation à laquelle il appartient [voir Viaud Jean. Contribution de la psychologie sociale à la compréhension de la mobilité sociale. *Hermès, La revue*, 2005, no 1, p. 167-172].

Pour étudier la mobilité sociale et les trajectoires sociales, il est nécessaire également de mettre en œuvre un modèle théorique et méthodologique permettant de déterminer les catégories préétablies et de donner une approche de la mobilité. La nature de ce genre d'étude, qui se base sur les méthodes descriptive et analytique, est de manière générale empirique, afin de connaître le degré et la direction de la mobilité sociale. A priori, ce type d'études se concentre sur l'évaluation des changements principaux entre la carrière professionnelle et la vie familiale des parents et celles de leurs enfants, inter- ou intra-générationnels, c'est-à-dire la comparaison entre les statuts sociaux entre deux générations ou plus ; cette comparaison est circonscrite à travers des variables socio-économiques pendant différentes périodes. Ainsi, à cet égard, Nicolas Thibault souligne que : « La méthode traditionnelle des tables de la mobilité s'appuie sur des données transversales. Étudier la mobilité sociale dans une société, c'est décrire et analyser les relations qui unissent la position des personnes ou familles dans la structure sociale à celle de leurs parents ou aïeux »<sup>1</sup>.

Les définitions de la mobilité sociale se sont multipliées selon plusieurs théories, telles que la théorie de la mobilité sociale et les théories du gradient social. Chaque théorie a sans doute sa définition de ce phénomène social, toutes ces définitions indiquent des changements dans la situation des individus d'une position à l'autre, mais les changements se centrent également sur les groupes humains, ainsi que l'estime Pierre Weiss : la mobilité sociale est « le changement de catégorie à l'intérieur d'une classification fondée sur l'activité professionnelle et le niveau du genre de vie qui s'y rattache »<sup>2</sup>.

---

1- THIBAUT Nicolas, « La mobilité sociale. Une construction biographique. L'exemple des enfants d'indépendantes », in BONVALET Catherine et LELIEVRE Éva (dir.), *De la famille à l'entourage Multimédia multi-support, l'enquête Biographies et entourage*, INED, coll. « Grandes enquêtes », Ceindre Paris, 2012, p. 351, 472 p.

2- WEISS Pierre, *La mobilité sociale*, coll. « Que sais-je », Paris, PUF, 1986, p. 8.

Cette définition confirme le rôle de la catégorie dans la stratégie des changements sociaux, c'est-à-dire que les catégories sont comme un cadre qui engendre les changements structurels. Selon cette définition, la mobilité sociale se concentre sur la transformation collective. Mais la réalité est différente selon la théorie de la mobilité de Pitirim Sorokin, qui voit la mobilité comme un phénomène qui se fonde sur l'individu même, tandis qu'il y a une autre tendance qui voit que la mobilité sociale concerne l'individu ou le groupe social. Frédéric Lebaron définit la mobilité sociale comme suit : « La mobilité sociale désigne le passage, pour un individu ou un groupe, d'une position d'origine à une position d'arrivée »<sup>1</sup>.

### *1.2.1- La différence entre la mobilité sociale et le changement social*

Cette présentation différencie le concept de la mobilité sociale de la mutation sociale locale de la société. Ainsi, la mobilité sociale se caractérise par l'individualisme, tandis que le changement social se ferait par le biais des plans de développement gouvernementaux. Le point de vue de Sorokin s'oppose à la vision qui décrit la mobilité sociale par la généralité, il pense que la mobilité sociale se concentre sur le déplacement de l'individu d'une position sociale à une autre, elle serait alors une situation individuelle concernant le seul individu. Il faudrait donc distinguer entre la mobilité sociale individuelle et le phénomène de changement social, ce dernier étant plus global à propos de processus de développement (ou de changement) global pour toute la construction sociale, grâce à des plans gouvernementaux notamment. Il met ainsi en évidence à la fois des changements dans la morphologie sociale, tels que les changements de taille de la population et de la nature des relations humaines prévalant entre les composantes de la société ; ces changements étaient parmi les préoccupations d'Émile Durkheim. À cet égard, Philippe Steiner déclare : « Le changement social est un enjeu presque toujours présent dans l'œuvre de Durkheim, peut être de très longue durée comme celui qui, répondant aux modifications des faits morphologiques (taille de la population, réseau de communication, urbanisation, densité des relations sociales) fait progressivement passer

---

<sup>1</sup>- LEBARON Frédéric, *Les 300 mots de la sociologie*, édition Dunod, Paris, 2004, p.147.

de la solidarité mécanique à la solidarité organique»<sup>1</sup>. (Pour plus d'information, voir Durkheim Émile, 1858-1917, « la division du travail social », 1893)

Ainsi, on peut dire que le changement social est un phénomène social inhérent des sociétés depuis les temps anciens, que ce soit les sociétés pastorales ou agricoles, développées ou en développement, capitalistes ou socialistes, ainsi qu'il repose sur leurs motivations sociales exogènes et endogènes. [Voir Dominique Martin, relation de travail et changement social, 2014, p.220]. Par ailleurs le changement est une transition d'état à une autre, selon Alexis Trémoulinas «Le changement chez Durkheim est avant tout une phase historique de transition entre deux états stables de la société»<sup>2</sup>

Le changement social qui se produit dans les sociétés d'aujourd'hui n'est pas sans instruction consciente, mais est intentionnel, notamment quand les changements administratifs sont en conformité avec les plans bien pensés pour présenter les méthodes et moyens afin de réaliser le développement global. La société est intrinsèquement variable, elle prend de la génération précédente des aspects culturels, elle s'adapte à la réalité sociale, aux nouveaux besoins. Chaque changement social (étendue, vitesse et direction), ses débuts ainsi que son objectif final, constituent un ensemble de variables dépend de la nature de la société. Cependant, la mobilité sociale est un phénomène individuel, où l'individu s'efforce à l'ascension sociale à travers le parcours familial ou grâce à ses capacités personnelles.

### *1.2.2- La mobilité sociale à travers les trajectoires éducatives longitudinales :-*

La mobilité sociale des individus par le biais du déplacement d'une position professionnelle à une autre se fait via des trajectoires socioprofessionnelles qui n'étaient pas connues des précédentes générations, elle peut être décrite sous la forme d'une bifurcation professionnelle. En effet, les points de la bifurcation (*turning points*) ne se produisent pas au hasard, mais en raison de l'organisation institutionnelle. Par exemple, les individus parviennent à d'autres statuts sociaux pendant la durée de la croissance socio-économique, ou ils accèdent aux nouveaux statuts sociaux quand ils épousent des personnes de classe sociale supérieure, ou grâce à de trajectoires éducatifs longitudinaux de l'école primaire à la phase de l'enseignement supérieur, ce genre de trajectoires

---

<sup>1</sup> - STEINER Philippe, *La sociologie de Durkheim*, éditions La Découverte, Paris, 1994, P.68

<sup>2</sup> - TREMOULINAS Alexis, *Sociologie des changements sociaux*, éditions la Découverte, Paris, 2006, P.16.

éducatives (enseignement secondaire, enseignement supérieur et insertion professionnelle) ) lesquels l'orientation scolaire ou professionnelle se produit à travers des offres de formation. [voir *Education et formation disparités territoriales et régionales; rapport final, parcours de scolarisation, de formation, insertion professionnelle et mobilités géographiques; sous la responsabilité scientifique de Servet ERTUL*, p. 13] .

Ce processus aboutit vraisemblablement à la hiérarchie professionnelle. Andrew Abbott confirme cette idée : « cette conception des *turning points* est associée à une conception structuraliste du processus social. Ce processus est organisé en trajectoires, dont la plupart sont programmées dans des institutions comme l'école, la profession, le mariage »<sup>1</sup>. La mobilité sociale ascendante est certainement une propriété saillante des sociétés modernes qui se caractérisent par « le régime biographique », concept utilisé par Nicolas Robette dans sa contribution à ce sujet. [voir Nicolas Robette, *Explorer et décrire les parcours de vie les typologies de trajectoires*, Université Paris Descartes, Juin, 2014, p.10]

La mobilité sociale est un sujet qui suscite l'intérêt des sociologues, ce sujet vise à étudier le déplacement de l'individu entre les classes sociales, alors que ce genre de mobilité concerne l'individu même à travers des parcours sociaux ou professionnels. Cette perspective correspond aux idées de Dominique Merllié et Jean Prévot, dans leur ouvrage *La mobilité sociale*, ils estiment que « l'idée de la mobilité sociale débouche sur celle des trajectoires effectuées par les individus sous l'action des [champs de force sociale], les sources de ses forces sont constituées comme en physique par les autres corps, par les autres individus»<sup>2</sup>.

Il apparaît clairement selon ce point de vue que les individus sont affectés par des facteurs exogènes et d'autres endogènes au cours de leurs parcours de vie. Ceci montre que les individus obtiennent des positions professionnelles et sociales à travers l'instruction de la famille, les trajectoires scolaires ou universitaires. Ces deux institutions fournissent des opportunités à l'individu de se classer soi-même sur l'échelle sociale, c'est-à-dire que la mobilité sociale est considérée comme un déplacement de l'individu

---

1- ABBOTT Anrew, A propos du concept de Turning Point , in , BESSIN Marc, BIDART Claire, GROSSETTI Michel (dir.) *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, coll. La Découverte, Paris, 2010, P.P, 188 -208.

2- MERLLIE Dominique et PREVOT Jean, *La mobilité sociale*, édition la Découvert, Paris, 1991, p. 18.

d'une situation sociale à une autre grâce aux institutions sociales, qui accordent aux individus des statuts sociaux assignés, et d'autres statuts acquis ; nous tenterons de déterminer ces derniers dans une section dédiée.

Ces déplacements conduisent à des changements de statut social pour un même individu. Cette conceptualisation est en adéquation avec le point de vue de Pitirim Sorokin, reconnu pour ses études sur la mobilité sociale (Social Mobility, 1927-1941). Il observe que : « la mobilité sociale est une transformation de l'individu ou d'un groupe d'une classe à l'autre ou d'un niveau socio-économique prédéterminé à une autre classe ou à un autre niveau socio-économique, cette transition implique un changement de la profession ainsi que du revenu de l'individu, cette mobilité peut être vers le haut ou vers le bas »<sup>1</sup>.

Certaines caractéristiques de la mobilité sociale impliquent la réussite des enfants à l'école qui leur permet de gravir l'échelle sociale et de réaliser de nouveaux statuts sociaux en cohérence avec leurs diplômes. La mobilité sociale en France se fait par exemple à travers la réussite scolaire, Martin Gilles dit à cet égard que « la mobilité sociale est davantage envisagée sous l'angle de la réussite scolaire favorisant la réussite sociale »<sup>2</sup>.

### 1.3- Différents types de mobilité sociale

La mobilité sociale, selon son concept sociologique, implique deux directions : mobilité sociale ascendante ou mobilité sociale descendante. Souvent, la mobilité sociale progresse d'un faible niveau à un niveau plus haut ; ceci est considéré comme souhaitable, tandis que la mobilité vers le bas est généralement indésirable. La mobilité sociale vise donc à améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des individus ou de leurs familles, les principaux types de mobilité sociale observables sont les suivants :

---

1- SOROKIN Pitirim, social and cultural Mobility, in: The international Encyclopedia of Social Science, Vol.4, 1968, p.480. Citation de Naima Hassan Jaber, *l'éducation et la mobilité sociale dans une zone industrielle*, thèse de doctorat, Université Ain Shams, Égypte, 1991, p. 23. (Langue arabe).

2-MARTIN Gilles, la mobilité sociale : entre objet sociologique et injonction politique, *Idées économiques et sociales* 1/2014 (N° 175), p. 4-5 URL : [www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-4.htm](http://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-4.htm). DOI : [10.3917/idee.175.0004](https://doi.org/10.3917/idee.175.0004).

- La mobilité horizontale est considérée comme le changement de profession sans changement de statut dans la hiérarchie sociale, en particulier la mobilité géographique, comme le transfert d'un employé ou d'un enseignant d'une institution à une autre, avec les mêmes devoirs et droits découlant de son travail, sans être accompagné de changement des conditions économiques. Danielle Potocki-Malicet définit ainsi la mobilité horizontale : « c'est la mobilité fonctionnelle, la variation de parcours professionnels, c'est un changement d'emploi, de fonction ou de métier. Il peut se faire sur place ou sur un lieu différent, dans un poste dont le niveau de qualification est jugé équivalent au précédent poste occupé. Il n'est généralement pas accompagné de progression hiérarchique ni d'augmentation de salaire »<sup>1</sup>. Ce type de mobilité n'a pas trouvé une attention sérieuse de la part des scientifiques, des chercheurs et des personnes intéressées par la mobilité sociale, elle est divisée en deux types de mobilité :
- La mobilité professionnelle est le changement de carrière dans la même profession sans aucun changement de statut social.
  - La mobilité géographique est un déplacement géographique d'un endroit à un autre, ce changement sans aucune promotion dans le statut.
- La mobilité verticale suit une trajectoire ascendante ou descendante, d'un statut social à un autre au sein d'une hiérarchie sociale, pour un individu ou un groupe social, elle concerne la « mobilité sociale » au sens pratique, ce qui impacte positivement ou négativement le statut social. À cet égard, Abd Hamid Mahmoud Saïd déclare : « La mobilité est destinée principalement à déplacer une personne d'un milieu social à un autre, alors c'est selon cette direction que ce changement prend deux formes, la mobilité sociale ascendante et la mobilité sociale descendante sur l'échelle sociale »<sup>2</sup>. Danielle Potocki-Malicet décrit également la mobilité verticale : « C'est celle des promotions traditionnelles, le salarié accède, là

---

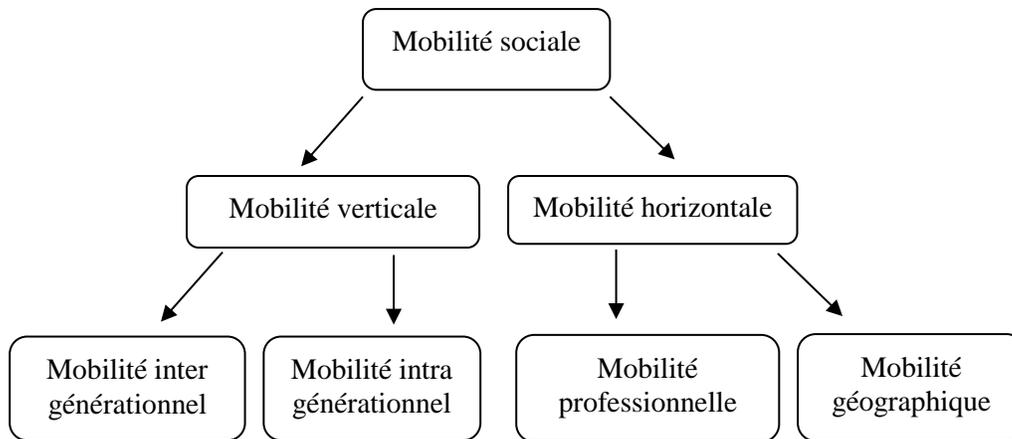
1- POTOCKI-MALICET Danielle, *Éléments de sociologie du Travail et de l'Organisation*, Éd. Economisa, 1997, p.83

2- Abd Hamid Mahmoud Said, *des études en sociologie*, Caire, Egypte, Bibliothèque de Caire Modern, p.270

où il se trouve ou dans un lieu géographique différent, à une fonction située plus haut dans l'échelle hiérarchique, assortie d'un salaire supérieur »<sup>1</sup>. Gharib Said déclare à ce propos « Le sens de la transformation individuelle, du groupe ou des valeurs d'une classe sociale particulière à une autre couche sociale pourrait se concentrer principalement dans l'ascension sociale ou la descente sociale, qui apparaît clairement dans les domaines de la mobilité économique, politique et professionnelle en particulier »<sup>2</sup>. Nous expliquerons donc les types de mobilité, sociale et verticale.

- La mobilité est ascendante lorsque l'individu grimpe dans la hiérarchie sociale.
- La mobilité est descendante lorsque l'individu connaît un déclassement social.

**Figure 2 : L'articulation des principaux types de mobilité sociale**



### 1.3. 1- Comment la mobilité sociale se réalise-t-elle ?

La mobilité sociale est réalisée par des réformes politiques : en effet, les réformes administratives et politiques que les gouvernements mettent en place pour l'amélioration

---

1- POTOCKI-MALICET Danielle, Op. Cit; p.83

2- Gharib Mohamed Said Ahmed, les classes sociales, Alexandrie, institution des livres universitaires, 1982, p. 83.

des conditions de vie des citoyens mènent à des changements fondamentaux dans tous les aspects de la vie.

En ce sens, toutes les procédures gouvernementales aboutissent normalement à la mobilité sociale pour les membres de la société, cette idée est confirmée à celle de Dominique Merllie qui pense que : « La mobilité sociale est aussi un enjeu politique : dans les sociétés où l'organisation politique se réfère à des principes démocratiques et l'organisation économique du libéralisme, il semble logique qu'à l'égalité des citoyens et à la liberté d'entreprendre corresponde dans le domaine social, sinon l'égalité de situations sociales, du moins l'égalité des conditions d'accès aux différentes situations. L'analyse de la mobilité sociale renvoie au principe de l'égalité des chances » et « les sociétés démocratiques et libérales peuvent chercher à évaluer la réalité ou l'efficacité de leurs principes de fonctionnement à l'importance des flux de mobilité sociale qu'elles permettent »<sup>1</sup>

Il semble logique que l'égalité des citoyens et la liberté d'entreprendre s'appliquent dans le domaine social dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. La plupart des gouvernements ont planifié des réformes structurales, comme une politique globale pour tous les enfants dans des écoles publiques ainsi que la réduction du taux d'analphabétisme dans la plupart des pays du tiers-monde, notamment en Libye.

#### 1.4- Les indicateurs de la mobilité sociale

La mobilité sociale est une valeur principale dans toutes les sociétés, il y a plusieurs manières pour la mobilité sociale de déboucher sur l'ascension ou la descente de l'individu sur l'échelle sociale.

En effet, les différentes stratifications sociales réalisent cette opération (la mobilité sociale), mais l'importance relative de ce phénomène varie d'une société à l'autre et d'une période à l'autre. Cela dépend de la structure sociale de la société et de la nature des systèmes politiques, du degré d'ouverture et de fermeture des classes sociales, du degré de participation politique, le développement territorial, et démocratisation des institutions de l'éducation. Ainsi, les systèmes sociaux les plus importants sont la force

---

<sup>1</sup> - MERLLIE Dominique, la mobilité sociale *in* (les mutations de la société française) les grandes questions économiques et sociales, Éditions la Découverte, Paris, 2007,2013. p.7-8.

militaire, le corps religieux, le système politique et la famille, auxquels s'ajoutent les facteurs économiques et sociaux les plus importants, tels que l'immigration, la profession, le revenu et l'éducation.

On pourrait dire que les indicateurs de la mobilité sociale sont formés de plusieurs éléments, qui sont présents dans l'évolution du niveau général d'éducation des individus : l'amélioration des conditions de vie, le revenu plus élevé, le degré de participation politique et l'égalité entre les hommes et les femmes dans les droits et devoirs. Ces indicateurs reflètent les changements décrits par Yannick Lernel dans son étude sur la mobilité sociale, notamment la variation entre les enfants et leurs parents en France contemporaine, et les mêmes indicateurs ont été adoptés par de nombreuses études sur la mobilité sociale dans le monde arabe, dont nous montrerons les résultats les plus significatifs. [voir Cautres Bruno, « Recherches récentes sur la mobilité sociale », *Revue française de sciences politiques*, Année 1992, Volume 42, Numéro 3, pp. 441-479]

Il est logique que ces indicateurs soient crédibles pour mesurer le degré de mobilité sociale dans la même génération ou entre les générations. La comparaison entre les générations dans la même société nécessite des indicateurs normés pour comprendre les changements de vie des individus ainsi que leurs statuts sociaux. On utilise parfois une autre norme pour repérer le degré de la mobilité sociale globale, cette norme se représente dans le degré de la modernisation sociale. D'ailleurs, la mobilité sociale, selon l'opinion des sociologues, a de multiples dimensions dans la détermination du degré des changements socioprofessionnels.

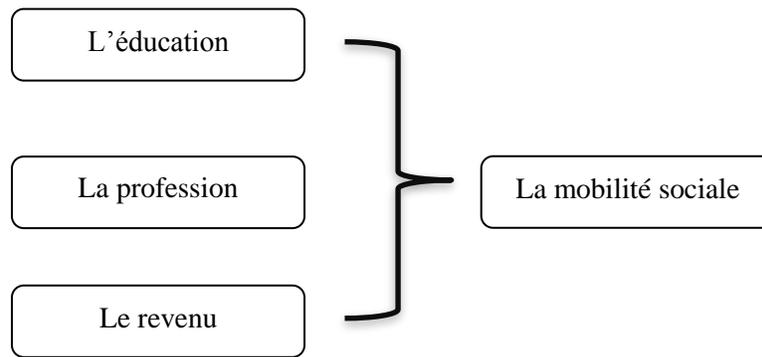
Nous suggérerons que la profession est le critère principal pour la mobilité sociale, ainsi que l'ont démontré les chercheurs Jean-Pierre Briand (1984) et Jean-Michel Chapoulie (2000) dans leurs enquêtes sociales ; Alain Desrosières et Laurent Thévenot (2002) ; et également Dominique Merllie : « Il est nécessaire de maîtriser les principes de classement des catégories socioprofessionnelles pour interpréter les résultats des enquêtes sur la mobilité sociale »<sup>1</sup>. En effet, les sociologues ont émis des critères de statuts sociaux en fonction de la théorie de la mobilité sociale et celle de la théorie de gradient. Nous allons expliquer les indicateurs les plus importants, tels que la profession qui est

---

<sup>1</sup> - MERLLIE Dominique, 1994-op, cit, p165

représentée dans la hiérarchie socioprofessionnelle ; l'éducation qui est représentée par le développement territorial des établissements d'enseignement supérieur ; et le revenu. Cette étude porte donc principalement sur la profession, l'éducation, et le revenu, ceux-ci représentent l'amélioration des conditions de vie en général : sont les plus importantes ; elles peuvent cerner la mobilité sociale par le biais des parcours socio-professionnels donnés.

**Figure 3 : L'articulation des indicateurs de la mobilité sociale**



#### 1.4.1- La profession

La profession représente une des variables socio-économiques les plus importantes dans la mobilité sociale, en terme d'absorption de la main-d'œuvre dans les catégories professionnelles et également en terme d'étendue de son efficacité dans le processus de développement socio-économique. La variable de profession est utilisée dans de nombreuses études pour mesurer la mobilité sociale des catégories sociales, particulièrement pour les hommes. Alain Bihr, dans son étude sur le sujet de la reproduction des inégalités dit, en citant l'idée de Sorokin, « On supposait le plus souvent que la mobilité sociale des hommes passait par la profession et celle des femmes par le mariage [Sorokin, *Social Mobility*, 1927] »<sup>1</sup>

Ainsi, le choix de l'individu pour sa carrière ne serait pas spontané : le choix se base sur les mérites de la profession elle-même, qui attire l'individu à la profession, il est donc influencé par certaines variables importantes telles que « le revenu, le pouvoir, le prestige », toutes ces variables sont associées avec le statut social.

<sup>1</sup> - BIHR Alain et PFEFFERKORN Roland, *Le système des inégalités*, Éditions la Découverte, Paris, 2008, p.81

Les sociologues se sont intéressés aux constructions professionnelles et à la mobilité professionnelle dans les différentes sociétés. Otis Duncan a ainsi mené des études sur la construction professionnelle et sur le statut social dans la société américaine, qui ont conclu que le statut socio-économique serait évalué selon la profession, le revenu et le niveau d'éducation.

Kamal Abdul Hamid al-Zayat, estime la profession comme un indicateur de la mobilité sociale et il souligne : « La transition d'une carrière à une autre dans la vie de l'individu est l'un des déterminants importants dans la réalisation de la mobilité sociale, alors que la profession représente une dimension importante qui définit le statut d'individu dans la classe sociale »<sup>1</sup>. Ainsi, plusieurs sociologues ont effectué des études sur la mobilité sociale centrées sur l'analyse des carrières des groupes, à la lumière des professions occupées par les membres de ces groupes au moment de la recherche.

C'est approprié que nous indiquions la définition du groupe professionnel selon la littérature de sociologie, où Bruno Milly le définit « par professions, nous entendons des cadres et des collectifs transversaux de pairs exerçant la même activité professionnelle. cette définition se rapproche de celle de " groupe professionnel »<sup>2</sup>

En lisant ce genre d'études sur la mobilité sociale entre les générations, on s'aperçoit qu'elles s'axent autour des parcours sociaux vécus par les individus, d'une génération à l'autre, des parents à leurs enfants. La nature de l'évolution sociale prend des formes multiples en termes d'évolution de la construction fonctionnelle. Selon l'héritage social, les sociétés humaines se déplacent de la forme simple, qui dépend de la similitude des professions à des sociétés plus complexes qui se caractérisent par la division du travail. Ce dernier consacrerait le principe de déplacement des professions traditionnelles aux modernes. « Le phénomène de l'hérédité professionnelle était le phénomène le plus répandu avant le début de la révolution industrielle, puis le processus de modernisation sociale et le développement des possibilités d'éducation a pu offrir le choix de la profession en rapport avec les penchants et désirs indépendamment des considérations»<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> - Kamal Abdul Hamid al-Zayat, *Sociologie professionnelle*, Bibliothèque de renaissance de l'Est, 1976, p.148.

<sup>2</sup> - MILLY Bruno, *le travail dans le secteur public entre institutions, organisations et professions*, presses universitaires de Rennes, 2012, p.34.

<sup>3</sup> - Kamal Abdul Hamid al-Zayat, 1976, *op. cit.*, p.148.

La plupart des preuves scientifiques ont confirmé le lien fort évident entre le statut social privilégié avec celui de la profession scientifique, alors que les professions et emplois saisonniers subalternes n'exigent pas un niveau élevé d'éducation, tandis que le niveau d'éducation est fortement associé à un statut professionnel élevé. Il y a une dialectique au-delà de la mobilité sociale, celle-ci (l'égalité de chances) est considérée comme un facteur important dans la réalisation de la mobilité sociale.

Il est à noter que les jeunes doivent bénéficier d'égalité du travail, dans toutes les classes sociales conformément leurs capacités (mérite). La discrimination est donc fondée sur les qualifications scientifiques. Nadia Jaber dit à cet égard : « L'égalité de distribution des chances de travail est un facteur important pour la réalisation de l'ascension sociale. C'est pourquoi les études des parcours sociaux de la famille concernent au préalable les choix des enfants qui doivent prendre en compte la distribution des opportunités de l'exploitation des individus dans les institutions officielles de l'État, il se base sur le mérite ou sur l'appartenance aux classes sociales favorisées. On remarque que les enfants qui viennent de familles dont le statut est élevé dans l'échelle professionnelle auraient plus de chance que les enfants qui viennent de familles de la classe défavorisée »<sup>1</sup>

Il faut noter que les tendances contemporaines des études du phénomène de la mobilité entre les générations ont tendance à chercher les causes qui conduisent aux différences dans la mobilité professionnelle entre les générations. À cet égard, on pourrait insister sur la partie jouée par les attributs associés aux sexes, et les conditions sociales familiales, les conditions professionnelles ainsi que sur les modèles éducatifs et culturels, ce qui prévaut dans la société, y compris dans les sociétés modernes. À cet égard, on peut indiquer l'étude de Lvan Chase, qui visait à chercher les raisons des différences entre les modèles des générations mobiles pour chacun des hommes et des femmes, qui se rapportent à la vie familiale et la vie professionnelle. [Kamal Abdul-Hamid al-Zayat, *Sociologie professionnelle*, p.148]

La construction des classes dans les sociétés traditionnelles est fermée, les individus pourraient obtenir ainsi leurs professions par l'héritage : chaque individu reçoit automatiquement la profession de son père, la situation socio-professionnelle est ainsi

---

<sup>1</sup> - JABER Nadia, *La mobilité sociale et le développement*, Faculté des arts, Université Minia, Égypte, 1988, p.25.

déterminée par l'origine sociale de la famille et la construction sociale, comme c'était le cas en Libye avant l'indépendance. Dans les sociétés relativement ouvertes, l'impact de l'origine sociale et profession des parents pourrait être moins important pour le succès des enfants, c'est-à-dire que les sociétés ouvertes accordent la possibilité du travail pour tous, quelle que soit l'origine sociale, en se reposant sur l'éducation et le statut professionnel de l'individu.

Le critère prévalant dans la plupart des collectivités locales est le degré de fermeture interne de la profession, on peut donc dire que la profession libérale publique dépend en grande partie du degré de fermeture des couches sociales au sein de la société : les fonctions politiques qui sont un privilège de l'élite ; il sera nécessaire d'évoquer ultérieurement les élites libyennes dans le chapitre consacré à l'espace social de la recherche.

Notons que quand les sociétés sont plus ouvertes, il en résulte que le degré de concurrence des membres de la société augmente, et que chaque fois que la construction sociale est fermée, la concurrence sur les professions est moindre.

Peut-être que cette idée ne diffère pas de celle de Nadège Vezinat, quand elle décrit les idées de Max Weber. À cet égard, elle dit que « Le degré de fermeture interne de la profession dépend ainsi, pour Weber, du stade d'appropriation des chances sociales et économiques monopolisées par la communauté, c'est-à-dire de la limitation de la compétition à l'intérieur de la communauté d'intérêts. Quand les chances sont ouvertes au sein du groupe, tous les membres sont libres de se concurrencer entre eux alors que, quand elles sont fermées de l'intérieur des dispositifs tels qu'un roulement temporel, des privilèges viagers ou encore à la limite ses chances interviennent pour réguler le groupe »<sup>1</sup>.

Les différences individuelles en termes de capacité et les compétences jouent un rôle important sur la mobilité sociale et professionnelle au sein des différentes sociétés. En fait, certains emplois exigent des capacités spéciales, ainsi l'individu compétent fait généralement mieux que l'individu sans expérience. La disparité dans les capacités des individus serait donc considérablement importante dans la mobilité sociale.

---

<sup>1</sup> - VEZINAT Nadège, *Sociologie des groupes professionnels* (la profession comme double mécanisme de fermeture), sous la direction de François DE SINGLY, Armand Colin, 2016, p.23.

La croissance scientifique et les progrès technologiques et économiques, en raison des découvertes scientifiques, ont contribué à la mobilité sociale sous toutes ses formes, que ce soit la mobilité sociale élevée sur le niveau des professions, ou la mobilité géographique de la campagne vers les villes. Ce phénomène a peut-être contribué à fournir des professions dans les zones les plus « civilisées », où le statut de profession est évalué par le rendement financier, alors que le statut socio-économique est déterminé par le revenu d'individu.

En effet, l'essor de l'industrie et de la technique ainsi que le renforcement du système d'éducation ont mené à des changements essentiels pour les classes sociales. Nous indiquons à cet égard, par exemple, que les carrières traditionnelles ont disparu du marché du travail dans la société libyenne, et que les carrières intellectuelles se sont en même temps multipliées. On peut dire que ce changement de système de vie professionnel a ouvert la porte aux élèves des classes modestes pour accéder aux statuts supérieurs sur l'échelle sociale par le biais de la hiérarchie professionnelle. Ceci donne de l'enthousiasme aux élèves pour obtenir des diplômes grâce aux institutions de l'enseignement supérieur qui se sont développées horizontalement [voir Shelig, 2007, *Métiers traditionnels en voie de disparition*].

#### 1.4.1.1- La bifurcation professionnelle

La bifurcation professionnelle est considérée comme une reconversion de l'individu pour une autre profession, où l'individu peut adopter un autre rôle sur l'échelle professionnelle, il peut alors reconstruire une autre trajectoire professionnelle, quelles que soient les contraintes contextuelles. En effet, le changement professionnel indique des transformations structurelles qui touchent tous les secteurs de la société, ce changement est d'ailleurs le résultat de la bifurcation professionnelle, qui est définie comme « le changement biographique de l'individu », obtenu par le succès individuel.

En réalité, cette bifurcation professionnelle accorde à l'individu la capacité d'insertion et d'intégration avec un nouveau statut socio-professionnel, l'individu réalise un projet de vie, qu'il peut effectuer une transition sans encombre dans sa vie professionnelle privée, neutralisant ainsi les parcours familiaux et leurs trajectoires. Aussi

ce changement professionnel favorise le principe de responsabilité individuelle, où l'individu peut être dans une certaine mesure un acteur dans sa vie.

En effet, le phénomène de bifurcation professionnelle est influencé par plusieurs facteurs liés à l'individu lui-même, ainsi que ceux liés aux milieux sociaux : l'individu pourra par exemple se déplacer et réaliser ses désirs et ses rêves professionnels dans les sociétés modernes les plus ouvertes, car la scolarisation est beaucoup plus accessible que dans les sociétés traditionnelles.

Bien que les personnes soient affectées par le milieu social, l'individu demeure en revanche un facteur important lorsqu'il dessine la biographie de sa vie de manière pleinement indépendante, c'est-à-dire que l'individu qui bénéficie de la liberté de choix dans des trajectoires universitaires pourra alors saisir l'opportunité de la bifurcation vers plusieurs fonctions : il maîtrise alors le parcours de sa vie. En effet, la rupture professionnelle est soumise aux déterminismes sociaux tels que le développement des styles de travail, notamment dans les sociétés modernes qui exigent la division du travail, ce qui mène à un processus d'intégration sociale et solidaire organique. Émile Durkheim a expliqué ce phénomène social dans sa thèse de doctorat : « La division du travail social engendre les sociétés modernes aux membres fortement individués et à la solidarité organique. Principe de séparation et d'unité, source de différenciation individuelle et de solidarité sociale, la division du travail sociale est donc ce qui permet aux sociétés modernes d'être cohésives bien qu'individuanes »<sup>1</sup>. Ainsi, selon cette perspective socio-économique, la bifurcation professionnelle pourrait changer le cours de vie de la famille.

Il s'agit de reconversion fonctionnelle grâce aux diplômes ; dans ce cas, les projets individuels seraient plus importants pour les personnes qui ont obtenu des diplômes universitaires. En ce sens, on peut dire que la fonction traditionnelle va disparaître (apports familiaux ou solidarité mécanique), comme dans l'agriculture et la petite entreprise artisanale.

Les individus qui réalisent de nouveaux projets professionnels à travers des trajectoires universitaires doivent normalement disposer du temps nécessaire pour développer leurs nouveaux projets, ce qui exige un plan de mise en œuvre sur l'avenir.

---

<sup>1</sup> - KECK Frédéric et PLOUVIEZ Mélanie, Le vocabulaire d'Émile Durkheim, Ellipses, 2008, p.28.

Sophie Denave évoque à cet égard l'idée d'articuler le temps : « pour développer un projet, il faut déjà disposer d'un temps nécessaire. Or, certains acteurs doivent agir dans l'urgence pratique pour trouver rapidement un travail. Il faut une bonne maîtrise du présent pour s'approprier l'avenir et tous les acteurs ne sont pas dotés de ce type de disposition planificatrice ». <sup>1</sup>

Il est à noter que la bifurcation professionnelle se réalise sous l'effet d'événements spéciaux, que ce soit le changement social ou un événement politique, par exemple l'augmentation du niveau de la formation à travers le plan de développement, au niveau individuel ou dans le contexte général, pour renforcer les compétences des fonctionnaires dans les secteurs public et privé. Ceci engendrerait une bifurcation ou la reconversion des individus et modifierait également le mode de travail. Par exemple, le changement d'une carrière de fonctionnaire administratif à celle de professeur titulaire à l'Université donnerait l'opportunité de grimper dans la hiérarchie professionnelle. L'individu deviendrait une personne multidisciplinaire (ou polyvalente) et l'on pourrait également dire que la formation structurelle ou institutionnelle accorde les chances aux individus d'avoir une bifurcation professionnelle. Sophie Denave développe cette idée concernant les événements professionnels : « Les temps forts d'une carrière professionnelle peuvent constituer des moments relativement organisés au cours desquels la poursuite de la carrière comme ses conditions sont discutées, il en est ainsi des remaniements de contrat de travail, des temps de formation, des négociations salariales » <sup>2</sup>.

D'autre part, on estime que la mobilité géographique peut ouvrir la porte aux immigrés parce qu'ils se soumettent eux-mêmes aux nouvelles productions ainsi qu'aux valeurs morales : ils changent facilement d'emploi, notamment pour un emploi signifiant un meilleur statut social.

En réalité, la bifurcation professionnelle contribue à la rupture des liens familiaux, parce que les trajectoires professionnelles affectent les liens sociaux traditionnels et également les institutions sociales comme l'héritage du travail de famille, les loisirs, les coutumes et traditions en sociétés traditionnelles, etc. Ces derniers éléments forment la cohésion sociale, ils sont néanmoins touchés socialement par des événements plus

---

<sup>1</sup> - DENAVE Sophie, *Reconstruire sa vie professionnelle, sociologie des bifurcations biographiques*, PUF, 2015, p.33.

<sup>2</sup> - Ibid., p.65.

radicaux au niveau du travail. Par exemple, la transition professionnelle contribue à déterminer la situation familiale, notamment par les enfants qui obtiennent une fonction grâce à leurs diplômes universitaires. Ainsi, ils auraient des difficultés dans ce cas à trouver le temps nécessaire pour faire les travaux familiaux tels que l'agriculture et l'artisanat traditionnel.

En effet, la réorientation professionnelle des individus, « la bifurcation professionnelle », détermine la situation socio-économique de l'individu, qui bénéficie de conditions de vie plus favorables, notamment s'il a alors des opportunités pour l'ascension professionnelle. Ceci se réalise peut-être grâce au facteur d'aisance financière dont il bénéficie. Ainsi, les personnes vivant une vie aisée ont le temps nécessaire pour dessiner leur plan d'avenir. De plus, la réalisation d'un bon statut professionnel serait plus accessible à travers les points de bifurcation. Cette interdépendance entre la position de la vie de l'individu et celles de la diversité des trajectoires professionnelles, « la bifurcation professionnelle », s'enracine dans les travaux de Sophie Denave, où elle décrit une partie de l'échantillon de son étude qui concerne la reconstruction professionnelle : « Ils jouissent d'un temps libéré des contraintes financières et propice à la reconstruction sereine d'un avenir, ils bénéficient donc d'un temps quotidien précieux pour la réflexion enrichie d'un bilan personnel ou d'un bilan de compétences organisé par des institutions publiques »<sup>1</sup>. Mais de notre point de vue, les institutions d'enseignement jouent aussi un rôle sur la réorientation des individus vers d'autres trajectoires professionnelles inconnues au préalable, ceci en accord avec l'idée de Sophie Denave sur son échantillon mentionnée ci-dessus.

On pourrait dire en revanche que des individus ne sont pas en capacité d'effectuer une insertion professionnelle, probablement en raison de leur incapacité à parvenir au point de tournant qui pourrait modifier leur devenir sur les trajectoires professionnelles en s'engageant dans des programmes d'enseignement supérieur.

De ce fait, ils ont toujours besoin de l'aide d'autres institutions sociales plus spécifiques telles que la famille. En effet, le degré d'évolution des sociétés est un critère des diversités professionnelles, par exemple les sociétés qui ont un bon niveau de

---

<sup>1</sup> - Ibid., p.106.

modernisation concernant les institutions scolaires : « les sociétés contemporaines » donneraient la possibilité de la bifurcation professionnelle, mais cette dernière est un processus socio-économique qui engendrerait d'autres phénomènes tels que la compétition, la division du travail, et le conflit entre les générations.

De façon générale, la réorientation professionnelle se base sur le taux d'expansion des institutions d'enseignement supérieur sous toutes ses formes, le développement des institutions « quantitatives et qualitatives » contribue à la diversité de la main d'œuvre. Ces institutions mènent des changements prodigieux concernant la construction professionnelle, où l'ancien modèle de la main d'œuvre disparaît et est remplacé par un nouveau modèle. On peut d'ailleurs en déduire que le processus de bifurcation professionnelle est vraisemblablement réalisé après que les jeunes obtiennent leurs diplômes.

Ce cas concerne ceux qui bénéficient de bonnes conditions économiques au sein de leurs familles. En effet, les individus qui peuvent changer leurs cheminements professionnels appartiennent à une classe sociale favorisée : ils ont les capacités qui leur permettent d'élaborer leur avenir par l'investissement de leur situation sociale [Sophie Denave, *Reconstruire sa vie professionnelle*, 2015, p.114-115].

#### 1.4.1.2 - Multifonctionnalité grâce à la bifurcation professionnelle

La bifurcation professionnelle est un phénomène associé à la division du travail, c'est un attribut essentiel des sociétés modernes. Il apparaît que les sociétés contemporaines ont connu un accroissement dans différents domaines en raison de besoins du marché du travail, ainsi que le développement horizontal d'institutions d'enseignement. Autrement dit, les mutations professionnelles ont contribué à étendre les trajectoires professionnelles coïncidant avec le phénomène de modernisation sociale qui a proposé de multiples chemins aux individus.

En effet, le titre universitaire augmente le taux de bifurcation sur l'échelle professionnelle, où les professions intellectuelles prédominent dans la plupart des secteurs publics, en particulier dans les institutions universitaires. Dans ce contexte, les tournants de la vie professionnelle peuvent être un facteur essentiel ou des facteurs de gradient social ou de la mobilité sociale, à chaque fois que l'individu réalise une étape sur

l'échelle professionnelle, il effectue nécessairement l'ascension sociale, laquelle est souvent associé de l'élévation du revenu.

Il est assuré que l'individu passe à travers une série d'étapes successives dans sa vie scolaire et professionnelle pour réaliser les changements identitaires. À cet égard, Florent Champy confirme, le sujet des changements au cours de la vie : « l'applique aux professions ; l'analyse en termes de carrières permet d'expliquer l'entrée dans la profession, puis les différentes bifurcations subies tout au long de la vie professionnelle des individus »<sup>1</sup>.

Les points de tournants professionnels apparaîtraient plus exactement de deux façons : à travers les carrières sur lesquelles les individus se construisent par une seule stratégie personnelle ; ou par le biais des carrières passant par des trajectoires publiques ou des administrations, c'est-à-dire par des facteurs objectifs d'une part, et par des facteurs subjectifs d'autre part. Florent Champy développe cette idée dans son ouvrage la sociologie des professions, il y décrit deux dimensions : « Toute carrière comporte deux dimensions interdépendantes. Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive »<sup>2</sup>.

Selon cette perspective, la bifurcation professionnelle est soumise à des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs : les facteurs subjectifs sont formés par le rendement scolaire des élèves, qui détermine les trajectoires ; tandis que les facteurs objectifs existent en dehors des volontés et désirs de l'individu. Ces derniers facteurs agissent comme une force extérieure, avec un impact sur l'orientation des étudiants vers des trajectoires précises. Les trajectoires professionnelles se basent théoriquement sur la période des études universitaires. D'autre part, la reconversion des étudiants est dépendante des pouvoirs politiques, l'État étant l'entité autorisée à guider les élèves vers des chemins scientifiques spécifiques.

---

<sup>1</sup> - CHAMPY Florent, *La sociologie des professions*, Presses universitaires de France, Paris, p.113.

<sup>2</sup> - *Ibid.*, p.113.

En effet, la reconversion professionnelle se fait à travers plusieurs voies guidant l'individu vers des choix multiples. Par ailleurs, le changement professionnel dépend des contextes professionnels disponibles, soit par les parcours familiaux ou ceux de la qualification scientifique. Tous ces facteurs peuvent aboutir aux bifurcations professionnelles fructueuses. À cet égard, l'étude de Sophie Denave a prouvé que ces facteurs confirment l'avenir professionnel, elle décrit les membres de l'échantillon de son étude dont la variable de l'avenir professionnel est influencée par plusieurs indicateurs et les mécanismes qui permettent d'atteindre la bifurcation s'incarnent dans « l'aspiration personnelle, l'investissement des activités et loisirs, etc. ». Cette perspective nous amène à expliquer les canaux de la reconversion qui mènent aux différents statuts sociaux.

En effet, la socialisation familiale et la scolarité permanente peuvent être les trajectoires menant à la diversité professionnelle ; l'entrée dans différentes fonctions se fait par ces deux voies, soit la famille, soit les trajectoires professionnelles. Par exemple, lorsque la famille possède une activité économique qui n'accorde pas un haut statut social, alors elle oriente ses enfants dans des parcours scolaires qui leur garantissent un meilleur avenir.

Par conséquent, le statut social change de statut « assigné à celui d'acquis », ainsi la bifurcation professionnelle peut se modifier chaque fois que les enfants maîtrisent leurs capacités culturelles. D'autre part, les institutions publiques contribuent aux ruptures des professions traditionnelles : dans les pays industriels, l'opportunité de rupture professionnelle est par exemple plus importante que dans les pays en développement, de ce fait, la bifurcation n'est pas spontanée, mais est corrélée à un plan de formation scientifique dans la plupart de cas. On peut dire qu'il y a une grande relation entre les résultats scolaires et la bifurcation professionnelle, le rôle des résultats obtenus par les élèves au cours de leurs études universitaires est un facteur très important de la hiérarchie professionnelle. En effet, les compétences des élèves leur permettent une reconversion plus intéressante, les diplômés auraient par conséquent des opportunités de progression professionnelle plus importante.

Plus généralement, ces diplômés auraient une possibilité de désengagement professionnel avec leurs familles notamment quand ces dernières sont issues des classes pauvres. En réalité, ce processus de reconversion professionnelle a été effectué dans

certaines circonstances, alors que la bifurcation professionnelle se base sur les résultats scolaires depuis des périodes précoces dans la vie des élèves. Nous observons que Sophie Denave confirme cette idée : « Les ruptures professionnelles, à l'instar des ruptures scolaires, se trouvent au carrefour de plusieurs phénomènes sociaux qui se conjuguent, comme condition de possibilité, au sein de chaque parcours »<sup>1</sup>.

#### 1.4.2- L'éducation

L'élément le plus important pour réaliser la mobilité sociale est l'éducation, elle est l'un des canaux qui permettent d'atteindre l'ascension sociale, la profession occupée par l'individu est liée à son niveau d'éducation. Parallèlement, elle peut multiplier les trajectoires professionnelles par le biais du processus éducatif qui prévaut dans la société, notamment lorsque la construction fonctionnelle se compose de plusieurs disciplines. Cette intégration mène aux institutions s'appuyant les unes aux autres afin que les fonctions réalisent le développement global dans la collectivité. L'éducation est aussi un processus de socialisation à partir de l'école primaire Danilo Martuccelli la décrit comme suit : « Cette tension est particulièrement présente à propos de l'école et du rôle qu'il octroie à la socialisation ».<sup>2</sup>

L'éducation débouche sur la création d'un style distinct de pensée pour ceux qui ont atteint le prestige scientifique et se différencie des autres, où ce type de pensée fournit une motivation, le désir et la capacité de la réalisation sociale. À cet égard, Mahmoud Hegazy déclare : « L'éducation occupe une place centrale dans l'étude des déterminants de la mobilité sociale, elle est ainsi l'un des canaux les plus importants qui aident à la mobilité de l'individu socialement. Elle est un facteur principal du progrès et de la montée sur l'échelle sociale parce que l'éducation que l'individu obtient en détermine sa carrière : elle développe des compétences individuelles et la pensée avancée qui conduisent simplement à l'obtention des professions stables ou permanent, où le rendement de l'éducation est souvent élevé. Par conséquent, il peut être considéré comme la perpétuation de l'éducation et de la dynamique de la profession elle-même comme des

---

<sup>1</sup> - DENAVE Sophie, 2015, *op. cit.*, p.37

<sup>2</sup> - MARTUCCELLI Danilo, Sociologies de la modernité, éditions Gallimard, 1999, p.53.

autres facteurs de mobilité sociale »<sup>1</sup>. Abd Al-Tawwab Abd Alilah explique également la façon dont l'éducation facilite les opportunités pour les personnes : « On détermine les opportunités pour les individus en fonction des mesures d'efficacité du système éducatif dans la réalisation de la mobilité sociale, cette dernière se produit par la démocratisation dans le choix du type d'éducation qui se prête à l'individu. En fait, tous les systèmes éducatifs caractérisés par la démocratie pourraient être plus enclins à l'évolution des individus dans la société »<sup>2</sup>.

On peut dire qu'il y a un rôle considérable de l'éducation dans la mobilité sociale, qui doit se réaliser dans la société grâce à la démocratisation de l'éducation dans ses différentes étapes. Par ailleurs, quelques sociétés ont pris des mesures qui permettaient les possibilités d'éducation, telles que l'éducation universelle, sans frais, l'expansion quantitative, et d'autres procédures afin de faciliter l'accès de tous les enfants, quelle que soit leur origine. Ainsi, l'éducation peut être le moyen par lequel l'individu se déplace d'une position à l'autre, d'ailleurs, elle est considérée comme un moyen par lequel se produit la mobilité sociale entre les générations ; Frédéric Lebaron confirme cette idée « Dans les théories de la mobilité issues des travaux de Peter Blau et d'Otis Duncan, le niveau d'éducation atteint est un intermédiaire entre ces deux positions. Si l'on compare les positions des membres d'une génération à celles de leurs enfants»<sup>3</sup>

L'expansion de l'éducation dans une société conduit à plus d'opportunités pour les enfants des classes populaires, elle peut alors assimiler les enfants des classes pauvres comme les enfants des classes riches à la fois. Elle leur donne des opportunités d'enseignement supérieur pour atteindre des professions de revenu intermédiaire et de haut statut, mais ce phénomène est relativement différent, en fonction de la nature du système d'éducation dans chacun des pays.

En réalité, dans quelques sociétés, les ressources économiques limitées pour les membres des classes les plus pauvres peuvent faire obstacle à leur formation continue et réduire les chances d'inscription dans l'enseignement supérieur. La variation des

<sup>1</sup> - Mahmoud Hijazi, *La construction sociale*, Le Caire, Bibliothèque Wahba, 1982, p.40 (langue arabe). محمد حجازي، البناء الاجتماعي، مكتبة وهبة، 1982، القاهرة

<sup>2</sup> - Abd al-tawwab abd-alilah, *La mobilité sociale dans l'enseignement secondaire technique*, Revue du Collège de l'Éducation, Université d'Assiout, 1987, p.48 (langue arabe). عبد التواب عبد الاله، الحراك الاجتماعي في التعليم الثانوي مجلة كلية التربية، اسيوط، 1987

<sup>3</sup> - LEBARON Frédéric, 2004, op. cit., p.147.

conditions économiques entre les couches représente donc un obstacle aux classes les plus basses. En dépit de l'expansion de l'éducation et de l'ouverture à tous, la possibilité de l'insertion à l'éducation dépend en grande partie de la situation économique. De même, on peut dire que l'insertion des individus dans le système éducatif n'est pas aussi simple qu'en théorie. En dépit de cela, l'éducation est un facteur clé et la véritable source de la mobilité sociale de l'individu, car il est la base d'autres variables sociales qui déterminent le statut social de l'individu au sein de la structure sociale à laquelle il appartient.

Le système d'éducation a aussi un rôle clé dans la préparation de l'individu à la performance au niveau professionnel et dans sa réhabilitation aux secteurs actifs dans la société. Pour cette raison, il existe une forte corrélation entre l'éducation d'une part et la profession d'autre part, qui nous permet de considérer l'éducation comme une des trajectoires touchant le choix de carrière de l'individu qui veut un travail permanent.

L'individu dirigé vers un type particulier de l'éducation et un certain modèle de profession est le résultat de la valeur culturelle de la famille à laquelle l'individu appartient. Les enfants la reçoivent de leurs parents au début de leur formation sociale, et le processus d'éducation implique bien sûr l'orientation familiale en prise avec les valeurs culturelles prévalues dans la société sur l'éducation et l'emploi.

La préparation professionnelle de l'enfant commence dès les premières étapes de sa vie : il veut ressembler à son père ou aux autres adultes qu'il côtoie, et quand il grandit et intègre l'école, il élargit son interaction avec les autres. On peut aussi considérer l'éducation comme un moyen pour préparer les jeunes à l'entrée dans diverses professions par les compétences primaires requises, et à tous les niveaux de l'activité économique.

Cette idée n'est pas très différente de la définition de l'éducation d'Émile Durkheim, où il observe que l'éducation est l'action exercée par des générations sur les enfants, il dit précisément à cet égard : « L'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> - DURKHEIM Émile, Éducation et sociologie, 10<sup>e</sup> édition, Quadrige 2013, Librairie Félix Alcan, 1922, p.51

Ceci peut être détecté par de nombreux indicateurs révélant l'importance de l'éducation, représentatifs dans le choix de la population et leurs activités, y compris la quantité et la qualité de la production économique. Il semble important au système d'éducation de s'adapter aux changements et à l'évolution des moyens de production et aux modalités, en particulier dans les pays en développement qui dépendent de la production et de l'importation de technologie.

Ainsi, on voit que l'éducation affecte principalement l'économie par son impact sur les compétences sociales, physiques et intellectuelles des individus. Il apparaît donc dans la plupart des sociétés une nette tendance confirmant le progrès des apprenants en fonction de leur nombre, leur réadaptation, et également leurs contributions dans le domaine de l'activité économique, manifestations de la formation du capital social. L'éducation est non seulement un mode reflétant le patrimoine culturel de la société ou le changement qui se produit avec ce phénomène, mais elle est également le soutien et la promotion des changements culturels et sociaux. Il est donc à notre avis nécessaire d'assimiler les expériences de certains pays, tels que les pays avancés, pour observer comment l'éducation est toujours utilisée comme un facteur de changement social et de développement global.

Le système d'éducation est également affecté par le niveau économique. Nous trouvons qu'il est également affecté dans une large mesure par la nature du système politique en vigueur dans une société, particulièrement dans les pays en développement, tels que la Libye. Par exemple, le système en vigueur dans la période de pré-indépendance se focalise principalement sur l'étude des sciences humaines, du droit, des arts et de la littérature, plus que les études scientifiques et techniques. Après l'indépendance, nombre de gouvernements ont commencé cependant à déplacer le système éducatif vers les connaissances appliquées, en particulier les sciences, comme la médecine et l'ingénierie, afin de subvenir aux besoins de main-d'œuvre.

Cela peut se faire de plusieurs façons, notamment en s'inspirant des modèles européens et en rendant plus attractives ces offres de formations par l'offre publique. Nous pouvons donc constater que la nature de main-d'œuvre peut varier selon les tendances de la société et particulièrement si ces tendances sont axées sur la mobilisation des potentialités et capacités des individus à affirmer certains principes, tels que le

développement global. En Libye la plupart des étudiants préfèrent s'inscrire par exemple dans les disciplines scientifiques plutôt que littéraires au lycée ; peut-être que cela ouvre la voie à l'entrée des étudiants dans les spécialités des facultés des sciences. À cet égard, Kaled Nasir écrit : « Après notre visite de plusieurs établissements scolaires, il apparaît que la plupart des lycéens s'inscrivent dans deux écoles en priorité, qui sont la médecine et l'ingénierie, au détriment des autres spécialités. Ce choix est motivé par des raisons de statut social et matériel. De plus, il s'avère que le choix de l'élève répond aux attentes parentales »<sup>1</sup>. Comme indiqué ci-dessus, il y a une corrélation entre l'éducation et le poste, parce que l'éducation est le chemin qui mène à la profession. En tout état de cause, l'éducation est souvent le point de départ à la profession et au revenu.

Les étudiants s'orientent souvent sous l'influence de la famille d'une part, et d'autre part par les institutions, qui les attirent par des motivations financières, alors que ces trajectoires universitaires sont l'un des facteurs les plus importants du revenu selon les étudiants. Le principe sur lequel repose la société libérale dans l'éducation doit assurer la liberté de l'individu de choisir le genre d'éducation, elle est déterminée à offrir des possibilités d'éducation pour tous.

#### 1.4.3- Le revenu

Nous devons tout d'abord définir la notion de revenu : il peut être le produit monétaire de l'activité économique ou/et professionnelle, individualisée ou collective. André Romieu dit, sur la notion de revenu, « Il s'agit d'un revenu, c'est-à-dire du produit monétaire d'une création de richesse »<sup>2</sup>. « Le revenu se définit toujours sur une période donnée, une année par exemple. On peut dire que c'est ce qu'un agent économique peut dépenser sans s'appauvrir, c'est-à-dire sans prendre dans ses réserves. En général, ce sont les sommes d'argent perçues par la personne au cours de la période considérée »<sup>3</sup>

Comme nous l'avons mentionné dans les parties précédentes, la mesure de la mobilité sociale dépend d'un certain nombre d'indicateurs objectifs ; le plus important de ces indicateurs est la quantité du revenu de l'individu par rapport au revenu antérieur, ou

---

<sup>1</sup> - Khaled Nser, La planification urbaine en Libye et dans sa capitale Tripoli, Thèse de doctorat de sociologie, Université de Poitiers, France, 2006. p.318

<sup>2</sup> - ROMIEU André, *Un revenu et une activité pour tous*, L'Harmattan, Paris, 1998, p.86

<sup>3</sup> - <http://ses.webclass.fr/synthese/analyses-sociologiques-structure-sociale>.

le capital économique, le revenu qui a été détenu par ses ascendants (grands-parents et parents). En effet, il existe une corrélation directe entre plusieurs variables objectives qui contribuent à augmenter le rythme de la mobilité entre les générations.

Le revenu est parmi ces variables lorsqu'il a une incidence directe sur le style de vie de la population. Aussi la variable du revenu a une relation à l'éducation, où le rendement financier de l'individu ou de la famille peut déterminer les trajectoires professionnelles pour les individus, en particulier dans les pays en développement où le système éducatif n'est pas gratuit. Parfois, les enfants des classes les plus pauvres ne peuvent pas continuer dans le processus éducatif, quelles que soient leurs capacités, tandis que les enfants des classes aisées peuvent continuer dans les trajectoires scolaires ou universitaires, quelle que soit la longueur du temps requis par la nature de l'étude. Selon cette perspective, le revenu faible pourrait être un obstacle pour réaliser les aspirations et les désirs des enfants pauvres à l'ascension sociale, il crée la bifurcation professionnelle très tôt dans vie des enfants : cette situation oblige beaucoup d'enfants à quitter l'école (abandon scolaire), et ils se rabattent sur les emplois à leur disposition afin de contribuer à aider leurs familles, ils ne peuvent donc pas gravir l'échelle d'éducation qui à son tour conduit au gradient social. « L'objectif immédiat de l'activité économique de l'individu est de réaliser un gain monétaire sous la forme de revenus en espèces et dans ce cas cette fin devient un moyen d'atteindre d'autres objectifs qui répondent à des besoins différents »<sup>1</sup>.

Le revenu est l'une des plus importantes variables économiques pour l'orientation des individus vers les différentes activités économiques, que ce soit dans les pays de système socialiste de production ou ceux qui adoptent le système de production capitaliste. Mohamed Duidar explique ainsi le lien entre l'activité économique et le revenu, selon la vision de l'économiste anglais Couttski : « Il a été déclaré dans son discours sur la répartition contre leurs désirs des ouvriers dans les différentes industries ; c'est probable d'attirer beaucoup de travailleurs à certaines branches de l'industrie, tandis que d'autres branches souffrent toujours du manque de travailleurs, il est alors impossible d'équilibrer, à part en réduisant les salaires lorsqu'il y a beaucoup de travailleurs. Parce

---

<sup>1</sup> - LANGE Oscar et TAEANOR Fred, *Planification de la production dans l'État socialiste*, traduit par Ahmed Radwan Ezzedine, Le Caire, Maison du Livre arabe, p.p.181-183(langue arabe)

que l'importance du revenu est proportionnelle et directement liée à la qualité de vie, celle-ci peut être atteinte par l'individu lui-même, l'effort humain dans le travail est alors important, et chaque activité exercée par une activité déterminée est d'atteindre un but particulier. La réalisation de cet objectif est toujours l'effort fait par l'individu, selon un résultat qu'il avait imaginé à l'avance. Il est donc prévisible que l'individu ait tendance à s'employer aux activités économiques qui lui apportent le revenu le plus élevé possible pour lui permettre d'atteindre le plus grand accomplissement économique et social »<sup>1</sup>.

De nombreuses études dans le domaine de la sociologie de l'éducation indiquent qu'il existe une relation directe entre l'inscription à l'école et le revenu et également les biens, ce sont des facteurs débouchant à la mobilité sociale. Pierre Merle le confirme dans son ouvrage sur la démocratisation de l'enseignement : « Pour avancer dans l'analyse des inégalités sociales des trajectoires scolaires, la comparaison avec les inégalités de revenus est instructive. Dans les recherches menées sur les inégalités de revenus, le seuil de pauvreté est défini par la détention d'un revenu inférieur à 60 % de revenu médian par unité de consommation. Or l'augmentation des revenus des plus pauvres n'exclut pas une augmentation de leur nombre, si leur revenu a moins progressé que celui du médian.

Le parallèle avec l'éducation est facile à opérer. La généralisation de l'accès à la sixième, à la seconde ou au baccalauréat ne permet pas plus d'affirmer la réduction des inégalités devant l'école que l'augmentation continue du SMIC est un indicateur d'une répartition plus égalitaire de revenu. En fait, il n'existe pas de raison pour que les principes au fondement de la mesure des inégalités de revenus ne s'appliquent pas aux inégalités scolaires. L'analogie avec l'accès aux biens de consommation est également pertinente : la diffusion d'un bien particulier - les vacances, le Caméscope, le téléphone portable, le diplôme du bac - ne dit rien de la possession plus ou moins égale de l'ensemble des biens. Et la connaissance des biens possédés par tous ou presque - réfrigérateur, télévision »<sup>2</sup>

Pour l'analyse sociale de la situation et l'étude des conditions des classes sociales, nous nous appuyons dans une large mesure sur l'étude des revenus et des salaires des

---

<sup>1</sup> - Mohammed Duidar, l'économie politique, Alexandrie. Moderne Bureau égyptienne, 1977, p.90 (langue arabe)  
محمد دويدار , الاقتصاد السياسي, المكتب المصري الحديث , الاسكندرية, 1977

<sup>2</sup> - Pierre Merle, La démocratisation de l'enseignement, Édition La Découverte, Paris, 2009, p.79.

individus. Par la disparité des revenus ou des salaires, le chercheur peut établir une distinction entre les classes inférieures et les classes supérieures, et la façon de se déplacer d'une classe à une autre classe est déterminée par l'augmentation des revenus. Dans une étude sur les classes populaires, adoptée par un certain nombre de chercheurs, au sujet de la base du revenu comme un indicateur pour déterminer les classes, Yasmin Siblot dit : « Les employés et ouvriers ont en commun de plus faibles ressources économiques qui les placent en situation dominée au sein de l'espace social. Qu'on utilise l'indicateur du salaire individuel, du revenu ou du patrimoine, les inégalités économiques demeurent une donnée structurante des rapports sociaux et un facteur de clivage entre les groupes populaires et le reste de la population. Elles se sont de plus accentuées des années 1970 aux années 2010 [...] les revenus des ménages ne reposent pas uniquement sur les salaires. Ils peuvent aussi inclure des prestations sociales, des retraites, des revenus du patrimoine et revenus financiers. On examine en général le revenu disponible et si on le rapporte au nombre d'unités de consommation du ménage, on parle de niveau de vie »<sup>1</sup>.

Enfin, il faut souligner le revenu gagné par les personnes dans leur travail et qui les guide dans le choix d'activités précises. Si cette variable est importante dans les pays développés, elle est cruciale pour les individus dans les pays en développement, car la plupart des individus sont dans une situation insuffisante de revenu à cause du chômage, surtout la famille élargie existe encore dans ces communautés traditionnelles, celle-ci qui a considéré le revenu un élément important, par rapport à dépenses quotidiennes, en particulier dans les pays qui n'adoptent pas de programmes de soutien sociaux.

En fait, l'augmentation importante du revenu inattendue, grâce à d'investissement de capacités personnelles intellectuelles (en dehors de la portée du travail imposée) mène à l'accumulation de la richesse qu'elle donnerait à l'individu une possibilité de la mobilité sociale. L'ensemble du revenu des salaires réguliers fait que cette variable est plus importante que le revenu saisonnier dans la détermination des couches sociales, nous l'expliquerons dans le chapitre au sujet des classes et mobilités sociales.

---

<sup>1</sup> - SIBLOT Yasmin et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2015, p.53-54

## Conclusion du chapitre

Le terme de mobilité sociale a été lié au concept de différence de profession, interprété selon la sociologie classique. Le phénomène de division du travail a été proposé par Émile Durkheim de 1893, qui pensait que la raison principale de ce phénomène était la croissance de la densité de population. Ceci permet de conclure à un fait important : la disparité de la situation professionnelle en matière de division du travail est l'un des indicateurs les plus importants des capacités scientifiques et intellectuelles des individus dans la société.

Dans ce chapitre, nous nous sommes concentrés sur le concept de mobilité sociale et sur la différence entre ce dernier et le changement social dans son sens le plus complet. Il est paradoxal que le changement social affecte tous les secteurs sociaux et se présente généralement sous la forme de plans de développement, si la mobilité sociale concerne un segment particulier de la société. Dans nos exposés théoriques sur le sujet, nous avons montré les indicateurs les plus importants adoptés par Pitirim Sorokin pour mesurer la mobilité sociale, qui comprenaient trois dimensions principales : l'éducation, la profession et le revenu. Dans ce chapitre, on peut voir que la mobilité sociale est le visage dynamique de la société, qu'il confirme le système de classes sociales et la gradation sociale. Cette présentation scientifique du sujet nous a obligé à mettre en évidence d'autres sujets rattachés dans le chapitre suivant.

➤ CHAPITRE II : LA MOBILITE SOCIALE, LE  
GRADIENT PROFESSIONNEL ET LES  
CIRCONSTANCES MENANT A LEUR  
APPARITION



## Introduction

Le concept de gradation sociale est associé au concept de mobilité sociale, ce concept englobe alors les situations de classe. Il est utilisé plus largement dans les sciences politiques et la construction sociale. Il est utile pour étudier le phénomène de la mobilité sociale, penser à des processus de la hiérarchie professionnelle, que ce soit dans une catégorie spécifique ou dans toutes les catégories de la société, dans le cadre de gradations allant du haut vers le bas ou inversement. Le système de gradation sociale est considéré comme l'une des structures sociales prévalant dans toutes les sociétés. Nous sommes conscients que cette gradation est un processus social vraisemblablement entrepris tôt dans la vie de l'individu, dès la première socialisation, via des institutions spécialisées visant à orienter l'individu vers des voies spécifiques. Nous aborderons la hiérarchie sociale en tant que processus social réalisé par des institutions éducatives spécialisées, telles que l'école et la famille.

En effet, la famille est considérée en tant qu'origine sociale de l'individu. La famille en tant qu'environnement approprié peut donner une culture éducative permettant de s'intégrer dans la société et ses institutions. Nous avons donc intégré dans ce chapitre le rôle de la famille en tant que facteur de gradation sociale. À cet égard, il convient de mentionner que nous abordons le rôle des parents dans ce processus social, considérant que les enfants commencent leur éducation avec eux. Comme le montre Dominique Merllié, la socialisation comporte deux dimensions sociales, familiale et institutionnelle (Voir Dominique Merllié, « La mobilité sociale », in *Les mutations de la société française*, Paris, 2007, 2013, p.25). C'est pourquoi nous essaierons de mettre l'accent sur le rôle de la famille comme dimension sociale orientant les enfants vers des trajectoires précises, quelles que soient les classes sociales. Nous allons également expliquer le rôle des institutions éducatives dans l'orientation des étudiants vers des parcours professionnels. En fait, ces institutions forment le cadre de l'égalité sociale, elles ont pour objet de combler les lacunes, afin que les enfants défavorisés puissent effectuer la mobilité sociale.

## 2.1- La mobilité sociale, le gradient professionnel et les circonstances menant à leur apparition

La construction professionnelle pourrait prendre une forme hiérarchique : si leurs membres sont recrutés dans des trajectoires scientifiques multiples, ces dernières reflètent la hiérarchie sociale, parce que les individus ayant connu des succès dans différentes disciplines scientifiques pourraient accéder facilement aux points de bifurcation dans leurs carrières. De ce fait, ils seraient représentants de la classe supérieure, c'est le gradient social qui se base sur des points de tournant de vie. Par ailleurs, ceci mène à des fonctions sociales qui renforcent la cohésion, l'intégration et la continuité de la construction sociale, ainsi le gradient social et les trajectoires scientifiques engendrent deux fonctions, l'une positive et une autre négative, qui se produisent dans le même temps :

- La position positive est présente dans l'ordre et la cohésion sociale. En fait, selon l'ordre de l'individu dans les couches sociales, il prend conscience de son rôle lorsqu'il connaît ses droits et ses devoirs, cela conduit à la cohésion et l'harmonie entre les membres de la société.
- L'aspect négatif est la perpétuation des frontières entre les couches sociales inférieures et les couches sociales favorisées notamment concernant leur droit à l'éducation, les individus issus de ces premières auraient des difficultés à atteindre la classe favorisée.

En effet, les critères d'appartenance de la classe sociale sont élaborés par les mêmes couches, qu'elles-mêmes sont composantes de la société à laquelle elles appartiennent. Il est possible de distinguer le concept de gradient professionnel et la mobilité sociale ; le gradient professionnel est dans le même établissement. Le paradoxe, il se produit dans certaines sociétés parfois en cas d'inégalité, et que soit monopolisé par les classes sociales, ainsi il renvoie au népotisme. Ceci est clairement confirmé dans le système tribal ou de classe. Mais dans les sociétés démocratiques, il est basé sur l'efficacité et mérite. Autrement dit, les classes se rigidifient à cause des obstacles sociaux, cette division sociale est incarnée dans le manque d'égalité entre les personnes de tous les groupes sociaux, l'égalité garantissant le droit pour tous dans l'accès aux établissements d'enseignement. Selon cette perspective, nous devons souligner

l'expérience des pays développés dans la justice sociale. En France, par exemple, le principe de l'égalité a été réalisé depuis longtemps, cela accorde le droit d'accès à une forme d'éducation, qui mène au gradient professionnel. À cet égard, Bruno Garnier donne une définition de l'égalité : « L'égalité est une valeur démocratique, sur le plan éthique et sur le plan juridique. Un État démocratique réglé sur le principe de l'égalité de citoyens en droits ne peut manquer de proposer un système d'éducation lui aussi réglé sur le principe du droit à l'éducation pour tous les futurs citoyens »<sup>1</sup>. Cette mesure peut contribuer à baisser l'inégalité qui concernent généralement sur le poste, le revenu, les niveaux d'enseignement entre les classes de la société. La mobilité socio-professionnelle renvoie à la société en cas de changements fondamentaux. La possibilité de changer des modes d'éducation et de trajectoire professionnelle y est facile par l'existence d'opportunités significatives, telles que le développement de l'enseignement supérieur horizontal qui permet aux enfants des couches pauvres de rejoindre les institutions leur garantissant le recrutement sur le marché du travail.

La mobilité sociale verticale est considérée comme un phénomène général dans toutes les sociétés humaines, au sens qu'elle est liée à la hiérarchie des classes sociales. Des facteurs qui ont contribué à son émergence. Ces facteurs se résument au facteur démographique, la disparité entre les parents et les enfants, au changement permanent de l'environnement social, nous allons montrer ces facteurs.

- Le facteur démographique : la migration et le déplacement des populations qui résident dans les régions éloignées vers les zones urbaines qui attirent les immigrants conduit à une augmentation du rythme de la mobilité sociale, au mouvement démographique. Il en découle l'intégration des diverses cultures qui entrent en interaction à la fois avec les coutumes et les comportements ; les migrants venus de sociétés traditionnelles ne connaissant que leurs coutumes. Il est notable que ce modèle supprime les barrières entre les couches à l'intérieur de la société et que la mobilité sociale devient alors simple et possible. Il est donc probablement dû à la capacité des migrants à s'insérer dans le nouvel environnement. Il est clair que la migration est un facteur essentiel de mobilité sociale.

<sup>1</sup> - GARNIER Bruno, *L'égalité en éducation*, Édition Ophry, Paris, 2012, p.10

- La variabilité et la disparité entre les parents et les enfants : les facteurs acquis jouent un rôle essentiel dans la covariance professionnelle entre les générations, où la reproduction sociale contribue à qualifier les individus socialement, ainsi que leur adaptabilité et leur capacité à acquérir de nouvelles expériences. Ceci conduit à la création d'une nouvelle situation socio-économique différente de la situation des parents, peut-être en raison de la nature des possibilités offertes aux enfants, plus ouvertes que celle des parents. On peut donc dire que la disparité et la covariance entre les parents et les enfants aboutissent nécessairement à la mobilité sociale. Mustafa Al-Khashab dit à cet égard : « Chaque fois que la covariance augmente entre les parents et leurs enfants, la mobilité sociale est inévitable, nécessaire »<sup>1</sup>.
- Les changements dans l'environnement, particulièrement humain et social : le changement en fonction de l'environnement social a un rôle-clé dans l'amélioration de la mobilité sociale. D'après la théorie de l'interaction sociale, les personnes qui sont incapables de s'adapter avec l'environnement ne peuvent pas réaliser une mobilité ascendante sur l'échelle sociale. Mustafa Al-Khashab signale : « Les changements de l'environnement social conduisent à un changement dans le cas des personnes en reconversion de leurs situations vers des positions sociales prestigieuses. La plupart des individus ascendants continuent de se maintenir à leurs hautes positions tandis que ceux qui ne peuvent pas s'adapter à ce changement descendraient dans l'échelle sociale »<sup>2</sup>

## 2.2- Les institutions qui contribuent à la mobilité sociale

En effet, les institutions qui contribuent à la mobilité sociale sont multiples : extérieures, telles que les institutions de l'éducation allant de l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur ; et d'autre part intérieures, représentées par la famille qui accorde « le statut assigné ». À cet égard, nous devons expliquer ces institutions, mais avant d'entrer dans une explication détaillée pour ces institutions, il faut que nous définissions l'institution.

---

<sup>1</sup> - Mostafa Khashab, La sociologie et ses écoles, Maison de la connaissance universitaire, Alexandrie, Égypte, p.302 (langue arabe) مصطفى الخشاب, علم الاجتماع ومدارسه, بيت المعارف الجامعية, الإسكندرية, (langue arabe)

<sup>2</sup> - Ibid., p.203-303

L'institution est le lieu où la personne obtient les informations importantes qui lui donne des expériences au cours de sa vie. Dans ce contexte, nous devons être guidés par la définition des sociologues qui nous ont ouvert la voie. Émile Durkheim, concernant l'école, dit : « L'école est un lieu intermédiaire entre le tribunal, où la règle se présente comme contrainte à travers la sanction, et le temple, elle produit l'attachement par le sentiment de la force sociale. Elle est aussi un lieu intermédiaire entre l'État, forme la plus organisée et la plus rationnelle de la vie collective, et la famille, où l'individu apprend de façon affective les règles morales. [...] L'école est le lieu où se dénoue le cercle de la théorie et de la pratique de la rationalité et de l'affectivité, de la contrainte et de l'attachement, parce qu'elle effectue en permanence l'action de la société sur l'individu »<sup>1</sup>.

Grâce à la définition de Durkheim, on peut considérer que la mobilité sociale est un processus social de plusieurs facteurs dans la famille, l'école et différents types d'établissements d'enseignement supérieur. Toutes ces institutions jouent un rôle fondamental dans le changement de statut de l'individu, nous allons donc à présent expliquer le rôle de ces institutions sur la mobilité sociale.

### *2.2.1- L'école comme une trajectoire menant à l'ascension sociale*

Tout d'abord, on peut dire que l'école est un lieu de coexistence sociale et qu'elle constitue la trajectoire initiale de l'ascension sociale et du recrutement, Monique Pinçon-Charlot déclare ainsi : « L'école est un lieu de grande homogénéité sociale, car elle est plus souvent privée, ou alors située dans des quartiers où le recrutement ne pose pas de problème »<sup>2</sup>

L'école est considérée comme une première étape de la socialisation des enfants en bas âge. En effet, l'école est l'organisation la plus connue, elle partage avec la famille la tâche pédagogique, les enfants au cours de la première étape, leur vie scolaire vont à l'école non pas de leur volonté propre, mais par le désir leurs parents d'une part, et les possibilités d'inscription dans les écoles d'autre part (la démocratisation scolaire).

<sup>1</sup> - Keck Frédéric, et Plouviez Mélanie, *op.cit.*, p.p.31-32

<sup>2</sup> - PINÇON-CHARLOT Monique, L'insertion réussie des riches héritiers *in* CHARLOT Bernard et GLASMAN Dominique, *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, Paris, PUF, coll. « Éducation et Formation », 1999, p. 214.

L'insertion à l'école pour les enfants est considérée comme un principe de l'égalité sociale pour toutes les couches sociales, ce phénomène socio-économique mène alors à un début de la mobilité sociale ascendante par le biais des parcours scolaires précis.

La famille offre un espace limité à ses enfants quant aux trajectoires sociales, aux statuts sociaux qui pourraient être prédéterminés, tandis que l'école offre un espace de création et de distinction. Cette idée est conforme au point de vue de Dominique Merllie qui observe : « si la famille et l'héritage familial semblent devoir produire des statuts assignés et expliquent ainsi les tendances à l'immobilité, l'institution scolaire, lorsqu'elle est ouverte à tous, semble construite pour permettre de développer les dons ou le mérite individuel »<sup>1</sup>

En fait, l'école primaire est le début du processus de l'éducation permanente qui change le statut social de l'enfant via l'apprentissage. Cette tendance a été confirmée par les études de psychologie et de sciences de l'éducation. Pierre Duriot confirme cette idée : « Le véritable tournant dans le statut social de l'enfant est intervenu après 1968, suite à de nombreux écrits de psychologues, qui se sont penchés sur le développement de l'enfant, sur sa manière d'apprendre, sur les différentes phases de son développement »<sup>2</sup>.

De fait, cette période de l'enfance se caractérise par un comportement spontané dont l'éducation serait obligatoire. Cela signifie une habitude quotidienne, car elle ne serait pas sinon facteur réel de changement. Elle est la période de la socialisation qui engendre la réelle bifurcation des trajectoires, via des parcours scolaires et sociaux au cours de la période du lycée.

En effet, chaque élève s'efforce alors à l'accomplissement de soi-même et met en évidence ses capacités à cet égard. On peut dire que l'école multiplie les parcours scolaires des élèves, et, en même temps, cette institution réduit le contraste entre les élèves qui appartiennent à des couches sociales différentes. Par conséquent, le statut social se réalise automatiquement à travers les connaissances cumulatives. C'est un facteur objectif qui favorise le statut de l'élève dans sa famille, notamment quand l'élève appartient à des classes sociales défavorisées ou à celles qui souffrent de marginalisation.

---

<sup>1</sup> - MERLLIE Dominique, 1991, op. cit., p.25

<sup>2</sup> - DURIOT Pierre, *Comment l'éducation change la société*, l'Harmattan, 2013, p.10.

L'école joue un rôle vaste pour l'acquisition des connaissances individuelles, elle constitue un espace d'investissement du capital humain. En effet, l'école est considérée comme la première étape de la socialisation des individus. De surcroît, elle serait le point de départ de trajectoires sociales qui déterminent les destinées des individus. Par ailleurs, l'école pourrait réduire les inégalités, ceci via l'inscription de tous les enfants à l'école.

En réalité, le système d'éducation se caractérise par une cohérence et une cohésion depuis les premières périodes jusqu'aux périodes d'enseignement supérieur ; de ce fait, il détermine les parcours professionnels qui accorderaient le statut de l'individu sur l'échelle sociale.

Selon les concepts de la sociologie de l'éducation, l'école est un facteur principal dans la reconstruction des classes sociales, cette hiérarchie se fait grâce aux institutions d'enseignement primaire jusqu'à la période de l'enseignement supérieur. Pour sa part, Pierre Bourdieu définit l'école comme : « l'appartenance à un milieu cultivé et informé des véritables hiérarchies intellectuelles ou scientifiques permet de relativiser les influences de l'enseignement qui pèsent sur d'autres avec trop d'autorité de prestige »<sup>1</sup>. Cette dernière définition prouve que l'école ne serait pas forcément une étape cruciale et indispensable pour déterminer le prestige que représente le statut social des individus favorisés, cependant, l'école, pour le reste, peut jouer rôle important dans les rapports des jeunes à leur milieu, comme Olivier Galland le précise : « L'école joue donc un rôle considérable, non seulement dans la formation professionnelle des jeunes, mais plus largement dans la formation des rapports qu'ils vont entretenir avec leur société d'appartenance »<sup>2</sup>.

De fait, l'école joue un rôle important dans l'intégration des étudiants et des diplômés dans les institutions de la société, où elle crée une personne indépendante. Cela se produit en cas d'harmonie entre la société et l'individu ; l'école contribue à trouver la solidarité organique, l'adoption des membres de la société eux-mêmes.

Ainsi, l'école a pour but de l'insérer les jeunes dans le marché du travail, et aboutit à l'amélioration des conditions de vie pour tous, particulièrement les diplômés par le biais de leur réussite scolaire. De nombreuses études sur la mobilité sociale ont adopté la

<sup>1</sup> - BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers, Les étudiants et la culture*, 1964, Éditions de Minuit, p.41

<sup>2</sup> - GALLAND Olivier, *Les jeunes*, Éditions la Découverte, Paris, 2002, 2009, p.78

réussite scolaire à l'école comme une base d'ascension sociale, Lise Bernard dit, « Les travaux qualitatifs sur la mobilité sociale ont porté davantage sur les trajectoires ascensionnelles par l'école, en étudiant notamment les déplacements des intellectuels issus de milieux populaires ». <sup>1</sup> L'idée de base est ici centrée sur la relation entre l'école, le marché du travail et l'avenir des jeunes : l'objectif principal de la connaissance est de créer des emplois futurs ; le dialogue sonne continuellement entre le discours scolaire et le discours institutionnel sur le marché du travail. Nicole Rege Colet clarifie la relation entre ce discours en commentant : « Le système scolaire, à la fois produit et instrument de la société, se trouve engagé dans un dialogue permanent qui examine son autonomie et son interdépendance par rapport au reste du tissu social. Or, ce dialogue ne doit pas se réduire à une tension entre les institutions éducatives et les réalités du marché de l'emploi. Malgré tout, ce débat demeure prédominant : l'insertion professionnelle préoccupe et l'enseignement interdisciplinaire est avancé pour mieux pallier les déficits d'une formation trop dirigée vers l'acquisition de connaissances scientifiques [...] obligent l'école à envisager de nouvelles missions : former à la complexité de la vie, préparer les jeunes à l'insertion sur le marché du travail, préparer les étudiants à la société technologique de demain » <sup>2</sup>.

De fait, le rôle de l'école se concentre dans deux dimensions : la première est le guidage des élèves à des trajectoires précises, chaque élève selon ses capacités ; tandis que la seconde dimension consiste dans le rôle éducatif de l'école, visant à l'ascension sociale des étudiants à travers leur inclusion dans les chemins de l'enseignement supérieur. Nous allons discuter les deux directions dans le détail par la suite.

Enfin, l'école a une tâche dans la socialisation politique, cela a été confirmé par des chercheurs en psychologie et sciences de l'éducation comme Charles Mariham, quand il a remarqué que l'école était considérée comme le système éducatif formel qui produit la formation civile. [voir Abd-allah Abd al-Rahman, *La sociologie politique et les tendances de l'évolution moderne*, 2001, p.455]

---

<sup>1</sup> - BERNARD, Lise. Des ascensions sociales par un métier commercial. Le cas des agents immobiliers. *Politix*, 2016, vol. 29, no 114, p. 74.

<sup>2</sup> - REGE Nicole, *Enseignement universitaire et interdisciplinarité, un cadre pour analyser agir et évaluer*, Éditions DeBoeck, s.a, 2002, p.84

Enfin, on peut confirmer avec Yves Lorvellec qu'il y a d'autres facteurs conduisant à l'ascension sociale : « le phénomène de l'ascension sociale des masses relève d'une analyse historique qui doit en déterminer les causes prochaines (poussée démographique, développement économique et social, concentration urbaines, démantèlement des classes traditionnelles par l'évolution de la division du travail, progrès des techniques de communication et d'information, etc.) »<sup>1</sup>

### 2.2.2- Les objectifs de l'école

L'école est une institution qui vise à transmettre des valeurs et des connaissances, elle produit de plus de nouvelles valeurs entre les générations, elle maintient des connaissances parmi les générations. Ainsi, l'école peut avoir pour principes et normes l'égalité entre tous, elle contribue alors à la consécration et à l'émergence de l'éducation laïque, qui garantit la connaissance à des enfants de toutes les couches sociales. Pierre-Paul Zalio, en décrivant les idées de Durkheim à propos de l'école, dit : « À chaque époque, si l'école y est décrite fonctionnellement comme institution assurant la transmission des valeurs entre les générations, le développement des idées pédagogiques y est envisagé à partir des luttes que se sont livrées les conceptions différentes qui se sont succédées dans l'histoire, dressant ainsi le tableau de la longue durée des mœurs pédagogiques depuis l'instauration au Moyen Âge d'institutions éducatives spécialisées »<sup>2</sup>. L'école assure la cohésion sociale en établissant le principe de l'égalité entre les jeunes et en les introduisant dans la culture nationale [voir François Baluteau, *Ecole et changement, une sociologie constructiviste du changement scolaire*, p.130].

En outre, l'école a un objectif plus profond et plus complet qui correspond au changement des habitudes, ainsi sans doute l'école contribue également au développement des capacités des enfants comme des adultes dans divers aspects, tels que l'écriture, la lecture, le dessin et la méthode de calcul, etc. L'école éduque les générations dans divers domaines, elle contribue également à la diversification des disciplines, à travers l'expansion des domaines scientifiques : les jeunes sont dirigés vers des voies scientifiques spécifiques en rapport avec leurs capacités scientifiques et physiques. Ces objectifs ont été décrits dans les travaux d'un grand nombre de sociologues et peuvent

<sup>1</sup> - LORVELLEC Yves, *culture et éducation*, l'Harmattan, Paris, 2002, p.162.

<sup>2</sup> - NICOLAS Anne-Hélène et ABENSOUR Alexandre, (Durkheim Pierre-Paul Zalio) Hachette Livre, Paris, p.96

être retrouvés chez Aristote. Hubert Vincent confirme cet objectif quand il dit : « On dirait alors que l'école est un lieu et un temps où des adultes s'efforcent de développer chez des enfants un certain nombre d'habitudes. Comme on le sait, c'est là un terme très ancien qui nous vient d'Aristote pour désigner l'ordre éducatif ou l'un de ses aspects. Plus précisément, il intervient pour résoudre un dilemme classique en éducation qui est celui-ci : si l'on ne peut pas éduquer de jeunes enfants par la raison ou par le discours qu'ils n'entendent pas encore, si l'on ne peut pas plus les éduquer par la force et la contrainte, reste ceci cependant, qui parvient à frayer la voie entre ces deux impasses, à savoir les bonnes habitudes, et je dirais même les habitudes tout court. [...] on peut en citer quelques-unes sans crainte de se tromper : l'habitude de lire, d'écrire, de calculer, de raisonner, de débattre et d'argumenter, de dessiner, de modéliser ou de schématiser et bien d'autres »<sup>1</sup>.

### *2.2.3- Le rôle de l'éducation et de la socialisation familiale pour guider les élèves et les étudiants vers de nouveaux parcours sociaux*

Il apparaît que d'un côté la reproduction sociale et de l'autre la mobilité sociale ont transformé les sociétés humaines reposant sur la solidarité mécanique vers une autre société fondée sur la solidarité organique, où est créée la bifurcation professionnelle, celle-ci contribuant à la division du travail. L'école et la famille sont considérées comme les institutions sociales les plus importantes dans la socialisation des enfants : elles orienteraient les enfants vers une trajectoire scolaire, selon la théorie du gradient social. Lorsque l'individu est sans niveau d'éducation, il ne peut pas être positivement classé sur l'échelle socio-professionnelle. Alain Thalineau décrit la famille comme un groupe qui donne à l'individu sa formation initiale : « Dans nos sociétés, la famille est le premier groupe auquel nous appartenons, c'est là que se réalise notre première socialisation »<sup>2</sup>

En réalité, l'école et la famille contribuent à la reproduction sociale des générations successives. À cet égard, Yasmine Siblot dit : « Les processus qui expliquent la reproduction sociale - entendue comme la transmission de positions sociales comparables d'une génération à l'autre, mais aussi de modes de vie et de traits culturels - ne se limitent pas au seul monde du travail. Les instances de socialisation que sont la

---

<sup>1</sup> - VINCENT Hubert, les disciplines de pensée, sous (dir) de FIRODE Alain et al., Artois Presses Université, 2013, p.130

<sup>2</sup> - THALINEAU Alain, L'individu, la famille et l'emploi, l'Harmattan, Paris, 2002, p.14

famille, l'espace local et l'école sont ainsi au centre de l'analyse de la ségrégation culturelle et de la reproduction sociale des classes populaires »<sup>1</sup>.

Ceci implique les différences des trajectoires scolaires à travers l'égalité sur la distribution des chances de scolarité à toutes les catégories. À vrai dire, ce phénomène de force de l'éducation se présente dans les travaux de Durkheim, elle serait un canal du processus de formation des élèves, en jouant le rôle d'une autorité morale. Par ailleurs, l'éducation est un outil de socialisation des jeunes, Olivier Galland explique ainsi les idées de Durkheim : « Émile Durkheim, dans son œuvre mal connue de la sociologie de l'éducation [1922], a le premier mis en évidence le caractère éminemment social de l'éducation [...] l'éducation, c'est donc la socialisation méthodique de la jeune génération. Ainsi pourrait-on penser qu'avec cette définition s'ouvre la voie d'une véritable sociologie de la jeunesse : puisque l'éducation est en fait le processus de socialisation »<sup>2</sup>.

Le processus de socialisation des élèves à travers les institutions pourrait promouvoir la possibilité de l'intégration sociale et l'engagement dans le poste. L'école est l'une des institutions de socialisation via des politiques menées par l'État pour appliquer la justice sociale. Sandrine Nicourd insiste sur le rôle de la socialisation politique pour l'accession aux postes : « la socialisation politique est notamment déterminante de la forme d'engagement dans le poste tout comme le rapport à l'expertise éducative »<sup>3</sup>. En fait, la socialisation scolaire est une opération formelle qui place les élèves dans des parcours scolaires leur permettant d'intégrer la morale, la laïcité et les connaissances modernes, le rôle de la famille faiblit alors sur l'orientation de ses enfants.

L'étude actuelle vise à décrire les facteurs qui influencent l'orientation des jeunes dans leurs parcours professionnels. En outre, l'éducation peut rendre l'individu conscient de son environnement, et il en résulte qu'il peut construire son personnage selon le désir parental ; Gilles Ferréol décrit ce concept en expliquant le rôle de la famille sur la socialisation : « La socialisation occupe, dans cette perspective, une place prépondérante. Basée sur l'affectivité et en étroite corrélation avec les ressources et les aspirations des

<sup>1</sup> - SIBOT Yasmine et al., *sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2015, p.131

<sup>2</sup> - GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Armand Colin, Paris, p.40

<sup>3</sup> - NICOURD Sandrine, *socialisation et engagement des professionnels des politiques éducatives territoriales*, in, *Outils des parcours professionnels, Quand les dispositifs publics se mettent en action* « dir » BERNARD Sophie, MEDA Dominique, TALLARD Michèle, Peter Lang, Bruxelles, 2016, p.p., 27-38).

parents, l'éducation reçue par le jeune enfant recouvre en réalité plusieurs objectifs : perception de l'environnement, acquisition de cadres de référence, constitution de la personnalité »<sup>1</sup>.

Les institutions d'éducation s'efforcent à l'intégration sociale des jeunes en s'appuyant sur les différentes trajectoires scolaires et la démocratisation des apprentissages cognitifs, qui mènent à la diminution de l'écart entre les catégories sociales, en faveur des classes pauvres.

Puisque nous expliquons le rôle de la socialisation, qui détermine les parcours scolaires et sociaux, il est maintenant nécessaire que les programmes et les dimensions éducatifs influencent sur les parcours la vie. Ces programmes ont un rôle considérable dans la construction sociale de tous les membres de la société : elles donnent à chacun la possibilité de réaliser ses aspirations professionnelles, en particulier dans les pays en développement.

En fait, la démocratisation des établissements d'enseignement primaires comme supérieurs permet une réforme sociétale large et importante diffusant les connaissances dans toutes les régions défavorisées. Cette réforme structurelle conduit à la diminution du degré de variation entre les jeunes et des enfants, toutes les couches sociales confondues. C'est le cas de la Libye tout au long de la période allant de 1955 et au-delà, où l'État a mis en place plusieurs plans politiques de développement pour le développement horizontal des institutions d'enseignement.

Ces procédures se sont déroulées en plusieurs étapes successives, concomitantes à des processus de transformation de l'individu, afin qu'il soit capable de sortir des modes de vie traditionnels. L'éducation aurait ainsi eu un but dans la diminution des modes de vie traditionnels en vigueur. En ce sens, Durkheim indique que l'éducation impacte le changement de mentalité chez les enfants : rappelons-nous sa célèbre définition de l'éducation : « l'éducation est l'action exercée par les générations d'adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et mentaux que

---

<sup>1</sup> - FERREOL Gilles, Grands domaines et notions clés de la sociologie, Armand Colin, Paris, p.36

réclament de lui la société politique dans son ensemble, et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné »<sup>1</sup>.

De cette signification de l'éducation, considérée comme reconstruction rationnelle, découlent la cohérence et la cohésion de la société. Durkheim stipule que l'éducation mène à la division du travail qui permet une interdépendance et une complémentarité fonctionnelle entre les personnes.

L'école donne le privilège aux enfants de toutes les couches sociales de profiter de l'ascenseur social, elle pourrait être le canal de la réalisation du statut social. Ce dernier se construit sur la durée allant du primaire jusqu'à l'Université, durant tout le temps passé à l'apprentissage cognitif. En effet, l'école s'efforce toujours au fil des générations de développer et découvrir les compétences des enfants, elle différencie également l'enfant de son père, notamment dans les milieux populaires qui n'avaient pas les mêmes opportunités de scolarisation.

En effet, coïncidant avec le phénomène de démocratisation de l'enseignement et son extension, la mobilité sociale s'est étendue et l'ascension sociale s'est réalisée dans la plupart des sociétés. Ce qui indique la capacité de l'école à faciliter la mobilité sociale à tous les milieux sociaux : l'école partage avec la famille sa tâche dans l'orientation des enfants et pousse l'enfant vers des échelons supérieurs de l'échelle sociale. À cet égard, Marie Duru-Bellat déclare : « malgré le poids autour duquel se structure l'insertion, on s'attend à voir l'école jouer un rôle clé en matière de mobilité sociale entre les générations. Il semblerait logique qu'un jeune doté d'un niveau de formation supérieur à celui de son père connaisse une mobilité sociale ascendante, c'est-à-dire s'insère dans une position supérieure dans l'échelle sociale »<sup>2</sup>

L'idée principale qui tourne autour de cet enjeu est que l'éducation consiste en la socialisation par des institutions sociales telle que l'école. Mais de notre point de vue, les enfants sont soumis à un processus similaire au sein de la famille, et ce processus est appelé la socialisation par la famille. Ces deux processus ont le même rôle, c'est-à-dire un rôle de préparation des enfants à un avenir vers des chemins scientifiques, et que ces

<sup>1</sup> - GOMBERT Philippe, *l'école et ses stratèges, les pratiques éducatives des nouvelles classes supérieures*, Presses universitaires de Rennes, 2008, p.28.

<sup>2</sup> - DURU-BELLAT Marie et VAN ZANTEN Agnès, *sociologie de l'école*, Armand Colin, Paris, 2012, p.70

dimensions sont toujours liées à d'autres dimensions qui affectent la vie des enfants directement, comme la situation économique de la famille.

L'éducation et cette socialisation familiale sont les plus importantes des dimensions éducatives qui influent sur les tendances de l'enfant, et ces dimensions contribuent ultérieurement à déterminer les parcours des jeunes vers des domaines de la vie plus précis.

De fait, la relation entre l'école et la famille est en corrélation permanente et elle est une relation complémentaire. Selon cette perspective, ces dimensions affectent ensemble positivement ou négativement sur les résultats des enfants à l'école, il existe donc une corrélation étroite entre ces dimensions dans la vie des jeunes. Ces dimensions sont mises en évidence dans les travaux de Mathias Millet sur les milieux populaires en France, où il dit à cet égard : « Évoquées successivement pour les besoins de la restitution, ces dimensions familiales, scolaires et juvéniles des parcours de ruptures scolaires ne peuvent être considérées isolément dans les effets de socialisation qu'elles exercent sur les parcours des collégiens. Les processus de ruptures scolaires sont combinatoires et résultent d'une articulation entre ces différentes dimensions de la vie scolaire des collégiens, chaque dimension s'imbriquant aux autres qui la rendent possible et la renforcent, et sans lesquelles elle n'aurait ni le même sens ni les mêmes effets. La recherche rappelle ainsi comment les dimensions familiales, les dimensions scolaires et institutionnelles, et les dimensions des sociabilités juvéniles des parcours de ruptures scolaires s'imbriquent les unes aux autres, pour saisir et montrer les interconnexions entre les différentes conditions de possibilités qui font les configurations favorables aux parcours de ruptures scolaires des collégiens »<sup>1</sup>.

Il est évident que, la socialisation est une mission conjointe entre la famille et l'école, surtout dans les classes moyennes, où les enfants sont aidés pour acquérir les valeurs des couches favorisées socialement, par l'interaction et l'insertion culturelle. Martine Segalen confirme cette idée décrivant la relation entre l'école et la famille : « La complémentarité entre projet familial et école est évidente pour certaines catégories sociales, mais pas pour toutes. Pour les classes moyennes, l'école permet de réaliser les

---

<sup>1</sup> - MILLET Mathias et THIN Daniel, *Ruptures scolaires, l'école à l'épreuve de la question sociale*, Presses universitaires de France, p.295

aspirations de mobilité sociale, et met en place des valeurs culturelles qui sont celles de la classe bourgeoise qui l'a instaurée. Il y a complicité autour d'un même projet de reproduction sociale »<sup>1</sup>.

#### *2.2.4- L'effet du niveau d'éducation des parents sur le niveau d'éducation de leurs enfants*

Puisque l'étude actuelle est axée sur une comparaison entre les niveaux d'éducation entre les trois générations successives, nous devons préciser le rôle joué par le niveau d'éducation des parents dans l'éducation de leurs enfants.

Du fait que le faible niveau scolaire des parents est souvent l'une des raisons de l'échec des étudiants au cours des premières périodes de leur scolarité, surtout s'il n'y a pas des circonstances exceptionnelles aidant les élèves à faire la transition des classes défavorisées aux classes les plus favorisées, alors la continuité dans l'étude probablement les permettrait, tels que l'éducation libre, ou le désir de l'élève d'atteindre un statut qualitatif différent de la situation occupée par ses parents. Cette idée se retrouve dans l'introduction du livre de N. Burnay, S. Ertul et J.-P. Melchior expliquant des idées d'Elder : « les parcours de vie des enfants sont plus ou moins déterminés (selon les époques) par ceux des parents. La situation socio-économique des parents pèsera sur le parcours scolaire et donc sur les opportunités professionnelles des enfants »<sup>2</sup>.

Le niveau d'éducation parentale est un facteur qui a un rôle pour aider les enfants dans leur scolarité. Cette idée est identique à celle de Jean-Hugues Déchaux, ce dernière décrivant les résultats d'un questionnaire de Gouyon et Guérin de l'année 2006, lorsque le questionnaire a prouvé un fait important que le niveau de scolarité des parents a un impact sur le travail scolaire des enfants, ainsi les familles modestes ont une préoccupation de scolarité de leurs enfants : « Le niveau de diplôme des parents favorise leur participation au travail scolaire de l'enfant, mais n'influe pas sur le temps passé au suivi des devoirs. Les enfants de parents diplômés, bien qu'ayant plus de probabilité d'être aidés, ne le sont pas plus longtemps, parmi celles qui aident, les mères non diplômées

<sup>1</sup> - SEGALIN Martine, *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin, 1981, p.200

<sup>2</sup> - BURNAY Nathalie, ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe, *parcours sociaux et nouveaux desseins temporels*, Academia-l'Harmattan, s.a, 2013, p.12

s'investissent même plus que les mères bachelières, ce qui confirme que certaines familles modestes se sentent très concernées par la scolarité de leurs enfants »<sup>1</sup>.

D'ailleurs, la plupart du temps, le niveau d'éducation faible des parents est la raison objective de l'échec des étudiants dans les premiers stades, faute de possibilité de scolarité de parents, ils n'adoptent pas l'état d'avancement scientifique vécu dans la société. Il est logique que les parents qui ne possèdent pas un haut niveau d'éducation aient souvent un faible revenu. C'est l'idée de Gilles Ferréol : « Les travaux réalisés par l'INED depuis les années 1960 avaient clairement mis à jour le rôle du milieu familial dans la réussite scolaire, Alain Girard établissant la relation entre la taille de la famille et les résultats. L'école "pénalise" les familles nombreuses. La variable "culturelle", identifiée par le diplôme des parents ou même par celui des grands-parents, est déterminante, à revenu égal, dans l'enseignement primaire »<sup>2</sup>

Cela oblige donc les familles à orienter leurs enfants vers la première possibilité d'emploi qui leur est offerte, quels que soient l'âge ou le sexe, dans le but d'améliorer les conditions de vie de la famille. Ceci est principalement vrai dans les pays pauvres où l'éducation gratuite n'est pas disponible pour tous. En conséquence, le taux d'abandon est double chaque année. Un article publié par Rawan Al-Sayari, dans la « Revue Aujourd'hui » souligne le rôle important joué par le niveau d'éducation des parents pour guider les enfants, et la famille qui a un niveau d'éducation plus élevé accorderait à ses enfants la stabilité psychologique et sociale. Il dit, en se basant sur certaines études réalisées dans ce domaine : « La plupart des études arabes et étrangères ont indiqué que le niveau des parents a un impact dans le degré du niveau des enfants, ainsi que dans les familles où prévaut la relation parmi les membres les familles. La coopération et la compréhension impliquent leurs enfants dans la prise de décision de la famille, en particulier dans leur avenir scolaire. La famille est la base, Ceci est à travers son statut socio-économique et sa perspective de vie, le style de sa vie, alors la relation entre les membres de la famille est affectée négativement ou positivement sur le succès des enfants tel que la stabilité psychologique et également par sa présence dans la société et l'expérience qu'elle possède. Plusieurs preuves scientifiques retrouvées dans les études et

---

<sup>1</sup> - DECHAUX Jean-Hugues, *Sociologie de la famille*, la Découverte, Paris, 2007, p.55

<sup>2</sup> - FERREOL Gilles et NORECK Jean-Pierre, *Introduction à la sociologie*, Armand Colin, Paris, 2007, 7e édition, p.147

les recherches menées par des chercheurs étrangers et arabes ont confirmé l'étendue de l'impact des familles instruites sur l'éducation des enfants : ainsi, dans la famille la plus instruite, les enfants auraient un bon niveau de scolarité »<sup>1</sup>

Peut-être que cette idée est en accord avec les résultats de l'étude des ruptures scolaires réalisée par Mathias Millet, qui a prouvé que la faiblesse de niveau de scolarité des parents engendre des difficultés d'accès des enfants aux écoles secondaires. Il démontre que « si la faiblesse des ressources scolaires des parents concourt aux difficultés scolaires des élèves de milieux populaires, particulièrement dans les périodes critiques comme l'entrée au collège, ce ne sont pas ces dernières en elles-mêmes, ni les changements liés au passage du primaire au secondaire, qui expliquent la fréquente dégradation de la situation des élèves à l'entrée au collège »<sup>2</sup>.

### 2.3- L'homogamie de classe conduit à l'inertie de l'héritage culturel et professionnel

En fait, l'une des raisons du faible niveau d'éducation des enfants est imputée à l'homogamie de classe sociale, ce qui nous amène à traiter le phénomène d'inertie culturelle, qui est la raison qui explique le manque d'égalité entre les résultats des élèves. Ce phénomène conduit à l'accumulation d'inertie culturelle pour les fils de famille qui ont connu ce type de mariage.

En fonction de ce principe, le dépassement de cette classe n'est pas facile et limité. Ce qui empêche l'ascension sociale des jeunes, c'est qu'il est considéré comme un dissuasif qui empêche la famille de transmettre ses enfants aux institutions d'enseignement supérieur dans les classes sociales caractérisées par l'homogamie de classe. Peut-être que cette idée est compatible avec les résultats d'étude de Pierre Bourdieu, publiées sous le titre *Les inégalités devant l'école et devant la culture*, lorsqu'il dit : « L'analyse des cas où les niveaux culturels des parents sont inégaux ne doit pas faire oublier qu'ils sont le plus souvent liés (en raison de l'homogamie de classe) et que les avantages culturels qui sont associés au niveau culturel des parents sont cumulatifs »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> - Rawan Al-Sayari, Le réseau international d'information, Revue Aujourd'hui, le 21 mai 2010, p.3

<sup>2</sup> - MILLET Mathias et THIN Daniel, *Ruptures scolaires*, op. cit.

<sup>3</sup> - BOURDIEU Pierre, L'école conservatrice, les inégalités devant l'école et devant la culture, Revue française de sociologie, Année 1966, Volume 7 Numéro 3 p. 326

Le résultat limite les chances de vie conformément aux groupes sociaux et professionnels, au sens que les valeurs culturelles des parents et grands-parents, dans ce type de familles, déterminent les résultats scolaires pour les enfants.

Ce genre de mariage prévaut encore dans de nombreux pays du monde, en raison de différences dans le niveau de vie. Ainsi, l'inertie culturelle est associée au degré du niveau de la famille dans la hiérarchie sociale, et en raison de l'homogamie de classe. De fait, ce type de mariage est toujours enraciné dans de nombreuses sociétés traditionnelles, qui imposent à l'individu un certain genre de vie, où il ne peut pas être recruté sur le marché du travail selon sa volonté : l'individu qui ne dispose pas d'un projet propre, ne peut pas passer d'un statut social à un autre. Ce type de relations humaines est un obstacle à la mobilité sociale à cause de la domination de la tradition, où l'individu ne doit pas avoir une autonomie absolue pour réaliser des ambitions personnelles. Liliane Voyé, décrivant le statut de l'individu dans les sociétés traditionnelles, où la personne est soumise aux normes du groupe : « Dans ce contexte, l'individu n'existe pas comme tel : il n'existe qu'en tant que membre de groupes et, en particulier, du groupe familial. Il n'a pas de projet propre : il s'inscrit dans les rôles et devoirs que le groupe lui attribue en référence à des modèles hérités »<sup>1</sup>.

#### 2.4- Les trajectoires scolaires et l'ascension sociale

En fait, les trajectoires varient d'une société à l'autre, notamment celles qui mènent à la promotion sociale. De nombreuses sociétés comptent sur les trajectoires de la famille pour l'ascendance sociale : les enfants utilisent le statut social de la famille comme une trajectoire pour atteindre un statut social. Mais dans les sociétés les plus ouvertes, on dépend surtout des trajectoires scolaires qui ont un rôle majeur dans la réalisation de l'ascension sociale. Lilian Voyé définit ainsi ce concept de trajectoire : « Bourdieu insiste en effet sur le fait que, pour situer quelqu'un dans la structure sociale, sa position actuelle - décrite en termes de champs et de capitaux - ne suffit pas. Il s'agit en outre de préciser si cette position est équivalente (trajectoire plane), supérieure

---

<sup>1</sup> - VOYE Liliane, *Sociologie construction du monde construction d'une discipline*, de Boeck, 1998, P. 64

(trajectoire ascendante) ou inférieure (trajectoire descendante) à celle qu'occupaient les parents et grands-parents de cette personne »<sup>1</sup>.

En effet, les trajectoires scolaires jouent un rôle dans les écarts des taux de chômage entre les différents milieux, en conséquence, les jeunes diplômés auraient plus de chances sur le marché du travail. La réalisation du statut social distinctif consiste sans aucun doute en plusieurs facteurs subjectifs, qui sont considérés comme mécanismes d'accèsion. À cet égard, on pourrait dire que les trajectoires scolaires mènent à l'accès à un statut plus distinctif.

Les trajectoires scolaires sont un point charnière dans la vie des individus qui obtiennent le diplôme qui leur permet d'entrer en concurrence sur le marché du travail. L'ascension sociale se fonde et se renforce par la réussite des étudiants dans leurs trajectoires scolaires, notamment dans certaines sociétés.

En effet, quand les jeunes s'inscrivent dans des trajectoires scolaires longitudinales, ils parviennent à un niveau de connaissance qui leur permet une mobilité sociale verticale, non pas grâce à la culture familiale, mais grâce aux capacités des enfants eux-mêmes, qui les ont menés à des études à long terme. L'ascension sociale n'est pas aisément accessible, on pourrait comprendre que l'appartenance sociale n'a parfois pas un rôle effectif en comparaison de l'éducation permanente pour réaliser l'ascension sociale, au sens où la classe ne constitue pas toujours une barrière de la mobilité sociale. Le succès et la persévérance dans les premiers stades des études permettent d'exceller à l'université : plusieurs recherches ont montré l'impact essentiel d'un bon parcours scolaire secondaire dans la réussite des études supérieures. « Sans surprise, nous retrouvons ce facteur dans les trajectoires, notamment chez les étudiants qui se sont distingués, tout au long de leur scolarité, par une forme d'excellence. D'autres étudiants, qui ont eu des parcours scolaires moyens, se sont néanmoins maintenus dans le système universitaire »<sup>2</sup>.

De plus, les trajectoires scolaires peuvent produire des effets positifs sur la vie des jeunes en formant leur personnalité au travers des diplômes qu'ils obtiennent. Les

---

<sup>1</sup> -Ibid. p.88

<sup>2</sup> - NICOURD Sandrine, *La mobilité dans le système scolaire, Une solution pour la réussite et la démocratisation ?*, Presses universitaires du Septentrion, 2015, p.116.

différents parcours scolaires proposés offrent aussi des possibilités d'étude aux jeunes qui n'ont que des compétences limitées, selon leurs capacités ou envies.

En effet, certains milieux sociaux encouragent leurs enfants à déterminer des parcours scolaires en fonction des résultats scolaires obtenus au cours de la période de l'école primaire, mais, en réalité, les enfants soumis à la direction de la famille ne sont pas en mesure de déterminer leurs trajectoires après le baccalauréat. Ceci montre l'inconvénient d'être soumis aux désirs de la famille, car il n'est pas possible de choisir librement les trajectoires scolaires. Cette idée promeut le principe de la liberté du choix et son rôle pour réaliser l'ascension sociale. Il semble clair que le taux de scolarisation aboutit à l'ascension sociale, selon des critères socioprofessionnels qui accorderaient le statut social dans la société.

#### *2.4.1- L'effet de la multiplication des institutions éducatives sous toutes ses formes sur la mobilité sociale dans les classes défavorisées*

La réforme structurelle de la vie des élèves concernant les aspects scolaires existe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le principe d'égalité sociale est corrélé au phénomène de la modernisation sociale diffusée de manière horizontale, en particulier après l'indépendance politique de pays en développement.

En effet, ce phénomène social concerne toutes les zones souffrant de marginalité qui ont bénéficié de développement notable. La scolarisation y est devenue obligatoire pour presque tous les enfants, ce qui a contribué à la fin de l'illettrisme chez les enfants des classes défavorisées. À cet égard, le taux de fluidité sociale est devenu plus fort entre les couches sociales et la mobilité sociale est devenue possible grâce à l'égalité de la scolarisation. Par exemple, le développement territorial des institutions d'enseignement supérieur s'est renforcée, la réforme structurelle a ainsi accordé des possibilités de carrière pour de nombreux individus.

En effet, dans les sociétés qui bénéficient du phénomène de démocratisation des institutions d'éducation, les divers systèmes de formation sont des opportunités d'ascension sociale. On estime que la réforme structurelle du système d'éducation tendrait à simplifier les trajectoires des élèves des classes favorisées (traditionnelles). À cet égard, Pierre Weiss dit : « les réformes structurelles de programmes visant à faciliter le passage entre des sections jadis rigidement cloisonnées, la multiplication des voies de formation,

la construction d'école et d'universités, les possibilités, sous forme de bourses, de congés de formation, etc., accordées à des catégories traditionnellement en sous-représentation, permet d'accéder à des établissements d'éducation technique supérieurs »<sup>1</sup>.

En effet, le principe de la démocratisation des institutions de l'enseignement supérieur réduit l'écart entre les classes sociales, augmentant ainsi la fluidité de la mobilité sociale entre les générations.

Plus exactement, le développement territorial des institutions d'enseignement supérieur et de la mobilité sociale entre générations sont interdépendantes. À cet égard, Sandrine Nicourd décrit les trajectoires de socialisation dans le secondaire par un suivi longitudinal d'étudiants d'AES en Île-de-France : « Les données qualitatives issues d'entretiens avec des étudiants de notre cohorte permettent de rendre compte des processus de socialisation au sein de l'université, au cours de leur première année. Un point commun caractérise ces étudiants de la [démocratisation scolaire] : ils aspirent à accéder à des emplois différents de ceux de leurs parents. Toutefois, ce souhait de promotion sociale va se concrétiser très différemment selon les supports qu'ils vont mobiliser ou pas au sein de l'université »<sup>2</sup>.

De fait, le niveau de différence de scolarité reflète le degré de mobilité sociale, selon la perspective sociale et en fonction de la théorie de la modernisation qui estime que l'éducation est disponible à tous, mais il est utile de mentionner que l'école reste faible dans la réalisation de la mobilité sociale en l'absence des autres éléments dans plusieurs cas.

De fait, la mobilité sociale est essentiellement liée aux autres variables telles que la capacité des étudiants dans l'insertion socioprofessionnelle après l'obtention du diplôme. L'Université joue un rôle très important auprès des individus en ce qui concerne l'acquisition des connaissances, ainsi elle constitue un champ de l'investissement du capital humain. En effet, l'Université est considérée comme la dernière étape pour la préparation de l'individu à son recrutement dans le marché du travail, elle est de surcroît le point de départ des trajectoires sociales qui déterminent les destinées des individus ;

---

<sup>1</sup> - WEISS Pierre, *La mobilité sociale*, Presses Universitaires de France, 1986, p.94

<sup>2</sup> - NICOURD Sandrine, *La mobilité dans le système scolaire*, op. cit., p.115

d'autre part, l'Université contribue à réduire les inégalités à travers la massification des moyens d'apprentissage pour tous.

En réalité, le système éducatif se caractérise par la cohérence et la cohésion depuis la scolarité primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Au cours de ces périodes, on détermine les parcours professionnels qui mèneront au statut prestigieux sur l'échelle sociale. L'Université effectue la mobilité sociale et façonne les stéréotypes de la personnalité moderne. De plus, la mobilité est liée à des motivations individuelles, qui mènent à l'obtention des diplômes universitaires aboutissant à des changements professionnels, en tenant compte de l'élément de la prolongation de la scolarité obligatoire.

## 2.5- La famille

En ce sens, les idées de certains sociologues révèlent que la famille est un facteur déterminant dans l'élaboration des parcours professionnels des enfants, avec la prise en compte des désirs des élèves, en plus de leurs capacités et talents. À cet égard, la mobilité sociale des enfants dépasserait les processus de la socialisation familiale et elle serait parallèle à des processus de la scolarité, Servet Ertul dit « L'orientation de l'enfant se fait tout d'abord par la famille et en suite dans ce processus de socialisation, l'école prend le relais »<sup>1</sup>. Ces idées prouvent que la famille est considérée comme unité sociale ayant une tâche dans la socialisation des enfants ; Durkheim a indiqué que la famille avait un rôle essentiel d'éducation de ses enfants. Marcel Fournier déclare à ce propos : « De cette conception sociologique de l'éducation, Durkheim peut aborder avec assurance la question, alors fort controversée, des devoirs et droits de l'État en matière d'éducation. Première question, les droits de la famille. Si l'enfant est d'abord à ses parents, il leur appartient de le diriger comme une "chose essentiellement privée et domestique", et dans cette perspective, l'intervention de l'État est minimale ; tout au plus servir d'auxiliaire et de substitut aux familles. On s'interdit alors toute action positive destinée à imprimer une orientation déterminée à l'esprit de la jeunesse »<sup>2</sup>. Ceci se rencontre également dans les études d'Emmanuelle Santelli, qui souligne que « les parcours familiaux constituent, dans

---

<sup>1</sup> - ERTUL Servet. *Pour une orientation lato sensu à partir du processus d'orientation en classe de seconde générale et technologique*. 2001. Thèse de doctorat d'État, Dijon, p.115.

<sup>2</sup> - FOURNIER Marcel, *Émile Durkheim (1858-1917)*, Fayard, 2007, p.750

cette perspective, une ressource qui oriente la trajectoire sociale des enfants, notamment par le biais des multiples formes de transmission qui ont lieu »<sup>1</sup>.

Dans les faits, la mobilité sociale des enfants est liée aux parcours sociaux de la famille et aux ambitions personnelles des enfants. Cette idée a été renforcée par les résultats de l'étude menée sur un échantillon de lycéens français, qui s'est déroulée à Paris, Nantes et Rouen. L'échantillon était constitué de 37 étudiants inscrits dans une série d'études dont les résultats de l'étude prouvaient que : « Les parcours des élèves des CPGE se construisent d'influences familiales et d'aspirations personnelles. À travers leur récit, les jeunes font effectivement valoir le fort investissement de leurs parents dans leur scolarité »<sup>2</sup>.

Ce point de vue montre que la famille est une des institutions sociales menant à la mobilité sociale. Ainsi, le rôle familial dans la socialisation serait l'une des façons d'aboutir à de bons résultats scolaires, notamment lorsque les parents ont été scolarisés. Les enfants des couches supérieures bénéficieraient forcément de l'opportunité de l'ascension sociale et scolaire, contrairement aux élèves des couches sociales défavorisées. On a mobilisé les variables du milieu social et familial dans de nombreuses études sur la mobilité sociale, [voir Frickey, Alain, Primon, Jean-Luc, et Marchal, Nathalie. Jeunes issus de l'immigration : les diplômés de l'enseignement supérieur ne garantissent pas un égal accès au marché du travail. *Formation emploi*, 2002, vol. 79, no 1, p. 31-49]

Il est intéressant de noter que l'ambition de la famille joue un rôle essentiel dans la transformation du statut social, la réussite des enfants et leur ascension dans l'échelle sociale. Les efforts de la famille pour guider leurs enfants et prendre soin de les faire atteindre un classement scientifique forment la tâche la plus importante, surtout après la diffusion des emplois lucratifs, tels que la profession médicale et les professions scientifiques, qui garantissent le statut social dans la société.

<sup>1</sup> - SANTELLI Emmanuelle, *La mobilité sociale dans l'immigration, itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, Presses du Mirail, 2011, p.37

<sup>2</sup> - DAVERNE Carole, *Les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles : Un rapport aux temps, des choix et des parcours contrastés*, in CARADEC Vincent, ERTUL Servet, MELCHIOR Jean Philippe, *Les dynamiques des parcours sociaux*, Presses universitaires de Rennes, 2012, p.65

Ces interventions familiales se retrouvent dans diverses sociétés, surtout lorsque l'insertion des diplômés dans les emplois dépend essentiellement de la qualité de la qualification. Par exemple, en France, au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les familles ont eu le plus grand rôle dans l'explosion scolaire [voir Cédric Hugrée, *Parcours scolaires et cheminements professionnels des étudiants d'origine populaire diplômés de l'université*, p.56, Université de Nantes, 2010].

Ainsi, les efforts de la famille pour identifier les chemins des enfants forment un cas différent de la situation traditionnelle qui avait prévalu dans la plupart des pays, que ce soit dans les pays occidentaux ou en développement. À cet égard Maria Vasconcellos confirme que la famille est un élément principal pour l'orientation de ses enfants vers les filières et établissements scolaires : « l'expansion des effectifs dans l'enseignement supérieur découle de la prolongation des scolarités depuis des décennies, contribuant à élever le niveau d'aspiration des familles. D'une manière générale, en France comme dans la plupart des pays développés [...] de ce fait, la réussite scolaire des enfants devient une grande affaire de famille ; la transmission du statut n'est plus automatique, comme celle du patrimoine. Réussir les études demande des efforts des parents et des enfants qui déploient des stratégies "savantes" de choix des options, séries, filières et établissements scolaires, incluant le passage par le secteur privé »<sup>1</sup>.

En ce sens, la famille a une mission fondamentale à propos de la mobilité sociale ascendante. Cette idée répond à une théorie de la socialisation qui explique le rôle de la famille dans la mobilité sociale, mais ce rôle est lié avec d'autres institutions. Il existe des institutions parallèles dans le processus de socialisation, cette idée s'affirme dans le point de vue d'Emmanuelle Santelli qui voit que « les parcours sociaux sont une manière de révéler la superposition des processus sociaux de socialisation entre la famille et toutes les autres instances socialisatrices : école, groupes de pair, marché du travail, association »<sup>2</sup> À cet égard, nous voyons que la mobilité sociale est influencée par une série d'institutions sociales interdépendantes structurellement, toutes ces institutions fonctionnelles font preuve de cohérence, pour la réalisation des changements qui touchent directement les individus. Par exemple, le statut de la famille sur l'échelle sociale

---

<sup>1</sup> - VASCONCELLOS Maria, *l'enseignement supérieur en France*, Édition la Découverte, Paris, 2006, p.10

<sup>2</sup> - SANTELLI Emmanuelle, *op. cit.*, p.25

contribue à repérer la situation sociale de leurs enfants et identifier les trajectoires appropriées avec le chemin de la famille.

De fait, selon ce point de vue social, la famille est un facteur direct au sein de l'ensemble des facteurs qui déterminent les parcours scolaires des enfants, alors que les facteurs indirects sont représentés par les institutions de l'enseignement et tous les programmes politiques qui soutiennent plus particulièrement les enfants des familles défavorisées.

### *2.5.1- Le rôle originaire de la famille dans la réalisation de la mobilité sociale dans le cadre des inégalités sociales*

On admettra qu'en général les jeunes qui appartiennent à des familles avec un haut statut sur l'échelle sociale ont plus de chance de se déplacer d'une position à une autre, plus que les jeunes d'origine populaire.

Dans certaines sociétés en particulier, qui ont une solidarité mécanique, les activités professionnelles sont prédéfinies, et la famille détermine les cheminements de carrière de ses enfants. En présence d'inégalité de chances en matière de scolarité entre les enfants qui appartiennent à des milieux différents, il en résulte la présence d'emplois différents selon la qualité et la qualification sociale et selon la durée de scolarité.

En effet, dans la théorie du gradient social, chaque fois que la société s'est diversifiée en classes sociales, il en a résulté que les individus pourraient rencontrer des difficultés pour l'ascension sociale. Cette idée correspond à celle de Claude Lévy-Leboyer concernant les inégalités sociales : « l'attitude des jeunes au seuil de la vie professionnelle tient en grande partie au jugement qu'ils portent sur leurs chances de réussir. Il est possible, mais ce n'est qu'une hypothèse, que les membres des classes élevées se sentent libres de planifier leur avenir au mieux de leurs besoins et de leurs aptitudes, car aucun frein matériel ne vient arrêter leurs lancées, sinon un défaut personnel de volonté ou de talent, alors que dans les familles dont les moyens sont modestes, les enfants ne jouissent pas de la sécurité que procure l'indépendance financière »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> - LEVY-LEBOYER Claude, *L'ambition professionnelle et la mobilité sociale*, Presses universitaires de France, 1971, p.144

Les affinités sociales seraient un mécanisme de contrôle du flux social entre les classes sociales, de plus, la variation sur l'échelle sociale fournit l'excellence aux enfants des élites : ils peuvent maintenir leurs statuts sociaux. Contrairement aux enfants des familles modestes qui quittent l'école pour travailler à un âge précoce, et n'auraient pas les capacités pour entrer en compétition afin d'accéder aux classes supérieures.

Ce phénomène est présent depuis longtemps, il s'est enraciné dans la plupart des sociétés afin de maintenir des statuts sociaux. Pierre Merle l'a décrit : « Le constat d'un lien entre origine sociale et trajectoires scolaires est ancien. Ce constat est intuitif et familier aux élites du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les inégalités d'accès à l'école selon la condition sociale sont même revendiquées comme nécessité économique et politique afin de maintenir la richesse et l'ordre social »<sup>1</sup>.

On peut dire que le phénomène de l'inégalité sociale maintiendrait l'écart entre les classes sociales, il en résulte que les statuts sociaux sont assignés en fonction de la situation des parents sur l'échelle sociale. On admet que l'inégalité ne resterait pas toujours efficiente, notamment lorsque se produit un processus d'éducation longitudinale par les étudiants Bac +5, par exemple.

En effet, l'origine sociale est considérée comme une norme essentielle afin que les jeunes puissent suivre leurs études à l'Université, où se construit la réalisation de la mobilité sociale de manière directe, la plupart des étudiants choisissent des parcours scolaires et des trajectoires professionnelles précises. À cet égard, l'étude de Julien Calmand et Dominique Epiphane constatent que les enfants issus de catégories sociales prestigieuses ont plus de chances que les enfants dont les parents sont ouvriers. L'étude a révélé que l'ascension des enfants pauvres se synchronise progressivement avec la multiplication horizontale des universités : « Au sein de l'enseignement supérieur, c'est principalement à l'université que le recrutement social s'est élargi. Alors qu'en 1960, un fils de cadre supérieur avait vingt-huit fois plus de chances d'accéder à l'université qu'un fils d'ouvrier, il n'en a, en 1990, que sept fois plus (Euriat et Thélot 1995). Les « inégalités d'accès à l'université persistent donc, mais tendent à s'amenuiser, et l'on peut affirmer que jamais l'université n'a été autant démocratique qu'aujourd'hui, du point

---

<sup>1</sup> - MERLE Pierre, La démocratisation de l'enseignement, Éditions La Découverte, Paris, 2009, p.58

de vue de son recrutement social » (Felouzis, 2000). En comparaison des Grandes Écoles, l'Université accueille donc, au niveau licence comme au niveau master, davantage de jeunes d'origine modeste. Toutefois, certaines de ces filières universitaires semblent plus ouvertes socialement que d'autres. Ainsi, à ces niveaux, l'origine sociale des étudiants des filières professionnelles est, relativement, moins élevée que celle des étudiants des filières générales et de recherche. On observe en effet des écarts significatifs entre ces deux types de filières dans leur propension à accueillir des jeunes dont le père n'est pas cadre (+ 5 points au niveau licence et + 13 points au niveau master), comme si les filières universitaires professionnalisées permettaient un accès plus large aux étudiants d'horizons sociaux plus diversifiés »<sup>1</sup>.

### 2.5.2- La mobilité sociale dans les familles privilégiées scientifiquement

On s'aperçoit que les étudiants qui appartiennent à des milieux privilégiés ont plus de chance de réaliser l'ascension sur l'échelle sociale, ils peuvent acquérir une maîtrise de leurs parcours scolaires grâce à leurs privilèges sociaux, il en résulte qu'ils obtiennent souvent des hautes fonctions après avoir obtenu leurs diplômes universitaires.

Les étudiants de couches favorisées se fondent toujours sur les études universitaires pour leur avenir, les étudiants des classes bourgeoises semblent plus déterminés que ceux des étudiants des classes défavorisées. Pierre Bourdieu confirme cette idée dans son ouvrage (*Les héritiers*) : « les étudiants entretiennent avec leur avenir, c'est-à-dire avec leurs études, étant directement fonction des chances objectives que les individus de leur classe ont d'accéder à l'enseignement supérieur »<sup>2</sup>. Le niveau de scolarité des parents pourrait être un facteur principal d'intégration des enfants dans les parcours scolaires, ces derniers permettant d'atteindre la mobilité sociale ou de maintenir son statut social.

Les sociologues se sont interrogés sur les effets du niveau de scolarité des parents sur l'engagement des enfants pour continuer dans le processus éducatif, et ceci ne peut être réalisé que par les parents propriétaires d'un capital cognitif et d'expériences vécues. Ces expériences aident les enfants à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent au niveau

<sup>1</sup> - CALMAND Julien et EPIPHANE Dominique, L'insertion professionnelle après des études supérieures : des diplômes plus égaux que d'autres, *Revue française de sciences sociales*, 117 / Janvier-Mars 2012.

<sup>2</sup> - BOURDIEU Pierre, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, 1964, op. cit., p.95

de la compréhension ou dans leur orientation vers des trajectoires fructueuses, car les expériences accumulées des parents dans le domaine cognitif seraient un avantage sur le rendement économique pour la famille. Il en résulte que la famille maintient facilement sa position sociale dans la société à laquelle elle appartient. À cet égard, il peut être fait référence à l'idée de Pierre Bourdieu, confirmée par Mathias Millet et Daniel Thin, dans la recherche sur la relation entre le capital scolaire de la famille et le parcours scolaire des enfants. Bourdieu déclare : « La question des caractéristiques scolaires, et par extension des caractéristiques culturelles (écriture, lecture, habitudes culturelles), des familles des collégiens est évidemment une question centrale pour l'analyse et la compréhension des parcours scolaires de ces derniers. Les sociologues ont depuis longtemps montré la force des liens existants entre capital scolaire et capital familial. Et plus largement capital culturel familial et parcours scolaire des enfants. Plus le capital scolaire est élevé, plus les membres familiaux qui ont été fortement scolarisés sont nombreux, et plus les ressources informationnelles et cognitives mobilisables dans le cadre de la scolarité des enfants auront des chances d'être diversifiées et consonantes avec l'univers des exigences scolaires. Les familles dotées sur le plan scolaire disposent à leur avantage de tout un capital informationnel sur le fonctionnement de l'école, ses catégories, ses orientations, ses processus, et de tout un capital cognitif en termes de pratiques culturelles, de maîtrise des savoirs scolaires, d'habitudes linguistiques, légitimes et scolairement rentables »<sup>1</sup>.

Enfin, on note à travers quelques études menées dans certaines sociétés modernes que l'impact du système de castes sociales varie d'une société à l'autre. Dans l'étude comparative qui révèle le degré et la direction de la mobilité sociale dans trois pays (États-Unis, France et Inde), il s'est révélé que la société américaine est plus mobile socialement en raison de peu d'absence d'impact de la classe sociale sur le destin des élèves. Tandis qu'en Inde, l'influence de classe est plus prégnante. D'une société à l'autre, on peut dire que l'effet de classe n'est pas toujours une mécanique de la hiérarchie de l'individu à l'échelle sociale. Cela se base aussi sur le degré d'ouverture des sociétés et le développement territorial des institutions éducatives. À cet égard, on remarque que la

---

<sup>1</sup> - Mathias Millet et Daniel Thin, Ruptures scolaires, l'école à l'épreuve de la question sociale, Presses universitaires de France, 2005, p.40

démocratisation des institutions de l'enseignement supérieur est au cœur des parcours socio-économiques.

### Conclusion du chapitre

En dépit de l'accord entre les constantes théoriques et pratiques qui contribuent à la mobilité sociale, les mécanismes qui y conduisent diffèrent en fonction des parcours de vie de l'individu et des multiples opportunités qu'offre la société. Selon nous, ceci est peut-être dû aux spécificités culturelles des sociétés humaines, ou à leur évolution dans des aspects spécifiques, comme la croissance économique, l'ouverture culturelle, la civilisation de la société, et la démocratie appliquée dans ces sociétés.

Dans l'approche théorique de ce sujet, on a mis l'accent sur la diversité des institutions qui réduisent le degré d'inégalité entre les enfants concernant le progrès social, principalement l'école, considérée comme partie d'une trajectoire menant à l'ascension sociale. D'autre part, on a aussi analysé la famille comme unité sociale contribuant à la mobilité sociale.

Bien que les sociétés humaines soient caractérisées par la diversité de classes distinguant les individus en fonction de leur appartenance sociale, il existe néanmoins des institutions offrant à chacun la possibilité de faire ses preuves dans son parcours social, dès le début de sa vie. Pour cette raison, nous focalisons une part des analyses sur l'école. En fait, le débat théorique dans le cadre sociologique n'a pas négligé le rôle des processus complémentaires dans la socialisation qui produit la mobilité sociale. On met ainsi en évidence la famille en tant qu'unité sociale contribuant et accordant des opportunités pour leurs enfants en cas d'inégalité sociale.

Ces institutions sont représentées par l'école ou la famille, qui reflètent les mécanismes susmentionnés. En réalité, la socialisation des individus se fait par ces deux institutions, sans lesquelles la mobilité sociale n'est pas possible. (voir Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers : les étudiants et la culture*, éditions de Minuit, Paris, 1964). Nous estimons que la performance de ces institutions est relativement différente d'une société à l'autre, elle se rattache à l'ouverture et au progrès social de chaque société, comme nous l'avons déjà l'indiqué. Ceci nous permet donc de dire que la mobilité sociale est soumise non seulement à des critères objectifs, mais également à des

facteurs subjectifs tels que l'aspiration ou le mérite. C'est que nous allons explorer en profondeur dans le chapitre suivant.

➤ CHAPITRE III : LES FACTEURS DE  
MOBILITE SOCIALE ET LES OBSTACLES A  
LA MOBILITE SOCIALE



## Introduction

Il est bien connu que le phénomène social est régi par des mécanismes spécifiques contribuant à son émergence et sa croissance d'une part, et qu'il est soumis à des conditions objectives et subjectives qui régissent l'étendue de sa diffusion d'autre part. La mobilité sociale, en tant que phénomène social reconnu dans de nombreuses sociétés, est également soumise à des facteurs fondamentaux, y compris ce qui concerne l'individu lui-même, et d'autres facteurs liés à la nature de la société et ses organisations sociale, économique et politique. Quand ces facteurs sont présents, il en résulte que la mobilité sociale devient une nécessité, elle touche alors tous les individus et les classes sociales. En fait, les dynamiques du développement économique et social varient dans les sociétés humaines du monde actuel, soit au niveau individuel, soit au niveau société. Ces dynamiques sont représentées par le degré de démocratisation de l'éducation, l'ouverture des classes sociales, l'égalité entre les membres de la société dans la réalisation des opportunités, l'ambition et le mérite, etc.

Étant donné que cette disparité est encore répandue dans certaines sociétés, cela se reflète dans le degré de mobilité sociale et les multiples parcours socioprofessionnels. En fait, même si les facteurs subjectifs sont présents pour atteindre la mobilité sociale, il y a toujours des obstacles qui peuvent entraver l'individu dans l'accès à un statut précis sur l'échelle socioprofessionnelle. Parmi ces obstacles, il existe des zones marginalisées qui sont souvent éloignées des villes et des centres urbains, par exemple, dans les pays du tiers-monde, il est difficile pour les jeunes ou les enfants ruraux d'aller à l'école ou à l'université par rapport à leurs homologues urbains. La classe sociale peut-être aussi un obstacle dans certaines sociétés capitalistes, qui se caractérisent par exemple par la fermeture entre les entités sociales. Aussi, les conditions économiques défavorables de leurs familles obligent les enfants à quitter l'école très tôt. Dans ce chapitre, nous aborderons ces thèmes représentatifs des facteurs et contraintes en fonction des théories de la mobilité sociale.

### 3.1-Les facteurs subjectifs de la mobilité sociale

Parmi les facteurs de la mobilité sociale, il y a des facteurs subjectifs concernant l'individu lui-même et ses capacités à atteindre la mobilité sociale (les capacités personnelles ou le mérite, les aspirations, etc.), mais aussi des facteurs de concurrence

entre l'individu et ses pairs, des facteurs de conditions objectives liées à l'environnement social. Les sociologues ont tenu compte de tous ces facteurs dans leurs analyses à propos de la mobilité sociale, au sein de sociétés humaines différentes dans les compositions et les circonstances.

Les facteurs objectifs sont liés à l'environnement, qui impose à l'individu un changement de situation, tandis que les facteurs subjectifs concernent l'individu, il s'agit des capacités personnelles, de la motivation, etc.

Par conséquent, le phénomène de mobilité sociale varie d'une société à l'autre selon son degré de développement et des circonstances existantes dans chaque société. Par exemple, dans les sociétés en développement, la mobilité est obtenue à la suite de l'immigration ou grâce à l'expansion horizontale de l'éducation dans les villages, tandis que dans les sociétés industrielles modernes, la mobilité sociale dépend des conditions objectives, telles que l'ambition, la concurrence, le maintien dans des franchises de famille pour la couche « élite ». Il en résulte que les familles encouragent leurs enfants à prendre le même chemin de carrière afin de se maintenir dans le statut de la famille.

À cet égard, on peut dire que les conditions économiques difficiles des personnes salariées médiocres pourraient être des obstacles à la réalisation de la mobilité sociale et l'amélioration du statut social, il est donc nécessaire que les classes favorisées poussent leurs enfants à préserver les statuts sociaux.

La mobilité sociale n'est pas précisément une sélection personnelle à travers des parcours sociaux spécifiques, et elle ne dépend pas également des parents guidant leurs enfants vers des trajectoires scientifiques spécifiques. Elle ne dépend pas toujours des parents, mais il y a d'autres facteurs subjectifs concernant l'individu lui-même tels que l'aspiration et les capacités des individus à la réalisation des résultats scolaires. Ce sont des facteurs qui touchent les élèves dans toutes les couches sociales que ce soit les classes supérieures ou les classes défavorisées.

On ne doit pas confondre les aspirations professionnelles, qui se placeraient toujours au-delà du statut social, et les autres mécanismes extérieurs qui influent sur les choix des jeunes, alors que ce sont deux mécanismes qui contribuent à prendre des décisions, notamment chez les jeunes qui appartiennent aux classes supérieures, car

celles-ci tentent toujours de se maintenir dans leur statut social. Par exemple, l'étude qui s'est déroulée à Paris, Nantes, et Rouen a prouvé que : « Les parcours des élèves de CPGE se construisent ici au croisement d'influences familiales et d'aspirations personnelles, à travers leurs récits, les jeunes font effectivement valoir le fort investissement de leurs parents dans leur scolarité »<sup>1</sup>.

Sandrine Nicourd déclare, dans son étude pour décrire le désir des élèves d'atteindre la mobilité sociale indépendamment de leur capacité : « Ces étudiants n'ont pas réellement trouvé leurs places à l'école. Leur niveau faible ou moyen ne leur permettait pas d'être reconnus ; ils étaient fragiles dans leurs ancrages scolaires. Pourtant, ils vont tenir, réussir leurs études secondaires et s'orienter vers l'université. Leur volonté de promotion sociale est très forte. Il est frappant de noter la récurrence d'une même formulation pour caractériser leur projet professionnel, ils disent vouloir devenir "cadre" comme s'il leur fallait montrer leur volonté de mobilité sociale, quel que soit le métier qu'ils envisagent »<sup>2</sup>. En général, nous posons la question suivante : est-ce que l'aspiration personnelle pour l'accès au statut social est plus efficace que le désir et l'orientation de la famille ?

Nous pouvons le voir en comparant les biographies des individus porteurs des titres de leurs familles, dans le cadre du parcours social de la famille peut être le réel indicateur de la mobilité sociale, et les jeunes qui appartiennent aux milieux modestes obtenaient un statut social prestigieux par des facteurs subjectifs. On estime en tout cas que l'ambition personnelle demeure un facteur important pour tous les jeunes de différentes classes. Ce que nous allons expliquer de façon détaillée par la suite.

La mobilité sociale est liée aux activités de l'individu dans tous les domaines de travail. Cependant, avant de parler de cet enjeu comme un processus socio-économique, il faut que nous tenions compte des motivations qui mènent à ce phénomène. Tout d'abord, selon la logique sociale, aucun changement sur la vie de l'individu ne se réalise sans motivations et en particulier dans les sociétés les plus modernes. On observe que les études sur les changements sociaux se sont concentrées sur les motivations : nous allons

---

<sup>1</sup> - DAVERNE Carole, les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles : un rapport au temps, des « choix » et des parcours contrastés in CARADEC Vincet, ERTUL Servet et MELCHIOR Jean- Philippe, (dir.) *Les dynamiques des parcours sociaux, temps, territoires, professions*, Presses universitaires de Rennes, 2012, p.65

<sup>2</sup> - Sandrin NICOURD, op. cit., p. 118

analyser les facteurs les plus importants de la mobilité sociale, plus particulièrement l'ambition ou aspiration et le mérite.

### 3.1.1- L'aspiration

De fait, l'ambition personnelle ou familiale joue un rôle actif dans la réalisation de la condition sociale et la mobilité sociale. Dans toutes les sociétés humaines, par exemple dans les pays arabes, en particulier après l'indépendance, les conditions de vie se sont améliorées pour la plupart des jeunes issus des familles pauvres, ces familles aspirent alors à ce que leurs enfants atteignent un statut social prestigieux dans la société.

Dans les faits, cette envie augmente chaque jour, afin de réaliser un haut statut social. Cela a été prouvé dans une étude menée sur la société marocaine, où il est clair qu'un pourcentage élevé de familles pousse leurs enfants à rejoindre l'enseignement supérieur, afin de parvenir à la mobilité sociale. À cet égard, Larbi Ibaaquil, professeur de sociologie à l'Université Mohammed V-Souissi, Rabat, déclare : « Quand on saisit les perceptions relatives aux aspirations professionnelles des différentes classes sociales (populaires, moyennes et dominantes) en rapport avec le passage par l'école et l'acquisition de titres supérieurs, on se rend compte de l'influence sur les consciences d'une certaine mobilité sociale opérée par les diplômés. En effet, plus de 80% des enquêtes issues des couches populaires et moyennes aspiraient pour leurs enfants à une qualification supérieure, supposant un investissement scolaire et universitaire substantiel »<sup>1</sup>. À cet égard, il est nécessaire de présenter une définition de l'ambition personnelle.

*L'ambition* est un des sentiments individuels intérieurs qui conduit à un changement sur la vie de l'individu lui-même : « L'ambition est avant tout, un phénomène social ; elle se traduit par certains modes de relation avec autrui, notamment suppose la compétition. Elle implique la poursuite de la satisfaction sociale, elle apparaît donc indiscutablement comme une fonction des groupes et des collectivités auxquels l'individu est affilié »<sup>2</sup>. À travers cette notion, on peut dire que la mobilité sociale est un processus social qui se base sur le désir ou l'ambition. Selon cette perspective, il n'y a pas

---

<sup>1</sup> - GEISSER Vincent, *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Édition, Paris, 2000, p.140.

<sup>2</sup> - LEVY-LEBOYER Claude, 1971, op. cit., p.40

de mobilité sociale sans ambition, même si l'ambition pour réaliser un haut statut sur l'échelle sociale est un but pour la plupart des jeunes, l'éducation demeure le canal le plus efficace pour accéder à des positions sociales élevées.

De fait, il existe une corrélation étroite entre l'excellence académique et celle de la capacité personnelle : en cas de manque de cohérence entre les deux variables, la mobilité sociale ne peut être réalisée. Les réussites scolaires se basent sur les aptitudes individuelles, et l'ambition subjective est essentiellement toujours au-delà des raisons des réussites. Ainsi, l'ambition est également influencée par les aspirations des parents.

En effet, les sociologues ont expliqué, en fonction des théories sur la mobilité sociale et de la théorie du gradient social, les normes de statuts sociaux. Selon eux, la mobilité sociale est influencée par l'aspiration des élèves. Le désir des jeunes d'accéder à un statut social plus prestigieux est également influencé par l'ambition de leurs parents, ce dernier pourrait donc être le mécanisme du changement.

L'aspiration qui amène à la construction de l'avenir des individus accorderait un statut social lequel convient à leurs aspirations. Ce changement structurel de la vie des élèves a un impact très important sur leur parcours social. C'est l'aspiration qui amène à la construction de l'avenir des individus. En plus, l'ambition a besoin d'un style de socialisation basée sur la stimulation, une concertation avec les parents est nécessaire pour planifier la vie scolaire. À cet égard, Philippe Gombert observe que l'aspiration de l'individu à la scolarisation se substitue au rapport entre les enfants et les adultes : « La prise en compte des aspirations des enfants s'inscrit dans ces changements et la volonté de s'écarter des conceptions les plus rigides de la socialisation, au point que les sentiments et l'expression sont devenus des enjeux importants dans la relation éducative »<sup>1</sup>.

En effet, les normes de choix des parcours scientifiques reposent sur l'évolution des résultats des mêmes élèves et également sur le principe de préservation de la stratification sociale. La famille a un impact sur l'ambition de ses enfants, notamment dans les couches sociales moyennes. Cette aspiration est considérée alors comme un facteur subjectif concernant le milieu social dans lequel les enfants vivent. C'est l'idée de

---

<sup>1</sup>- GOMBERT Philippe, *L'école et ses stratégies, les pratiques éducatives des nouvelles classes supérieures*, Presses universitaires de Rennes, p.137

Claude Lévy-Leboyer, qui observe : « Il en va de même lorsque il s'agit des aspirations professionnelles, l'origine familiale détermine fortement les ambitions des adolescents, on observe une véritable hérédité professionnelle »<sup>1</sup>. Ceci renvoie aux statuts sociaux liés entre les générations : « la liaison est forte entre le niveau social du père et les ambitions du fils »<sup>2</sup>.

L'aspiration a de multiples aspects, qui ne se basent pas toujours sur des facteurs endogènes présents dans une même personne. L'aspiration se fonde également sur la capacité de la personne à obtenir l'expérience spécialisée plus que des résultats scolaires. Selon cette démarche, Claude Lévy-Leboyer détermine le deuxième élément comme mécanisme de la mobilité dans le succès personnel : « l'aspiration se fonde sur une performance spécialisée, celle de la tâche expérimentale, bien plus que sur un ensemble de résultats »<sup>3</sup>. Ainsi l'aspiration de l'individu mène à la mobilité sociale, cette dernière détermine l'appartenance sociale, donc on peut dire que la réussite n'est donc pas accessible sans l'aspiration, qui renforce les compétences des individus dans les processus cognitifs. Autrement dit, les élèves qui obtiennent de bons résultats pendant la durée de leurs études auraient plus d'enthousiasme que ceux qui n'ont pas obtenu les mêmes résultats, si les élèves des milieux populaires ne sont pas les égaux des élèves d'origine bourgeoise devant l'école, c'est que la culture enseignée par celle-ci n'est en fait qu'une transposition de la culture de classe des groupes dominants

L'ambition professionnelle est proportionnelle avec la hiérarchie scientifique dans les établissements d'éducation, c'est-à-dire les trajectoires éducatives longitudinales et continues sont au-delà du doublement de l'ambition professionnelle. Cette idée est confirmée par Claude Lévy-Leboyer : « On peut se demander si le succès scolaire entraîne des aspirations professionnelles élevées et si la réussite dans une étape limitée de la vie active détermine des ambitions à long terme ou seulement à courte échéance, sur le premier point, il semble bien que la réponse soit positive. Les jeunes gens qui ont réussi leurs études ont des ambitions plus élevées que les autres »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> - LÉVY-LEBOYER Claude, 1971, op. cit., p.38

<sup>2</sup> - Ibid., p. 38

<sup>3</sup> - Ibid., p.38

<sup>4</sup> - Ibid., p.39

On peut dire qu'il y a à travers cette explication un point très notable concernant la question de la classe sociale et son rôle sur l'ambition de ses membres. Il est évident que la mobilité sociale entre les classes sociales est influencée par l'ambition des jeunes des diverses classes, il est possible pour cette raison d'expliquer le contexte social de la mobilité sociale dans le cadre de la classe sociale.

De fait, la transition entre les classes sociales est différente selon la nature des circonstances des catégories sociales : les individus qui appartiennent aux classes populaires rencontrent toujours des difficultés dans l'ascension sociale comparativement à d'autres classes sociales plus favorisées. En même temps, les parcours scientifiques peuvent être disponibles à toutes les classes sociales. Le principe de l'égalité est devenu un fait dans la plupart des sociétés, mais l'aspiration reste néanmoins relativement diversifiée selon les élèves et leurs capacités, dans toutes couches sociales.

En effet, l'ambition professionnelle repose sur les conditions de vie des parents. Ainsi, chaque fois que les parents seraient conscients de leur marginalité, il en résulterait que les opportunités d'ascension de leurs enfants vers les autres classes seraient faibles. Cet état engendre le désir d'ouverture des parents aux choix professionnels de leurs enfants, il est notable que l'ambition des jeunes se réalise parfois pour aider leurs familles en souffrance. À cet égard, Marlaine Cacouault-Bitaud décrit l'ambition des enfants chez les familles pauvres : « Cette ambition n'est pas toujours portée par les parents, l'enfant lui-même peut être à l'origine de cette obstination à réussir et concevoir le projet de « s'en sortir », né de la souffrance ressentie de la situation familiale. Cette scolarité réussie débute toujours par des années d'école primaire heureuses qui ont permis d'établir une relation favorable avec l'institution scolaire »<sup>1</sup>. Cet état engendre ainsi le désir d'ouverture des parents aux choix professionnels de leurs enfants.

L'aspiration des jeunes à changer de profession est une étape pour quitter les professions de leurs parents, telles que les professions artisanales dans l'industrie, du commerce ou de l'agriculture : il s'agit de l'ambition d'assumer des carrières plus prestigieuses. Ceci est enraciné dans la culture des jeunes dans la plupart des sociétés humaines : ils souhaitent quitter les emplois de leurs parents et grands-parents, en

---

<sup>1</sup> - CACOUAULT-BITAUD MARLAINE et OEUVRARD Françoise, *Sociologie de l'éducation*, Éditions La Découverte, Paris 1995, p.54

particulier lorsque ces professions sont ingrates, ou non rentables, et il en résulte qu'un grand nombre de professions traditionnelles disparaissent. Ceci est décrit par Gilles Marie dans son ouvrage *La disparition du travail manuel* : « Les jeunes ne veulent plus vivre au garde-à-vous d'un outil industriel ou commercial ou en esclaves du travail comme ont vécu leurs grands-parents. Ils ne veulent plus perdre leur vie et passer leur temps à accomplir des corvées, à remplir des tâches ingrates. Ils veulent vivre et travailler et non pas travailler pour pouvoir vivre. Plus vite que leurs parents, ces générations ont pris conscience que la vie est unique qu'ils n'en ont qu'une et qu'elle ne doit pas être gâchée »<sup>1</sup>. Cela fait partie des valeurs adoptées par les jeunes, qui sont souvent productives dans la détermination de leurs carrières, Ahmed Bo Kabos dit à ce propos : « Les valeurs que les jeunes perçoivent deviennent socialement significatives lorsque les objectifs, les aspirations de futur sont définis »<sup>2</sup>. En effet, les facteurs de la mobilité sociale se divisent en facteurs objectifs et d'autres subjectifs. Pierre Bourdieu a distingué ces derniers en trois genres de capitaux : social, culturel, et économique, et il observe que la mobilité sociale se réalise grâce à l'un de ces capitaux.

Ainsi, l'individu qui effectue la mobilité sociale ascendante passe nécessairement par des trajectoires plus précises, des trajectoires professionnelles ou sociales. Les deux trajectoires pourraient parfois être conjuguées : l'individu obtiendrait son statut directement à travers l'école ou le mériterait de sa famille. Il faut que nous distinguions les trajectoires objectives qui se présentent dans des facteurs extérieurs et celles subjectives qui concernent l'individu lui-même.

### 3.1.2- Le mérite

Il est nécessaire d'exposer un autre facteur de mobilité sociale qui s'ajoute à ce que nous avons précédemment indiqué au début de ce sujet. Il s'agit du « mérite » à parvenir à la mobilité sociale. Même si le premier facteur a été l'ambition, il faut que les deux facteurs coïncident l'un avec l'autre. Le mérite peut être défini ainsi : « Dans les sociétés contemporaines, la notion de méritocratie renvoie à l'idée que chacun peut atteindre une position ou connaître une promotion sociale du fait de ses talents personnels et de son

---

<sup>1</sup> - MARIE Gilles, *La disparition du travail manuel*, l'Harmattan, Paris, 2004, p.54

<sup>2</sup> - Ahemed Bo Kabos, « La vision des jeunes pour leur avenir à travers les valeurs religieuses et sociales », احمد بوكابوس , مجلة الجامعة المغربية , مجلة القيم الدينية والاجتماعية , نظرة الشباب الي المستقبل من خلال القيم الدينية والاجتماعية , Revue de l'Université du Maghreb, Éditions Dar al-Fosaifasa, Tripoli, Libye, n° 20, 2017, p.16

travail. La méritocratie est alors possible quand la sélection s'opère en dehors de toute considération d'origine sociale (du fait de son sexe, de son origine ethnique, du lieu où l'on habite, etc.). Son application permet théoriquement une mobilité sociale importante »<sup>1</sup>. Selon la définition de Dominique Grootaers, il s'agit d'un « nouveau mode de répartition des statuts sociaux au XIX<sup>e</sup> siècle. La source de la matrice de la méritocratie peut être située dans la culture politique libérale »<sup>2</sup>.

Le mérite est la norme plus efficace dans les sociétés démocratiques, où l'individu peut réaliser l'ascension sociale grâce à son mérite et talent. François Chatagner confirme cette idée : « La méritocratie est censée régir la distribution des places dans les sociétés démocratiques, en particulier les places les plus convoitées parce qu'elles apportent richesse, pouvoir et prestige. Ce n'est plus la naissance qui décide une fois pour toute du rang social mais, du moins en principe, les mérites et les talents individuels »<sup>3</sup>.

Les jeunes méritants pourraient avoir un rôle dans la vie professionnelle, ils auraient au cours de la période de leurs études obtenu de bonnes notes, et leurs qualifications leur permettraient de continuer leurs études jusqu'à l'Université, quelles que soient leurs origines sociales. Leur volonté de promotion sur l'échelle scolaire augmente dans le cadre de la concurrence avec leurs camarades.

Le mérite constitue certainement un facteur important de la mobilité sociale. Il est notable que les enfants qui appartiennent aux classes populaires soient intéressés à réaliser des changements importants pour eux et leurs familles, en particulier lorsque les conditions sont favorables pour atteindre cette exigence.

Pour être plus objectif sur notre description de cette catégorie de jeunes, il est nécessaire ici de s'inspirer des spécialistes de ce domaine, sociologues ou autres. À cet égard, Sandrine Nicourd, maître de conférences en sociologie, décrit les étudiants d'élite des classes populaires et leur capacité à réussir quand ils passent de leur classe d'origine à une autre classe : « L'élite scolaire des catégories populaires est composée plus souvent des filles issues de milieux modestes qui ont bénéficié d'une forte mobilisation parentale pour la réussite de leur scolarité, leur trajectoire se caractérise par leur réussite à l'école,

<sup>1</sup> - Ses.webclass.fr, « Chapitre 7. Comment rendre compte de la mobilité sociale ? », 6 Mai 2016

<sup>2</sup> - DUPRIEZ Vincent et al., *De l'école au marché du travail, l'égalité des chances en question*, Peter lang SA, Éditions scientifiques internationales, Berne, 2008, p.118

<sup>3</sup> - CHATAGNER François, *Les classes sociales, pertinence et permanence*, Le Monde éditions, 1997, p.81

reposant sur une conformité aux attentes normatives, accompagnée d'une forte mobilisation subjective. Ces étudiants arrivent à l'université avec de solides méthodes de travail personnel et l'assurance d'avoir été déjà reconnus comme dignes d'une réussite scolaire. Lorsque les familles n'ont pas été au centre de leur mobilisation, ce sont des enseignants qui ont pu jouer un rôle déterminant dans leur rapport à l'école. Un autrui significatif leur a donné confiance, leur a permis de penser qu'ils pouvaient avoir une place dans un autre monde social, différent de celui de leurs origines »<sup>1</sup>.

La question du lien entre la réussite scolaire et la mobilité sociale est liée à des facteurs se rapportant à la personnalité de l'individu lui-même. Afin d'atteindre facilement la mobilité sociale, l'individu devrait avoir la capacité ou le mérite, conjointement à l'ambition personnelle, car l'absence d'un de ces éléments conduit à réduire le rythme de la mobilité sociale ascendante.

On pourrait dire que ces deux principes doivent être liés l'un à l'autre pour réaliser la mobilité sociale. Ainsi qu'ils se concentrent principalement sur le mérite et l'aspiration. Cette idée est soulignée par Pierre Bourdieu : « D'après les lieux communs sur l'école et les fausses évidences idéologiques, l'école sélectionne les meilleurs, les plus doués. L'échec scolaire est ainsi d'abord expliqué par le manque de dons, ou le manque de motivation scolaire. Au contraire, réussissent ceux qui sont doués, qui sont motivés, qui ont du mérite »<sup>2</sup>.

### 3.2 - Les obstacles à la mobilité sociale

La mobilité sociale n'est pas facile, c'est un processus social constitué d'un certain nombre de facteurs, de facteurs liés à l'individu lui-même et d'autres liés à l'environnement de l'individu. Comme nous l'avons expliqué au début de cette recherche, il existe des facteurs qui conduisent à la mobilité sociale : le développement territorial de l'éducation (le plus important de ces facteurs), en particulier de l'enseignement supérieur ; l'égalité sociale ; et les bonnes conditions économiques de la famille ou de l'individu. Alors que les barrières de la mobilité sociale dépendent à peu près des mêmes variables,

---

<sup>1</sup> - COURTY Guillaume, *La mobilité dans le système scolaire*, op. cit., p.116

<sup>2</sup> - BRECHON Pierre, *Les grands courants de la sociologie*, Presses de l'université de Grenoble, 2000, p.114

les obstacles sont de notre point de vue présentables autour de quatre points importants. Nous examinerons successivement ces obstacles ci-dessous.

### *3.2.1- Le manque de disponibilité des établissements d'éducation*

Avant de nous lancer dans l'explication des difficultés auxquelles sont confrontés les individus, des obstacles à la réalisation de la mobilité sociale, donc nous allons expliquer l'enjeu de la démocratisation de l'éducation ; cet enjeu est en interdépendance avec les changements structurels de la société.

En effet, les sociétés humaines pourraient évoluer en fonction de l'expansion des institutions de l'enseignement, qui aboutit à la disparition de l'illettrisme chez les citoyens, de fait que ce développement territorial est l'objet de recherches scientifiques qui a été dominant dans les travaux des sociologues de l'éducation et également pour ceux qui se sont intéressés aux questions de développement humain.

La sociologie d'éducation de son côté considère que l'égalité sociale sur la scolarisation est comme le mécanisme de production sociale, qui implique la division des rôles dans la société.

L'enjeu de développement territorial des institutions éducatives fait une place dans les œuvres de spécialistes de sociologie d'éducation, notamment après avoir prévalu les processus de modernisation sociale dans de nombreuses sociétés démocratiques, en particulier ceux qui ont connu une amélioration des conditions économiques. La scolarisation des élèves se fonde sur les politiques publiques de l'État, et aussi, la socialisation familiale serait un facteur de recrutement des élèves dans des institutions éducatives, qui aboutit à la mobilité sociale.

En effet, il n'y a aucune étude mesurant le degré de mobilité sociale sans avoir la connaissance de l'ordre scolaire, Dominique Merllié écrit à cet égard : « Ces études du recrutement social des élèves des institutions scolaires ne sont pas seulement comparables et parallèles à celles sur la mobilité sociale : elles s'y articulent directement, en envisageant la scolarisation comme un moyen, un canal, ou au contraire un obstacle »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup>- MERLLIE Dominique, *op. cit.*, p.108

Cela signifie que l'entrée des élèves dans les écoles est indispensable pour éviter les obstacles qui empêchent la réalisation du principe d'égalité sociale, qui motive l'insertion sociale. Selon cette perspective sociale, la sociologie de l'éducation concentre principalement son intérêt sur l'étude des enjeux liés au destin social des individus, ce qui renvoie aux niveaux scolaires des élèves. Cette tendance théorique exprime l'idée que la mobilité sociale est affectée de manière prédéterminée, par exemple via l'opportunité de la scolarisation, puis le genre de la scolarisation.

Tous ces enjeux se retrouvent au cœur la sociologie de l'éducation de Claude Lévy-Leboyer : « Les études de sociologie de l'éducation réalisées dans cette problématique permettent d'abord de constater une inégalité sociale dans l'accès aux niveaux scolaires, d'autant plus marqué qu'il s'agit de niveaux plus élevés ou à rendement social plus élevé, la sélection sociale est plus grande dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement secondaire »<sup>1</sup>. Donc, à notre avis il y a deux points qui font obstacle à la mobilité sociale : le premier est l'enjeu de la démocratisation des institutions, de l'enseignement du primaire jusqu'au supérieur, et le deuxième est la qualité de scolarité des élèves.

### *3.2.2 - L'inégalité entre les enfants de la ville (bourgeois) et les enfants de la campagne dans l'accès à l'enseignement supérieur*

Nous devons tout d'abord définir le terme de l'inégalité en général, selon les termes de la littérature sociologique. Yannick Lemel définit ainsi l'inégalité : « Une inégalité est une différence de situation qui est perçue par tous, ou du moins par une partie suffisante de la population, comme intolérable. Or les idées sur ces sujets évoluent au cours du temps, ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre ou d'une civilisation à une autre »<sup>2</sup>

La mobilité sociale, comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, est influencée par des facteurs concernant la situation des plans politiques, ainsi que du développement économique et humain.

---

<sup>1</sup>- LEVY-LEBOYER Claude, L'ambition professionnelle et la mobilité sociale, Presses universitaires de France, Paris, 1971, p.109.

<sup>2</sup> - LEMEL Yannick, stratification et mobilité sociale, Armand Colin, Paris, 1991, p.12.

Ainsi, une bonne répartition géographique des institutions de l'enseignement supérieur peut avoir un impact important sur les opportunités de scolarisation des enfants des catégories qui habitent dans le milieu rural où la chance d'accéder aux professions plus prestigieuses sur l'échelle professionnelle est relativement faible, il en résulte une réduction de la distance géographique qui pourrait être considérée comme une contribution à l'extension horizontale des établissements d'enseignement supérieur et à la diffusion des moyens modernes permettant de déterminer les destins des élèves ruraux

L'inégalité dans la distribution des institutions d'enseignement supérieur a un impact négatif à long terme sur la diversification de la main-d'œuvre sur le marché du travail dans les lieux locaux. Donc l'individu pourrait ainsi rester à des emplois qui ont été prévalu en raison de l'héritage de la famille, avec pour résultat l'immobilité sociale.

Dans les faits, l'ascension sociale n'est pas isolée avec le développement territorial des établissements d'enseignement supérieur, elles sont plutôt interconnectées. Ces institutions augmentent donc le taux de mobilité sociale. À cet égard, on peut remarquer l'importance de la démocratisation de l'enseignement supérieur sur le gradient social : elle contribue à la construction de l'identité culturelle de l'individu et à sa biographie, notamment dans les zones rurales, surtout lorsqu'il s'agit d'enfants de classes rurales défavorisées.

Les parcours scolaires peuvent réaliser l'égalité entre les individus souffrant de la marginalisation causée par leur existence en milieu rural, et le système d'éducation peut absorber tous les élèves. Ainsi, les opportunités s'offriraient à tous via les cursus scolaires, dans le cadre de la démocratisation des institutions d'enseignement supérieur, qui contribuent à la réduction des inégalités sociales : les enfants des couches sociales défavorisées peuvent alors accéder à l'enseignement supérieur. [Pierre Bourdieu, *Les héritiers*, 1964, p.40-44]

Il est très probable que les étudiants des régions rurales aient le même enthousiasme pour la réussite, ils n'ont cependant pas les mêmes chances de s'inscrire dans l'enseignement universitaire.

On admet que la réalisation socio-économique se base sur la volonté des individus quelles que soient les régions : si les enfants des classes défavorisées obtiennent des

opportunités pour s'inscrire dans des institutions d'enseignement supérieur, ils réalisent des succès imprévus, si l'on prend en compte leurs origines sociales. Ainsi, lorsque la disparité sociale est due aux lieux de résidence, rurale et urbaine, les contraintes géographiques sont une source de préoccupation pour les enfants ruraux.

En effet, après un processus de modernisation sociale qui s'est effectué dans la plupart des pays et notamment dans les sociétés contemporaines, les jeunes ont effectué un bond prodigieux dans la trajectoire de l'enseignement supérieur. Cependant, malgré une démocratisation des institutions d'éducation devenue très vaste, le système des classes sociales demeure néanmoins dans certains pays le plus efficace pour déterminer les parcours scolaires des enfants.

On pourrait dire que la famille de classe bourgeoise tente de maintenir son prestige social à travers l'éducation morale. Edmond Goblot la définit ainsi, en parlant de la bourgeoisie française : « c'est l'éducation qui donne aux enfants bourgeois les caractères de leur classe ; la partie de l'éducation qui tend à en faire des bourgeois est plus soignée que celle qui tend à en faire des hommes »<sup>1</sup> Mais le comportement est différent d'une société à une autre selon le degré d'ouverture sociale : les parents qui appartiennent aux classes modestes ou défavorisées essaient d'intégrer leurs enfants dans des trajectoires de l'éducation permanente qui les mèneraient aux classes supérieures, les enfants s'efforçant en parallèle de réussir. En réalité, ces étudiants pourraient être considérés comme plus enthousiastes que ceux appartenant aux classes favorisées, ils s'efforceraient de réaliser l'égalité sociale au travers de la réussite dans l'enseignement supérieur. L'importance de l'enseignement supérieur provient de cette perspective et son expansion dans tous les lieux géographiques est utilisée comme canal de la mobilité sociale. Dans les sociétés qui se caractérisent par un système de classes, l'enseignement supérieur est devenu relativement plus ouvert après la démocratisation des institutions de l'enseignement supérieur, car ces institutions sont devenues la trajectoire idéale pour réaliser l'égalité entre tous, notamment chez les classes défavorisées. Selon cette perspective, on peut dire que l'égalité d'accès aux institutions éducatives est un des

---

<sup>1</sup> - GOBLOT Edmond, *La barrière et le niveau, Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Presses universitaires de France, Paris, 2010, p.51

moyens importants pour assurer un principe la mobilité à tous les groupes sociaux dans les parcours socio-professionnels.

Cette idée est ancrée dans les travaux de Brigitte Baldelli, elle écrit ainsi : « La question de l'égalité des chances interroge au niveau des individus et de leurs parcours dans la société, tout autant qu'au niveau des valeurs collectives pour réaliser une manière plus juste de vivre ensemble. Aborder l'égalité des chances implique de se pencher sur la dimension institutionnelle du traitement des inégalités »<sup>1</sup>.

Les idées précédentes reflètent nécessairement des idées théoriques liées aux débats de la sociologie de l'éducation : ce sont des faits scientifiques qui ont une connotation sociale. En fait de nombreux pays ont adopté plusieurs mesures sociales pour offrir des opportunités à tous. Par exemple, en France, depuis le début des années 1980, on tente de réduire les inégalités sociales devant l'école, afin de donner accès à l'enseignement supérieur [voir Valérie Albouy, Chloé Tavan, « Accès à l'enseignement supérieur en France : une démocratisation réelle mais de faible ampleur », *Économie et statistique*, Année 2007, Volume 410, Numéro 1, pp. 3-22].

### 3.2.3 - *L'orientation obligatoire des étudiants sur des chemins scientifiques précis*

Les plus importantes raisons d'échec au cours de l'enseignement supérieur se situent dans le choix de l'orientation. Cette question est relativement complexe : la rigidité de la mobilité sociale reflète les mauvaises orientations des jeunes, ce qui implique différents facteurs tels que l'individu lui-même, les parents ou les politiques publiques à la fois, tous ces éléments auraient un mauvais effet sur les trajectoires scolaires des étudiants.

Dans les faits, il y a un fort contraste entre les désirs et la réalité : la plupart des classes favorisées cherchent à préserver le statut de leurs enfants, la stratification sociale prévaut, ils dirigent leurs enfants vers des chemins académiques spécifiques et assurent leur prestige professionnel, alors que les capacités des élèves, souvent, ne leur permettent pas de continuer dans ces trajectoires. L'orientation n'est donc pas suffisante : si les étudiants n'excellent pas au cours d'études universitaires, les résultats seront négatifs.

---

<sup>1</sup>- BALDELLI Brigitte, *Mixité sociale et égalité des chances*, sous la direction d'Antigone Mouchtouris, Presses universitaires de Perpignan, 2008, p.108

Cette perspective théorique souligne que l'orientation des étudiants vers des choix ne convenant pas à leur capacité mentale aboutit à une impasse sur le chemin de l'ascension sociale.

Parfois, l'orientation des étudiants se situe au sein de politiques publiques menées par l'État (ministère de l'éducation nationale) à des fins de réparation ou dans le but d'obtenir certains résultats, mais sans garanties de résultats, car elles ne sont pas proportionnées à la volonté des étudiants dans les trajectoires scientifiques et à leurs ambitions. Ceci est démontré dans l'étude de Rémi Rouault sur la directive à la fin de la cinquième : un jeune âge n'a pas abouti à un résultat satisfaisant et n'a pas conduit à la réussite de tous les élèves, elle a mené au décrochage scolaire précoce : « à partir du milieu des années 1970, les orientations de fin de cinquième conduisant aux formations professionnelles courtes ont été réduites, le passage en second cycle avant que les élèves aient atteint l'âge de fin de scolarité obligatoire a été amplifié. La proclamation de l'objectif d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, au milieu des années 1980 a été accompagnée de la création des baccalauréats professionnels. Récemment, la réforme de l'enseignement professionnelle a conduit à une quasi-généralisation de l'accès à la classe de terminale, les sorties après BEP se réduisent. Pour autant, ces réformes n'ont pas conduit à la réussite de tous les jeunes, une part non négligeable de chaque classe d'âge abandonne précocement ses études sans avoir de diplôme, et d'autre part ceux qui arrivent au niveau du baccalauréat ne terminent pas forcément la formation initiale par une formation supérieure »<sup>1</sup>.

#### *3.2.4 - La dégradation des conditions de vie de la famille appartenant aux classes défavorisées*

Selon la théorie de la stratification sociale, les enfants nés dans les couches défavorisées sont confrontés à des difficultés d'ascension sociale sur l'échelle fonctionnelle. Dans les milieux populaires, la famille place souvent ses enfants tôt sur le marché du travail, ceci avant l'âge adulte, notamment dans les grandes familles ; la taille de la famille a ainsi un rôle dans la réussite des enfants à l'école. Michel Oris voit à cet

---

<sup>1</sup> - ROUAULT Rémi, La mobilité dans le système scolaire, sous la direction de Guillaume Courty, *op. cit.*, p.193

égard « comme une évidence un effet négatif de la taille de la famille sur le statut social futur des enfants »<sup>1</sup>.

De plus, le niveau culturel des jeunes issus des classes modestes empêche le déplacement d'une catégorie à une autre, car un haut degré de qualification est nécessaire pour l'insertion dans une nouvelle couche sociale. Cette idée correspond à celle de Claude Levy-Leboyer : « Tout progrès socio-professionnel exige, de la part des individus qui en sont les bénéficiaires, un effort d'acculturation, les attitudes et les idéologies différant d'une couche sociale à l'autre et pour intégrer une classe, il faut être capable d'en assimiler les valeurs fondamentales »<sup>2</sup>. Deux obstacles peuvent apparaître et entraîner l'immobilisme : la taille de la famille et les capacités d'insertion des jeunes dans la culture des catégories supérieures.

En effet, le taux de flux social entre les classes sociales est soumis aux obstacles sociaux tels que la dégradation des conditions de vie de la famille qui peut entraîner la discrimination entre les classes sociales, notamment dans les sociétés capitalistes. Dans les faits, cette inégalité sociale conduit à l'émergence du phénomène de conflit social que Karl Marx définit comme ce qui se produit entre la classe bourgeoise, qui possède les moyens de production, et le prolétariat, qui ne possède que la force de son travail.

La précarité de la famille conduit les enfants à abandonner leur cursus scolaire très tôt, ce phénomène socio-économique aboutit au départ des jeunes avant l'obtention de leurs diplômes, ce qui entraîne l'impossibilité de grimper l'échelle sociale. Ainsi, le style de la vie quotidienne de la famille est une dimension importante pour les parcours scolaires.

Cela affecte probablement le style de la socialisation des enfants. En outre, les conditions économiques de la famille forment les aspirations des enfants : certains sont en mesure d'achever leurs études, tandis que d'autres ne le peuvent pas. À cet égard, Mathias Millet écrit, en décrivant les familles en souffrance ou dans le besoin social : « les caractéristiques et les formes de vie familiale ne sont pas toujours stables, ou homogènes au cours du temps et de l'histoire familiale, et elles n'offrent pas toujours les mêmes conditions de socialisation. Une famille peut traverser des périodes de stabilité

---

<sup>1</sup> - Ibid., p.131

<sup>2</sup> - LEVY-LEBOYER Claude, *L'ambition professionnelle et la mobilité sociale*, op. cit., 1971

professionnelle et économique, affective et temporelle, et connaître, à d'autres moments de son histoire, des phases d'existence plus tourmentées, être confrontée à une série de "malheurs sociaux", déracinement, chute sociale, séparation, chômage, bouleversant les conditions d'existence et socialisation. La prise en considération de cette variabilité permet de comprendre que les enfants d'une même famille puissent avoir des parcours différenciés (certains enfants suivant des études supérieures, d'autres ayant des scolarités chaotiques et écourtées), alors qu'ils ont été socialisés à des périodes différentes de l'histoire familiale »<sup>1</sup>.

En réalité, le taux d'échec scolaire chez les enfants allant à l'école reste plus important dans les milieux défavorisés que dans les classes bourgeoises. Cela s'explique par la dégradation des conditions de vie de la famille (précarité) : cette situation retarderait les jeunes dans la réalisation de la mobilité sociale connectée avec le niveau d'étude.

De ce fait, ils n'accèdent pas au marché du travail professionnel et ils deviennent chômeurs. En effet, l'enquête effectuée par Philippe Bregeon sur de nombreux jeunes disqualifiés, montre que les jeunes qui quittent le système scolaire appartiennent à des milieux populaires ne bénéficiant pas de qualification : « L'observation pendant trois années des parcours de ces jeunes confirme les études sur la dégradation de l'insertion socioprofessionnelle des populations à bas niveau de qualification dans la société française. La plupart demeurent dans des formes d'instabilité entre chômage et situation d'emplois temporaires »<sup>2</sup>.

### 3.3 - La mobilité sociale et la classe

Notre propos dans ce titre consiste à traiter la classe sociale et la mobilité sociale. En fait, nous traitons le thème de classe car l'étude de la mobilité sociale est devenue, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, un sous-domaine des études sur la stratification sociale [voir Éditorial, Politix, 2016 /2, n°114, p.3-4]. La classe sociale est un attribut principal pour les sociétés, car existant dans toutes les sociétés humaines, urbaines ou primitives. La caractéristique la plus importante serait la coopération, malgré qu'elle ne fasse pas

---

<sup>1</sup> - MILLET Mathias et THIN Daniel, *Ruptures scolaires, op. cit.*, p.16

<sup>2</sup> - BREGEON Philippe, *Parcours précaires, enquête sur la jeunesse décalée*, Presses universitaires de Rennes, 2013, p.151

obstacle à l'existence d'un conflit entre le présent et le futur. De son côté, Serge Bosc définit ainsi la classe : « La classe peut être d'abord définie comme situation, c'est-à-dire comme ensemble des individus ayant la même place dans la division du travail et un statut similaire dans le système social »<sup>1</sup>.

La classe sociale est considérée dans une perspective multidimensionnelle, il s'agit de stratification sociale. Elle se présente dans un groupe social, en se concentrant dans trois dimensions principales selon Weber (la richesse, le prestige, le pouvoir). Bruno Cautrès l'explique citant les idées de Yannick Lemel qui a expliqué les dimensions déterminantes de la classe selon Weber, il dit « Il prend soin d'explicitier l'apport wébérien à l'étude de la stratification sociale, mais en dégage également les limites. En effet, si les concepts wébériens de classe (les groupes fondés sur l'intérêt matériel) et d'ordre ou groupes de statuts (les modes d'organisation fondés sur l'autorité et la domination de l'autre) renvoient bien aux notions de richesse (plus exactement de ressource) et de prestige, on ne peut établir une telle analogie avec la dimension de pouvoir des études contemporaines de stratification sociale »<sup>2</sup>. Il faut que nous démontrions la définition plus précise de la classe selon Max Weber : « Elle regroupe des individus se trouvant dans une situation économique semblable ou proche »<sup>3</sup>.

Étant donné qu'il n'y a pas de différence significative entre le terme de classe et celui de stratification sociale, les deux se réfèrent au même sens. Yannick Lemel définit ainsi la stratification sociale : « On pourrait dire que la stratification sociale est la partie de la sociologie qui s'intéresse aux inégalités. Il faut toutefois préciser tout de suite que les inégalités dont le sociologue s'occupe sont, par définition même de sa discipline, structurées socialement, c'est-à-dire qu'elles doivent pouvoir être rapportées à l'organisation de la société, à son évolution et aux places que peuvent ou doivent occuper les personnes »<sup>4</sup>.

Les classes sociales sont une partie de la structure sociale, et ces couches sont liées à d'autres systèmes sociaux qui contribuent au renforcement et à la planification

---

<sup>1</sup> - BOSC Serge, *Stratification et classes sociales*, Armand Colin, 2004, p.35

<sup>2</sup> - CAUTRES Bruno, Recherches récentes sur la mobilité sociale, *Revue française de science politique*, Année 1992, Volume 42, Numéro 3, p.444

<sup>3</sup> - CHATAGNER François, *Les classes sociales, pertinence et permanence*, op. cit. p.31

<sup>4</sup> - LEMEL Yannick, *Stratification et mobilité sociale*, op. cit., p.11

socio-économique et au système éducatif. Beaucoup d'études concernant des classes sociales auraient tendance à mettre l'accent sur l'étude de la mobilité sociale comme un aspect de l'émergence de la classe associée en matière de changement social.

L'incapacité d'atteindre la mobilité sociale pourrait être la cause du conflit social entre les classes ou les valeurs sociales. Donc on considère que ces conflits est un réel indicateur de présence des classes sociales. Cela signifie alors qu'il y a une classe supérieure, et une autre inférieure, où l'individu se déplace par facteurs différents.

Il faut que nous soulignons les raisons de l'émergence de classes ; la plupart des études indiquent que l'émergence de classes dans la société en raison de l'inégalité dans la distribution des ressources nationales. L'une des caractéristiques des classes pauvres qu'elles vivent vraisemblablement dans les bidonvilles, et quartiers populaires, où les conditions de vie sont caractérisées par la fragilité économique notamment à propos de niveau vie de la classe ouvrière ; ceci pourrait affaiblir les chances de l'ascension sociale et mène aussi à la prolifération de la criminalité.

Le conflit social se produit en conséquence : « L'objectif de la théorie du conflit social se centre sur les classes sociales dans leur ensemble, et également sur la recherche de l'effet mutuel qui compose la construction sociale et économique de la société. Ainsi, le conflit social ne se produit pas dans la même classe, car chaque catégorie représente une unité indépendante par rapport à l'autre, c'est-à-dire que le conflit social se concentre sur les facteurs et les dynamiques du changement entre les classes».<sup>1</sup>

À rebours de la théorie du conflit, la théorie de l'intégration s'efforce d'élaborer le cadre conceptuel pour modifier les rapports de classe par des échanges d'intérêts ; en fonction de ce point de vue, une société sans classes sociales n'est pas possible. L'existence de la classe est donc essentielle dans chaque société comme moyen d'homogénéité et d'intégration, les classes sont souvent ouvertes, et cette ouverture aide les individus à gravir l'échelle sociale. Voici une définition de la classe sociale en conformité avec le concept marxiste : « C'est un rassemblement de personnes remplissant la même fonction dans le processus de production tels que les libéraux, les esclaves, le maître et le serviteur, ou en d'autres mots, les exploités et les ouvriers. Ce qui

---

<sup>1</sup>- Gharib Said Ahmed, Les domaines de la sociologie contemporaine, Alexandrie, Maison des connaissances universitaires, 1982, p.425

différencie les couches les unes des autres, c'est la diversité des situations qui opère historiquement dans le processus social de production. Cela est principalement dû au fait que le travail soit un fondement dont la vie de l'homme dépend»<sup>1</sup>.

En ce qui concerne les contributions de Pitirim Sorokin dans sa définition de la classe Il la considère comme une liaison de plusieurs groupes, nous pouvons montrer cette définition selon Mohamed Atef Ghaith : «La classe sociale est un groupe humain avec des caractéristiques socio-économiques communes, la classe est un fait, et son importance ne doit pas être discutée, parce qu'elle est quelque chose de réaliste »<sup>2</sup>. Les propriétés de la classe sont les suivantes : La classe est habituellement fermée, elle se distingue par la construction socio-économique, il y a parmi ses membres un sentiment d'unité, parce qu'ils vivent souvent au même niveau.

Al-Sid Mohamed Badaoui pense que « chaque couche sociale se compose de quelques ou de nombreux individus se ressemblant les uns les autres à certains égards comme une sorte de vie, le commerce, la richesse, l'éducation ou la culture, et ils sont différents des autres dans les mêmes zones au sein de la même société »<sup>3</sup>.

Nous voyons ce concept concentré principalement dans une raison essentielle, le fait que le travail est la base donnant les mêmes droits. Il offre ainsi la possibilité de survie, il exprime la nature de l'élaboration de la vie de l'individu en fonction de la classe à laquelle il appartient.

Bien que la société de classe ait plusieurs avantages tels que la diversification des activités économiques, elle est souvent considérée comme un obstacle à la mobilité sociale. Dans les sociétés où le système des castes est un système fermé ou rigide, l'individu ne peut pas atteindre l'ascension sociale. François Chatagner confirme cette idée : « Les sociétés de classes se différencient des sociétés de castes ou d'ordres qui étaient particulièrement figées ou rigides. Impossible ou presque dans ces dernières de changer de groupe social, non seulement au cours de sa vie active, mais également d'une

---

<sup>1</sup> - Mohamed Ali Mohammed, Histoire de la sociologie, Alexandrie, Maison des connaissances de la société, 1987, p.125-126.

<sup>2</sup> - Mohamed Atef Ghaith, sociologie, Alexandrie, Maison des connaissances universitaires, 1983, p.329

<sup>3</sup> - Al-Sid Mohamed Badawi, sociologie économique, Benghazi., Presses de l'université de Gar-Younis, 1977, p.271

génération à la suivante [...] Les individus des castes inférieures sont condamnés à y demeurer sans aucun espoir d'ascension sociale pour leurs enfants ou pour eux-mêmes »<sup>1</sup>.

Le fait que la culture prévale dans la société aide nécessairement à effectuer la mobilité sociale, surtout quand elle stimule le principe de l'égalité entre les classes sociales. Ceci est confirmé par Ali Al-Hawat quand il définit la culture comme l'un des mécanismes de mobilité sociale : « La culture considérée du point de vue de la sociologie est la référence et la source la plus importante qui forme la structure sociale dans une société. Cela signifie que les valeurs de la société déterminent la législation sociale et économique, ce qui signifie que si la culture politique qui prévaut dans la société croit en la stratification, elle construira alors des obstacles sociaux solides. Par ailleurs, si au contraire, il s'agit d'une construction sociale ouverte, la mobilité sur l'échelle sociale peut y être facilitée, c'est-à-dire que le transfert d'une classe sociale inférieure à une classe sociale favorisée peut être réalisée selon la capacité professionnelle, quels que soient le pedigree et le contexte de l'individu »<sup>2</sup>.

### *3.3.1 - Le rôle de la classe et des diverses constructions sociales dans la réalisation de la mobilité sociale à travers les parcours sociaux*

Nous devons tout d'abord définir le concept de parcours social, qui réalise la mobilité sociale, concept provenant historiquement de l'avènement des contributions d'Elton Mayo et de l'École de Chicago [voir Servet Ertuel, 2017, p.3] \*

L'origine sociale joue un rôle dans la détermination des parcours socioprofessionnels dans la plupart des sociétés. Cet élément est si important qu'elle est souvent la clé pour atteindre le statut social privilégié.

Le déplacement des individus d'une catégorie à une autre est soumis à plusieurs facteurs. L'accès des individus aux couches sociales plus élevées est favorisé et obtenu par des trajectoires sociales, mais ils sont souvent confrontés à des difficultés essentielles, particulièrement les individus issus des classes défavorisées. La mobilité sociale est donc

---

<sup>1</sup> - CHATAGNER François, *Les classes sociales*, op. cit., p.80

<sup>2</sup> -Ali Al-hawat, Les dénominateurs de patrimoine socio-culturel commun du Maghreb, Tripoli, Libye, Publications de l'université d'union du Maghreb arabe, 2017, p.55

\*- Contribution de ERTUL Servet sur le concept de parcours social à l'aune des parcours de santé et de soins, Rencontre nationale des ASV et projets territoriaux de santé, le 1er juin , 2017 à Lyon

en conformité avec la nature de la société et les chemins disponibles pour les individus, dans la contribution de recrutement socio-professionnelle.

Ainsi, la plupart des classes sociales ont des caractéristiques culturelles qui permettent ou ne permettent pas de maintenir l'identité de ses membres, de sorte que nous pouvons dire que la transition d'une classe à l'autre est soumise aux connaissances culturelles des deux classes.

D'autre part, la disparité entre les classes sociales pourrait provoquer des conflits sociaux. De notre point de vue, il existe une relation étroite entre la division de classe et la conscience ou la culture communautaire, chaque couche a sa propre culture et ses intérêts spécifiques. Cette idée est conforme à la théorie du conflit social de Karl Marx, Ali Laila explique ainsi sa pensée sur la contradiction entre les classes : « L'émergence de conflit entre les classes est due à la diversité des formes de conscience de classe, qui engendrerait une contradiction à cause de la vision spécifique des intérêts : les classes ne peuvent pas créer un domaine commun qui soutienne la convergence et l'unité »<sup>1</sup>

La mobilité sociale ascendante à travers des parcours sociaux est précisément plus claire dans les sociétés les plus ouvertes, mais au contraire plus opaque dans les sociétés qui tentent toujours de maintenir le système de castes. Il semble clair que la fluidité de la mobilité sociale dans les sociétés fermées et indisponibles ou la volonté de l'individu de quitter une position sociale est soumise à des normes de la communauté locale. Par exemple, dans de nombreuses sociétés, les classes technocrates ne permettent pas que leurs enfants se marient avec des enfants des classes pauvres : ces traditions ne permettent pas l'entrée des enfants pauvres dans les classes plus aisées.

Par exemple, dans une étude comparative entre trois sociétés en France, aux États-Unis et en Inde, les résultats prouvent que le contexte national a un impact notable dans la réalisation des statuts sociaux. Les indicateurs de la mobilité sociale sont donc liés aux archétypes de la société : « Les États-Unis représenteraient l'archétype de la société ouverte caractérisée par de faibles obstacles à la mobilité et des statuts sociaux considérés comme acquis – et où les critères raciaux occupent une place centrale. À l'opposé, L'Inde

<sup>1</sup> - Ali Laila, le structuralisme fonctionnel en sociologie, Bibliothèque égyptienne, 2003, p.103 علي ليلة البنائية الوظيفية في علي الاجتماع

\*- Contribution de Servet Ertul sur Concept de parcours social à l'aune des parcours de santé et de soins Rencontre nationale des ASV et projets territoriaux de santé le 1er juin, 2017 à Lyon

serait l'archétype de la société fermée marquée par le poids du système de castes et par les statuts sociaux considérés comme assignés, même si une certaine mobilité sociale y demeure possible, entre le modèle d'une société ouverte et celui, d'une société fermée la farce apparaîtrait davantage structurée, notion de classes sociales qui continue d'orienter l'analyse du système de stratification. Par ailleurs, la France serait un pays déchiré par un attachement aux principes égalitaires d'un côté et le maintien de formes de distinction héritées de sa tradition aristocratique de l'autre »<sup>1</sup>.

Cette explication indique que certaines des structures sociales mènent à la facilitation du flux social d'une part, comme dans la société américaine, et d'autre part que certaines mettent des obstacles devant les individus, comme dans la société indienne.

Puisque la catégorie sociale se caractérise par des attributs socioprofessionnels et qu'elle a des parcours sociaux précis, il en résulte la consécration du principe de la classe sociale, et la création des barrières sociales qui empêcheraient la mobilité sociale verticale. De plus, ce phénomène dans la société se base sur l'aspect psychologique, l'aspiration, et les attributs personnels, ainsi dans la société qui bénéficie de l'égalité et de la démocratisation de l'enseignement, la fluidité sociale serait plus active, vaste et sans obstacle.

Dans les faits, à cause des barrières sociales, la mobilité sociale serait indisponible, on peut dire à cet égard que les environnements sociaux déterminent les parcours sociaux des individus. C'est pourquoi la mobilité sociale est facile dans les sociétés dont la construction sociale est en forme de hiérarchies. Claude Lévy-Leboyer déclare ainsi : « Il est de fait que des classes et des groupes professionnels découpent la société et que la circulation d'un niveau à un autre peut apparaître dans certains cas libre et facile mais qu'elle est plus souvent freinée et même arrêtée par des cloisons étanches. De ce point de vue, on ne saurait étudier l'aspect psychologique de la mobilité, c'est-à-dire préciser les attributs personnels de ceux qui s'élèvent dans l'échelle sociale sans tenir compte de la distribution des places, des possibilités plus ou moins variées offertes à

---

<sup>1</sup> - NAUDET Jules, mobilité sociale et explication de réussite en France, aux États-Unis et en Inde, *Sociologie, revue sociétés-contemporaines* 2012, vol.3, p.41,

chacun selon sa naissance, son éducation, son métier, bref sans analyser en détail les courants de mobilité, par catégories et par statut professionnels »<sup>1</sup>.

Il est à noter à cet égard que l'ambition des individus est souvent liée à la qualité de leur classe sociale : l'aspiration à la réalisation de la mobilité sociale reflète les couches sociales. Claude Lévy-Leboyer décrit à cet égard les catégories populaires et les comportements des jeunes ambitieux : « Dans les classes populaires, ces derniers sont conscients de leurs limites, et leurs motivations à s'élever sont rares, compte tenu de l'effectif total, et leurs réussites plus rares encore ; la fluidité de la mobilité sociale entre les classes sociales est différente d'une classe à l'autre ; c'est pour cela que la classe est considérée comme un facteur exogène menant à la mobilité sociale pour les individus qui appartiennent à une même classe, mais les membres des hautes classes sociales ont plus que les autres classes l'opportunité d'une ascension sociale »<sup>2</sup>

### 3.4 - Le statut social

Le statut social se base sur le rôle de l'individu dans l'échelle professionnelle. Plus exactement le statut social implique la structure de la société, au sens où l'individu a un rôle dans la société ou n'en a pas. Selon la théorie du gradient social, les différents statuts sociaux pourraient résider dans la stratification sociale, qui pourrait déterminer le statut social. « Pierre Bourdieu, à la suite de M. Weber, souligne que le "statut" peut être simultanément appréhendé comme condition de classe (rapport au travail, environnement, conditions matérielles d'existence) et position de classe (le fait qu'une même condition puisse correspondre à des positions sociales différentes selon la configuration locale ou globale de la structure sociale) »<sup>3</sup>.

Dans les sociétés dont la structure sociale repose sur un système de classes fermé, le statut social pourrait être "assigné", tandis que dans les sociétés démocratiques, il est plus ouvert et fondé sur la concurrence dans tous les domaines, le statut social pourrait être "acquis". Nous devons donc distinguer entre les statuts sociaux hérités et ceux obtenus, ceux que la personne acquière grâce à son travail ou son diplôme et le statut que l'individu obtient par sa famille.

<sup>1</sup> - LEVY-LEBOYER Claude, 1970, op. cit., p.107

<sup>2</sup> - *Ibid.*

<sup>3</sup> - BOSCH Serge, *Stratification et classes sociales*, op. cit., p.35

Le statut hérité (assigné) est différent de celui acquis. On peut dire que les statuts hérités sont reçus par l'individu sans qu'il n'y joue aucun rôle, tandis que le statut (acquis) est atteint par l'individu lui-même, par exemple par ses capacités scientifiques ou généralement par la compétition, qui pourraient avoir un grand rôle dans la réalisation de ces positions, en France, par exemple au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il y avait deux parcours sociaux pour atteindre aux positions sociales dominantes, Manuel Schotté dit « Dans la France de la seconde moitié du vingtième siècle, les voies d'accès aux positions dominantes sont très largement déterminées par l'institution scolaire et/ou par l'héritage familial »<sup>1</sup>. On pourrait dire que ces voies sont relativement différentes d'une société à l'autre en fonction du degré d'ouverture et de la justice sociale, dans l'accomplissement des rôles.

Dans cette optique, pour mesurer le degré de la mobilité sociale où il définit les statuts sociaux, Dominique Merllié se concentre sur ces deux modèles : « les statuts sociaux assignés que les individus reçoivent de l'extérieur sans pouvoir les modifier, dans le second, des statuts acquis sur lesquels ils ont une certaine prise ou qui peuvent être l'objet d'une compétition ouverte, ce qui permet de changer de statut ou de ne pas être enfermé dans celui que peut définir la "naissance " dans un milieu social »<sup>2</sup>.

En fait, le statut social est fondé sur deux dimensions : la position sociale occupée et l'origine sociale. [Voir Bruno Cautrès, *Recherches récentes sur la mobilité sociale*, 1992, p.446]

#### 3.4.1 - Le statut social acquis

L'individu l'obtient grâce à ses études ou son revenu, comme une personne qui cherche une position différente de la situation de ses parents, en particulier les élèves de milieux populaires. La plupart des études dans le domaine de la sociologie et des études humaines indiquent que les jeunes des classes pauvres cherchent toujours à améliorer leur niveau de vie social à travers la scolarité afin d'obtenir des diplômes qui leur accorderaient une nouvelle vie, différente de celle de leurs parents et grands parents. Au

---

<sup>1</sup> -, SCHOTTE Manuel, *En première division. Trajectoires de notabilisation des présidents des clubs de football professionnel (1960-1999)*. Politix, 2016, no 114, p. 99.

<sup>2</sup> - MERLLIE Dominique in, Robert Castel et al., *Les mutations de la société française*, op. cit., p.6

sens que les jeunes qui ont obtenu des diplômes quittent probablement la situation sociale que les parents leur avaient léguée des générations précédentes.

#### 3.4.2 - *Le statut social hérité*

Il est acquis par un individu à travers sa famille, lorsqu'il naît dans la famille royale ou un environnement royal, dans une famille riche. La richesse de cette famille détermine le modèle et le style de vie de ses enfants et donne ainsi un statut différent des autres, par exemple, l'enfant qui appartient à une famille de parents qui occupent un statut social élevé distinctif dans leur société aura vraisemblablement le statut de ses parents.

Le statut des individus est socialement déterminé en fonction du statut hérité tel que la naissance de l'individu, son lieu de naissance, la richesse des parents ou leurs professions. Ainsi la nationalité de l'individu est souvent déterminée selon le lieu de naissance. Comme nous l'avons déjà expliqué, le statut professionnel du parent joue un grand rôle dans le choix professionnel des enfants.

On a également associé à des statuts les affiliations familiales, telles que tribales ou politiques, ce qui distingue les individus les uns des autres dans la même société, ce qui a été dénommé la tranche sociale par Mohamed El Jaouhari : « Ce sont des groupes de personnes, dont ses membres ont des caractéristiques communes telles que le niveau d'éducation, la religion, le montant du revenu ou leur place dans la hiérarchie de la structure sociale au sein de la société »<sup>1</sup>.

Il existerait une mobilité sociale entre les classes dans les sociétés contemporaines, selon Dominique Merllie : « On dit ainsi que dans un système de castes, le statut individuel est "assigné", donné avec la naissance tandis que dans celui de classes il est "acquis" et sujet à variation »<sup>2</sup>.

En effet, il y a corrélation entre plusieurs axiomes concernant des dimensions du statut social ; ce dernier s'effectuerait selon une série d'étapes où la position sociale se réaliserait selon trois normes principales :

L'égalité des chances avant l'école, les capacités des enfants durant leurs études permettant l'ascension sociale, et enfin la compatibilité entre la culture de la famille et

<sup>1</sup> - Mohamed Al-Jaouhari, Dictionnaire de sociologie, Le Caire, Bibliothèque Renaissance de l'Est, 1980, p.60

<sup>2</sup> - MERLLIE Dominique, *La mobilité sociale*, Édition la Découverte, Paris, 1991, p.13

l'ordre scolaire. En réalité, les jeunes ne peuvent pas réaliser un haut statut social sans corrélation avec l'ordre social auquel ils appartiennent ; car les jeunes reçoivent souvent les informations qui concernent les emplois de leurs parents et qui les impactent grandement.

Le statut social est une notion très compliquée qui reflète les trajectoires scolaires et sociales. Ces trajectoires s'articulent selon un contexte social précis avec la hiérarchie sociale. On pourrait combiner trois variables pour établir une norme permettant d'accéder à un statut social : le niveau de formation, l'inadaptation quantitative entre la structure sociale et l'ordre scolaire et la possibilité des parcours sociaux, « l'adéquation des choix » [Marie Duru-Bellat, 1991, pp.70-72]. Cette explication nous conduit à décrire la variation entre les enfants des différentes classes sociales et leurs chances. À cet égard, on peut dire que les enfants des classes moyennes seraient plus enclins à la mobilité que les enfants d'agriculteurs, vraisemblablement à cause du niveau culturel au sein de leur classe sociale ou du niveau de vie (les revenus), mais cette question est toujours relativement différente d'une société à l'autre : le groupe de référence joue un rôle important dans l'obtention d'un meilleur statut social.

Enfin, il est possible de dire qu'il y a deux façons d'obtenir la culture et le statut social : à travers la famille ou l'école. Martine Fournier souligne ces deux voies : « Chez les enfants des professions libérales et des cadres supérieurs, la culture est acquise naturellement et "comme par osmose" grâce à l'environnement familial : bibliothèques, fréquentation des musées, théâtres, concerts. Mais pour les enfants des classes sociales défavorisées, l'école reste la seule voie d'accès à cette culture que, précisément, elle véhicule et valorise dans la réussite des études »<sup>1</sup>.

### Conclusion du chapitre

Tout comme nous avons exposé en détail les facteurs objectifs dans la réalisation de la mobilité sociale dans le chapitre précédent, nous avons traité dans le présent chapitre les facteurs subjectifs, conformément à la théorie sociale liée au sujet de l'étude. La vérité scientifique ne se cache pas aux chercheurs intéressés et spécialistes des transformations socio-économiques qui affectent la biographie de l'individu : quelles que

---

<sup>1</sup> - Martine Fournier, *Les Héritiers*, in Pierre Bourdieu, son œuvre, son héritage, (dir). Véronique Bedin, Sciences Humaines Éditions, 2008, p.20

soient les conditions objectives favorables à l'ascension sociale, cette dernière ne sera pas réalisée sans deux facteurs fondamentaux : l'aspiration à la réussite et le mérite pour l'atteindre. Au contraire, avec ces deux facteurs, les affiliations sociales ne seront plus si appréciées et ne constitueront plus des obstacles pour les individus dans l'ascension sociale. Surtout si l'égalité sociale est préservée, car elle garantit l'accès de tous les enfants aux établissements d'enseignements primaire et supérieur. Nous avons également discuté des obstacles empêchant l'individu de réaliser des progrès sur l'échelle sociale, on s'est concentré sur certains d'entre eux et sur le plus important de notre point de vue. Depuis que la classe sociale a été débattue, il existe une distinction classique entre deux notions concernant le sujet étudié, à savoir le statut social qui est assigné (hérité) ; et le statut social qui est acquis. Ils constituent un objectif : soit l'accès à un autre statut social, soit sa conservation. Comment et pourquoi ? Les études sociales, notamment en sociologie, ont montré que les jeunes aux racines bourgeoises aspirent à se maintenir au niveau social prestigieux dans lequel ils se trouvaient, avec l'aide de leurs familles, alors que les jeunes appartenant aux couches sociales pauvres aspirent à quitter cette classe à travers la réussite dans les parcours scolaires et universitaires. En fait, le phénomène de mobilité sociale est l'un des enjeux sociologiques classiques, mais il s'est lié avec des sujets plus récents portés à l'attention des sociologues contemporains. Ils se sont intéressés à l'étude de la construction sociale dans les sociétés modernes et les phénomènes qui en émanent, tels que la bifurcation professionnelle et le parcours de vie. Ceci sera discuté dans le chapitre suivant.



➤ CHAPITRE IV : LA BIFURCATION ET  
RUPTURE PROFESSIONNELLE ET LES  
EVENEMENTS QUI Y MENENT



## Introduction

Le phénomène de bifurcation professionnelle dans l'ordre social n'a pas été largement connu dans les sociétés traditionnelles, où la construction professionnelle est pratiquement basée sur les professions de similarité et d'héritage entre les générations. Où dans ces sociétés, le travail n'était pas selon la règle en cadre organisé, et la valeur du travail n'était pas déterminée comme une priorité de l'individu par rapport aux institutions sociales correspondantes. Il est nécessaire de souligner l'importance du travail selon la sociologie de l'organisation afin de comprendre la genèse de la bifurcation professionnelle. Claude Louche indique ainsi : « l'importance relative renvoie à la place occupée par le travail par rapport à la place que l'individu accorde à d'autres activités (vie familiale, vie sociale, vie personnelle) »<sup>1</sup> Nous estimons qu'elle est le fruit d'une série d'événements sociaux, économiques et politiques, tels que les mouvements de libération de l'époque coloniale, particulièrement en Afrique et dans les pays arabes, ainsi de l'émergence de la modernisation sociale sous toutes ses formes. De ce fait, la disponibilité du revenu des sources de richesses naturelles pour les sociétés a également contribué à la diversification des services et des secteurs productifs. Cela a abouti à organiser le travail selon les contextes précis résultant de l'émergence du phénomène de bifurcation en particulier professionnelle.

En revanche, la démocratisation de l'éducation est aussi l'un des facteurs importants qui ont contribué à la création des parcours différents dans les différentes disciplines, ainsi qu'à la préparation de diplômés dans tous les domaines. Cette diversité peut aussi être une réponse aux exigences de la croissance démographique et de bien-être des citoyens.

En ce qui concerne les circonstances subjectives qui engendrent la bifurcation professionnelle, ce sont celles qui concernent l'individu, telles que les compétences individuelles, la qualité du diplôme et la compétition entre les personnes pour atteindre des places sociales importantes sur l'échelle sociale.

Ce chapitre se concentre principalement sur plusieurs sujets : la bifurcation professionnelle et les événements qui y mènent, la modernisation sociale, la bifurcation professionnelle par des conditions objectives (changements et bouleversement sociétaux)

---

<sup>1</sup> - LOUCHE Claude. *Psychologie sociale des organisations*, 4<sup>e</sup> édition. Armand Colin, p. 68 ,2017.

et subjectives (comportements individuels). Il analyse également la différence entre la rupture professionnelle et la bifurcation professionnelle, l'effet de la trajectoire familiale dans la bifurcation professionnelle, il faut aller plus loin, et expliquer dans ce chapitre la pertinence des projets individuels dans la bifurcation professionnelle, les dynamiques de la bifurcation professionnelle, l'enseignement supérieur étant l'un des facteurs les plus importants.

#### 4.1- La bifurcation professionnelle et les événements qui y mènent, la modernisation sociale

Les événements brusques ont des effets sur les parcours de vie des personnes, ils constituent un point de tournant. Par ailleurs, les événements se différencient dans leur effet d'un individu à l'autre selon la nature et la période à laquelle ils se produisent. Ainsi les événements exceptionnels sont considérés comme des sélecteurs sociaux qui jouent un rôle principal dans l'orientation des individus vers leurs trajectoires. Ces événements produisent des changements fondamentaux sur l'histoire de la personne en modifiant les trajectoires.

Généralement, on appelle cela « la bifurcation » ou « le point tournant ». La trajectoire de l'individu arrive alors subitement, elle est imprévue. Les trajectoires de la vie sont déterminées par plusieurs facteurs, et les acteurs (les individus) peuvent réaliser les changements selon des normes objectives et subjectives. Ces facteurs sont considérés comme des déterminismes sociaux.

D'un point de vue théorique, les individus modifient leurs vies et leurs parcours biographiques dans des phases successives et parfois intermittentes. À cet égard, les trajectoires professionnelles sont soumises à des changements essentiels au cours de la vie, cela dépend de la relation entre l'individu et les opportunités disponibles. C'est-à-dire cette relation dépend du genre d'emploi de l'individu, et d'une autre part sur des parcours socio-économiques disponibles, où les événements se multiplient ainsi produisant la bifurcation professionnelle ; cela mène à des différentes trajectoires qui sont parfois imprévisibles.

Il est nécessaire de distinguer les événements collectifs et singuliers : par exemple, lorsque l'enseignement supérieur se diffuse dans toutes les régions, les conséquences peuvent engendrer des changements dans le marché du travail, ainsi que

donner la possibilité d'engagement vers un cadre de travail moderne pour les membres de toutes les couches sociales, l'ascension des individus sur l'échelle sociale devient alors possible. Au contraire, le changement sur le plan personnel, dans la situation de l'individu, comme la rupture professionnelle qui se produit en cas d'exclusion de l'emploi, amène des changements radicaux sur l'échelle professionnelle. De cette façon, les événements modifient les parcours de vie des individus ; on pourrait donc dire que lorsque des circonstances spéciales pour le changement seraient disponibles, il en résulterait que les individus pourraient atteindre le changement à travers des conditions objectives ou subjectives.

De plus, on pourrait dire que les changements se réalisent toujours à travers l'accélération des événements depuis l'enfance de l'individu. Certains des événements se produisent non seulement dans le contexte de la carrière, alors que d'autres se créent indépendamment des professions, ainsi de tout événement aléatoire. À cet égard, Sophie Denave dit : « parmi les événements déclencheurs qui conduisent au désengagement professionnel, on distingue les événements d'ordre professionnel, tels que les changements de contrat de travail, les restructurations d'entreprise, les conflits avec des supérieurs hiérarchiques, etc., et les événements extra-professionnels comme les naissances, les ruptures affectives, les décès, etc., qui transforment les conditions d'existence des acteurs. L'analyse montre que ce désengagement est le produit de l'interdépendance entre les expériences passées des acteurs et les conditions contingentes »<sup>1</sup>. Cette idée prouve que les événements pourraient devenir des déterminations sociales qui mènent aux bifurcations professionnelles, souvent en dehors de la volonté de l'individu, notamment lors d'événements brusques.

On peut dire que les déterminants sociaux sont comme des canaux de la bifurcation, il existe des événements dans la vie de chaque personne au-delà de son parcours biographique ; ainsi l'effet se détermine par la formalisation, par condition de vie.

---

<sup>1</sup> - DENAV Sophie, Les ruptures professionnelles : analyser les événements au croisement des dispositifs individuelle et des contextes, in BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010, p.173

Dans ce cas, l'individu est incapable de se placer soi-même dans une trajectoire précise, il se placerait ainsi dans des trajectoires professionnelles qui s'effectuent de manière prédéterminée, selon les contraintes de toute sorte.

Les événements sociaux imprévus pourraient par exemple créer des points de tournant, où l'individu étant soumis à des éléments extérieurs qui le conduisent aux modifications dans sa vie selon les situations disponibles ; c'est-à-dire que des éléments précis obligent l'individu à intégrer d'autres parcours socioprofessionnels, il peut prendre telle voie ou telle autre, puis les modifier lui-même. On peut dire que cette bifurcation professionnelle se produit selon des événements imprévus, par « hasard ».

En effet, le parcours de vie de l'individu est décrit comme une série d'événements au sein de périodes successives, qui contribuent à la création de points de tournant déterminant le destin de l'individu. Au cours de cette période longitudinale de sa vie l'individu est soumis à des changements permanents qui lui accordent les capacités à prendre des décisions qui l'orientent vers les trajectoires précitées. Claire Bidart dit à cet égard : « Le parcours biographique se construit avec des héritages, des systèmes de ressources, des contraintes, des contextes[...] mais il se construit aussi de façon plus aiguë dans certains moments clés, des moments de crises, d'accélération, d'imprévisibilité...des moments où les jeunes se trouvent devant un carrefour leur offrant des possibilités alternatives, où ils peuvent prendre telle voie ou telle autre et construisent donc un processus de décision, leur avenir se décide parfois dans ces moments »<sup>1</sup>. Cette idée nous permet de dire que les décisions essentielles se prennent à travers l'accumulation des événements qui mènent à la bifurcation professionnelle. Dans toutes les sociétés humaines, le statut de l'individu se détermine socialement selon le genre de son travail et son parcours de vie. Ainsi, nous voyons que la bifurcation professionnelle joue un rôle essentiel pour reformer le parcours biographique.

---

<sup>1</sup> - BIDART Claire, Bifurcation biographique et ingrédients de l' action, in BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010, p.225,226.

#### 4.1.1 - La bifurcation professionnelle par des conditions objectives (changements sociétaux) et subjectives (changements individuels)

Il faut que nous examinions les conditions associées aux bifurcations socio-professionnelles au cours de la vie de l'individu. Il est certain que les événements brusques influencent la biographie de l'individu.

Dans les faits, le destin de l'individu se détermine à travers des circonstances de vie, donc, on pourrait dire que les événements dépendent de diverses variables sociales selon la nature de chaque société, il en résulte l'émergence de diverses trajectoires ayant des répercussions sur la cohérence de la société, en produisant des changements imprévisibles.

Ainsi, les trajectoires professionnelles commencent à la période de qualification primaire, lorsque l'élève passe le baccalauréat, c'est le moment de l'orientation. La question fondamentale consiste à savoir quelles sont les ruptures professionnelles qui se produisent durant cette période. Nous voyons que la rupture professionnelle ne se crée pas durant la période de qualification, car ce temps constitue la base fournissant l'opportunité à l'individu de réaliser l'insertion professionnelle à travers les informations qu'il obtient de l'école ou de l'université.

Par exemple, les jeunes appartenant aux classes modestes et qui obtiennent des diplômes universitaires effectuent nécessairement des changements biographiques, ils ont ainsi des points de tournant durant leur vie. Ces changements seraient obtenus grâce à la socialisation à l'école, après l'obtention de la qualification du lycée jusqu'à l'université, ces périodes éducatives auraient donc leur rôle dans les changements biographiques. Il en résulte que pour l'individu son statut social n'est pas lié avec le statut de la génération précédente, ainsi l'individu peut passer d'un statut à autre, quelles que soient les contraintes sociales.

Par ailleurs, les changements sont soumis à plusieurs facteurs, parfois sur la base de la socialisation de l'individu dans les périodes précoces de sa vie, et parfois sous la forme d'un changement radical et soudain. Marc-Henry Soulet écrit à ce propos : « Toutefois, les changements biographiques ne sont pas toujours aussi clairement construits socialement que dans les exemples concrets mobilisés ci-dessus, parfois ils semblent profondément diverger des chemins tracés au point d'apparaître comme

imprévus, voire imprévisibles pour l'entourage. Dans le premier cas, ces changements s'apparentent à des formes de socialisation secondaire ; ils s'inscrivent dans une certaine continuité (sociale, normative et identitaire) ; dans le second, ils se donnent à voir comme de véritables conversions qui se présentent comme une rupture profonde (sociale, normative et identitaire aussi). Peter L. Berger et Thomas Luckmann [1986] ont ainsi tenté de spécifier cette forme particulière de socialisation qui repose sur une transformation radicale de la réalité subjective en la rapportant notamment à cette autre forme de passage identitaire qu'est la socialisation secondaire ».<sup>1</sup>

Dans les faits, les parcours de vie longitudinale sont inclus à plusieurs des différents événements radicaux menant aux changements fondamentaux, ces événements étant intériorisés dans l'éducation, le travail, le mariage, la résidence, etc. Ces éléments influencent la bifurcation biographique, mais il est très notable que l'événement soit parfois produit par l'individu lui-même comme nous l'avons indiqué précédemment, d'autres fois il se produit sous des conditions objectives, c'est-à-dire que la société crée les événements qui accordent les opportunités ou non de bifurcation professionnelle ou de rupture professionnelle.

Selon cette perspective, le parcours de vie de l'individu pourrait décrire les événements dans un cadre historique, que ce soient des changements imprévisibles ou des changements attendus, produits par des causes objectives et d'autres subjectives ; les points de tournant dans les trajectoires professionnelles pourraient par exemple être toujours le but des étudiants enthousiastes à parvenir à un statut sur l'échelle socioprofessionnelle.

En ce cas, on pourrait considérer que la volonté mène à la bifurcation professionnelle, après que l'individu a été impliqué dans des trajectoires scolaires longitudinales ayant garanti nécessairement l'accession au point de tournant. La bifurcation professionnelle est donc causalement liée à des facteurs subjectifs concernant l'individu lui-même. On peut dire que l'individu peut contribuer considérablement à dessiner sa vie s'il en a envie, et lorsque les conditions objectives sont disponibles. Par

---

<sup>1</sup>- SOULET Marc-Henry, changer de vie, devenir autre : essai de formalisation des processus engagés, *in*, *in* BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010, p.275

exemple quand les institutions d'enseignement supérieur diffusent les connaissances accessibles à tous, les points de tournants se multiplient, ce qui mène à l'insertion professionnelle de tous les diplômés. Il est très notable que la socialisation secondaire intervient normalement par des institutions sociales dès le plus jeune âge, telles que la famille, garderie, club, mosquée, église, jusqu'à la période du baccalauréat, alors que les études universitaires sont considérablement liées aux socialisations primaires, où le parcours socioprofessionnel se détermine pendant des périodes préalables. À cet égard, Marc-Henry Soulet citant des idées de Peter Berger et Thomas Luckmann dit « la socialisation secondaire consiste en un parcours postérieur qui permet d'incorporer un individu déjà socialisé dans de nouveaux secteurs sociaux. Il importe dès lors que « la structure de base de toute socialisation secondaire doit ressembler à celle de la socialisation primaire, les autres significatifs lui sont imposés et leurs définitions de la situation [...] puisque la socialisation secondaire doit toujours traiter avec un moi déjà formé et avec un monde déjà intériorisé, elle peut se dispenser de toute identification émotionnelle ou d'une crise identitaire tant qu'elle est toujours liée à des institutions et des rôles, tant qu'elle est sectorielle et qu'elle n'entre pas en conflit avec la socialisation primaire »<sup>1</sup>. Cette idée prouve qu'il n'y a pas une contradiction entre les parcours scolaires secondaires et ceux universitaires, que les deux sont liés les uns aux autres.

L'aspect qui nous intéresse est la bifurcation professionnelle, notamment quand elle serait aléatoire, au sens où ce phénomène ne se fonde pas sur des critères spécifiques, mais se produit souvent à travers des circonstances exceptionnelles dans l'environnement social. Lorsque l'événement est en dehors du contrôle de l'individu, il en résulte que l'individu peut changer de position professionnelle. Par exemple, en cas d'immigration d'une région à une autre, en cas de crise économique qui se produit soudainement, ce que l'on nomme les vagues de vie, ces dernières créent des points de tournant temporaires, au sens où la rupture professionnelle est un changement se produisant dans des conditions anormales.

La rupture professionnelle doit également s'articuler avec une série de propriétés spécifiques, comme les décisions subjectives de l'individu qui mènent aux bifurcations précoces dans sa vie.

---

<sup>1</sup> - SOULET Marc-Henry, op. cit., p.276

L'abandon scolaire mène par exemple aux reconversions professionnelles, cette idée est en corrélation avec les travaux de Sophie Denave sur les ruptures professionnelles : « On peut donc qualifier les ruptures professionnelles d'événements, en tant que points de bifurcation dans la trajectoire individuelle. Autrement dit, les ruptures professionnelles constituent des "moments critiques" dans la carrière, perçus comme le produit croisé d'une décision subjective (transaction, négociation, conflit, abstention) et de l'objectivité d'une contrainte de cheminement ».<sup>1</sup>

#### *4.1.2 - La différence entre rupture professionnelle et bifurcation professionnelle*

Il faut que nous distinguions la rupture professionnelle et la bifurcation professionnelle : le premier concept indique les changements radicaux touchant le biographique individuel, tels que la crise économique ou les bouleversements radicaux (guerres, révolutions), ou le déséquilibre entre la quantité de main-d'œuvre et les besoins du marché du travail, tandis que le deuxième concerne des changements généraux au cours de la vie professionnelle.

En bref, la grande différence entre les deux processus, c'est que le premier concept recouvre les événements imprévisibles sous l'effet des situations exceptionnelles au-delà de la réorientation de l'individu vers la trajectoire professionnelle; tandis que le deuxième concept, la bifurcation professionnelle, exprime la multiplicité des emplois grâce au développement socio-économique global, au sens où la bifurcation est un phénomène socio-économique qui a abouti à division du travail, Durkheim l'a expliqué depuis longtemps. Nous voyons donc que la bifurcation professionnelle n'est pas différente du concept de division du travail.

#### *4.2- L'effet des trajectoires familiales et des changements communautaires historiques et géographiques à travers le récit de vie de l'individu*

Il faut que nous sachions dans un premier temps quel est le récit de vie dans son contexte socio-historique. La sociologie historique peut peut-être répondre à cette question, Joël Guibert présente une définition du récit de vie et de son importance lorsqu'il dit : « Le récit de vie est certainement une source privilégiée pour qui veut entreprendre une étude de sociologie historique, puisque la temporalité en est un des

---

<sup>1</sup> - DENAVE Sophie, Les ruptures professionnelles... op. cit. p.170

ressorts essentiels. Le récit de vie consiste à raconter son expérience vécue ou un de ses épisodes »<sup>1</sup>

Selon la sociologie des valeurs les récits de la vie sont l'ordre chronologique d'événements, où l'individu peut acquérir de nouvelles valeurs. Rudolf Rezsöhazi confirme cette idée : « Les récits de vie (qui peuvent aller jusqu'à l'autobiographie) vont encore plus loin en profondeur. Ils sont une véritable anamnèse. C'est-à-dire l'exploration du passé d'une personne dans l'ordre chronologique. Ils permettent de situer la genèse des valeurs, de les mettre en place dans leur évolution, de suivre les changements et d'imputer leurs causes »<sup>2</sup>.

En outre, on peut dire que les événements extraordinaires ont directement un effet sur le changement des situations sociales stables : par exemple, en cas de mort des parents, il en résulte que les enfants sont confrontés à des difficultés pour poursuivre leurs études, en particulier quand ils manquent d'un soutien de famille alternatif. Les événements au niveau communautaire en général ont un impact sur les parcours sociaux. Par exemple, en cas de guerre et de changements politiques radicaux, la génération qui a vécu l'événement ne peut pas réaliser ce que ses homologues réalisent dans les sociétés stables. Le parcours social de l'individu est affecté par les circonstances exceptionnelles, indépendamment de sa volonté. Dans ces circonstances, il peut par exemple en résulter l'émigration ou/et l'abandon scolaire précoce pour les enfants. Ainsi, dans les pays ayant connu des « printemps arabes », le conflit avec le pouvoir a conduit à des vagues d'immigration qui ont déchiré le tissu social et changé les parcours sociaux des millions de personnes.

Ces circonstances peuvent-être rapprochées de l'analyse de Joël Guibert et Guy Jumel : « Le récit de vie permet d'apprécier l'influence des événements historiques (mouvements sociaux, guerres, phénomènes politiques) et des changements sociaux (exode rural, évolution du système scolaire, transformation de la famille) sur les parcours biographiques »<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> - GUIBERT Joël et JUMEL Guy, *La socio-histoire*, Armand Colin, Paris, 2002, p.37

<sup>2</sup> - REZSOHAZY Rudolf, *Sociologie des valeurs*, Armand Colin, Paris, 2006, p.56

<sup>3</sup> - GUIBERT Joël et JUMEL Guy, *Ibid.*, p.38

Pour revenir à la question de l'événement soudain qui se produit lors de la bifurcation professionnelle, il convient de prendre en compte que le parcours social est influencé par l'histoire de l'individu, mais aussi par les parcours sociaux de sa famille. À cet égard, Sophie Denave confirme le rôle des éléments qui déterminent les parcours des individus : « Quand on s'intéresse à l'événement, il est d'usage de se demander qui, du chercheur ou de l'acteur, l'identifie comme tel. On peut aussi chercher à savoir si ces points de vue convergent. Des démographes ont ainsi confronté le point de vue de l'acteur aux événements familiaux, professionnels et résidentiels usuellement désignés par les spécialistes comme des événements factuels qui modifient les parcours des individus. »<sup>1</sup> Selon la perspective marxiste, les événements historiques, technologiques et géographiques sont inclus dans l'orientation des activités économiques, ils sont des facteurs de causalité dans l'identification des trajectoires individuelles, car ils déterminent les modes de pouvoir [voir Stephen Kalberg, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, p.111].

#### 4.2.1 - Histoire de l'individu et de sa famille comme un déterminant social au-delà de la bifurcation professionnelle

Selon les sociologues, les déterminismes sociaux ont un rôle de construction dans la biographie des individus, ils sont considérés comme les mécanismes qui guident l'individu vers un chemin spécifique, notamment dans les conditions difficiles, telles que le chômage des parents. Par ailleurs, l'histoire de l'individu et ses expériences dans la vie forment sa biographie et ses tendances dans la vie en général que l'on peut appeler la biographie. À cet égard, nous devons nous référer à la définition de Christine Delory-Momberger sur le concept biographique : « le biographique comme une catégorie de l'expérience qui permet à l'individu, dans les conditions de son inscription socio-historique, d'intégrer, de structurer son inscription et les événements de son vécu »<sup>2</sup>

Selon cette perspective, on peut dire que la personne peut être lui-même contribuant des points de retournement, quand il détermine son histoire sociale et son avenir professionnel. À cet égard, Mathis Millet et Daniel Thin disent : « l'histoire professionnelle et économique des familles des collégiens en rupture scolaire se

---

<sup>1</sup> - DENAVE Sophie, *les ruptures professionnelles*, op. cit., p.170

<sup>2</sup> - DELORY-MOMBERGER Christine, *Biographie et éducation*, Édition Économica, 2003, p. 2

caractérisée par des périodes plus ou moins longues d'instabilité professionnelle, et par une précarité toujours présente. La faiblesse des revenus, l'incertitude de l'avenir, l'inconstance des horaires et des rythmes familiaux trament les expériences temporelles et matérielles quotidiennes de ces familles, et affectent les conditions de socialisation des enfants qui grandissent dans ce contexte. Les périodes de chômage prolongées, les arrêts de travail longue durée pour des raisons d'invalidité, de maladie ou d'accidents du travail sont aussi des situations fréquemment rencontrées : elles concourent à saper les conditions de vie familiale et à briser la vie professionnelle de certains parents »<sup>1</sup>.

On admettra que les trajectoires se produisent vraisemblablement à travers des changements brusques catastrophiques, par exemple la mort de parents ou de l'épouse, qui changent nécessairement le parcours social. Par ailleurs, le conflit entre un employé et son employeur, entraînant le renvoi, et les événements politiques impliquant des points du tournant dans la vie, par exemple la guerre, engendrent toujours des changements de la biographie individuelle.

En réalité, ces événements empêchent l'individu d'atteindre librement son but. Ces événements contribuent donc à la réorientation des trajectoires professionnelles ; ainsi peuvent apparaître de nouvelles conditions de vie. Dans de tels cas, il est difficile de contrôler les événements qui affectent la vie, par conséquent, nous estimons que lorsque l'événement est sous l'influence de facteurs externes au-delà de la volonté de l'individu, il peut être qualifié « d'événement brusque ». Cela signifie que les biographies individuelles se construisent aussi selon les changements sociaux non attendus.

Il apparaît que les parcours sociaux ont des formes multiples, l'histoire de la famille détermine dans une certaine mesure les biographies de ses enfants, et ceci dans toutes les dimensions, sociales, économiques et culturelles. Ainsi, l'individu ne peut pas contrôler son propre parcours, il ne peut pas déterminer son parcours social, qui est soumis à des facteurs objectifs liés à la vie familiale (le roman familial). Le roman familial est défini ainsi par Vincent de Gaulejac : « Le roman familial désigne également les histoires de famille que l'on transmet de génération en génération. Mais entre l'histoire (objective) et le récit (subjectif), il y a un écart qui permet de réfléchir sur la dynamique

---

<sup>1</sup> - Mathias Millet et Daniel Thin, *ruptures scolaires, l'école à l'épreuve de la question sociale*, Presses universitaires de France, 2005, p.30

des processus de transmission, et ce qu'ils recèlent. Le roman familial doit être contextualisé dans un repérage sociologique des positions sociales, économiques, culturelles, tant dans la généalogie que dans l'histoire personnelle du sujet. L'individu est en effet multi déterminé, socialement, inconsciemment, biologiquement, et ces déterminations multiples le confrontent à des contradictions qui l'obligent à faire des choix, à trouver des réponses, des issues, des échappatoires »<sup>1</sup>.

Par ailleurs, le parcours de vie demeure encore relativement sous effet des variations objectives de l'individu lui-même, à travers des points de tournant déjà advenus, il peut alors reformer de nouveaux parcours propres, quelles que soient les conditions sociétales dominantes.

Bien que la bifurcation professionnelle soit en corrélation considérable avec les parcours scolaires, elle peut cependant être soumise aussi à des événements brusques dans la société, tels que l'abandon précoce dû à la précarité. Cet événement peut être appelé point de tournant ; dans cette perspective, ces derniers seraient des changements imprévisibles. Il convient par conséquent de rappeler que la position sociale détermine les parcours sociaux.

Les propriétés saillantes des sociétés contemporaines sont constituées des multiples trajectoires qui permettent l'existence du phénomène de bifurcation. Andrew Abbott déclare ainsi : « Bien que la littérature sur les parcours de vie nous amène à nous focaliser sur la succession de trajectoires individuelles, il est cependant important d'avoir une vue d'ensemble de la structure sociale qui est impliquée par (ou sous-jacente à) cette conception des points tournants. Les configurations dont on a parlé jusque-là suggèrent une structure sociale dans laquelle il existe de multiples trajectoires d'un certain type, et le parcours de vie consiste pour un individu en particulier à tenter de se connecter à ces trajectoires, selon une séquence raisonnable. Les vies des individus suivent ordinairement un cours régulier, mais à certains moments des chocs externes et internes font qu'un individu va sauter dans une autre de ces trajectoires régulières »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> - DE GAULEJAC Vincent (dir.), *L'individu contemporain, Histoires de vie*, Édition Sciences humaines, Auxerre, 2006, p.88

<sup>2</sup> - ABBOTT Andrew, A propos du concept de Turning Point, *in*, BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *op. cit.*, p.195

Les malheurs familiaux affectent souvent grandement la qualification scolaire des enfants, ils créent un grand déficit dans la capacité de la famille à assurer la continuité des enfants dans leurs études ; les échecs répétés dans l'histoire de la famille mènent à l'échec durable. Ceci pourrait être corrélé à l'incapacité familiale à fournir les nécessités de la vie, en particulier lorsque les parents ne sont pas qualifiés. Ces difficultés familiales apparaissent clairement dans plusieurs des éléments qui conduisent à leur tour à la chute sociale. Les plus importants de ces éléments sont les obstacles, les conditions de logement, les problèmes juridiques, la dévalorisation de la profession dans laquelle les parents travaillent, comme les sentiments d'indignité des familles ; tous ces éléments mènent à l'échec. Dans ces familles, on ressent que le sentiment des enfants est que leurs parents ne sont pas en mesure de surmonter les difficultés pour parvenir à la réussite scolaire. [Mathias Millet, *Ruptures scolaires*, p.292]. Ainsi, l'histoire de l'individu se détermine à travers l'éducation populaire, c'est-à-dire de l'extérieur des établissements d'enseignement formel ou de la structure traditionnelle d'enseignement et des systèmes éducatifs. Ceci signifie que c'est l'accumulation d'événements qui constitue la vie de la personne. Au sein de l'institution éducative, les histoires de vie n'émergent que sur les marges des champs disciplinaires constitués et les pratiques reconnues de formation ; elles trouvent leur ancrage dans le cadre de la formation des adultes où elles développent, dans l'esprit de l'éducation populaire, une « visée émancipatrice et militante ». Elle a à répondre aux besoins de formation émanant de publics en demande d'emploi ou en réorientation professionnelle.

#### 4.3 - Une pertinence des projets individuels dans la bifurcation professionnelle et insertion professionnelle

Les projets individuels sont importants dans la création de la bifurcation professionnelle et guident les personnes vers un parcours spécifique. Cette idée se rapproche de celle de Vincent Caradec, Servet Ertul et Jean Philippe Melchior, qui indiquent : « Un parcours individuel dépend non seulement de la position objective de l'individu dans la société mais aussi des événements vécus au fur et à mesure de l'avancée dans la vie et de la pertinence des projets qu'il cherche à réaliser, aussi, situé dans des configurations sociales analogues, des individus socialement semblables peuvent-ils emprunter des chemins plus ou moins différents en fonction, justement, des événements

qui les orientent dans telle ou telle direction et/ou des desseins qui les guident vers tel ou tel but »<sup>1</sup>.

#### 4.4 - Les dynamiques de la bifurcation professionnelle

Il est très clair que l'individu est soumis à plusieurs facteurs l'orientant vers des parcours spécifiques, qui se présentent en des dimensions multiples qui peuvent déterminer les parcours sociaux. Ces dimensions pourraient affecter les parcours de vie d'individus en fonction des conditions vécues depuis la naissance jusqu'au décès. On pourrait dire que les déterminismes sociaux sont l'un des facteurs importants avec un impact sur les parcours sociaux, tels que la famille, la résidence, et le revenu, etc.

Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, les dynamiques de la bifurcation professionnelle sont divisées en dimensions permanentes telles que la famille et la classe sociale et en dimensions temporaires telles que le lieu de résidence, l'emploi, etc. Tous ces éléments contribuent à déterminer le destin de l'individu.

#### 4.5 - L'enseignement supérieur est l'un des facteurs les plus importants de la bifurcation professionnelle

On peut revenir à l'idée principale, qui indique que les événements imprévisibles se produisent dans la bifurcation professionnelle. En effet, la bifurcation professionnelle est un processus lié également à des changements essentiels concernant le développement de la société en général, ce dernier impliquant les processus de réformation structurelle dans tous les secteurs qui touchent la vie de l'individu. À cet égard, il est possible d'indiquer les éléments les plus importants qui agissent sur le phénomène de bifurcation professionnelle des jeunes adultes dans toutes les sociétés. Il s'agit de l'enseignement supérieur, ce dernier produit des diversités dans la construction professionnelle. En réalité, les parcours de la vie s'incluent à plusieurs processus créant des changements individuels. Parmi ces processus, la formation tout au long de la vie, les innovations scientifiques et l'égalité des chances pour tous dans les parcours de vie grâce aux institutions d'enseignement supérieur. Ces institutions fournissent les sciences diverses et contribuent à la création d'individus pluridisciplinaires, tels que les médecins, ingénieurs, etc. Ainsi, les établissements d'enseignement supérieur accordent des trajectoires

---

<sup>1</sup> - CARDEC Vincent, ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe, Les dynamiques des parcours sociaux. Temps, territoire, profession, Rennes PUR, 2012, p.12

professionnelles permettant l'inflation des points de tournant, le parcours de vie de l'individu peut donc être variable. Il est à noter que ces changements dans le parcours de vie de l'individu ont un effet sur la structure sociale en général, notamment via la multiplication des parcours scolaires qui mènent à la possibilité d'un équilibre sur le marché du travail et l'insertion professionnelle pour les diplômés.

### Conclusion du chapitre

Le thème de la bifurcation professionnelle a toujours été au cœur des préoccupations des recherches en sciences sociales comme le montre l'ouvrage de Marc Bessin, Claire Bidart, Michel Grossetti « *Bifurcations, Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement* ». Parmi les significations liées au sujet, la bifurcation professionnelle pourrait être considérée comme un point tournant dans la vie des individus à travers les événements traversés, comme l'indiquent Frédéric de Coninck et Francis Godard<sup>1</sup> (1989). Ces événements correspondent aux déterminismes sociaux ayant dessiné les parcours sociaux de l'individu, tels que les conditions difficiles vécues par l'individu avec sa famille, comme le chômage des parents ou la mort de l'un d'entre eux. À cet égard, les faits socio-professionnels pourraient indiquer que la bifurcation professionnelle est entamée dès le choix de la filière d'études universitaires. Ce choix est l'un des événements constituant le parcours de vie de l'individu. Ainsi, on peut donc dire que ce dernier terme est plus complet parce qu'il décrit la vie de l'individu, qui contient un certain nombre d'événements importants que l'individu traverse tout au long de sa vie, de la naissance à la mort.

Il est utile de mentionner que la bifurcation professionnelle, dans son sens le plus large, englobe la diversité professionnelle qui prévaut dans la plupart des sociétés. Elle implique la division du travail en tant que principe de cohésion sociale confirmé par Émile Durkheim notamment. Elle implique d'autre part les besoins du marché du travail en main-d'œuvre, ce phénomène créant une concurrence entre les membres de la société. La bifurcation professionnelle est due à plusieurs facteurs, que nous allons clarifier dans le prochain chapitre sur les thèmes connexes, telles qu'histoire de l'individu et de sa

---

<sup>1</sup> CONINCK DE Frédéric et GODARD Francis, L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité, *Revue Française de Sociologie*, 1990, n°31/1, pp. 23-53

famille comme déterminants sociaux, la modernisation des institutions, et les parcours sociaux.

➤ CHAPITRE V : LA MODERNISATION  
SOCIALE EN TANT QUE PROCESSUS  
CONTRIBUANT A LA MOBILITE SOCIALE



## Introduction

Le phénomène de modernisation sociale est l'un des processus de développement des pays arabes, notamment dans les temps suivant l'indépendance. Il est apparu à la suite d'améliorations de l'économie arabe, plusieurs études sur les peuples du monde arabe ont été menées à ce sujet, comme celle que Daniel Lerner a réalisée dans six pays du Moyen-Orient en 1958. En fait, le concept de modernisation diffère d'une science à l'autre : en économie, il s'agit de contrôler les ressources naturelles pour augmenter le niveau de vie de l'individu, et en politique, de développer un processus politique conformant au paradigme démocratique du monde occidental. En sociologie, on met en évidence le processus de différenciation entre les sociétés concernant le degré de croissance et la qualité du changement. Selon la perspective du sociologue, la modernisation est synonyme de progrès, et elle est liée au développement global. Ce phénomène peut prendre la forme d'un développement technologique, social ou psychologique. La modernisation sociale fait partie des phases historiques importantes vécues par la société libyenne, qui a subi des transformations au niveau institutionnel, mais aussi au niveau individuel. Selon la littérature sociologique, il est impossible pour des sociétés humaines vivant dans un état de sous-développement d'atteindre des stades avancés de civilisation, tels que le stade d'industrialisation, de l'innovation scientifique ou de la globalisation, sans passer par la modernisation sociale. Il n'y a pas si longtemps que la société libyenne a franchi cette étape. Nous abordons donc la thématique de la modernisation sociale dans ce chapitre.

### 5.1 - Le phénomène de la modernisation sociale, son rôle dans la croissance la construction professionnelle

La modernisation sociale est un phénomène qui a prévalu dans les pays occidentaux comme ceux en cours de développement, elle est un résultat des positions fondamentales imposées par les besoins des sociétés. « Le terme de modernisation est un concept relativement récent. Il s'applique chez les historiens et chez les sociologues à un ensemble de changements très complexe qui affecte toutes les sociétés humaines, bien que d'une manière très inégale et selon des mécanismes de diffusion très variés, à compter du XVI<sup>e</sup> siècle et à partir de l'Europe occidentale. Il caractérise un processus de

mobilisation, de différenciation et de laïcisation »<sup>1</sup>. Le concept de modernisation sociale ne diffère pas du concept de modernisation politique. Les deux concepts se réfèrent à l'organisation et à la modernisation des organisations de la société dans le but d'offrir des possibilités de vie décente pour les humains. Ludivine Thiaw-Po-Une souligne que le concept de modernisation politique est « la modernisation politique, entendue comme le processus à la faveur duquel l'organisation de l'État et la structuration de la société ont intégré peu à peu les valeurs les principes de la liberté et de l'égalité constitutives de la dignité propre des êtres humains »<sup>2</sup>.

L'un des principaux acteurs de la théorie de la modernisation sociale est le sociologue américain Daniel Lerner, qui déclare que la modernisation sociale consacre les valeurs laïques dans la société : « Il les définit comme étant celles de l'intégration et de la participation dans les opérations sociales, politiques, économiques et du changement des valeurs par lesquelles l'individu devient actif dans sa société d'appartenance, créateur de normes et valeurs »<sup>3</sup>.

En effet, la modernisation sociale est considérée comme un phénomène qui s'est diffusé dans la plupart des sociétés humaines, en particulier celles en cours de développement, la modernisation sociale a ainsi ouvert la porte à toutes les catégories sociales. Lorsque les individus s'engagent dans différents secteurs socioprofessionnels, cette procédure revient comme à un processus de division du travail. Cela s'appuie sur un principe essentiel : la liberté des individus crée plusieurs choix dans le travail et l'abandon des rites traditionnels qui ont prévalu. Cette idée est confirmée par Serge Paugam dans son analyse des travaux de Durkheim sur la division du travail dans la société : « En suivant le raisonnement de Durkheim, on peut en conclure que la division du travail favorise la liberté de l'individu, laquelle se manifeste par l'enrichissement du choix entre les divers métiers. Dans les sociétés modernes, les individus ne sont plus astreints à répéter ce que font leurs pères. Ils peuvent s'affranchir des liens qui, autrefois,

---

<sup>1</sup> - BOUDON Raymond et BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, coll. « Dictionnaires Quadri », 2011.

<sup>2</sup> - THIAW-PO-UNE Ludivine, *L'État démocratique et ses dilemmes, le cas des universités*, Hermann éditeur, Paris, 2007, p.2

<sup>3</sup> - Moustafa. Al-tir, *Le processus de modernisation de la société libyenne, entre l'ancien et le nouveau*, Beyrouth, Institut du développement arabe, 1992, p.30 (langue arabe)

dans les sociétés plus anciennes, enchaînaient les hommes et les femmes à leur groupe d'origine et entravaient ainsi leurs mouvements »<sup>1</sup>.

### 5.1.1- *La modernisation des institutions, dynamiques sociales ou professionnelle*

Coïncidant avec le développement territorial des établissements modernes, l'aptitude des individus à rompre avec le traditionalisme dans l'ordre social augmente. Cela pourrait être le résultat de plusieurs changements, au travers de parcours alternatifs, notamment dans les sociétés où les organisations sociales sont caractéristiques du système traditionnel.

Il apparaît que la bifurcation professionnelle se produit à travers plusieurs facteurs efficaces pour l'orientation des individus vers des chemins spécifiques, tels que la modernisation sociale.

Les sociétés humaines, selon cette perspective sociale, s'efforcent au développement lui-même lorsque les conditions objectives le permettent. Par exemple, les pays du tiers monde, après avoir obtenu leur indépendance, ont effectué un bond prodigieux dans toutes les filières. Cela prouve que les sociétés humaines sont susceptibles de développement dans toutes leurs structures sociales, y compris la construction professionnelle. Nous estimons à cet égard que l'idée de bifurcation professionnelle n'est pas différente de celle d'Herber Spencer lorsqu'il dit que les sociétés humaines évoluent du simple au complexe. On pourrait dire qu'à chaque fois que les sociétés humaines évoluent, cela entraîne une augmentation du degré de la bifurcation et les chances d'ascension sociale se multiplient.

Autrement dit, lorsqu'un phénomène de modernisation s'est enraciné dans n'importe quelle société, cela contribue à améliorer la fluidité sociale. Ainsi, le changement d'une classe sociale à l'autre est facile. Ceci implique aussi de fournir des opportunités à tous les individus pour le recrutement et l'engagement dans les institutions modernes, parmi elles, celles d'enseignement supérieur. En effet, ces dernières contiennent des programmes de réadaptation modernes qui construisent des biographies à travers la multiplicité des trajectoires scolaires. On voit donc que la modernisation sociale

---

<sup>1</sup> - PAUGAM Serge Préface, in DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, 2007, Presses Universitaires de France, p.21

est un outil de changement social, elle peut créer des conditions qui permettent la modification biographique.

Par ailleurs, le phénomène de la modernisation débouche sur un processus de changement au niveau des individus et également des structurations sociales ; il en résulte que l'individu est un but de la modernisation sociale, il pourrait réaliser l'insertion professionnelle. Selon la perspective de la théorie de la modernisation, l'homme devient capable de se réaliser par lui-même. L'épanouissement de la personnalité est le résultat des critères de la réussite professionnelle, ainsi ce phénomène se manifeste principalement sur les changements organisationnels, en particulier ceux concernant la bifurcation professionnelle.

En effet, il y a une corrélation essentielle entre la bifurcation professionnelle et la modernisation sociale, cette dernière est un des mécanismes des changements intrinsèques qui se produisent dans la plupart des sociétés. Ce phénomène fournirait également des opportunités de croissance socioéconomique, elle crée ainsi les diversités sur les trajectoires sociales.

De plus, ce phénomène a contribué à l'émergence de la biographie de l'individu dans la société moderne depuis le début de la révolution industrielle en Europe. La modernisation sociale a pu réaliser l'insertion des individus dans les institutions au cours de la vie professionnelle, c'est-à-dire que l'individu est devenu plus régulier dans sa vie, et les trajectoires sociales sont également devenues plus institutionnelles : cela signifie que le statut social d'un individu est souvent déterminé par l'institution à laquelle il appartient. L'émergence des sociétés modernes a accompagné l'apparence personnelle moderne. À cet égard, le sociologue américain Daniel Lerner déclare : « La modernisation sociale à son tour conduit à la modernisation de la personnalité d'homme, par la diffusion de l'urbanisation, l'éducation, et d'élargir le degré de participation politique, sociale et économique, ce qui conduit au développement de la personnalité moderne »<sup>1</sup>.

Cet idée ne se différencie pas de celle de Vincent Caradec, Servet Ertul et Jean-Philippe Melchior, dans la conclusion de leur ouvrage sur la dynamique des parcours

---

<sup>1</sup> - Sana Al-Kholi, Introduction à la sociologie, Alexandrie, Maison des connaissances universitaires, 1992, p.263

sociaux : « pour saisir précisément le sens et la portée, il faut se souvenir que selon cet auteur, les sociétés de la modernité, qui se sont développées à partir de la fin de XVIII<sup>e</sup> siècle, ont connu "un régime biographique"\* particulier, marqué par une régulation rigide des existences individuelles fondées sur l'âge, chronologie qu'il qualifie de "institutionnalisation du cours de vie". Dans ce régime biographique, les trajectoires sont devenues plus standardisées qu'elles ne l'étaient auparavant et les existences se sont trouvées structurées en trois grandes étapes »<sup>1</sup>.

Selon cette perspective, les sociétés de la modernité ont connu le phénomène de division du travail, qui se détermine par la bifurcation professionnelle. Nous voyons que les deux termes donnent le même sens, il faut alors que nous indiquions que la bifurcation professionnelle est soumise à des changements brusques comme l'accélération des événements, tandis que la division du travail est normalement un cas de stabilité de la société. Bien que les deux concepts « bifurcation professionnelle » et « division du travail » soient apparemment contradictoires, ils concernent des trajectoires professionnelles ou des parcours de vie en général.

Dans les faits, nous demeurons toujours dans le vif du sujet, la modernisation et sa relation avec la bifurcation professionnelle. Selon les idées précédant l'impact de la modernisation sociale dans divers domaines, les trajectoires professionnelles sont devenues plus claires après la globalisation, ce nouveau mouvement qui constitue l'étape actuelle de la vie des sociétés humaines. En effet, ce phénomène de modernisation sociale a été la première étape de la globalisation qui a mené à des parcours professionnels multiples au niveau international.

Dans le même phénomène, il nous semble que les sociétés humaines ont transformé la manière traditionnelle pour une autre plus moderne en ce qui concerne les parcours de vie de leurs membres. Les sociétés humaines évoluent du simple au complexe. On appelle modernité ce qui explique la rupture avec le traditionalisme dans le cadre historique ; elle est décrite par Danilo Martuccelli : « La modernité, être moderne, c'est donc revivre au présent l'éternel retour de la rupture originare ; à la division entre la

<sup>1</sup>- CARADEC Vincent, ERTUL Servet et MELCHIOR Jean-Philippe, les dynamiques des parcours sociaux, Presses universitaires de Rennes, 2012, p.229

\* - Pour plus d'information voir KOHLI Martin, « Le cours de vie comme institution sociale », *Enquête*, n° 5, 1989.

tradition et la modernité succèdent de nouvelles et incessantes ruptures qui visent toutes à réaffirmer, contre l'évidence historique, le caractère absolument inédit de la transformation en cours »<sup>1</sup>.

Ainsi, lorsque les sociétés humaines vivent dans un état de modernisation sociale, elles pourraient fournir la possibilité de la bifurcation professionnelle. Étudier les changements sociaux dans n'importe quelle société exige ainsi que nous nous intéressions aux événements historiques qui ont mené à ces changements et ont contribué à la modification biographique, comme le phénomène de la modernisation sociale.

Dans les lectures historiques de sociologie, on estime que les sociétés dépendent des événements importants, tels que les révolutions en Europe, ou l'indépendance politique dans les pays en développement, et la révolution industrielle. Ces événements ont donc contribué à l'émergence d'une société postmoderne qu'est devenu multiple des trajectoires professionnelles. Par ailleurs, il y a émergence du phénomène de la bifurcation qui est considérée plus récent, il s'est augmenté aujourd'hui dans la plupart des sociétés, où la bifurcation professionnelle est liée à des mouvements historiques, tels que la révolution industrielle.

Si nous analysons ce phénomène, nous nous apercevons que tous les changements dans les sociétés ont des effets sur les parcours biographiques des individus. Par exemple, les sociétés qui ont réalisé un bond prodigieux dans les systèmes d'enseignement supérieur ont produit de multiples trajectoires dans la vie des individus : à chaque fois que la modernisation sociale se répand horizontalement, elle donne un prolongement de liberté pour tous les individus pour l'accomplissement d'eux-mêmes grâce à de multiples cheminements de carrière. Ainsi, la bifurcation professionnelle deviendrait un résultat du processus de modernisation qui a mené à un ordre social plus urbain, les parcours de vie seraient plus actifs. À cet égard, on remarque que l'accélération des événements produits dans la période du début de la modernisation sociale aurait eu des effets à long terme.

---

<sup>1</sup> - MARTUCCELLI Danilo, La consistance du social, une sociologie pour la modernité, Presses universitaires de Rennes, 2005, p.252

### 5.1.2 - La modernisation sociale conduirait à la multiplicité des trajectoires et au démantèlement des liens traditionnels

L'une des principales caractéristiques des sociétés modernes est l'émergence de la multiplicité de fonctions communautaires, elles sont dominées par un caractère plus dynamique et l'éducation est laïque. Ces sociétés délaissent tout ce qui était traditionnellement très répandu dans de longues périodes de temps, le style de vie se trouve ainsi changé. L'émergence du phénomène de modernisation sociale, en particulier dans les pays en développement, a engendré une personnalité d'individu plus moderne. Les modes de la vie quotidienne et la nature des relations humaines ont aussi changé, la solidarité mécanique s'est également modifiée en se muant en solidarité organique. Durkheim a défini ce phénomène dans *La division du travail* : l'émergence de la société moderne a contribué à l'affaiblissement des liens sociaux et les relations de travail ont changé, le phénomène de « l'hérédité » a disparu, surtout après la diffusion des possibilités d'éducation pour tous. Cette dernière a un rôle essentiel dans la diversification des disciplines et secteurs pour tout membre de la société. « Il convient de prendre en compte une autre caractéristique de lien social, il est question de l'hérédité et de l'affaiblissement en profondeur de la loi de la transmission des vocations natives par les ascendants, de son rôle dans les sociétés à solidarité organique. Durkheim part du constat que « L'individu reçoit en naissant des goûts et des aptitudes qui le prédisposent à certaines fonctions plus qu'à d'autres et que [ces prédispositions ont certainement une influence sur la manière dont les tâches se répartissent], la division du travail modifie en profondeur la loi de la transmission des vocations natives par les ascendants. L'opposition entre les sociétés traditionnelles et sociétés modernes apparaît encore une fois de façon saisissante dans la démonstration de Durkheim »<sup>1</sup>

Il est nécessaire d'indiquer que le phénomène de modernisation sociale a été en fait associé à un certain nombre de réformes économiques, en particulier dans les zones rurales, que tous les projets économiques ont nécessairement des effets sur le développement humain, en particulier en ce qui concerne les niveaux d'éducation pour les enfants : les projets de construction de routes reliant les zones rurales vers les zones urbaines permettent l'accès des enfants et les jeunes de zones rurales vers les écoles et les

<sup>1</sup>- PAUGAM Serge, Préface, in DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, op. cit., p.21

universités ; chaque fois que le réseau de routes s'améliore, les jeunes des zones rurales profitent de la diffusion des connaissances avec la facilité de déplacement vers les centres urbains. Michael M. Cernequa dit à cet égard : « Les routes donnent accès à un marché du travail plus étendu et à des débouchés plus vastes pour les produits agricoles ; elles permettent d'envoyer les enfants à l'école secondaire dans une ville proche ou de se rendre dans un dispensaire ou un hôpital en cas d'urgence »<sup>1</sup>

## 5.2 - La continuité des études mène à la diversité des parcours professionnels

Le parcours scolaire se déroule sans doute au cours de la vie de l'individu, chaque étudiant profite pendant la période de ses études des connaissances qui lui permettent de déterminer son parcours : la construction de la biographie de l'individu se réalise à travers le parcours scolaire, qui dépend de plusieurs éléments principaux, que nous allons définir ci-dessous.

### 5.2.1 - La continuité des études mène à la hiérarchie sociale et à la division du travail

Nous devons tout d'abord définir la hiérarchie sociale, dans cette perspective, elle est considérée dans une société qui se caractérise par sa diversité sociale. René Llored la définit ainsi : « La hiérarchie sociale est donc un mécanisme qui participe à la régulation sociale. Elle est en ce sens indispensable puisqu'elle contribue au bon fonctionnement de la société en empêchant que le renouvellement des générations n'altère son équilibre ».<sup>2</sup>

Les individus se répartissent sur la classification sociale à travers leurs parcours scolaires et celle-ci est la continuité de leurs études, en plus d'autres facteurs essentiels tels que l'ethnie, la religion, le clan, le revenu, le diplôme. Selon Kingsley Davis et Wilbert Moore [voir en particulier René Llored, *Sociologie, théories et analyses*, p.184] Selon ces évolutions, les politiques publiques visent à faciliter la tâche pour les étudiants, en essayant d'assurer la continuité des trajectoires universitaires à des fins d'insertion professionnelle sur le marché du travail.

La continuité des étudiants dans les trajectoires éducatives amène à accéder au point de tournant pour chaque étudiant, quel que soit son milieu social, mais on exige une

---

<sup>1</sup> - CERNEA Michael M, *la dimension humaine dans les projets de développement, les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Éditions Karthala, 1998. p.424

<sup>2</sup> - LLORED René, *sociologie, théories et analyses*, Ellipses éditions, 2007, p.184.

période de préparation pour connaître les informations idéales. Peut-être que cette période exige un temps long, afin d'obtenir un diplôme de bonne qualité, particulièrement pour les études approfondies dans les différentes disciplines. L'insertion dans le marché du travail dépend donc de la durée de la phase de formation qui est normalement très longue, en comparaison avec la période de la vie professionnelle. Jacques Aubret confirme cette idée : « lorsqu'il se présente sur le marché du travail ; l'individu est en partie façonné par l'histoire de sa formation. Celle-ci prend de plus en plus de temps en amont de sa vie professionnelle ».<sup>1</sup>

En effet, l'insertion des étudiants dans les emplois qualifiés est considérée comme une phase essentielle pour fournir la main-d'œuvre, c'est-à-dire que l'existence des différents emplois est liée avec la continuité des étudiants dans leurs études. Il semble que ceci est un facteur de la réalisation du succès des étudiants, ce dernier est également corrélé à la subvention des élèves par L'État, afin d'assurer la continuité dans les études supérieures.

La formation permanente et la continuité des études pourraient avoir la capacité à long terme de faire émerger la mobilité sociale, dans les sociétés modernes et les sociétés rurales à la fois. Ceci implique plusieurs éléments de réformes structurelles, tels que les activités économiques, l'amélioration des conditions de vie, l'augmentation du revenu et le gradient social. Tous ces éléments sont la conséquence du processus de la continuité des études, qui est liée à la continuité des étudiants dans leur parcours éducatif. La continuité dans les parcours universitaires engendre des cheminements sur tous les types de carrières et les activités professionnelles, les individus gravissent ainsi facilement l'échelle sociale. Cette idée est exprimée par Michel Feutrie « La transformation des activités, les modes de gestion des ressources humaines au sein des entreprises, la mobilité accrue (la mobilité professionnelle interne ou externe aux entreprises comme la mobilité géographique), modifient profondément les trajectoires professionnelles des individus. Celles-ci s'organisent de moins en moins selon un mode linéaire, de l'insertion professionnelle jusqu'au départ en retraite, dans une même entreprise ou dans une même branche, organisées selon une progression repérée et plus ou moins programmable tant en

---

<sup>1</sup> - AUBRET Jacques, et GILBERT Patrick, *Psychologie de la ressource humaine*, Presses universitaires de France, Paris, 1997, p.25

ce qui concerne le niveau de responsabilité que le niveau de rémunération, réglées par des négociations collectives et une gestion paritaire »<sup>1</sup>

La continuité des jeunes dans la scolarisation à travers des périodes successives accorderait les opportunités pour accéder à des expériences utiles, ces derniers aboutissant ultérieurement à des activités professionnelles différentes. Magali Ballatore développe cet aspect dans le cas de la société européenne, qui assure la libre circulation afin d'améliorer le développement des compétences et ainsi renforcer l'économie européenne. Elle est guidée par l'importance de l'allongement de la période d'étude, qui permettrait aux jeunes d'obtenir les expériences avant que les processus d'installation de l'activité professionnelle soient fixés. Magali Ballatore souligne l'importance de la durée de l'étude scolaire et aussi le parcours dans l'enseignement supérieur : « L'allongement de la scolarité et l'individualisation des parcours dans l'enseignement supérieur, que permet la modularisation, met les jeunes en situation d'expérimenter différents possibles avant que les réalités de l'exercice d'une activité professionnelle stabilisée, pour un grand nombre d'entre eux, ne vienne limiter leurs expérimentations »<sup>2</sup>.

Puisque nous expliquons le phénomène de l'individualisation des trajectoires, il faut que nous indiquions comment l'accumulation d'expériences individuelles peut mener à la multiplication des parcours, et ainsi dans ce contexte comment la continuité des études a conduit à des emplois fixes. En réalité, la continuité des études conduirait à l'autonomie des jeunes par rapport à leurs parents, comme elle engendre de nouvelles trajectoires inconnues. Il apparaît évident que la continuité des études permet de développer les expériences personnelles et l'expertise dans des domaines spécifiques, et conduit ainsi à la diversité de la construction sociale. À ce propos, Vincenzo Cicchelli, dans son étude sur l'individualisation des trajectoires biographiques des jeunes dans la société française, confirme cette idée : « La fragmentation croissance des expériences des jeunes conduit à une multiplication des parcours possibles, les trajectoires deviennent réversibles, car le dépassement d'un seuil n'est plus définitif, un individu pouvant faire

---

<sup>1</sup> - FEUTRIE Michel , La formation continue : D'une activité à la marge à la mobilisation de tout l'université, in, PENNEC Simone (dir.), *Former des adultes, L'université et les transformations de l'emploi*, Rennes, PUR, 2002, p.125

<sup>2</sup> - BALLATORE Magali, La mobilité après le diplôme. Enquête sur les emplois temporaires à la Commission Européen in, COURTY Guillaume, *La mobilité dans le système scolaire. Une solution pour la réussite et la démocratisation ?* Lille, Presse Universitaires de Septentrion, 2015, p.207

des allers retours entre des situations qui paraissaient autrefois exclusives aussi bien sur l'axe scolaire-professionnel que sur celui familial-matrimonial, certains sociologues utilisent l'expression de trajectoires pour caractériser cette oscillation constante, dans ce contexte de forte différenciation des systèmes sociaux, d'augmentation du chômage, de flexibilité et d'inadéquation entre la formation et le marché du travail, les jeunes peuvent à la fois continuer une formation scolaire tout en faisant des stages ou en ayant des emplois précaires par exemple »<sup>1</sup>

En outre, l'allongement de la période d'étude, l'entrée dans l'université dévoileraient les difficultés de la contrainte de travail et l'atteinte de la réalisation de soi, en particulier dans les sociétés bureaucratiques, contrairement à des sociétés traditionnelles, où l'activité économique est traditionnelle et n'est pas soumise aux normes de qualité des diplômes. À cet égard, Patrick Cingolani dit : « Le prolongement de la scolarité et l'entrée massive dans l'université, tout en dénouant socialement et institutionnellement la contrainte du travail non subordonné, sont plus propices à l'épanouissement et à la réalisation de soi »<sup>2</sup>.

On pourrait dire que le prolongement des périodes de l'étude est une phase de préparation professionnelle qui rend l'individu capable de surmonter toutes les difficultés auxquelles il sera confronté dans sa carrière, ceci à travers les informations qu'il obtient au cours de la période d'études.

### 5.2.2 - *L'éducation tout au long de la vie conduit à la multiplicité des parcours professionnels*

L'éducation continuée est un concept moderne imposé par la nature des développements en cours dans le monde et les exigences de la société qui vise à renouveler le contexte social et la vie humaine, elle mène ainsi à la diversité des parcours de carrière et elle est un facteur de l'abandon des méthodes traditionnelles dans le processus éducatif.

La formation tout au long de la vie est généralement définie à travers toutes les informations que l'individu obtient au cours de sa vie. Ce style d'éducation est différent

<sup>1</sup> - CICHELLI Vincenzo, *L'autonomie des jeunes, questions politiques et sociologiques sur les mondes étudiants*, La documentation française, Paris, 2013, p.50.

<sup>2</sup> - CINGOLANI Patrick, *Révolutions précaires*, la Découverte, Paris, p.30

de la manière traditionnelle, elle commence à un âge précoce et se termine au plus tard au sein la période de l'université. La formation continuée est constituée pratiquement par les connaissances que l'individu obtient dans sa vie éducative, cela conduit à la multiplicité des expériences de vie, il en résulte la multiplicité des trajectoires socio-professionnelles. Alain Bournazel dit : « Le concept d'éducation tout au long de la vie est à la fois nouveau et global. Nouveau, car il ne se réduit pas à l'addition de la formation initiale et de la formation continue ou comme on le croit parfois, à l'allongement des deux. Il conduit en revanche à la définition d'un système éducation original dont les objectifs et les modalités de fonctionnement diffèrent fondamentalement de l'ancien. Global, car les modalités de mise en œuvre de l'éducation tout au long de la vie ne se limitent pas au seul système éducation, même rénové, mais intègrent également les activités de tous ordres qui, sous quelle que forme que ce soit, concourent à la connaissance »<sup>1</sup>.

L'éducation tout au long de la vie consiste alors en un projet qui oriente les politiques nationales vers les pratiques sociales des notions de société et d'économie du savoir, qui dépend à l'accès des ressources éducatives aux adultes [voir Doray Pierre et Bélanger, Paul. Société de la connaissance, éducation et formation des adultes. *Éducation et sociétés*, 2005, no 1, p. 119-135].

### 5.3 - L'effet des différentes disciplines d'enseignement sur l'intégration professionnelle

En effet, la diversité des disciplines est considérée comme un facteur important qui encourage les étudiants à des choix qui l'ont intéressé. Le fait que la diversité des disciplines donne la possibilité aux individus d'atteindre l'égalité des chances sur l'échelle professionnelle, ainsi que la multiplicité de parcours scolaires, pourraient entraîner des bifurcations brusques, notamment dans les classes défavorisées.

En réalité, les parcours scolaires multiples produisent des changements fondamentaux sur la vie de l'individu, lorsqu'il obtient des aptitudes prestigieuses qui lui permettraient des changements de sa biographie. Parallèlement, il y a corrélation très notable entre la diversité des disciplines et la bifurcation professionnelle. Ainsi, à chaque fois que l'individu obtient l'occasion de se scolariser, il en résulte qu'une bifurcation professionnelle peut être envisagée pendant la période de son activité professionnelle.

---

<sup>1</sup> - BOURNAZEL Alain, *L'éducation tout au long de la vie*, Ellipses édition, Paris, 2001, p.96.

Par ailleurs, nous voyons que cet enjeu reste relativement différent selon les sociétés, car il y a une variation opposant les sociétés dans le degré d'autodétermination et de liberté des individus dans leurs trajectoires. La continuité d'études n'est pas une opération disponible à tous, car elle dépend de plusieurs facteurs permettant l'autonomisation des élèves sur l'échelle scolaire, tels que l'origine sociale, le revenu de parents, etc. En effet, la diversité des disciplines universitaires est considérée comme un facteur important qui encourage les étudiants vers des choix qui l'ont intéressé. La multiplicité des secteurs donnant la possibilité d'atteindre l'égalité des chances entre citoyens sur l'échelle professionnelle.

En effet, les programmes de l'enseignement supérieur se démarquent des opportunités d'insertion professionnelle selon la nature de la construction socio-économique. La qualification universitaire vise ainsi la formation de main-d'œuvre qualifiée, ainsi que les besoins du marché du travail, elle renforce l'économie nationale et nécessite de mettre une planification qui permet l'expansion de la trajectoire universitaire pluridisciplinaire. Ceci contribue à disposer d'opportunités pour établir des institutions accueillant les diplômés dans des trajectoires professionnelles précises. À cet égard, Patrick Hetzel déclare : « La professionnalisation des parcours universitaires s'impose à toutes les universités. Elles doivent effectuer plus d'efforts pour adapter leur offre de formation et proposer des cursus directement valorisables dans le monde du travail. En effet, l'insertion professionnelle des jeunes constitue un enjeu important à plusieurs titres. D'un point de vue économique, la mauvaise utilisation des ressources humaines a des coûts psychologiques et financiers importants. Au lieu de motiver et créer une dynamique vertueuse, on risque de créer un effet inverse. Le travail demeure un élément central de l'insertion sociale des jeunes et les conséquences d'une mauvaise insertion professionnelle sont désastreuses non seulement au niveau des individus mais aussi au niveau collectif. »<sup>1</sup>

L'enseignement pluridisciplinaire articule le système ouvert et contribue au développement de tous les secteurs nationaux par les formations pertinentes sur les contenus à maîtriser. Donc L'enseignement interdisciplinaire est ainsi un outil de mobilité sociale. Elle accorde aux étudiants les possibilités de choix de leurs filières menant à

---

<sup>1</sup> - HETZEL Patrick, De l'université à l'emploi, débat national, Université de l'Emploi, Octobre, 2006, p.44

l'égalité des chances d'accès aux emplois quelles que soient leurs origines sociales, José Rose dit : « Elles peuvent recouvrir des modules de connaissance de soi et de ses expériences. En dotant le plus grand nombre d'étudiants, notamment les plus démunis, de ces ressources supplémentaires et de la capacité à les mobiliser, on peut contribuer à réduire les inégalités liées aux situations familiales et sociales. En fournissant des ressources variées et accessibles, on élargit le champ de décision, et donc de liberté, des étudiants qui peuvent ainsi mieux saisir les opportunités qui se présentent ».<sup>1</sup>

Ce discours m'oriente vers une question essentielle : l'insertion professionnelle dépend aussi de l'adoption de stratégies de gouvernement national qui peuvent contribuer à la qualification de l'individu au marché du travail, à travers la préparation des plans de développement globaux. C'est-à-dire que les programmes de développement se doivent d'être corrélés avec les filières des universités telles que l'interdisciplinaire, ceci se place au sein des stratégies de secteur d'enseignement supérieur dans le monde entier. Patrick Hetzel dit : « Il s'agit de passer du diplôme couperet à l'insertion professionnelle progressive et de créer davantage de passerelles entre le monde universitaire et le monde du travail. Idéalement, ces passerelles doivent pouvoir se construire dans les deux sens : de l'Université vers le monde du travail mais aussi du monde du travail vers l'Université. La validation des acquis de l'expérience (VAE) ou encore la formation tout au long de la vie doivent s'intégrer dans les stratégies d'offre des établissements d'enseignement supérieur. »<sup>2</sup> Ces programmes de recrutement scientifique ont pour tâche de développer la biographie de l'individu qui s'est engagé dans les trajectoires universitaires. Ceci est clair à travers le cas de la démocratisation de l'institution d'enseignement supérieur, qui vise à l'égalité des chances pour tous les étudiants des différentes classes sociales. Par exemple en Libye, grâce à des plans de développement socio-économique que le gouvernement libyen avait mis en place lorsque les institutions d'enseignement supérieur se sont développées dans toutes les régions, rurales et urbaines.

---

<sup>1</sup> - José Rose, Mission insertion, Presses universitaires de Rennes, 2014, p.33

<sup>2</sup> - *Ibid.*, p.52

## Conclusion du chapitre

Pour enrichir nos connaissances sur le sujet de la bifurcation professionnelle, il est nécessaire de montrer des facteurs de ce phénomène, malgré qu'il ne soit généralement pas possible d'expliquer complètement tous éléments qui mènent à la bifurcation professionnelle, en raison de l'enchevêtrement des parcours sociaux. Néanmoins, nous avons mis en évidence certains points qui méritaient l'attention, comme ceux qui concernent des aspects sociaux et d'autres, institutionnels. Parmi ceux-là, la modernisation sociale en tant que phénomène social, technologique et psychologique qui touche toutes les sociétés, en tenant compte des périodes au cours desquelles il s'est produit. De plus, les facteurs qui déterminent le destin de l'individu professionnellement peuvent être assimilés à une étude longitudinale. C'est-à-dire que l'intégration professionnelle dépend de cette étape importante de la vie de la personne. La formation continue après le baccalauréat contribue à l'attractivité des personnes sur le marché du travail, du fait que l'élargissement des parcours de formation par les politiques publiques et les décideurs offre de grandes opportunités pour la diversité des parcours de carrière. On pense que cela ne s'effectue que dans les sociétés développées, ou celles qui ont atteint la modernisation sociale. Ces sociétés pourraient réaliser un bond prodigieux au niveau de la démocratisation de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire son expansion horizontale dans toutes les régions, absorbant autant que possible des jeunes de la société. Pour cette raison, nous avons consacré la deuxième partie de cette recherche à l'enseignement



**DEUXIÈME PARTIE : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA  
REPRODUCTION SOCIALE**



## Introduction

L'enseignement supérieur est l'une des pierres angulaires du développement social et économique. Il est impossible d'imaginer une société ayant réalisé un saut qualitatif dans le domaine du développement humain sans avoir fait un long chemin dans le développement de l'enseignement supérieur, ses programmes d'études et institutions.

Pour cette raison, les programmes de développement étaient axés récemment dans les pays du tiers monde sur l'investissement en capital humain, en imitant les expériences des pays occidentaux concernant le développement socio-économique, cela par le biais de l'orientation des titulaires d'études secondaires vers les filières d'enseignement supérieur, générales ou technologiques.

L'un des facteurs les plus efficaces pour s'intégrer au marché du travail est l'obtention de qualifications scientifiques supérieures. Ainsi, la diversité des disciplines scientifiques universitaires fournit des sortants universitaires à la mesure des besoins du marché du travail. En fait, cela ne peut être réalisé qu'en donnant des opportunités d'accès aux trajectoires de l'enseignement supérieur à tous les groupes de la société, en insistant sur le principe de la démocratisation d'enseignement supérieur.

L'objet de cette partie est de faire le point sur ce secteur, de définir son rôle dans la réalisation du développement global d'une part, et comment les programmes d'études universitaires contribuent à modifier les biographies des individus dans leurs sociétés. Notre étude était liée à l'enseignement supérieur en tant que variable fondamentale de la mobilité sociale et de la diversité professionnelle. Pour cette raison, nous nous intéresserons ici au phénomène du développement territorial de l'enseignement supérieur en façon horizontale et à leur impact sur la construction sociale, quelle que soit la société dans laquelle ce phénomène se produit. Nous aborderons cela conformément à la perspective de la sociologie de l'éducation.



➤ CHAPITRE VI : L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET LE DEVELOPPEMENT  
HUMAIN



## Introduction

L'enseignement supérieur a un rôle important dans la société, il est considéré comme l'un des piliers du développement communautaire du secteur (vital) des ressources humaines. Il vise à la préparation de la recherche scientifique, il contribue au processus de socialisation et au transfert de la culture. Ainsi, l'Université a une tâche d'orientation des étudiants vers des parcours professionnels spécifiques. L'enseignement supérieur agit pour l'étude des problèmes des sociétés humaines et cherche des solutions appropriées à ces problèmes.

Le secteur de l'enseignement supérieur est l'une des préoccupations principales de nombreux pays, en particulier les pays du tiers monde ou en développement. Ces États pensent que l'enseignement supérieur est nécessaire au progrès des peuples, il est considéré comme l'un des fondements du développement humain : il vise à produire du personnel qualifié. Les États mettent ainsi en œuvre des programmes de développement à travers la démocratisation de l'enseignement supérieur et de ses institutions. Dans cette optique, la massification de l'enseignement supérieur pourrait étendre les opportunités permettant de parvenir aux fonctions scientifiques et jouer un rôle dans les différentes bifurcations professionnelles.

Ce chapitre aborde donc la question des formes de développement territorial d'institutions d'enseignement supérieur et le rôle des parcours universitaires permettant d'accéder à des diplômes universitaires, particulièrement dans les milieux populaires. De fait, cette diffusion horizontale pourrait avoir des effets sur la transformation essentielle concernant le niveau de vie des jeunes générations, quelle que soit leur origine sociale, et réaliserait la mobilité sociale et le développement humain, luttant ainsi contre la pauvreté ; ce sont ces aspects que nous allons traiter. Dans un premier point du chapitre, nous définirons l'enseignement supérieur comme un mouvement socio-économique avec pour objectif l'égalité sociale entre toutes les classes, et nous pourrions également prouver que les trajectoires universitaires indiquent un progressif rapprochement vers la réalisation des statuts sociaux à travers les professions et cadres scientifiques intellectuelles, selon des conditions de réussite dans l'enseignement supérieur. Ce chapitre apporte également un éclairage théorique sur les sujets suivants : l'enseignement supérieur conduisant à la diversité des professions dans les zones rurales et la réduction

des inégalités sociales entre les classes ; le rôle de l'enseignement supérieur pour éviter de l'isolement des jeunes dans à leur milieu d'origine (socialisation universitaire) ; l'impact des établissements d'enseignement supérieur et de la culture familiale dans les trajectoires sociales des étudiants.

En fait, Les trajectoires éducatives irrégulières de façon objective ou subjective pourraient être négatives en termes d'insertion des personnes sur le marché du travail notamment il peut s'agir des individus qui n'ont pas terminé leurs études selon les parcours prédéterminés, à la suite de l'interruption du processus éducatif, il pourrait en résulter l'incapacité à répondre aux besoins de la vie professionnelle. Ces circonstances présentant un manque de régularité des parcours éducatifs constitueront un critère socio-économique pour le succès ou l'échec du processus éducatif. Donc, nous aborderons dans ce sujet les conditions conduisant à la rupture des parcours éducatifs, résultat de trajectoires scolaires chaotiques qui conduisent au manque d'assiduité dans les études universitaires. Nous éclairerons également le rôle de l'enseignement supérieur et ses institutions dans la détermination des parcours sociaux, ce qui permettra de le considérer en tant que projet socio-économique.

### 6.1 - Définition de l'enseignement supérieur et de l'institution universitaire

L'enseignement supérieur est un facteur important du développement économique et social dans les différents pays du monde. Il est ainsi un secteur actif du développement du capital humain, en permettant de développer des capacités et des compétences qui sont les moyens d'améliorer la qualité des outputs de l'éducation et de la production scientifique. Cette idée est confirmée par de nombreux spécialistes dans le domaine du développement, Justine Martin dit ainsi : « Au sein de la théorie du capital humain, l'enseignement supérieur est donc essentiellement envisagé dans une logique instrumentale. Le savoir et les compétences sont considérés comme des outils de production, et l'éducation n'est alors rien d'autre qu'un investissement semblable à tout autre investissement du capital. Or, comme le soulignait déjà Durkheim, « l'éducation est avant tout le moyen par lequel la société renouvelle perpétuellement les conditions de sa propre existence. Au fond, le problème posé par la théorie du capital humain à l'aide au

développement académique est lié à son incapacité à se doter des outils permettant de mesurer les outputs de l'éducation »<sup>1</sup>.

Dans la littérature de sociologie de langue arabe, Ali Al-Hawat définit ainsi l'enseignement supérieur dans le contexte historique : « Il est l'effort intellectuel et mental que la personne ou le groupe montre, quel que soit le lieu ou le temps, afin de rechercher et d'accéder à la compréhension des aspects physiques mentaux ou sociaux culturels qui entourent la société »<sup>2</sup>.

Comme l'enseignement supérieur a un rôle social à travers les universités et les instituts de recherche, on peut affirmer que les universités ont généralement évolué. Elles n'ont pas conservé les mêmes caractéristiques et les rôles qu'elles avaient depuis leur création, mais se sont associées sur le long terme au développement social.

Plus encore, l'Université a de multiples dimensions idéologiques technoscientifiques, c'est la tendance qui a prévalu depuis la seconde moitié du siècle dernier, représentant son rôle dans l'accès aux connaissances. Elle vise par ailleurs à la construction des cadres scientifiques et intellectuels des sociétés humaines. À cet égard, Talcott Parsons dit : « L'université est devenue l'organisation essentielle de la construction sociale dans la société moderne. Cela signifie que l'université était devenue une institution de transformation organisationnelle »<sup>3</sup>. L'enseignement supérieur universitaire est également un refuge pour de nombreux étudiants afin d'éviter le piège du chômage, ainsi que l'enseignement universitaire constitue le fondement de l'accès à l'emploi, cette idée confirmée par Valérie Boussard, Delphine Mercier et Pierre Tripier « Au niveau de la société, le développement du chômage, la dégradation des conditions socio-professionnelles ont fait de l'enseignement supérieur un refuge pour de nombreux étudiants qui allongent ainsi la durée de leurs études (...) Le diplôme demeure la clé incontournable pour l'accès à l'emploi. Même si les étudiants n'ont plus la certitude

---

<sup>1</sup> - MARTIN Justine, « Les politiques d'aide au développement académique. Les paradoxes des théories du capital humain et la nouvelle économie du savoir » in RENAUT Alain (dir.) *Politiques universitaires et politiques de développement*, presses de l'université Paris-Sorbonne, 2013, p.62

<sup>2</sup> - Ali Al-Hawat, *l'enseignement supérieur en Libye, la réalité et les perspectives*, Publication de bibliothèque scientifique mondiale de Tripoli, 1996, p.53

<sup>3</sup> - Yousef Sayed Yousef, *De nouvelles visions pour le développement de l'enseignement universitaire*, Dar égyptien libanais, 2009, p.180

d'atteindre le statut de cadre en rentrant à l'université, beaucoup aspirent à une élévation de leur statut social »<sup>1</sup>.

## 6.2 - L'enseignement supérieur et son rôle dans le développement humain et la lutte contre la pauvreté

Le développement économique et l'enseignement supérieur sont deux facteurs partageant l'un et l'autre un rôle dans le développement social et la mobilité sociale, car ils se consacrent pratiquement à la production sociale. Ceci à travers le développement des projets de vie des individus dans les différentes filières. Par ailleurs, ce secteur contribue à diminuer la précarité des classes défavorisées, à travers la dépense publique consacrée par l'État à l'éducation ; « le pays qui n'est pas en mesure de développer les compétences et les connaissances de ses enfants et leur exploitation efficace dans l'économie nationale ne pourra pas développer quoi que ce soit d'autre »<sup>2</sup>. Les exigences de notre étude actuelle sont de révéler le rôle fondamental joué par l'enseignement supérieur dans le développement social et économique et de diversifier les parcours professionnels qui peuvent accueillir les diplômés.

En outre, l'enjeu de l'enseignement supérieur s'est confirmé dans les idées des chercheurs en sciences sociales et développement social arabes, qui ont concentré leur attention sur l'enseignement supérieur et le développement humain. Ils estiment que l'enseignement supérieur a un lien privilégié avec la politique sociale et le développement durable, Hamd Amar déclare ainsi : « L'enseignement supérieur occupe l'avant-garde des politiques de développement, en tenant compte du principe de la variation et la justice dans la politique éducative. L'enseignement universitaire n'est pas un luxe ou tout simplement un service, mais il est juste un investissement humain dans la préparation d'une main-d'œuvre solide produite au plus haut niveau scientifique des compétences. Il est considéré comme un pilier du développement humain dans le cadre du développement global continu »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> - BOUSSARD Valérie, MERCIER Delphine, TRIPIER Pierre, *L'aveuglement organisationnel. Ou comment lutter contre les malentendus*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Sociologie, 2004, p. 147

<sup>2</sup> - - Mohamed Salah Turki al-Kurashi, *la science économie et développement*, Atra de la publication et la distribution, la Jordanie, 2010, p.375

<sup>3</sup> - Hamd Amar, *L'éducation du futur, de l'autoritarisme à la liberté*, Institution libanaise et égyptienne, 2013, p.103.

Il s'avère en effet que le niveau de la vie et le développement humain sont influencés par le développement territorial de l'enseignement supérieur et de ses institutions, ce secteur pourrait vraisemblablement fournir les expériences et la main-d'œuvre bien formée aux autres établissements du pays. Peut-être que ce secteur a contribué aux changements structurels dans la plupart des sociétés, particulièrement celles nouvellement indépendantes. Dans le monde arabe, cela s'est reflété positivement dans les conditions de vie de la plupart des classes sociales.

L'enseignement supérieur est l'une des exigences du développement social global, il est effectué par des institutions spécialisées (les universités) appliquant des programmes afin de former les jeunes dans toutes les disciplines prévalant dans le monde aujourd'hui.

Le changement social vécu par certaines des nations correspond à une production de la pensée et d'innovations scientifiques, cela se reflète dans la vie individuelle, précisément à travers le bien-être et la progression dans les conditions de vie en général. À cet égard, nous devons faire référence aux expériences des pays avec une longue histoire dans ce secteur, en particulier les pays occidentaux, lorsqu'ils ont insisté sur rôle joué par l'Université. Yousef Al Sayed Mahmoud souligne d'ailleurs le fait que les universités ont joué un rôle important dans le développement économique et culturel : « L'Université est la plus importante des institutions qui mènent aux processus de développement et de modernisation dans toutes les sociétés, elle a été l'un des plus importants outils des pays occidentaux pour accéder au progrès, à la prospérité et au développement. C'est ce qui fait de ces pays un modèle culturel pour des nombreux pays, ils s'imposent donc économiquement et culturellement à d'autres nations »<sup>1</sup>.

L'Université a également un objectif très important, elle offre le climat d'interaction et la recherche scientifique selon les objectifs fixés et les ressources disponibles, elle a aussi des objectifs de développement à travers la préparation des diplômés qualifiés, afin de proposer au marché du travail et à la société cette main d'œuvre qualifiée. Le concept d'université en tant qu'institution a son propre système, cette institution se compose d'un groupe formé d'éléments enchevêtrés qui ont

---

<sup>1</sup> - Yousef Al Sayed Mahmoud, Crise des universités arabes (أزمة الجامعات العربية), Institution libano-égyptienne, 2008, p.89

principalement un rôle de développement humain. Muhammad Saleh al-Ajili définit ainsi l'Université : « Elle est un système constitué d'un ensemble d'éléments complexes en interaction mutuelle, le système comprend les éléments les plus importants qui sont des épisodes continus intégrant des entrées et les résultats d'apprentissage »<sup>1</sup>. L'Université est une institution indépendante qui sert la société, affirme Zerzar al-Ayashi dans sa définition : « l'Université est une institution scientifique indépendante dotée d'une structure organisationnelle spécifique et de certains systèmes et coutumes académiques. Ses fonctions sont l'enseignement, la recherche scientifique et le service à la société. Elle se compose d'un groupe de facultés et départements de nature scientifique spécialisée, elle est une institution sociale établie par la société pour servir ses objectifs »<sup>2</sup>

L'enseignement supérieur multiplie les parcours professionnels pour les jeunes qui ont obtenu les diplômes universitaires, dans toutes les disciplines. Ainsi, lorsque cette transformation est réalisée dans sa forme drastique dans le secteur de l'éducation, le taux de pauvreté se réduit en conséquence, probablement grâce à l'augmentation des professions de revenu élevé.

On observe que les professions scientifiques et techniques ont un revenu plus élevé que les professions de services, les métiers traditionnels ou l'agriculture. Quant à la croissance de la population, elle est fortement liée aux découvertes scientifiques contribuant à des services de santé améliorés, qui jouent un rôle significatif dans la diminution de maladies qui avaient prévalu dans les régions pauvres.

Plusieurs études indiquent qu'après le développement de l'enseignement supérieur, de nombreux États sont sortis des classements mondiaux les incluant parmi les pays pauvres. Ils sont devenus des pays en cours de développement réalisant une croissance significative dans le développement socio-économique. Par exemple, sur le continent africain, un grand nombre de pays ont réalisé un bond en avant dans le domaine du développement humain, en particulier dans le domaine de l'enseignement supérieur, plus

---

<sup>1</sup> - Muhammad Saleh al-Ajili, L'enseignement supérieur dans le monde arabe, la réalité et les stratégies futures (التعليم )  
العالي في العالم العربي ' الواقع والاستراتيجيات المستقبلية ), Institution Safa pour la publication et la distribution, Amman,  
Jordanie, 2013, p.197 (langue arabe)

<sup>2</sup> - Zerzar al-Ayashi, « Le rôle des universités arabes dans le service de la société en fonction de leur responsabilité  
sociale (دور الجامعات العربية في خدمة المجتمع في ضوء مسؤوليتها الاجتماعية) », Revue de l'université maghrébine, Tripoli,  
Libye, 2016, n°18, p.37 (langue arabe)

particulièrement ceux qui bénéficiaient d'une richesse économique ; situation qui peut s'appliquer aux pays pétroliers.

Dans les faits, les chiffres et les statistiques disponibles dans certaines études désignent le nombre d'individus ayant achevé leurs études supérieures dans les universités et instituts comme un nombre jamais égalé dans l'histoire des pays en développement. Ainsi, lorsque ces pays ont pu bénéficier de filières éducatives diversifiées suite à un développement global d'État offrant des ouvertures professionnelles multiples, les étudiants ont pu, tout au long de leur cursus, se qualifier pour entrer sur le marché du travail. Justine Martin déclare : « Plusieurs documents d'expertise sont ainsi venus mettre en évidence que l'accumulation des savoirs à un haut niveau, y compris dans les pays en développement, est un important facteur de croissance économique [...] l'économiste Jandhyala Tilak met ainsi en évidence que les taux d'analyse de retours sur investissement les plus récents indiquent un renversement de la tendance habituellement constatée dans les pays en développement depuis une cinquantaine d'années, on assiste donc à une augmentation très nette des taux de rendement, par exemple, ces taux sont passés de 11,3% dans les années 1960 à 27,8% dans les années 2000 »<sup>1</sup>.

Cette description concernant les pays africains ne diffère guère de la situation libyenne, seule la structure démographique de la société libyenne varie quelque peu avec les sociétés africaines : la société libyenne est caractérisée par une population limitée par rapport à l'espace géographique et par rapport aux pays africains voisins. Cependant, ce pays a pu atteindre le succès dans la diffusion horizontale des établissements d'enseignement supérieur en raison des conditions économiques de l'État libyen. On pourrait dire que le phénomène du développement territorial de l'enseignement supérieur est un phénomène qui inclut la plupart des pays africains, en particulier après l'indépendance, mais également après l'émergence de la modernisation sociale au début de la seconde moitié du siècle dernier. Peut-être que cette croissance, visée dans les pays d'Afrique, peut s'appliquer aux États méditerranéens d'Afrique (Tunisie, Libye, Égypte, Algérie, Maroc), où l'enseignement supérieur a considérablement progressé. Les études spécialisées dans le domaine du développement humain en Libye, notamment celles

---

<sup>1</sup> - MARTIN Justine, les politiques ... *op. cit.*, p.66

relatives au rôle de l'enseignement supérieur, sont rares. Notre étude tente de mettre en lumière la possibilité du développement humain en Libye, qui s'efforce d'obtenir quelques résultats dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Dans les faits, les résultats de plusieurs études sociales confirment qu'il y a une relation entre l'éducation et la précarité de la vie. On suggère que la relation est toujours évidente : chaque fois que le taux d'alphabétisation baisse, il en résulte une baisse du taux de pauvreté. Notre étude pourrait reposer en grande partie sur les mêmes variables, en se concentrant sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la mobilité sociale en général.

Ces résultats confirment la relation entre l'éducation et la pauvreté constatée dans les études menées par la Banque mondiale sur les changements d'éducation après l'émergence de la société de la connaissance. Il a été identifié scientifiquement dans celles-ci que les institutions possédant des compétences et des capacités techniques contribuent à la réhabilitation des enfants de la société, sachant que ces institutions ont des objectifs sociaux de réduction de l'inégalité entre les classes sociales dans la société, et qu'elles sont en même temps soumises à l'autorité de l'État. « Qu'investir en éducation pouvait permettre d'aboutir à une croissance durable et donc à sortir de la trappe à pauvreté, dans laquelle sont enfermés la plupart des pays d'Afrique subsahariens »<sup>1</sup>

Une étude sous la direction d'Alain Renaut analysant des résultats de certaines études a révélé un aspect très important, à savoir que l'enseignement supérieur et la pauvreté évoluent toujours dans des directions opposées : chaque fois que le nombre des institutions d'enseignement supérieur augmente, le taux de pauvreté diminue, de même, l'étude de la Banque mondiale réalisée en 1989 indique que : « Les recherches disponibles montrent clairement que l'éducation et la pauvreté sont inversement proportionnelles. En se fondant sur des données prenant ensemble les taux d'inscription dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur en 1995 et des indications de développement humain publiées en 1995-2000, TILAK conclut "l'enseignement supérieur est positivement lié au développement économique [...] il semble que l'enseignement supérieur influence positivement la croissance économique" »<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> - ALTINOK Nadir, La banque mondiale et l'éducation en Afrique subsaharienne, communication présentée au séminaire Institutions et développement, Matisse Paris, 13 Mai 2005

<sup>2</sup> - MARTIN Justine, *op. cit.*, p.66.

Les objectifs fondamentaux qui forment les principes de l'enseignement supérieur sont les fondations permettant de créer une société de la connaissance qui assure le bien-être de la société, le second étant le mode de réalisation du principe de l'égalité entre les classes sociales dans l'intégration des projets de vie.

Il est notable que l'origine sociale a un impact sur l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur : chaque fois que l'enfant appartient à des classes sociales favorisées, ses chances pour accéder à l'enseignement supérieur sont fortes, parce que le niveau de ses parents lui permet de continuer ses études ; tandis que les jeunes qui appartiennent à des classes défavorisées n'ont pas les mêmes chances, ils souffrent de rupture scolaire précoce en raison de la dégradation des conditions de vie de ces familles. À cet égard, Pierre Bourdieu explique ce phénomène dans son étude concernant l'effet de l'origine sociale sur le taux de recrutement des enfants à l'enseignement supérieur, basée statistiquement sur une période située de 1961 à 1962. Paradoxalement, il semble que l'égalité d'accès aux établissements d'enseignement supérieur soit théoriquement garantie à tous les jeunes des classes sociales, mais en réalité cette idée est en contradiction avec les faits, car des obstacles entravent les jeunes des classes pauvres dès les premières périodes de la vie. Pierre Bourdieu dit : « Sans doute, au niveau de l'enseignement supérieur, l'inégalité initiale des diverses couches sociales devant l'École apparaît d'abord dans le fait qu'elles y sont très inégalement représentées. Encore faudrait-il observer que la part des étudiants ne reflète qu'incomplètement l'inégalité scolaire, les catégories sociales plus représentées dans l'enseignement supérieur étant en même temps les moins représentées dans la population active. Un calcul approximatif des chances d'accéder à l'université selon la profession du père fait apparaître que celle-ci vont de moins d'une chance sur cent pour les fils de salariés agricoles à près de soixante-dix pour les fils d'industriels et à plus de quatre-vingts pour les fils des membres des professions libérales. Cette statistique montre à l'évidence que le système scolaire opère, objectivement, une réduction d'autant plus totale que l'on va vers les classes les plus défavorisées. Mais on aperçoit plus rarement certaines formes plus cachées de l'inégalité devant l'école comme

la relégation des enfants des classes inférieures et moyennes dans certaines disciplines et le retard ou le piétinement dans les études »<sup>1</sup>.

### 6.2.1 - La démocratisation de l'enseignement supérieur et ses institutions conduit à réduire l'inégalité dans les chances de succès

Dans un premier temps, il faut définir le concept de démocratisation en suivant le concept d'éducation démocratique que Pierre Merle définit ainsi : « Les termes "démocratie" et "démocratisation" ont une étymologie commune, mais sont le plus souvent associés à des objets de recherche différents. La démocratie renvoie à l'organisation politique, la démocratisation à la consommation de biens (éducation, loisirs). La question de la démocratie et celle de la démocratisation ont cependant en commun une réflexion sur la notion d'égalité des individus. Dans la philosophie politique et l'approche juridique, l'analyse revêt notamment la dimension des droits formels du citoyen. A contrario, la question de la démocratisation de l'enseignement a débordé la question de l'égalité des droits pour étudier les inégalités de fait lorsque fut constat ».<sup>2</sup> Andrea Tribess étudie la démocratisation de l'enseignement supérieur du point de vue des changements dans les habitudes des jeunes : « En France, comme dans d'autres pays, il y a deux points de vue opposés pour envisager la démocratisation de l'enseignement supérieur : le premier consiste à estimer que, pour réussir plus massivement dans l'enseignement supérieur, les enfants des milieux sociaux défavorisés visent les études les plus prestigieuses, quittent leur foyer parental, s'intègrent à la vie du campus, participent à la sociabilité étudiante...bref, abandonnent leur environnement familial, ainsi que leur habitus populaire en faveur des habitus en usage dans l'enseignement supérieur. L'habitus populaire est alors considéré comme un handicap dont il conviendrait de se débarrasser pour avancer socialement [...] le second point de vue consiste à dire que, pour que plus d'enfants des milieux sociaux modestes réussissent leurs études supérieures, c'est au contraire l'enseignement supérieur qui devrait s'adapter aux habitus populaires en proposant des parcours techniques courts, des sites de proximité, des méthodes

---

<sup>1</sup> - BOURDIEU PIERRE, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, op. cit., p.11

<sup>2</sup> - MERLE Pierre, *La ségrégation scolaire*, Paris, La Découverte, 2012, 126 p.

d'enseignement interactif, et plus généralement, des pédagogies alternatives. Dans cette perspective, l'habitus populaire est considéré comme une ressource potentielle ».<sup>1</sup>

L'égalité d'accès à l'enseignement supérieur implique en fait nécessairement l'origine sociale et le genre, ces deux caractéristiques sociales sont toujours considérées comme des normes pour mesurer l'égalité sociale et l'accès aux institutions d'enseignement supérieur. Cette idée est confirmée par Pierre Merle, quand il dit : « Dans les études sur la démocratisation de l'enseignement, les inégalités entre les individus sont généralement appréhendées selon leur origine sociale ou leur genre. La mesure des inégalités peut toutefois s'émanciper de ces caractéristiques sociales »<sup>2</sup>.

Le concept démocratique de l'enseignement supérieur est en fait multidimensionnel, il implique plusieurs explications.

1- L'interprétation marxiste, qui voit dans la démocratisation de l'enseignement supérieur une visée de la qualification complète, faisant disparaître la sélection biaisée et conduisant à l'intégration de l'établissement d'enseignement et du domaine du travail.

2- L'interprétation du libéral confirme que l'éducation est un service social et doit fournir l'égalité des chances pour tous les individus.

La démocratisation de l'enseignement supérieur est considérée comme un outil de mobilité sociale, c'est-à-dire une transition de l'individu de classe sociale moindre à une meilleure classe sociale. Elle est nettement perçue comme l'occasion d'engager tous les jeunes des différentes classes dans les établissements d'enseignement. À cet égard, Abdullah Bou-btana dit : « La démocratisation de l'enseignement supérieur pourrait être identifiée comme un processus qui conduit à la réduction de l'inégalité dans l'intégration et les chances de succès. Ce processus est ainsi lié aux moyens utilisés pour intégrer les étudiants à l'Université et la disponibilité des places, afin qu'ils puissent poursuivre leurs études universitaires. L'égalité des chances dans l'inscription à l'Université ne signifie

---

<sup>1</sup> - TRIBESS Andrea, Les sites universitaires de proximité font-ils plus réussir les enfants des classes populaires ? Enquête sur deux cohortes de l'université de Picardie, in, COURTY Guillaume (dir.), *La mobilité dans le système scolaire. Une solution pour la réussite et la démocratisation ?* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2015, p.143

<sup>2</sup> - MERLE Pierre, La démocratisation de l'enseignement, entre égalisation et illusions, in, *Sociologie du système éducatif, les inégalités scolaires*, (dir.) DURU-BELLAT Marie, VAN ZANTEN Agnès, Paris, Presses universitaires de France, 2009, p.87

donc en aucune façon l'égalité des chances de réussir ». <sup>1</sup> Hilali Sherbini Hilali voit que la démocratisation de l'enseignement supérieur est un enjeu relatif : dans certains cas, elle repose sur la capacité culturelle des étudiants à poursuivre leurs études supérieures, et dans d'autres cas sur la situation financière ou le statut social de l'étudiant : « Le concept de démocratisation de l'enseignement supérieur peut être mesuré de plusieurs façons différentes. Il pourrait être considéré comme une égalité dans l'inscription des étudiants ou la parité à des cours, selon les capacités de chaque individu. Il pourrait être mesuré par le niveau de revenu ou le statut social. On ne peut pas dire qu'il y ait une norme exactement fixée ». <sup>2</sup>

Ainsi, la démocratisation de l'enseignement peut se réaliser de deux façons selon Pierre Merle. La première est la diffusion des institutions éducatives et la longueur des parcours éducatifs. La seconde est l'égalisation des chances face au processus éducatif, de sorte que le droit à l'éducation soit acquis pour tous les groupes sociaux, quels que soient l'origine sociale, le sexe et l'origine géographique. [voir Pierre Merle, *La démocratisation de l'enseignement*, p.3]

La mobilité sociale est influencée par plusieurs facteurs qui mènent à des changements fondamentaux dans la vie de l'individu. Parmi les facteurs les plus importants, on constate que l'enseignement supérieur a un rôle essentiel dans la réalisation des transformations des individus dans l'échelle sociale, via les cursus scolaires. À vrai dire, l'enseignement supérieur a créé des canaux pour l'ascension sociale, mais dresse en même temps des obstacles incontournables entre les classes sociales en cas d'inégalité dans la répartition horizontale des établissements d'enseignement, dans toutes les régions.

En fait, le processus de recrutement des jeunes dans la sphère professionnelle exige un processus d'éducation passant par les institutions d'enseignement supérieur. Ces institutions jouent un rôle dans la classification des catégories professionnelles de la société. La plupart des études sur la mobilité sociale d'une classe à une autre montre que la mobilité sociale est liée à la phase passée par l'individu dans les établissements

---

<sup>1</sup> - Abdullah Bou-btanah, Les universités et les défis de l'avenir, en mettant l'accent sur la région arabe, Revue du monde de la pensée, vol. 9, 1988, Le Caire, p.166 (langue arabe)

<sup>2</sup> - Hilali Sherbini Hilali, L'enseignement supérieur dans le monde arabe au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, (التعليم العالي في العالم), (العربي خلال القرن الحادي عشر), Institution nouvelle université, Alexandrie, 2007, p.69 (langue arabe)

d'enseignement de l'école primaire jusqu'à l'Université. Cette perspective théorique affirme le rôle de la période d'éducation dans la capacité de déplacement des individus d'une situation à une autre. On peut dire que le diplôme mène aux emplois, Maria Vasconcellos dit à cet égard : « Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement de l'enseignement est considéré comme un facteur important d'efficacité économique en tant que moyen d'acquisition de compétences requises à l'exercice des activités professionnelles. L'élévation du niveau de formation des nouvelles générations produit des effets sur le marché du travail : l'accès aux emplois et de plus en plus conditionné par l'obtention d'un diplôme et l'arrivée de jeunes plus diplômés conduit à redéfinir les qualifications et à transformer les contenus d'emplois et les relations sociales dans les entreprises ». <sup>1</sup>

#### *6.2.2 - Le passage de l'enseignement supérieur aboutit à la différenciation des métiers et la mobilité socio-professionnelle*

L'enseignement supérieur joue un rôle pivot dans l'étude des déterminants de la mobilité sociale, il pourrait être un des canaux les plus importants par lequel l'individu peut accéder à cette mobilité.

De ce fait, c'est un facteur de l'ascension sur l'échelle sociale, parce que l'éducation reçue par l'individu détermine sa carrière, et lui confère les moyens d'acquérir les outils pour obtenir les professions (techniques) supérieures, souvent associées à un revenu élevé.

Par conséquent, il est possible d'envisager l'éducation comme une base et l'un des facteurs de la mobilité sociale. En réalité, le rôle de l'éducation dans la mobilité sociale se base sur les mesures prises par la société pour la démocratisation des institutions de l'enseignement supérieur dans ses différentes étapes. Ainsi, certaines sociétés ont pris différentes mesures : telles que l'égalité des chances, l'éducation gratuite, l'expansion quantitative, et d'autres procédures. D'ailleurs, la diversification des parcours sociaux est la conséquence de la modernisation scolaire, du fait de la situation qui mène à multiplier les champs disciplinaires scientifiques effectués par les individus. La démocratisation de l'enseignement supérieur a donc actuellement un impact sur l'accès au succès et l'égalité des chances de gravir l'échelle sociale.

---

<sup>1</sup> - VASCONCELLOS Maria. Op. cit., p. 95

On peut dire que les dimensions longitudinale (la période d'étude) et horizontale (la diffusion géographique) des études universitaires pourraient fournir l'égalité pour réaliser la mobilité sociale, et que l'expansion horizontale engendre de nouveaux débouchés professionnels.

Cette idée peut être approchée d'une étude de Rémi Rouault sur le développement de l'enseignement supérieur dans certaines petites villes françaises, qui sont en mesure de fournir de nouvelles possibilités d'emploi pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Quand il décrit l'offre particulière dans les petites villes, il dit : « Des études anciennes, qui nécessiteraient une réactualisation, montrent l'impact de la présence d'une offre particulière dans les petites villes de la région, lorsqu'une petite ville dispose d'une antenne universitaire [...] la fréquentation de proximité augmente, alors qu'aucun besoin particulier en termes de débouchés professionnels ne le justifie dans l'environnement local. L'accès aux formations supérieures découle, en ce cas, de la proximité de l'offre de formation bien plus que de l'orientation disciplinaire ou professionnelle de celle-ci. À terme, ces stratégies peuvent avoir des effets négatifs sur les parcours de formation »<sup>1</sup>

En fait, on peut dire que l'expansion de l'enseignement supérieur dans toutes les sociétés conduit à augmenter les chances pour les jeunes de toutes les classes sociales, notamment les jeunes des catégories défavorisées. Ainsi, Abd al-twab Abd allah dit : « l'enseignement supérieur leur accorde la possibilité d'atteindre les fonctions prestigieuses et les hauts revenus et également un statut social élevé ».<sup>2</sup> Mais les ressources économiques spécifiques (personnelles) des membres des classes inférieures entravent la poursuite de la scolarisation et réduisent ainsi les chances d'inscription dans l'enseignement supérieur, ce qui reflète l'écart entre les couches sociales. Malgré l'expansion de l'éducation, la durabilité en éducation se base largement sur les difficultés des situations économiques dans tous les cas, notamment dans les communautés pauvres, où les barrières demeurent pour les jeunes des classes défavorisées.

En dépit de cet aspect, l'enseignement supérieur est le facteur principal et la véritable source de la mobilité sociale de l'individu, car il renforce d'autres variables qui

---

<sup>1</sup> - ROUAULT Rémi, L'enseignement supérieur, un débouché multiple pour des voies peu nombreuses L'exemple du grand Ouest, in COURTY Guillaume, La mobilité... *op. cit.*, p.199

<sup>2</sup> - Abd-altwab Abd-allah, La mobilité sociale dans l'enseignement secondaire technique », Journal du Collège de l'éducation, Université d'Assiout, 1987, p.61 (langue arabe)

déterminent le statut social de l'individu dans la construction sociale à laquelle il appartient. Le système d'enseignement supérieur joue également un rôle-clé pour préparer l'individu professionnellement. Il existe un lien fort entre l'enseignement supérieur d'une part et la profession d'autre part.

En effet, on peut considérer que l'Université comme un routeur pour choisir la profession souhaitée. De plus, le rôle de l'éducation ne se cantonne pas au seul processus de socialisation, il permet le recrutement entre les étudiants dans toutes les filières scientifiques. Ainsi l'enseignement supérieur s'efforce d'étendre la culture professionnelle depuis les premières périodes d'étude (première année à l'Université). Le fait que le recrutement de l'étudiant dans un type particulier de l'enseignement supérieur donne un modèle de profession, à travers l'orientation et la socialisation de la famille.

Il y a dans les faits consensus entre les sociologues sur l'importance de la question des chances d'inscription à l'Université, la personne peut donc être affectée dans une large mesure par la nature et l'étendue des possibilités d'enseignement supérieur. Ainsi l'éducation serait le moyen d'obtenir le maximum de richesse matérielle et de puissances dévolues au haut statut social dans la société, les diplômes universitaires sont devenus le canal d'accès aux secteurs socio-économique qui exigent le prestige et qui accordent les récompenses. Malgré cela, l'enseignement supérieur est le facteur principal et la véritable source de la mobilité sociale de l'individu. Il renforce d'autres variables qui déterminent le statut social de l'individu dans la construction sociale à laquelle il appartient.

Ce point de vue est conforme à la vision socio-économique de la relation entre l'enseignement supérieur et la profession en matière de réussite scolaire dans les sociétés contemporaines : elles augmentent le lien avec de plus en plus de prestige fonctionnel. Il y a une relation constante entre le statut social et la réalisation de la performance scientifique. En effet, l'enseignement supérieur joue un rôle important dans la garantie de ce prestige. Comme on l'a indiqué ci-dessus, il existe une corrélation étroite entre l'enseignement et la fonction.

En tout cas, l'enseignement supérieur serait souvent le point ou la ligne de départ des personnes pour la compétition entre elles, où chacun peut réussir, et obtenir un haut revenu. En réalité, ce dernier garantit un statut social élevé, c'est pourquoi les sociétés

contemporaines ont adopté une idée de l'enseignement libéral qui garantirait la liberté de l'individu pour choisir le genre de filières scientifiques dans l'enseignement supérieur.

### 6.2.3 - L'extension de l'enseignement supérieur et les opportunités de parvenir aux fonctions scientifiques

L'extension de l'enseignement supérieur et ses institutions introduisent principalement la possibilité de recruter les diplômés sur le marché du travail, les institutions d'enseignement accordent des occasions d'insertion professionnelle. Selon certaines enquêtes, la possibilité d'intégration professionnelle pour les jeunes qui obtiennent un diplôme supérieur est plus élevée que celle des non-diplômés. Cela est attesté dans une étude de Daniel Vitry, *Éclairage sur l'orientation et les parcours des étudiants*, où il dit : « Toutes les enquêtes confirment que l'insertion professionnelle des jeunes diplômés est bien meilleure que celle de non-diplômés ».<sup>1</sup>

De même, les institutions créent des trajectoires professionnelles inconnues auparavant, ces dernières n'étaient pas accessibles avant le développement territorial de l'enseignement supérieur dans les lieux qui souffraient de marginalité. Cette croissance a prévalu dans la plupart des pays qu'ils soient développés ou en cours de développement. Par exemple, en Libye le taux des effectifs de l'enseignement supérieur a doublé durant les vingt dernières années.

En effet, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'enseignement supérieur a profondément modifié la plupart des pays, les carrières scientifiques se sont multipliées (ingénieurs, médecins, informaticiens, etc.). Ainsi, les différentes catégories socioprofessionnelles ont été représentées dans l'enseignement supérieur, quel que soit le groupe social. Par exemple, en France l'écart pour les chances d'accès à l'enseignement supérieur a considérablement diminué depuis les années 60 [Mathias Millet, *Les étudiants et le travail universitaire*, 2003]. Afin d'obtenir une main-d'œuvre efficiente sur le marché du travail, les pays pauvres ont mis en œuvre une politique d'expansion de l'éducation, notamment de l'enseignement supérieur.

Dans les faits, les pays au cours de développement ont pris en compte le principe des ressources différentes menant à un développement global. Pour cette raison, ils ont

---

<sup>1</sup> - Daniel Vitry, *Universités : nouvelle donne*, Presses universitaires de France, 2009, Paris, p.83.

pris considérablement soin du « capital humain » afin que les individus diplômés deviennent plus actifs dans la société. Ce sont donc les pays qui recrutent le plus fort taux d'étudiants dans les institutions d'enseignement supérieur. Ils peuvent ensuite les investir dans le marché du travail, on observe alors ce que Alain Renaut et all. ont confirmé dans leur ouvrage : « L'enseignement est supposé accroître la productivité du travail dans la mesure où sur un marché de concurrence pure et parfaite, le salaire, l'allocation de ressources à l'éducation a pour objectif de produire de futurs salariés compétents, et son niveau est évalué de la même façon que les investissements dans les équipements afin d'améliorer la productivité »<sup>1</sup>

#### *6.2.4 - La massification de l'enseignement supérieur et son rôle dans les différentes bifurcations professionnelles et l'insertion sociale*

L'enseignement supérieur est une période suivant le baccalauréat où l'étudiant apprend des informations qui lui permettront d'accéder au marché du travail grâce à la qualification universitaire. La massification de l'enseignement supérieur est également un phénomène associé à la modernisation sociale, ainsi qu'au développement économique en général : la démocratisation de l'enseignement supérieur et de ses institutions aide les étudiants qui appartiennent aux milieux populaires à accéder à l'Université, ce qui contribue à la diversification des filières de travail des jeunes diplômés des milieux ruraux, ainsi que celles de leurs homologues dans les zones plus urbaines.

Le phénomène du développement territorial de l'enseignement supérieur produit le développement sociétal et la diversification de la construction professionnelle, il constitue ainsi une raison d'équilibre dans la répartition horizontale des professions et fonctions diverses, au sein de secteurs ayant une influence sur la qualité des services offerts aux citoyens. Cela s'effectue par le biais de programmes d'études obtenus par l'étudiant ou le diplômé sous la forme d'une série d'étapes successives, après le lycée, et se termine au niveau des études supérieures.

De nombreux spécialistes dans le domaine de la sociologie du développement ont décrit l'enseignement supérieur comme des programmes scientifiques effectués par des universités et des institutions spécialisées indépendantes, qui contribuent au recrutement

---

<sup>1</sup> - MARTIN Justine, *Les politiques d'aide au développement académique. op.cit.*, 2013, p.61

des diplômés. En effet, ces institutions offrent des formations à travers une série d'étapes, et l'étudiant qui a obtenu un diplôme dans une discipline particulière pourra facilement intégrer le marché du travail. Ahmed Hussein confirme cette idée : « L'enseignement universitaire est l'éducation publique ou non gouvernementale, qui suit la phase secondaire, ou équivalente, elle dure de quatre à sept ans. Il s'effectue dans les universités représentant une certaine structure organisationnelle et des institutions scientifiques indépendantes, où les systèmes et les normes universitaires sont différents. L'université compose un groupe de collèges et départements de nature scientifique et spécialisés, il offre une variété de programmes d'études dans différentes disciplines universitaires, et il accorde des diplômes à ses étudiants, qui peuvent travailler dans différentes professions ». <sup>1</sup>

En réalité, lorsqu'il y a besoin de développement socio-économique pour les zones locales, la réforme des stratégies de l'enseignement supérieur s'impose alors. Il faut donc réformer également les institutions et leur distribution géographique à toutes les régions, afin d'accorder l'accessibilité à toutes les classes sociales, et réaliser ainsi la justice sociale.

Il existe en effet un consensus sur le principe de la démocratisation de l'enseignement supérieur qui mène nécessairement à la bifurcation professionnelle. Cette dernière accorde des débouchés de recrutement à tous les jeunes des catégories sociales indépendamment de leurs affiliations. Par exemple, en France, au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle après la croissance des années soixante, les effectifs ont été multipliés, le taux d'étudiants recrutés dans l'enseignement supérieur a pratiquement doublé. [voir l'étude de Julien Calmande et Dominique Épiphané, tableau 1, *Revue française de sciences sociales*, 117, janvier-mars 2012, p.3]. Par ailleurs, la démocratisation de l'enseignement supérieur aboutit non seulement à la diversification des filières, mais elle est susceptible de s'acquitter de nouveaux statuts sociaux prestigieux pour les individus qui ont des diplômes.

En conséquence, l'insertion professionnelle se base sur les résultats et les diplômes que les étudiants obtiennent. En effet, ces diplômes sont les facteurs contribuant

---

<sup>1</sup> - Ahmed Hussein, L'enseignement universitaire dans la réalité du monde arabe et visions des défis à venir ( احمد حسين ) (التعليم الجامعي في الوطن العربي تحديات لواقع ورؤى المستقبل. دار علاء للكتب، الطبعة الأولى Dar Alaa des livres, 2005, p.21

à l'accès aux emplois qui n'étaient pas préalablement connus. Ce recrutement professionnel pourrait produire une rupture dans les carrières familiales, grâce à de nouvelles carrières et de nouveaux diplômés l'individu réaliserait un changement dans sa vie professionnelle.

En effet, la tâche de l'enseignement supérieur en sa forme classique est la transmission des savoirs et la culture aux étudiants, afin d'accéder aux professions dans tous les secteurs actifs. Ainsi l'enseignement supérieur peut effectuer d'autres objectifs, tels que l'adaptation socioprofessionnelle des étudiants dans de nouveaux milieux sociaux, tout en dépendant de l'innovation pédagogique. Denis Lemaître résume le rôle de l'enseignement supérieur dans trois thématiques : « Il s'agit premièrement d'améliorer l'adaptation professionnelle et l'employabilité des étudiants ; deuxièmement de prendre en compte les technologies de l'information et les transformations qu'elles amènent dans l'accès aux savoirs ; troisièmement de s'adapter aux nouveaux publics d'étudiants ».<sup>1</sup>

### 6.3 - L'enseignement supérieur conduit à la diversité des professions dans les zones rurales et réduction des inégalités sociales entre les classes

La massification de l'enseignement supérieur peut amenuiser certains obstacles qui empêchent les jeunes résidents des zones rurales d'accéder à l'emploi public, cette dernière qui rend de plus en plus d'individus sur la mobilité sociale. Ainsi ces obstacles se présentent plus exactement selon plusieurs éléments ; tels que les profils sociodémographiques des individus résidant en zones rurales.

Ces variables sont abordées dans l'étude de Julien Calmand et Dominique Épiphane, qui cherchent principalement leur éventuel effet sur l'insertion professionnelle. À cet égard, on pourrait dire que dans les pays développés ces éléments, tels que l'origine sociale et le lieu de résidence, n'ont pas eu d'effet sur l'insertion professionnelle à diplôme égal\*<sup>2</sup> pour les sortants de l'enseignement supérieur. Notamment après le phénomène de modernisation sociale et le développement économique, car cette stratégie offre des possibilités de subvention et de diversification des filières professionnelles à

---

<sup>1</sup> - LEMAITRE Denis, Normalisation des pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur : le modèle des apprentissages par projets et par problèmes, in VANNEREAU Jean, COLMELLERE Cynthia et JAKUBOWSKI Sébastien (dir.), *Les processus de normalisation, enjeux et pratiques professionnelles dans l'organisation*, Rennes, PUR, 2015, p.18

\* Il s'agit des diplômés rares et prestigieux

travers la démocratisation de l'enseignement supérieur et de ses institutions. [voir Julien Calmand et Dominique Épiphané, « L'insertion professionnelle après des études supérieures : des diplômés plus égaux que d'autres », *Revue française de sciences sociales*, janvier-mars 2012]

En réalité, chaque fois que la démocratisation de l'enseignement supérieur s'est amplifiée considérablement, une mobilité sociale ascendante s'est réalisée à travers des trajectoires scientifiques précises, ce processus consiste ainsi en un point de changement dans la vie de toutes les personnes appartenant à des classes différentes et bénéficiant de la propagation de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, les filières professionnelles ont souvent été rattachées avec le développement des capacités des jeunes au cours de leurs études à l'Université, on remarque que cette corrélation a impacté la bifurcation professionnelle dans les milieux professionnels ruraux : la plupart des jeunes qui obtiennent des diplômes universitaires abandonneraient ainsi les métiers traditionnels de leurs familles.

Ce changement s'appuyant en fait sur le développement territorial des institutions d'enseignement supérieur, il permet également aux jeunes diplômés d'accéder à des emplois stables selon leurs diplômes.

On peut dire que l'effet de l'origine sociale devient peu efficace pour déterminer les opportunités de l'insertion professionnelle. Ainsi l'ascension sur l'échelle professionnelle des jeunes prend une trajectoire vaste. Ceci est appelé « mobilité professionnelle ». Il est notable que le phénomène de massification de l'enseignement supérieur dans les milieux ruraux accorde la même opportunité d'inscription à l'Université aux filles qu'aux garçons. De surcroît, il peut réaliser la fluidité entre les catégories sociales, les frontières entre les classes sociales disparaissent et l'enseignement supérieur devient un droit garanti à tous. La prévalence de l'enseignement supérieur est un facteur important de la diversité des parcours socioprofessionnels, il se produit en conséquence un changement dans la construction économique, l'installation de la population, la répartition du capital culturel, etc.

L'enseignement supérieur donne rapidement ses résultats, en particulier dans les zones rurales ; c'est ce qui engendre la mobilité sociale. On peut donc dire que cela

affecte la plupart des secteurs de la société rurale, tels que l'administration, l'économie, les trajectoires sociales, ces derniers sont représentés sous les aspects démographiques, économiques et sociaux. Ces changements observés sont vécus par la société dans son ensemble, en raison de la culture d'enseignement supérieur qui prévaut. Le plus important des changements qui en résulte est peut-être la baisse du taux de chômage et l'augmentation de la mobilité sociale pour les familles.

Il est vraisemblablement possible de diminuer le taux de migration de la campagne vers les villes, si les milieux ruraux offrent la possibilité d'obtenir des diplômes à travers les services éducatifs et les programmes de formation. Cela provoque ensuite une réforme structurelle du secteur du travail traditionnel en vigueur dans les activités économiques et créerait des activités alternatives dans l'environnement local. Ces changements fondamentaux sont décrits par Abd allah Al-Hamali, à propos de l'expérience de modernisation sociale en Libye, qui est reliée à l'idée de l'émergence de l'industrialisation. Il cite le modèle européen dans sa forme idéale et son rôle sur le développement économique. L'enseignement supérieur révèle de nouveaux modes de vie, notamment quand il s'agit des phénomènes accompagnés, tels que l'amélioration des revenus, de meilleurs services de santé et l'amélioration de l'alimentation.

Le développement de l'éducation est en fait souvent liée au phénomène d'industrialisation, qui à son tour affecte la construction sociale. Comme le souligne Abdallah Al-Hamali : « les périodes de changement rapide sont progressivement accompagnées par une rationalisation graduelle, avec la planification familiale et la transition d'une économie agricole simple à une économie basée sur la consommation, qui conduit à une diminution de la proportion de la population travaillant dans l'agriculture. Il s'agit d'une augmentation de la diversité des parcours professionnels qui mène à élever le revenu par habitant. La diffusion du modèle de consommation accompagne donc l'industrialisation, il se produit une modification du système de parenté, citant "Moore" à cet égard, l'industrie a de mauvais effets sur le système de la famille élargie, elle conduit à la faiblesse des liens entre les générations »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> - Abdallah Al-Hamali, *La modernisation sociale et des modélisations d'applications*, Misrata , Libye, Institution libyenne pour la publication et la distribution, 1986, p.p., 48-49.

### 6.3.1 - Le rôle de l'enseignement supérieur comme un tremplin à la mobilité sociale par rapport à leur origine sociale

Les trajectoires éducatives via les institutions d'enseignement supérieur unissent des jeunes gens de classes diverses, quels que soient les parcours sociaux et les caractéristiques de leur passé scolaire. Cette nouvelle relation des jeunes appartenant aux classes sociales différentes avec l'enseignement supérieur joue un rôle important dans l'isolement social des enfants avec leurs origines sociales (parents), notamment lorsqu'ils ont de bons résultats pendant leurs études universitaires : l'influence des parents concernant les trajectoires scientifiques de leurs enfants faiblirait alors.

Cette période de la formation universitaire est en fait la base de la préparation des jeunes à leur avenir professionnel, pendant laquelle augmente le rôle des facteurs subjectifs, tels que les compétences mentales, et dans le même temps les facteurs sociaux faiblit, ces derniers étant liés aux origines sociales. En effet, les compétences individuelles des élèves qui ressortent pendant la période universitaire leur accordent une nouvelle situation et leur permettent l'ascension sociale après l'obtention de leurs diplômes.

On peut indiquer que les trajectoires scientifiques sont influencées en matière de qualité de production éducative, par la relation entre plusieurs variables, telles que la caractéristique du système scolaire et la qualité du cursus. Ces trajectoires se déterminent également par les aptitudes des élèves obtenant de bons résultats universitaires.

Cette idée rejoint les idées de Pierre Bourdieu dans son ouvrage *La Reproduction* [1970, p.89-112]. En effet, l'évolution du système de l'enseignement renforce les relations entre les catégories d'étudiants, cette relation mène à la réduction de l'écart social entre les classes, en ce cas les chances de mobilité sociale seraient présentes. Cette évolution assure également l'ouverture entre les structures sociales dans la même société.

En effet, beaucoup d'études concernant la relation entre la démocratisation de l'enseignement supérieur et la mobilité sociale ont été effectuées, avec une concentration sur les conséquences du phénomène du développement territorial de l'enseignement supérieur dans les milieux défavorisés, ce processus se synchronisant avec elle. De fait, les études influencent le capital linguistique et culturel au sein des classes favorisées. Chaque fois que la relation évolue entre l'école ouverte à tous et les classes sociales, les

opportunités d'accès à l'université peuvent connaître rapidement une augmentation, par exemple en France, suite à des efforts pédagogiques, même si les fils d'industriels ont aisément accédé à la faculté, où le taux était de 52,8 % en 1961-62, tandis qu'il est arrivé jusqu'à 74 % en 1965-66 [Pierre Bourdieu 1970, p.115], la démocratisation et la massification de l'enseignement secondaire dans un premier temps et l'universitaire par la suite ont permis à un certain nombre de jeunes des classes populaires de connaître une mobilité sociale ascendante (voir en particulier des travaux de Céreq).

### *6.3.2 - L'impact des établissements d'enseignement supérieur et de la culture familiale dans les trajectoires sociales des étudiants*

Lorsqu'il s'inscrit à l'école, l'élève effectue l'étape initiale d'une période de sa propre préparation dans la vie scolaire. En effet, ce recrutement des élèves se fait successivement par une série de parcours éducatifs qui pourraient déterminer leurs destins. On pourrait dire que chaque période a ses propriétés saillantes, ces dernières sont différentes selon l'âge des élèves, par exemple l'élève au cours de l'école primaire peut rencontrer des difficultés sur l'apprentissage, et avoir des compétences limitées. Il tend normalement à avoir besoin d'aide éducative supplémentaire comme celle des parents. Ces derniers partagent l'éducation avec l'école, car l'école est un facteur extérieur pour la socialisation des enfants, tandis que la famille est un facteur intérieur de planification pour l'avenir de leurs enfants ; elle serait ainsi le cadre de référence qui détermine au préalable les parcours des enfants.

L'éducation est l'un des outils pédagogiques de la socialisation initiale qui contribue à la combinaison des éléments familiaux et des programmes scolaires. L'origine sociale des élèves est toujours déterminante et plus importante pour l'élaboration des trajectoires scolaires pour accéder aux études post-secondaires.

Cela signifie que si les élèves des catégories populaires échouent plus souvent au démarrage, c'est dû aux conditions économiques et culturelles de la famille. C'est l'idée exprimée par Marlaine Cacouault-Bitaud au sujet de la bifurcation des élèves, qui commence dès les premières années : « Dès l'école primaire, des clivages se constituent entre deux types d'élèves : des enfants précoces qui réussissent d'autant mieux qu'ils rencontrent au sein de leur famille, à la fois l'environnement culturel proche de la culture

de l'école et un intérêt prononcé pour investir dans la réussite scolaire et des enfants des classes populaires qui sont confrontés à l'échec dès les premiers apprentissages ».<sup>1</sup>

À partir de cette idée, on pourrait comprendre que les trajectoires scolaires détermineraient les parcours sociaux des jeunes : le niveau d'études des parents aurait un impact très important sur les résultats scolaires de leurs enfants.

Cette idée était présente dans la plupart des résultats des études menées sur certaines sociétés occidentales et orientales. Par ailleurs, les résultats de plusieurs des études ont démontré que les résultats des élèves étaient influencés dans une large mesure par le niveau des parents ; ceci est apparu à travers les résultats des études de Broucker & Lavallée (1998), Drolt (2005), Knigton & Mirza (2002) et O'Heron (1997). Ainsi, Marc Romainville et Christophe Michaut démontrent que « Le taux de participation aux études supérieures se situerait autour de 15% chez les jeunes dont les parents ont fait seulement des études secondaires ou moins, alors qu'il tourne autour de 57% lorsque les parents détiennent un diplôme d'études supérieures (Drolet, 2005 ; Finnie et al., 2004) »<sup>2</sup>.

Comme nous l'avons montré ci-dessus, le processus de socialisation scolaire des enfants dépend de facteurs extérieurs (institutions d'éducation) et de facteurs intérieurs (les parents), mais on peut dire que le degré de niveau éducatif et culturel de la famille joue énormément sur l'inégalité des enfants pour la réussite. Marlaine Cacouault-Bitaud observe ainsi que « La catégorie socioprofessionnelle du père est l'indicateur du milieu social le plus couramment utilisé, mais la relation avec la réussite scolaire est plus forte avec le niveau d'étude des parents et singulièrement de la mère. Ce constat suggère le rôle déterminant du niveau culturel de la famille dans l'interprétation des inégalités de réussite et de trajectoire scolaire. Les sociologues se sont donc attachés à décrire et comprendre les processus en jeu au sein des familles »<sup>3</sup>

Comme on l'a indiqué en divers endroits, les trajectoires socioprofessionnelles se déterminent selon deux mécanismes : on pourrait dire que ce sont l'origine de la famille et le niveau culturel de l'individu (le diplôme), que Pierre Bourdieu nomme « capital

---

<sup>1</sup> - CACOUAULT-BITAUD Marlaine et ŒUVRARD Françoise, *Sociologie de l'éducation*, La Découverte, Paris, 1995 : 2009, p.21

<sup>2</sup> - ROMAINVILLE Marc et MICHAUT Christophe, *Réussite, échec et abandon dans l'enseignement supérieur*, De Boeck, 2012, p.69

<sup>3</sup> - *op. cit.* p.51

culturel », qui peuvent orienter les individus sur des trajectoires données, ou les porteurs des diplômes et celle de détention d'un titre scolaire [Pierre Bourdieu, 1970, *La reproduction*]. Marlaine Cacouault-Bitaud l'a relevé dans son ouvrage sur la sociologie de l'éducation : « le capital culturel a une "forme institutionnalisée", les diplômes. Cette forme de capital culturel est directement convertible en capital économique par le biais du marché du travail. Mais là encore, la détention d'un titre scolaire ne garantit pas l'accès à une position déterminée »<sup>1</sup>

On a donc mis ici en lumière un problème concernant la capacité de l'individu à adopter les trajectoires sociales, en prenant en compte les différentes catégories sociales. En réalité, les étudiants qui appartiennent aux catégories les plus riches ont plus de chances de s'insérer dans des trajectoires socioprofessionnelles que leurs homologues des catégories défavorisées.

En outre, le désir de l'étudiant de déterminer son parcours social est probablement influencé par le désir de l'environnement social dans lequel il vit, lorsqu'il est influencé par les opinions des amis ou des parents. On détermine donc son parcours social selon des conditions objectives concernant l'environnement social (la famille, les amis). Servet Ertul et Jean-Philippe Melchior soulignent que « l'on peut tout de suite faire l'hypothèse selon laquelle ce désir peut être cultivé par les parents, proches, amis...lui procurant une certaine légitimité. Cependant, par-delà ce désir, les conditions objectives d'existence de la famille joueront un rôle aussi déterminant, sinon plus dans ce 'choix' »<sup>2</sup>

#### 6.4 - Les trajectoires scolaires chaotiques qui conduisent au manque de continuité dans les études universitaires

Les trajectoires scolaires sont parfois des chemins irréguliers, cette irrégularité est parfois due à des circonstances exceptionnelles vécues par l'élève. On pourrait dire que les conditions socio-économiques difficiles aboutissent à l'affaiblissement des capacités des étudiants à poursuivre des études universitaires.

---

<sup>1</sup> - *Ibid.*, p.60

<sup>2</sup> - ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe, Les parcours sociaux des élèves et des étudiants entre continuité, bifurcations et ruptures. Les cas du Pays de la Loire », in ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe, WIDMER Éric (direction), Travail, santé, éducation, Individualisation des parcours sociaux et inégalités, L'Harmattan, Paris, 2013, p.213-226 (p.214)

Ces circonstances sont comme des déterminants sociaux qui affectent la vie de l'étudiant, ils créeraient des obstacles empêchant la continuité des études, que ce soit en premier cycle ou à l'Université. On peut les désigner comme des chemins chaotiques qui ne se soumettent pas au contrôle social.

Ces conditions peuvent entraver les étudiants dans leur progression, ils quittent alors l'école précocement. Sandrine Nicourd dit à cet égard : « Les trajectoires biographiques non linéaires, parfois très chaotiques, sont fréquentes à l'université. Le plus souvent, ce sont des conditions socio-économiques difficiles, mais également des accidents biographiques (décès d'un parent, séparation conflictuelle) qui fragilisent les étudiants. Il ne s'agit pas ici de se cantonner dans un déterminisme social dont l'effet sur la vie des étudiants serait implacable, mais il serait en revanche inexact de ne pas mettre en évidence les parcours qui permettent de contourner les obstacles. Reste à savoir comment ces difficultés opèrent concrètement dans la vie des étudiants et quelles en sont les conséquences sur leur rapport à l'université. [...] On retrouve, dans cette catégorie, des étudiants qui ont failli ne pas être titulaires du bac. Repérés comme "élèves en difficulté", ils sont nombreux à avoir vécu l'épreuve de l'échec dans un cycle général ou à avoir été réorientés en cycle professionnel. Ils parviennent à l'université avec une représentation quasi magique des études supérieures. Elles représentent un moyen d'accéder à la Culture, un monde dont ils se sont sentis exclus en raison de leurs trajectoires familiale et scolaire. Ils sont souvent les premiers de leur lignée à entrer à l'université et se retrouvent ainsi parfois investis d'une mission familiale ». <sup>1</sup> Les parcours scolaires chaotiques auxquels sont confrontés les jeunes Libyens, et libyennes en particulier à cause de la guerre civile sont susceptibles de contribuer à l'abandon de l'enseignement. Nous allons traiter ce point dans la dernière partie.

#### 6.5 - L'enseignement supérieur et ses institutions dans la détermination des parcours sociaux

En fait, la relation entre les diplômés d'études collégiales et les emplois est un des outils qui a engendré de nouveaux cheminements de carrière pour ceux qui ont obtenu des titres universitaires. Ainsi, le développement de la création de ces parcours serait

---

<sup>1</sup> - NICOURD Sandrine, la mobilité dans le système scolaire, op. cit., p.119

cohérent et proportionnel avec la vitesse du développement territorial des établissements d'enseignement supérieur.

Les jeunes qui ont la possibilité de faire des études universitaires se caractérisent par un statut social et des fonctions qui peuvent être plus prestigieuses que celles de leurs parents. Ainsi, les parcours sociaux changent progressivement au point que les modes de vie traditionnels disparaissent et sont remplacés par d'autres trajectoires sociales, qui se caractérisent par la diversité et la flexibilité des opportunités scolaires.

Il en résulte alors une nouvelle culture, différente de celles qui existaient auparavant. Ainsi, les études universitaires pourraient contribuer au changement des habitudes du milieu d'origine : la connaissance est acquise dans les établissements d'enseignement et non pas par la famille. [Pierre Bourdieu, *Les héritiers*, p.30].

Après les développements sociaux et économiques qui ont traversé la plupart des pays du monde, les institutions universitaires ont participé au processus de développement dans tous les domaines de la vie. Ces institutions accueillent les élèves âgés de 18 à 22 ans propices aux études. La fin des deux guerres mondiales a coïncidé avec le développement considérable de mouvements de modernisation sociale, qui est devenue plus présente dans la plupart des sociétés. Après l'éloignement du spectre de la guerre, par exemple, en France, le nombre d'étudiants dans toutes les disciplines d'étude a augmenté entre 1980 et 2005. (voir annexe 5) [Marlaine Cacouault-Bitaud et Françoise Euvrard, *Sociologie de l'éducation*, p.66]

Les élèves sont dirigés vers des cheminements de carrière rentables et l'expansion quantitative et qualitative des établissements d'enseignement supérieur contribue à modifier les comportements sociaux, les fonctions et les rôles. Il contribue aussi à l'émergence d'une nouvelle trajectoire sociale, différente de celles qui prévalaient.

Les trajectoires sociales sont généralement associées à l'efficacité du recrutement des élèves dans les établissements d'enseignement supérieur. Ces établissements pourraient modifier la construction sociale fondée sur les liens familiaux d'une part, ainsi que la diversité des trajectoires scolaires et professionnelles se fondant sur la disponibilité des établissements d'enseignement.

Il ne fait aucun doute que la diversification des parcours sociaux n'est pas aisée et ne se fait pas sans la rupture avec les anciens modèles. Elle est ainsi souvent accompagnée de violence et de désintégration sociale, il faut alors que les nouveaux parcours s'adaptent à la société, afin de maintenir la cohésion et l'intégration fonctionnelle.

Il est possible que ces nouveaux parcours sociaux engendrent l'expansion des établissements d'enseignement, malgré le déséquilibre que cela induit dans le rôle de la famille pour maintenir la culture ancienne. Ils portent d'autres valeurs se basant sur la multiplicité des cheminements professionnels. Ainsi, le développement territorial de l'enseignement supérieur conduit à la désintégration des anciennes unités et en produit d'autres.

#### 6.6 - L'enseignement supérieur en tant que projet socio-économique

L'enseignement supérieur est un projet de développement social visant à réformer la vie sociale et économique dans les pays en développement comme développés. L'objet le plus important de l'enseignement supérieur est le développement des ressources humaines, il s'agit de construire les cadres scientifiques, permettant à ces ressources de contribuer à l'ensemble des programmes de développement à travers l'insertion dans le marché du travail. La mission essentielle du développement territorial de l'enseignement supérieur est donc l'intégration des jeunes diplômés dans les institutions, quelle que soit l'affiliation, de caste ou intellectuelle.

Il est nécessaire de mentionner que l'éducation en général a été l'un des affluents du développement économique dans les pays en développement, particulièrement dans les pays arabes, qui ont obtenu leur indépendance récemment. À cet égard, Nahed Al-Adli décrit l'éducation comme le moyen le plus important de la mobilité sociale et comme moyen pour réduire la pauvreté et augmenter le revenu : « L'éducation dans les pays en développement est un moyen de sauver des griffes de la pauvreté. Il est un des outils les plus importants pour parvenir à la mobilité sociale dans la société : l'investissement dans l'éducation conduit dans certaines conditions à la réduction de la pauvreté, en raison de la relation de corrélation directe entre la pauvreté et le manque d'éducation. L'investissement dans l'éducation contribue de manière significative à

l'accumulation du capital humain qui est le fondement du progrès économique et de l'augmentation du revenu par habitant ». <sup>1</sup>

L'un des plus importants projets sociaux d'enseignement supérieur est la diversification des activités économiques au niveau de l'économie nationale, et d'offrir des possibilités d'emploi pour les jeunes diplômés, au travers de l'égalité des chances pour tous. L'une des préoccupations socio-économiques de l'enseignement supérieur est aussi de fournir aux établissements des diplômés. À cet égard, Mohamed Nabil décrit le cas des pays arabes se concentrant sur l'enseignement supérieur comme l'une des trajectoires qui permettent d'activer l'économie nationale en général, et qui fournit des opportunités de vie confortable pour les diplômés : « On a commencé par mettre l'accent dans l'enseignement supérieur sur les objectifs professionnels (l'enseignement supérieur professionnel) ; dans le cadre des objectifs généraux, l'accent était mis sur le maintien de l'économie nationale et l'affirmation du motif national, la création de nouvelles connaissances, la disposition d'une éducation équitable pour tous, en plus des objectifs spéciaux tels que l'acquisition du revenu et un statut professionnel distinctif pour les diplômés ». <sup>2</sup>

On peut donc dire que les sociétés humaines ont pu diminuer l'écart entre les classes sociales quand elles ont appliqué le principe de l'égalité pour l'accès à l'enseignement supérieur. Cela a abouti à la mobilité sociale, à laquelle étaient incluses la plupart des classes populaires, qui a également amené un changement des statuts sociaux, particulièrement pour les jeunes appartenant aux classes défavorisées qui souffraient de marginalité. Il en résulte un changement des statuts fondés sur la position d'héritage, qui sont devenus alors des statuts acquis.

Cet ensemble de réflexions et principes nous ont amené à confirmer le rôle de l'enseignement supérieur dans la création d'une société plus stable et apte à effectuer l'intégration sociale ainsi que la cohérence entre toutes les composantes de la société. Cette théorie nous conduit à cet égard à référer aux idées d'Émile Durkheim, quand il dit que la société dépend de la solidarité organique basée sur la synergie entre toutes ses

---

<sup>1</sup> - Mohamed Sabri et Nahed Al-Adli, *L'éducation et le développement*, Bibliothèque anglo-égyptienne, Le Caire, 2007, p.115 (langue arabe)

<sup>2</sup> - Mohamed Nabil Gama, *Le développement de l'enseignement supérieur dans la renaissance arabe contemporaine*, Dar la nouvelle université, Alexandrie, 2013, p.112 (langue arabe)

catégories. L'enseignement supérieur contribue à la reconstruction de l'institution sociale selon les exigences de la société, ceci en termes de fourniture de services sociaux offrant la prospérité à la société. Il accorde des opportunités d'insertion professionnelle à ses membres dans les institutions de la société.

Les recherches sur la mobilité sociale démontrent sans doute que l'enseignement supérieur peut créer des changements fondamentaux dans la structure sociale, particulièrement dans les sociétés qui ont réalisé un bond prodigieux dans ce secteur ; cette transformation est présente dans les aspects démographiques, économiques et sociaux.

Ainsi, lorsque les établissements d'enseignement supérieur ont commencé leur expansion, ils ont engendré des changements dans les conditions des individus de toutes les sociétés. Les établissements d'enseignement supérieur ont conduit à une amélioration considérable des conditions sociales de la population ; ces institutions ont contribué à l'émergence du phénomène de mobilité sociale à tous niveaux, et les possibilités d'emplois sont devenues disponibles dans toutes les filières.

Il est à noter que l'enseignement supérieur en tant que projet social vise à la réhabilitation de l'économie nationale, et vise aussi à la reconstruction des trajectoires sociales. Par exemple, en Libye les opérations de modernisation sociale, qui englobaient tous les secteurs, ont entraîné un changement social dans l'environnement de l'individu et sa personnalité ainsi que dans les trajectoires professionnelles et éducatives.

Ces tendances récentes résultant du développement de l'enseignement supérieur et cette vision constructiviste de la connaissance élaborée ont engendré des changements sociaux dans la vie des personnes, lorsque le taux de croissance a été augmenté substantiellement. Il s'agit donc de la transformation de la société d'une forme primitive dans ses unités à une autre forme plus moderne. Cela a changé la nature de l'administration, des styles modernes sont entrés dans tous les aspects la vie, les pays en voie de développement ont imité dans la gestion des institutions en suivant l'évolution des pays développés. D'autre part, on peut dire que les établissements d'enseignement supérieur peuvent diminuer les obstacles liés aux situations familiales et sociales en formant le plus grand nombre d'étudiants et atteindre ainsi l'intégration et l'insertion dans la société. Cela est dû à ce qui a été accompli dans toutes les couches sociales : la liberté

et l'égalité des chances pour l'admission aux études universitaires pour tous, hommes et les femmes à la fois.

### Conclusion du chapitre

Notre étude actuelle exige de révéler le rôle fondamental joué par l'enseignement supérieur dans le développement social et économique et la diversification des parcours professionnels qui peuvent accueillir les diplômés. L'étude nous a permis d'aborder certains aspects du sujet, car la recherche sur le rôle de l'enseignement supérieur et de ses établissements n'avait guère pris en compte les pays du tiers monde ni les pays en voie de développement. Cela peut être dû à l'enchevêtrement des thèmes, comprenant ceux liés aux sociologies de développement et de l'éducation et le concept des parcours sociaux.

La sociologie propose certaines ressources théoriques et des contributions scientifiques pour analyser la contribution de la qualification universitaire aux transformations aux niveaux communautaire et individuel. C'est pourquoi nous avons tenté de nous concentrer sur l'étude de plusieurs branches de cette science, qui traitent de tous les aspects de l'enseignement supérieur et de son rôle dans ces transformations sociales et individuelles. En fait, à travers la conceptualisation scientifique du phénomène de la démocratisation des institutions de l'enseignement supérieur et l'analyse de la multiplicité des parcours scientifiques, on pourrait expliquer la corrélation dynamique entre les résultats du processus éducatif, le capital humain et la prévalence de la société de la connaissance.

L'analyse sociologique du phénomène a porté sur la démocratisation de l'enseignement universitaire, et sur des enjeux plus profonds affectant l'ensemble de la construction sociale. La démocratisation de l'enseignement a contribué à réduire la vulnérabilité des groupes défavorisés via la dépense publique consacrée à l'éducation par l'État. L'enseignement supérieur pourrait provoquer des ruptures entre l'individu et son environnement, ou son origine sociale : les bénéficiaires de l'enseignement supérieur des classes inférieures peuvent créer un écart culturel avec la classe d'origine à laquelle ils appartiennent. L'une des idées abordées dans ce chapitre est la relation entre l'expansion de l'enseignement supérieur et la réduction de la pauvreté, celle-ci est confirmée à travers

les études réalisées à cet égard par les entités spécialisées dans l'analyse des aspects socio-économiques de la population.

**TROISIÈME PARTIE : LES DEVELOPPEMENTS SOCIAUX ET  
ECONOMIQUES ET LA MOBILITE SOCIALE DANS LA SOCIETE**



## Introduction

Nous venons de présenter dans les deux premières parties de ce travail le cadre théorique de la mobilité et de la modernité sociale d'une part et la place de l'enseignement supérieur dans les sociétés contemporaines. Nous allons maintenant analyser dans cette partie, les résultats d'enquête recueillis pour étudier la mobilité sociale dans la société libyenne plus particulièrement au niveau de la Municipalité de Haraba de la Région de la Montagne de l'Ouest. En d'autres termes, prenant en compte les caractéristiques socioéconomiques particulières à la société libyenne, cette partie portera principalement sur l'évolution la vie socio-économique en général, et de la mobilité sociale en particulier en Libye. Ainsi, nous nous y concentrerons sur les idées et les enjeux concernant le développement des secteurs qui se rattachent à la vie quotidienne des citoyens dans une perspective sociologique et dans des domaines tels que l'éducation, la santé, le logement, le travail, etc.

La particularité de cette partie nous a obligé à montrer les analyses statistiques les plus importantes illustrant l'état de développement du terrain d'études. Ceci a été constitué en utilisant des statistiques comparatives, extraites des archives et de la base de données des institutions dédiées au développement, malgré leur ancienneté. De plus, nous avons engagé une articulation des changements au niveau biographique des individus, en les prenant comme indicateurs réels de la mobilité sociale dans la société libyenne. Étant donné que l'étude est liée à une communauté locale représentée par une zone rurale, en particulier la municipalité Al-Haraba, située dans la province de la Montagne de l'Ouest, nous avons donc, mis en évidence les transformations socio-économiques de cette région. Enfin, nous avons défini la procédure méthodologique la plus importante et nous avons consacré un chapitre. Puis nous avons appliqué la méthodologie, et nous avons assigné un chapitre spécifique à cette fin, à savoir l'étude de terrain et la collecte de données, par le biais d'un questionnaire élaboré de manière systématique, pour lequel nous avons pris en compte les règles scientifiques. Enfin, les résultats ont été présentés et généralisés d'après le processus d'analyse statistique en utilisant Sphinx, un logiciel spécialisé pour le traitement des données quantitatives.



- CHAPITRE VII : L'EVOLUTION DE LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE EN LIBYE ET LA MOBILITE SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE LIBYENNE.



## Introduction

Le développement socio-économique global vise à la réussite des projets l'amélioration du niveau des services de tous les citoyens, quel que soit leur lieu de résidence. Ce processus économique est mis en œuvre exclusivement par des plans à long terme, traduit par des avantages économiques et sociaux. Ce phénomène socio-économique a des indicateurs sociaux et des conséquences, tel que le bien-être de la société. Il implique alors des objectifs plus nobles, telle que la coexistence et paix sociale. Il est basé sur des dynamiques de dépense dans les services qui touchent les citoyens afin de parvenir à la prospérité.

De nombreux pays ont été dépendants de ce principe (dépense publique) pour réaliser une croissance. Ainsi, selon le rapport des Nations Unies sur le développement humain pour 2013 : « Un programme de transformation du développement doit posséder plusieurs facettes. Il améliore les ressources des personnes pauvres par l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux services de base. Il améliore le fonctionnement de l'État et des institutions sociales afin d'encourager la croissance et l'équité. Il diminue les contraintes bureaucratiques et sociales qui pèsent sur l'action économique et la mobilité sociale. Il exige des responsabilités aux dirigeants. Il implique les communautés dans l'élaboration des priorités budgétaires et exige des responsabilités aux dirigeants » [*Rapport sur le développement humain 2013 L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, publié par le Programme des Nations Unies pour développement (PNUD), p.18]. Le développement vise à améliorer la condition de la population par la dépense publique dans des projets socio-économiques. Cependant, ce processus est très compliqué, en particulier dans certains pays. Mastur Rehim confirme cette idée dans son étude sur la problématique du développement en Libye quand il dit : « Un développement équilibré ne peut être assuré que par l'intégration des données culturelles dans les stratégies qui visent à le réaliser ; par conséquent, les stratégies devraient toujours prendre en compte le contexte historique, social et culturel de chaque société »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> - Mastur Rehim, La problématique du développement en Libye, étude de cas, la société locale de la ville d'El-beida, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Poitiers, France, 2007, p.35.

## 7.1 - Le développement économique en Libye

La Libye est un des pays encore en cours en développement. Il est un des pays qui ont effectué un bond prodigieux au niveau de la croissance économique, grâce à des plans successifs. Cette période précède l'entrée de la Libye dans un conflit politique avec la superpuissance occidentale. En Libye, les projets de développement étaient devenus généralisés au niveau national, avant qu'ils ne soient bloqués par l'embargo international. Ils ont repris ensuite après une longue période d'arrêt, quand l'État libyen a pu régler ses différends avec le monde occidental, représentés par les accusations portées contre la Libye au sujet de l'attentat sur l'avion Pan Am au-dessus de Lockerbie et la construction d'une usine de fabrication d'armes chimiques. En effet, après avoir négocié avec le monde occidental, l'État libyen a réussi à faire lever l'embargo imposé par le Conseil de Sécurité des Nations unies.

En conséquence, beaucoup d'entreprises internationales ont pu à nouveau s'implanter en territoire libyen, afin de contribuer à la mise en œuvre de grands projets économiques. Mais cette situation de développement n'a pas duré longtemps : le printemps arabe a complètement paralysé les projets de développement. Afin d'expliquer la situation du développement en Libye, nous devons examiner les raisons de l'échec de ces projets, tels que les conflits politiques suivant la chute du régime de Kadhafi.

Nous pouvons dire qu'en raison de l'émergence des partis politiques et dès leur arrivée au pouvoir, l'État libyen a été confronté à des difficultés financières, en raison des divisions politiques : il y a conflit entre une partie qui base sa légitimité sur l'islam, et une autre se présentant comme laïque ; bien qu'ils aient été alliés dans le déclenchement du soulèvement en Libye. Enfin, ils n'ont pas réussi à administrer l'État par manque d'expérience et il en résulte une crise économique frappant le pays : le taux de chômage a augmenté, obligeant de nombreux jeunes à émigrer, et le vide politique et sécuritaire a contribué à transformer la Libye en base d'émigration vers l'Europe. Cela a produit une situation chaotique en Libye, Jean-Bernard Véron voit ainsi la chute du régime sous le coup d'une intervention militaire extérieure comme le début d'une période d'incertitude [voir Jean-Bernard Véron, « Quelles retombées des printemps arabes sur l'Afrique subsaharienne ? », *Revue Afrique contemporaine*, p.13].

Dans les faits, la Libye a perdu tous les fonds alloués pour le développement économique. Il est important de mentionner que la plupart des partis fondés après la chute du régime de Kadhafi visaient à accéder au pouvoir. Ainsi, les partis ayant une orientation religieuse ou les partis libéraux se sont alliés avec des étrangers pour les aider à atteindre leurs buts politiques d'accès au pouvoir. Ce changement politique en Libye a coûté d'énormes sommes d'argent qui étaient allouées aux projets développementaux. En plus l'État est devenu incapable, de fournir les besoins essentiels de sa population.

Nous devons également examiner la politique de Kadhafi avec un œil critique, surtout lorsque les institutions de l'État étaient représentées par le pouvoir du Guide en tant que référence politique, il peut être observé dans toutes les affaires de l'État. Par conséquent, il n'a pas laissé une constitution fonctionnelle, démocratique pour proposer une stabilité après sa disparition.

Il en résulte qu'après sa chute, l'État a sombré dans le chaos. Cette critique de la politique de Kadhafi est abordée par Ali Ben Saad : « Avant que certains chercheurs la soulignent, la promotion d'identités politiques non étatiques a d'abord été revendiquée par Kadhafi. Elle s'accompagnait d'une rhétorique antiétatique et de la promotion d'une culture de la défiance envers l'État servant à légitimer l'autoritarisme populiste et la personnalisation du pouvoir du Guide. Le pouvoir Kadhafi a fonctionné dans la pratique sur un mode rétif à toute institutionnalisation et selon une fragmentation et une dissémination organisée des instruments de pouvoir »<sup>1</sup>.

C'est pour toutes ces raisons que nous allons nous concentrer dans ce chapitre sur le développement économique et social connu par l'État libyen dans la période précédant 2011, au motif que l'État connaissait une stabilité politique et une phase de croissance économique grâce aux revenus du pétrole.

## 7.2 - Un aperçu historique de l'évolution de la vie socio-économique en Libye

La société libyenne se caractérise par de nombreuses classifications, elle se caractérise par exemple par son appartenance au tiers-monde, et l'expérience de modernisation libyenne est un type des expériences du tiers-monde.

---

<sup>1</sup> - Ali Ben Saad, changement social et contestations en Libye, *Revue de politique africaine*, 2012/1 (n°125), p.5-22

Le processus de modernisation commence quand les conditions nécessaires sont favorables, telles que la présence d'un acteur social occupant une place favorable, par exemple un aventurier économique, ou quelques personnes ayant une vision pour l'avenir différente de celle qui a prévalu, avec un fort désir et la volonté de mener un mouvement de changement.

L'acteur peut être une personne, un groupe ou plusieurs groupes. Ce peut être ainsi un groupe informel comme de nouvelles institutions, telles que les écoles laïques, les hôpitaux et les divisions de gestion, y compris des groupes non gouvernementaux.

Le début du processus de modernisation de la société libyenne a commencé pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de façon très modeste et limitée. Ceci via un certain nombre d'activités menées par les Turcs, notamment pendant la deuxième époque de l'État Ottoman : ils ont introduit une série de règlements, et ont établi la municipalité de Tripoli sur le modèle classique des pays considérés modernes à cette période (avec presses, journaux, etc.). Des renouvellements dans l'administration et les systèmes ont suivi. Ensuite, ceci a prévalu à la suite du choc culturel consécutif à l'invasion italienne : la découverte concernant de nouveaux produits italiens que les Libyens n'avaient jamais vus ni connus auparavant, par exemple, en ce qui concerne des matériels de guerre ; en outre, il a ouvert les yeux sur les formidables développements qui avaient eu lieu dans le domaine des connaissances scientifiques, ainsi que sur de nouvelles façons de penser et de traiter les problèmes de la vie de l'homme libyen (voir Mustafa Al-tir, *Le processus de modernisation de la société libyenne entre l'ancien et le nouveau*, 1992).

Les Italiens sont venus dans un but colonial et n'étaient pas liés par une période de temps spécifique, ils ont donc construit des bâtiments et cultivé la terre dans leur propre intérêt. Cependant, ces activités ont aidé les libyens à se familiariser avec des habitudes de vie moderne. En réalité, ces institutions modernes étaient peu nombreuses par comparaison aux institutions amenées par les Français dans les pays arabes du Maghreb.

Il faut souligner que l'étendue de la propagation des idées et des habitudes et les manifestations physiques qui reflète le phénomène de la modernisation au cours de la période de la colonisation italienne étaient limitées. En effet, le nombre de Libyens touchés par ce nouveau phénomène fut très limité, seuls quelques-uns ont profité de

l'éducation laïque, pourtant affichée comme un des buts les plus importants selon les politiques italiennes, qui était de former chez les Libyens une personnalité moderne.

On peut dire que le nombre d'élèves dans les écoles modernes étant resté très modeste pendant la deuxième période de l'État turc, le nombre d'élèves a relativement augmenté pendant l'époque coloniale italienne. Cependant, si l'on observe le taux de scolarisation des élèves dans les écoles primaires à cette période par rapport à la population, il peut être considéré comme limité. Cela est dû pour une large part aux Libyens eux-mêmes, qui n'ont pas accepté une éducation supervisée par les autorités italiennes. En outre, les autorités italiennes ne permettaient seulement qu'à un petit nombre de Libyens de continuer leurs études après l'enseignement primaire. L'éducation n'a donc pas avancé en Libye avant le retrait de l'Italie, et a pris une autre forme à l'ère de l'indépendance. À cet égard, on peut se référer aux faits historiques : la colonisation italienne était très différente de la colonisation française, qui généralisait sa culture à travers l'ouverture d'écoles françaises dans tous les pays du Maghreb arabe, alors que la colonisation italienne ne se souciait pas de ces idéaux et des questions culturelles, ce qui a engendré une génération entière souffrant d'analphabétisme. [voir Mustafa Al-tir, *Bulletin du Centre national de recherche sur l'éducation*, 1992, pp.291-287]

Après avoir obtenu l'indépendance, les jeunes libyens ont accédé à l'enseignement scolaire, divers instituts dispensant diverses disciplines ont été créés, y compris des institutions d'enseignement supérieur. Ainsi que le démontrent les statistiques, le taux numérique de l'éducation dans les différents domaines s'est alors multiplié.

L'État libyen est né dans la souffrance causée par un colonialisme brutal et des destructions massives, perpétrées pendant la Seconde Guerre mondiale : certaines des batailles les plus féroces ont eu lieu sur le sol libyen. Le pays était exsangue, d'autant plus après des années de sécheresse consécutives. À l'absence complète de sources de revenus fiables, s'est ajouté un taux d'illettrisme touchant la majorité de la population, une minorité n'ayant pas dépassé le niveau primaire.

Les rapports officiels indiquent qu'au début de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le nombre de personnes ayant eu une éducation de niveau collège ne dépassait pas quinze personnes. Tous les diplômés dans les domaines de la religion, la langue et l'enseignement de la littérature d'Al-Azhar ainsi que des sciences étaient dispensés en

Égypte. Il n'y avait pas un médecin, un ingénieur, un titulaire de maîtrise en Libye. Il n'y avait dans le pays que deux hôpitaux, un à Tripoli et un deuxième à Benghazi, seul un petit nombre de centres sanitaires offraient quelques services de santé.

Les services d'électricité existaient seulement dans quelques villes et n'atteignaient pas toutes les unités de logement de la ville, de même pour l'eau potable et l'assainissement [*Rapport de la Banque mondiale pour la reconstruction et le développement, 1960* : 1]. De ce qui précède, nous pouvons souligner que le modèle libyen de développement est l'un des modèles les plus importants dans les pays en développement. Mustafa Al-tir dit à cet égard : « comme l'État, par le développement effectué par les organisations et institutions des programmes gouvernementaux, a visé à la modernité au niveau de la rénovation de la société, on peut dire que la Libye a fait de grands progrès sur la voie de la modernisation ou de l'environnement. En suivant l'affirmation selon laquelle l'environnement de rénovation conduit à la modernité au niveau personnalité de l'homme libyen , et que ce dernier mène à la modernisation de la société, nous pensons que la personnalité moderne est le but définitif pour l'opération de rénovation réussie »<sup>1</sup>.

Grâce à ce qui précède, on peut dire que le modèle libyen de modernisation a eu un grand impact sur la vie des citoyens, comparativement au reste du monde en développement. Ce modèle a opéré un développement social et économique global dans tous les segments de la société, sa principale source était les fonds de revenus pétroliers, qui a conduit à l'augmentation significative des revenus des Libyens et des changements dans leur mode de vie. Les modes de vie traditionnelles ont laissé la place à des modes de vie plus modernes : le type de logement est par exemple passé de la simple maison arabe et des tentes à un logement public moderne tel que les appartements. Tous ces changements sont dus à une forte volonté visant le changement politique et social de la Libye. Mais malgré l'existence du phénomène de modernisation sociale matérielle, la valeur du bédouinisme prévaut jusqu'à nos jours : elle a encore un impact sur le développement de la société libyenne à cause des affiliations tribales, qui forment le

---

<sup>1</sup> - Mustafa Altir, l'enseignement supérieur et le développement, Centre international de recherches et d'études du Livre vert, 2004, p. 21 (langue arabe)

principal facteur de toute transaction administrative ou de comportement social, que ce soit au cours du règne de Kadhafi ou après sa chute.

Le tribalisme est souvent considéré comme un obstacle au développement et à la modernisation sociale, Mustafa Al-tir dit à cet égard : « la tribu travaille à empêcher la diffusion de la modernité dans la société, elle est donc la raison la plus importante de l'échec du processus de modernité dans la société libyenne. La force de la loyauté individuelle envers la tribu, la force de la tribu a existé tout au long de la période de Kadhafi, ce qui a conduit à préserver les valeurs bédouines dans la société libyenne, ainsi la majorité de la population se définit encore par sa tribu d'appartenance, et ceci est encore présent aujourd'hui dans son comportement »<sup>1</sup>.

### 7.3 - La mobilité sociale dans la société libyenne

Comme nous l'avons déjà mentionné la société libyenne contemporaine a connu récemment une croissance économique considérable, et elle a vécu une transformation sociale en profondeur. L'émergence du phénomène de mobilité sociale après la mise en œuvre des programmes de développement au niveau national à long terme a touché le tissu social, et le type des relations sociales, ainsi les statuts sociaux ont changé parallèlement au changement et à la diversité de la construction professionnelle. Cette nouvelle situation a imposé de nouveaux phénomènes, tels que la concurrence entre les jeunes, afin d'atteindre des niveaux distincts sur l'échelle sociale dans la société libyenne.

Le phénomène de mobilité sociale a été plus visible dans la société libyenne après l'indépendance, en 1951, et plus particulièrement après l'avènement de la modernisation sociale, qui comprenait tous les secteurs de la société. Il est à noter que les professions dans la société libyenne dépendaient de l'héritage entre les générations et la similitude des rôles au cours un période historique précisée. Mais elles sont brusquement devenues dépendantes de la réalisation scientifique et de la construction professionnelle, il est apparu ainsi une mobilité ascendante sur l'échelle professionnelle entre les générations. C'est peut-être grâce à l'amélioration des conditions d'éducation, offrant des possibilités à tous les citoyens et l'égalité des chances socio-économiques, qui différencie les générations actuelles de celles qui ont vécu au cours de la période coloniale italienne.

---

<sup>1</sup> - Mustafa Al-tir, La lutte de la tente et du palais, une vision critique du projet moderniste libyen, Forum des connaissances, Liban, 2014, p.108

Selon certaines des études concernant de mobilité sociale, il apparaît que l'héritage des occupations est devenu rare dans les sociétés modernes. Un site web spécialisé dans les études sociales du monde arabe décrit la mobilité sociale qui s'est produite : « L'héritage des occupations des parents par les enfants est devenu un phénomène rare dans la société moderne, et il est devenu naturel ou courant de voir des membres de la famille travailler dans différentes professions, non interconnectées ou sans rapport. Un membre de la famille peut travailler dans le commerce, un autre dans l'enseignement et un tiers dans la profession médicale, tandis qu'un parent travaille dans un artisanat »<sup>1</sup>.

Si nous adoptons les changements sur le niveau de carrière des citoyens (recrutement professionnel) comme un indicateur réel qui reflète essentiellement la mobilité sociale dans la société libyenne, il nous cite Ali Ben saâd, qui écrit, citant le rapport du ministère de la Planification libyenne sur la proportion de salariés dans le système administratif : « Le taux d'activité des nationaux était concentré dans les services publics qui en employaient les trois quarts, dont environ 40% dans l'administration étatique »<sup>2</sup>.

Nous estimons que ces changements concernant la construction professionnelle en Libye se sont réalisés côte à côte, par le développement territorial des institutions d'enseignement sur le terrain libyen, et d'autre part, par l'ambition des jeunes méritants des classes inférieures à améliorer leurs conditions socio-professionnelles, lorsque les conditions objectives et subjectives ont donc été favorables à la montée dans la hiérarchie sociale.

### *7.3.1 - Les facteurs, indicateurs et formes*

La mobilité sociale est l'un des indicateurs du changement de statut social. On peut l'observer dans la société à travers le niveau d'instruction élevé atteint pour la plupart des jeunes des groupes sociaux en Libye, qui sont représentés par les villes et les tribus. De plus, il y a eu une diversité des parcours professionnels. Les études sociales menées dans les zones urbaines prouvent que les jeunes qui ont bénéficié d'une éducation gratuite ont pu réaliser un statut social élevé par rapport au statut de leurs parents et grands-

---

<sup>1</sup> - [http://www.moqatel.com/openshare/Behoth/Mnfsia15/SocialMobi/sec02.doc\\_cvt.htm](http://www.moqatel.com/openshare/Behoth/Mnfsia15/SocialMobi/sec02.doc_cvt.htm)

<sup>2</sup> - Ali Ben saâd, « L'immigration en Libye : une ressource et la diversité de ses usages », *Politique africaine*, 2012/1, n°125, p.83-103

parents. Il nous semble évident que les emplois ont été concentrés dans les professions scientifiques et administratives du gouvernement, qui exigent de hautes qualifications académiques. On peut dire que la nature de la mobilité sociale qui a été atteinte par la plupart des jeunes dans les grandes villes, telles que Tripoli et Benghazi, est le résultat de l'amélioration des services de l'enseignement qui était le reflet des politiques de développement du gouvernement dans les zones urbaines. C'est peut-être la raison pour laquelle nous tenons à étudier la communauté rurale afin de découvrir les facteurs et variables qui ont conduit à la mobilité sociale, et la réussite sociale et économique, plus précisément dans la Municipalité d'Al-Haraba, l'une des municipalités de la zone rurale. L'un des indicateurs importants qui a également conduit au changement et la mobilité sociale, est l'amélioration des services de santé et le développement du secteur du logement ; ce qui suit montre le développement dans ces domaines.

En plus de l'amélioration des conditions d'enseignement, les services de santé ont été également améliorés pour tous les citoyens libyens. Cette croissance se reflète également dans la prestation de services de santé gratuits pour les étrangers, ce qui suit un principe prôné par l'État libyen, celui de respecter les droits de l'homme sans discrimination de nationalité ou de religion. Dans une étude historique sur trois générations que nous avons menée sur les familles productrices (artisans) à Tripoli en 2007, nous avons montré que la proportion de familles qui ont eu des individus souffrant dans les périodes antérieures de maladies incurables avait atteint 12,2% de la totalité l'échantillon, alors que cette proportion a reculé à 1,1% pour les jeunes générations des mêmes familles [voir Shelig, *La modernisation sociale et la mobilité sociale*, 2007].

Nous estimons que cette amélioration des conditions de santé des générations modernes est due aux sommes dépensées par l'État pour le secteur de la santé, qui ont donné des résultats positifs pour ce secteur. Cela peut également expliquer la qualité de l'enseignement supérieur, grâce à la qualification de médecins et spécialistes au travers de missions scientifiques à l'étranger.

En ce qui concerne le logement des Libyens, les études sociales ont montré que la plupart de la population vivait dans des logements modernes, alors que les générations précédentes vivaient dans des logements malsains où manquaient des équipements importants, tels que la ventilation, l'assainissement et l'eau. Ceci est mis en évidence par

notre étude de la mobilité sociale à Tripoli, lorsque les résultats ont révélé que la troisième génération avait des logements plus décentes que les générations précédentes. Ces résultats indiquent également que les fils d'artisans ont réussi à changer leur habitat en raison des professions scientifiques et des revenus conséquents. [voir Shelig, *La modernisation sociale et la mobilité sociale*, 2007] Dans notre étude actuelle, nous nous sommes concentrés sur les changements dans les zones rurales de la Libye pour détecter et comparer les variables importantes qui ont affecté la mobilité sociale en Libye en général.

#### 7.4 - Les changements sociaux et économiques dans la société libyenne et l'évolution de l'enseignement universitaire en Libye

Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, au chapitre précédent, la société libyenne a connu des changements fondamentaux durant les quatre dernières décennies, dans tous les secteurs et particulièrement le secteur de l'enseignement supérieur. Ceci a pu avoir lieu grâce aux revenus du pétrole et à la stabilité politique, même si l'État a subi des périodes d'instabilité à cause des politiques du colonel Mouammar Kadhafi et de son envie de lutter contre les pays occidentaux à travers des tendances socialistes. Cependant les projets développementaux demeuraient l'objectif le plus important au cours des dix dernières années précédant la chute du régime de Kadhafi. L'intervention de Sayf al-Islam Kadhafi est notable : il a fondé un grand projet appelé « Libye Demain ». À notre avis, il s'agissait d'un accord entre le père (le guide) et son fils, afin d'avoir l'approbation de l'opinion publique libyenne, afin d'hériter de la direction du pays. Ce projet contenait des réformes politiques, économiques et sociales. Il tentait de corriger les politiques de son père, en réalisant une réconciliation entre l'opposition politique et le régime, y compris les islamistes radicaux qui sont considérés comme ennemis traditionnels de Kadhafi, en réalité, Sayf al-islam a travaillé à les réhabiliter dans la société libyenne (voir Vallée, Olivier ; Kadhafi: le dernier roi d'Afrique. *Politique africaine*, 2012, n° 1, p. 147-167). En plus de résoudre tous les différends avec les pays occidentaux, tels que l'affaire de Lockerbie et celle des armes de destruction massive. Ces réformes étaient la priorité de la politique du colonel Kadhafi pour deux raisons. La première consistait dans le désir d'atténuer les difficultés économiques subies par le peuple libyen en raison de l'embargo, ainsi que celui de renforcer son autorité.

La deuxième raison était de donner à son fils Sayf al-Islam un rôle important dans ce projet, afin d'organiser une possible succession dans la Jamahiriya de son père. Bruno Gallies de Salies décrit ces réformes : « Les difficultés économiques et sociales contraignent le colonel Kadhafi à entreprendre et à favoriser des changements, pour raffermir son autorité politique. Il soutient plutôt l'action des « réformateurs », emmenés par Sayf al-Islam Kadhafi. Ce dernier, de plus en plus engagé dans les grands dossiers intérieurs et extérieurs du pays, est perçu en Occident comme le successeur du Guide de la révolution »<sup>1</sup>. Mais le printemps arabe a été un obstacle à la réalisation de ce projet ; tous les projets de développement ont cessé à la suite du départ des entreprises étrangères du territoire libyen, en raison du conflit entre les milices pour le pouvoir. Nous allons donc examiner dans cette section les changements sociaux dans la période précédant le conflit libyen. En effet, cette période est la plus claire selon les indicateurs le développement global et concernant l'amélioration des conditions de vie de la population. De plus, la société libyenne a connu une croissance dans tous les secteurs durant ces trois dernières décennies.

#### *7.4.1 - Les changements sociaux et économiques dans la société libyenne*

La Libye a été un théâtre de conflits entre trois puissances coloniales, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, où sont morts environ un demi-million de Libyens entre les années 1922 et 1943, y compris 60.000 prisonniers et détenus. La Libye a été parmi les pays les plus pauvres en Afrique, il n'y avait pas d'écoles ou de services de santé pendant la période coloniale.

Ensuite, par une décision des Nations Unies, la Libye a obtenu son indépendance en 1951, et elle est devenue une monarchie jusqu'en 1969, quand un certain nombre d'officiers de l'armée ont renversé la monarchie et mis en place la République libyenne.

En effet, la monarchie est principalement fondée sur les tribus libyennes à travers leurs élites. Ces dernières ont formulé la première Constitution libyenne au cours de l'année d'indépendance, et ces élites ont été capables de maintenir leur position dans la gestion des affaires d'État grâce à leur fidélité au Roi.

---

<sup>1</sup> - CALLIES DE SALIES Bruno, Libye : Réformes et guerre de succession dans la Jamahiriya, *Confluences Méditerranée*, 2009/4 (n° 71), p. 201.

Après la découverte du pétrole en 1959, les signes d'une amélioration économique ont émergé lorsque le royaume libyen a mis en place des plans de modernisation. Cela est apparu clairement à travers des programmes d'éducation et de santé sur le terrain libyen, qui ont rencontré le plus d'intérêt, car ces secteurs sont directement liés à la vie des citoyens ; mais aussi à travers le principe de base qui énonçait que le citoyen libyen avait subi l'ignorance et la maladie au cours de la période coloniale. Cette amélioration a cependant été longue en raison de la corruption financière et administrative qui gangrenait les institutions de l'État.

Au cours de l'année 1969, un certain nombre d'officiers de l'armée ont renversé cette monarchie comme nous l'avons déjà indiqué, et ils ont mis en place la République libyenne. Kadhafi, alors âgé de 27 ans, et ses camarades ont effectué leur révolution blanche sans effusion de sang, elle a obtenu la satisfaction de la majorité de la population libyenne, probablement en raison des slogans portés par la révolution dès son premier jour : la liberté et la justice sociale pour tout le peuple libyen. Ces slogans qui ont amené la révolution de septembre ont été appliqués avec des résultats spectaculaires, grâce aux recettes pétrolières du Trésor de l'État : le revenu moyen par habitant augmente jusqu'à 2,000 \$ par an après avoir été de 35 \$ en 1959. Le principal bénéfice de cette hausse des fluctuations du revenu fondamental réside dans la construction sociale, pour exemples la réduction du ratio de la mortalité infantile ainsi que l'augmentation progressive de la population, grâce aux programmes de l'enfance et des soins de maternité. Cette évolution a contribué à l'émergence d'une classe moyenne vivant principalement des salaires versés par l'État ; on a assisté à l'émergence d'une fonction publique pourvoyeuse d'activité économique pour la plupart des Libyens, alors qu'elle était préalablement l'apanage de l'élite et des chefs tribaux au cours de la monarchie. Yassin Al-Kabire, professeur de sociologie dans les universités libyennes, décrit à cet égard la transformation économique et le changement social et démographique qui se sont produits en Libye : « La disponibilité des emplois qui génèrent un revenu stable à Tripoli et Benghazi et celles des champs de pétrole a attiré un grand nombre de résidents des zones agricoles vers le nord et les villes. Ils ont contribué à la migration interne vers Tripoli (exode rural) et à augmenter le nombre de la population urbaine : la population de Tripoli est passée de 130.000 personnes en 1951 à 400.000 personnes en 1970, et la population de Benghazi,

dans la même période, de 70.000 personnes à 300 000 habitants [...] la proportion de la répartition démographique de la population a changé, lorsque 80 % de la population rurale a immigré vers les grandes villes. En outre, une organisation du travail a émergé dans les petites villes et les champs de pétrole »<sup>1</sup>.

Le changement politique de la monarchie à un système républicain a accordé de nombreux avantages lorsque les Libyens ont bénéficié des revenus pétroliers, tels que les soins de santé gratuits et le développement. Les routes du réseau du pays sont les plus longues parmi les pays du Maghreb arabe, afin d'atteindre chaque ville et village, quel que soit le nombre de la population. La scolarité est également devenue garantie pour tous, gratuite et obligatoire à partir de l'âge de six ans.

Le changement de statut social et professionnel des femmes en Libye est devenu notablement efficace, après que son rôle a été auparavant limité à la procréation et la garde des enfants, la femme est devenue une partenaire de l'homme dans chaque activité de la vie économique, ce qui est dû à l'application du principe de l'égalité entre hommes et femmes dans l'accès à l'éducation, en particulier l'enseignement supérieur. Ainsi, les femmes libyennes ont pu prendre des charges dans la majeure partie du travail et des tâches politiques, à l'échelle professionnelle, locale, régionale et internationale : par exemple certaines femmes sont devenues ministres, ambassadeurs, et elles ont également occupé des professions scientifiques etc. Où Ali Abd al-latif Ahmida décrit ces changements « Le processus révolutionnaire en Libye au cours des deux premières décennies de règne de Kadhafi apporté de nombreux avantages aux Libyens ordinaires, tels que la gratuité des soins de santé, le développement de l'infrastructure du pays et une éducation gratuite dépassant de loin celle de la monarchie libyenne d'autant plus que les femmes sont devenues des ministres et ambassadeurs et pilotes »<sup>2</sup>. Il est nécessaire de souligner ces faits importants qui concrétisent la transformation d'une société qu'est à peine libérée de l'ère coloniale à une société qui se caractérise par la multiplicité des carrières et la possibilité de recrutement les femmes dans le marché du travail, comme les hommes en se basant sur le principe d'égalité, tout cela s'est réalisé en trois décennies. Ceci est vraisemblablement dû à la volonté politique au cours cette période de

<sup>1</sup> - Yassin Al-Kabire, *Immigrants à Tripoli*, Beyrouth, Liban, Institut arabe de développement, 1982, p.125

<sup>2</sup> - Ali Abd-allatif Hmeda, *État post-colonial et transformation sociale en Libye*, série d'études, Centre arabe des recherches et l'étude les politiques, Doha, Qatar, 2012, p, 23

transformer un pays sous-développé en un pays avancé. Des plans ambitieux étaient en cours de mise en œuvre avant le printemps arabe qui a éclaté dans les pays du Maghreb. Ce dernier a suspendu tous les projets de développement en Libye, à présent contrôlée par l'islam politique et ses partenaires politiques. Ces évolutions sont probablement dues à des facteurs importants qui peuvent être résumés comme suit :

- 1- L'abondance économique mise à disposition par les revenus pétroliers.
- 2- La volonté des politiciens de progresser et de développer la Libye afin d'assurer une vie décente pour tout le peuple libyen.
- 3- Le désir de réaliser la souveraineté nationale en se référant aux pays avancés dans tous les domaines de la vie.

Les changements économiques et sociaux que la société libyenne a connus au cours des trois dernières décennies avaient été programmés dans un plan de développement global visant tous les secteurs publics, et qui était censé être achevé d'ici 2025 au moins. L'État avait alloué environ 200 milliards de dollars, contractés avec des entreprises internationales spécialisées pour le développement et la réhabilitation de tous les secteurs à la fois. Mais ce qu'on appelle le printemps arabe a mis un arrêt aux objectifs des Libyens et a empêché de mener à terme ces projets de développement. Pour cette raison, tous les projets de développement sont bloqués depuis que les entreprises ont quitté le territoire libyen, en particulier celles qui opéraient dans le secteur des infrastructures.

Il convient de mentionner que les crises économiques liées aux révoltes arabes ont également affecté les pays voisins, en particulier les pays africains du Sahel. Emmanuel Comole dit à cet égard : « les cinq pays sahéliens frontaliers de l'Afrique du Nord se sont retrouvés dans des situations économiquement fragiles sans pour autant avoir été ensuite contaminés par un ralentissement dû aux révoltes arabes »<sup>1</sup>.

Il est intéressant de noter que Kadhafi a investi beaucoup de revenus pétroliers en Afrique, en particulier dans le secteur agricole, dans le contexte de la sécurité alimentaire des populations africaines. On peut dire que les projets de développement menés par le

---

<sup>1</sup> - Emmanuel Comole, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne. Des trajectoires économiques différenciées, Afrique contemporaine, 2013/1 (n° 245), p.102

Kadhafi en Afrique n'ont pas été bien accueillis par l'opinion publique en Libye, raison de leur infaisabilité économique à long terme, surtout après sa disparition. Amandine Adamczewski et Philippe Hugo indiquent : « Kadhafi était, grâce aux ressources pétrolières et des réserves extérieures estimées à plus de 175 milliards de dollars, le financeur de nombreux projets dans l'agriculture, l'hôtellerie, les mines et les banques, par les fonds souverains Libya Africa Portfolio (LAP) et les groupements financiers LAFICO et LAAICO2. Ces fonds investissaient pour plus d'un milliard de dollars par an, principalement en Afrique sahélienne »<sup>1</sup>.

#### *7.4.2 - Les indicateurs importants pour les jeunes diplômés libyens inattendus, leur intégration sur le marché du travail, et des événements historiques décevants*

La tranche catégorie des jeunes est considérée comme une catégorie très importante dans la société libyenne : ils constituent 60% de la population totale ; cette tranche de la population et son rôle dans le développement économique ne peuvent donc pas être négligés. Par ailleurs, elle constitue environ 54% de la main-d'œuvre dans tous les secteurs, les services ou la production. Au cours de la période débutant avant 2011, cette catégorie s'est affaiblie en raison de la guerre entre les composantes de la société libyenne : les parties en conflit pour le pouvoir ont recruté les jeunes, en les payant afin de les impliquer dans la guerre, surtout, celle qui a éclaté en 2014, après la chute du régime de Kadhafi.

De plus, beaucoup des jeunes Libyens ont changé leurs parcours socioprofessionnels après la guerre libyenne ; cet événement est considéré comme un point de tournant. Beaucoup des jeunes ont été soumis physiquement à un handicap, et la stagnation économique a fait disparaître les opportunités de croissance et de travail pour les jeunes, disponibles auparavant pour tous en Libye avant la guerre. Ceci est une conséquence de la conspiration à l'extérieur du pays. Cette guerre a ainsi contribué à la propagation du chômage, ainsi cet événement a affecté radicalement les jeunes Libyens. Cet événement est peut-être cohérent avec l'introduction du livre de Natalie Burnay, Servet Ertul et Jean-Philippe Melchior expliquant les dimensions des parcours de vie, lorsqu'ils montrent que : « Les points de bifurcation correspondent à des événements plus

---

<sup>1</sup> - Amandine Adamczewski, Philippe Hugon, La crise libyenne et son impact sur les transactions foncières en Afrique. Le projet Malibya au Mali, Afrique contemporaine, 2013/1 (n° 245), p.105

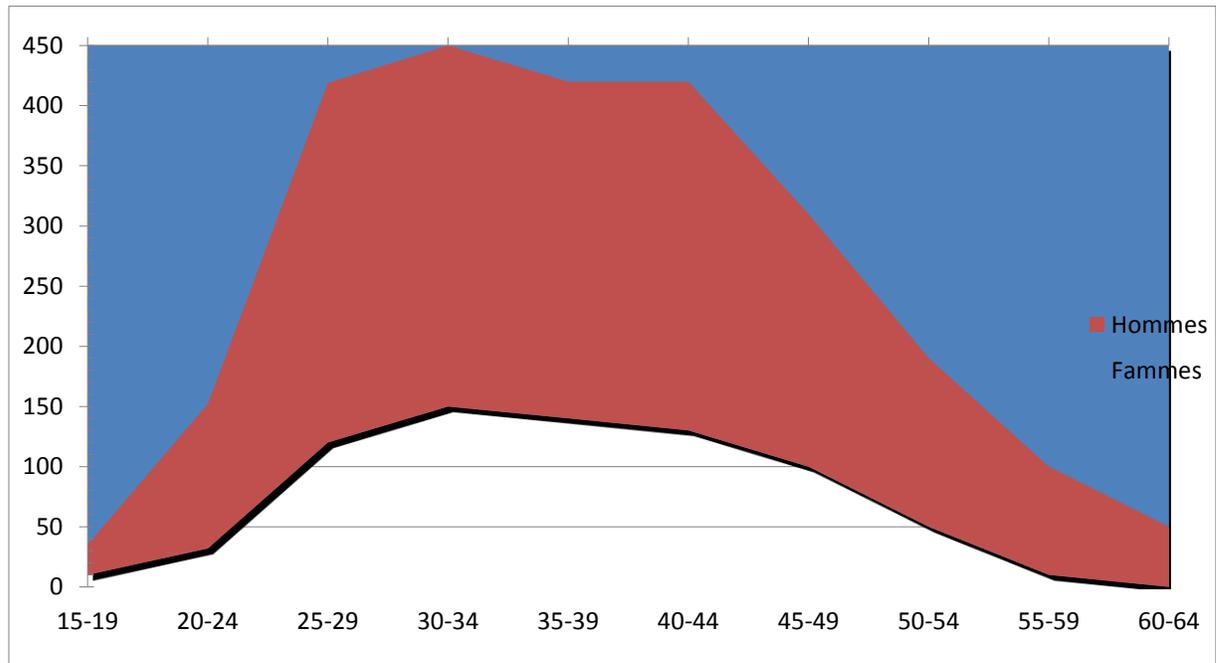
radicaux qui réorientent les trajectoires en question [...] ces événements qui déterminent les transitions et les points de bifurcation des trajectoires et qui permettent d'appréhender les changements identitaires, peuvent être de natures différentes, [...] ils peuvent être subis par l'individu pris dans des contextes sociaux globaux (période de guerre, de récession économique...) ou particuliers (veuvage, perte d'un parent...) »<sup>1</sup>.

La plupart des études plus récentes que celles menées au cours du régime précédent prévoyaient que le taux d'intégration des jeunes sur le marché du travail pour la période 2015-2050 évoluerait de façon spectaculaire. Ainsi l'augmentation sera assez élevée parmi les garçons diplômés, de 90 % en 2015 à 96 % en 2050, et la proportion d'insertion professionnelle pour les filles diplômées dépassera les 47,2 % en 2015 jusqu'à atteindre 53,3% en 2050. Cette évolution peut s'expliquer par les stratégies employées et la volonté du gouvernement libyen de recruter les jeunes générations de toute origine sociale [Ministère de la planification libyen, Rapport annuel 2013].

Cela signifie qu'un flux croissant de jeunes est prévu sur le marché du travail. Il faut souligner la différence entre la proportion d'hommes et celle de femmes au niveau de l'insertion professionnelle, qui est claire dans la société libyenne. Il faut donc interpréter cette variation comme probablement relative aux valeurs culturelles et sociales de la vie privée de la société libyenne, lorsque certaines des femmes préfèrent rester à la maison pour prendre soin des enfants après l'obtention d'un diplôme, ou préfèrent un travail simple, non pas sur une base quotidienne, mais par exemple dans le secteur de l'éducation primaire, en alternance avec des camarades. La graphique ci-dessous tente de montrer clairement la diversité qualitative et d'âge sur le marché du travail libyen.

---

<sup>1</sup> - BURNAY Nathalie, ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe (dir), *Parcours sociaux et nouveaux desseins temporels*, Louvain-La-Neuve, Academia l'Harmattan, 2013, p.11

**Graphique 1 : La main-d'œuvre en Libye selon l'âge et le sexe ; en milliers**

**Note :**Tranche d'âge Préparation par le chercheur à travers les données provenant du recensement général de la population libyenne 2008.

#### 7.4.3 - Les atouts de la scolarité en Libye

- L'augmentation du taux de scolarisation parmi la population d'âge scolaire, de 6 à 24 ans, ainsi le taux brut de scolarisation a augmenté au cours des trois dernières décennies de 100% si l'on s'en tient à cette époque. On a noté que cette hauteur s'égaliserait dans une large mesure dans les zones urbaines et rurales, où les diplômés du secondaire sont passés à 92 % des garçons et 80 % pour les filles.
- Après l'augmentation du niveau d'éducation de la population et surtout dans la catégorie d'âge de 15 ans et plus, il en résulte une augmentation importante des bacs + 4, où ce pourcentage est parvenu à 75 %. Par ailleurs, les jeunes qui ont obtenu une maîtrise ou un doctorat atteignent au total 10 %, ce changement a eu un impact réel sur la construction professionnelle
  - Se débarrasser de l'analphabétisme chez les jeunes.
  - Les jeunes représentent un pourcentage élevé d'expériences, qui occupent un rôle important dans le marché du travail, la proportion des diplômés qualifiés atteint

85,5% [voir Rapport annuel pour l'intégration de la jeunesse libyenne, Conseil national de planification, 2016].

**Tableau 1 : Taux d'analphabètes selon le sexe de la population de plus de 10 ans en %**

Année	Hommes	Femmes	Total
1954	69.8%	88.0%	78.9%
1964	56.7%	90.9%	73.8%
1973	31.0%	72.7%	51.8%
1984	18.3%	47.1%	32.7%
1995	10.5%	27.2%	18.8%
2001*	8.6%	19.7%	14.0%
2003**	6.8%	19.4%	14.0%
2013**	6.69%	18.3%	11.4%

Source : données provenant du recensement officiel de 1954 à 1995.

- RNDH, rapport national sur le développement humain, 2002.
- \*\* Données provenant du Comité populaire de l'éducation nationale.

### 7.5- Histoire de l'enseignement supérieur en Libye

Il est nécessaire de présenter un aperçu de la situation éducative libyenne selon les époques historiques, depuis la civilisation grecque jusqu'à la période de la colonisation italienne. Avant de présenter l'histoire de l'enseignement supérieur en Libye, nous devons présenter succinctement l'histoire de l'éducation primaire en Libye. L'éducation primaire en Libye était simple et sans prétention, les imams étaient tels que des enseignants du Coran dans les mosquées. Tout ce qu'on appelle *Al-Ketab* consiste en des endroits se trouvant généralement à côté des mosquées et se caractérisant par la simplicité, où les enfants sont acceptés dès l'âge de cinq ans pour apprendre le Coran.

Ce type d'enseignement a prévalu dans toutes les villes et les zones rurales, c'était le seul endroit où on apprenait la lecture et l'écriture. Nagah Al-Gabesi confirme que : « *al-Ketab* est une école primaire destinée à enseigner aux enfants le Coran, les principes de la religion et la morale. On considère qu'une petite chambre sans ameublement ou éclairage est suffisante. Seul est nécessaire un tapis posé sur le sol afin que les enfants s'assoient avec leur professeur. Les leçons durent du matin jusqu'à midi, les enfants

retournent à leur domicile pour le déjeuner et reviennent ensuite à la leçon jusqu'à cinq heures du soir ».<sup>1</sup>

Ainsi, l'émergence des écoles coraniques indépendantes est un moyen d'apprendre aux enfants les comportements et notions islamiques en plus de la lecture et l'écriture, ces écoles se trouvent normalement dans les mosquées ; Ahmed Fouad Ahwani confirme également l'émergence des écoles coraniques pour l'éducation des enfants dans une institution indépendante à la mosquée : « La création d'*al-kebab* comme établissement d'enseignement dans le monde musulman est réalisée en raison de la nécessité d'enseigner aux jeunes, afin qu'ils puissent bénéficier des programmes d'éducation offerts dans les mosquées. En raison de la crainte de la détérioration des lieux par les enfants attachés à la mosquée, a émergé l'idée des écoles coraniques séparées (*Al-kebab*) comme lieux d'éducation spéciale pour garçons »<sup>2</sup>.

Ainsi, l'enseignement supérieur en Libye a une longue histoire datant de temps anciens : d'après les données historiques, la Libye a été le centre de nombreuses civilisations, les plus importantes étaient la civilisation grecque, à l'est du pays, et la civilisation romaine à l'ouest. La présence des villes archéologiques, comme Sabratha et Cyrène, montre l'existence d'une telle civilisation ; les données historiques ont indiqué que la Libye était l'un des pays à avoir pris soin des livres, des documents, des manuscrits et des bibliothèques.

Cette idée est enracinée dans les lectures historiques des historiens libyens. Abdallah Al-Sharif et M. Mohammed Hamed Ataiwar disent dans leur livre *L'histoire des bibliothèques, des documents et des manuscrits libyens* que : « La Libye était à l'avant-garde des pays qui ont pris soin des livres et des écrits. Callimaque y était par exemple bibliothécaire (305-240 avant J.-C.), il était au début de sa vie secrétaire d'une des bibliothèques existant à Cyrène, pour ensuite rejoindre la bibliothèque la plus célèbre qui se trouvait à Alexandrie. La bibliothèque de Cyrène contenait une grande partie des livres et de la connaissance à l'époque, elle contenait ainsi 120 volumes [c'est le catalogue des livres d'Alexandrie de Callimaque qui contient 120 volumes], elle contenait plusieurs

<sup>1</sup> - Najah Al-Gabésien, Les instituts et établissements d'enseignement dans le Maghreb arabe, *Revue du Collège de l'éducation*, n° XIV, 1980, Université Al-Fateh, Tripoli, Libye, p.12-13 (langue arabe)

<sup>2</sup> - Ahmed Fouad Ahwani, L'éducation en Islam, Caire, la Maison du savoir, 1968, p.77 (langue arabe)

sections de livres comme le théâtre, la poésie lyrique, la législation, la philosophie, l'histoire, les discours et divers autres sujets »<sup>1</sup>.

La civilisation islamique a ensuite joué un grand rôle à partir du VII<sup>e</sup> siècle après J.-C., elle a donné lieu à l'émergence d'un système éducatif prenant en charge les élèves dans les écoles coraniques et les mosquées pour l'éducation religieuse, ce qui équivaut à l'enseignement secondaire, puis l'éducation dans les grandes mosquées comme Al-Zawiya, ce qui correspond à l'enseignement universitaire contemporain. Ali Al-Hawat dit à cet égard que « L'activité intellectuelle et mentale qui prévalait en Libye dans les mosquées et les grands centres est une activité qui peut dignement être comparée à l'enseignement scolaire et universitaire, car il répond à toutes les exigences de l'enseignement supérieur, dont l'enseignement et la recherche scientifique dirigés aux fins de la vie quotidienne et de la religion »<sup>2</sup>.

L'éducation à l'époque de l'Empire ottoman a pris une autre forme, elle a ajouté de nouveaux éléments à la société libyenne, par la création des nouvelles écoles civiles et militaires turques. La création de ces écoles est imputée selon les historiens libyens à des motivations différentes, politiques : le but de ces écoles était de fournir l'armée et l'administration turques en membres de la société libyenne, de les engager au profit de l'Empire ottoman.

La deuxième raison pour ouvrir des écoles turques en Libye aurait été un sentiment de faiblesse de l'État turc face à l'Europe pour répandre sa culture durant cette période. La mise en place d'écoles turques en Afrique du Nord aurait eu pour visée de renforcer l'influence de l'État turc, ainsi que de se protéger contre l'occupation européenne de la propriété de l'État ottoman. Le conflit entre les Arabes en Libye et les Turcs a également incité l'État turc à ouvrir des écoles pour apaiser les Libyens, pour leurs enfants qui vivent en Libye et en encourageant certaines familles libyennes à envoyer leurs enfants étudier l'enseignement supérieur en Turquie, même si ces offres restaient limitées. À cet égard, Hamid Faraj dit : « On note que pendant les trois époques de domination ottomane en Libye, le nombre d'écoles créées par l'Empire ottoman est

---

<sup>1</sup> - Abd-allah Al-Sharif et Mohammed Hamed Ataiwar, Études sur l'histoire des bibliothèques, des documents et des manuscrits libyens, première édition, Tripoli, Chambre libyenne pour la publication, la distribution et la publicité, 1987, p. 15 (langue arabe)

<sup>2</sup> - Ali Al-Hawat, L'enseignement supérieur en Libye, la réalité et les perspectives, op. cit., p. 53

limité. Les Ottomans ont établi presque la même échelle éducative dans le monde arabe, elle comprend l'éducation religieuse, publique, et l'enseignement technique et professionnel »<sup>1</sup>.

Les preuves historiques indiquent que l'enseignement supérieur dans l'Empire ottoman en Libye était limité et n'était pas disponible pour tous les jeunes des différentes classes sociales, surtout dans les premières périodes de l'Empire ottoman. Ainsi, peut-être à cause des conditions de vie de la société libyenne ou des possibilités limitées de l'État ottoman, les fils des Libyens qui voulaient obtenir des diplômes s'orientaient pour étudier vers l'Égypte, à la mosquée Al-Azhar, la Tunisie, à la mosquée Al-Zaituna, ou la Turquie, dans les écoles militaires. À cet égard, Raafat Ghonaimy, l'explique « Il est à noter que l'enseignement supérieur n'a pas été disponible pour tous les Libyens, mais a été limité à quelques-uns des fils de la Libye, du côté des Turcs vivant en Libye »<sup>2</sup>.

Dans la dernière époque de l'Empire ottoman, l'éducation est devenue plus développée, c'est dans ce contexte qu'est apparu l'enseignement professionnel. En 1895, une école d'industriels islamiques a été fondée sous l'égide du Sultan Namik Pasha, elle était alors appelée l'école Hamidiyah, du nom du Sultan Abd al-hamid. Ce fut la première école fondée en Libye, les objectifs les plus importants étaient d'y prendre soin des orphelins et de former les élèves, afin d'acquérir de l'expérience et des compétences dans l'industrie, l'artisanat et les beaux-arts. En 1903, une autre section scolaire a été ajoutée pour les filles, elle comprenait 25 élèves formées à des professions féminines.

Dans l'histoire tardive de l'Empire ottoman en Libye, quelques écoles ont été fondées dans un but de formation professionnelle et de préparation des enseignants. La Maison des enseignants a été créée en 1901, la durée des études y était de deux ans, les conditions pour rejoindre cette Maison sont la mémorisation du Coran, la capacité de lire, d'écrire et avoir des connaissances des questions linguistiques et religieuses. La première promotion a obtenu son diplôme à Tripoli en 1903, le nombre était de 7 étudiants. Puis, en 1910, l'Institut par la langue turque pour l'éducation moderne mixte a été ouvert<sup>3</sup> Omar

<sup>1</sup> - Hamid Faraj, l'histoire de l'éducation en Libye de 1551 à 2011, Tripoli, Bibliothèque scientifique mondiale, 2012, p.22 (langue arabe)

<sup>2</sup> - Raafat Ghonaimy, Le développement de l'éducation en Libye dans les temps modernes, Benghazi, Chambre de développement pour la publication et la distribution, 1972, p.162 (langue arabe)

<sup>3</sup> -Ministère de l'Éducation, une étude historique sur le développement de l'éducation en Libye de l'époque ottomane à l'heure actuelle, Tripoli, 2<sup>e</sup>édition, 1974, pp.8-9 (langue arabe)

Toumi Shaibani confirme également qu'il y avait une amélioration à la fin de l'Empire ottoman, quand l'École islamique des Arts et Métiers avait déjà été établie, et avec la mise en place de l'École militaire, qui visait à former des militaires libyens [voir Shaibani El-toumi Omar, *Histoire de la culture et de l'éducation en Libye*, Tripoli, Université Al-Fateh, 2000].

Enfin, l'éducation au cours de la période du colonialisme italien (1911-1942), voyait des tentatives de lier la culture arabe à la culture italienne, mais elles n'étaient sans aucune impacté, par rapport aux efforts français réalisés dans les pays du Maghreb comme la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Dans le cas algérien par exemple, les efforts français pour éduquer le peuple algérien ne se situaient pas dans l'intérêt du colonisateur français pour le peuple, mais plutôt pour le succès du projet colonial et la création d'une société de consommation pour ses produits [ Aïssa Kadri, « Histoire du système d'enseignement colonial en Algérie », colloque *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne*, 20-22 juin 2006, Lyon, ENS LSH, 2007]

Les historiens libyens expliquent les efforts de l'Italie pour ouvrir des écoles en Libye par deux raisons. La première consiste à fournir des écoles pour les enfants de la communauté italienne de cette période, alors que la seconde raison vise à affaiblir l'Éducation nationale religieuse en Libye. Les autorités italiennes ont commencé à intégrer les citoyens libyens dans la culture italienne en renforçant la politique de l'éducation italienne et réduisant la langue arabe à une culture locale, à un moyen réduit aux transactions quotidiennes. Ali Al-Hawat explique ainsi : « la colonisation italienne a lutté contre la culture arabe, surtout à l'époque du fascisme, où on a pris certaines mesures contre l'éducation nationale, qui était considérée comme une partie de l'éducation islamique, ces mesures ont mené à son remplacement par une éducation italienne, similaire à celle dispensée à l'étudiant en Italie »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> - Ali Al-Hawat, l'enseignement supérieur en Libye, la réalité et les perspectives, op cit. p.67, ( langue arabe)

\*- La Commission technique de l'enseignement technique nationale est l'un des organes du Ministère de l'enseignement supérieur concernés pour jeter les bases de l'enseignement technique et superviser l'ensemble des établissements d'enseignement technique : le corps des collèges techniques et des instituts techniques et les instituts supérieurs. Elle doit également identifier et fournir les besoins et exigences, humains et matériels, de ces institutions. Elle doit s'occuper de la préparation et de la mise en œuvre des plans d'études et des programmes de formation, avec les qualités nécessaires à la réhabilitation et au développement des ressources humaines nationales dans les domaines techniques et fonctionnels, ceci afin que les individus puissent contribuer plus efficacement au développement économique communautaire.

## 7.6 - L'évolution de l'enseignement universitaire en Libye

Au cours des trois dernières décennies, l'enseignement universitaire libyen a connu un développement quantitatif considérable. L'expansion horizontale est considérée comme un des développements les plus importants qui ont changé le visage de la vie sociale en Libye. L'enseignement supérieur en Libye est divisé en deux sections, que l'on pourrait désigner ainsi :

- 1- L'enseignement supérieur, dans les diverses universités et les collèges.
- 2- L'enseignement supérieur professionnel, par des instituts supérieurs professionnels et spécialisés. Il est sous la supervision de la Commission nationale de l'enseignement technique\*.

On peut dire que la généralisation des établissements d'enseignement, à partir de l'éducation primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, a permis la diversification des filières d'études. Par ailleurs, ce développement dans le domaine de l'éducation a permis à tous les jeunes libyens de rejoindre potentiellement ces institutions via les collèges universitaires. Le développement programmé du secteur de l'enseignement supérieur faisait partie d'une série de plans de développement globaux sous la supervision de l'État libyen.

Ces procédures de développement ont permis le recrutement des jeunes dans les trajectoires d'éducation, dans toutes les disciplines en général. Après avoir créé la première université en Libye, le 15 décembre 1955, les collèges et enseignants se sont multipliés ; la Faculté des lettres accueillait à cette époque 31 étudiants et il est notable que la plupart des enseignants venaient de la République arabe d'Égypte.

Les projets liés au développement du secteur de l'éducation et des autres secteurs étaient en fait directement liés aux revenus du pétrole. C'est grâce à ces revenus que le secteur de l'éducation rejoignait ses homologues, il a pu se développer et le perfectionnement et l'augmentation du nombre de diplômés ont été les indices principaux et tangibles de ce phénomène. La première pierre de la Faculté de médecine a été posée en 1971, elle a été créée en collaboration avec l'UNESCO.

En août 1973, l'Université libyenne a été séparée en deux universités indépendantes : une université à l'est de la Libye, nommée université Gar Younis jusqu'à

la chute du régime de Kadhafi en 2011, et l'autre dans l'ouest de la Libye, l'université d'al-Fateh, qui conservera également son nom jusqu'à la chute du régime. Ainsi, après des débuts modestes, dès l'indépendance en 1951, ce secteur a continué de se développer progressivement, jusqu'à atteindre 12 universités en 2011, réparties sur tout le territoire libyen. Cette expansion horizontale des universités a ouvert comme mentionné précédemment le champ pour les élèves de toutes les couches de la société libyenne, qui avaient été privés d'étudier en raison de nombreux facteurs, tels que la pauvreté, l'éloignement géographique, etc.

Il est notable à cet égard que l'égalité de scolarisation entre hommes et femmes dans les études universitaires est parvenue à un niveau assez élevé : les statistiques indiquent que le nombre de femmes inscrites dans l'enseignement supérieur a effectué un bond prodigieux : leur scolarisation universitaire ne dépassait pas 3,3% en 1960, alors qu'elle a atteint 43,2% en 1990. Ce taux démontre le développement scientifique colossal, tant quantitatif que qualitatif, réalisé par les étudiants libyens, et démontre également l'attention de l'État pour ce secteur vital, qui affecte tous les autres secteurs. Tous ces développements et ces réalisations se sont réalisés grâce à la volonté des jeunes du pays et le désir d'égaliser les pays développés à tous les niveaux. Ali Al-Hawat dit à ce propos : « Cette expansion de l'Université de la Libye s'est faite en raison du nombre croissant d'étudiants inscrits à l'Université pour étudier et en raison de l'accent mis sur l'enseignement universitaire dans le service communautaire. Ainsi, ce secteur accorderait les compétences scientifiques nécessaires à l'avancement de la société, ceci lié à la conviction que la science a un rôle-clé contribuant à la transformation sociale et économique du pays qui a commencé à la connaître »<sup>1</sup>.

Ces plans ont effectivement changé la réalité de la famille libyenne, les professions se sont diversifiées et, alors qu'elles étaient basées jusqu'alors sur l'héritage et les similitudes, elles sont devenues des professions basées sur le mérite et les diplômes.

On pourrait dire qu'il n'y a presque plus de familles libyennes dépourvues de titulaires de diplômes universitaires dans les différentes disciplines scientifiques, depuis les trois dernières décennies. Cette évolution peut également être due à une amélioration

---

<sup>1</sup> - Ali Al-hawat, Les objectifs sociaux et économiques de l'université et l'enseignement supérieur dans la société arabe libyenne, Revue d'unité, deuxième année, n°14, Novembre 1985, pp.39-41

de la situation économique des familles et des efforts déployés par l'État pour le déploiement de l'éducation à toutes les zones rurales et urbaines quelles que soient les zones géographiques.

### 7.7 - Le développement de l'enseignement supérieur professionnel

Il est important de noter que l'enseignement supérieur professionnel n'a seulement été développé en Libye qu'à la suite d'un certain nombre de critiques adressées aux politiques éducatives. En raison de la transformation sociale subie par la société libyenne et le changement dans la structure professionnelle imposé par des besoins du développement communautaire, le gouvernement libyen a procédé délibérément à la diversification de l'enseignement supérieur. Lorsqu'il a fondé l'enseignement supérieur professionnel, un des objectifs était d'ouvrir et d'établir des instituts professionnels de haut et moyen niveaux (post-baccalauréat), à travers lesquels l'étudiant suivait une courte période d'étude. Ces instituts visent ainsi à fournir la main-d'œuvre formée dans le domaine de l'enseignement professionnel comme des formateurs, selon les besoins du marché du travail, en fournissant des experts formés qualifiés et bien formés dans toutes les disciplines. En fait, ces courts parcours pédagogiques selon les spécialistes à ce sujet sont des itinéraires alternatifs aux formations universitaires classiques, Gilles Moreau les décrits « L'enseignement court post-baccalauréat est souvent considéré comme une alternative aux formations généralistes des universités »<sup>1</sup>

Cette mesure faisait réponse aux critiques de la politique d'enseignement universitaire, selon lesquelles elle ne prenait pas en compte l'enseignement technique, et que les universités libyennes étaient éloignées de l'habilitation des jeunes libyennes au travail réel et aux opportunités du marché du travail. Ainsi, l'État a concentré ses capacités dans la formation professionnelle de manière semblable à l'enseignement théorique, dans le cadre des politiques de l'enseignement supérieur. Le tableau ci-dessous liste ces instituts.

---

<sup>1</sup> - MOREAU Gilles, Les BTS par apprentissage : un monde à part *in*. ERTUL Servet (dir) *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat* : IUT-STIS. Presses Universitaires de France-PUF, 2000, p.157

**Tableau 2 : Les noms et les lieux des instituts supérieurs**

N	Nom de l'Institut	Nom de la ville ou de la région
1	Institut supérieur du pétrole	Tobrouk
2	Institut supérieur de technologie	Barak
3	Institut supérieur d'électronique	Bani Walid
4	Institut supérieur de l'électricité	Hun
5	Institut supérieur de gestion bancaire	Tripoli
6	Institut supérieur de technologie médicale	Misurata
7	Institut supérieur de l'électricité	Al-zaouia
8	Institut supérieur de la production animale	Gharyan
9	Institut supérieur de l'aviation civile	Al-sbia
10	Institut supérieur des sciences administratives et financières	Tripoli
11	Institut supérieur de service social	Benghazi
12	Institut supérieur de technologie industrielle	Tripoli
13	Institut supérieur des diverses professions techniques	Al-haraba
14	Institut supérieur pour la préparation des enseignants techniques	Zliten

Statistiques tirées de la Commission nationale de l'enseignement technique 2007

#### *7.7.1 - L'importance de la formation professionnelle peut être résumée ainsi*

1- L'intérêt pour la formation professionnelle, pour éviter l'accumulation d'étudiants dans certaines disciplines.

2- Donner des possibilités aux étudiants qui ont des tendances professionnelles, plutôt que littéraires et scientifiques.

3- Fournir de la main d'œuvre dans les domaines du travail libyen jusqu'alors occupés par des étrangers.

Il est notable que l'enseignement professionnel supérieur a attiré l'attention de nombreux pays du Maghreb arabe, ce type d'éducation a intéressé différents gouvernements, en raison de son importance sur le marché du travail, grâce à la fourniture de main-d'œuvre qualifiée. L'enseignement professionnel supérieur est devenu de sorte l'une des recommandations les plus importantes formulées lors du colloque sur l'emploi des jeunes Arabes, qui a eu lieu à Marrakech du 12 au 14 février 2016, sous les

auspices de l'Union du Maghreb arabe, de la Banque islamique et du bureau international du Travail. Ces recommandations ont été résumées ainsi :

1- Il faut améliorer la qualité et le niveau de l'enseignement professionnel et lui donner un rôle important dans la mobilisation des capacités des jeunes, car il procure des débouchés dans les trajectoires professionnelles. Cela peut se présenter selon les étapes suivantes :

- Encourager les jeunes et les orienter vers l'enseignement professionnel.
- Offrir des chances égales aux jeunes femmes comme aux jeunes hommes pour intégrer une formation professionnelle.
- Limiter le décrochage scolaire des jeunes pendant les trajectoires de formation.

2. Assurer et faciliter le bon déroulement de la formation professionnelle par les étapes suivantes :

- Fournir des passages entre les différentes composantes du système éducatif supérieur d'une part et la formation professionnelle d'autre part.
- Adopter le principe de coordination entre les systèmes éducatifs supérieurs et la formation professionnelle dans les pays du Maghreb.<sup>1</sup>

Quant à l'étude supérieure au niveau Master, elle a commencé dès le début des années 1970, lorsqu'elle a été compatible avec les plans de développement mis au point par le gouvernement afin de fournir l'expertise requise par le processus de développement, en particulier dans le secteur de l'enseignement supérieur. Ce développement est clairement démontré dans les trois plans que représentent le plan triennal de développement 1973-1975 ; le plan de développement quinquennal de 1976-1980 ; puis le plan de transformation sociale et économique de 1981-1985. Au cours des phases mentionnées ci-dessus, les universités libyennes ont commencé l'établissement des programmes d'études supérieures, principalement dans la faculté d'éducation de l'université Al-Fateh, anciennement université de Tripoli. C'est le premier collège qui propose des études supérieures au niveau de la maîtrise dans certains départements

<sup>1</sup> - Séminaire sur l'emploi des jeunes du Maghreb, revue de l'université maghrébine, n°19, 2016, p.6

scientifiques, tels que l'éducation et la psychologie, la langue arabe, et le département de philosophie et sociologie. [Al-Hawat, *L'enseignement supérieur, réalité et perspectives*, 1996]

En ce qui concerne les études de niveau maîtrise et doctorat, l'État a fourni un effort important en envoyant des étudiants dans les pays développés, comme les États-Unis, le Canada et les pays de l'Union européenne afin de profiter des dernières découvertes des pays développés. En 2011, le nombre d'étudiants diplômés à l'étranger s'élevait à 15 000.

En revanche, l'État libyen n'a pas ignoré les études supérieures intérieures pour étendre et développer les capacités scientifiques, on peut citer quelques décisions gouvernementales les plus importantes dans l'organisation et la mise en place d'établissements d'enseignement supérieur. Lorsque l'État libyen a émis plusieurs résolutions pour aller de l'avant dans le domaine des études supérieures, le Comité populaire général a publié le 5 juillet la loi n° 891 de l'année 1981, qui organise les études supérieures dans les universités libyennes, cette loi vise à atteindre les objectifs suivants :

1- Mener les recherches et des études sur le progrès scientifique et technique que la société exige.

2- La préparation de spécialistes de haut degré d'efficacité dans les domaines de la recherche scientifique, afin de fournir les besoins de la société en ressources humaines qualifiées.

3- L'augmentation de la connaissance humaine dans tous les domaines scientifiques, au service de la société humaine et pour contribuer au développement global.

4- Le développement de la recherche scientifique dans les universités en coordination avec d'autres organismes scientifiques.

5- L'étude des problèmes de la société libyenne.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> - Ali Al-Hawat, Indicateurs d'études supérieures (علي الحوات دليل الدراسات العليا كلية التربية جامعة الفاتح طرابلس), Faculté d'éducation de l'université Al-Fateh, Tripoli, 1982 (langue arabe)

L'État a également fondé l'Académie des études supérieures en 1995, qui vise à développer les capacités humaines pour couvrir les besoins du marché du travail par des éléments qualifiés. Cette académie a ouvert des branches dans la plupart des villes libyennes. Cette généralisation académique horizontale pour tous indique le désir de l'État libyen de mettre en œuvre une sorte d'égalité et de justice sociale pour tous les citoyens libyens.

### 7.8 - Indicateurs de développement de l'enseignement supérieur en Libye

L'enseignement universitaire a été lancé en Libye en 1955 et a continué de croître. La généralisation d'institutions éducatives s'est mesurée en termes de nombre d'universités, de collèges et de départements spécialisés au fil des ans, comme nous l'avons déjà indiqué. Actuellement et à travers les informations concernant des universités, l'enseignement universitaire inclut dix universités ; deux universités sont d'une nature particulière, l'université Al-Asamarah et l'université ouverte. On compte 198 collèges et 1256 sections spécialisées, et le nombre d'étudiants a atteint 342 795 étudiants répartis dans les universités. Comme indiqué ci-après, il est notable que près de 50% des étudiants sont présents dans les universités de Tripoli et Benghazi, qu'une proportion d'environ 29 % des étudiants se trouvent dans les universités Omar Mukhtar et Al-Zaouia et qu'environ 21 % sont répartis dans les universités restantes.

Le nombre de membres du corps professoral des universités nationales est de 9525 et 1727 expatriés, tandis que le nombre de collaborateurs a atteint 5194 enseignants. Le nombre des assistants d'enseignement conférencier est 4114, le nombre de bourses d'études pour les études supérieures à l'étranger est 5948, et le nombre d'employés dans les universités est 18627.

Le nombre total de salles de classe dans les universités est de 2796, avec le nombre des halls et amphithéâtres qui sont de 242, ainsi que 94 salles pour les services d'Internet. La capacité d'absorption des résidences universitaires est de 31 938 étudiants, ce qui équivaut à environ 10% du nombre d'étudiants au total.

**Tableau 3:** l'évolution du nombre des étudiants et d'enseignants dans les Universités libyennes en fonction de l'évaluation de la situation actuelle des universités libyennes 2012.

<b>N</b>	<b>Indicateur</b>	<b>Le nombre ou %</b>
1	Nombre d'universités	12
2	Nombre de collèges	198
3	Nombre de sections spécialisées.	1265
4	Nombre total d'étudiants	342,795
5	Pourcentage d'élèves de l'enseignement universitaire dans la population (6 millions)	5.7%
6	Nombre de membre du corps professoral national	9525
7	Nombre de membres du corps professoral de l'extérieure	1727
8	Nombre de membres du corps professoral collaborateur	5191
9	Nombre total de membres du corps professoral sans collaborateurs	11252
10	Nombre d'assistants d'enseignement	4114
11	Nombre d'employés dans les universités	18627
12	Nombre de bourses pour les études supérieures	5948
13	Rapport du corps professoral aux étudiants sans les professeurs vacataires	31,1%
14	Pourcentage de professeurs habitués comme des professeurs s vacataires.	54.5%
15	Pourcentage des assistants d'enseignement par rapport aux étudiants	83.1%
16	Proportion du nombre d'assistants d'enseignement pour le nombre de professeurs	3:1
17	Proportion du nombre de professeurs nationaux pour des études supérieures à nombre de professeurs expatriés	3:1 fois
18	Proportion du nombre professeurs assistants pour des études supérieures	53%
19	Proportion du nombre d'employés par rapport au nombre de professeurs	1,7
20	Nombre moyen d'élèves par salle ou amphithéâtre	113 par sale
21	Nombre de salles Internet	93
22	Nombre d'étudiants par salle d'Internet	3647
23	Nombre des laboratoires	1476
24	Nombre de techniciens et ingénieurs travaillant dans les laboratoires	2336
25	Nombre moyen de techniciens et ingénieurs au laboratoire.	1:6
26	Capacité d'absorption des divisions Internes	31938 étudiants
27	Capacité d'absorption d'étudiants dans le logement universitaire	10,3%

Source : Ministère libyen de l'enseignement supérieur

Les politiques publiques en matière d'éducation et de formation se sont articulées après la mise en œuvre qui commence dès le début de l'année 1973 et qui est planifiée jusqu'à 2025. Le secteur de l'enseignement supérieur s'est donc amélioré successivement dans certaines des étapes évolutives sur une période déterminée, et les plans développementaux comprennent une série de plans globaux qui commencent en 1973 jusqu'au dernier plan de l'État, censé expirer en 2025. Seulement, les circonstances

exceptionnelles subies par la Libye actuellement empêchent certains plans ambitieux dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Le principe fondamental est l'éducation de tous les jeunes des couches sociales, quelle que soit leur origine sociale. Il s'agit de faire valoir le principe de démocratisation de l'enseignement appliqué par l'égalité sociale entre les populations.

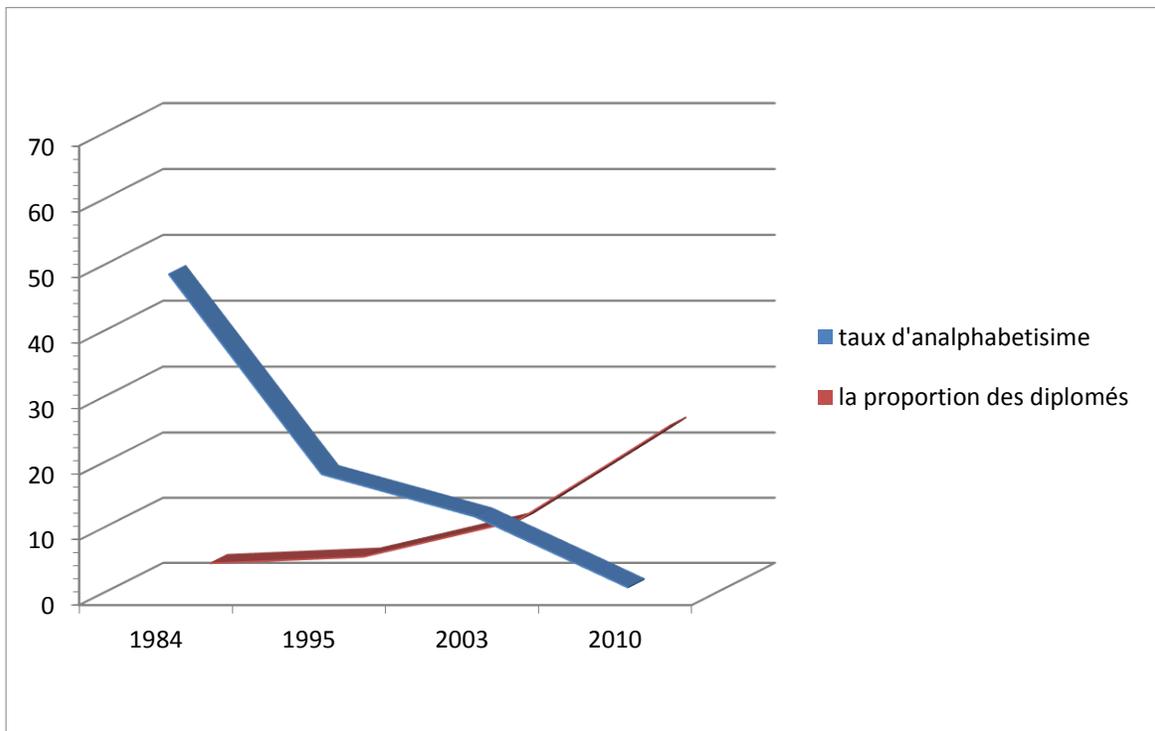
Cette politique éducative a pris une place importante et fondamentale dans l'agenda des planificateurs des stratégies publiques d'État. Cette politique comprend la nature de l'enseignement supérieur et le recrutement des jeunes dans les institutions, ainsi que les stratégies déterminées par l'État sur les méthodes pédagogiques et cursus qui sont en rapport avec le marché du travail. Ceci a mené aux progressions exceptionnelles des effectifs et des étudiants. C'est ce qu'exprime l'expansion sans précédent de la scolarité dans la société libyenne.

En effet, les contextes généraux sur une période de deux décennies (les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix) ont été propices au développement de la démocratisation des scolarisés dans toutes les régions, toujours au sens de l'intérêt national et de l'égalité entre toutes les catégories de la société libyenne.

Ce développement se réalise au sein des exigences d'édification de bases institutionnelles pour l'État libyen. La restructuration de l'État dans tous les aspects de l'économie et des secteurs sociaux a formé autant de facteurs favorables à un fort investissement dans le champ de la formation des cadres scientifiques. On a constaté que les étudiants étaient 100 230 en 1980, alors que ce nombre a plus que triplé en 2014 pour atteindre 342 795, c'est-à-dire que le taux d'augmentation représente environ 5,71 % de l'ensemble de la population totale, ce qui correspond à une augmentation de 24,2 %. Cette expansion de l'enseignement supérieur s'appuie à des plans qui ont été appliqués dans la grande majorité des municipalités libyennes, il s'avère logiquement que cette augmentation est le résultat de l'éducation horizontale. Ceci indique que les chiffres ont ainsi doublé, grâce à la politique de scolarité suivie jusqu'à aujourd'hui.

Le développement quantitatif et qualitatif des diplômés d'enseignement supérieur en Libye s'est progressivement réalisé depuis l'année 1994 jusqu'en 2010, alors que, dans la même période, le taux d'analphabétisme diminuait.

**Graphique 2 : Diminution du taux d'analphabétisme par rapport à l'augmentation des diplômés en trois décennies.**



Source : institution de la statistique et du recensement. (Résultats de l'enquête sociale sur la population 2010).

À travers le tableau précédent, il est clair que la proportion de l'éducation à tous les niveaux a augmenté au fil du temps, alors que le taux d'analphabétisme a diminué. Le taux d'analphabétisme avait atteint 49,6 % dans la catégorie d'âge de 16 à 65 ans en 1984, alors que cette proportion a reculé à 19,1 % en 1995, puis elle a diminué à 12,6 % en 2003, et enfin elle a atteint son niveau le plus bas, 1,7 %, en 2010.

Par ailleurs, nous observons que la proportion de l'enseignement supérieur a progressivement évolué : 2,2 %, 3,2 %, 8,7 % et enfin 23,3 % au cours des années 1984, 1995, 2003 et 2010. Il est notable que la proportion a augmenté de manière significative au cours de l'année 2010. Peut-être que cette augmentation met une pression sur le marché du travail en Libye. Ceci a mené à un flux des diplômés vers le marché du travail, où la main-d'œuvre a régulièrement progressé. Mais cette évolution régulière et rapide, survenue durant une période relativement courte, ne s'est pas faite pas sans apporter de nouveaux défis, encore présents à ce jour.

Le principe objectif du développement de l'éducation était plutôt d'arriver à l'État moderne de bénéficier de l'indépendance économique, mais aussi de voir au-delà. Les efforts à fournir en matière d'éducation ont pour but de réformer les cadres techniques et administratifs susceptibles d'emprunter les expériences dans les mêmes secteurs que ces coopérants étrangers, principalement L'Égypte et l'Irak.

Les programmes universitaires ont eu des conséquences sociales. Ceci implique le principe de l'égalité, notamment sur le sexe (garçons et filles) ou le milieu (urbain et rural). En effet, l'augmentation du taux d'inscription des étudiants dans le secteur de l'enseignement supérieur est éloquent. En un peu plus de trois décennies (1980-2014), le nombre d'étudiants a été multiplié par quatre pour atteindre 342 795 étudiants en 2014, soit presque le double de celui de la période 1984-2014. Cette augmentation a déjà été mentionnée par l'UNESCO dans une statistique sur le nombre d'étudiants inscrits à l'Université âgés de 18 à 22 ans : la proportion est passée de 8 % en 1980 à 18 % en 1996. [voir Mahmoud Abbas Abdeen, *Questions de planification de l'éducation et ses économies, entre international et local*, 2003, p.374]

On constate également une croissance du taux d'étudiantes sur les bancs de l'Université. Pour la période 1960-1990, l'augmentation relative de cette population est beaucoup plus forte qu'avant, alors que le taux de scolarisation des filles a doublé. On constate que la proportion d'étudiantes est passée de 3,3 % en 1960 à 44,2 % du total général des étudiants en 1990 contre 55,8 pour les garçons. Cette progression se fait en dépit d'obstacles et de résistances socioculturelles plus fortes que pour leurs pairs masculins. On l'a remarqué en effet dans une enquête que nous avons réalisée afin d'obtenir le diplôme de Master à Tripoli. Les résultats de l'étude indiquent que pour devenir une étudiante et avoir un diplôme, il est nécessaire pour la jeune fille libyenne d'appartenir à une famille relativement peu nombreuse et plus ouverte [voir Shelig 2007]. Comme de nombreuses études l'indiquent, en ce qui concerne la réalisation nationale dans le domaine du développement humain, on peut dire que la Libye est parmi les pays ayant un rendement élevé dans l'expansion horizontale des établissements d'enseignement supérieur : elle est classée 64<sup>e</sup> dans la hiérarchie internationale du développement des institutions universitaires parmi 147 pays industrialisés et en développement.

En fait, toutes les données indiquent les changements essentiels en Libye dans le taux de recrutement des étudiants dans l'enseignement supérieur ; en raison de l'expansion de l'enseignement secondaire, le recrutement dans l'enseignement supérieur est devenu nettement plus élevé. Il est intéressant de mentionner que les taux de scolarisation des filles sont égaux à ceux des hommes : selon les données de 1995, le taux des femmes se situait à 68 % contre 64 % pour les hommes. [*Rapport sur le développement humain pour l'année 1999, Commission nationale d'information et de documentation*]

L'explosion globale du nombre d'étudiants libyens est due à d'autres facteurs, comme les stratégies sociopolitiques qui appellent au principe d'égalité pour toutes les catégories de la société. La condition de la gratuité des études a ainsi été instaurée depuis quatre décennies. Il y a eu une rapide extension d'un système de services universitaires tels que les logements universitaires, avec les services quotidiens à titre gratuit, et surtout les bourses du gouvernement libyen, censées permettre aux étudiants issus de milieux modestes de poursuivre leurs études supérieures. En effet, au début des années quatre-vingts et notamment après l'augmentation du revenu du pétrole, le gouvernement libyen a agrandi les programmes développementaux et plus de 70 % des étudiants libyens étaient boursiers du gouvernement.

Cette trajectoire universitaire se base sur l'égalitarisme méritocratique et se conjugue avec la ferme conviction que les jeunes semblent avoir des possibilités d'une ascension sociale ultra-rapide. Nous pensons que ceci est dû à deux raisons. La première est la volonté des gouvernements successifs de rattraper les progrès et de réformer la structure des institutions, peut-être en imitant les expériences des pays occidentaux dans leurs plans développementaux. La deuxième raison est l'ambition des étudiants à atteindre un statut économique et social prestigieux, celle-ci ayant ouvert la porte à la compétition entre les étudiants, non seulement chez les plus pauvres, pour lesquels l'école constitue le seul itinéraire d'ascension sociale, mais aussi chez les couches avec un fort capital économique, qui estiment que l'enseignement supérieur est en train de devenir l'une des meilleures garanties pour le maintien de leurs statuts sociaux.

En réalité, la proportion de scolarisation universitaire a effectué un saut prodigieux qualitatif et quantitatif, en particulier après d'instauration des plans de développement. Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, ils formaient quatre plans

successifs visant à diversifier la main-d'œuvre du marché du travail libyen, et dont en résulterait ainsi l'insertion professionnelle.

Au final, on peut confirmer que le nombre d'étudiants a beaucoup progressé : il est passé d'environ 100,000 en 1990 à environ 342 795 au début des années 2010. Dans le même temps, le taux d'inscription à l'université à l'âge de 18 a beaucoup augmenté. Il est vrai que toutes les classes sociales ont profité du développement de la scolarisation, où le taux de jeunes appartenant aux milieux ruraux augmente régulièrement dans les universités.

#### 7.9 - La manière dont l'enseignement supérieur contribue à la mise en œuvre des programmes de développement en Libye

Il est bien connu que le secteur de l'enseignement supérieur en Libye comme dans d'autres pays ne fonctionne pas indépendamment du reste des autres secteurs, en particulier en ce qui concerne les aspects liés au développement qui servent la société et contribuent à développer ses connaissances. Il est ainsi frappant que tous les secteurs en devenir dépendent fortement de la production du secteur de l'enseignement supérieur. Cependant, la faible qualité des extrants pourrait imposer la réhabilitation dans tous les secteurs. Pour cette raison, les universités libyennes ont pris soin depuis le début de leur création à améliorer les programmes d'études et viser l'excellence, elles ont également fait attention au développement de l'administration de l'éducation. Elles ont également essayé d'appliquer le système de qualité en conformité avec les normes internationales dans le secteur de l'enseignement supérieur, la politique éducative a aussi visé la haute qualification du personnel enseignant. De notre avis, ces mesures peuvent inclure des cibles qui sont visibles actuellement, et d'autres objectifs à long terme comme la réforme du secteur de l'enseignement supérieur, pour faire face aux lacunes et à la faiblesse existante.

L'expérience libyenne dans le domaine du développement humain s'est basée en grande partie sur la qualité et l'excellence de l'enseignement supérieur, qui a déjà atteint un rendement social conforme à la perspective développementale. À cet égard, nous devons donner une définition spécifique au regard de la qualité du système éducatif en Libye, cela est au sein des exigences sur lesquelles ce secteur repose pour parvenir à ses objectifs. Fethiye Mukhtar Warfali définit ainsi le système de la qualité d'éducation :

« Un ensemble de critères et caractéristiques utilisées dans le processus éducatif de l'université ; que ce soit concernant à la fois les intrants et les extrants scientifiques qui répondent aux besoins de la société et les désirs des apprenants et de leurs besoins, qui sont réalisés grâce à l'utilisation optimale et efficace de tous les éléments matériels et humains de l'université. »<sup>1</sup> Cette définition peut être rapprochée de celle de Philippe Parmentier concernant la reproduction sociale : « Dans une telle conception, la qualité des extrants (performances) est directement dépendante de la qualité des intrants (enseignants, étudiants et ressources). Il en résulte que seuls les établissements qui peuvent sélectionner les "meilleurs" enseignants-chercheurs et les "meilleurs" étudiants et qui disposent de ressources plus élevées que les autres pourraient prétendre à l'excellence »<sup>2</sup>.

Ainsi, les normes pour assurer la qualité que nous avons indiquées à travers les deux définitions ci-dessus ont les mêmes fondations que celles sur lesquelles le secteur de l'enseignement supérieur tente de s'appliquer depuis la fondation de la première université. Ces normes étaient au sein des arrangements institutionnels de la politique du gouvernement en général.

De ce point de vue, on peut dire que la qualité des résultats scientifiques est reliée principalement à l'application de la qualité de l'enseignement supérieur et des programmes des universités libyennes, ces mesures agissant sur les plans de développement successifs qui ont été développés par les autorités compétentes. On a ensuite utilisé les universités libyennes en tant que maisons d'une expérience lorsque le Conseil de planification générale a utilisé les données et les recherches universitaires menées pour tous les secteurs, ceci en présence de consultants, tels que les présidents d'universités, qui sont considérés membres du Conseil général de planification.

Le secteur de l'enseignement supérieur a contribué au développement de la qualité de ces extrants scientifiques, qui ont contribué à la transformation économique et sociale, notamment grâce au transfert de la science et de la connaissance des pays développés. Le secteur a imité leurs systèmes éducatifs et profité de l'expertise au niveau international

---

<sup>1</sup> - Fethiye Warfali, L'application de la qualité totale dans les établissements d'enseignement supérieur en Libye et leur rôle dans le rendement professionnel », Revue de l'université arabe, n° 18, 2016, p. 9 (langue arabe)

<sup>2</sup> - COSNEFROY Laurent, DE KETELE Jean-Marie, HUGONNIER Bernard, PARMENTIER Philippe *Quelle excellence pour l'enseignement supérieur ?* De Boeck supérieur, coll. « Pédagogie de développement », 2016, p.23

dans le but de servir l'intérêt national. Ainsi, concernant le recrutement professionnel distinctif pour ces extrants dans le marché du travail libyen, un environnement approprié pour la recherche scientifique a été effectivement créé. L'emprunt d'un grand nombre de professeurs expatriés et consultants spécialisés, la plupart des pays de langue arabe, mais aussi d'autres langues, a permis de profiter de cette expertise au niveau régional et international. Tout cela a été réalisé dans le but de construire et former le capital humain au niveau national, ce dernier étant la base du développement économique global.

Ces mesures visent en substance le développement des filières académiques pour les étudiants et la création des cheminements professionnels divers. Elles découlent essentiellement des principes suivants :

- 1- Le secteur d'enseignement supérieur est considéré comme le plus performant pour le développement d'autres secteurs.
- 2- La bifurcation professionnelle et la construction des connaissances exigent des extrants bien formés.
- 3- L'université est le lieu d'expertise qui supporte le développement économique. Ainsi, le secteur de l'enseignement supérieur a largement réussi à parvenir à ces principes sans inconvénient.

Le phénomène de démocratisation de l'enseignement supérieur en Libye est un phénomène relativement récent, à peine a-t-il débuté qu'il a permis à un grand nombre de jeunes générations appartenant aux catégories modestes de s'inscrire dans l'enseignement supérieur. Il en résulte que les extrants de ce secteur se sont traduits sous la forme d'une main-d'œuvre qualifiée dans tous les secteurs qui étaient fortement dépendants de la main-d'œuvre étrangère.

#### 7. 10 - La décentralisation et la diversité des disciplines de premier cycle dans toutes les régions en Libye

Il est clair que dans les dernières décennies les différentes trajectoires universitaires ont considérablement prévalu dans toutes les régions en Libye. Cette expansion s'est produite au début des années quatre-vingt-dix, aussi ce déploiement a été fait en tenant compte de la nature de chaque région, ainsi de la taille de la population et de la nature des diplômés requis par le secteur public dans chaque région.

La politique d'établissement des institutions d'enseignement supérieur a également pris en compte les dimensions géographiques et démographiques dans la répartition des établissements d'enseignement supérieur, en pensant que cela garantirait l'équilibre entre toutes les régions. Elle a également pris en compte le développement humain au niveau national et dans une gamme de plans impliquant tous les secteurs.

En effet, ces politiques ont été en mesure de créer des disciplines scientifiques dans des départements et facultés, le développement du système universitaire en Libye a donc contribué à installer de nouvelles disciplines scientifiques dans toutes les régions et a favorisé la démocratisation de l'enseignement supérieur dans les milieux sociaux qui n'avaient pu y parvenir.

Cette diversification des disciplines universitaires a engendré beaucoup plus de changements morphologiques dans l'ordre social, ce qui révèle que la démocratisation de l'enseignement supérieur est aussi un processus visant à la diversification des trajectoires sociales après le sortir de l'université.

#### 7.11 - Le but de la répartition horizontale des établissements d'enseignement supérieur selon la politique d'État libyen

La démocratisation de l'enseignement universitaire a souvent été présentée par le gouvernement libyen comme un moyen de stimuler le développement de toutes les régions, tel que la région de la Montagne de l'Ouest. Ainsi, ces étapes de développement ont pour but d'encourager les étudiants qui appartiennent aux classes populaires à l'inscription universitaire et de diminuer le phénomène d'abandon précoce des études. Ceci rentre dans le cadre de la croyance de l'État libyen en l'expansion horizontale des établissements d'enseignement supérieur : elle doit changer la vie de toutes les familles rurales, l'enseignement supérieur pouvant créer la mobilité sociale de la société dans son ensemble.

On peut dire que le développement quantitatif et qualitatif du système des études supérieures est un facteur de modification de l'origine géographique et sociale des étudiants, il a eu des répercussions directes sur l'avenir socio-économique et les trajectoires socio-professionnelles des diplômés : les trajectoires scientifiques peuvent ainsi générer de nouvelles couches sociales, notamment les classes moyennes. Par ailleurs, le phénomène de la pauvreté a été atténué dans les zones rurales, ces politiques

visaient à diminuer la migration vers les villes (exode rural). Nous avons déjà souligné que les régions en Libye sont très grandes en superficie par rapport au nombre d'habitants. Le pays était désireux de transférer des services publics vers les régions afin de créer un équilibre démographique.

#### 7.12 - Organisation de l'enseignement supérieur libyen en termes de diplôme

L'organisation de l'enseignement supérieur comprend un certain nombre de systèmes, d'étapes, et de disciplines qui sont liées aux exigences du développement de toute société. Lorsque l'on met en place une stratégie afin de servir des sociétés humaines, dans un temps précis. Il contribue au développement de la société dans différentes filières. Ces systèmes sont représentés dans le programme académique auquel l'étudiant est soumis pendant quatre ans minimum avant d'obtenir un diplôme. Said Al-Tall et ses collègues décrivent l'organisation académique et universitaire : « Elle est une méthode d'études qui distribue les programmes scientifiques à travers plusieurs systèmes ou des parcours universitaires ».<sup>1</sup>

L'organisation de l'enseignement supérieur comprend en fait trois niveaux importants déterminés ainsi par Abd Al-Moneim Ali Al-Husseini : « Le niveau d'enseignement professionnel, qui suit directement l'école secondaire, de deux ou trois ans ; le deuxième niveau est l'enseignement universitaire dans tous les collèges, sciences ou humanités ; et le troisième niveau est le diplôme supérieur obtenu, soit la maîtrise ou PHD\*. Toutes ces étapes sont prises en compte dans le processus d'enseignement supérieur, qui souvent commence après l'enseignement primaire et secondaire »<sup>2</sup>.

On peut dire que les sorties du système éducatif ont contribué au développement social dans tous les pays arabes, en particulier la Libye. Les institutions d'enseignement supérieur se sont organisées en fonction des besoins du développement économique et social dans les années quatre-vingt-dix. Il existe quatre niveaux de diplômes supérieurs en Libye, qui sont donnés par les établissements de l'enseignement supérieur.

<sup>1</sup> - Said Al-Tall et all., Les règles de l'enseignement universitaire, Maison de la pensée, Amman, Jordanie, p. 172 ( سعيد ( اللغة والنظرية وأخرى، قواعد التعليم الجامعي، دار الفكر عمان الأردن )

<sup>2</sup> - Ali Abdel-Moneim al-Husseini, Le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement arabe jusqu'à l'année 2000 », Revue d'études arabes, n°5, Mars 1988, p.70

\*- Niveau doctorat

Le premier niveau (diplôme professionnel) est souvent décerné par des instituts professionnels, tels que l'Institut supérieur des études du pétrole. Cet institut reçoit des hommes, en raison de la nature des professions des diplômés y travaillant ; ces professions ont tendance à être localisées dans les zones désertiques, nécessitant la résidence sur place.

Le deuxième niveau est le degré ou licence, qui est obtenu par l'étudiant dépassant le lycée, c'est-à-dire Bac + 4, c'est un diplôme décerné à tous les collèges, littéraires ou scientifiques.

Le troisième niveau, niveau Master 2, est un diplôme obtenu par l'étudiant après des études universitaires de trois ans au moins, il est décerné par certaines universités telles que l'université de Tripoli et l'université de Benghazi. On a également établi une académie spécialisée dans l'octroi de maîtrises dans la plupart des disciplines scientifiques, sauf les études de médecine qui ont été confiées au conseil de disciplines médicales. Le degré doctoral est le dernier selon la classification des degrés par le Ministère de l'Enseignement supérieur. Il est notable que ces institutions se caractérisent pleinement par leur appartenance à l'État. En conséquence, elles n'ont pas de but lucratif mais donnent des services presque gratuits.

### Conclusion du chapitre

Les facteurs importants pour parvenir à un développement global sont la stabilité politique, la disponibilité des ressources et la volonté de se développer. Les preuves historiques indiquent que la plupart de ces facteurs ont été obtenus en Libye depuis la déclaration de l'indépendance en 1951, en particulier après l'afflux de recettes pétrolières dans le Trésor de l'État. La Libye, avant d'entrer en conflit avec le monde occidental, était en train de développer tous les secteurs. Nous nous sommes concentrés sur une description socio-historique de la société libyenne ; en commençant par le stade de la colonisation, puis en passant par la période de modernisation sociale, et ensuite la décennie précédant la chute du régime de Kadhafi. Cette dernière phase était caractérisée par la croissance économique de la société libyenne, et il en résultait la mobilité sociale ascendante pour la plupart des catégories sociales. Dans notre étude, parmi les événements les plus marquants au sein cette description de la réalité sociale, le plus

important est la transformation d'une société simple, caractérisée par un bas niveau de développement, à une autre, où les conditions de vie de l'ensemble de la population se sont améliorées.

En fait, dans un regard plus épistémologique, nous nous sommes appuyé sur des indicateurs plus objectifs décrivant la situation de progrès socio-économique en Libye, parmi lesquels le faible taux d'analphabétisme, l'engagement de la plupart des jeunes (garçons ou filles) dans l'enseignement supérieur, l'absorption dans le secteur public de tous les diplômés. Il y a également d'autres indicateurs, tels que les droits de la femme et leur égalité de condition avec les hommes.



➤ CHAPITRE VIII : LES CHANGEMENTS  
SOCIAUX ET ECONOMIQUES DANS LA  
REGION DE LA MONTAGNE DE  
L'OUEST, AVEC LA COMMUNE AL-  
HARABA COMME MODELE



## Introduction

L'une des exigences des études empiriques, en particulier dans le domaine des sciences sociales, nécessite que le chercheur délimite un chapitre sur l'espace social de recherche. L'étude actuelle ayant pour propos de vérifier les changements professionnels et sociaux dans la communauté rurale, en raison du développement des établissements d'enseignement supérieur, il est donc nécessaire d'allouer un chapitre à la zone d'étude. Nous y inclurons la description complète des transformations importantes que les citoyens ont vécues dans cette région au cours d'une période précise ; ces transformations sont principalement représentées par le développement territorial de l'enseignement supérieur qui influe sur la croissance démographique, le développement administratif, le développement des services de santé, le logement public.

Dans ce chapitre, nous présenterons une description historique des périodes consécutives à tous les plans développementaux effectués afin que la communauté rurale en bénéficie. Ces plans ont été mis en œuvre au cours de quatre décennies dans la région de la Montagne de l'Ouest, particulièrement dans la Municipalité al-Haraba. La description historique se traduira par la mise en évidence d'une série de réformes et de plans de développement mis en œuvre par les autorités libyennes, depuis le début de la reprise économique et la stabilité politique.

Nous serons guidés dans ce chapitre par les statistiques d'études empiriques semblables réalisées dans la période de 1973 à 2011, au motif que cette période est l'une des plus importantes, la stabilité prévalant alors dans la société libyenne depuis la période d'indépendance, et que l'État a réalisé alors plusieurs plans développementaux qui se reflètent dans toutes les régions.

La Municipalité al-Haraba est créée au cours de l'année 2011, après la chute du régime de Kadhafi, elle suivait auparavant administrativement Shabiat Nalout. Les brusques événements en Libye ont donné lieu à la re-division administrative en général, ce qui a engendré la création de la Municipalité al-Haraba, située dans une zone rurale. On peut dire que cette municipalité a bénéficié de tous les plans de développement dans tous les domaines, qui étaient traités dans le cadre de la décentralisation administrative par les autorités locales successives dans la région de la Montagne de l'Ouest.

Le lien géographique et la liaison administrative et historique de la région de la Montagne de l'Ouest nous obligent à traiter ces changements socio-économiques fondamentaux dans le cadre d'une étude descriptive complète de toutes les zones de cette région à la fois, en raison de la cohérence et la cohésion entre ses composantes. Nous utiliserons des études et des projets au niveau national comme références principales, tels que les résultats des enquêtes économiques ou les résultats du recensement général de la population en Libye.

Par conséquent, nous devons être guidés dans ce chapitre par les statistiques écrites ou publiées sur le sujet du développement socio-économique, dans cette région ou au niveau national, afin de décrire le progrès économique et la mobilité sociale dans une période historique précise.

#### 8.1 - Aperçu historique des changements sociaux et économiques dans la région de la Montagne de l'Ouest, avec la commune Al-Haraba comme modèle

L'objectif des projets de développement socio-économique du gouvernement libyen était d'atteindre le bien-être humain. Pour cette raison, toutes les régions libyennes ont connu des projets de développement mis en place par l'État, y compris les zones éloignées des centres urbains. Les transformations socio-économiques dans la société libyenne ont transformé la vie des gens d'une forme traditionnelle à une société plus civile ; la région Al-Haraba est considérée comme un exemple de cette transition. Avec ces transformations, depuis les années 1973 et notamment après la résolution des problèmes politiques avec les pays occidentaux au cours des années quatre-vingt-dix, l'État libyen a ouvert la porte à tous les pays ayant la capacité de contribuer à la mise en œuvre des projets de développement. Ces transformations incluent tous les horizons de la vie et les activités qui touchent la vie quotidienne des citoyens.

En fait, les plans de développement élaborés par l'État libyen ne se limitent pas à un secteur particulier ou une zone spécifique, mais comprennent tous les secteurs, pour la promotion du niveau de vie de la population ; il fallait un temps long pour changer les aspects et le style de la vie de l'homme libyen. Le plus important de ces projets, lancé et mis en œuvre avant les printemps arabes, est de construire de nouvelles villes, avec des caractéristiques plus modernes.

Ces villes contiennent des infrastructures intégrées, telles que des écoles, des terrains de jeux et des jardins d'enfants, elles sont reliées par un réseau routier avec les villes antiques telles que Tripoli et Benghazi. Ces projets développementaux sont réalisés dans le cadre de la répartition horizontale de la population dans toutes les régions, afin d'atteindre l'équilibre démographique entre elles. Ces projets sont conçus pour augmenter les chances de fusion entre populations et créer ainsi une plus grande ouverture de la société : la société libyenne est dominée par le caractère tribal dans tous les transactions et comportements, et ces projets développementaux pourraient contribuer à la rupture des traditions tribales. Selon cette tendance générale, il faut poser une question importante : *Comment et pourquoi les projets de développement socio-économique tentent-ils de rétablir un équilibre démographique ?* Pour répondre à cette question, il est possible de faire référence à l'expérience libyenne dans la région de la Montagne de l'Ouest.

En effet, la répartition de projets de développement socio-économique dans toutes les régions libyennes a généré un équilibre démographique dans la Montagne de l'Ouest (pour ralentir l'exode rural), où l'État avait commencé à mettre en œuvre plusieurs des plans visant à fournir des services importants pour chaque population, arabes et berbères...

Selon les exigences de la croissance démographique, l'État a pris la responsabilité de prendre soin des zones urbaines et rurales en projetant de fournir des services à tous les citoyens, ceci dans le cadre de la justice sociale. Ces projets étaient constitués par des plans successivement mis en place dès l'année 1973 jusqu'à nos jours.

Par ailleurs, on peut dire que ces projets ont fortement progressé au cours des dix ans précédant la chute du régime de Kadhafi, lorsque le pays a entrepris la mise en œuvre de plusieurs grands projets. Ces projets étaient censés fournir des services aux générations pour les 50 ans à venir ; il est important de noter à cet égard que l'État a permis la multiplicité des activités économiques afin d'élever le niveau de vie des Libyens.

Après avoir réalisé certains plans, des indicateurs du développement humain ont mesuré l'augmentation significative de la classe moyenne, cette classe est devenue plus

productive. Au contraire, la classe défavorisée a presque disparu de la construction de la structure sociale en Libye, l'étude des transformations sociales dans une communauté locale nous aide à comprendre les changements sociaux dans la société dans son ensemble. Comme indiqué auparavant, ce chapitre comprend l'étude des changements de population dans la région de la Montagne de l'Ouest au cours de la période des quatre dernières décennies, où nous avons essayé de nous concentrer sur la croissance de la population, la mobilité sociale, le développement de l'éducation, l'évolution du logement, et les réformes administratives. En général, ces changements vitaux incluent nécessairement la municipalité Al-Haraba, parce qu'elle est située dans le cadre géographique de cette région, nous allons examiner ces divers développements par la suite.

#### *8.1.1 - La croissance démographique*

La région de la Montagne de l'Ouest est considérée comme une chaîne montagneuse située dans la région nord-ouest de la Libye, elle fait partie des montagnes de l'Atlas. Cette région s'étend de Gharyan à l'Est jusqu'à la frontière tuniso-libyenne à l'Ouest. La chaîne de montagnes est occupée par un certain nombre de villes et villages qui composent 7.1 % de la population de la Libye ; les habitants se concentrent dans les grandes villes telles que Gharyan, Yfran, Gado et Nalout. Selon la perspective géographique, cette région a des caractéristiques rurales, en utilisant le concept de zones rurales défini par Roger Calmès : « l'espace rural comporte de vastes zones de recouvrements »<sup>1</sup>.

La propriété saillante de cette région concerne le tissu social, qui se compose d'Arabes et Amazighs (Berbères), « Le Djebel Nefoussa représente le plus important ensemble berbérophone libyen »<sup>2</sup>. Cela signifie qu'il y a des villes amazighes et d'autres arabes. Il existe aussi un zone semi-désertique qui se trouve en bas de la montagne et s'étend vers le nord, habitée par des Arabes, cette zone qui se compose de petits villages qui forment des zones fertiles pour l'agriculture pluviale et irriguée, telles que Al-

---

<sup>1</sup> - Roger Calmès et all., L'espace rural français, Université de Paris, Masson, Paris, New York, Barcelone, Milan, 1978, p.13

<sup>2</sup> - Salem Chaker et Masin Ferkal, Berbères de Libye : un paramètre méconnu, une irruption politique inattendue , Politique africaine, 2012/1(n°125), p.105-126, [http://www.cairn.info/revue\\_politique\\_francien-2012/1-page-105shtm](http://www.cairn.info/revue_politique_francien-2012/1-page-105shtm)

haoamid, Al-sian, Al-joush, Al-Bidarna, Kasr Al-hage, Ces villages sont considérés comme la source d’approvisionnement des zones de montagne en légumes et céréales en raison de leurs terres fertiles.

La croissance de la population a rapidement augmenté, surtout depuis les années 1970, après la diffusion des projets de développement socio-économique pour toutes les villes. Cette croissance était basée sur les services de santé et l’enseignement gratuit pour toute la population de cette région.

On sait que la population en Libye était en partie nomade, dans un but de recherche des sources de subsistance et d’eau. La stabilité dans les villes et villages principaux n’a ainsi pas été une caractéristique importante de la plupart des tribus, en particulier les tribus bédouines, où la population n’a été habituée à la stabilité qu’au cours des années soixante-dix : la stabilité n'a eu lieu qu'après le flux des revenus pétroliers vers le Trésor libyen.

De plus, l’un des facteurs de la stabilité de la population est l’absorption par le système administratif de l’État d’un grand nombre de membres familiaux dans la fonction publique ; qu’ils soient qualifiés ou non qualifiés, qu’ils aient quitté les activités marquées par des interruptions, telles que l’agriculture, le pâturage des animaux et le commerce irrégulier (les marchands ambulants), cela en raison de la présence d’emplois stables. À cet égard, les études géographiques sur la société libyenne soulignent cette stabilité et l’émergence du phénomène de l’urbanisation, selon Abd-Al-Razzaq Al-Rijabidit « La population est stable depuis 1973, année où la population instable - nomade et semi-nomade - a commencé à décliner ; après des pourcentages stables de 74,4 % et 78,1 % respectivement en 1954 et 1964, elle a atteint 96,2 % l’année suivante. Le niveau de stabilité a atteint ensuite 99,94% en 1995, ce qui a permis de rassembler des groupes de populations dans les villes et les centres urbains. Les centres urbains sont identifiés en Libye par une population de plus de 5000 personnes. Par ailleurs, la proportion urbaine en Libye en 1954 n’excède pas 20,0 % de la population totale alors qu’elle atteint 85,7 % en 2003 »<sup>1</sup>.

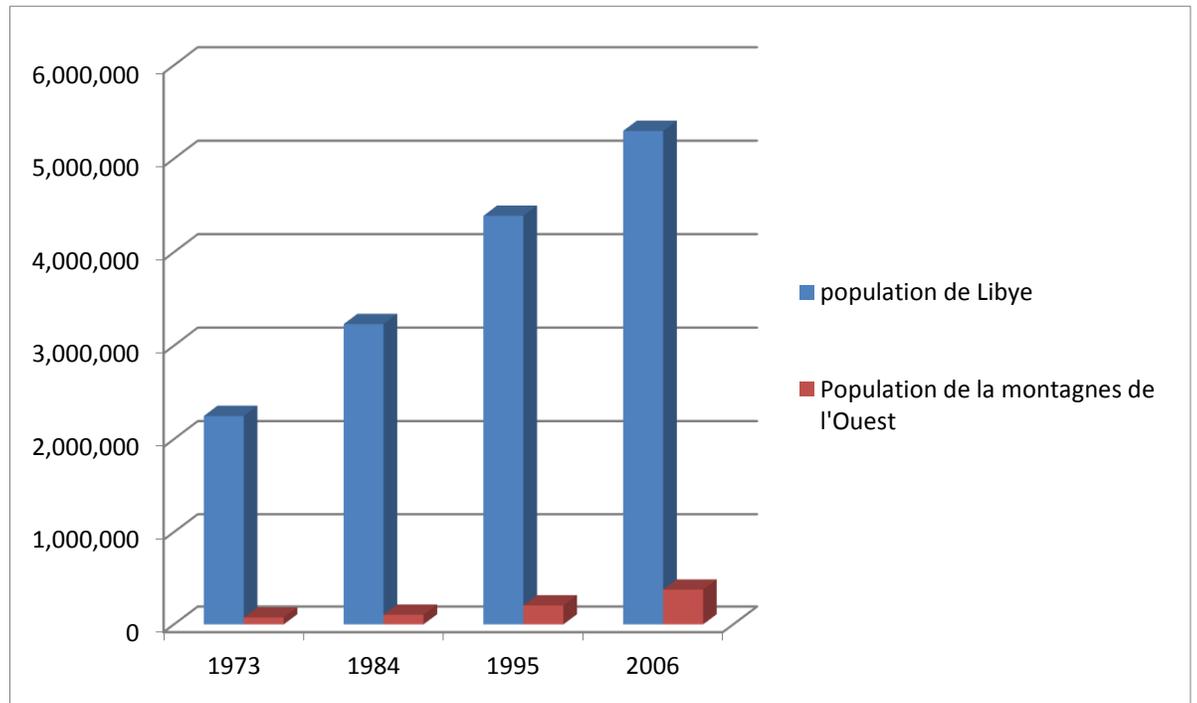
<sup>1</sup> - Abd Al-Razzak Al-Rijabi, La population et développement humain en Libye 1954-2004, Université Montauri, Constantine, Algérie, 2006, p.264. عبدالرزاق الرجيبى، السكان والتنمية البشرية فى ليبيا 1954-2004، جامعة المنتوري، قسنطينة، الجزائر، 2006، ص 264.

Ce phénomène développemental a encouragé la population à la stabilité dans cette région montagneuse, de plus, l'État a établi un réseau routier pour relier les villes de la montagne, et aussi afin de relier ces dernières aux grandes villes, telles que Tripoli et Sabha. Ceci a relativement incité les habitants à abandonner l'idée de migration vers les grandes villes. L'État a également créé un grand nombre d'hôpitaux et de centres de santé ouverts à tous pour les villages et les villes, ces centres ont contribué à fournir des services de l'enfance et de la maternité à travers les soins de santé et la fourniture des vaccins ; le pourcentage de décès d'enfants a atteint 3 % après la naissance, pourcentage qui s'appliquerait presque à toutes les régions en Libye : de ce fait, le taux de population a brusquement augmenté. Le tableau ci-dessous montre clairement l'évolution de la population libyenne en général et la population de la région de la Montagne de l'Ouest.

<b>Tableau 4: Évolution de la population en Libye et dans la région de la Montagne de l'Ouest</b>			
Année	Population totale	Population de la région de la Montagne de l'Ouest	Taux population selon le total
<b>1973</b>	2,249,010	75,414	0,003
<b>1984**</b>	3,231,059	105,323	3,2%
<b>1995**</b>	4,404,986	206,054	4,6%
<b>2006</b>	5,298,152	376,716	7,1%

Source : Données provenant des recensements officiels de la Libye depuis 1973 jusqu'à 2006

\*\*Brochure statistique de la Libye pour 1998 p.10

**Graphique 3: Évolution de la population libyenne et la population de la Montagne de l'Ouest.**

Source : conception du chercheur basée sur des informations provenant du tableau précédent.

Les résultats des recensements officiels de la population en Libye peuvent retracer l'évolution de la taille de la population de la zone d'étude : en 1984, le nombre de la population dans cette région a atteint 105 323 personnes, tandis qu'en 1995, elle a atteint à 205 544, soit une augmentation de 101 172 en dix ans.

Cette augmentation a continué au même rythme jusqu'en 2006, pour atteindre 376 716 soit une augmentation de 170 172 personnes. Nous pouvons expliquer la croissance de la population dans la zone d'étude en l'associant aux mutations socioéconomiques dans la société libyenne-

On observe dans le tableau montré précédemment que l'augmentation de la population en 20 ans, c'est-à-dire entre 1984 et 2006, a impliqué un taux de croissance d'environ 75 %. Ces chiffres signifient que la population a augmenté de façon exponentielle dans la période visée ci-dessus. Nous pensons que cela est dû à l'amélioration des services de santé, et que cette période a coïncidé avec la multiplicité des plans de développement économique, la reprise et la stabilité économique ont donc contribué à augmenter la population jusqu'en 2011, avant le début de la guerre de Libye.

Malgré l'augmentation de la population dans cette région, nous devons souligner qu'une partie de la population a préféré migrer vers Tripoli, en raison de certains emplois plus prestigieux et des activités économiques plus efficaces : la capitale est ainsi considérée comme le marché du travail le plus populaire. On peut résumer les raisons les plus importantes de cette croissance de la population ci-dessous : -

- 1- Investissement des revenus pétroliers dans tous les domaines, en particulier la santé publique et les programmes de soins de l'enfance et la maternité.
- 2- L'augmentation de la conscience sociale en général et le développement du secteur de l'éducation
- 3- L'augmentation du taux de natalité et la baisse du taux de mortalité infantile, lorsque le groupe d'âge entre dix-huit et quarante-cinq ans a considérablement augmenté. Peut-être que l'existence de cette catégorie d'âge reflète l'intérêt pour la santé publique, cela s'explique par la diminution du taux de mortalité à la naissance, ce phénomène est très courant avec la diffusion horizontale des services de santé dans le pays. La baisse du taux de mortalité accompagnait nécessairement la période de croissance économique.

#### *8.1.2 - La répartition de la population et les affiliations tribales et leur rôle dans la réalisation des opportunités, dans la région de la Montagne de l'Ouest*

En dépit des projets de développement que la Libye a connus pendant la période de reprise économique, le tribalisme est l'un des aspects négatifs du régime de Kadhafi qui a conduit à sa chute. Comme nous étudions la situation libyenne en termes de développement social et l'essor économique du pays, qui sont remarquables, nous devons montrer en même temps les aspects négatifs du pays, dont l'existence de la culture tribale, qui agit comme un obstacle face à l'aspiration des jeunes à assumer des positions élevées dans l'administration de l'État.

Selon des études géographiques sur la taille, la répartition et la densité de la population, la Libye est généralement considérée comme l'un des pays les moins peuplés du monde. Cette faiblesse pourrait engendrer des nombreuses inquiétudes pour l'État comme les pays voisins ; si la population est comparée à l'espace géographique de l'État, ces inquiétudes se concentrent principalement sur la désintégration sociale et la

propagation de la criminalité, notamment car la Libye est devenue un lieu de passage des mouvements migratoires, en raison de l'existence de zones non peuplées et en l'absence de souveraineté de l'État et ses institutions dans ces endroits. Mubarak Dagari dit à cet égard : « La densité de population de la Libye a été l'une des plus faibles densités de population au monde, en raison de sa petite taille de population et de la vaste région du pays, ce qui pourrait lui donner un déséquilibre dans son pouvoir avec ses voisins ou une séparation de ses unités administratives, ou encore l'apparition de perturbations internes qui menacent le processus de développement »<sup>1</sup>

En ce qui concerne la composition démographique de la Montagne de l'Ouest, elle est caractérisée par une construction tribale, car les citoyens de chaque ville appartiennent souvent à la même tribu. Les habitants des grandes villes de cette région sont ainsi liés par la prédominance des liens de sang et de parenté. Les villes comme Gharyan, Al-Asaba, Yafran, Nalut, Ghadamès, et Al-Haraba ainsi que les petits villages sont caractérisés par la structure tribale, où tous les habitants appartiennent à la même famille. Cette affiliation à la tribu a conduit à la stabilité politique et à l'harmonie sociale tout au long du règne de Kadhafi, malgré les conditions économiques difficiles que le pays a vécues pendant la période d'embargo.

Les liens tribaux sont la principale caractéristique de la population de la Libye, en particulier dans la zone d'étude. Pour cette raison, le Colonel Kadhafi s'est dans une large mesure appuyé sur ces tribus pour renforcer son autorité afin d'assurer la stabilité politique et la paix sociale pendant 42 ans dans le pays, en utilisant les Anciens des tribus, qui jouissaient d'un statut social prestigieux : en leur accordant le pouvoir dans l'administration locale, il s'assurait une loyauté tribale à son autorité.

Il convient également de noter que les Anciens des tribus (les coordinateurs du leadership du peuple) dans les villes et les villages ont des privilèges spéciaux, tels que des salaires supplémentaires et autres privilèges politiques et sociaux, et ils représentent un organe consultatif social pour nommer les postes et les fonctions de leadership (Comités populaires pour les personnes) ; ils ont également un rôle de représentant sur la

---

<sup>1</sup> - Dagari Mubarak, Répartition géographique de la population et son impact sur la géographie politique de la Libye, Mémoire de Master 2 géographie non publié, Université de Garyounis, Faculté des lettres, Département de géographie, Benghazi, 2002, p.173

conciliation en cas de conflit entre les tribus. Habituellement, les aînés ont un coordonnateur général dans toutes les municipalités et un coordonnateur général au niveau de l'État, ce dernier est souvent de la tribu Kadadifa, ou une des personnes connues par sa loyauté envers le Guide.

Étant donné que notre étude actuelle concerne la mobilité sociale, il convient de mentionner que la réalisation d'une fonction politique ou de leadership dans l'administration locale n'est pas isolée de ce conseil social composé des anciens des tribus (CLP). On considère qu'il a un rôle actif et fondamental dans la nomination des personnes appartenant aux tribus connues pour leur fidélité. Les postes supérieurs et prestigieux sont donc basés sur les quotas et affiliations tribales. Peut-être que les tribus les plus nombreuses et les plus fidèles à l'idéologie du Colonel Kadhafi ont eu les plus grandes chances d'atteindre les positions prestigieuses politiquement à la fois au niveau des municipalités (Al-Shabyate) et des collectivités locales (communes).

Il est à noter que la possibilité d'occuper des postes de la direction de l'État libyen a été réparti de manière équilibrée dans la plupart des tribus, en particulier la plus grande, qu'elles soient situées à l'est de la Libye, à l'ouest ou au sud, où ces tribus ont eu le plus grand quota en particulier le secrétariat du Congrès populaire général (le parlement) et le Comité populaire général (le gouvernement) lorsqu'ils étaient plus proches du système Jamahiri que d'autres tribus. Paradoxalement, certaines de ces tribus étaient parmi les villes rebelles. Tandis que, les postes de conseil et de sécurité liés au Colonel Kadhafi ont été attribués à la tribu Kadadifa. Moncef Djaziri dit à cet égard : « Bien que les tribus aient décliné depuis 1969, leur poids culturel et social demeure, et ce en raison de la persistance de la culture du non-État qui structure l'idéologie politique en Libye ; et aussi parce que Kadhafi a besoin de pouvoir se fier aux membres de sa propre tribu quant à sa protection, sa sécurité et la conduite de la politique du pays. Comme il n'avait pas suffisamment de confiance dans les institutions qu'il a lui-même mises en place, tout se passe comme si l'imaginaire tribal de Kadhafi pesait d'un poids plus lourd que son

réformisme social, son nationalisme arabe ou son panafricanisme. C'est une des raisons pour lesquelles le système politique libyen actuel vit une profonde crise de mutation »<sup>1</sup>.

La raison de la crise politique actuelle a été attribuée au sentiment de marginalisation rencontrée par de nombreuses tribus dans toutes les régions de Libye, en particulier dans la région de la Montagne de l'Ouest. Leur marginalisation par Kadhafi, intentionnelle ou involontaire, et l'octroi de tous les privilèges à sa tribu, ainsi qu'aux tribus et villes qui lui sont loyales, ont été des causes de l'insurrection de 2011. Les jeunes ont alors estimé qu'ils avaient été retirés de la vie politique par rapport à leurs homologues appartenant aux tribus proches et qu'ils ne pouvaient pas réaliser une mobilité politique et l'égalité dans les positions politiques. Les jeunes étaient également déçus après l'échec du projet Libye demain, adopté par Saif al-Islam Kadhafi.

En ce qui concerne le processus d'intégration des jeunes sur le marché du travail, les chefs de tribus (les coordinateurs du leadership du peuple, *al-Qiyadat al-Sha'biyya wa al-Ijtima'iyya*) influent sur les autorités exécutives telles que le bureau de l'emploi et le Ministère des affaires sociales, qui jouent un rôle important dans la préparation des listes de chercheurs d'emploi parmi les diplômés. De plus, les coordinateurs expriment leur opinion sur la répartition des projets de développement en fonction des besoins de citoyens.

## 8.2 - Les changements socio-économiques de la population de la Montagne de l'Ouest

Malgré les aspects négatifs du régime du Colonel Kadhafi dans l'administration de l'État, il y avait une croissance économique plus forte au cours de cette période par rapport aux autres, notamment après l'indépendance de la Libye, où le niveau de vie de la population s'est considérablement développé dans toutes les municipalités et gouvernorats.

La zone d'étude a été affectée par les projets de développement économique que le pays a connu depuis 1973 jusqu'à 2011, année de la chute du régime de Kadhafi. La société libyenne a connu un style de vie plus moderne : on observe des citoyens adaptés à la modernité, notamment via le changement de leur activité économique, en particulier

<sup>1</sup> - Moncef Djaziri, Tribus et état dans le système politique libyen , *Outre-terre*, 2009/3 (n°23), p.127-134, url : [www.cairn.info/revue-outre-terre-1-2009-3page-127.htm](http://www.cairn.info/revue-outre-terre-1-2009-3page-127.htm)

lorsque l'État a fourni un grand nombre de fonctions administratives pour les titulaires de diplômes scientifiques. Le paradoxe, comme nous l'avons déjà souligné, réside dans le fait que les fonctions politiques sont accordées selon la loyauté tribale pour régime du colonel Kadhafi, et pas sur la compétence scientifique.

Concernant le niveau de vie, on pourrait dire que le citoyen est devenu consommateur d'une grande quantité de produits alimentaires de valeur, cela a été accompagné d'une amélioration des services de santé par rapport à la période précédant la découverte du pétrole, lorsque la société libyenne souffrait de la maladie, de l'ignorance et de la faim. Pour décrire cette croissance, un certain nombre de spécialistes en sociologie du développement ont expliqué cette situation évolutive vécue par la société libyenne en utilisant la consommation comme indicateur pour mesurer le niveau de dépenses de l'État au profit du citoyen. Mahmoud Jadur, sociologue à l'Université de Tripoli dit : « grâce au niveau élevé du revenu national, l'État a renforcé une série des plans pour effectuer le développement communautaire et la modernisation sociale, et, conformément à cette démarche, de nombreuses habitudes importantes dans la société ont changé. Plusieurs indicateurs ont émergé, y compris l'apparition de biens et services devenus abordables par la population»<sup>1</sup>

Mohammed Riad Rachid dit : « il est clair qu'il y a une augmentation de la consommation individuelle au début des premières années soixante-dix du siècle dernier, ce qui indique un niveau de vie élevé, en particulier lorsque les taux de croissance de la consommation ont dépassé les taux de croissance de la population »<sup>2</sup>

En fait, cette région est l'une des zones libyennes qui a vu une augmentation marquée de la population : le taux de natalité a augmenté tandis que le taux de mortalité a diminué, ainsi le nombre de la population a doublé presque quatre fois en quatre décennies. Peut-être cette augmentation reflète la situation de développement communautaire que la Libye a connu, en particulier l'amélioration des services de santé et du niveau de vie par rapport à la période précédant la découverte du pétrole, lorsque la société libyenne souffrait de l'arriération sous toutes ses formes.

---

<sup>1</sup>- Mahmoud Jadour, *Revenu familial et divorce dans la société libyenne*, *Revue universitaire*, Centre de recherche et d'études supérieures, Université du 7 avril, Zawia, Libye, n°2, 2001, p.132

<sup>2</sup> - Mohamed Riad Rachid, *Croissance démographique et développement économique en Jamahiriya*, *Revue de la Faculté d'éducation*, Université Al-Fateh, n°9, Tripoli, 1978, p.129.

### 8.2.1 - Le développement du secteur de l'éducation publique

Le développement du secteur de l'éducation intervient dans le contexte de la réforme globale dans tous les secteurs. L'État est principal responsable dans cette réforme : c'est à travers des décisions collectives régulières afin de parvenir au développement global que la responsabilité d'État est représentée, principalement par les fournitures de services assurant le bien être à tous. Cette tendance a été confirmée par des sociologues, en particulier dans le domaine du changement social, et notamment par Guy Bajoit à travers sa théorie du changement socio-culturel, qui déclare : « La réforme apparaît donc comme une décision collective (ou comme le résultat d'une somme de décisions collectives) le plus souvent rendue nécessaire par une évolution »<sup>1</sup>

En fait, le développement du secteur de l'éducation dans la région de la Montagne de l'Ouest a été le résultat de la nécessité urgente de développer ce secteur afin de suivre le rythme de développement de la société moderne, en suivant les exigences de l'évolution. Il semble que le développement du secteur de l'éducation avait inclus l'éducation première et le secteur de l'enseignement supérieur à la fois, au motif que les deux phases sont complémentaires l'une à l'autre. Nous allons présenter l'évolution du secteur dans la région de la Montagnes de l'Ouest pour les deux niveaux mentionnés.

### 8.2.2 - Le développement l'éducation primaire

Comme le secteur de l'éducation s'est développé dans tous régions en Libye, il a également réalisé une grande croissance dans la région de la Montagne de l'Ouest. Le développement de ce secteur avait pour but de mettre en œuvre les plans de développement global ciblant toutes les régions libyennes. Nous tentons dans cette section de nous concentrer sur le développement fondamental de l'éducation dans cette région géographique

Il est utile de mentionner que l'augmentation de la taille de la population a engendré un besoin urgent de mettre en place des écoles à tous les niveaux et dans toutes les zones peuplées, même si la taille et la densité de population sont faibles. Peut-être que cette politique de développement a été motivée par les difficultés vécues dans le passé par

---

<sup>1</sup> - BAJOT Guy, *Le changement social, approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 2003, p.157

les résidents de la région de la Montagne de l'Ouest. Parmi ces difficultés, il y avait l'obligation pour les parents d'envoyer les enfants dans des régions éloignées afin d'obtenir leur instruction.

L'accès à l'éducation a changé après que l'État a alloué une grande partie des revenus pétroliers aux projets de développement économique et social, en accordant aux autorités locales une partie des revenus pétroliers pour la mise en place d'écoles. Ceci a été effectué dans tous les villages et villes, même si elles étaient peu habitées, en tenant compte de l'augmentation prévue de la population selon des études sur celle-ci. Il en a résulté l'accessibilité de la scolarité pour tous les enfants dès l'âge de six ans.

La zone de la Montagne de l'Ouest est une région tentaculaire et se compose de plusieurs municipalités, chacune autonome administrativement. Les efforts et l'argent dépensés dans le secteur de l'éducation étaient importants : le nombre d'écoles était en hausse dans toutes les municipalités, principalement la municipalité Al-Haraba, le site d'étude actuelle. Le tableau ci-dessous indique le nombre d'écoles dans la région de la Montagne de l'Ouest, ainsi que la croissance du nombre des élèves scolarisés, de la sixième année jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire (neuvième année).

**Tableau 5 : Nombre d'élèves inscrits à l'éducation primaire et au lycée dans la région de la Montagne de l'Ouest, selon les dernières statistiques de ministre d'éducation en Libye. 2015.**

Nombre	Nom de la municipalité	Nombre d'élèves	Nombre d'écoles
1	Gharyan	8064	40
2	Al-asabia	5174	35
3	Kikla	2362	15
4	Nisma	2312	10
5	Al-gila	4216	25
6	Yafran	3284	27
7	Gado	5175	34
8	Alrihabat	3130	15
9	Alriaina	3326	18
10	Al-zintan	5120	37
11	Al-shgiga	1516	10
12	Alshouirf	3516	10
13	Al-rojban	3426	17
14	Daher algabal	3012	17
15	Al-haraba	3015	19
16	Capao	2013	15
17	Patin algabql	2764	13
18	Nalout	3243	15
19	Oizien	1120	7
20	Ghadamès	1720	10
21	Al-houamed	1309	8
	Total	68817	389

Source : statistiques du ministère de l'éducation pour année 2015.

### *8.2.3 - Le développement de l'enseignement supérieur*

Les études menées précédemment sur la communauté rurale libyenne, en dépit de leur rareté, indiquent que les transformations sociales et économiques vécues par cette société se sont reflétées dans la vie des gens et la construction sociale dans les communautés locales, en particulier après la stimulation des jeunes par les politiques éducatives de l'État.

En fait, après le développement territorial de l'enseignement supérieur dans la région de la Montagne de l'Ouest et les régions voisines, une nouvelle construction sociale a émergé, se caractérisant par la modernité et la diversité professionnelle.

La démocratisation des établissements a engendré une compétition entre les jeunes dans cette région. Autrement dit, ce développement dans le secteur de l'enseignement supérieur a rendu possible le recrutement dans de nouvelles trajectoires des jeunes de différentes classes sociales à travers ces institutions, le statut social et économique est donc devenu conditionné par le niveau éducatif atteint par l'individu. On souligne le fait que les diplômés de ces régions ont atteint des postes socialement prestigieux, comme leurs homologues provenant des villes. Il est utile également de mentionner que les diplômés de cette région ont excellé dans de nombreux grands pays après avoir terminé leurs études supérieures, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, pays de langue anglaise car l'étudiant libyen a une meilleure connaissance de la langue anglaise que les autres langues. Ali Al-Hawwat, sociologue libyen, décrit ce changement historique concernant la politique d'éducation, qui a un rôle central dans le changement et la reconstruction sociale : « Cette transformation historique a sans doute conduit à une nouvelle construction sociale. Le fils de simple paysan est par exemple devenu un expert en informatique ou un chirurgien dans les plus grands hôpitaux. Cette supériorité est due au bond dans le secteur de l'éducation qui a mené au changement des relations individuelles dans la société arabe moderne. Il ne fait aucun doute que la politique de la généralisation de l'éducation au sein de la population a eu la plus grande influence sur les réalisations sociales et l'émergence d'une structure sociale contemporaine »<sup>1</sup>.

En prenant en considération le développement et les transformations économiques vécus par la société libyenne, ce développement a donc mis les acteurs et les responsables devant leur responsabilité concernant le relèvement du niveau de l'enseignement supérieur en général, en particulier dans les régions éloignées.

Par conséquent, l'université de la Montagne de l'Ouest a été établie en 1991. Elle se composait de 22 collèges répartis sur tous les villes et villages, elle est donc devenue l'une des universités fournissant des services éducatifs aux étudiants des régions éloignées de la capitale. Ceci est une sorte de généralisation de l'enseignement supérieur, de manière horizontale, en particulier pour les jeunes qui ne peuvent pas se déplacer et rester à l'écart de leur famille, en particulier les filles. C'est une étape importante du

---

<sup>1</sup> - Ali Al-Hawwat, *op. cit.*, 2017, p.56

développement humain, si l'on considère que l'inscription à l'Université pour les filles a atteint 90 % dans la même région.

La deuxième motivation concernant la mise en place d'un tel type d'université était de réduire le phénomène de migration des jeunes des zones rurales vers les villes : ceci est considéré comme une étape importante dans la réinstallation de la population dans les régions d'origine, pour éviter le déséquilibre géographique. Le tableau suivant montre la répartition qualitative et géographique des facultés de cette université dans la région de la Montagnes de l'Ouest.

**Tableau 6: Répartition qualitative et géographique des facultés dans la région de la Montagne de l'Ouest, selon les dernières statistiques.**

N	La faculté	Le lieu	N	La faculté	Le lieu
1	Faculté de Comptabilité	Gharyan	13	Faculté de Pharmacie	Gharyan
2	Faculté de Médecine	Gharyan	14	Faculté de Droit	Al-Zintan
3	Faculté d'Ingénierie	Gharyan	15	Faculté des Arts et sciences	Badr
3	Faculté de Sciences	Al-Zintan	16	Faculté de Technologie médicale	Nalout
5	Faculté de Sciences de l'éducation	Yafran	17	Faculté de Droit	Nalout
6	Chirurgie dentaire	Al-Zintan	18	Faculté de Sciences de l'éducation	Gado
7	Faculté de Comptabilité	Al-Rugban	19	Faculté de Préparation des enseignants	Al-Riaina
8	Faculté d'Ingénierie	Gado	20	Faculté d'Informatique	Al-Zintan
9	Faculté de Langues	Gharyan	21	Faculté d'Économie	Gharyan
10	Faculté de Sciences de l'éducation	Derge	22	Faculté d'Agriculture	Al-Riaina
11	Faculté de Sciences de l'éducation	Nalout	23	Faculté de Sciences	Al-Asabia
12	Faculté d'Informatique	Gharyan	24	Faculté de Science d'éducation	Al-Zintan

Informations obtenues du bureau de président d'université de la montagne de l'Ouest 2017

Le tableau ci-dessus indique la large généralisation de toutes les spécialités et les plans expansionnistes d'enseignement supérieur dans la région visée, ce qui explique la prévalence de l'attention accordée par l'État à cette région.

Ce tableau indique également qu'une grande partie des collèges ont été concentrés dans les sciences de l'éducation, car les filles préféraient ce type d'éducation et que ces études convenaient aux professions féminines futures ; ces professions sont conformes aux valeurs sociales dans les communautés rurales. Il est également notable que nombre des collèges aient besoin de taux de réussite élevés au lycée, tels que les facultés de

médecine, d'ingénierie et de droit. Ces collèges offrent aux étudiants distingués l'occasion de s'inscrire, plutôt que de les obliger à suivre des disciplines prédéfinies ne correspondent pas à leurs ambitions et leurs capacités.

Il faut remarquer qu'un grand pourcentage des collèges ont été établis dans la ville de Gharyan : parce que cette ville est la plus grande dans cette région et qu'elle contient les possibilités et l'infrastructure nécessaires pour accueillir ce nombre de collèges.

#### 8.2.4 - La réforme de l'administration locale et la diversité des professions en Libye en général et dans la municipalité Al-Haraba en particulier

La forme et la force de la main-d'œuvre sont considérées comme déterminantes pour le développement de la société. À travers cet élément, les sociétés peuvent réaliser une croissance dans tous les domaines de la vie, souvent grâce à la diversité professionnelle, qui permet d'atteindre l'équilibre des services dans tous les segments de la société. L'objectif de la politique de développement en Libye durant quatre décennies était la création d'une base productive développant la diversité des sources de revenus, elle visait à réduire la dépendance à une source unique de revenu national. D'importantes sommes d'argent étaient nécessaires pour les dépenses d'investissement dans l'industrie et les services, ce qui a entraîné une forte demande de recrutement et d'utilisation des ressources humaines, que ce soit des Libyens ou d'autres nationalités. Le tableau n°6 montre l'ampleur du développement, de la croissance et de l'utilisation de l'emploi national durant plus de quarante ans.

**Tableau 7 : Le développement de l'utilisation de la main-d'œuvre nationale et étrangère en Libye les années sélectionnées entre 1970 et 1997.**

Année	1970	1975	1980	1983	1988	1989	1990	1994	1996	1997
<b>Nationaux</b>	383.500	454.100	532.800	617.400	8 20800	861.800	879.400	992.900	1057.500	1054000
<b>Etrangers</b>	50.000	223.000*	280.000*	562.100*	142.300	140.500	139.200	156.100	166.500	160.000
<b>Totale</b>	433.500	677.100	812.800	1,179.500	963.100	961,100	1118600	1159000	1164000	1214000

Source : *Les transformations politiques économiques et sociales de 1969 à 1999*, Édition al-Daar al-Jamahiriya de la distribution et la publicité, Misrata, Libye 1999, p.672

\*- Ce nombre le plus élevé de la main-d'œuvre étrangère a été intégré au marché du travail libyen à la suite de l'expansion des projets de développement au cours de cette période.

Dans les faits, la quantité de main-d'œuvre libyenne a réalisé un bond prodigieux durant les années 1970-1997. Selon les statistiques disponibles, ce changement dans la

construction professionnelle comprend des professions de services et administratives dans toutes les régions du pays, parallèlement avec l'augmentation du nombre de diplômés. Par ailleurs, les sanctions prises par l'ONU contre la Libye ont contribué à réduire le nombre de travailleurs étrangers : elles ont conduit à diminuer la valeur du dinar libyen, le travail en Libye n'avait ainsi plus d'avantages pour la main-d'œuvre étrangère, ce qui a conduit à l'augmentation de la main-d'œuvre libyenne.

Dans cette partie, nous allons essayer de mettre l'accent sur la nature des changements au niveau des activités économiques des habitants de cette région. Il est généralement connu que les populations ont été en mesure de changer leur profession en raison des changements qui avaient eu lieu au niveau de l'économie libyenne dans la période postindépendance. Plus précisément après le flux des recettes pétrolières vers le Trésor public : l'État a pu élargir la base de la participation et soutenir l'intégration d'un grand nombre de citoyens qualifiés dans le travail administratif et de service. Ces professions se présentaient dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la sécurité, y compris l'armée, ainsi que dans l'administration locale. Ces secteurs étaient en mesure d'absorber un grand nombre de main-d'œuvre qualifiée en échange de salaires réguliers et gratifiants.

On peut dire que l'augmentation de la demande de ces professions est en raison de leur relative facilité, par rapport aux professions de l'agriculture et les métiers traditionnels qui ont une pénibilité plus élevée, le revenu de ces professions est aussi plus élevé. Un facteur qui a également contribué à la popularité des professions de services est l'émergence du concept de « statut social » dans les milieux sociaux des communautés rurales, quand la valeur de l'individu est devenue mesurée par son statut professionnel et son revenu. Théoriquement, c'est une situation expliquant à la théorie de la hiérarchie sociale, selon la sociologie des classes sociales.

Grâce à des études sociales menées précédemment par les institutions compétentes dans les enquêtes sociales et économiques de la population – la Commission générale de l'information et la documentation est l'une de ces institutions qui ont effectué ces statistiques, il est apparu clairement qu'un grand nombre de citoyens sont employés

dans les professions de services, scientifiques et techniques, ainsi que dans les fonctions de l'administration locale.

Des études sur la population indiquent que la plupart des Libyens ont abandonné les activités traditionnelles représentées par l'agriculture, l'élevage et les industries traditionnelles. Ces professions ont prévalu avant l'avènement du phénomène de la modernisation sociale et la mutation économique résultant dans le pays en général, où la main-d'œuvre a principalement été concentrée dans un certain nombre d'activités économiques et de services administratifs. Après une proportion d'environ 70 % des Libyens qui travaillaient dans les professions agricoles au cours des années cinquante, celle-ci a reculé à 12 % en 1995. D'autre part, la proportion de la main-d'œuvre a augmenté dans d'autres secteurs.

En raison de l'absence de statistiques précises dans l'espace social étudiée, nous pouvons généraliser les résultats des statistiques sur toutes les régions pour la région des Montagnes de l'Ouest en général, et plus précisément pour la municipalité d'al-Haraba : les changements mentionnés sur la structure économique ont nécessairement touché notre espace social d'étude actuelle (la population de la municipalité al-Haraba). Le tableau ci-dessous présente la répartition de la main-d'œuvre par sections et types de l'activité économique en 1995.

À travers le tableau ci-dessous, il est clair que la main-d'œuvre a atteint son niveau le plus bas dans des activités traditionnelles telles que l'agriculture, l'élevage et l'artisanat, alors que la main-d'œuvre dans les professions de service a augmenté : le taux des citoyens qui travaillent dans ces métiers a doublé. Ainsi, la construction professionnelle a radicalement changé dans une période ne dépassant pas vingt ans, lorsque le développement économique a produit un phénomène de bifurcation professionnelle jusqu'alors inconnu dans la société libyenne. Ceci a ouvert la porte à la main-d'œuvre étrangère pour les activités traditionnelles. La généralisation horizontale des établissements d'enseignement a joué un rôle important sur la diversification des parcours professionnels, en créant des cadres scientifiques qualifiés. Il en a résulté des changements professionnels, ainsi qu'un changement conséquent de la construction sociale dans la région de la Montagne de l'Ouest, lorsque le secteur gouvernemental a

effectué une transition remarquable au niveau des parcours professionnels, et à la suite de l'apparition de la bifurcation professionnelle dans les communautés rurales. En ce sens, il y a une disparition des carrières traditionnelles et héritées des grands-parents et parents, c'est-à-dire que les professions sont devenues dépendantes d'un niveau d'instruction et d'un esprit compétitif.

Types d'activité économique	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
<b>Agriculture et forêts</b>	7709	14,48	4206	2,42	11915
<b>Pétrole, gaz et carrières</b>	18606	2,50	679	0,37	19285
<b>Fabrication</b>	64697	8,69	10111	5,83	74808
<b>L'électricité, l'eau et le gaz</b>	28738	3,86	1385	0,80	30123
<b>La construction</b>	16331	2,20	613	0,35	16949
<b>Le commerce et ses services</b>	79059	10,63	2941	1,70	82000
<b>Transport et stockage</b>	59935	8,05	2280	1,31	62215
<b>Les Banques et services d'assurances</b>	15793	2,12	3688	2,13	19481
<b>les services publics</b>	348971	46,90	147355	84,94	496326
<b>Des activités non classifiées</b>	4254	0,57	233	0,13	4487
<b>Total</b>	744098	100,00	173491	100,00	917589

Source : Commission nationale d'information et de documentation, *Les résultats du recensement général de la population de 1995*, Tripoli, 1998, p.61

Il est remarquable que l'État ait adopté la loi d'administration locale dans les municipalités puis les popularités (Al-Shabyate), cette administration locale ayant l'autorité de prendre et mettre en œuvre les décisions. Cette procédure se faisait au travers des budgets subventionnés par l'État, en fonction de la taille et l'accroissement de la population et ses besoins.

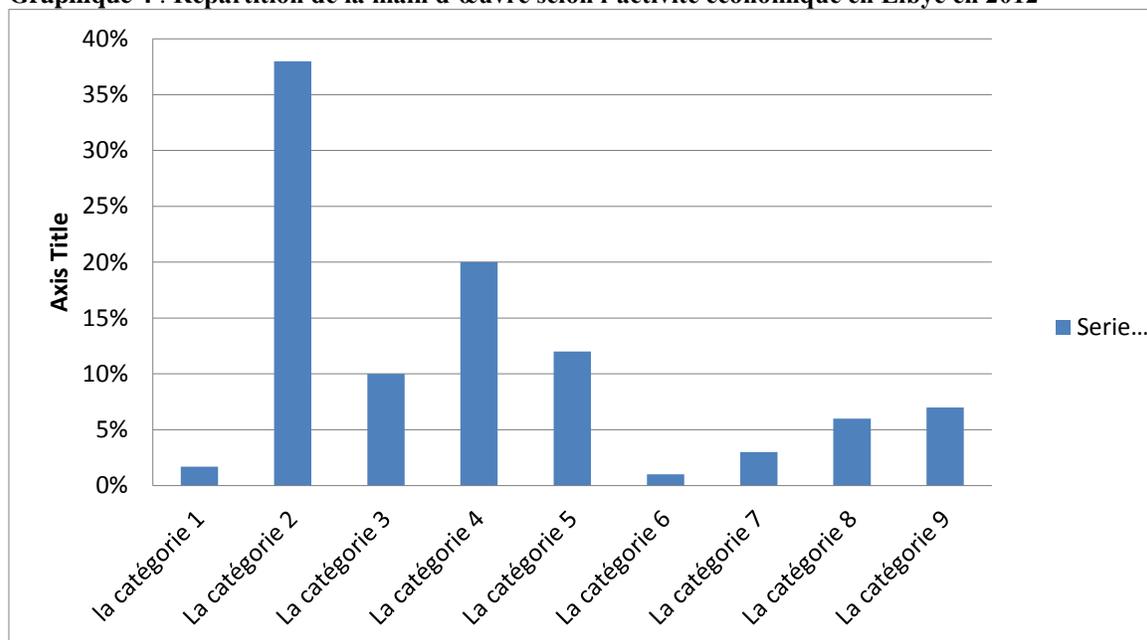
Au fil du temps, il est devenu clair que les changements professionnels dans la communauté rurale dans certaines parties de la Montagne de l'Ouest ont donné un bon niveau de vie à la population, et changé la vie quotidienne et les relations sociales entre des composantes de la société. Tout ceci porte la division du travail comme l'une des

caractéristiques principales dans la construction sociale. Par ailleurs, la concurrence a été ouverte au sein de la population afin que l'accès à la haute direction des professions scientifiques et techniques dépende de l'expérience scientifique et administrative. En effet, comme nous l'avons indiqué à travers le tableau n°7 (cf. supra), concernant l'augmentation du nombre d'employés pour les deux sexes, le marché du travail a connu des changements remarquables entre 1995 et 2012 : le nombre d'employés dans la société libyenne a augmenté d'environ un million et demi employés dans toutes les activités, cela est au cours d'une période n'excédant pas 20 ans. Cette croissance en nombre d'emplois pourrait refléter la catégorie d'âge recrutée dans le marché du travail, ainsi que la diversité de la construction professionnelle, autrement dit, le type des professions a changé par rapport aux professions qui prévalaient en 1995. Le tableau suivant montre les changements qualitatifs et quantitatifs apportés aux professions et le chômage selon la dernière enquête de recrutement.

**Tableau 9 : Répartition de la main d'œuvre selon l'activité économique en Libye en 2012**

Numéro de catégories	Types de profession	Nombre d'employés
<b>Catégorie 1</b>	Les législateurs, les hauts fonctionnaires et les gestionnaires	26470
<b>Catégorie 2</b>	Les employés dans les professions scientifiques et techniques	83710
<b>Catégorie 3</b>	Les techniciens et assistants des professions scientifiques	162151
<b>Catégorie 4</b>	Les employés administratifs	299400
<b>Catégorie 5</b>	Les travailleurs de services et commerce	187600
<b>Catégorie 6</b>	Les travailleurs dans l'agriculture, l'élevage et la pêche	13300
<b>Catégorie 7</b>	Les artisans	48700
<b>Catégorie 8</b>	Les travailleurs dans l'exploitation et l'assemblage de machines	98600
<b>La catégorie 9</b>	Les professions primaires	104100
	Total	1524030

Source : Les résultats de l'enquête sur le recrutement et le chômage, Organisation de la statistique et du recensement, 2012, p.47

**Graphique 4 : Répartition de la main d'œuvre selon l'activité économique en Libye en 2012**

### 8.2.5- Le développement du secteur de la santé

Nous devons donner un aperçu du secteur de la santé en général, avant de mettre en évidence le développement de ce secteur dans la région des Montagnes de l'Ouest. Le secteur de la santé en Libye a connu au cours des quatre dernières décennies un développement considérable : plus de 1400 unités et centres de soins de santé de base ont été construits, l'État a également fondé des hôpitaux spécialisés, tels que des hôpitaux universitaires et hôpitaux ruraux, ainsi que des centres de soins dans les villages, conçus pour réaliser les consultations médicales initiales. À cet égard, nous présentons une statistique pour les hôpitaux mentionnés, certains de ces hôpitaux ayant été établis dans la région de la Montagne de l'Ouest.

**Tableau 10 : Nombre d'hôpitaux en Libye**

Type d'hôpital	Sspécialisé	Central	Général	Village
<b>Nombre total</b>	26	18	21	32

Source : Organisation libyenne des politiques et les stratégies, *Le rapport du secteur de la santé en Libye, la réalité et les défis*, Mars 2016, p.2

À travers le tableau précédent, il est clair que le plus grand nombre des hôpitaux se trouve en milieu rural : l'État libyen semble avoir accordé une grande attention au secteur de la santé, en particulier les zones intérieures et éloignées des grandes villes. Il convient de noter que la zone de la Montagne de l'Ouest a mis en place de nombreux

hôpitaux, et nous montrerons plus tard les statistiques de cette répartition des établissements de santé dans cette zone. L'État avait déterminé un budget d'environ 3,454 milliards de dollars, ce qui équivalait à 1,250 milliard de dinars libyens, soit 3 % du PIB, selon le dernier budget avant la chute du régime de Kadhafi en 2011, pour développer ce secteur. [Voir *Rapport national sur le développement humain*, 2002]

**Tableau 11 : Dépenses du secteur sanitaire dans le PIB et le budget général**

Année	Taux des dépenses du PIB en %	Taux des dépenses du budget général en %
1973	2,0	5,1
1975	2,1	5,6
1980	0,7	2,2
1985	1,3	2,5
1990	1,2	5,0
1993	3,7	17,1
1996	4,4	19,6
2006*	4,1	---
2015**	4,0	8,3

Source : CNID, *Rapport national de développement humain*, 1999, p.104

\*- PNUD, *Rapport mondial du développement humain*, 2006

\*\*.- *Rapport annuel du ministère de la Santé pour l'année 2015*.

Il est notable que la proportion des fonds alloués au ministère de la Santé du budget général ait diminué à 8,3 % au cours des années suivant la chute du régime de Kadhafi, en raison de l'incapacité du budget général de l'État libyen à obtenir le résultat attendu, notamment à cause des destructions que les institutions pétrolières ont subies.

Parmi les indicateurs qui peuvent être utilisés pour déterminer l'étendue de la prestation de services de santé dans l'État, le taux de mortalité infantile est un indicateur de l'amélioration ou de la baisse du niveau des services de santé, partout dans le monde. Il reflète le niveau de vie de la population, en matière de montée et de diminution ; le taux de mortalité néonatale aide généralement les responsables à mettre en place des plans de développement pour la population, selon l'évolution attendue du nombre de la population dans les années à venir.

De nombreuses études indiquent que le monde a connu une baisse continue du taux de mortalité infantile en raison de l'amélioration générale des soins sanitaires, grâce à la disponibilité des médicaments et des vaccins. Il y a allongement de l'espérance de vie

dans de nombreux pays, en particulier dans les pays industriels, ainsi que dans les pays qui ont connu des plans de développement en raison d'un revenu national élevé, la Libye est un exemple. On peut dire que l'amélioration du niveau d'instruction a fait baisser le taux de fécondité, en particulier dans les pays riches développés et en développement. Plus précisément, après la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de facteurs ont contribué à réduire la mortalité infantile. Ils ont entraîné la diminution de ce phénomène dans les pays développés, où le taux au cours des années 2000 ne dépasse pas au total « 5 décès enfants pour mille naissances vivantes, comme au Japon, en Suède et en Finlande, pas plus de 10 cas de décès des enfants en Grande-Bretagne, France, Allemagne, Espagne, au Canada et aux États-Unis dans l'année »<sup>1</sup>.

Cependant, on a déclaré que si la mortalité infantile avait reculé à son niveau le plus bas dans les zones rurales ou dans les villes de Libye, cela était dû aux efforts de l'État pour diminuer ce phénomène de mortalité infantile ; nous pensons que c'est effectivement l'action de l'État qui a permis d'y parvenir, nous montrerons plus loin que l'évolution des taux est l'un des résultats des services de santé avancés en Libye. La Libye est l'un des pays à faible taux de mortalité infantile, selon le rapport INDE\*, les données disponibles en 2012 indiquent que le taux soit 13 pour 1000.<sup>2</sup>

Durant les quatre dernières décennies, les services sanitaires ont connu une amélioration en Libye en général et dans les zones éloignées en particulier : parmi les objectifs du développement en Libye, la stratégie du secteur de la santé a été construite depuis le début des années soixante-dix, avec l'objectif immédiat de la santé pour tous.

Les services médicaux, dans le cadre des plans de développement nationaux complets depuis l'année 1970, ont démontré des efforts exceptionnels dans ce secteur, cela a été mis en œuvre au travers de plusieurs plans développementaux.

Les politiques gouvernementales ont affirmé la nécessité de fournir ces services de santé pour tous les citoyens, en prenant en compte le fait que la population du pays devait bénéficier des services de santé et de prévention des maladies, Il faut ajouter

<sup>1</sup> - Rashoud bin Mohammed al-Kharif, La population - concepts, méthodes et applications, Riyad, 2003, p.344

<sup>2</sup> - <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/tous-les-pays-du-monde/>

\* - Institut national d'études démographiques

l'émission d'une législation réglementaire et administrative pour assurer la coordination avec d'autres organismes compétents, comme ceux liés au soin de l'environnement, à l'eau potable, l'évacuation des eaux usées, les services des ordures et ceux de la nutrition. Cette vision avait peut-être pour but d'améliorer les trajectoires individuelles, ainsi que le niveau de protection de la famille : l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que le manque d'égalité dans les services de santé se refléchit nécessairement dans les trajectoires des individus et de la société.

La région de la Montagne de l'Ouest est l'une des régions qui ont bénéficié de plans de développement communautaire pendant quatre décennies consécutives dans tous les secteurs. Le secteur de la santé fait partie des secteurs qui ont connu un grand intérêt, au motif que les sociétés avancent et prospèrent en s'assurant du développement de deux secteurs importants qui touchent directement la vie des citoyens : la santé et l'éducation.

Le secteur de la santé en Libye en général et dans la région de la Montagne de l'Ouest en particulier a connu une croissance marquée, qui a abouti à faible taux de mortalité après la naissance, mais a également mené à la diminution du taux de mortalité des personnes âgées, ce qu'on appelle en études sociales l'allongement du cycle de vie. Il nous faut montrer un certain nombre de statistiques des grands et moyens hôpitaux dans cette région.

**Tableau 12 : indique le nombre d'hôpitaux dans la région de la Montagnes de l'Ouest**

N	Nom de l'hôpital	Capacité clinique	Année de construction	Nombre de médecins	Les éléments d'assistante médicale
1	Hôpital Gharyan	35	1981	45	40
2	Hôpital Al-Asabaa	24	1985	18	30
3	Hôpital Yfrin	30	1988	23	35
4	Hôpital Al-Zintan	24	1990	18	30
5	Hôpital Al-Haraba	24	1992	20	33
6	Hôpital Tigie	24	1992	27	34
7	Hôpital Nalout	40	1998	45	38
8	Hôpital Gidamisse	24	1992	20	30
9	Hôpital Cabao	24	1992	20	32

Source : Statistiques du ministère de la Santé, Tripoli, 2004

À travers le tableau ci-dessus, il est clair que L'État a fait tout ce qui était en son pouvoir pour étendre les services de santé à la plupart des villes et des villages, même ceux dont la population n'excédait pas trente mille personnes à ce moment-là. Peut-être que cela est dû à la perspective d'une augmentation de la population plus tard. Grâce à des études et enquêtes menées dans ce domaine, on peut dire que la croissance et le développement dans le secteur de la santé ont donné les résultats suivants :

1- Diminution du nombre de décès d'enfants après la naissance, en raison des soins de santé pour les femmes enceintes pendant la grossesse, et après la naissance du bébé en fournissant la vaccination nécessaire. Les statistiques officielles ont indiqué qu'en 1999 la mortalité infantile a diminué de 67 % dans les zones urbaines, tandis qu'il a reculé à 62 %. Il semble que ces pourcentages convergent avec l'attention accordée par l'État aux zones rurales, semblable à celle accordée aux zones urbaines. [voir Abd Razak Alrchibey, *La population et le développement humain en Libye, 1954 – 2004, la structure du passé, la structuration du présent et les perspectives d'avenir*, 2006, p.193].

2- La disparition de nombreuses maladies transmissibles dans la région des Montagnes de l'Ouest, où on a trouvé des maladies chroniques et endémiques, telles que la tuberculose et le paludisme, qui atteignaient en 1970 presque 50 % de la population, tandis que le taux a reculé à 3 % en 1999. Cette baisse reflète l'amélioration des indicateurs sanitaires ainsi que des services spécifiques destinés à cette région ; les indicateurs sont cités d'après les statistiques du ministère de la Santé en général.

3- L'augmentation de la longévité : les statistiques indiquent que l'âge moyen de décès était de 46 ans au début des années soixante-dix, puis de 65 ans en 1995, et il a finalement évolué à 70 ans en 2000. [Voir Commission nationale d'information et de documentation, *Rapport sur le développement humain 1999*, Libye, Tripoli 2000, pp.100-103]

#### 8.2.6 - L'évolution du logement

On sait que le logement salubre est l'un des facteurs de mobilité sociale et une amélioration de vie appréciée par l'individu, quand le logement est confortable. Pour cette raison, notre étude concernant la mobilité sociale nécessite de traiter le logement

dans la région de la Montagne de l'Ouest comme une des variables qui reflètent le niveau de vie des habitants.

Parmi les plans développementaux en Libye, l'État a réussi, dans le secteur du logement et des services publics, à mettre en œuvre un certain nombre de logements sociaux. De plus, des prêts immobiliers abordables pour tous les segments de la société ont été accordés. L'État a procédé à la division des provinces libyennes en sept régions administratives, chaque région incluant un groupe de popularités. La région de la Montagne de l'Ouest était l'une des divisions administratives ciblées pour le développement urbain, et elle comprenait cinq popularités : Gharyan, Yafran, Nalout, Mizdah, Ghadamès.

Historiquement, le type de logement qui prévalait dans la société libyenne était la maison arabe traditionnelle, qui comprend un certain nombre de petites familles, structure connue en sociologie sous le nom de « famille élargie » : elle se composait d'un couple et de ses enfants et petits-enfants ; cette famille vivait dans la même maison.

Cela était probablement dû à des raisons économiques, en plus des traditions sociales qui prévalaient. Les traditions imposaient aux enfants le séjour avec les parents : cette coutume était une autorité parentale, mais après l'extension du phénomène de modernisation et les processus d'urbanisation, le pouvoir patriarcal a décliné. Par ailleurs, les enfants sont devenus plus indépendants. Cette nouvelle situation a imposé aux autorités de réaliser un grand plan fournissant des logements pour tous les jeunes dans l'intention de se marier.

Après la mise en œuvre des plans développementaux dans le secteur du logement et de la construction, le modèle de logement libyen a changé. Ce changement est représenté par le logement moderne. Ce type de logement se trouvait principalement sous la forme de quartiers résidentiels soumis à l'urbanisme dans la plupart des villes et villages de la Montagne de l'Ouest, où l'État a tenu à la répartition uniforme des plans résidentiels selon la densité de population. Après avoir construit ces unités de logements, l'État les a alloués aux personnes selon leurs besoins.

Il est notable que la majorité de la population a bénéficié de logements sociaux (type HLM). De plus, une autre partie de la population bénéficiait d'aide des banques

commerciales, qui accordaient des crédits aux travailleurs du secteur public : ainsi les banques agricoles ont également accordé des prêts au logement aux agriculteurs, ces derniers remboursant les prêts en versements saisonnier pratiques.

L'un des projets développementaux de logements réalisés par l'État pendant les années soixante-dix est un projet d'installation pour les Bédouins, en particulier dans la zone d'Aljafarah, caractérisée par la présence des tribus bédouines de nomades qui se déplacent afin d'obtenir de l'eau. Les habitants de cette région sont connus pour l'élevage des moutons et des chameaux, et l'État a œuvré au peuplement de ces tribus, en établissant des bâtiments agricoles, en particulier dans la commune Badr, qui se caractérise par son sol fertile et l'eau abondante. Mais malgré cette attention, la saturation de population a mené à l'émergence de bidonvilles.

À propos des Bédouins, nous pouvons indiquer comme fait important que certains des fils de ces tribus aient pu accéder aux professions intellectuelles supérieures et aient été ainsi en mesure d'occuper des postes importants. Certains d'entre eux ont atteint des niveaux élevés dans la hiérarchie professionnelle, scientifique, administrative et politique : des personnes issues des milieux bédouins sont devenues ambassadeurs, ministres et présidents des universités et centres de recherche. C'est une mobilité sociale dans la communauté rurale, atteinte par la modernisation sociale.

En ce qui concerne la propriété, elle est divisée en propriété privée du citoyen lui-même et en logements publics, subventionnés ou propriété de l'État (propriété temporaire) \* mais les caractéristiques techniques (géométriques) de la plupart des logements sont similaires, que ce soit en milieu urbain ou rural. Le tableau ci-dessous montre les types de logements, la propriété, et les zones où ils sont situés.

**Tableau 13 Logements, la propriété, et le lieu dans la région de la Montagne de l'Ouest<sup>1</sup>**

Type de logement*		Urbain				Bédouin		
		Propriété privée	Location	Autre situation	Total	Propriété privée	Location	Autre situation
Montagnes de l'Ouest	Villa (grand demeure)	4192	80	160	4432	563	00	00
	Appartement	1336	1732	410	3478	146	73	66
	Maison arabe moderne	28356	678	3000	32034	18493	954	2262
	Autre Type**	1252	88	674	2014	129	00	727
	Total	35136	2578	4244	41958	19304	1027	3055

Source : Commission nationale d'information et de documentation, *Enquête économique et sociale 2002-2003 – Partie 1, les caractéristiques démographiques*, p.48.

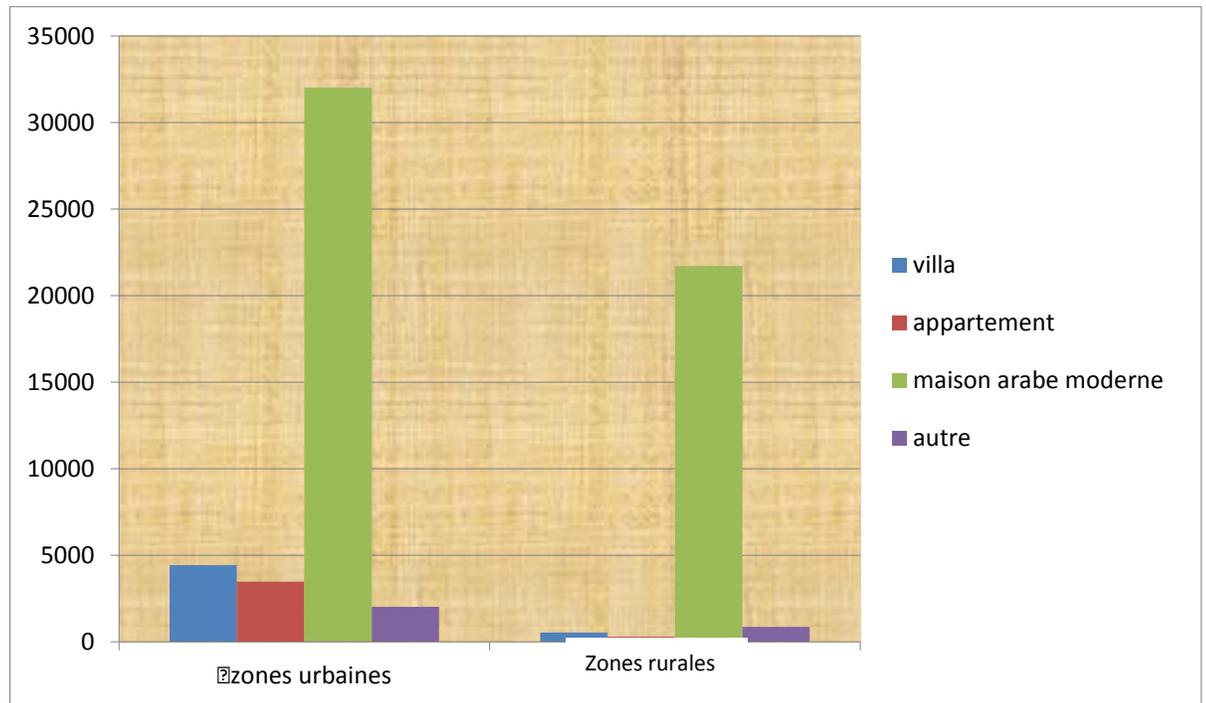
- - Le logement dans ce cas est une hypothèque appartenant à l'État, jusqu'au règlement de toutes les primes de crédit par le citoyen
- \*\* Représenté par la vieille maison arabe traditionnelle qui comprend plusieurs familles ou les bâtiments creusés dans la montagne pour surmonter les environnements difficiles, tels que la chaleur de l'été ou le froid en hiver.

À travers le tableau ci-dessus, il apparaît clairement que le logement arabe moderne est le plus fréquent dans les zones urbaines ou les zones rurales. Le nombre total de ce type de logement est de 32 034 logements dans les zones urbaines, tandis que le nombre dans les zones rurales a atteint 21 709 maisons. Les villas représentent le deuxième type le plus répandu : le nombre total est de 4423 villas dans les zones urbaines, tandis que dans les zones rurales, il est de 536 villas.

Les appartements étaient moins nombreux : 3478 appartements dans les zones urbaines, 285 appartements en zone rurale. Ceci peut être expliqué par l'existence de vastes étendues de terres, qui donnaient la possibilité d'élargir la zone urbaine ; l'autre raison est que les habitants de cette région ne préfèrent pas vivre dans des appartements sauf dans des circonstances impérieuses. Par ailleurs, dans les zones rurales, il y a un logement de nature particulière, représenté par deux types : la vieille maison arabe et le logement de montagne (troglodyte) ; le total de ce type s'élève à 856 maisons.

<sup>1</sup>- Commission nationale d'information et de documentation, *Enquête économique et sociale 2002 - 2003, première partie, les caractéristiques démographiques*, p.48.

**Graphique 5 : Le nombre et les types de logements dans les zones urbaines et les zones rurales dans la région de la Montagne l'Ouest.**



Source : Graphique élaboré à partir des données provenant du tableau précédent

En ce qui concerne la concentration de personnes dans le logement, la moyenne nationale indique qu'un ménage moyen est composé de 6 personnes vivant dans un logement de trois chambres, en plus des pièces jointes, telles que les toilettes, la cuisine. [voir Comité populaire général pour la planification, *Rapport national sur le développement humain 2002*, p. 69-71]

De surcroît, les enquêtes dans le domaine du logement ont prouvé que la région de la Montagne de l'Ouest est l'une des zones marquées par l'agrandissement du logement par rapport au nombre d'individus qu'y vivent. Il est notable que dans cette région la grande famille ou famille élargie vivait dans une seule maison, mais que le changement qui s'est produit dans le domaine du logement en Libye a permis à la famille composée d'un couple et de ses enfants de vivre dans un logement séparé moderne.

### Conclusion du chapitre

En suivant la méthodologie scientifique des études empiriques, le chercheur consacre un chapitre à la communauté étudiée. En suivant cette approche, nous avons

alloué ce chapitre à la région de la Montagne de l'Ouest, la municipalité d'Al-Haraba étant située dans ce cadre géographique. En effet, malgré les difficultés actuellement rencontrées par l'État en général, qui ont affecté tous les aspects de la vie, notamment la recherche scientifique, nous avons cependant réussi à collecter des informations et des statistiques relatives au développement social et économique de cette région.

Nous avons montré les étapes développementales que la Libye a réalisées dans une période précise. Pendant une période, la vie dans la région de la montagne de l'Ouest dépendait des métiers traditionnels et l'agriculture pluviale, telles que la culture du blé et de l'orge et celle de l'olivier, réputée dans cette région et décrite par Danielle Bisson « les très vieux oliviers traduisent l'ancienneté de la vie rurale dans ce Jabal »<sup>1</sup> Elle est devenue ensuite dépendante des emplois administratifs via qualification scientifique, qui ont permis le recrutement des diplômés dans le secteur public. Nous avons montré des statistiques laissant apparaître des transformations essentielles concernant la construction professionnelle, et leurs effets sur la vie en général (les changements dans le comportement de consommation, le style de vie, le type de logement et etc....)

---

<sup>1</sup> - Danielle Bisson, Jean Bisson, Jacques Fontaine, La Libye, à la rencontre d'un pays, L'Harmattan, 1999, p.159.

➤ CHAPITRE IX : LES DONNEES  
STATISTIQUES, LES RESULTATS FINAUX  
ET LES RECOMMANDATIONS FINALES



## Introduction

La présente étude vise, autant que faire ce peut, à connaître les faits tels qu'ils sont en réalité, à répondre aux questions posées et à tester les hypothèses pour généraliser les résultats. Nous allons donc suivre une série de procédures et de règles claires précises pour parvenir à des résultats scientifiques. Dans ce chapitre, nous analyserons des données obtenues par questionnaire ; et nous présenterons aussi les mini-entretiens effectués avec les participants interrogés, qu'ils soient étudiants ou diplômés. Nous nous appuyerons sur l'analyse factorielle, selon Julien Duval comme étant « une technique statistique très adaptée pour construire des espaces théoriques que l'on juge pertinents d'un point de vue sociologique »<sup>1</sup>.

Les données recueillies dans l'étude de terrain seront présentées en deux sections : la première section décrit l'échantillon par analyse des données en mode mono varié afin de détecter la variance des caractéristiques variables des membres de l'échantillon, en utilisant des méthodes statistiques telles que les pourcentages et les fréquences. Nous présenterons également les résultats de l'analyse des relations entre les variables afin de détecter l'existence de relations entre variables, et la force de ces relations, à travers l'utilisation de tableaux croisés. La deuxième section sera présentée pour expliquer les résultats obtenus grâce à des réponses recueillies à travers le questionnaire. Il s'agit de la discussion finale visant à éclairer la nature de la mobilité sociale dans la communauté rurale en Libye, le phénomène de la bifurcation professionnelle et le changement des parcours de vie sur trois générations.

L'échantillon de l'étude représente les jeunes générations diplômées de l'université de la Montagne de l'Ouest, qu'y ont effectué le premier cycle, ou celles qui poursuivent actuellement leurs études universitaires dans la même université. En fait, à travers ces sondés nous avons pu collecter des informations concernant leurs parents, et leurs grands-parents. Nous nous sommes appuyés sur la méthode aléatoire pour obtenir cet échantillon. En fait, la complexité de la phase historique que le pays vit actuellement ne nous a pas permis d'effectuer beaucoup d'entrevues en présentiel, principalement à

---

<sup>1</sup> - DUVAL Julien, Analyser un espace social, in PAUGAM Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF coll. « Quadrige », 2012, p, 267.

cause des conditions politiques et de la situation économique de la population. Nous avons eu des difficultés à obtenir des réponses de la part des interrogés, et dans de nombreux cas, les personnes cessaient de répondre sans donner de raison. Pour ces raisons, nous avons dû nous contenter du nombre de 154 sondés ; nous pensons que cette taille d'échantillon reste représentative de la communauté de recherche étudiée, en raison du nombre limité de diplômés dans la zone d'étude, par rapport à d'autres régions. Ce traitement statistique a été fait après la suppression de nombreux questionnaires incomplets (voir les résultats bruts et les tableaux croisés en annexe).

## 9.1 Commentaires intergénérationnels des résultats bruts

### 9.1.1- *Le première génération (les grands-parents)*

Selon les résultats bruts, on remarque la haute espérance de vie, plus de 70 ans pour la première génération (les grands-parents) ce fait confirme que l'amélioration des services de santé a contribué à l'augmentation moyenne de la durée de vie de la population. Les services de santé aient surmonté nombre de maladies enracinées dans la société libyenne. Les programmes de sensibilisation sanitaire par les médias, le soutien par l'État d'une alimentation diversifiée et bénéfique pour la santé ont eu un impact positif sur la santé des générations précédentes ainsi que sur leur durée de vie. En ce qui concerne le niveau d'éducation des grands-parents il semble que le pourcentage était très faible, ceci explique probablement que la plupart des grands-parents n'ont pas fréquenté l'école. Ce faible niveau d'éducation est dû aux conditions de vie difficiles et au manque d'établissements d'enseignement dans la région. Quant aux occupations professionnelles des grands-parents (la première génération). Il apparaît que le pourcentage est faible pour ceux qui travaillent dans le secteur public, en raison du manque d'institutions étatiques dans cette région, en particulier dans la municipalité d'Al-Haraba avant l'indépendance. Donc, leurs métiers étaient concentrés dans l'agriculture et l'artisanat. Ces dernières activités n'ayant pas généré un revenu élevé, où le revenu moyen était de 167 DL équivalant à 120 dollars. Cela a mené aux mauvaises conditions de vie qui reflètent dans le type d'hébergement (Maison arabe simple) dans lequel ils vivaient.

### 9.1.2- *La deuxième génération (les parents)*

#### ➤ **Les pères.**

En fait, la deuxième génération est représentée dans les pères et les mères. On remarque que la plupart des pères sont nés à la phase d'indépendance, au-delà 1952. Il semble que le niveau d'instruction de cette génération a augmenté, lorsque le taux d'éducation le plus élevé des pères était l'enseignement secondaire, ou ce qui équivalait. Dans le même temps, une bonne proportion de ceux qui ont terminé leurs études universitaires, il est probablement en raison de l'amélioration des conditions de vie après l'indépendance, surtout après l'investissement des revenus pétroliers dans l'infrastructure des secteurs de l'État. Cette amélioration dans le secteur de l'éducation via les résultats produits a conduit à l'intégration de pères dans le secteur public qui a absorbé tous les diplômés dans la municipalité d'Al-Haraba. Ceci pourrait être en raison des besoins du marché du travail libyen. Il est à noter que la diversité des filières d'enseignement a probablement entraîné une diversité de types de professions à ce stade. Et que ces professions en termes de classement sont soumises à la hiérarchie administrative. Ce changement dans les activités professionnelles a engendré un revenu élevé pour les pères, lorsque le revenu moyen a englouti 1186 DL, équivalant de 870 dollars. En plus la reprise économique a amélioré les conditions de vie en général en accordant les emplois publics pour tous, surtout les diplômés.

#### ➤ **Les mères.**

En ce qui concerne aux mères, elles sont nées également entre 1953 et 1980, et propos le niveau d'instruction, la plupart d'elles ont atteint un niveau l'éducation secondaire générale qui dure 3 années ; ou le deuxième niveau est Bac +2 qui dure au total 5 années. Il est à noter que l'éducation théorique intéressait les femmes libyennes, et que ces mères ont étudié dans les établissements publics. Comme la diversité des parcours éducatifs jouait un rôle important dans le type de qualification scientifique des pères, alors elle a joué le même rôle pour les mères. Cette diversité de filières pédagogiques a permis aux mères de s'intégrer dans le marché du travail en fonction de leurs spécialisations. La plupart d'entre elles s'est intégré dans le secteur de l'éducation, car cette dernière ne nécessite pas d'heures de travail quotidiennes, c'est ce que les

femmes libyennes souhaitent, afin qu'elles fassent leurs devoirs vers leurs familles. Après ce recrutement dans les emplois dans le secteur public pour les mères. Toutefois, on remarque que leurs revenus ont légèrement diminué par rapport à celui des pères quand la moyenne était de 830 DL, équivalant 615 dollars, peut-être en raison de la nature d'occupation des femmes qui était principalement concentré dans le secteur de l'éducation primaire. On pourrait dire que cette amélioration au niveau du revenu des parents en général s'est reflété dans le type du logement moderne des parents (le deuxième génération).

### *9.1.3 - La troisième génération (les sondés)*

Les répondants étaient des jeunes générations, les hommes et les femmes à la fois âgés de 18 à 32 ans, dont certains sont encore en cours d'études universitaires ainsi qu'ils appartiennent à des familles nombreuses composées en moyenne de six frères et sœurs. Ils ont été choisis au hasard, mais la proportion de femmes était supérieure à celle des hommes. Peut-être que les femmes étaient plus sensibles et plus patientes que les hommes pour répondre à nos sollicitations. On remarque que la plupart d'entre eux vivent encore dans la maison des parents.

En ce qui concerne leur parcours scolaire, la plupart d'entre eux sont entrés à l'université après le baccalauréat général de sections littéraires ou scientifiques avec de bonnes notes, leurs niveaux actuels d'enseignement sont concentrés dans l'enseignement universitaire et dans les études de troisième cycle. Ils sont également ambitieux pour poursuivre leurs études de doctorat, sachant qu'ils se sont inscrits au premier cycle dans l'université de la Montagne de l'Ouest, la plupart des trajectoires académiques étaient des choix personnels des sondées et dans le secteur public. On remarque que leur type d'éducation variait dans plusieurs spécialisations : telles que l'enseignement technique, sciences sociales, sciences médicales, sciences de l'ingénieur, sciences militaires, finance, destinataire etc.

La moitié des répondants ont rencontré des difficultés financières pendant leurs études, car ils n'ont pas reçu de bourse de l'État. Et la plupart d'entre eux travaillent dans le secteur public, et une faible proportion était recrutée dans le secteur privé. La plupart de personnes sondées estiment que leurs emplois sont en correspondance avec leur

qualification académique et ainsi qu'ils ne préfèrent pas travailler dans le même domaine que leurs parents. Par ailleurs, les parents refusent de voir leurs enfants intégrer dans le même domaine. Les résultats ont montré qu'une forte proportion des jeunes salariés interrogés souhaitait changer de travail, pour des raisons d'obtention d'un revenu élevé, et d'autre part d'une place plus importante sur l'échelle sociale. Il est également à noter qu'un pourcentage élevé des jeunes répondants ne souhaite pas résider de manière permanente dans cette région, parce qu'ils souhaitent poursuivre leurs études supérieures. En termes de composition de la famille, la majorité absolue ne veut pas épouser de la même famille ou la même tribu. Enfin, les résultats ont montré que tous avaient un revenu, y compris les étudiants, peut-être ils occupaient des emplois saisonniers. Et que certains nombre de sondés avaient un revenu élevé, avec une moyenne de 1135 DL, équivalent 900 dollars.

## 9.2 - Quelques exploratoires multi-variées

Le but de cette analyse est d'examiner les variables indépendantes avec les variables dépendantes, s'il y a corrélation significative ou pas, et de tester le modèle théorique de l'étude, en prouvant, ou en infirmant les hypothèses statistiques concernant la relation de certaines variables rattachées à la génération de parents, et celles des grands-parents d'une part, et avec les mêmes variables dans la troisième génération d'autre part. Nous avons sélectionné avec soin certaines variables qui peuvent s'affecter les unes des autres. En fait, il est possible de trouver une relation entre certaines variables, et nous nous sommes engagé de la méthode d'analyse appropriée, à savoir une analyse multi-variable par les tables croisées. Ces variables sont relatives à l'éducation et à la profession pour chaque génération, et nous avons testé statistiquement les relations par les tableaux indiqués dans la même génération et ses effets entre les générations, cela avec le but de voir l'effet de ces variables au sein de trois générations consécutives. Nous avons commencé avec la première génération (grands-parents), en comparant le niveau d'éducation avec le type de profession, ainsi que le type de profession avec le revenu mensuel. Ensuite, nous avons continué de cette façon en comparant dans toutes les variables, afin de vérifier s'il y a une relation de signification statistique ou non, pour confirmer l'hypothèse générale de l'étude ou l'infirmier. (Voir les tableaux statistiques en annexe).

### ***9.2.1 L'éducation des grands-parents (première génération) en rapport avec leurs professions.***

En utilisant des tableaux croisés pour mesurer la relation entre deux variables, il est apparu clairement qu'il existait une corrélation entre la formation de première génération et le type de profession, on peut donc dire que le niveau d'éducation explique la variation dans les professions : cela indique que chaque fois que le niveau d'éducation est bas, la profession est nécessairement répartie dans les professions dépréciées, telles que l'agriculture, les artisans, les gardiens (personne qui assure la garde), et les autres travailleurs. Nous notons du tableau précédent (voir annexe n°..) une corrélation de ces professions avec l'analphabétisme. Il apparaît clairement que ces activités modestes étaient assignées aux catégories les moins éduquées ; car ces professions ne nécessitent pas un niveau de qualification élevé. Inversement, chaque fois que le niveau d'éducation des individus est élevé, les fonctions sont administratives ; en conséquence, il semble que le niveau d'éducation a joué un rôle important dans la détermination des activités professionnelles pour la première génération.

### ***9.2.2 - L'éducation des parents (deuxième génération) en rapport avec leurs professions.***

Il semble que le niveau d'éducation ait joué un rôle fondamental dans le type de carrière des parents (deuxième génération), car nous avons constaté via l'analyse multi variable que chaque fois que les personnes ont des qualifications plus élevées, ils obtiennent des postes gouvernementaux de tous types et dans des secteurs différents. D'autre part, les personnes avec le moins de qualification scientifique ne sont pas représentées dans ces carrières, on peut dire que l'éducation a joué un rôle actif dans les changements professionnels de la deuxième génération par rapport à la première génération. En fait, ce genre de changement confirme la diversité des professions et son importance dans la société.

### ***9.2.3 - Le niveau d'éducation des grands-parents (première génération) comparé avec celui niveau d'éducation des parents (deuxième génération).***

Il apparaît qu'il n'existe aucune corrélation entre le niveau d'éducation des grands-parents (la première génération) et l'éducation des parents (la deuxième génération). Nous pouvons expliquer que chaque phase historique a théoriquement ses

caractéristiques objectives, qui se reflètent au niveau de l'éducation pour les générations dans lesquelles ont vécu. Cet écart s'explique également que l'amélioration des conditions économiques après l'indépendance ait joué un rôle important dans le niveau d'éducation de deuxième génération

#### ***9.2.4 - Le niveau d'éducation des parents (deuxième génération) comparé avec celui des sondés (troisième génération).***

Il ressort de l'analyse statistique qu'il n'y a pas de relation entre l'éducation des petits-enfants et l'éducation de leurs parents : le résultat ne donne pas de signification statistique. Ce résultat confirme peut-être que le développement territorial des établissements d'enseignement supérieur a contribué à élever le niveau d'éducation de la troisième génération, quel que soit le niveau d'éducation de leurs parents ou grands-parents. On peut dire également que le résultat est conformé à ce que nous attendions : des facteurs objectifs, tels que le développement global, ainsi que l'expansion territoriale de l'enseignement supérieur ont effectué des transformations fondamentales entre les générations au niveau de l'éducation et de la connaissance dans toutes les régions de Libye.

#### ***9.2.5 - La profession des grands-parents (première génération) comparée avec celle parents (deuxième génération).***

Les résultats ont montré qu'il n'y avait pas de relation entre les professions des grands-parents (première génération) et celles de parents (deuxième génération) : ce résultat confirme que le phénomène d'héritage des carrières a disparu dans la société libyenne ; cela a coïncidé avec l'émergence d'emplois modernes, ce qui a contribué à la diversité des parcours professionnels. À notre avis, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont disponibles pour tous les membres de la société, mais dépendent du niveau d'éducation, donc nous nous attendons à ce que le niveau d'éducation ait un rôle fondamental dans la diversité des parcours de carrière dans la deuxième génération par rapport à la première génération.

#### ***9.2.6 - La profession des parents (deuxième génération) avec la profession des sondés (troisième génération)***

Les résultats n'ont montré aucune relation entre des fonctions de parents et celles fonctions des répondants. Cette différence peut s'expliquer par l'élargissement des

parcours éducatifs, qui ouvre des perspectives de diversité professionnelle, et parce que les jeunes ont bénéficié des opportunités de développement qui se sont manifestées au cours des trois dernières décennies, : cette étape a été marquée par la stabilité sociale et la croissance économique, elle a été caractérisée par une compétition entre jeunes pour accéder à des postes prestigieux. Ce résultat peut également s'interpréter par le fait que le changement professionnel peut être motivé par le désir de l'individu et sa famille d'assumer des tâches nouvelles différentes des fonctions des parents, afin d'obtenir un statut social différent dans la société.

#### ***9.2.7 - Le type d'éducation des sondés (troisième génération) avec le type de leur profession.***

Il est apparu qu'il existe une association entre le type d'éducation et le type des professions pour les personnes sondées (la troisième génération). Avec ce résultat, nous constatons qu'il existe une corrélation entre les parcours scolaires et les trajectoires professionnelles ce qui peut expliquer que les exigences du marché du travail ont absorbé tous les diplômés selon leurs spécialisations, et cela indique également qu'il est rare que les diplômés soient recrutés dans des activités professionnelles qui ne correspondent pas à leurs qualifications scientifiques.

#### ***9.2.8 - Le niveau d'éducation des sondés (troisième génération) avec leurs professions.***

Il semble qu'il existe une relation de type de qualification et de type d'emploi pour la troisième génération. On peut dire que les fonctions sont attribuées sur la base des niveaux d'éducation dans la construction professionnelle au sein du marché du travail libyen, en particulier les professions scientifiques et administratives ; il est impossible de pourvoir un poste ne correspondant pas au niveau de l'éducation, sauf dans des circonstances exceptionnelles, ou de manière temporaire dans le cas de professions n'exigeant pas de qualification plus élevée. Cela prouve que le recrutement professionnel est depuis récemment fondé sur la capacité personnelle et la qualification académique, plutôt que d'autres considérations. En plus du résultat statistique précédent, nous observons une hiérarchie logique et corrélation entre les niveaux d'éducation et le type de profession. Par conséquent, nous pouvons accepter l'hypothèse que le niveau d'éducation a un rôle fondamental dans l'attribution de carrières à toutes les générations dans la société libyenne.

### **9.2.9- Le revenu des sondés (troisième génération) avec leurs professions.**

Il semble qu'il existe une relation entre les professions et le revenu des répondants, (la troisième génération), Il apparaît que les personnes exerçant des professions scientifiques dépendant de hautes qualifications scientifiques, telles que les médecins, les ingénieurs, et les personnes qui travaillent en recherche scientifique ont un revenu plus grand, qui augmente pour souvent atteindre de 2499 DL. On peut le considérer revenu élevé, par rapport aux revenus des parents et grands-parents. Le revenu des personnes qui exercent des professions administratives ne dépasse généralement pas 1000 DL, sauf dans les cas exceptionnels illustrés dans le tableau. On constate que les diplômés du baccalauréat s'orientent vers des départements scientifiques, tels que la médecine, l'ingénierie et les technologies de l'information, qui garantissent un haut revenu après leurs diplômes. Il est possible de généraliser ce résultat en disant que le niveau de revenu élevé de certaines professions attire les étudiants vers certaines disciplines, qu'il détermine les filières scientifiques et les parcours sociaux à venir.

### **9.3- Synthèse des résultats**

De l'une des étapes fondamentales des études empiriques permettant au chercheur d'obtenir des résultats représentant la réalité, la statistique descriptive ou l'analyse factorielle doivent être appliquées. Le chapitre actuel est rédigé à cet effet. Comme l'étude se situait dans un cadre comparatif entre trois générations, nous avons tout d'abord présenté l'analyse statistique d'une variable permettant de détecter la variance en calculant les fréquences de pourcentages, ainsi que les mesures de tendance centrale.

La mesure statistique ne s'est pas arrêtée à cette limite, elle l'a dépassée plus loin en utilisant les tableaux croisés pour comparer l'effet des multi-variables les unes dans les autres, soit dans la même génération, soit entre générations. Enfin, dans ce chapitre, nous avons mené des entretiens avec un certain nombre de personnes interrogées sur un sujet lié à la présente étude, à savoir le statut social distinctif et les méthodes pour l'obtenir. On pourrait dire qu'avec ce chapitre, nous avons franchi la dernière étape pratique pour cette étude empirique.

On montre les principaux résultats de l'étude. Cette étude s'est concentrée sur des transformations sociales (mobilité sociale et changements professionnels) dans la société rurale en Libye, et elle a été menée spécifiquement dans la municipalité d'Al-Haraba, située dans la Montagne de l'Ouest, environ 200 kilomètres à l'ouest de Tripoli.

Notre étude a suivi la méthode descriptive analytique pour révéler le phénomène de la mobilité sociale et de la bifurcation professionnelle parmi trois générations consécutives (les enfants, parents et grands-parents). L'échantillon a ensuite été choisi parmi les jeunes de 18 à 32 ans, avec la condition qu'ils soient des étudiants universitaires ou des diplômés de l'université de la Montagne de l'Ouest ou des universités des régions voisines. Par l'étude sur le terrain, l'application de l'approche expérimentale et la méthode statistique appropriée utilisant l'échantillon, les hypothèses ont été examinées, afin de connaître la mobilité sociale d'une génération et les différences entre les trois générations dans les domaines de l'éducation, de la profession, du revenu et du logement. Les résultats statistiques montrent ce qui suit :

- Le premier aspect des résultats est une comparaison de trois générations avec les mêmes variables, telles que le niveau de scolarité, la profession, le revenu et le type de logement.

I- Résultats concernant les trajectoires éducatives et professionnelles des trois générations.

1- Les statistiques ont montré que l'expansion des établissements d'enseignement supérieur a joué un rôle important dans la réalisation des niveaux d'éducation supérieurs pour la troisième génération, par rapport aux deux générations précédentes. On a constaté, par l'effet de l'échantillon, que 100 % des jeunes générations sont diplômés ou en cours d'études universitaires, tandis que les parents ayant suivi une éducation dans le supérieur ne dépassent pas 26 % ; alors que le taux d'analphabétisme des grands-parents est de 61 %.

2- L'étude a montré que la diversité des établissements d'enseignement supérieur avait mené à la diversité des parcours professionnels des diplômés ayant achevé avec succès leurs études supérieures. Les statistiques prouvent qu'il existe une diversité professionnelle pour la troisième génération, en revanche, les emplois de leurs parents étaient relativement variés, avec des emplois plus concentrés dans les postes administratives de 23,4 %, ainsi que dans la formation dans les instituts professionnels,

17,5 %. Tandis que les grands-parents ne connaissaient pas de diversité professionnelle, si elle existait, elle ne nécessitait alors pas un haut niveau d'éducation. Plus de la moitié de la population active de l'époque travaillait dans des unités de production ; telles que l'agriculture, 35,1 %, et les métiers traditionnels (artisanat), 18,8% . Il y a donc un clivage professionnel entre les trois générations. On peut donc dire que la mobilité professionnelle ayant pu être réalisée, il en résulte probablement que les parcours sociaux se sont ensuite diversifiés.

3- L'étude a prouvé que l'origine sociale n'a pas joué un rôle important dans la réussite ou l'échec scolaire, car les résultats indiquent que les diplômés sont issus de milieux sociaux différents, et que leurs parents et grands-parents appartenaient aux groupes sociaux modestes (ce résultat est déterminé par le type de logement dans lequel la plupart des grands-parents vivaient, avec un taux de la maison arabe de 83,1 %), et que leurs activités se concentrent dans des postes simples ne nécessitant pas de qualification scientifique. Il est apparu que l'accès à l'enseignement supérieur était accessible à tous les groupes sociaux de la région, sans distinction d'origine sociale ni de sexe, peut-être cette tendance a été motivée par la réalisation de la justice sociale, en se conformant au principe de l'égalité de chances, c'est-à-dire obtenir les statuts socioprofessionnels prestigieux sur la base de la qualification universitaire. Le résultat, c'est que le rôle des établissements éducatifs est beaucoup plus fort que l'origine sociale au niveau de l'orientation professionnelle ; la justice sociale a donc été réalisée en permettant à toutes les classes et les régions d'accéder à l'école et à l'Université. Ce résultat pourrait être conforme aux idées théoriques examinées dans le deuxième chapitre. Nous acceptons donc l'hypothèse selon laquelle il existe une corrélation entre le développement territorial des établissements d'enseignement d'une part, et la mobilité sociale et professionnelle d'autre part.

4- L'étude prouve que le recrutement dans le secteur public n'était pas connu avant la deuxième génération. C'est surtout après l'indépendance et la découverte du pétrole que cette génération (la deuxième) a été le plus recruté dans le secteur public de 89 %, et on a constaté plus précisément que la dépendance vis-à-vis de ce secteur est devenu plus accessible dans la troisième génération, avec un taux de recrutement professionnel qui

dépasse 70 % de l'échantillon en totalité. Ce pourcentage est exclu les étudiants qui sont encore au cours leurs études universitaires.

5- Les résultats indiquent qu'il y a très peu de phénomène d'héritage des professions de grands-parents à leurs enfants et petits-enfants, et que chaque génération pratique un type particulier de professions correspondant au niveau d'instruction et à la nature des professions qui leur sont disponibles. Ainsi, on a constaté que la plupart des fonctions des anciens étaient représentées par les professions inférieures, telle que l'agriculture, les métiers traditionnels et les gardiens, qui ont absorbé environ 70 % de la totalité des grands-parents. Puis une amélioration relative a eu lieu en ce qui concerne les carrières de la deuxième génération, qui sont représentées dans les professions qui exigent une qualification scolaire et/ou universitaire, telles que les gestionnaires, enseignants, consultants et formateurs professionnels, etc. Ces catégories professionnelles concernent plus de 80 % pour la deuxième génération, tandis que toutes les professions de la troisième génération les plus prestigieuses dépendent de la qualification scientifique universitaire, comme les docteurs, les informaticiens, les professeurs universitaires, etc. Cette diversité au niveau des professions a conduit en général à la bifurcation du parcours social à la troisième génération. Par conséquent, ces jeunes ont changé leur perception de nombreuses questions sociales qui affectent directement leur vie, telles que l'éducation, les professions, le mariage et la famille. De plus, la plupart des parents ne veulent pas que leurs enfants travaillent dans les mêmes domaines, au profit d'autres professions de meilleure importance sociale et économique.

II- : Résultats concernant le niveau de revenu et les conditions de vie des trois générations.

6 - L'étude a prouvé qu'il existe une variation du niveau de revenu et des conditions de vie entre les trois générations, car la plupart des grands-parents ont vécu la misère et que leur revenu n'était pas suffisant pour leurs besoins de base, avec un revenu moyen de 176 DL , et un pourcentage de ceux qui vivaient dans une maison arabe simple, dépourvue d'installations sanitaires, équivalent à 85,9 % du total. Tandis que le revenu moyen pour la deuxième génération (les parents) est de 1186 DL, avec un revenu moyen pour les mères de 830 DL, et que le type de logement de la deuxième génération s'est beaucoup amélioré par rapport à la première génération : le pourcentage de ceux qui vivent

actuellement dans un logement moderne se situe à 71,4 %. Le revenu moyen de la troisième génération s'élève à 1135 DL, en tenant compte du fait que cette moyenne soit affectée par le faible revenu des étudiants qui sont encore en cours d'études. En ce qui concerne le type de leur logement, la plupart d'entre eux vivent toujours chez leurs parents, avec un pourcentage de 69,5 %, tandis que ceux qui ont quitté leurs parents pour un logement conjugal correspondent à un pourcentage de 26,6 %. Il est utile de mentionner que tous les logements sont modernes ; on pourrait dire que la plupart des familles libyennes ont profité des projets de développement des logements.

III- : Résultats concernant les aspirations professionnelles et éducatives, ainsi que la vie sociale (telle que le mariage) de la troisième génération.

7 - Les résultats de l'étude montrent qu'il existe une tendance générale et un grand désir des jeunes diplômés de cette zone d'étude de quitter cette région rurale et de s'installer dans les grandes villes pour continuer la réalisation de leurs ambitions professionnelles, en particulier Tripoli, qui est la ville souhaitée pour 86,4 % d'entre eux. Ceci correspond peut-être aux idées théoriques évoquées au troisième chapitre concernant l'ambition en tant que facteur de mobilité sociale.

8 - Selon les résultats de l'étude, les coutumes et les traditions ne jouent plus un rôle important dans le processus de mariage ; la plupart des personnes interrogées ne veulent pas épouser quelqu'un de la même famille, avec un pourcentage qui atteint 89,6 % de l'échantillon total. En fait, beaucoup d'entre eux supposent-ils qu'avec ce type de mariage, les enfants sont susceptibles d'avoir des problèmes de santé après l'accouchement : cette raison les empêche d'épouser des membres de leur famille, pour un pourcentage de 69,8 %. Tandis que ceux qui pensent que le mariage traditionnel est la cause des problèmes sociaux entre les époux et qu'il en résulte une instabilité sociale représentent 30,4 %.

- Le second aspect des résultats est la recherche sur les changements professionnels, les trajectoires sociales et les revenus de la même génération, dans un cadre comparatif avec le niveau d'éducation obtenu.

I : Résultat concernant la première génération

En comparant les niveaux d'instruction des grands-parents de la première génération avec le type de leurs fonctions, en utilisant les tableaux croisés pour comparer

deux variables ou plus, il a été démontré que l'éducation jouait un rôle important dans les fonctions administratives et éducatives. La plupart des grands-parents ayant un niveau d'instruction primaire ou plus occupent des emplois administratifs et exercent une profession d'enseignant. Inversement, les grands-parents peu scolarisés exercent des professions peu qualifiées qui demandent beaucoup d'efforts physiques, comme l'agriculture et les métiers traditionnels. Le tableau 12 concernant l'analyse multiple montre la nature de la relation entre l'éducation et la profession pour cette génération.

## II : Résultat concernant la deuxième génération

En utilisant des tableaux croisés, on a montré que le niveau d'éducation pour la deuxième génération (les sondés) a une influence considérable sur le type d'emploi occupé. On a constaté qu'il y a eu une correspondance entre niveau d'éducation et le type d'emploi. Il est notable que plus le niveau d'éducation est élevé, plus l'individu occupe une profession importante sur l'échelle professionnelle. En fait, il est important de considérer toutes les professions administratives, éducatives et de conseil en tant que les professions importantes. En particulier dans une communauté rurale caractérisée par la simplicité de la vie et des professions. On considère donc que le recrutement dans ces professions est assimilable à un succès dans le parcours professionnel.

## III : Résultat concernant la troisième génération (les sondés) : -

On utilise les tables croisées pour déterminer la relation entre le type d'éducation et le type de profession de (troisième génération). En réalité, il existe une relation entre ces deux variables selon les statistiques du tableau 18, du fait de la corrélation claire entre la qualification scientifique obtenue par le diplômé et les types des parcours professionnels dans lesquels il est intégré, comme expliqué dans le tableau indiqué. La plupart des enquêté-e-s (sortants universitaires) exerçaient des professions compatibles avec leurs qualifications académiques obtenues au niveau universitaire (voir le tableau n°18 p. 328). Par ailleurs, on prend en compte la proportion de ceux qui sont encore dans la phase d'étude universitaire ; nous les avons exclus de la comparaison dans le tableau parce qu'ils n'ont pas encore été recrutés sur le marché de travail. Sinon, il existe une corrélation étroite entre le type de profession de l'emploi. Ce qui peut s'expliquer par le fait que les filières éducatives constituent la principale orientation des diplômés vers des

parcours de carrière prédéfinis en fonction du type de qualification scientifique. Par exemple, pour la plupart des diplômés en sciences de la vie, les carrières se sont concentrées dans la recherche scientifique. Tandis que ceux qui ont étudié en sciences techniques se sont intégrés à la profession de technicien spécialisé, dans le domaine de l'information, du pétrole, de l'électricité ou autre. Les diplômés de sciences humaines, telles que la gestion, l'économie, le droit, etc., travaillent dans des professions administratives. Cet indicateur confirme que la spécialisation scientifique joue un rôle essentiel chez les jeunes dans la détermination des perspectives de carrière. D'ailleurs, on montre que le phénomène de diversité professionnelle s'est étendu à cette région caractérisée comme une région rurale. Il convient également de noter que la modernité est apparue dans la plupart des communes au cours de la période de stabilité politique et de reprise économique, qui ont eu un effet positif dans tous les secteurs au cours des dernières décennies. Il est donc possible de dire que la diversité des cheminements de carrière est devenue un phénomène plus courant dans la communauté rurale en Libye.

- Concernant la recherche sur la relation entre le niveau de formation et la profession, il apparaît clairement par le biais du tableau croisé n° 19 que la plupart des employés sont titulaires de diplômes universitaires, voire de masters. Ce résultat indique que la troisième génération s'intègre dans les parcours professionnels uniquement après l'obtention de leurs diplômes universitaires. A contrario, on a constaté que les niveaux inférieurs de l'enseignement, tels que le diplôme supérieur Bac +3 et celui du baccalauréat, n'ont pas de rôle propre à la diversité des emplois. Ce qui confirme que le marché du travail libyen est fortement dépendant des qualifications universitaires. Il semble donc que la corrélation entre le niveau d'éducation et le recrutement des salariés est significative (voir le tableau n° 19, p. 328).

- Il semble, via le tableau croisé n°20, qu'il existe un revenu élevé pour la majeure partie de l'échantillon : plus de 1000 DL. Il est de notoriété publique en Libye que le revenu est soumis à loi financière de l'institution dans laquelle travaille l'employé. En fait, cette loi est appliquée en particulier aux entreprises d'État. Si l'on peut donc constater un revenu élevé pour la majorité, c'est peut-être que la plupart des diplômés travaillent dans des institutions à rémunérations élevées. Ils travaillent par exemple pour la compagnie d'électricité, les bureaux de poste, l'industrie du pétrole, le pouvoir

judiciaire ou l'autorité de contrôle administratif et financier. Alors qu'un revenu de moins de 1 000 dinars est souvent versé soit à des étudiants travaillant temporairement, soit à des employés de certains secteurs qui ne sont pas couverts par l'augmentation du taux de salaire ; ces secteurs sont représentés par l'éducation primaire, la santé, le logement, etc. On peut donc dire que la qualification académique n'affecte pas de manière significative le revenu autant que le secteur auquel l'employé appartient. Mais dans l'ensemble, le revenu de la troisième génération est relativement élevé par rapport au revenu des deux générations précédentes.

### Conclusion générale : -

La Libye est un État, devenu indépendant en 1951 par une résolution des Nations unies, réunissant les trois régions de Barqa, Tripoli et Fezzan, pour former le Royaume de Libye. La Monarchie s'est poursuivie jusqu'en 1969, quand un groupe de militaires du royaume emmené par Mouammar Kadhafi a réussi à renverser le pouvoir monarchique. Cette révolution a débouché sur la République de Libye sans effusion de sang. Selon des sources historiques ce changement politique a été soutenu par presque tout le peuple libyen.

Le développement humain et économique a modestement débuté depuis la découverte et l'investissement des revenus pétroliers dans les années cinquante du siècle dernier. Puis, on a encore renforcé ces projets dans les années soixante-dix grâce à l'élaboration d'une série de plans de développement à moyen et long terme. Ces plans couvrant tous les domaines résultèrent en des changements fondamentaux dans le quotidien des libyens ; ces projets de développement ont porté leurs fruits dans tous les domaines de la vie des différentes générations. Cette mutation socio-économique a bénéficié à toutes les régions tant urbaines que rurales, en particulier au niveau de l'éducation et de la santé.

La recherche actuelle a apporté des réponses autour d'un enjeu important et contemporain concernant la société rurale en Libye, à savoir la perception de la valeur des diplômes universitaires dans la mobilité sociale et la diversité professionnelle. Ces deux derniers phénomènes socio-professionnels se réaliseraient raisonnablement, comme par la justice sociale qui permet l'accès de toutes les catégories sociales à l'enseignement supérieur. L'hypothèse principale de cette étude est que l'enseignement supérieur et la multiplicité de ses filières mènent nécessairement à la diversité des parcours professionnels des diplômés.

Cette idée explique que la démocratisation de l'enseignement supérieur de manière horizontale entraîne de profondes transformations sociales dans la société rurale, similaires à celles affectant la société urbaine. La perspective sociale de l'étude du changement social met en exergue le rôle essentiel joué par les établissements d'enseignement dans la reproduction sociale et la création des compétences.

Cette étude a pour but de comprendre comment les parcours universitaires ont un rôle dans l'insertion professionnelle des étudiants ayant accès aux diplômes universitaires au-delà de la licence, et quels sont les déterminants d'obtention des statuts, en les comparant aux statuts socio-professionnels des générations précédentes. Cette perspective pourrait évoquer le phénomène de conflit de générations. Au niveau des valeurs culturelles, cela crée une différenciation sociale, et il en résulte probablement la désintégration des unités anciennes et la fragmentation de leurs unités, puis leur réorganisation.

L'étude a également examiné le type de filières éducatives et le succès professionnel des jeunes générations bénéficiant de la démocratisation des institutions éducatives. Il est possible de donner une explication sociale à l'importance de ces filières dans le processus de réalisation socio-économique. Elle donnait une explication réaliste des réponses des personnes interrogées concernant leurs tendances et ambitions professionnelles. Tout d'abord, on a débuté par une vision théorique du problème de l'étude, qui consistait à poser que les parcours universitaires engendraient la mobilité sociale ainsi que la multiplication des parcours professionnels des jeunes issus d'un milieu social rural, la municipalité d'Al-Haraba. L'approche descriptive a suivi à cette recherche, où les questions ont été formulées de manière claire via le questionnaire.

Ensuite, nous avons construit un cadre théorique systématique adéquat en utilisant la littérature sur le sujet. On a adopté la discussion théorique en sociologie en analysant les idées et les questions posées à travers la recherche dans des références scientifiques (livres, revues, et recherches scientifiques), ainsi qu'en tenant compte des études antérieures similaires, dans d'autres environnements sociaux. Il s'agissait d'une étude empirique fondée sur la méthode analytique descriptive utilisant des outils appropriés pour cette approche (l'enquête par le questionnaire, les entretiens). On a utilisé un échantillonnage aléatoire, et nous avons tenu à ce qu'il représente toute la société de recherche. L'échantillon comprenait des diplômés de l'université de la Montagne de l'Ouest, ou des étudiants encore en phase d'étude ; l'échantillon total était de 155 personnes. On s'est consacré en général dans la recherche actuelle sur les établissements d'enseignement supérieur, et leur rôle dans le développement professionnel et la mobilité sociale en Libye, dans la région de la Montagne de l'Ouest en particulier. On s'est donc

appuyé sur les statistiques disponibles dans ce domaine, de l'indépendance en 1951 jusqu'aux dernières années qui ont précédé la chute du régime de Kadhafi ; nous avons remarqué la rareté des statistiques, à cause de la période d'instabilité connue par la Libye, surtout à la suite du changement politique de 2011<sup>1</sup>.

Après avoir terminé l'aspect théorique, nous nous sommes engagé dans la déduction. Ce modèle d'étude exigeait la conception d'un questionnaire, le nôtre était composé de 122 questions, divisées en plusieurs sections, chacune étant consacrée à la recherche d'une génération donnée. Avant de pratiquer l'enquête sur le terrain, on avait mené une étude exploratoire pour tester la viabilité du questionnaire, car cette procédure méthodologique est considérée comme un bon indicateur de sa qualité. Elle nous a permis de reconsidérer les questions soulevant de l'ambiguïté. Notamment en termes d'informations sur chaque génération, de la plus ancienne à la plus récente, afin de recueillir le plus d'informations possible des répondants. Les questions portaient sur trois générations (grands-parents, parents, sondés).

Il faut noter que les informations concernant les deux premières générations étaient obtenues par les enquêtés, qui manquait parfois de connaissances et d'informations sur l'ancienne génération, en raison des distances historiques entre les générations. Certaines des questions n'ayant pas reçu de réponses spécifiques ont été supprimées.

Pour analyser les données quantitatives de manière statistique, nous avons vérifié les réponses, puis nous les avons saisies dans le programme statistique utilisé. SPHINX est un logiciel spécialisé dans l'analyse des données en sciences sociales. En fait, les tableaux statistiques et les pourcentages ont été utilisés pour évaluer la mobilité sociale via l'amélioration de l'éducation, les changements professionnels, l'augmentation du revenu, sur trois générations. Les tableaux croisés étaient utilisés pour examiner les relations entre les variables.

Un des constats que nous avons formulé dans cette recherche est celui rappelant que le niveau de scolarité des jeunes de 18 à 32 ans a qualitativement et quantitativement

---

<sup>1</sup> Quoique, les investigations scientifiques de type sociologique, telles qu'entretiens, questionnaires, observations directes ou non, comportaient ou comportent encore plus actuellement une certaine méfiance de la part de personnes interrogées en particulier sur des sujets politiques ou des mœurs.

progressé dans cette municipalité par rapport aux deux générations précédentes. Le niveau de scolarité pour les grands-parents ne dépasse pas l'enseignement primaire pour la majorité, peut-être en raison des conditions de vie fragiles qu'ils connaissaient. Ainsi le niveau d'éducation de la deuxième génération n'a pas dépassé le niveau de l'enseignement intermédiaire, et il existe rarement parmi eux des niveaux universitaires. Alors que tous les répondants de la troisième génération ont un diplôme universitaire ou sont au stade des études universitaires.

Il est logique que cette augmentation au niveau de la scolarité, notamment au niveau d'enseignement universitaire, se soit produite à la suite de l'expansion horizontale des institutions universitaires. C'était une première étape, dans la communauté rurale de Libye, des plans d'insertion des diplômés au sein du marché du travail. Théoriquement, les trajectoires universitaires sont l'un des ingrédients de l'action et du succès au sein d'un faisceau de facteurs objectifs et subjectifs. Il semble que les données quantitatives obtenues ont confirmé cette idée : tous les aspects de la vie et de l'activité professionnelle ont changé peu à peu, en raison de la croissance économique qui avait commencé dès le milieu des années soixante-dix et qui a eu un impact fondamental sur tous les secteurs, en particulier celui de l'éducation. Ainsi, les activités professionnelles de la première génération, représentées par les métiers de l'agriculture, l'artisanat et le travail de gardiennage ont en grande partie disparu à l'époque de la deuxième génération. Les occupations de la deuxième génération se concentraient largement dans les professions intermédiaires, administratives et professionnelles, dans le secteur militaire. Alors que les emplois de la troisième génération sont plus variés et en fonction des qualifications académiques, en particulier de disciplines universitaires jusqu'alors inconnues.

Les résultats ont montré une coïncidence avec l'évolution de l'activité professionnelle d'une génération à l'autre. Elle peut entraîner une amélioration progressive des revenus d'une génération à l'autre, ce qui a un impact positif sur le type de logement. Cela peut motiver le désir de continuer à étudier après licence ainsi que l'orientation vers les disciplines de revenu rentable telles que la médecine, l'ingénierie, la technologie de l'information.

L'entrevue face à face est l'une des méthodologies généralement admises dans le domaine de la sociologie : nous avons utilisé cette méthodologie pour connaître les points de vue de certains jeunes diplômés sur les critères permettant d'obtenir un statut social plus favorable à l'époque de Kadhafi ou après la chute de celui-ci. Les réponses de ces jeunes ont été que les statuts prestigieux reposaient principalement sur des loyautés politiques et tribales, permettant d'occuper des hauts postes dans l'administration libyenne, quelles que soient les compétences scientifiques. De plus, les personnes interrogées ont estimé que rien n'avait changé, que le présent était comme le passé.

Nous l'avons souligné à maintes reprises, les études de terrain de ce travail ont été effectuées dans des conditions extrêmement difficiles, voire chaotiques. Pour les raisons que nous venons d'exposer, nous terminons notre travail en donnant la parole aux quelques personnes avec qui nous avons eu récemment des échanges informels, quoique sur la même grille d'interview<sup>1</sup>, sous forme de « mini-entretiens ». Leurs points de vue reflètent-ils la situation dans laquelle se trouve mon pays natal ? C'est au lecteur d'en juger.

*En effet, rien n'a changé : le statut social favorable a été pour les personnes loyales à Kadhafi et à son régime ... Mais, aujourd'hui, il n'y a rien qui s'appelle le statut social prestigieux dans cette situation chaotique, surtout après le renversement de la pyramide sociale ; le meilleur statut social revient aux " marchands de guerres". Il me paraît que l'enseignement supérieur ne sera pas un moyen pour atteindre le bon statut social, même à long terme, parce que de nombreux étudiants ont quitté l'école et les universités : ils ont rejoint les milices pour gagner rapidement de l'argent. Personnellement, je n'ai plus confiance dans le processus éducatif comme un moyen pour changer de statut social. Le pays traverse des moments difficiles et parfois je me dis que le chômage m'attend après mon diplôme, c'est dommage que je perde subitement mon rêve (M. D., 28 ans étudiant en médecine).*

---

<sup>1</sup> Nous avons interrogé que des personnes qui nous faisaient confiance soit directement soit par la caution des gens que nous connaissions. Ainsi, deux questions ont été posées : 1. « Pouvez-vous comparer la période de Kadhafi et la période actuelle sur l'accès à un statut social confortable ? ». 2. « Malgré tout, l'enseignement supérieur reste-t-il un moyen d'accéder à une mobilité sociale ascendante ? »

À mon avis, la réalisation d'un statut social et économique à l'ère de Kadhafi était un processus complexe, soumis à un certain nombre de facteurs, dont le plus important était la loyauté politique, mais ce dernier était insuffisant, donc, l'individu devait appartenir à une tribu connue pour sa loyauté envers le Kadhafi, et que ce dernier y dépendait pour occuper des postes supérieurs dans l'État, tel que les tribus Kadadifa, Orfila et Misratah, tandis que les jeunes de petites tribus comme notre tribu n'avaient pas assez d'accès à ces lieux sociaux; selon moi, l'enseignement supérieur est une voie pour accéder à une profession, et ne crée pas nécessairement un statut social prestigieux **(F. K., 26 ans un diplômé d'économie)**.

Le statut social est déterminé par le degré de proximité avec le régime et ses institutions, ou avec l'un des anciens des tribus dominantes, à cette période-là; on dit que si tu veux obtenir un bon poste tu dois avoir une croyance en l'idée de Mouammar Kadhafi, ou tu dois avoir la confiance des gens pour accéder à des postes de direction: j'estimais que le statut social n'est pas nécessairement relié avec la qualification universitaire, pour ça j'ai tenté de trouver une démarche pour accéder à quelqu'un qui est influent pour m'aider, mais tous ces efforts étaient vains., je me sentais qu'il y avait des obstacles m'empêchent; puis j'ai décidé de travailler pour moi-même dans le secteur privé, aujourd'hui, c'est dommage, tout est bloqué cause la stagnation économique **(A. S., diplômée en droit de 35 ans et propriétaire d'un Bureau de documentation juridique)**.

À mon avis que le statut social à l'ère de Kadhafi était liée à de la position politique, ou la position exécutive est occupée par l'individu, chacun fois que le statut d'un individu augmente au niveau des organisations politiques, comme les comités populaires, ou du secrétariat des conférences populaires, il nécessairement acquit un statut social distinctif, et quand il perd la position politique il perdra leur statut social, c'est-dire qu'il est un statut temporaire lié à leur rôle laquelle est occupée par l'individu. Et en ce qui concerne les parcours éducatifs en particulièrement, l'enseignement supérieur donnerait à l'individu un statut social distinctif à long terme, ceci est basé sur l'expérience acquise par l'individu. Et de nos jours, personne ne pense au statut social à cause de ce chaos social, où les milices dirigent toutes les parties de l'État.

*Personnellement, je pense à quitter le pays et l'émigration si cette situation continue comme elle est (S. S., 30 ans enseignant au lycée).*

*Je vois que le statut social à la fin du régime de Kadhafi, était déterminé par les activités et profits dans le marché du travail privé, car la profession gouvernementale n'offre pas un niveau de vie décent. Le paradoxe que la loyauté politique et des relations sociales étaient la norme, alors les jeunes qui avaient eu la loyauté envers le régime, ou aux tribus influentes ; ils étaient privilégiés économiquement ; tandis que fils des classes populaires ne faisaient rien et n'avaient pas d'opportunité. Les parcours d'enseignement supérieur étaient accessibles à tous, mais ils ne menaient pas au statut social prestigieux, car j'étais à moment-là un diplômé universitaire, et mon salaire ne dépassait pas les 200 dinars ; Aujourd'hui, tout est bouleversé : les jeunes ne pensent plus aux statuts sociaux prestigieux et ni non au travail bien fait, ils cherchent les bases pour la vie (K. S., 32 ans un employé administratif).*

*J'estime que le statut social durant le règne de Kadhafi se limitait à ceux appartenant aux organisations politiques établies pour installer le régime de Kadhafi, et à ceux qui avaient des relations personnelles avec des anciens tribaux proches du régime du colonel. Les statuts sociaux étaient également pour les personnes travaillant dans les organes exécutifs et législatifs, les autorités de sécurité et certains officiers de l'armée, qui avaient des relations avec le commandement général de l'État qui étaient des personnalités importantes du colonel ou ses fils, ou ses proches. En ce qui concerne les filières de l'enseignement supérieur, elles conduisaient parfois à des statuts sociaux prestigieux, à condition que le diplômé reçoive le soutien d'une personne influente. Actuellement, la pyramide sociale s'est transformée en faveur les rebelles contre du régime de Kadhafi, alors il n'y a plus aucune chance pour les diplômés d'accéder à un statut social ou à un niveau de vie acceptable (M. M., 28 ans Bac en économie, fonctionnaire administratif).*

*À mon avis, le statut socioéconomique à l'époque de Kadhafi dépendait des compétences individuelles pour gravir les échelons professionnels, par exemple, des personnes douées qui aient la capacité l'interagir socialement et d'établir un réseau des relations sociales, ils ont réussi dans réalisation leurs objectifs quel que soit à leurs*

qualifications scientifiques. Je vois aujourd'hui que beaucoup de personnes qualifiées sont déçues ; lorsqu'ils sentent la marginalité. Certains d'entre eux ont quitté le pays et travaillent dans les pays développés, d'où leur incompatibilité avec les nouvelles situations lesquelles ne sont pas appropriés de leur situation scientifique. En fait, après avoir la chute régime de Kadhafi, le concept de statut social a changé, de nombreuses professions prestigieuses sont devenues moins attrayantes pour beaucoup maintenant. Les trajectoires de l'enseignement supérieur sont devenues des voies financières coûteuses, c'est pour ça que les jeunes recherchent maintenant les moyens les plus courts d'atteindre à leur but, cela à cause d'insécurité et l'instabilité politique (**A. M., 30 ans, diplômé informatique, employé**).

Personnellement, je vois que le bon statut social est limité aux anciens tribaux et à leurs enfants, et aussi aux membres des comités populaires, indépendamment de leur expérience professionnelle. A propos les trajectoires d'enseignement supérieur sont disponibles pour tous, mais ils ne donnent pas aux diplômés le statut social et économique souhaité par la personne ou le niveau de vie qu'il désirait en raison du faible revenu, et maintenant après la chute du régime de Kadhafi, le bon statut social dépend de l'étendue du lien avec les milices et les seigneurs de guerre. Je sens que j'ai perdu espoir dans une vie digne et que mes collègues ont le même sentiment que moi (**R. M., 29 ans Bac en comptabilité, Employé en entreprise d'électricité**).

Le bon statut social à l'époque de régime de Kadhafi dépendait des affiliations politiques aux organisations qui ont été établies pour protéger le régime ou les services de sécurité, ou celles emplois civils de nature exécutive jouissaient d'une place prestigieuse. Parfois, ces lieux ne nécessitent pas de qualification scientifique, mais il faut que tu aies la loyauté au régime ; je n'ai jamais eu envie d'accéder au bon statut social, parce que je n'avais pas l'envie de rejoindre aux organes du système politique, et concernant l'enseignement supérieur à mon avis est comme un moyen de recrutement dans le secteur public. Pour aujourd'hui tout est devenu pire qu'avant, j'entends toujours que plupart les jeunes pensent vraiment de quitter l'éducation à cause des conditions difficiles que le pays vit, alors l'enseignement universitaire n'est plus utile, compte tenu du chômage qui prévaut. C'est dommage, nous attendons que l'avenir (**S. A., 28 ans enseignant au lycée en mathématique**).

*À mon avis le bon statut social est lié à l'accès aux postes prestigieux, tel que les politiques et administratifs, les personnes qu'avaient ces positions jouissent des positions privilégiées au sein de la société. Donc, il n'est pas facile d'obtenir ces positions, parce que les individus ont besoin d'avoir la loyauté politique envers le régime du Colonel Kadhafi, ou avoir un réseau de relations avec les acteurs politiques dans la société libyenne, quel que soient leurs diplômes. Et concernant l'enseignement supérieur, il est considéré comme un chemin pour accéder aux postes gouvernementaux publics, et non nécessairement un moyen de parvenir au statut social élève sur l'échelle sociale. Aujourd'hui tout a changé, où le bon statut social n'est pas demeuré l'objectif de la majorité des jeunes au sein de la classe économique défavorisée que le pays a connu. Moi personnellement j'ai perdu l'espoir en une vie stable (M. A., 30 ans un fonctionnaire dans le secteur de santé).*



## BIBLIOGRAPHIE

*Les ouvrages français : -*

AUBERT Jacques, et GILBERT Patrick, *Psychologie de la ressource humaine*, Paris, Presse Universitaires de France, Coll. « Que sais-je », 2007, 128 p.

BAJOT Guy, *Le changement social, approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*, Paris, Armand Colin, coll. « Coursus », 2003, 188 p.

BALLATORE Magali, La mobilité après le diplôme. Enquête sur les emplois temporaires à la Commission Européen in, COURTY Guillaume, *La mobilité dans le système scolaire. Une solution pour la réussite et la démocratisation ?* Presse Universitaires de Septentrion, 2015, 262 p.

BALUTEAU François, *École et changement. Une sociologie constructiviste du changement scolaire*, Paris, l'Harmattan, 2003, 214 p.

BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010, 400 p.

BIDART Claire, Bifurcation biographique et ingrédients de l'action, in BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010, p.224-238.

BIHR Alain, PFEFFERKORN Roland, *Le système des inégalités*, Paris, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », 2008, 122 p.

BISSON Danielle, BISSON Jean, FONTAINE Jacques, *La Libye a la rencontre d'un pays, Identité libyenne*, Tome I, Paris, L'Harmattan; 1999, p.159

BONVALET Catherine et LELIEVRE Éva (dir.), *De la famille à l'entourage. L'enquête Biographies et entourage* INED éditions, coll. « Grandes enquêtes », Paris, 2012, 472 p.

BOSC Serge, *Stratification et classes sociales, la société française en mutation*, Paris, Armand Colin 5<sup>e</sup> édition, coll. « CIRCA », 2004, 198 p.

BOUDON Raymond et BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, coll. « Dictionnaires Quadri », 2011.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit, 1970, 284 p.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers, les étudiants et culture*, Paris, Éditions de Minuit. 1964, 183 p.

- BOURNAZEL Alain, *l'éducation tout au long de la vie, un nouvelle éducation nationale* Paris, Ellipses, 2001, 208 p.
- BOUSSARD Valérie, MERCIER Delphine, TRIPIER Pierre, *L'aveuglement organisationnel. Ou comment lutter contre les malentendus*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Sociologie, 2004, 183 p.
- BRECHON Pierre, *Les grands courants de la sociologie*, Presses Universitaires de Grenoble, 2000. 238 p.
- BREGEON Philippe, *Parcours précaires. Enquête sur la jeunesse déqualifiée*, Rennes, PUR, coll. « Le sens social », 2013, 188 p.
- BURNAY Nathalie, ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe (dir), *Parcours sociaux et nouveaux desseins temporels*, Louvain-La-Neuve, Academia l'Harmattan, 2013, 336 p.
- CACOUAULT-BITAUD Marlaine, ŒVRARD Françoise, *sociologie de l'éducation*, Paris, Ed. La Découverte, coll. « Repères Sociologie », 2009, 127 p.
- CALMAND Julien et EPIPHANE Dominique *L'insertion professionnelle après des études supérieures ; des diplômés plus égaux que d'autres*, Formation Emploi, La documentation française, 117, Janvier-Mars, 2012.
- CALMES Roger, DELAMARRE Alette, DURAND-DASTES François, GRAS Jacques, PEYON Jean-Pierre (dir.), *L'espace rural français*, Paris, Masson, 1978, 171 p.
- CARADEC Vincent, ERTUL Servet, et MELCHIOR Jean-Philippe, *Les dynamiques des parcours sociaux*, Rennes PUR, coll. « Le sens social », 2012, 172 p.
- CASTEL Robert, CHAUVEL Louis, MERLLIE Dominique, PIKETTY Thomas, NEVUE Érik *Les mutations de la société française, les grandes questions économiques et sociale*, Paris, Éditions la Découvert, coll. « Repères », 2013. 128 p.
- CERNEA Michael M, *la dimension humaine dans les projets de développement, les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Éditions Karthala, 1998.
- CHAMPY Florent, *La sociologie des professions*, Paris, Presses Universitaire de France, coll. « Quadrige Manuels », 2009, 230 p.
- CHARLOT Bernard et GLASMAN Dominique, *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Éducation et Formations, Biennal de l'éducation » 1998, 341p.

CHATAGNER François, *Les classes sociales ; pertinence et permanence*, Paris, Le Monde-Éditions, 1997, p, 215.

CICHELLI Vincenzo, *L'autonomie des jeunes. Questions politiques et sociologiques sur les mondes étudiants*, La Documentation Française, coll. « Panorama des savoirs », 2013, 216 p.

CINGOLANI Patrick, *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014, 164 p.

COSNEFROY Laurent, DE KETELE Jean-Marie, HUGONNIER Bernard, PARMENTIER Philippe *Quelle excellence pour l'enseignement supérieur ? De Boeck supérieur*, coll. « Pédagogie de développement », 2016, 150 p.

COURTY Guillaume (dir.), *La mobilité dans le système scolaire. Une solution pour la réussite et la démocratisation ?* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2015, 260 p.

DAVERNE Carole, Les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles : Un rapport aux temps, des choix et des parcours contrastés, in CARADEC Vincent, ERTUL Servet, MELCHIOR Jean Philippe, *Les dynamiques des parcours sociaux. Temps, territoire, profession*, Rennes, PUR, 2012, pp. 56-70.

DECHAUX Jean-Hugues, *sociologie de la famille*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2007.128 p.

DELORY-MOMBERGER Christine, *Biographie et éducation. Figures de l'individu-projet*, Paris, Anthropos, coll. « Éducation », 2003. 133 p.

DENAV Sophie, Les rupture professionnelles : analyser les événements au croisement des dispositifs individuelle et des contextes, in BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010., pp. 168-175

DENAV Sophie, *Reconstruire sa vie professionnelle, sociologie de la bifurcation biographique*, Paris PUF, coll. « Le lien social », 2015. 288 p.

DESROSROSIERES Alain, THEVENOT Laurent *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », 2002. 128 p.

DUPRIEZ Vincent, ORIANNE Jean-François & VERHOEVEN Marie (dir) *De l'école au marché du travail, l'égalité des chances*, Berne, Peter Lang, 2008, 411 p.

- DURIOT Pierre, *Comment l'éducation change la société. Les jeunes, discours non officiel* Paris, l'Harmattan, coll. « enfance, éducation et société » Paris, 2013, p.130.
- DURKHEIM Émil, *Éducation et sociologie*, 10<sup>e</sup> édition, Paris, PUF, coll. « Quadrige » 2013, (1922).
- DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, introduction de PAUGAM Serge, Paris PUF, coll. « Quadrige », 2007 (7<sup>e</sup>édition), 420 p.
- DURU-BELLAT Marie, VAN ZANTEN Agnès, coll. *sociologie de l'école*, Paris, Armand Colin, coll. « U » 2012, 320 p.
- DUVAL Julien, Analyser un espace social, in PAUGAM Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF coll. « Quadrige », 2012, 480 p., pp. 267-290.
- ERTUL Servet (dir.), *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat : IUT-STTS*, Paris, PUF, coll. « Formation permanente et éducation des adultes » 2000, 286 p.
- ERTUL Servet (direction scientifique et rédaction), Programme : Disparités territoriales en éducation et formation. Rapport : « *Parcours de scolarisation, de formation, insertion professionnelle et mobilités géographiques en Région des Pays de Loire* », Contributeurs : Bertrand J-R, Cam P., Dodier R., Durand B., Flahault E., Melchior J.P., Université du Maine, février 2006, ronéo.
- ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe et LALIVE-D'EPINAY Christian (dir.), *Subjectivation et redéfinition identitaire. Parcours Sociaux et affirmation du sujet*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2014. 373 p.
- ERTUL Servet, MELCHIOR Jean-Philippe et WIDMER Éric (dir.), *Travail, santé, éducation. Individualisation des parcours sociaux et inégalités*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2013, 296 p.
- FERREOL Gilles (dir.) *Sociologie, Cours, Méthodes, Applications*, coll. Bréal, coll. « Grand Amphi Sociologie », 2004, 400 p.
- FERREOL Gilles et NORECK Jean-Pierre (dir.), *Introduction à la sociologie*, Paris, Armand Colin, coll. « Cours Sociologie » Paris, 2007, 7<sup>e</sup> édition. 236 p.
- FERREOL Gilles, *Grands domaines et notions clés de la sociologie. Analyses et textes*, Paris, Armand Colin, coll. « Cours Sociologie », 2010, 221p.

- FEUTRIE Michel , La formation continue : D'une activité à la marge à la mobilisation de tout l'université, *in*, PENNEC Simone, Former des adultes, L'université et les transformations de l'emploi, Rennes, PUR, 2002, p.125
- FIROD Alain, GOUBET Jean-François, VINCENT Hubert (dir.), *Les disciplines de pensée*, Arras, Artois presses université, coll. « Éducation et Formation » 2013. 200 p.
- FIROD Alain, GOUBET Jean-François, VINCENT Hubert. (éd.), *Les disciplines de pensée*, Artois 2013, Artois Presses Université, coll. « Éducation et formation », 200 p.
- FOURNIER Marcel, *Émile Durkheim (1858-1917)*, Paris, Fayard, coll. « HDP » 2007.
- FOURNIER Martine, Les Héritiers, pp. 20-24, *in*, Pierre Bourdieu, *son œuvre, son héritage* (ouvrage collectif) Sciences Humaines Éditions, coll. « Petite bibliothèque de Sciences Humaines » 2008, 128.
- FRICKEY Alain, PRIMON Jean-Luc, et MARCHAL Nathalie. Jeunes issus de l'immigration : les diplômés de l'enseignement supérieur ne garantissent pas un égal accès au marché du travail. *Formation emploi*, 2002, vol. 79, no 1, p. 31-49.
- GAILLAND Olivier, *Les jeunes*, coll. Éd. La Découverte, coll. « Repères », 2009. 2002, 124 p.
- GAILLAND Olivier, *sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2011, 256 p.
- GARNIER Bruno, *L'égalité en éducation, repères pour les concours et l'exercice des métiers de l'enseignement et de l'encadrement de l'éducation*, Édition Ophry, Paris, 2012
- GAULEJAC (DE) Vincent, (dir.), « Histoires de famille » *in* *L'individu contemporain*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2006. 345p.
- GEISSER Vincent (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs. Trajectoires sociales et Itinéraire migratoires*, Paris, CNRS Éditions, Coll. Édition, Paris, 2000. 332 p.
- GOBLOT Edmond, *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, PUF, coll. « le lien social », 1984, 90 p.
- GOMBERT Philippe, *L'école et ses stratèges. Les pratiques éducatives des nouvelles classes supérieure*, Paris, PUF, coll. « le lien social », 1984, 90 p.
- GUIBERT Joël et JUMEL Guy, *La socio-histoire*, Paris, Armand Colin, coll. « Coursus » 2002, 192 p.

- HETZEL Patric, *De l'Université à l'emploi : Rapport de l'université à l'emploi, la Commission du débat national, Université Emploi*, La Documentation Française, coll. « Collections des rapports officiels », Octobre, 2006, 110 p.
- JULIEN Duval, « Analyser un espace social » in PAUGAM Serge, *L'Enquête sociologique*, Paris, PUF, « Quadrige manuels », 2010, 458 p, pp. 267-290.
- KALBERG Stephen, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, préface de Alain CAILLE, traduit par Hervé MAURY, Éditions La Découverte. Coll. « MAUSS », Paris, 2002.
- KECK Frédéric, et PLOUVIEZ Mélanie, *Le vocabulaire d'Émile Durkheim*, Paris, Ellipses, coll." Vocabulaire de... », 2008, 96 p.
- KETELE (DE) Jean-Marie, HUGONNIER Bernard, PARMENTIER Philippe, COSNEFROY Laurent (dir.), *Quelle excellence pour l'enseignement supérieur ?* Louvain-la-Neuve, De Boeck, coll. « Pédagogies en développement », 2016, 228 p.
- LEBARON, Frédéric *Les 300 mots de la sociologie*, Paris, Dunod, 2004, 228 p.
- LEBOYER Claude Lévy, *L'ambition professionnelle et la mobilité sociale* Paris, PUF, 1971, 395 p.
- LEMAITRE Denis, Normalisation des pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur : le modèle des apprentissages par projets et par problèmes, in VANNEREAU Jean, COLMELLERE Cynthia et JAKUBOWSKI Sébastien (dir.), *Les processus de normalisation, enjeux et pratiques professionnelles dans l'organisation*, Rennes, PUR, 2015, 178 p.
- LEMEL Yannick, *Stratification et mobilité sociale*, Armand Colin, Paris, 1991, 225 p.
- LLORED René, *sociologie théories et analyses*, Ellipses coll. « Optimum », 2007. 559 p.
- LORVELLEC Yves, *Culture et éducation*, Paris, l'Harmattan, coll. « Éducation et Philosophie », 2002, p.184.
- LOUBET DEL BAYLE Jean-Louis, *Initiation aux méthodes des sciences sociales*. Paris, L'Harmattan, 2000. 271p.
- LOUCHE, Claude. *Introduction à la psychologie du travail et des organisations : concepts de base et applications* Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 2017, 221 p.
- MARIE Gilles, *La disparition du travail manuel, vers une métamorphose de la société* Paris, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2004. 164 p.

MARTIN Dominique, *Relation de travail et changement social*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2014, 254 p.

MARTIN Justine, « Les politiques d'aide au développement académique. Les paradoxes des théories du capital humain et la nouvelle économie du savoir » in RENAULT Alain (dir.) *Politiques universitaires et politiques de développement*, presses de l'université Paris-Sorbonne, 2013, 380 p.

MARTUCCELLI Danilo, *La consistance du social ; une sociologie pour la modernité*, Rennes, PUR, coll. « Le sens social », 2005, 306 p.

MARTUCCELLI Danilo, *Sociologies de la modernité, l'itinéraire du XXe siècle*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 1999, p.709.

MERLE Pierre, « La démocratisation de l'enseignement entre égalisation et illusions », in DURU-BELLAT Marie, VAN ZANTEN Agnès (dir), *Sociologie du système éducatif : Les inégalités sociales*, Paris, PUF, coll. « Licence socio », 2009, 236 p., pp. 75-94.

MERLE Pierre, *la démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 126 p.

MERLE Pierre, *La ségrégation scolaire*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2012, 126 p.

MERLLIE Dominique et PREVOT Jean, *La mobilité sociale*, Paris, La Découvert, coll. Repères » 1991, 126 p.

MILLET Mathias, THIN Daniel, *Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale*, Paris, PUF, coll. « le lien social », 2005, 318 p.

MILLY Bruno, *Le travail dans le secteur public. Entre institutions, organisations et professions*, Rennes, PUR, coll. « Didact Sociologie », 2012, 240 p.

MOREAU Gilles, Les BTS par apprentissage : un monde à part, in. ERTUL Servet (dir), *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat : IUT-STTS*. Presses Universitaires de France-PUF, 2000, pp. 157-175.

MOUCHTOURIS Antigone (dir), *Mixité sociale et Egalité des chances*, Presse Universitaires du Perpignan, coll. « Études », 2008, 216 p.

NICOURD Sandrine, « Socialisation et engagement des professionnels des politiques éducatives territoriales », in, BERNARD Sophie, MEDA Dominique, TALLARD Michèle,

(dir.), *Outils des parcours professionnels, Quand les dispositifs publics se mettent en action*, Berne, Peter Lang, 2016, 286 p., pp. 27-38.

NICOURD Sandrine, *La mobilité dans le système scolaire, Une solution pour la réussite et la démocratisation ?*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2015, p.116.

PENNEC Simone, (dir.) *Former des adultes, L'université et les transformations de l'emploi*, Rennes, PUR, coll. « Des sociétés », 2002, 240 p.

PINÇON-CHARLOT Monique, L'insertion réussie des riches héritiers in CHARLOT Bernard et GLASMAN Dominique, *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, Paris, PUF, coll. « Éducation et Formation », 1999, pp. 212-217.

POTOCKI MALICET Danielle, *Éléments de sociologie du travail et de l'Organisation*, Paris, Économica, coll. « Ethno-sociologie » 1997, 112 p.

QUETELE

REZSOHAZY Rudolf, *Sociologie des valeurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 2006, 184 p.

ROMIEU André, *Un revenu et une activité pour tous*, Préface de BRESSON Yolande, Paris, l'Harmattan, coll. « Économie », 1998, 160 p.

ROSE José, *Mission insertion. Un défi pour les universités*, Rennes, PUR, coll. « Des Sociétés », 2014, 240 p.

ROUAULT Rémi, L'enseignement supérieur, un débouché multiple pour des voies peu nombreuses L'exemple du grand Ouest, in Courty Guillaume, *La mobilité dans le système scolaire. Une solution pour la réussite et la démocratisation ?* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2015, 260 p.

SANTELLI Emmanuelle, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine Algérien*, Toulouse, Presse Universitaire de Mirail, coll. « Sociologiques » 2001, 305 p.

SEGALEN, Martine, *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1981.

SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLÉ Olivier, RENAHY Nicolas, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, coll. « U Sociologie », 2015, 363 p.

SOROKIN Pitirim A., *Social and cultural Mobility*, The international Encyclopedia of Social Science, Vol. 4, 1968, 480 p.

- SOULET Marc-Henry, Changer de vie, devenir autre : essai de formalisation des processus engagés, in BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, *Bifurcations, les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions la Découverte, Paris, 2010, p.273-288
- STEINER Philippe, *la sociologie de Durkheim*, Paris, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », 1994, 124 p.
- THALINEAU Alain, *L'individu, la famille et l'emploi*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Sociales », 2002.
- THIAW-PO-UNE Ludivine, *L'État démocratique et ses dilemmes, le cas de universités*, Paris, Hermann, coll. « Philosophie », 2007. 307 p.
- TREMOULINAS Alexis, *Sociologie des changements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères, Sociologie » 2006, 121 p.
- TRIBESS Andrea, Les sites universitaires de proximité font-ils plus réussir les enfants des classes populaires ? Enquête sur deux cohortes de l'université de Picardie, in, COURTY Guillaume (dir.), *La mobilité dans le système scolaire. Une solution pour la réussite et la démocratisation ?* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2015,
- VAN CAMPENHOUDT Luc, MARQUET, Jacques, et QUIVY, Raymond. *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Dunod, coll. « Psycho sup » 1995, 2006, 272 p.
- VASCONCELLOS Maria, *L'enseignement supérieur en France*, Paris, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », 2006, 128 p.
- VEZINAT Nadège, *Sociologie des groupes professionnels*, sous la direction de François DE SINGLY, Paris, Armand Colin, coll. « 128 », 2016, 128 p.
- VITRY Daniel, « Éclairage sur l'orientation et les parcours des étudiants », in POLLIN Jean-Paul (dir), *Universités : Nouvelle donne*, Paris, PUF, coll. « Cahiers du Cercle des économistes », 2009, 128 p., pp. 71-83.
- VOYE Liliane, *Sociologie construction du monde construction d'une discipline*, De Boeck Supérieur, coll. « Ouvertures Sociologiques », 1998, 221 p.
- WEISS Pierre, *La mobilité sociale*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je », 1986, 128 p.

ZALIO Pierre-Paul, NICOLAS Anne-Hélène et ABENSOUR Alexandre, *Durkheim, Anthologie de textes commentés*, Paris, Hachette Éducation, coll. « Prismes », 2001, 192 p.

**Les ouvrages arabes (la traduction des références en langue arabe a été assurée par nos propres soins)**

ABBAS ABDEEN Mahmoud, *Questions de la planification de l'éducation et ses économies, entre international et local*, La bibliothèque libanaise égyptienne, 1<sup>e</sup> édition, 2003.

ABD ALLATIF Hmeda Ali, *État postcolonial et transformation sociale en Libye, Série d'études*, Le Centre arabe des recherches et l'étude les politiques, Doha, Qatar, 2012.

ABD ALRAHMAN Mohamed et GNOS Mohamed Sobhi, *Les transformations politiques économiques et sociales de 1969 à 1999*, SHARIDI (dir.) édition Al-Daar Al-Jamahiyya de la distribution et la publicité, Misrata, Libye 1999, 722 p.

ABD ALTWAB Abdallah, *La mobilité sociale dans l'enseignement secondaire technique*, Journal du Collège de l'éducation. Université d'Assiout, 1987.

AL-HAWAT Ali, *Des dénominateurs de patrimoine socio-culturel commun du Maghreb*, Tripoli, Libye, 1<sup>e</sup> édition, publications d'Université d'union du Maghreb arabe, 187 p.

AL-HAWAT Ali, *L'enseignement supérieur en Libye, la réalité et la perspective*, Bibliothèque de Tripoli scientifique mondiale, 1996.

AL-HAWAT Ali, *Sociologie rurale, Communautés rurales*, publications Elga, Valletta, Malte, 1996, 283 p.

AL-KABIRE Yassin, *Immigrants à Tripoli*, Beyrouth-Liban, l'Institut Arabe de Développement 1982.

AL-KHARIF RASHOUD bin Mohammed, *La population - concepts, méthodes et applications*, Riyad, 2003.

AL-KHOLI Sana, *Introduction à la sociologie*, Alexandrie, Institution Connaissances Universitaires, 1992.

AL-QURASHI Mohamed Salah Turki, *Science économie et développement, Atra de la publication et la distribution*, la Jordanie, 2010.

AL-SAYED MAHMOUD Yousef, *Crise des universités arabes*, Institution les Libanais égyptienne, 1<sup>e</sup> édition 2008.

- AL-SHARIF Abd-allah et HAMED ATAIWAR Mohammed, *Des études dans l'histoire de bibliothèques, documents et manuscrits libyen*, 1<sup>e</sup> édition, Tripoli, chambre libyen pour la publication, la distribution et la publicité, 1987.
- AL-TALL Said et autres, *Les règles de l'enseignement universitaire*, Maison de pensée, 1<sup>e</sup> édition, Amman, Jordanie , 1997.
- AL-TIR Mustafa, *La lutte de la tente et du palais, une vision critique du projet moderniste libyen*, Forum des connaissances, Liban, 2014, 238 p.
- AL-TIR Mustfa, *Le processus de la modernisation de la société libyenne entre l'ancien et le nouveau*, Beyrouth, Institut du développement arabe, 1992.
- AL-ZAYAT Kamal Abdul Hamid, *Sociologie professionnelle*, Bibliothèque de Renaissance de l'East 1976.
- ALI SHETA AL-SAID, *Théorie de la sociologie*, Bibliothèque égyptienne, 1<sup>e</sup> édition, 2004.
- AMAR Hamd, *L'éducation de future de l'autoritarisme à la liberté*, Institution libanais égyptienne, 1<sup>e</sup>édition 2013.
- AOZI Ahmed, *Pédagogie efficace et renouvelable, compétences d'enseignement et d'apprentissage pour le XXI siècle*, publication du journal de sciences d'éducation.
- ATEF GHAITH Mohamed, *Sociologie*, Alexandrie, Dar des connaissances Universitaire, 1983.
- ELJAOUHARI Mohamed, *Dictionnaire de sociologie*, Le Caire, Bibliothèque de RENAISSANCE DE L'EST,1980.
- FARAJ Hamid, *Histoire de l'éducation en Libye de 1551-2011*, Tripoli, Bibliothèque Scientifique Mondiale, 1<sup>e</sup> édition 2012.
- FOUAD AHWANI Ahmed, *L'éducation en Islam*, Le Caire, Maison du savoir, 1968.
- GAMIL AL-HABIB Mossadek, *L'éducation et développement économique*, éditions Dar al-Rasheed, publications du Ministère de culture Irakien, République d'Irak, 1981.
- GHONAIMY Raafat, *Le développement de l'éducation en Libye dans les temps modernes*, Dar de développement pour la publication et la distribution 1<sup>e</sup> édition, Benghazi 1972.
- HIJAZI Mahmoud, *La construction sociale*, Le Caire, Bibliothèque Wahba, 1982.
- HILALI SHERBINI Hilali, *L'enseignement supérieur dans le monde arabe pendant XXI<sup>e</sup> siècle*, Institution nouvelle université, Alexandrie, 2007.

HUSSEIN Ahmed, *L'enseignement universitaire dans la réalité du monde arabe et des visions des défis à venir*, Dar Alaa des livres, 1<sup>e</sup> édition, 2005.

JABER Nadia, *La mobilité sociale et le développement*, Faculté des arts, Université Minia, Egypte 1988.

LAILA Ali, *Le structuralisme fonctionnel en sociologie*, Bibliothèque égyptienne, 2003, 618 p.

LANGE Oscar et TAEANOR Fred, *Planification de la production dans l'Etat socialiste*, Traduction par RADWAN EZZEDINE Ahmed, Le Caire, Dar Livre arabe.1989.

LIPEST et BENDIX, *La mobilité sociale dans la société industrielle*, offre MOHAMMED Osman Le Caire ,1968.

MAHMOUD SAID Abd Al-Hamid, *Des études en sociologie*, Le Caire, Bibliothèque de Caire Modern. 1985.

MOHAMED ABD AL-RAHMAN Abd-Allah, *Sociologie politique, et les tendances de l'évolution moderne*, Dar Al-Nahda de presse et édition, Beyrouth, 2001, 466 p.

MOHAMED ALI Mohamed, *Histoire de la sociologie*, Alexandrie, Maison des connaissances de société ,1987.

MOHAMED BADAWI Al-siad, *Sociologie économique*, Benghazi, Presses Université Gar-Younis, 1977.

MOHAMED SAID Gharib, *Les classes sociales*, Alexandrie, Institution des livres universitaire, 1982.

NABIL GAMA Mohamed, *Le développement de l'enseignement supérieur dans la renaissance arabe contemporaine*, Dar nouvelle université, Alexandrie Égypte, 2013.

SABRI Mohamed, *L'éducation et le développement*, Bibliothèque Anglo-égyptienne, 1<sup>e</sup>édition, Le Caire, Égypte, 2007.

SALEH AL-AJILI Mohamed, *L'enseignement supérieur dans le monde arabe, la réalité et les stratégies futures*, Institution Safa pour la publication et la distribution, 1<sup>e</sup>édition, Amman, 2013.

SALEH GOHAR Ali, *Réforme de l'éducation dans le monde arabe, les tendances mondiales*, Bibliothèque moderne pour la publication et la distribution, Mansoura, Égypte, 2008.

SAYED AHMED Gharib, *Les domaines de la sociologie contemporaine*, Alexandrie, Maison des connaissances Universitaire, 1982.

SAYED YOUSEF Yousef, *Nouvelles visions pour le développement de l'enseignement universitaire*, Dar égyptien libanais, 1<sup>e</sup> édition 2009.

**Les articles dans revues scientifiques françaises : -**

ADAMCZEWSKI Amandine, HUGON Philippe La crise libyenne et son impact sur les transactions foncières en Afrique. Le projet Malibya au Mali, *Afrique Contemporaine* 2013/1 (n° 245), p. 105-107.

ALBOUY Valérie, TAVAN Chloé, *accès à l'enseignement supérieur en France : une démocratisation réelle mais de faible ampleur*, *Économie et Statistique*, 2007, Volume 1, n° 410, p. 3-22

ALTINOK Nadir, La banque mondiale et l'éducation en Afrique subsaharienne, papier présente au *Séminaire, Institutions et Développement*, Matisse Paris- 13

BENSAAD Ali, Changement social et contestations en Libye, *Politique Africaine*, 2012/1 (n° 125), p. 5-22.

BENSAAD Ali, L'immigration en Libye : Une ressource et la diversité de ses usages, *Politique Africaine*, 2012/1, (n°125), p.83-103.

BERNARD, Lise. Des ascensions sociales par un métier commercial. Le cas des agents immobiliers, *Politix*, 2016, vol. 29, no 114, p. 73-98.

BOURDIEU Pierre, L'école conservatrice, les inégalités devant l'école et devant la culture, *Revue Française de Sociologie*, Année 1966, Volume 7 Numéro 3.

BRIANT Jean-Pierre, Sur les conséquences des différents emplois du code des catégories socioprofessionnelles, *Économie et Statistique*, Année 1984, n° 168, pp. 45-58.

CALLIES DE SALIES Bruno, Libye : Réformes et guerre de succession dans la Jamahiriya, *Confluences Méditerranée*, 2009/4 (n° 71), p. 201-208.

CAUTRES Bruno, Recherches récentes sur la mobilité sociale, *Revue française de science politique*, Vol. 42, No. 3 (JUIN 1992), pp. 441-479.

CHAKER Salem et FERKAL Masin, Berbères de Libye : un paramètre méconnu, une irruption politique inattendue, *Politique Africaine* 2012/1(n°125), p.105-126

CHAPOULI Jean-Michel, Le travail de terrain, l'observation des actions, des interactions et de la sociologie, *Sociétés contemporaines*, 2000, n°40, pp. 5-27.

COMOLET Emmanuel, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne. Des trajectoires économiques différenciées, *Afrique Contemporaine* 2013/1 (n° 245), p.p 102-104.

CONINCK DE Frédéric et GODARD Francis, L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité, *Revue Française de Sociologie*, 1990, n°31/1, pp. 23-53.

DJAZIRI Moncef, Tribus et état dans le système politique Libyen, *Outre-Terre*, 2009/3(n°23), p.127-134.

DORAY, Pierre et BELANGER, Paul. Société de la connaissance, éducation et formation des adultes. *Éducation et sociétés*, 2005, no 1, p. 119-135

DUBET François, Les instruments et l'institution : le cas de l'école, *Sociologie du travail*, Octobre-Décembre 2016, Vol.50- Numéro 4.

ERTUL Servet, Parcours social. Un concept émergent ? Ateliers santé ville plateforme nationale de ressources. Rencontre nationale des ASV et projets territoriaux de santé, Lyon, *Fabrique, Territoire Santé*, 1<sup>e</sup> Juin 2017, 236 p., p. 44-54.

KADRI Aïssa, Histoire du système d'enseignement colonial en Algérie, colloque *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne*, 20-22 juin 2006, Lyon, ENS LSH, 2007.

KOHLI Martin, « Le cours de vie comme institution sociale », *Enquête*, n° 5, 1989.

MARTIN Gilles, La mobilité sociale : entre objet sociologique et injonction politique, *Réseau Canopé, Idées économiques et sociales*, 1/2014, n° 175, pp. 4-5.

NAUDET Jules, Mobilité sociale et explication de réussite en France, aux États-Unis et en Inde, *Sociologie*, 2012/ n° 1, vol.3.

PAGIS Julie, PASQUALI Paul, Observer les mobilités sociales en train de se faire Micro-contextes, expériences vécues et incidences socio-politique, *Politix*, 2016/2, n°114, p. 7-20

PEUGNY Camille, Éducation et mobilité sociale : la situation paradoxale des générations nées dans les années 1960, *Économie et statistique*, 2007, vol. 410, n° 1, p. 45, p.p, 22-45.

SCHOTTE, Manuel. Monter en première division. Trajectoires de notabilisation des présidents des clubs de football professionnel (1960-1999), *Politix*, 2016, n° 114, p. 99-123.

VALLEE, Olivier. Kadhafi : le dernier roi d'Afrique. *Politique africaine*, 2012, n° 1, p. 147-167

VERON Jean-Bernard, Quelles retombées des printemps arabes sur l'Afrique subsaharienne, *Afrique contemporain*, 2013/1, n° 245, p. 13-22.

VIAUD, Jean. Contribution de la psychologie sociale à la compréhension de la mobilité sociale. *Hermès, La Revue*, 2005/1, n° 41, p. 167-172.

*Les revues et les rapports arabes : -*

ABD ALILAH Abd Al-Tawab, *La mobilité sociale dans l'enseignement secondaire technique*, Revue de Collège d'Education. Université d'Assiout, 1987.

ABDEL-MONEIM AL-HUSSEINI Ali, *Rôle de l'enseignement supérieur dans le développement arabe jusqu'à l'année 2000*, Revue d'études arabes, n ° 5, Quatrième année, Mars 1988.

AL-AYASHI Zerzar, *Rôle des universités arabes dans le service de la société en fonction de leur responsabilité sociale*, article dans Revue de l'université maghrébine, Tripoli, Libye, n 18, 2016, 37 p.

AL-GABRI Najah, *Les instituts et établissements d'enseignement dans le Maghreb arabe*, Revue du Collège de l'éducation, n ° 14, Université Al-Fateh, Tripoli, Libye, 1980.

AL-HAWAT Ali, *Les indicateurs d'études supérieures*, Faculté d'éducation de l'Université Al-Fateh, Tripoli, 1982.

AL-HAWAT Ali, *Les objectifs sociaux et économiques de l'université et l'enseignement supérieur dans la société arabe libyenne*, Revue d'unité, deuxième année, n ° 14, Novembre 1985.

BO KABOD Ahmed, *La vision des jeunes pour leur avenir à travers les valeurs religieuses et sociales*, Revue de l'Université du Maghreb, édition Dar al-fosaifasa, Tripoli, Libye, N° 20, 2017.

BOU-BTANA Abd Allah, *Les universités et les défis de l'avenir en mettant l'accent sur la région arabe*, Revue du monde de la pensée, vol. 9, Le Caire, 1988.

COMITE POPULAIRE GENERAL, Commission Nationale pour les Informations et Documentation, (Brochure statistique), Tripoli, Libye, 1989.

COMMISSION NATIONALE D'INFORMATIONS ET DE DOCUMENTATIONS, *Enquête économique et sociale, la première partie, les caractéristiques démographiques*, Tripoli Libye, 2002 - 2003.

COMMISSION NATIONALE D'INFORMATIONS ET DE DOCUMENTATIONS, *Rapport national sur le développement humain*, Tripoli, Libye 2002.

AL-TOUMI SHAIBANI Omar, *Histoire de culture et l'éducation en Libye*, Tripoli, Université Al-Fateh 2000.

JADOUR Mahmoud, *Revenu familial et divorce dans la société libyenne*, Revue universitaire, Centre de recherche et d'études supérieures, Université du 7 avril, n° 2, Al-Zawia, Libye, 2001.

COMITE POPULAIRE GENERAL POUR LA PLANIFICATION, *Le Rapport national sur le développement humain*, Tripoli Libye, 2002.

MINISTERE DE LA SANTE LIBYENNE, *Le rapport annuel pour l'année, 2015*, Tripoli, Libye *L'emploi des jeunes du Maghreb*, Un séminaire, Revue de l'université maghrébine n°19, 2016.

L'ORGANISATION LIBYENNE DES POLITIQUES ET DES STRATEGIES, *Le rapport du secteur de la santé en Libye, la réalité et les défis*, Tripoli, Libye, Mars 2016,

MINISTERE DE L'ÉDUCATION, *Une étude historique sur le développement de l'éducation en Libye de l'époque ottomane à l'heure actuelle*, Tripoli, 2<sup>e</sup> édition, 1974.

MINISTERE DE PLANIFICATION LIBYENNE, Institution du statistiques et recensement, *les résultats de l'enquête de recrutement et le chômage*, 2012.

MOHAMED Omran, *Performance et sources de croissance économique, une étude appliquée sur l'économie égyptienne*, Fonds Monétaire Arabe, (AMF), Abou Dabi, Émirats Arabes Unis, 2002.

RIAD RACHID Mohamed, *Croissance démographique et développement économique en Jamahiriya*, Revue de Faculté d'éducation, Université Al-Fateh, n° 9, Tripoli, 1978.

WARFALI Fethiye, *L'application de la qualité totale dans les établissements d'enseignement supérieur en Libye et leur rôle dans le rendement professionnel*, article dans revue de l'université maghrébine, Tripoli, Libye, n° 18, 2016.

*Thèses et mémoires : -*

ALI ALRCHIBEY Abd Razak, *La population et le développement humain en Libye, 1954 - 2004, structure du passé, et structuration du présent, et les perspectives d'avenir*, Thèse de doctorat, sous la direction de Mohamed Al-hadi Arog, Université Mentouri de Constantine, Algérie 2006.

DAGARI Mubarak, *Répartition géographique de la population et son impact sur la géographie politique de la Libye*, Thèse de maîtrise non publiée, Université de Gar-Younis, Faculté des lettres, Département de géographie, Benghazi, 2002.

ERTUL Servet, *Pour une orientation lato sensu à partir du processus d'orientation en classe de seconde générale et technologique*, Thèse de doctorat, sous la direction de Marie Duru-Bellat Dijon, France 2001.

HASSAN JABER Naima, *L'éducation et mobilité sociale dans une zone industrielle*, Thèse de doctorat, Université Ain Shams, Égypte, 1991.

HUGREE Cédric, *Parcours scolaires et cheminements professionnels des étudiants d'origine populaire diplômés de l'université*, Thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Stéphane Beaud, Université de Nantes, 2010.

NSER Khaled, *La planification urbaine en Libye et dans sa capitale Tripoli*, Thèse de doctorat de sociologie, sous la direction de Gilles Ferréol, Université de Poitiers, France, 2006.

REHIM Mastur, *La problématique du développement en Libye, étude de cas, la société locale de la ville d'El-Beida*, Thèse de doctorant en sociologie, sous la direction de Gilles Ferréol, Université Poitiers, France 2007.

SHELIG Adel, *la modernisation sociale et la mobilité sociale*, Thèse de maîtrise non publiée, sous la direction Al-Taher Grid, Académie des études supérieures, Tripoli 2007.

#### *Sites Web*

<http://www.alyaum.com/article/2760001>

[www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-4.htm](http://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-4.htm). DOI

: [10.3917/idee.175.0004](https://doi.org/10.3917/idee.175.0004).

[http://www.arabstates.undp.org/content/rbas/ar/home/library/huma\\_development/Human\\_dev\\_rep\\_13.html](http://www.arabstates.undp.org/content/rbas/ar/home/library/huma_development/Human_dev_rep_13.html)

<http://crinfo.worldbank.org/wbcrinfo/node/4>.

<http://ses.webclass.fr/synthese/analyses-sociologiques-structure-sociale>.

[http://www.cairn.info/revue-confluences-méditerranée-2009-4-page 201 .htm](http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2009-4-page-201.htm)

[http://www.cairn.info/revue, politique francien-2012/1-page-shtm](http://www.cairn.info/revue_politique_francien-2012/1-page-shtm)

[http://www.cairn.info/revue, politique francien-2012/1-page-105shtm](http://www.cairn.info/revue_politique_francien-2012/1-page-105shtm)

[http://www.moqatel.com/openshare/Behoth/Mnfsia15/SocialMobi/sec02.doc cvt.htm](http://www.moqatel.com/openshare/Behoth/Mnfsia15/SocialMobi/sec02.doc_cvt.htm)

<http://cours-psychologie.over-blog.com>

[http://www.persee.fr/doc/estat\\_0336-1454\\_2007\\_num\\_410\\_1\\_7053](http://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2007_num_410_1_7053)

<https://formationemploi.revues.org/3509>

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-1-page-105.htm>

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-1-page-102.htm>

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-1-page-13.htm>

[www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-4.htm](http://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-4.htm). DOI : [10.3917/idee.175.0004](https://doi.org/10.3917/idee.175.0004).

[http://colloque-algerie.ens-lsh.fr/communication.php3?id\\_article=206#note11](http://colloque-algerie.ens-lsh.fr/communication.php3?id_article=206#note11)

<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/tous-les-pays-du-monde/>

## ➤ INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux d'analphabètes selon le sexe de la population de plus de 10 ans en %	230
Tableau 2 : Les noms et les lieux des instituts supérieurs .....	238
Tableau 3: l'évolution du nombre des étudiants et d'enseignants dans les Universités libyennes en fonction de l'évaluation de la situation actuelle des universités libyennes 2012.....	242
Tableau 4: Évolution de la population en Libye et dans la région de la Montagne de l'Ouest.....	262
Tableau 5 : Nombre d'élèves inscrits à l'éducation primaire et au lycée dans la région de la Montagne de l'Ouest, selon les dernières statistiques de ministre d'éducation en Libye. 2015.....	271
Tableau 6: Répartition qualitative et géographique des facultés dans la région de la Montagne de l'Ouest, selon les dernières statistiques. ....	273
Tableau 7 : Le développement de l'utilisation de la main-d'œuvre nationale et étrangère en Libye les années sélectionnées entre 1970 et 1997.....	274
Tableau 8: Répartition la main d'œuvre selon l'activité économique en Libye, 1995 ...	277
Tableau 9 : Répartition de la main d'œuvre selon l'activité économique en Libye en 2012 .....	278
Tableau 10 : Nombre d'hôpitaux en Libye .....	279
Tableau 11 : Dépenses du secteur sanitaire dans le PIB et le budget général .....	280
Tableau 12 : indique le nombre d'hôpitaux dans la région de la Montagnes de l'Ouest	282

Tableau 13 Logements, la propriété, et le lieu dans la région de la Montagne de l'Ouest .....	286
---	-----

### ➤ INDEX DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : La main-d'œuvre en Libye selon l'âge et le sexe ; en milliers.....	229
Graphique 2 : Diminution du taux d'analphabétisme par rapport à l'augmentation des diplômés en trois décennies. ....	244
Graphique 3: Évolution de la population libyenne et la population de la Montagne de l'Ouest. ....	263
Graphique 4 : Répartition de la main d'œuvre selon l'activité économique en Libye en 2012.....	279
Graphique 5 : Le nombre et les types de logements dans les zones urbaines et les zones rurales dans la région de la Montagne l'Ouest.....	287

### ➤ INDEX DES FIGURES

Figure 1 : Étapes de recherches.....	26
Figure 3 : L'articulation des principaux types de mobilité sociale.....	46
Figure 4 : L'articulation des indicateurs de la mobilité sociale.....	49



## ➤ ANNEEXES

## A. 1. Questionnaire concerne des sortants et des étudiants

**Enquête par questionnaire sur la mobilité sociale et transformation les trajectoires professionnelles auprès des étudiants-es et les diplômés-es de l'Université de la Montagne de l'Ouest dans municipalité Al-Haraba (Une comparaison entre les générations).<sup>\*1</sup>**

**Données de grand-père : -**

- 1. Quel âge de votre grand-père, s'il est vivant ou avant sont mort ?**  
-----
- 2. Quel est le niveau d'éducation du votre grand-père ?**
  - Personne analphabète  - Enseignement Primaire
  - Education moyenne  - Enseignement supérieur
- 3. Quel type d'éducation du grand père ?**
  - Éducation professionnelle  - Éducation théorique
  - Autre type précise -----
- 4. Si votre grand-père a été éduqué. Est-ce qu'il a effectué ses études dans ?**
  - Ecoles ou des établissements publiques  Institutions privés
  - Autres institutions précises -----
- 5. En cas votre grand-père n'a pas été éduqué. Quelles sont les raisons ?**
  - La détérioration des conditions de vie
  - Le manque d'établissements d'enseignement dans la région
  - L'abandon prématuré de l'école
  - Autres raisons précises -----
- 6. Est-ce que votre grand-père est un fonctionnaire ?**
  - Oui  - Non
- 7. Si la réponse est « Oui ». Est-ce que votre grand-père est "était" un fonctionnaire dans le secteur ?**
  - Public  - privé
- 8. Quel est ou (était) fonction de votre grand-père ?**
  - Fonctionnaire administrative
  - Enseignant  - Agriculteur
  - Militaire  - Commerçant

<sup>1</sup>- Ce questionnaire a été conçu conformément au modèle du CEREQ et de l'observation de la vie étudiante de l'université du Maine.

- Artisan
- Gardien
- Travailleur
- Eleveur
- Chauffeur
- Autres fonctions précises -----

**9. Est-ce que votre grand-père a obtenu une promotion si sa fonction est gouvernementale ?**

- Oui  - Non

**10. Si la réponse est « Oui », quelles sont les raisons ?**

- Accumulation des expériences professionnelles
- Renforcement de qualification scientifique
- Autres raisons précises -----

**11. Si la réponse « Non », quelles sont les raisons ?**

- Nature du travail ne nécessite pas un promotion
- Faible niveau d'éducation
- Autres raisons précises -----

**12. Quel est somme du revenu de votre grand-père ?**

-----

**13. Est-ce que le revenu de votre grand-père est (était) suffisant pour toute la famille ?**

- Suffisant  - Insuffisant  - Relativement suffisant

**14. Quel est ou (était) le type de logement de votre grand-père ?**

- Maison arabe simple  - Appartement
- Maison moderne « villa »

**15. Est-ce que le logement de votre grand-père contient des équipements sanitaires ?**

- Oui  - Non

**Données de pères : -**

**16. Quel est la date de naissance de votre père ? ----- ----- -----**

**17. Quel est le niveau d'éducation de votre père ?**

- Personnes analphabète  - Enseignement primaire
- Education moyenne  - Enseignement supérieur

**18. Quel est type d'éducation de votre père ?**

- Education professionnelle  - Education théorique
- Un autre type -----

**19. Si votre père est éduqué. Est-ce qu'il a effectué ses études dans ?**

- Institution publique  - Institutions privé
- Autres institutions -----

**20. En cas le père n'a pas été éduqué, quelles sont les raisons ?**

- Détérioration des conditions de vie
- Le manque d'établissements d'enseignement dans la région

- L'abandon prématuré de l'école
- Autres raisons -----

**21. Quel est le dernier diplôme obtenu par votre père ?**

-----

**22. Est-ce que votre père est actuellement un employé dans le secteur ?**

- Public  - Privé

**23. Quel est l'intitulé exact la profession de votre père ?**

-----

**24. Quelle est la profession de votre père ?**

- Fonction administrative  - Fonction scientifique
- Emploi traditionnel  - Exploitant agricole
- Autres fonctions -----

**25. Est-ce que votre père a obtenu une promotion dans sa carrière ?**

- Oui  - Non

**26. Si la réponse est « Oui », quelles sont les raisons ?**

- Accumulation des expériences professionnelles
- Renforcement de qualification scientifique
- Autres raisons précises -----

**27. Si la réponse est « Non » quelles sont les raisons ?**

- Nature du travail ne nécessite pas de promotion  - Faible niveau d'éducation
- Autres raisons -----

**28. Quelle est (était) le statut exact de votre père dans son travail ?**

- Haute  - Moyenne  - Faible

**29. Quel est somme de revenu de votre père ?**

-----

**30. Est-ce que le revenu de votre père est suffisant pour toute la famille ?**

- Suffisant  - Insuffisant  - Relativement suffisant

**- Données de mère**

**31. Quel est la date de naissance votre mère ?**

-----

**32. Quel est le niveau d'éducation du votre mère ?**

- Femme ignorante  - Enseignement primaire
- Education moyenne  - Enseignement supérieur

**33. Quel est type d'éducation de votre mère ?**

- Education professionnelle  - Education théorique
- Un autre type précise -----

**34. Si votre mère est éduquée. Est-ce qu'elle a éduqué dans ?**

- Institutions publiques  - Institutions privés
- Autres institutions

**35. En cas votre mère n'est pas éduquée, quelles sont les raisons ?**

- Détérioration des conditions de vie
- Manque d'établissement d'enseignement dans la région
- Abandon prématuré de l'école  - Autres raisons précises

**36. Quel est le dernier diplôme que votre mère a obtenu ?**  
-----

**37. Est-ce que votre mère est actuellement employée dans le secteur ?**

- Public  - Privé

**38. Quel est l'intitulé exact de profession de votre mère ?**  
-----

**39. Quelle est la profession de votre mère ?**

- Fonction administrative  - Fonction scientifique
- Emploi traditionnel  - Exploitant agricole
- Femme au foyer  - Autres fonctions précises -----

**40. Est-ce que votre mère a obtenu une promotion dans sa carrière ?**

- Oui  - Non

**41. En cas la réponse est « Oui », quelles sont les raisons ?**

- Accumulation des expériences professionnelle
- Renforcement des qualifications scientifiques
- Autres raisons précises -----

**42. Si la réponse est « Non », quelles sont les raisons ?**

- Nature du travail ne nécessite pas une promotion
- Faible niveau d'éducation - Autres raisons précises -----

**43. Quel est le statut exact de mère dans son travail ?**

- Haute  - Moyenne  - faible

**44. Quel est somme revenu de votre mère ?**  
-----

**45. Est-ce que le revenu de votre mère est suffisant pour toute la famille ?**

- Suffisant  - Insuffisant  - Relativement Suffisant

**46. Quel est le type de logement de votre parent ?**

- Maison arabe simple  - Appartement
- Maison moderne "villa"  - Logement sociale

**-Informations de la personne interrogée : -**

**47. Sexe.**

- Masculin  - Féminin

**48. Quel est votre âge : - ----- -**

**49. Quel est votre situation matrimoniale ?**

- Célibataire  - Marié
- Veuf  - Divorcé

- 50. Vous êtes combien de frère et sœur dans votre famille ? -----**
- 51. Avez-vous des demi-frères ?**  
 - Oui  - Non
- 52. Si la réponse est (Oui) habitez-vous dans le même logement ?**  
 - Oui  - Non
- 53. Combien des frères et sœurs qui sont titulaires d'un diplôme universitaire ?**
- 54. Quel est votre lieu de séjour actuel ? Nom de village ou ville**  
 -----
- 55. Quel est le type de votre logement actuel ?**  
 - Logement familial  - Logement indépendant spécial   
 - Autre type -----
- 56. Êtes-vous entré à l'université avec baccalauréat ou équivalent de quel type ou série ?**  
 - Baccalauréat général, littéraire ou scientifique   
 - Institut moyen de formation professionnelle
- 57. Quelle est la mention qu'avez-vous obtenue au baccalauréat ?**  
 - Parfait  - Très bien  - Bien  - Acceptable
- 58. Avez-vous obtenu votre baccalauréat ?**  
 - Directement  - Rattrapage
- 59. Date de première inscription à l'Université ?**  
 -----
- 60. Quel est actuellement votre niveau éducatif ?**  
 - Baccalauréat  - Licence   
 - Master 2  - Doctorat   
 - Autre précise. -----
- 61. Quel est le diplôme le plus élevé que le vous souhaitiez ou (vous avez souhaité) à la fin de vos études ?**  
 - Licence  - Master 2  - Doctorat  - Autre précise. -----
- 62. Dans quel établissement d'enseignement supérieur vous vous êtes inscrit(e) pour la première fois ?**  
 - Université de la Montagne de l'Ouest  - Autre université -----
- 63. En cas de réalisation de vos études, quelle est l'institution que vous avez y effectué votre étude ?**  
 - Faculté universitaire  - Institut supérieur   
 - Académie des études supérieures  - Autre-----
- 64. Est-ce que votre trajectoire scientifique actuelle est ?**  
 - Choix personnel  - Orientation obligatoire par l'état   
 - Sélection des parents  - Autre raison précise -----
- 65. L'établissement d'enseignement lequel vous avez terminé vos études est situé dans votre municipalité ?**

- Oui  - Non

**66. Est-ce que l'établissement éducatif où vous avez étudié est au sein ?**

- Secteur public  - Secteur privé

**67. Quelle est votre type de qualification ?**  
-----

**68. En cas vous êtes diplômés. Avez-vous obtenu des informations supplémentaires après l'obtention du diplôme ?**

- Oui  - Non

**69. Bénéficiez-vous actuellement, ou (bénéficiiez) d'une bourse au cours votre étude ?**

- Oui  - Non

**70. Est-ce que vous avez souffré, ou (souffrez) de difficultés financières au cours période d'étude ?**

- Oui  - Non

**71. Quel est actuellement votre statut professionnel ?**

- Étudiant  - Étudiant travailleur   
- Employé en secteur public  - Employé en secteur privé   
- Demandeur d'emploi  - Autre précisez -----

**72. Quelle est la démarche dont vous l'avez su, pour obtenir votre fonction ?**

- Relation personnel  - Bureau du travail   
- Autre façon précisez -----

**73. Pensez-vous que votre emploi est correspondant à diplôme lequel vous avez obtenu ?**

-Oui  - Non

**74. En cas la réponse est « Non ». Est-ce que ça pour la raison de ?**

- Le manque d'emplois   
- La qualité de votre diplôme n'est pas en rapport aux exigences du marché du travail   
- Autres raisons -----

**75. Est-ce que vous voulez travailler dans le même domaine d'activité de votre famille ?**

-Oui  - Non

**76. En cas la réponse est « Oui » ; pour les raisons suivantes ?**

- Revenu plus élevé  - Le travail est facile   
- Le manque d'accès à autre travail  - Autres raisons précises -----

**77. En cas la réponse est « Non » ; pour les raisons suivantes ?**

- Faible revenu  - La difficulté de l'emploi   
- Autre raisons précises -----

**78. Est-ce que vos parents veulent de vous travailliez dans même domaine de famille ?**

- Oui  - Non

**79. Si la réponse est « Non ». Quelles sont les raisons ?**

- Revenu limité  - Difficulté du travail
- Disponibilité un emploi plus important
- Autres raisons -----

**80. Avez-vous déjà changé votre emploi ?**

- Oui  - Non

**81. Est-ce que vous voulez changer votre emploi ?**

- Oui  - Non

**82. Rappelez-vous les raisons en cas « Oui » ?**

-----

**83. Avez-vous obtenu un emploi après l'obtention du diplôme directement ?**

- Oui  - Non

**84. Si la réponse est « Oui ». Quel est le premier emploi après l'obtention le diplôme universitaire ?**

-----

**85. Voulez-vous habiter dans la même région dans laquelle vous avez étudié ?**

- Oui  - Non

**86. Si la réponse est « Oui ». Quelles sont les raisons ?**

- Rareté des possibilités d'emploi
- le désir d'augmenter sur l'échelle professionnel et scientifique
- Instabilité et les guerres civiles
- Autres raisons précises -----

**87. Préférez-vous le mariage avec une femme de la même votre tribu ou famille ?**

- Oui  - Non

**88. Si la réponse est « Oui ». Quelles sont les raisons ?**

- Coutumes et traditions  - Facilité de ce type de mariage
- Autres raisons précises -----

**89. Si la réponse est « Non ». Quelle sont les raisons ?**

- Les risques sanitaires
- le mariage intérieure n'aboutit pas à la stabilité social
- Autres raisons précises -----

**90. Combien votre revenu actuel au DL ? -----**

**91. Pensez-vous que votre revenu est approprié pour acheter vos besoins des produits alimentaires, vêtements et autres ?**

- Suffisant  - Insuffisant  - Relativement suffisant

**92. Quels sont vos futurs projets si votre revenu est insuffisant ?**

- La continuité vos études  - Trouver un emploi plus revenu
- Autres projets précises -----

## A .2. Abréviations

**AMF** : Fonds Monétaire Arabe

**BAC** : Baccalauréat

**CPIS** : Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures

**CSP** : Conseil social populaire

**DPAM** : Diplôme profession d'assistant médicale

**DPC** : Diplôme profession en commerce

**DPE** : Diplôme professionnel en économie

**DPE1** : Diplôme profession d'enseignement

**DPI** : Diplôme professionnel industriel

**DPMA** : Diplôme profession de management des affaires

**DSI** : Diplôme sciences d'infirmière

**DUI** : Diplôme universitaire d'ingénieur

**DUMA** : Diplôme universitaire de management des affaires

**DUSA** : Diplôme universitaire sciences agronomique

**DUSM** : Diplôme universitaire de sciences militaires

**DUSV** : Diplôme universitaire de sciences de vie

**EEP** : Enseignant dans école primaire

**ELY** : Enseignant au Lycée

**FAIP** : Fonctionnaire administrative dans institution publique

**FEP** : Formatrice dans centre professionnel

**INED** : Institut national d'études démographiques

**LAP** : Libya Africa Portfolio

**LDR** : Licence droit

**LLE** : Licence de lettre et éducation

**MDM** : Maitrise de maternelle

**MIN2** : Master d'information II

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour développement

**RNDH** : Rapport national sur le développement humain

**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

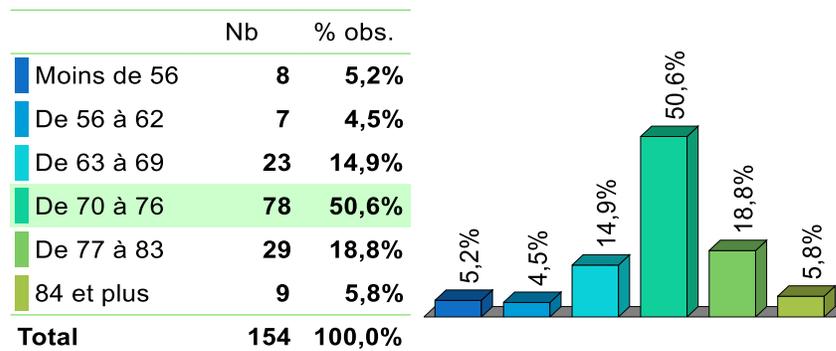
### A. 3. Résultats bruts concernant de grands-parents (la première génération)

#### A.3.1- L'âge moyen des grands-parents.

Taux de réponse : 100,0%

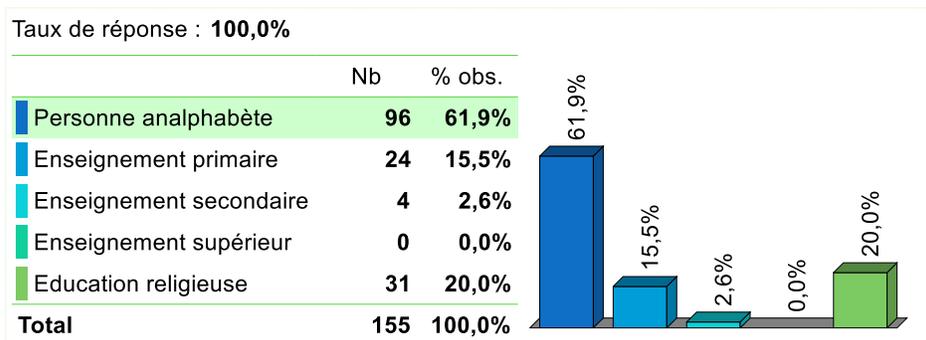
Moyenne = 72,03 Médiane = 72,00 Ecart-type = 7,74

Min = 50 Max = 91



Le tableau et le graphique précédant montrent que les grands-parents âgés de 70 à 76 ans représentent le pourcentage le plus élevé, il atteint 50,6 % de la totalité de l'échantillon, puis viennent les grands-parents âgés de 77 à 83 ans, 18,8 %, ensuite ceux âgés de plus de 84 ans, qui représentent 5,8 % du total. On remarque la haute espérance de vie, plus de 70 ans, qui confirme que l'amélioration des services de santé a contribué à l'augmentation de l'âge moyen de la population.

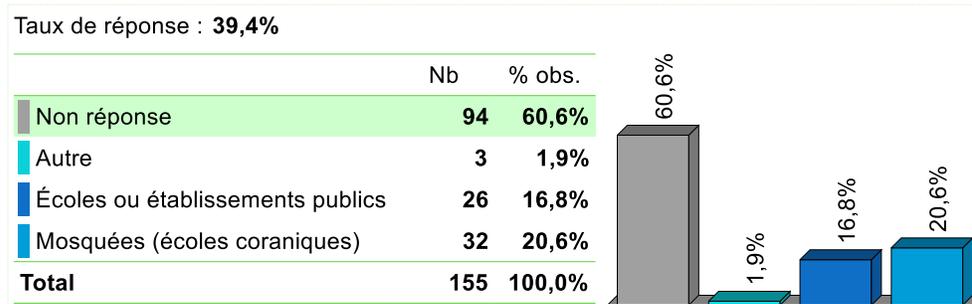
#### A.3.2 - Niveau d'éducation des grands-parents.



Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent que le pourcentage le plus élevé de grands-parents, 61,7 %, correspond à ceux qui n'ont reçu aucun type d'éducation, c'est-à-dire qu'ils sont analphabètes, incapables de lire ou d'écrire. Ils sont suivis par les 20,1 % de grands-parents qui ont reçu une éducation religieuse à travers les mosquées (*al-ketab*). Tandis que le pourcentage de grands-parents qui ont effectué leur éducation dans les

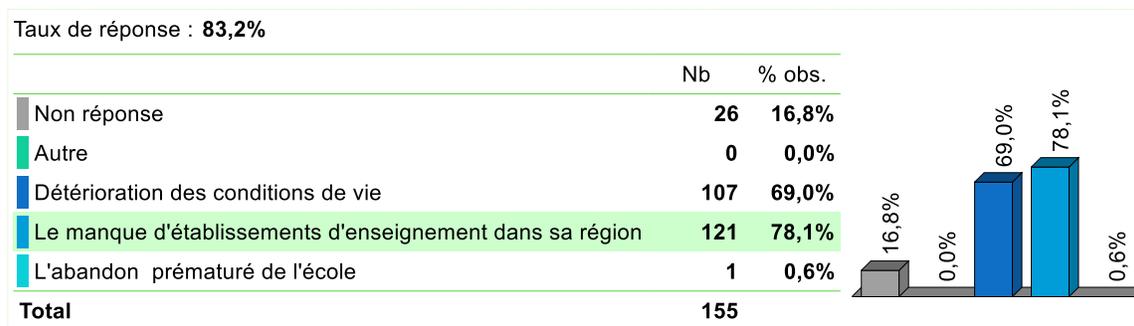
écoles publiques ne dépasse pas 15,6 %. Le pourcentage le plus bas, 2,6 %, correspond à ceux qui ont suivi l'enseignement secondaire.

### A.3.3 - Les établissements éducatifs de grands-parents.



Le tableau ci-dessus montre que les institutions où les grands-parents ont reçu leur éducation sont le plus fréquemment des mosquées : le taux atteint 20,6 %. Ensuite viennent les écoles publiques, la proportion est de 16,8 %, et la plus faible proportion, de 1,9 %, correspond aux grands-parents éduqués dans d'autres établissements, probablement des écoles italiennes. Cela indique que la mosquée a eu un rôle important dans la vie publique de la population, notamment au niveau de l'éducation. De plus, ceci peut expliquer que le colonialisme italien ne se soit pas intéressé à l'ouverture d'écoles pour généraliser sa culture, contrairement aux pays maghrébins voisins, tels que la Tunisie, le Maroc et l'Algérie, car les Français ont enseigné leur langue en ouvrant des écoles dans la plupart des régions des pays soumis à leur colonisation.

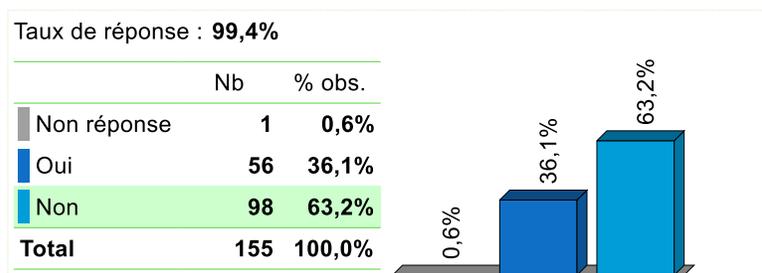
### A.3.4 - Raisons du manque d'éducation des grands-pères.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent les raisons du manque d'éducation des grands-parents dans les écoles. On a prouvé que la plupart des grands-parents

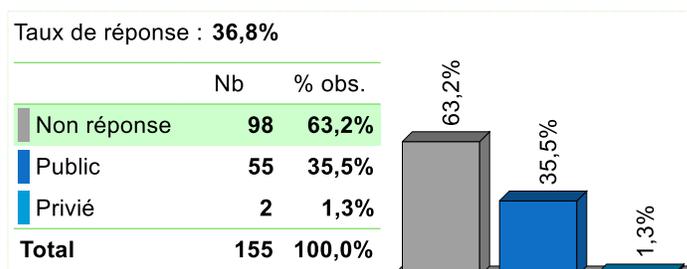
n'avaient pas suffisamment d'éducation, et les personnes interrogées ont attribué le manque d'éducation à deux raisons principales. La première est la détérioration des conditions de vie, alors que cette proportion atteignait 69 %. La deuxième raison est la pénurie d'établissements d'enseignement dans la région, la proportion atteignait 78,1%. Ceci explique les divers facteurs qui ont empêché la première génération d'être éduquée.

### A.3.5- La situation professionnelle de grands-parents dans le secteur formel.



D'après le tableau et le graphique ci-dessus, la plupart des grands-parents n'étaient pas employés dans le secteur public, où le taux d'emploi ne dépassait pas 36,1 %. Cela est dû à l'absence d'institutions étatiques, en particulier à l'ère du colonialisme italien et au début de la phase d'indépendance, car le pays vivait encore dans des conditions économiques difficiles durant cette période-là, qui ne permettaient pas le recrutement la population dans le secteur public. Ainsi les grands-parents n'ayant pas été employés par le secteur public atteignent une proportion de 63,2 %, ce qui indique qu'ils dépendaient d'autres activités pour les dépenses familiales, que nous allons présenter dans un tableau précis.

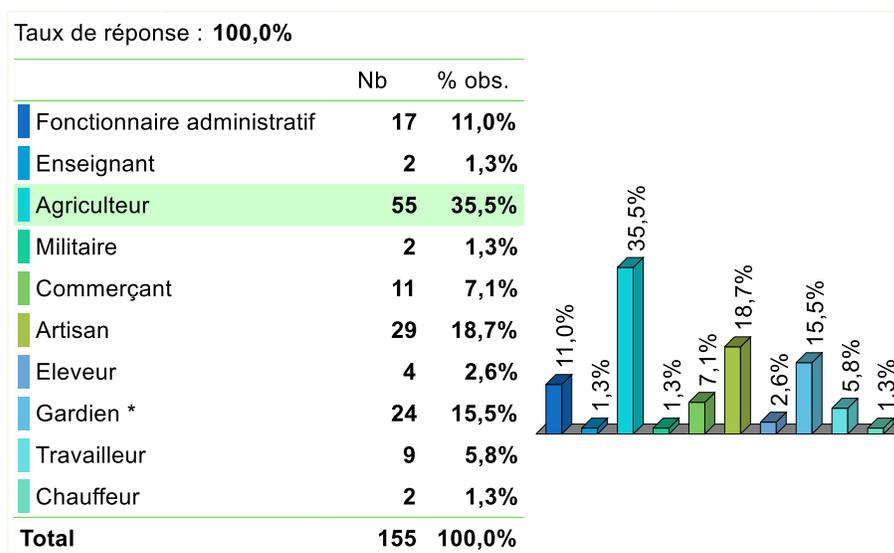
### A.3.6 - les secteurs du travail de grands-parents.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent que la catégorie des salariés n'excède pas 36,8 % de la totalité de l'échantillon travaille dans le secteur public, ce qui

signifie que le secteur public ne s'est développé qu'après la découverte du pétrole : cette source a permis d'allouer un budget conséquent au secteur public ; l'État a alors absorbé beaucoup de main-d'œuvre, même si elle n'était pas par ailleurs scientifiquement qualifiée. Le but était peut-être d'améliorer les conditions précaires des familles qui souffraient de conditions de vie difficiles à ce stade.

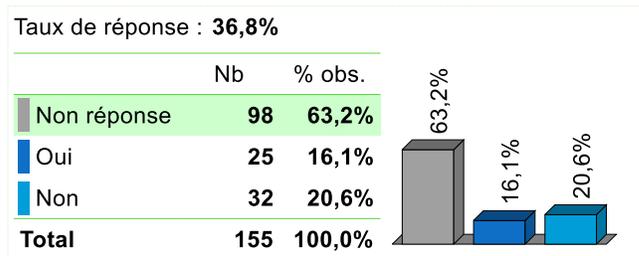
### A.3.7 - les types des professions des grands-parents.



Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent le type exact d'emploi, qu'il soit gouvernemental ou indépendant. Le pourcentage le plus élevé est celui des agriculteurs, avec 35,5 %. La proportion de fabricants traditionnels (artisans) atteint 18,8 %, tandis que la proportion des gardiens est de 15,6 %, puis vient la proportion des fonctionnaires administratifs, 11 %. Nous constatons que pour deux derniers, les gardiens et les fonctionnaires administratifs consistent en des carrières gouvernementales ; en fait, ceci permettait de résoudre le problème du chômage afin d'aider les chefs des familles aux dépenses pour leurs enfants. On le considère donc comme une aide indirecte de l'État. La catégorie des commerçants est la plus restreinte, il y en a environ 7,1 %. Les autres proportions de professions sont réparties presque également et avec un peu d'importance

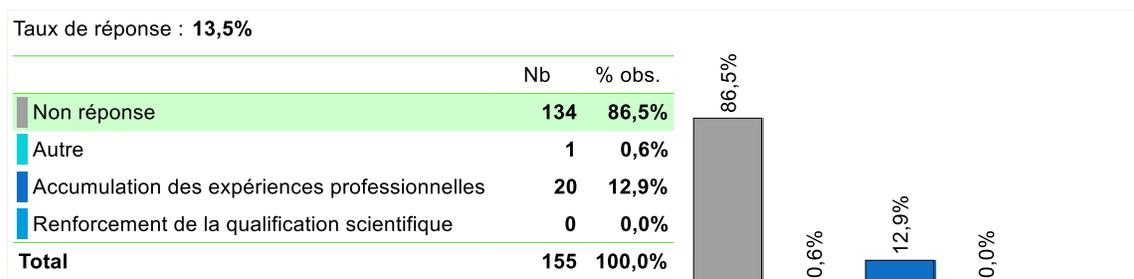
\* personne préposée à la garde d'un lieu, de gens, ou public.

### A.3.8 - le taux de promotion professionnelle.



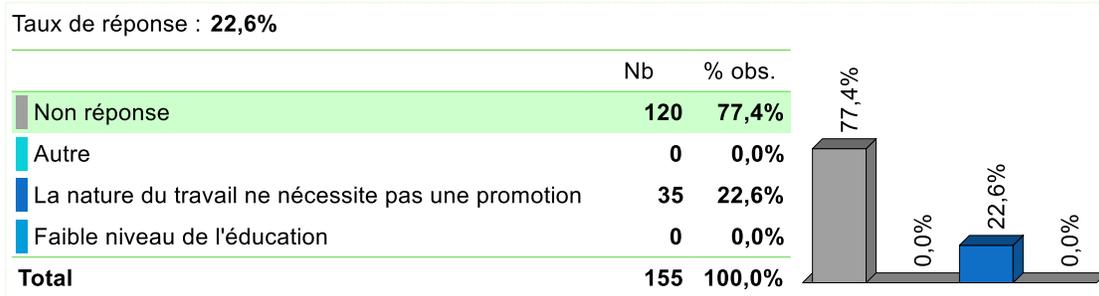
Le tableau précédent montre que le pourcentage de grands-parents ayant bénéficié d'une promotion professionnelle ne dépasse pas 16,1 % du pourcentage total des grands-parents employés par le gouvernement, qui atteint seulement de 37 % de l'échantillon dans son ensemble. Et le pourcentage de ceux qui n'ont pas bénéficié d'une promotion professionnelle ne dépasse pas 20,6 %. En fait, grâce à notre vécu avec un certain nombre des membres des générations précédentes, nous avons remarqué que la promotion professionnelle n'était pas un objectif, contrairement au salaire et que la hiérarchie professionnelle n'était pas importante pour eux.

### A.3.9 - Raisons de la promotion professionnelle.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent que 13 % des répondants ont déclaré que leurs grands-parents ont été promus grâce à l'accumulation d'expérience professionnelle dans leur domaine. Ce qui constitue un petit pourcentage par rapport à la taille de l'échantillon, mais nous l'estimons logique, parce que cette catégorie est éloignée des mécanismes et normes de la hiérarchie professionnelle, telles que la concurrence entre collègues ou les incitations financières.

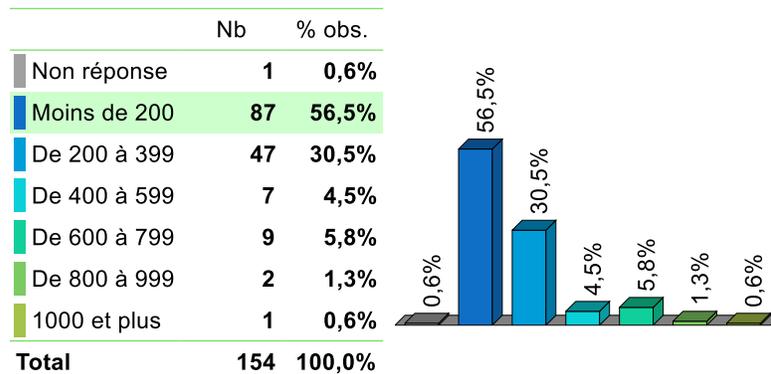
### A.3.10 - Raisons du manque de promotion professionnelle.



Le tableau et le graphique précédents montrent que la proportion de répondants qui déclarent que leurs grands-parents n'ont pas été promus parce que la nature du travail ne nécessitait pas une promotion professionnelle est de 22,7 %. Ce pourcentage est représenté par les professions non managériales, telles que les gardiens dans les institutions publiques ; ceci est normal selon les lois du travail en Libye, en particulier pour ceux qui travaillent par des contrats temporaires, car ils n'ont pas le droit à des promotions administratives.

### A.3.11- Revenus des grands-parents.

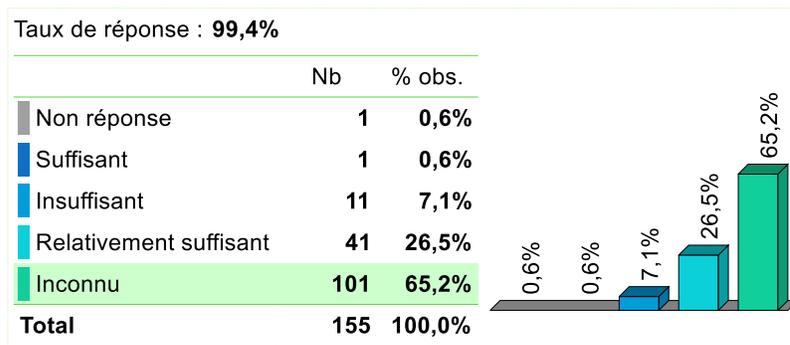
Taux de réponse : **99,4%**  
Moyenne = **176,08** Médiane = **150,00** Ecart-type = **207,82**  
Min = **0** Max = **1000**



Le tableau et le graphique montrent le revenu des grands-parents en dinars libyens (DL) : le pourcentage le plus élevé concerne les revenus mensuels inférieurs à 200 DL, il

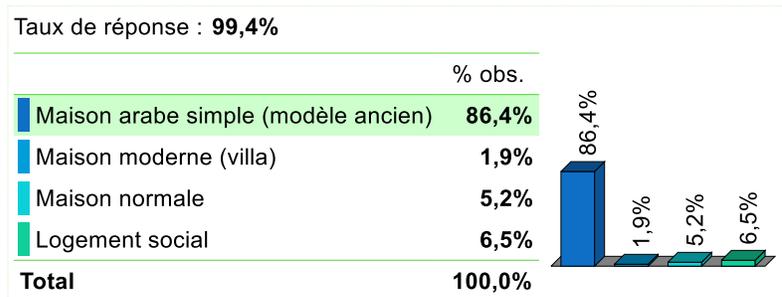
atteint 56,5 %. Suivent ceux dont le revenu était compris entre 201 et 399 DL, qui représentent 30,5 %. Ensuite, 5,8 % des grands-parents avaient un revenu allant de 400 à 599. Ces deux dernières catégories ont bénéficié de leur intégration dans le travail pour le gouvernement, ils ont par ailleurs profité de l'amélioration des revenus des employés de l'État au cours des dernières années. Ceux avec un revenu de plus de 800 dinars représentent le taux le plus faible, qui ne dépasse pas 1,3 %. En utilisant les mesures centrales de tendance et de dispersion, la valeur moyenne de revenu est 176,8 DL, qui est proche de la médiane de 150,0, avec un écart-type de 207,82, nous pouvons dire que ces données sont distribuées dans le format moyen.

### A.3.12 - La suffisance du revenu pour les besoins.



Le tableau et le graphique précédents montrent la suffisance du revenu pour les besoins de base des membres de la famille de grand-père. Le pourcentage le plus élevé est 65,2 % des répondants, qui ont déclaré que le revenu de grand-père leur était inconnu, ils ne savaient pas s'il était suffisant ou insuffisant. Peut-être que les jeunes générations ne sont pas vraiment intéressés par affaires passées de leurs familles, et préfèrent se soucier de leurs affaires actuelles. Plus du quart des grands-parents avaient un revenu relativement suffisant, avec un taux d'environ 26,5 %. Le pourcentage de grands-parents dont le revenu n'était pas suffisant pour répondre aux besoins de la famille est de 7,1 %. Enfin, le pourcentage le plus bas est de 0,6 % des personnes interrogées, qui pensent que le revenu des grands-parents était suffisant.

### A.3.13 - Type de logement des grands-parents.

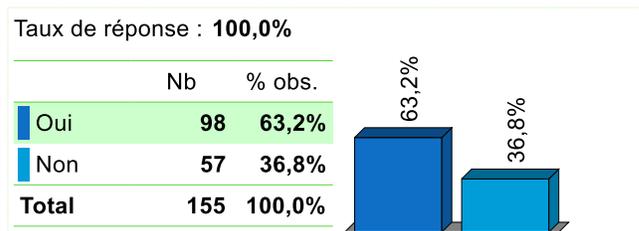


Maison arabe simple <sup>1</sup>

<sup>1</sup> - <https://www.google.com/search?q=>

Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent que le pourcentage le plus élevé est représenté par la simple maison arabe, avec 82,6%. Les autres proportions sont plus faibles : le pourcentage de grands-parents qui vivent dans des logements sociaux est de 6,5 %, et ceux qui vivent dans un logement ordinaire ne dépassent pas 5,2 %. Ces chiffres décrivent la pauvreté du citoyen libyen avant la découverte du pétrole, qui est prouvée à travers le type de logement des grands-parents.

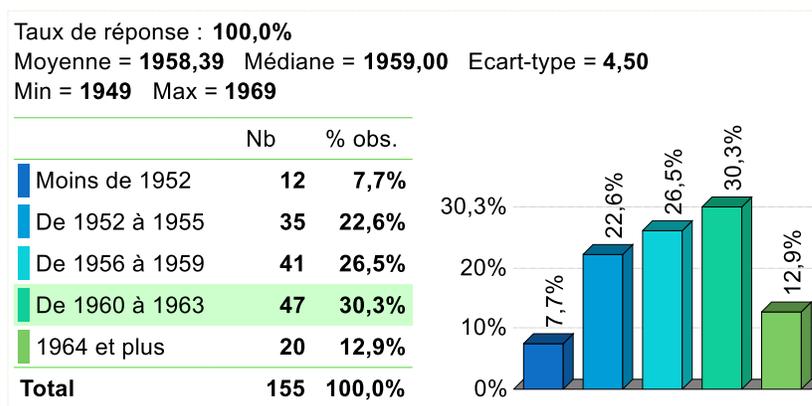
#### A.3.14 - Les installations sanitaires chez les grands-parents.



Le tableau et le graphique précédents montrent que la plupart des maisons contiennent des installations sanitaires dans les salles de bain et les cuisines, avec 63,2 % du total ; tandis que la proportion de logements qui en manquent est de 36,8 %, ce qui est relativement élevé, si nous considérons le rôle important de ces équipements dans la vie quotidienne. Ce pourcentage indique donc que de nombreux logements étaient très modestes au cours d'une certaine période historique, en raison de la pauvreté vécue par les Libyens.

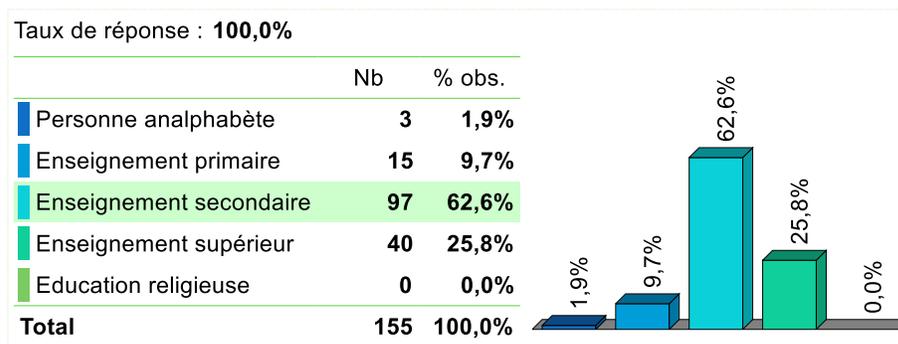
#### A. 4.1- Résultats bruts concernant de la deuxième génération (pères)

##### A. 4.1.1 - Date de naissance des pères.



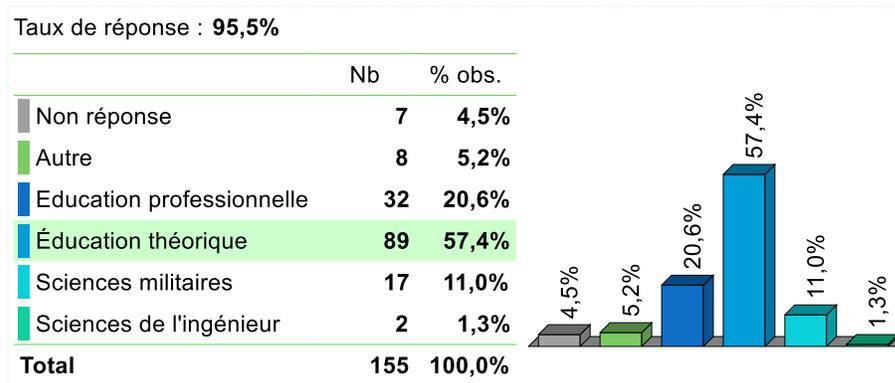
Le tableau et le graphique indiquent la moyenne d'âge des pères des personnes interrogées, Les dates de naissance sont concentrées de 1950 à l'année 1962 les, et le pourcentage le plus élevé correspond aux pères qui sont nés au cours la période de 1960 à 1963 il est de 30,8 %, tandis que le pourcentage le plus faible correspond à ceux qui sont nés avant 1952 de 7,7%. En utilisant les mesures centrales de tendance et de dispersion, nous avons trouvé la valeur moyenne qui correspond à l'année 1958,42 et comme elle est proche de la médiane de 1959, nous pouvons dire que la plupart des pères sont nés au cours de ces années indiquées (1950 à 1962), nous considérons que c'est le stade auquel les services de santé se sont améliorés, entraînant une baisse de mortalité.

#### A. 4.1.2 - Niveau d'éducation du père.

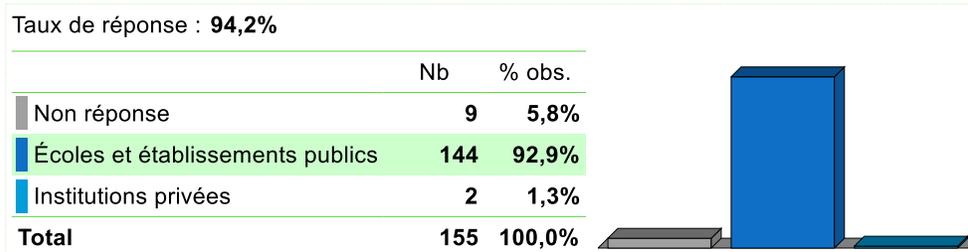


Le tableau et le graphique précédents indiquent que le niveau d'éducation des pères s'est amélioré significativement par rapport au niveau d'éducation des grands-parents. Ce changement essentiel coïncide avec la période d'amélioration économique et le développement territorial établissements d'enseignements primaire et secondaire dans toutes les régions. Nous notons à travers les statistiques que l'augmentation du pourcentage est représentée par les pères dont le niveau d'éducation était moyen : il atteint 62.6 %, tandis que le taux de ceux avec un niveau d'études supérieures est de 25 %. Cela signifie que la proportion des pères bien éduqués est considérablement élevé comparé à situation un pays qui a à peine acquis son indépendance en 1951, sachant que ces pères sont nés dans les années cinquante du siècle dernier ; et le taux des pères avec un niveau d'éducation primaire est le plus bas, il ne dépasse pas 9,7 % ; ce pourcentage est exceptionnel parce que l'éducation était devenue gratuite et accessible à tous à ce stade.

#### A.4.1.3 - Type d'éducation des pères.

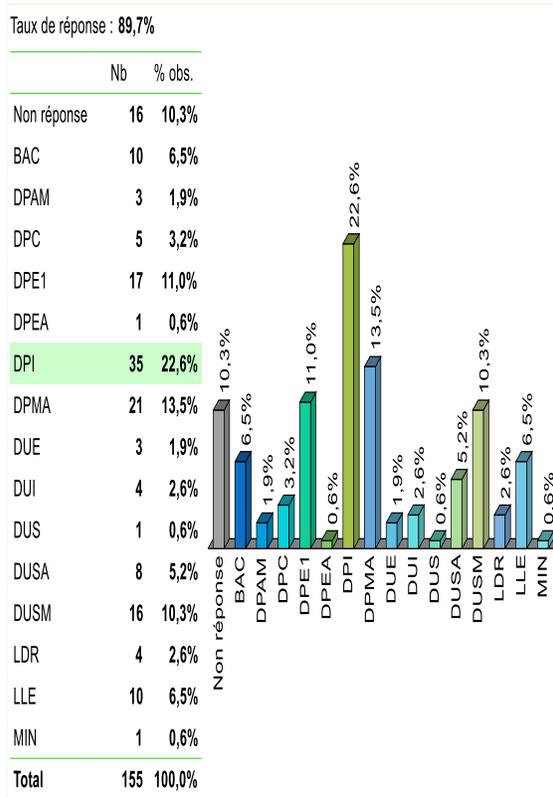


Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le type d'éducation reçue. Il est clair que le pourcentage le plus élevé pour les pères correspond à une éducation théorique : il atteint 57,4%. Il est suivi par ceux qui ont été éduqués avec une qualification professionnelle : 20,6 %. Puis viennent les pères qui ont étudié en sciences militaires, leur proportion est de 11 %. La plus basse proportion correspond aux sciences de l'ingénieur qui ne dépasse pas 1,03 %, tandis que 5,2 % des interrogés ne répondent pas parce que leurs pères ne sont pas qualifiés. Ces résultats indiquent que le type qui a prévalu est l'éducation théorique, peut-être que cela était dû aux besoins de la société libyenne à l'époque pour ce genre de l'éducation, notamment dans les secteurs de l'éducation et ceux de l'administration locale. L'éducation professionnelle a intéressé de nombreux jeunes apprentis, parce que le parcours éducatif professionnel était considéré comme court et aboutissant rapidement au marché du travail. Il faut tenir aussi compte des sciences militaires qui étaient convoitées par les pères, en raison du travail garanti dans le cadre de l'armée libyenne après l'obtention du diplôme.

**A. 4.1.5 - L'établissement éducatif du père.**

Il est clair à travers le tableau et le graphique précédents que la plupart des pères ont été scolarisés dans les écoles et les institutions gouvernementales, car leur proportion atteint 93,3 %, tandis que la proportion de pères qui ont eu accès aux écoles privées est très faible, il ne dépasse pas 1,3 %. Ce pourcentage indique que la plupart des pères étaient éduqués par le biais des institutions officielles gouvernementales. L'État s'occupait de l'éducation publique, tandis que l'enseignement privé n'existait pratiquement pas au cours de cette période.

### A. 4.1.6 - Type de qualification de pères.

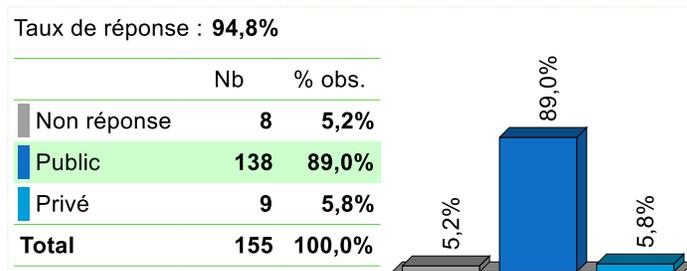


Code	Type de qualification
BAC	Baccalauréat
DPMA	Diplôme profession d'assistant médicale
DPC	Diplôme professionnel en commerce
DPE1	Diplôme profession d'enseignement
DPE	Diplôme professionnel en économie
DPI	Diplôme professionnel en industrie
DPMA	Diplôme professionnel de management des affaires
DUE	Diplôme universitaire en économie
DUI	Diplôme universitaire d'ingénieur
DUS	Diplôme universitaire science de vie
DUSA	Diplôme universitaire science d'agronomique
DUSM	Diplôme universitaire sciences militaires
LDR	Licence de droit
LLE	Licence de lettres et éducation
MIN	Master en informatique

Le tableau et le graphique montrent qu'il existe une grande diversité au niveau du type de qualification scientifique des pères, et cela prouve que des parcours pédagogiques se sont multipliés au cours de la période post-indépendance, surtout après que l'État a dévolu une grande partie du budget public au secteur de l'éducation. Il convient de noter que le pourcentage le plus élevé concerne les pères titulaires d'un DPI, avec 22,6 %, et que la proportion des pères ayant obtenu un DPMA est de 13,5%. Puis on remarque que 11 % du total des pères ont un DPE1, et ceux qui ont obtenu un DUSM leur proportion 10,3%. Le taux de 6,5 % correspond aux pères qui ont seulement effectué le baccalauréat ; et la même proportion à ceux qui ont réalisé le LLE. Enfin, 5,2 % des pères ont effectué un DUSA. Le reste des proportions est homogène et convergent, représentant la plupart des autres spécialités, comme indiqué dans le tableau. On peut dire que cette

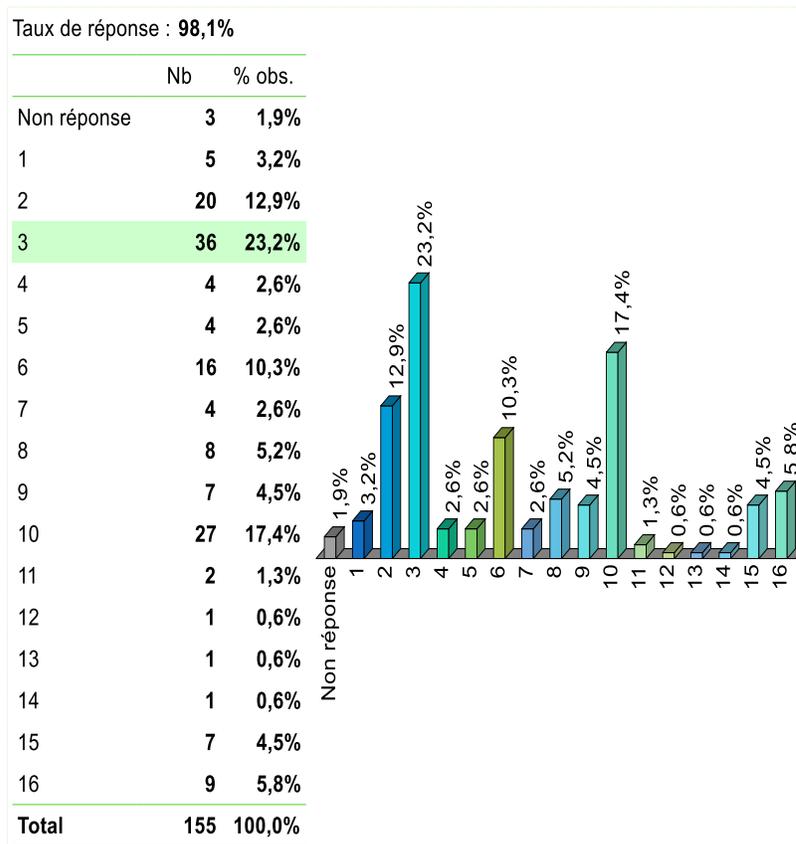
diversité de trajectoires scientifiques a permis d'atteindre la diversité dans la construction professionnelle, quelles que soient la situation géographique ou la densité de population.

#### A. 4.1.7 - Secteurs de travail des pères.



Comme nous l'observons dans le tableau et le graphique ci-dessus, la majorité des pères ont intégré le secteur public, et la proportion atteint 89 %. Cette valeur est énorme par rapport au taux des pères recrutés dans le secteur privé, qui ne dépasse pas 5,8 %. Ceci indique que le secteur public a le plus intéressé les citoyens, parce qu'il accorde un poste stable, qui n'est pas soumis aux changements du marché du travail ; de plus, l'État s'est engagé à employer tous les diplômés de l'époque, à la fois parce qu'il y avait besoin de leurs services dans le secteur public, mais aussi dans le but de réduire le taux chômage.

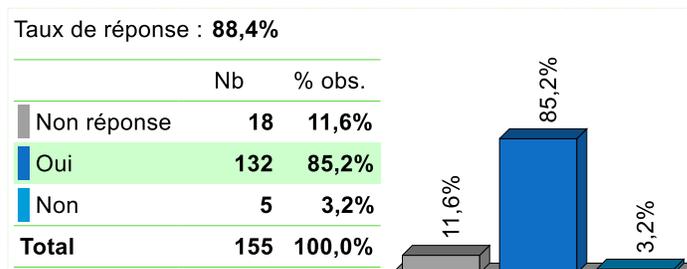
### A. 4.1.8 - Professions de pères.



On remarque à travers le tableau et le graphique ci-dessus qu'il existe une diversité professionnelle significative, qui varie entre les parcours administratifs et professionnels. Nous pouvons remarquer que le pourcentage le plus élevé de pères est concentré dans les professions administratives, il atteint 23,2 %. Il est suivi par le pourcentage de formateurs dans les instituts de formation professionnelle qui s'élève à 17,4 %, auquel s'ajoute la concentration de certains pères dans la profession enseignante, éducation primaire ou secondaire, qui correspond à 12,9%. Pour les pères travaillant dans les forces armées, le taux atteint 10,3 %, ce qui représente un pourcentage assez élevé. La proportion d'experts agricoles était 5,2 %, tandis que le taux ne dépasse pas 4,5 % pour les comptables. Comme les emplois des pères sont concentrés dans ces filières

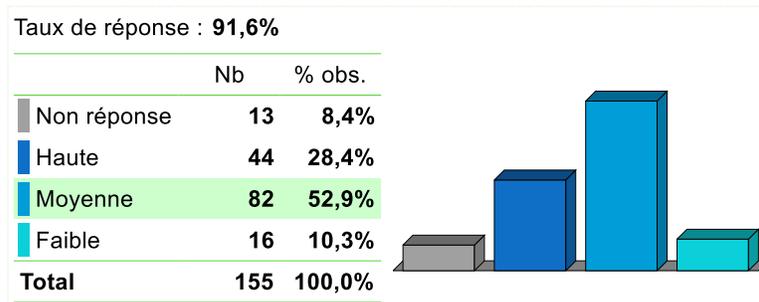
professionnelles en raison des besoins du marché du travail libyen, notamment dans le secteur public, les autres professions ne dépassent pas quasiment entre 1 % à 4 %. Les professions de haut niveau comme les avocats et les professions juridiques n'excèdent pas 2,5 % au total, et les professeurs universitaires sont moins de 0,6 %. En ce qui concerne le reste des proportions, on trouve une faible proportion pour les professions qui ne nécessitent pas une qualification scientifique élevée, comme les chauffeurs, les mécaniciens automobiles, et les gardiens dans les institutions : ces trois catégories professionnelles ne dépassent pas au total 13 %, ce qui correspond à un petit pourcentage par rapport à la taille de l'échantillon total. En fait, ces pourcentages confirment qu'il existe une grande différence entre les professions de la première génération mentionnées dans les données de grands-parents avec celles de la deuxième génération, ce qui indique que le type de profession peut changer dans un court laps de temps, ce fait peut-être est expliqué par les théories du changement social, du traditionnel au moderne.

#### A. 4.1.9 - Promotion professionnelle des pères.

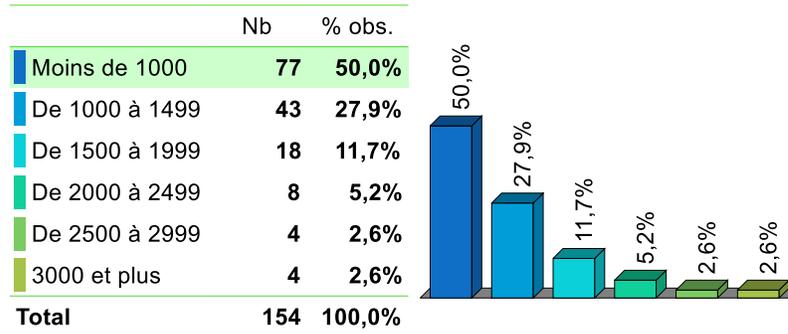


On remarque que la proportion de réponses à cette question est de 88,4 %, alors que 11,6 % n'ont pas répondu à la question. Le tableau montre que la grande majorité des pères ont obtenu des promotions professionnelles, ce qui représente un pourcentage élevé de 85,2 %, et ce qui signifie vraisemblablement que les pères qui occupent un emploi gouvernemental sont logiquement susceptibles d'avoir des promotions professionnelles. Mais certains titulaires des emplois ne bénéficient ni de promotion professionnelle ni de récompense financière, particulièrement ceux qui travaillent pour eux-mêmes ou dans le secteur privé : ils ne dépassent pas 3,2 % ; ils ne sont pas soumis aux lois et réglementations administratives telles que les lois de promotion administrative ou professionnelle.

#### A. 4.1.10 - Statut professionnel des pères.

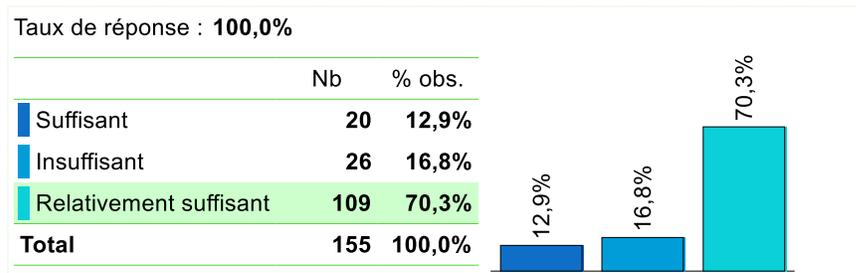


Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le statut professionnel des pères sur l'échelle professionnelle : le pourcentage le plus élevé des pères ont un statut moyen : il atteint 52,9 %, c'est-à-dire plus de la moitié de l'échantillon. Il est suivi du pourcentage des pères occupant des postes supérieurs, qui atteint 28,4 %. Enfin, la proportion des pères qui se situent en bas de l'échelle professionnelle n'excède pas 10,3 %. Nous estimons que ces pourcentages forment un indicateur très important : la construction professionnelle est une structure verticale dans laquelle les fonctions sont classées du plus bas au plus élevé, ce qui donne un bon indicateur du niveau de concurrence quand nous constatons que les postes hauts placés ne sont pas disponibles pour tout le monde dans une hiérarchie professionnelle caractérisée par ses complexités au niveau administratif. Nous pouvons en conclure qu'il y a une divergence des statuts dans la construction professionnelle libyenne ; on peut donc dire que la hiérarchie administrative, et la division des tâches sont pratiquement des enjeux reconnus dans la construction professionnelle en Libye.

**A. 4.1.11 - Revenus de pères.**Taux de réponse : **100,0%**Moyenne = **1186,66** Médiane = **990,00** Ecart-type = **523,71**Min = **560** Max = **3500**

Le tableau et le graphique précédents montrent le revenu mensuel des pères, et nous constatons que la moitié des pères reçoivent un salaire mensuel inférieur à 1000 DL, cela correspond à 50 % de la totalité de l'échantillon. Les pères qui reçoivent plus de 1000 et moins de 1499 DL sont 27,9 %. Le troisième groupe, avec un salaire compris entre 1500 et 1999 DL, atteint 11 %. Ceux qui reçoivent de 2000 à 2499 atteignent 5,2 %, tandis que ceux qui gagnent un revenu mensuel allant de 2500 à 2999 DL ne dépassent pas un total de 2,6 %, et la même valeur correspond à ceux dont le revenu dépasse 3000 DL. En utilisant les mesures centrales et de dispersion, la valeur moyenne de revenu est 1186 DL, ce qui est proche de la médiane, 990 DL, avec un faible écart-type a été diminuée de 523 DL, c'est-à-dire que ces données sont distribuées sous la forme égale (moyenne), et que les pères touchent quasiment le même salaire à cause de la similitude au niveau des professions.

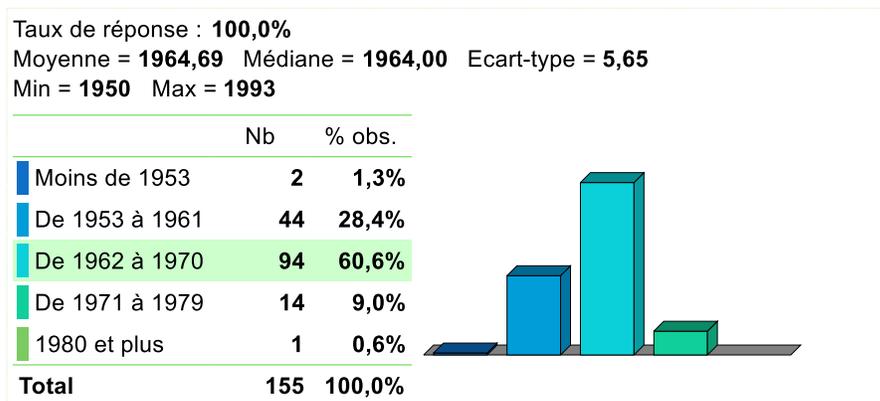
#### A. 4.1.12 - Suffisance des revenus.



Il apparaît évident à partir du tableau et du graphique précédent que la plupart des enfants ont répondu que le revenu de leurs pères était relativement suffisant dans une certaine mesure, avec un pourcentage de 70,3 % des membres de l'échantillon total. Ce pourcentage reflète le caractère adéquat du revenu pour les produits de base (alimentation et boissons, électricité, etc.) et les produits accessoires comme les voyages ou les loisirs ne sont pas inclus dans cette mesure. Les enfants qui ont répondu que le revenu n'était pas suffisant forment 16,8 % du total, ce qui correspond peut-être à la proportion des familles avec 7 membres et au-delà, où cette représente a priori les pères de faible revenu. Ensuite, les personnes qui ont répondu que le revenu du père était suffisant correspondent au taux le plus bas, qui ne dépasse pas 12,9 %. Nous savons que depuis la hausse des prix suivant le changement politique qui s'est produit en 2011, la plupart des revenus ne suffisent plus à beaucoup de familles, qui souffrent quotidiennement de conditions de vie difficiles, mais les caractéristiques et les coutumes sociales de la société libyenne empêchent les personnes de révéler leurs difficultés financières, sauf dans des cas exceptionnels. Pour cette raison, nous estimons que la première proportion (70,1 %) manque de crédibilité.

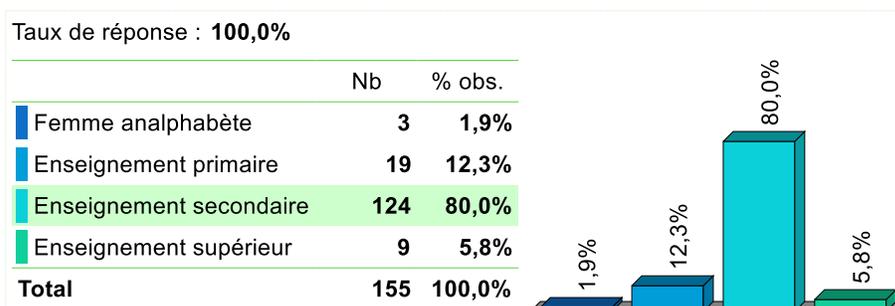
## A. 4.2. Résultats bruts concernant de la deuxième génération (mères)

### A. 4.2.1- Date de naissance des mères.



Le tableau et le graphique précédents montrent la date de naissance de la mère, et l'on constate qu'environ la moitié des mères sont nées entre les années 1962 et 1970, avec un pourcentage de 60,6%. La deuxième catégorie d'âge concerne les mères nées entre 1953 et 1961, qui correspond à 28,4 %. On peut dire que ces âges coïncident avec la période d'ouverture économique et de progression de l'éducation, qui a eu lieu au début des années 1980 ; et cette situation s'est reflétée dans les conditions éducatives et sanitaires. Le reste des proportions n'était pas représentatif, une partie considérable de l'échantillon n'a pas donné de signification statistique.

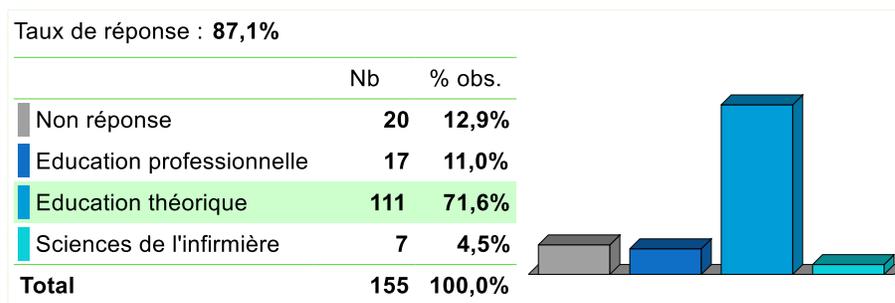
### A. 4.2.2- Niveau d'éducation des mères.



Nous constatons avec le tableau et le graphique ci-dessus qu'un grand pourcentage est concentré dans l'enseignement secondaire. En fait, ce niveau a prévalu pendant la période d'ouverture économique que le pays a connue durant une période précise, en

réalité, ce niveau a été accordé par deux parcours éducatifs : le premier est l'éducation secondaire professionnelle équivalant à l'éducation secondaire générale, qui dure 3 années ; ou le deuxième niveau est Bac +2, qui dure au total 5 années. Ce niveau comprenait un certain nombre de disciplines requises par le marché du travail au cours de cette période : on formait pour les instituts d'enseignants, les instituts de santé et les instituts de gestion ; l'État avait pris la responsabilité de la réinstallation de ces instituts dans toutes les régions, quelle que soit la densité de population. Ainsi, le pourcentage de mères ayant effectué le niveau d'éducation secondaire, quelle que soit leur spécialisation, a atteint 80,5 %. Suit le pourcentage de mères dont le niveau correspond à l'éducation primaire, qui est de 12,3 %, puis le pourcentage de mères ayant fait des études supérieures, qui est de 5,8 %. Au final, nous observons une diminution de l'analphabétisme parmi les mères, avec le pourcentage le plus faible, qui n'atteint que 1,9 %. Ces chiffres indiquent que la démocratisation de l'enseignement a joué un rôle dans la scolarité des filles, notamment après l'indépendance, ce qui prouve que la société libyenne a adopté l'éducation des femmes, afin de les intégrer au marché du travail parallèlement aux hommes.

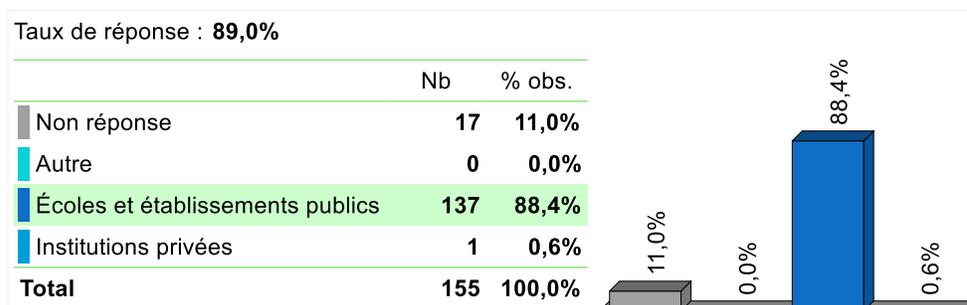
#### A. 4.2.3 - Type d'éducation des mères.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le type d'éducation des mères, nous constatons que la grande proportion est principalement représentée dans l'éducation théorique, avec 71,6 %. On pourrait interpréter cette proportion par la nature de ces disciplines, qui s'accorde plus dans une grande mesure avec les caractéristiques physiques des femmes, ainsi la plupart des femmes libyennes préfèrent ce type parce qu'il ne nécessite pas la présence quotidienne aux laboratoires ou ateliers. Puis vient la proportion des femmes qui ont obtenu une qualification en éducation professionnelle, qui est de

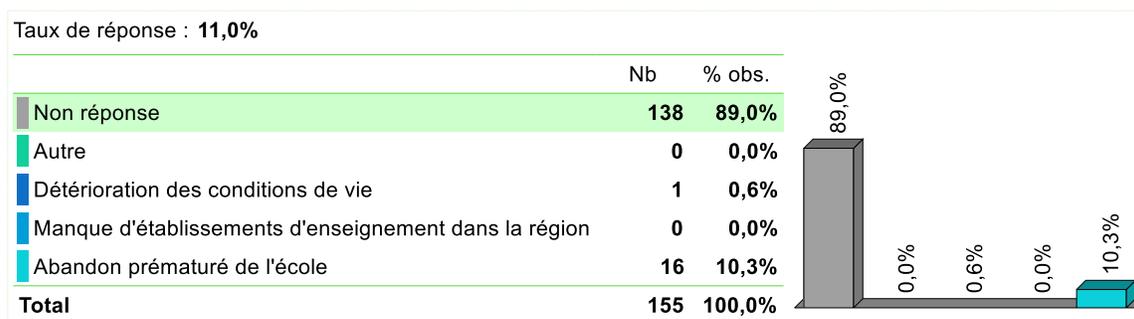
11 %. Cela signifie qu'il y a un grand écart entre les deux catégories. Ensuite, le pourcentage de 4,5 % correspond à celles qualifiées en tant qu'infirmières. Il est notable que 12,9 % n'aient pas répondu parce que leurs mères ont fait des formations pluridisciplinaires.

#### A. 4.2.4 - Les établissements éducatifs des mères.



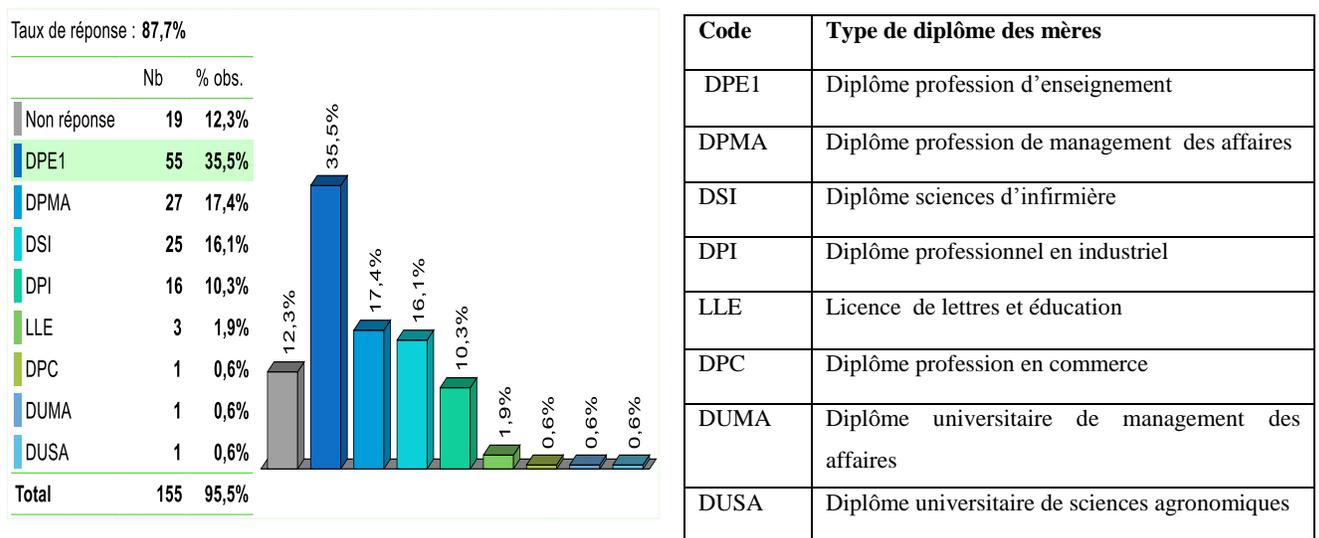
Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent les types d'institutions éducatives dans lesquelles les mères ont étudié. Nous remarquons que la majorité des mères étaient inscrites dans des écoles et établissements publics, avec un pourcentage de 88,4%, tandis que la proportion de mères ayant effectué leurs études dans des institutions privées est très faible et ne dépasse pas 0,6 %. C'est-à-dire que les institutions éducatives ayant prévalu à l'époque étaient publiques, car l'attention du gouvernement était portée sur le développement des institutions éducatives de manière horizontale dans toutes les régions. En revanche, les établissements éducatifs privés n'étaient pas fondés à cette époque, parce que la qualité d'éducation dans le secteur public était très forte.

#### A. 4.2.5 - Raisons du manque d'éducation des mères.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent les raisons qui ont empêché les mères d'aller à l'école et pourquoi elles n'ont pas atteint un niveau d'éducation élevé ; le taux de réponse a été très faible, car la majorité des mères sont déjà diplômées ; en fait, les interrogées qui ont répondu ne représentent pas au total 11 %. Parmi les raisons du manque d'éducation, les interrogés ont surtout déclaré que leurs mères avaient quitté l'école à un âge précoce, pour un pourcentage de 10,3 %, et que les mères souffraient de conditions économiques difficiles pour 0,6 %. Cela peut indiquer qu'il y avait des conditions favorables pour accéder à l'école, et que l'obtention des diplômes était disponible pour tous, hormis les jeunes filles qui en ont été empêchées par des conditions exceptionnelles.

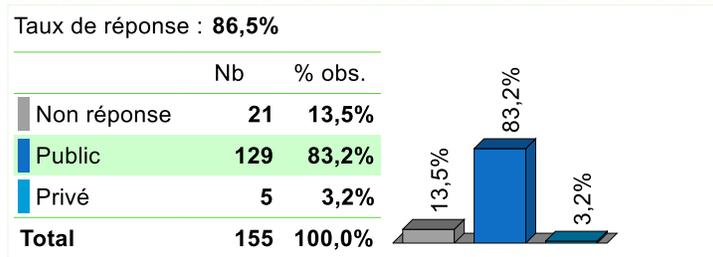
#### A.4.2.6 - Diplômes des mères.



Le tableau et le graphique ci-dessous montrent le type de diplôme des mères ; le taux de réponse à cette question est de 87,7 % du total de l'échantillon. On remarque que la proportion la plus élevée correspond aux mères titulaires du DPE1, qui atteint 35,5 % , ce diplôme leur permettait d'intégrer le secteur de l'éducation, nous l'expliquerons ultérieurement dans une statistique concernant le type des fonctions. Suit le pourcentage des femmes titulaires du DPMA, qui est de 17,4 % ; ce diplôme donne la possibilité d'être recruté dans le secteur administratif. Ensuite, une proportion de 16,1 % correspond aux diplômées du DSI ; ce diplôme concerne le secteur de la santé, particulièrement les

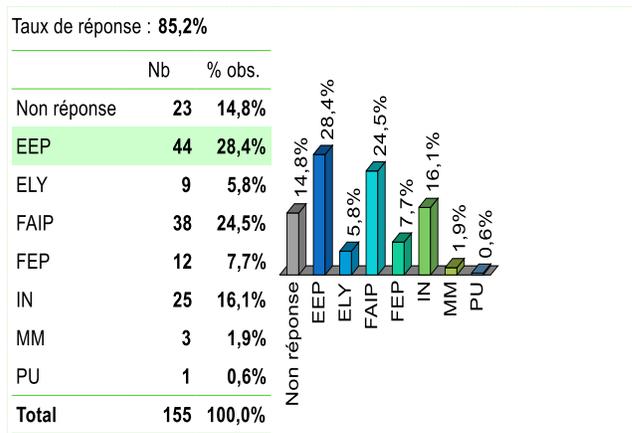
assistants médicaux, tels que les infirmières. Le dernier pourcentage, 10,3 %, correspond aux titulaires du DPI. Le reste des diplômés ne représentent pas des pourcentages élevés et ne dépassent pas 1,9 % du total.

#### A.4.2.7 - Secteurs du travail des mères.



Le tableau et le graphique montrent le secteur de travail des mères, et le taux de réponse à cette question correspond à 86,5% du total de l'échantillon. Nous observons que la plupart des mères travaillent dans le secteur public, la proportion atteint 83,2 % du total, tandis que le pourcentage des mères qui ont intégré le secteur privé est très faible par rapport à leurs homologues du secteur public et ne dépasse pas 3,2 %. Cette proportion s'explique par la vitalité et l'activité du secteur public d'alors, qui absorbait la main-d'œuvre. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà mentionné, le travail dans le secteur public était souhaité par les citoyens, compte tenu des avantages de celui-ci, comme la retraite par exemple, pour laquelle le fonctionnaire réserve une partie de son salaire, alors que cet avantage n'existe pas dans le secteur privé.

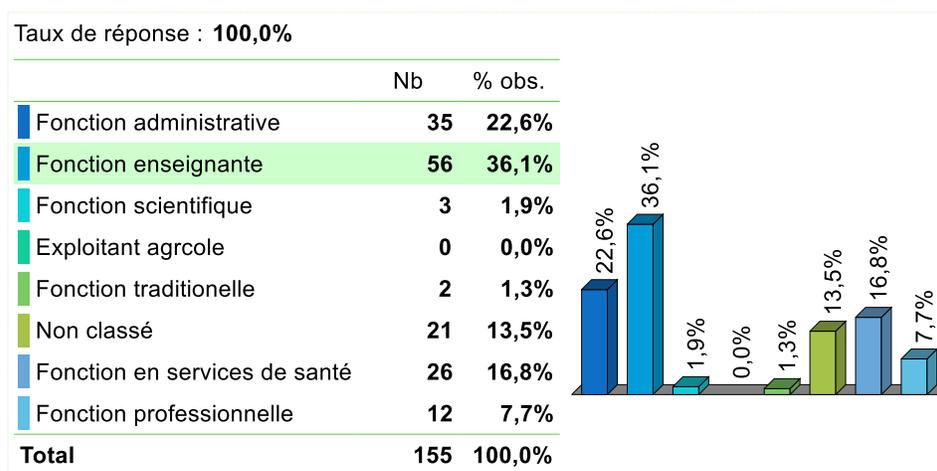
#### A.4.2.8 - Intitulés des professions des mères.



Code	Type de professions des mères.
EEP	Enseignante dans école primaire
FAIP	Fonctionnaire administratif en institution publique
IN	Infirmière
FEP	Formatrice dans l'enseignement professionnel
ELY	Enseignante au lycée
MM	Maîtresse de maternelle
PU	Professeur universitaire

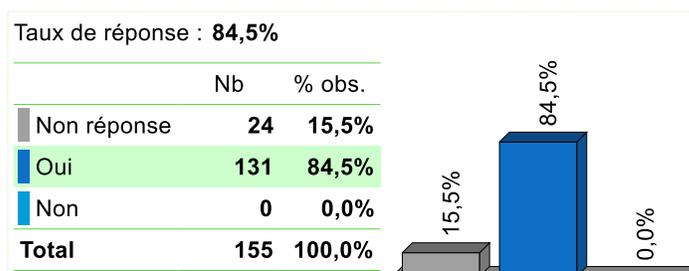
Dans le tableau et le graphique précédents, le pourcentage de mères enseignantes en éducation primaire (EEP) est le plus élevé, avec 28,4 %, alors que la proportion des mères qui sont fonctionnaires administratifs dans une institution publique (FAIP) est de 24,5 %. Puis vient le pourcentage de mères qui travaillent comme infirmières (INF), qui est de 16,1 %. Ensuite vient la proportion des femmes qui sont formatrices dans l'éducation professionnelle (FEP), qui est de 7,7 %. Le pourcentage des ELY n'excède pas 5,8 %, alors que le pourcentage des MDM ne dépasse pas 1,9 %. Pour finir, la proportion des PUN est le plus faible, avec 0,6 %. Ces chiffres prouvent qu'il y a une diversité dans la construction professionnelle pour les femmes, mais n'a pas la même signification que la diversité dans les sociétés occidentales, cela est dû à notre avis à un retour aux valeurs culturelles de la société libyenne, particulièrement celles de la communauté rurale, qui motivent les femmes à intégrer des secteurs convenant à leurs capacités physiques, et aussi pour profiter de temps libre, parce que ces postes ne sont pas à temps plein.

#### A.4.2.9 - Type de profession de mère.



Le tableau et le graphique précédents montrent la classification des fonctions des mères, en termes de catégorisation professionnelle dans les types de professions de l'État ; le pourcentage de réponses était de 100 %. On a constaté que la proportion de la profession enseignante est de 36,1 %, suivie de 22,6 % pour les professions administratives, puis de 16,8 % pour le pourcentage des professions de santé. Alors que les fonctions techniques n'excédaient pas 7,7 %, et les fonctions scientifiques étaient peu représentées, avec 1,9 %, tandis que les fonctions traditionnelles ne dépassaient pas 1,3 %. De plus, on trouve une proportion de 13,5 % de non classées : cette catégorie comprend souvent les femmes au foyer. À travers ces chiffres, il apparaît que les fonctions d'enseignants sont les plus souhaitables pour les femmes, comme nous l'avons déjà indiqué.

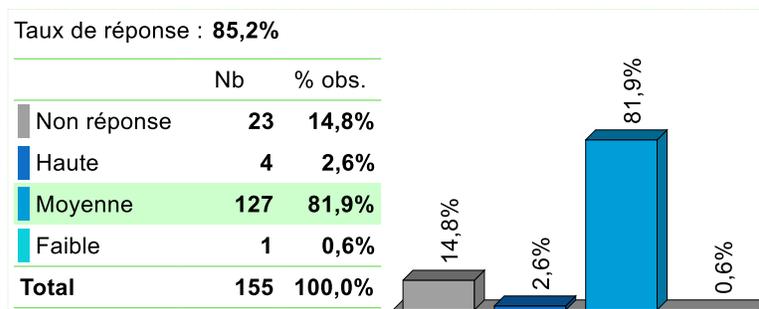
#### A.4.2.10 - Promotion professionnelle des mères.



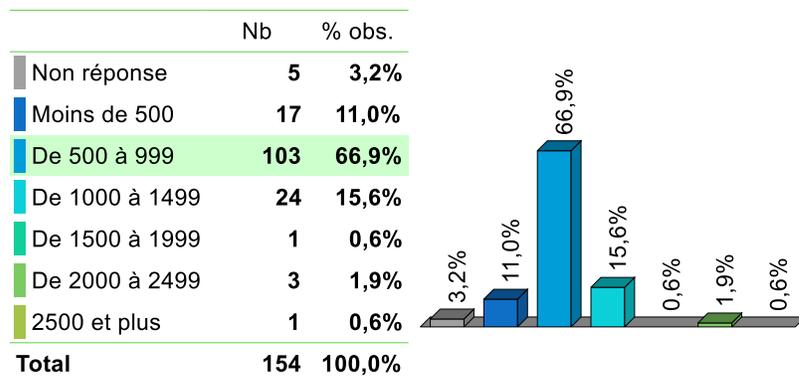
Le tableau et le graphique précédents montrent le pourcentage des mères ayant obtenu une promotion professionnelle, le taux de réponse à cette question a été de 84,5%

sur la totalité de l'échantillon. Il est notable que tous les interrogés aient répondu que leurs mères avaient obtenu une promotion professionnelle, ce qui fait que le taux atteint 84,5 %. En fait, tous les employés du secteur public devaient recevoir automatiquement un sur classement, ceci deux manières : soit l'accumulation d'expérience professionnelle ou une promotion professionnelle exceptionnelle par l'obtention d'un diplôme supplémentaire. En fait, selon de loi du travail libyenne, L'employé a le droit de bénéficier d'une promotion professionnelle tous les quatre ans, à condition qu'il reçoive un rapport honorable sur ses performances au cours des dernières années.

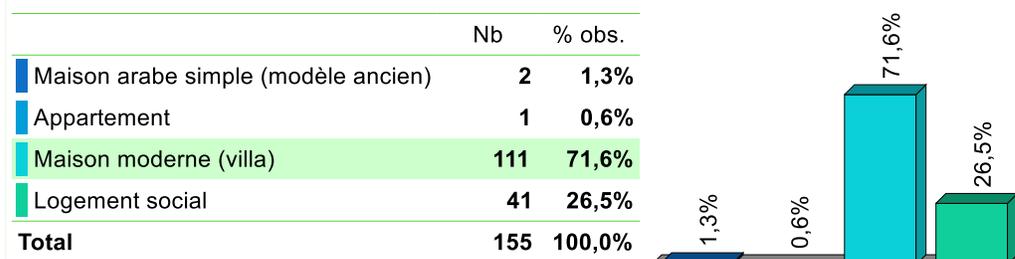
#### A.4.2.11 - Statut professionnel des mères.



Le tableau et le graphique précédents montrent la position de la mère sur l'échelle de carrière ; la proportion des réponses correspond 85,2 % de l'échantillon total. Il s'est avéré que la proportion la plus élevée de mères occupent une position moyenne selon l'opinion de leurs enfants, pour un pourcentage de 81,9 %, suit la proportion des mères qui occupent une place supérieure : un faible pourcentage qui ne dépasse pas 2,6 % du nombre total de répondants, et enfin la proportion de mères occupant une place basse qui est la plus faible et qui ne dépasse pas 0,6 %. Cela indique que les emplois créés dans le secteur public sont soumis à la hiérarchie administrative et professionnelle : nous estimons qu'il existe une corrélation entre le degré de niveau scientifique et le statut professionnel, parce que la plupart des mères ont reçu un niveau d'éducation secondaire, il en résulte que la plupart des mères ont un statut professionnel moyen.

**A.4.2.12 - Revenu de mères.**Taux de réponse : **96,8%**Moyenne = **830,74** Médiane = **850,00** Ecart-type = **403,48**Min = **0** Max = **3000**

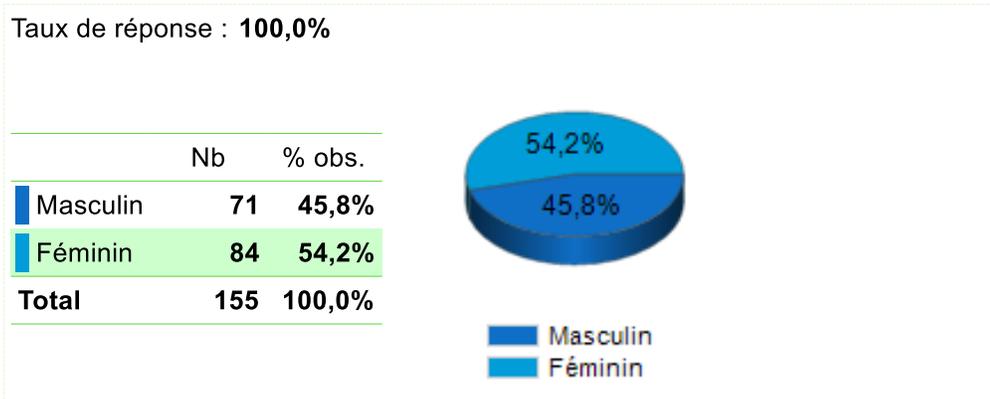
Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le revenu moyen des mères ; avec un taux de réponse de 96,8 % pour le total de l'échantillon. Le pourcentage le plus élevé correspond aux mères au revenu se situant entre 500 et 999 DL, qui atteint 66,9 %. Suit la catégorie des mères qui reçoivent mensuellement de 1000 à 1499 DL, qui atteint 15,6 %. Puis vient la catégorie des mères qui touchent un revenu inférieur à 500 DL, 11,0 %, alors que le reste correspond à celles qui gagnent un salaire mensuel de 1500 et plus, il est très faible et ne dépasse pas un total de 3,1 % ; peut-être que cette minorité correspond aux titulaires des professions supérieures. En utilisant les mesures de tendance centrale, la valeur moyenne est 830,74 DL et la valeur médiane est 850 DL, tandis que la valeur d'écart type 403,48 DL ; ce qui signifie que la plupart des mères touchent de 500 à 999 DL, ce qui indique une répartition équitable des salaires.

**A.4.2.12 - Types de logements des parents.**Taux de réponse : **100,0%**

Le tableau et le graphique précédents montrent le type d'hébergement pour les deux parents ; tous les interrogés ont répondu à cette question. Le pourcentage d'enfants ayant répondu que leurs parents vivaient dans un logement moderne est le plus élevé, il atteint 71,6 %, suivi de la proportion de ceux qui ont dit que leurs parents vivaient dans des logements sociaux, elle est de 26,5 %, tandis que pour ceux qui vivent dans un logement ordinaire, elle ne dépasse pas 1,3 %, et ceux qui vivent dans des appartements ne représentent que 0,6 % du total des parents. En fait, ce résultat s'explique par le développement des conditions de vie de la deuxième génération par rapport à la première, et cet indicateur reflète peut-être l'état de développement vécu par le citoyen grâce aux revenus de l'État. Il est bien connu que l'État libyen a accordé aux citoyens des prêts au logement via des banques spécialisées, en particulier dans les régions rurales encore en développement, en plus des logements sociaux, qui se sont répandus dans tous les villages et villes de la Libye sur une période de temps spécifique.

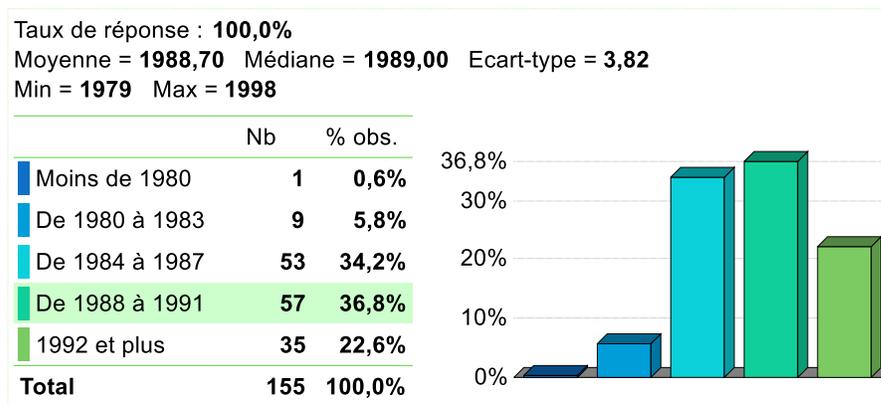
#### A. 5. Résultats bruts concernant de sondés ( la troisième génération)

##### A .5.1 - Sexe des personnes interrogées.



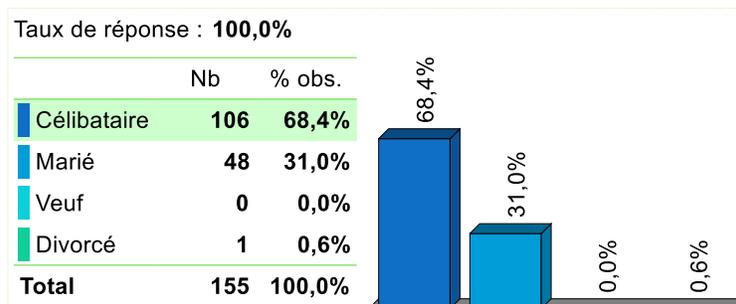
Le tableau et le graphique précédents indiquent le sexe des répondants, où la proportion de femmes est supérieure à celle des hommes : elle atteint 54,2 % de la totalité de l'échantillon ; tandis que celle des hommes est de 45,8 %. En sachant que l'échantillon était aléatoire, cela peut indiquer que les filles diplômées ou les filles qui sont encore en cours d'études sont plus nombreuses que les garçons. Il est d'ailleurs aussi possible que les femmes soient plus patientes que les hommes pour répondre aux questions.

### A .5.2 - La moyenne d'âge pour les personnes interrogées.



Le tableau et le graphique précédents montrent l'âge moyen des répondants : tous ont donné leur date de naissance, la plus forte proportion des interrogées correspond à ceux qui sont nés entre 1988 et 1991, elle atteint 36,8 %. Suivent ceux sont nés en 1984 à 1987 représentent 34,2 %. Tandis que ceux qui sont nés 1992 atteignent 22,6 %, puis la proportion des enquêtés nés entre 1980 et 1983 représente 5,8%, et enfin la plus faible proportion de répondants sont nés 1980, elle ne dépasse pas 0,6%. En utilisant les mesures de tendance centrale, nous trouvons la valeur moyenne de 1988,7 et la valeur médiane de 1989, tandis que l'écart-type est de 3,82. En conséquence, la plupart des âges sont concentrés entre les deux années mentionnées, en sachant que l'échantillon était aléatoire, comme nous l'avons déjà indiqué.

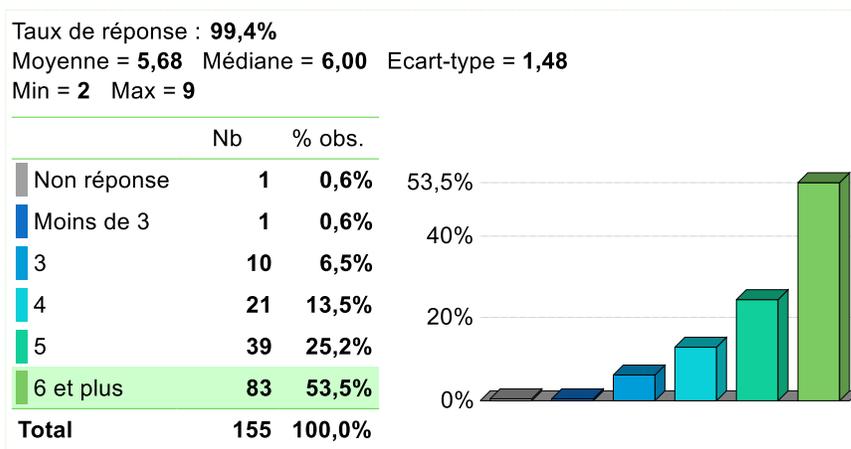
### A .5.3 - La situation matrimoniale.



Le tableau et le graphique montrent l'état matrimonial ; le pourcentage des réponses correspond à 100 %. Nous remarquons que les célibataires sont plus nombreux

avec une proportion de 68,4 % contre 31,2 % pour les interrogés mariés. La proportion la plus basse correspond aux divorcés avec 0,6 %, ce qui est très bas. Il faut se référer au fait très important, selon certaines études sociales, concernant la société libyenne, qui montre que l'âge de mariage pour les jeunes est probablement la troisième décennie pour les garçons comme les filles : l'âge tardif du célibat est dû à notre avis à la situation économique difficile que connaît le pays, qui empêche d'avoir un logement adéquat et des conditions de vie décentes. Surtout que la jeunesse libyenne est pleinement convaincue de la nécessité d'être totalement indépendante de leurs parents.

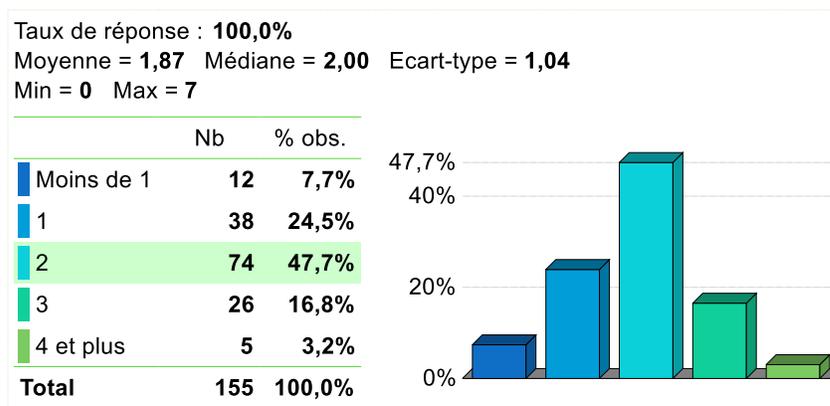
#### A .5.4 - Totalité des frères et sœurs.



Le tableau et le graphique précédents indiquent le nombre de frères et sœurs du répondant. On remarque que le pourcentage plus élevé correspond aux personnes qui ont plus de six frères et sœurs, qui représentent 53,5 %. Le reste des proportions se distribue entre les personnes qui ont de 3 à 5 frères et sœurs, et le taux le plus bas pour correspond aux interrogés qui ont moins de trois frères, qui n'excède pas 0,6 %. Et en utilisant des mesures de tendance centrale pour les membres de l'échantillon, on a trouvé une valeur moyenne approchant 6, une valeur médiane de 6, avec un écart-type est de 1,46. Cela démontre que la famille nombreuse a prévalu au cours d'une phase précise, à notre avis cela est probablement dû à deux raisons : la première, c'est que les valeurs culturelles et religieuses dominantes ne permettent pas de planning familial ; et la deuxième, c'est que les conditions économiques étaient propices à la reproduction familiale.

**A .5.5 - Les demi-frères et sœurs.**

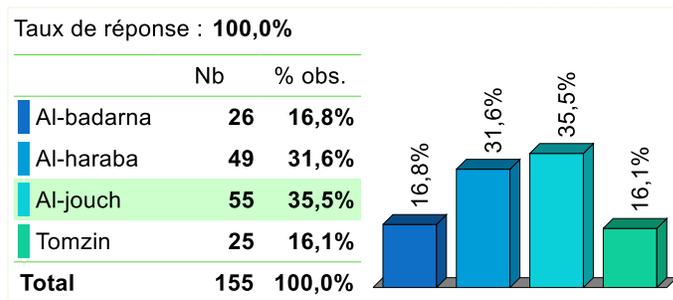
Le tableau et le graphique ci-dessus montrent si le répondant a des demi-frères ou non, on remarque que la majorité n'a pas de demi-frères, avec un pourcentage qui atteint de 97,4 %, alors que le pourcentage des personnes enquêtées qui ont des demi-frères n'excède pas 2,6 %. Cela indique que la polygamie n'est pas tentante dans la société libyenne, en raison de la complexité des lois, qui nécessitent l'approbation de la première épouse, ou la nécessité de fournir un logement indépendant à la seconde épouse par exemple.

**A .5.6 - Les frères ou sœurs diplômés de l'Université.**

Le tableau et le graphique montrent le nombre de frères et sœurs avec des qualifications universitaires, nous avons noté que le pourcentage le plus élevé est celui des frères qui ont au moins deux frères ou sœurs diplômés, il atteint 47,7%, ensuite vient la proportion de ceux qui ont au moins un frère ou une sœur diplômé, qui est de 24,5 %, tandis que le reste des pourcentages a été réparti parmi ceux qui ont plus de trois frères et sœurs titulaires d'un diplôme universitaire, mais ils ne sont pas représentés par la majorité. Au final, ceux qui n'ont aucun frère ou sœur de qualifié forment un faible pourcentage, qui ne dépasse pas 7,7 %. En utilisant les mesures de tendance centrale de

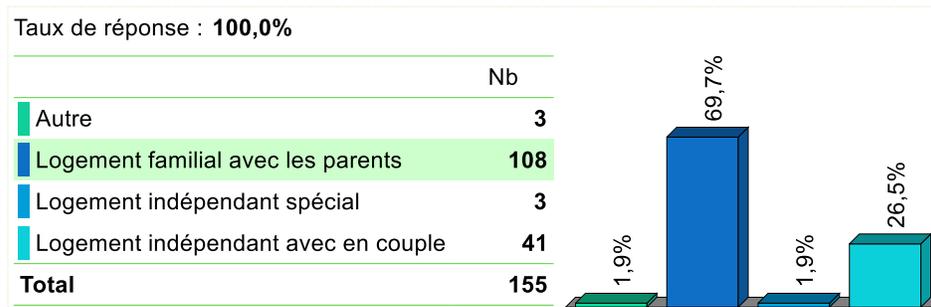
l'échantillon, la valeur moyenne est proche de 2, et la valeur médiane de 2, tandis que la valeur d'écart-type est de 1,05 %. Le résultat est que la plupart des personnes enquêtées ont un frère ou une sœur au moins de qualifié académiquement, ce qui peut s'expliquer par les mesures prises par l'État pour l'expansion horizontale des établissements d'enseignement supérieur dans la zone d'étude.

#### A .5.7 - Le lieu de séjour des personnes interrogées.



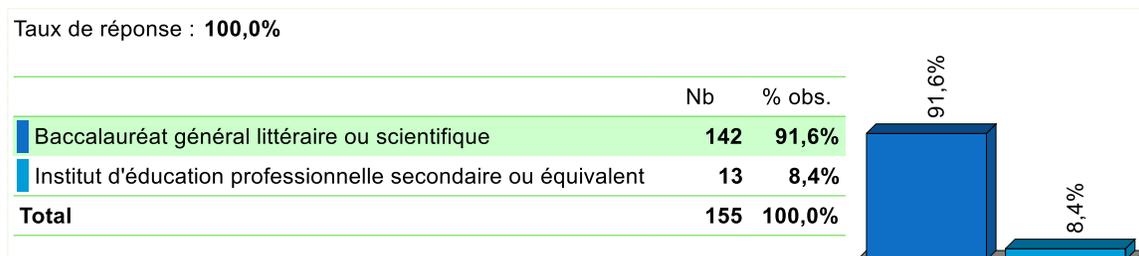
Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent les lieux de résidence des personnes enquêtées : il est clair que le pourcentage le plus élevé des répondants correspond à la région d'Al-Jouch, il atteint 35,5 %. Suivi par le pourcentage de ceux qui vivent dans la région d'Al-Haraba, qui est de 31,6 %. Et puis ceux qui vivent dans les régions d'Al-Badarne, qui atteignent 16,8 % du total. Enfin, la plus faible proportion des enquêtés correspond à ceux qui vivent dans la région de Tomzin 16 ,1%. Ainsi, on peut dire que toutes les villes constituantes de la municipalité d'Al-haraba étaient représentées dans l'échantillon, Bien que nous ayons essayé de mettre en place un échantillon égal dans toutes les régions, nous avons trouvé des variations dans les pourcentages. Cela pourrait être dû au taux de perte de réponses dans chaque région.

### A .5.8 - Types des logements actuels des personnes interrogées.



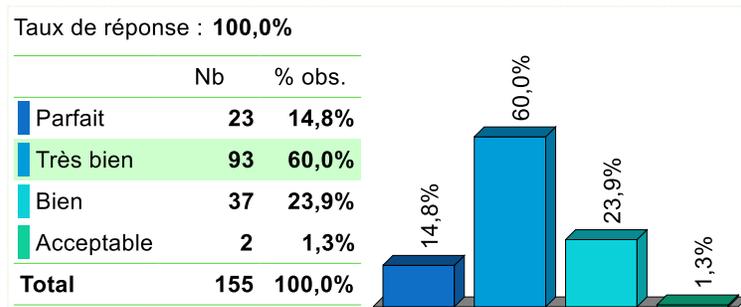
Le tableau et le graphique montrent le logement du répondant, on remarque que la plupart d'entre eux vivent chez leurs parents, et que leur pourcentage atteint 69,7 % de l'échantillon total, tandis que les personnes interrogées qui vivent dans un logement indépendant, avec le mari ou l'épouse, correspondent à une proportion de 26,6 %. Quant à ceux qui ont un logement de nature spéciale, le pourcentage est très faible et ne dépasse pas 1,9 %, ce dernier correspond probablement un logement loué. Il est très connu dans la société libyenne que les enfants restent chez leurs parents jusqu'au moment du mariage.

### A .5.9 - Types d'inscriptions à l'Université.



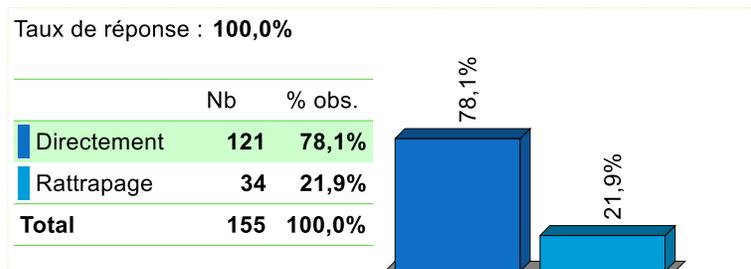
Le tableau et le graphique ci-dessus montrent les types d'inscriptions des personnes enquêtées à l'Université. Il est clair que la majorité sont inscrits à l'Université pour un diplôme général littéraire ou scientifique, avec un pourcentage qui atteint 91,6 %, tandis que ceux qui sont entrés à l'Université avec diplôme d'institut professionnel, leur proportion ne représente que 8,4 % de la totalité l'échantillon. En fait, les étudiants libyens préfèrent poursuivre leurs études à l'Université après le baccalauréat général, dans les sections littéraires ou scientifiques. En revanche, ceux qui ont terminé leurs études dans des instituts professionnels sont souvent plus intéressés par l'entrée dans le marché du travail, c'est pourquoi nous constatons qu'il existe un écart important entre les deux pourcentages précédents.

### A .5.10 - Mention au baccalauréat des personnes interrogées.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent la mention générale au baccalauréat que les étudiants ont obtenue, le pourcentage de réponses étant de 100 %. Nous remarquons que le pourcentage le plus élevé des élèves correspond à ceux ayant obtenu une mention très bien, il atteint 60, % ; il est suivi par ceux ayant obtenu leur baccalauréat avec une mention bien, 23,9 %. Le pourcentage d'étudiants ayant obtenu une mention parfaite était inférieur et ne dépassait pas 14,8 % de la totalité de l'échantillon, alors que le pourcentage le plus faible est celui des élèves dont la mention était acceptable, qui ne dépasse pas 1,3 %. Ces chiffres indiquent que la plupart des étudiants entrent à l'Université avec un niveau favorable et élevé, alors que les étudiants avec une mention acceptable sont normalement orientés vers des parcours éducatifs alternatifs, tels que des formations post-baccalauréat, sauf cas exceptionnel.

### A .5.11 - Session de réussite au baccalauréat.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent la session d'obtention du baccalauréat. Il apparaît que la majorité des étudiants sont passés directement au premier tour, avec une proportion de 78,1% de la totalité de l'échantillon. Tandis que le pourcentage des étudiants ayant obtenu leur baccalauréat à l'examen de rattrapage était

inférieur et ne dépassait pas 22,1 %. Cela indique que les étudiants seraient méritants et enthousiastes.

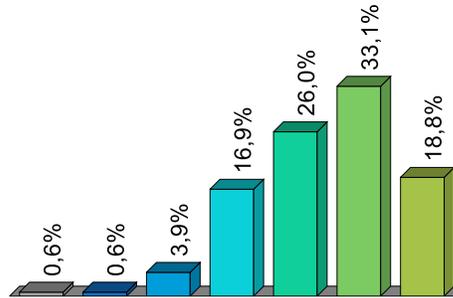
### A .5.12 - Date d'inscription à l'université.

Taux de réponse : **99,4%**

Moyenne = **2006,48** Médiane = **2007,00** Ecart-type = **3,68**

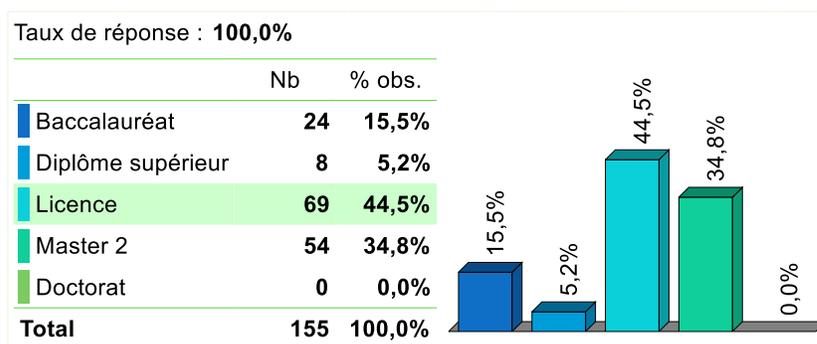
Min = **1997** Max = **2015**

	Nb	% obs.
Non réponse	1	0,6%
Moins de 1998	1	0,6%
De 1998 à 2000	6	3,9%
De 2001 à 2003	26	16,9%
De 2004 à 2006	40	26,0%
De 2007 à 2009	51	33,1%
2010 et plus	29	18,8%
<b>Total</b>	<b>154</b>	<b>100,0%</b>



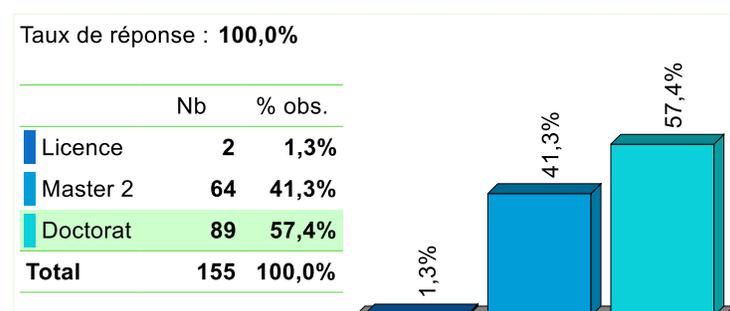
Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent les dates de première inscription à l'Université. Le pourcentage le plus élevé correspond aux étudiants inscrits à l'Université de 2007 à 2009, avec une proportion atteignant 33,1 %, suivi par les étudiants qui ont intégré l'enseignement universitaire au cours des années 2004 à 2006, avec un pourcentage de 26,0 %, alors que 18,8 % se sont inscrits à partir de 2010 et au-delà. Le reste des proportions a été distribué dans d'autres années, mais il ne représente pas un grand nombre. Il nous faut indiquer un fait important : le secteur d'enseignement supérieur a appliqué plusieurs procédures, afin d'accueillir le plus possible d'étudiants des zones éloignées de la capitale d'une part, et de diversifier les parcours éducatifs d'autre part. Ainsi, c'est une décision stratégique qui motive le développement territorial des établissements d'enseignement dans les zones de faible population. Nous constatons que la valeur de moyenne est 2006, et la valeur médiane est 2007, c'est-à-dire que la plupart des recrutements scolaires à l'Université se sont produits au cours de ces années.

### A .5.13 - Niveau d'éducation des personnes interrogées.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le niveau d'éducation des personnes interrogées ; toutes ont déclaré leur niveau, il y a 100 % de réponses. Le pourcentage le plus élevé correspond aux diplômés de licence, avec une proportion qui atteint 44,5 %, suivi par le pourcentage des diplômés titulaires d'un master 2, qui est de 34,8 %, puis viennent ceux qui sont titulaires du baccalauréat, 15,5 % du total, et qui sont encore au cours de leurs études universitaires. Le pourcentage le plus faible correspond aux personnes interrogées titulaires d'un diplôme supérieur (Bac +3) dans les formations alternatives (post-baccalauréat), avec une proportion de 5,2 %. Ces chiffres prouvent que le niveau d'éducation de troisième génération est plus élevé par rapport aux générations précédentes, cela peut être grâce à la démocratisation des institutions d'enseignement supérieur dans cette zone.

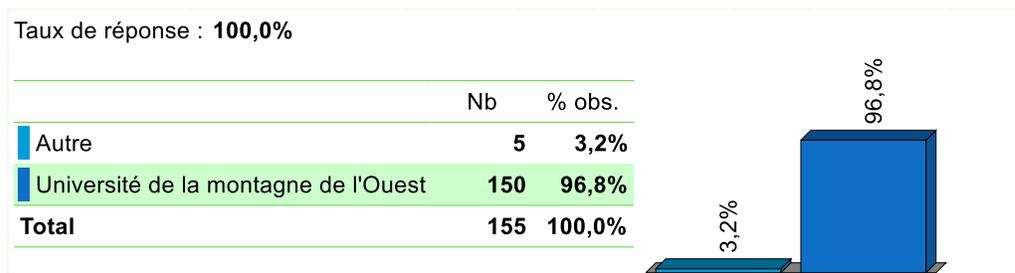
### A .5.14 - Le diplôme souhaitable.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le diplôme souhaitable pour les personnes interrogées, qui pourrait refléter leur aspiration scientifique. On remarque que

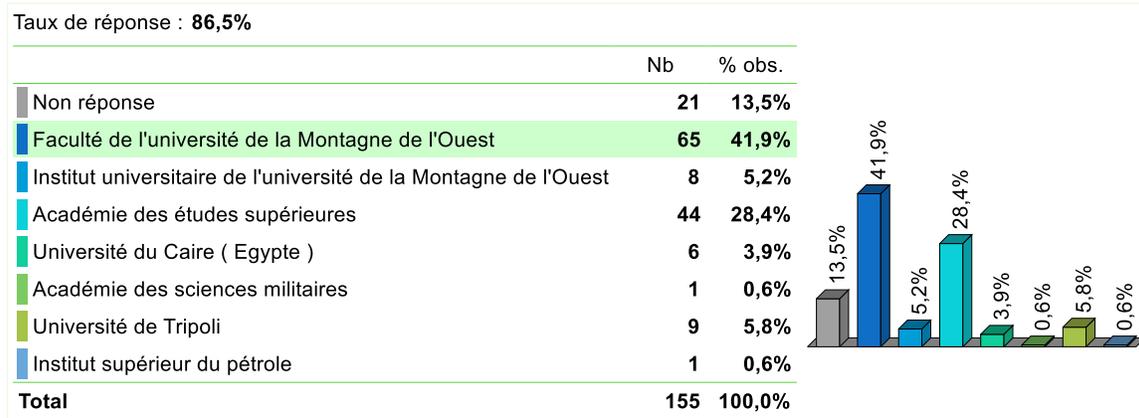
plus de la moitié aspire au titre de docteur, avec un pourcentage qui atteint 57,4%, mais personne n'a obtenu ce diplôme, peut-être en raison des complexités que le pays vit, ce qui peut empêcher les personnes de poursuivre facilement leurs ambitions scientifiques. Suivent les enquêtés qui aspirent à obtenir un niveau (master II) de 41,3 %, tandis que ceux qui pensent que le niveau licence est suffisant pour eux, leur pourcentage est le plus faible et ne dépasse pas 1,3 %. On peut dire que les jeunes ont une grande aspiration scientifique, nous voyons que les obstacles qui les empêchent d'intégrer des parcours d'études supérieures sont dus aux conditions économiques actuelles du pays, qui influencent aussi la vie du citoyen en général.

#### A .5.15 - Le premier établissement universitaire d'inscription.

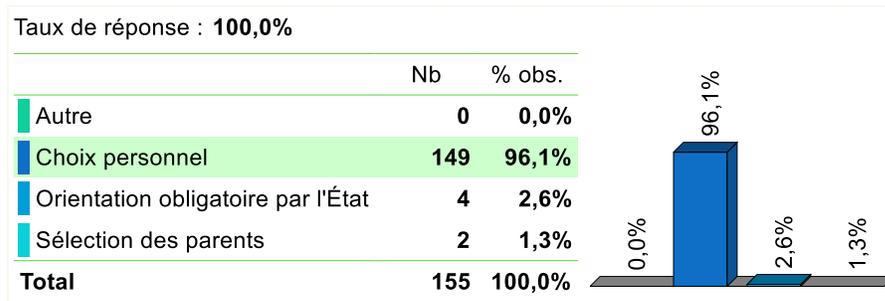


Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent le nom de l'institution éducative où la personne interrogée a fait ses études. Il apparaît que la plupart des enquêtés se sont inscrits la première fois dans l'université de la Montagne de l'Ouest, avec une proportion qui atteint 96,8 %, tandis que ceux qui sont inscrits dans d'autres institutions universitaires sont une minorité, avec un pourcentage qui ne dépasse pas 3,2 %, ce qui indique que les jeunes ont profité de l'expansion horizontale des institutions universitaires. On peut indiquer que les facultés de cette université ont été distribuées dans un certain nombre de municipalités qui sont situées dans la région de la Montagne de l'Ouest ; la municipalité Al-Haraba est l'une d'elles.

### A .5.16 - Le dernier établissement universitaire.



Le tableau et le graphique montrent la dernière institution éducative où la personne interrogée a fait ses études, quelle que soit la première institution d'inscription à l'Université. Il apparaît que le pourcentage le plus élevé correspond aux personnes qui ont fini leur dernière année d'étude au sein d'université de la Montagne de l'Ouest, avec une proportion de 41,9 %. Suivent les diplômés qui ont fait leurs études supérieures à l'Académie des études supérieures, avec une proportion de 28,4 %, il est notable que cette académie ait été attribuée aux études au-delà de la licence, c'est-à-dire pour le master 2 ou le doctorat. Puis viennent les 13,5 % du total qui n'ont pas répondu, nous estimons qu'ils sont encore des étudiants et qu'ils ne peuvent donc pas répondre à cette question, car la question concerne seulement les diplômés. Ensuite viennent ceux qui ont fait leurs études à l'université de Tripoli, leur proportion est très faible et ne dépasse pas 5,8 %. Les personnes qui ont réalisé leurs études dans un institut universitaire supérieur au sein de l'université de la Montagne de l'Ouest correspondent à un faible pourcentage de 5,2 %. On remarque qu'il existe un petit pourcentage, équivalent à 3,9 %, qui correspond à ceux qui ont suivi leurs études en dehors du pays, probablement comme assistants d'enseignement à l'université, en bénéficiant d'une bourse gouvernementale. Le plus faible pourcentage, 0,6 %, représente les diplômés de l'Institut du pétrole et ceux de l'Académie des sciences militaires. Ces institutions éducatives reflètent en réalité l'ampleur de la diversité des parcours éducatifs, desquels il résulte nécessairement une bifurcation professionnelle.

**A .5.17 - Le choix d'orientation à l'université.**

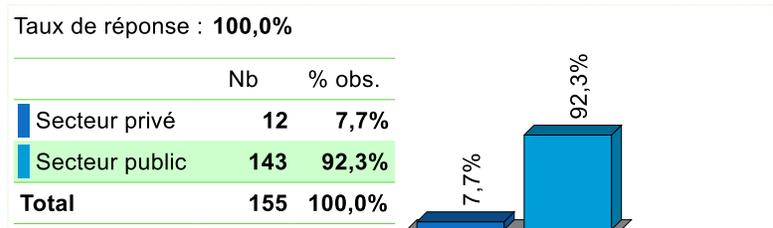
Il est clair à travers le tableau et le graphique ci-dessus que la plupart des personnes interrogées ont choisi volontairement leurs trajectoires scientifiques, sans l'influence d'autres facteurs ; leur pourcentage atteint 96,1 %. Tandis que ceux qui ont été dirigés par l'État sont un nombre limité, leur proportion ne dépasse pas 2,6 %, et ceux influencés par leurs parents correspondent à une proportion de 1,3 %. Selon ces chiffres, on peut dire que les titulaires du baccalauréat s'orientent eux-mêmes vers la discipline scientifique qui leur convient, à condition d'obtenir une mention bien ou au-delà.

**A .5.18 - L'établissement où l'étudiant s'est inscrit pour la première fois, s'il se situe dans la même région ou non.**

Le tableau et le graphique indiquent la situation géographique de la région où la l'université se trouve. On signifie de la même région, (La zone située de la ville Nalut à l'ouest, à la ville Greyan à l'est , où dans cette région la municipalité Al-haraba est située) ; Sachant que l'Université de la Montagne de l'Ouest est répandue dans toute cette région . On remarque que le pourcentage le plus élevé correspond aux diplômés qui ont fait leurs études dans la même région, avec une proportion de 52,9%. Tandis que ceux qui ont étudié dans les régions voisines correspondent à 47,1 %. Nous voyons que toutes les facultés se soumettent aux mêmes normes, quelle que soit la situation géographique. De

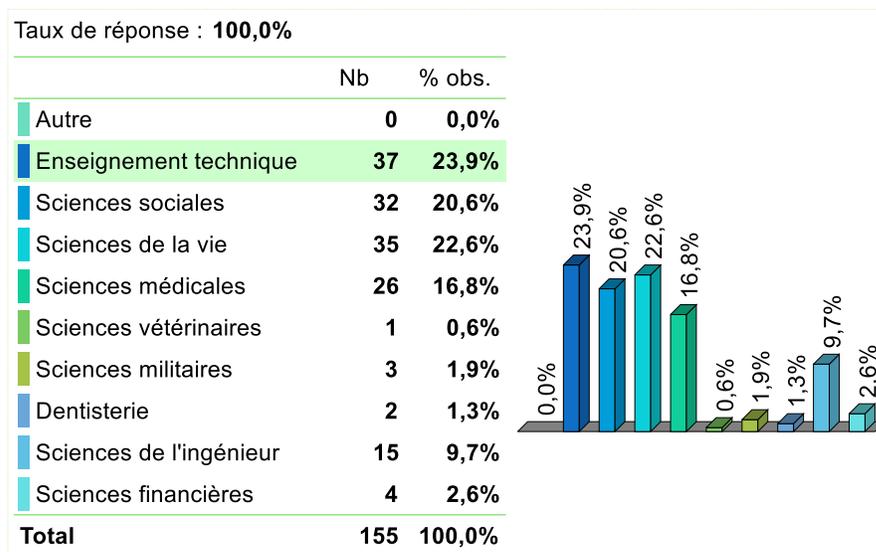
plus, l'expansion horizontale des institutions de l'enseignement supérieur a contribué à l'installation des étudiants dans leur région d'origine après avoir obtenu leur baccalauréat.

#### A .5.19 - Secteur de l'apprentissage.



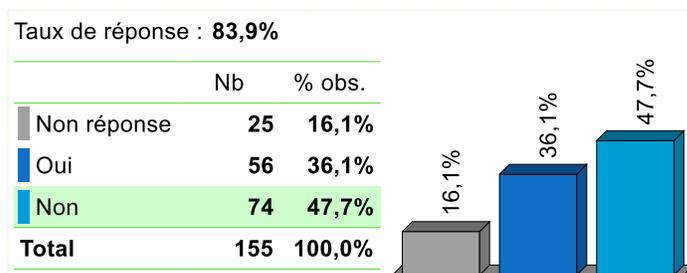
Le tableau et le graphique ci-dessus montrent le type de classification de l'établissement en termes de public ou de privé. Nous remarquons que la plupart des établissements appartiennent au secteur public, avec un pourcentage de 92,3 %, tandis que les établissements du secteur privé ne dépassent pas 7,7 % ; c'est-à-dire que les établissements éducatifs du secteur public sont dominants dans la société libyenne. En revanche, les établissements d'enseignement privés ne sont pas accessibles à la majorité des jeunes, nous estimons que c'est la raison de l'énorme l'expansion d'établissements éducatifs publics dans cette région.

#### A .5.20 - Type d'éducation des personnes interrogées.



Le tableau et le graphique ci-dessus montrent les spécialités des personnes interrogées. Nous avons observé une diversité dans les disciplines éducatives. On remarque que le pourcentage le plus élevé correspond à l'enseignement technique, avec 24 %. Suivent les sciences de la vie, avec un pourcentage de 22,7 %, tandis que les enquêtés ayant étudié en sciences sociales représentent 20,08 %, puis ceux qui ont choisi les sciences médicales, avec une proportion approchant les 17 %. Le reste des pourcentages sont distribués dans d'autres disciplines scientifiques différentes, mais leurs proportions sont relativement faibles, comme les sciences de l'ingénieur, qui atteignent seulement 9,7 %, ainsi que la catégorie qualifiée de sciences financières avec 2,6 %, tandis que les sciences militaires ne dépassent pas 1,9 %. Les études de dentiste correspondant à un faible pourcentage de 1,3 %, et nous trouvons au final le plus petit pourcentage pour les études de vétérinaire, avec 0,6 %. Nous constatons qu'il existe une multiplicité de disciplines scientifiques disponibles pour la troisième génération, plus que pour les deux générations précédentes. On peut donc considérer finalement comme un facteur important la diversité des parcours professionnels, et un élément essentiel de la compétition entre les jeunes pour obtenir des statuts professionnels et sociaux prestigieux dans la société.

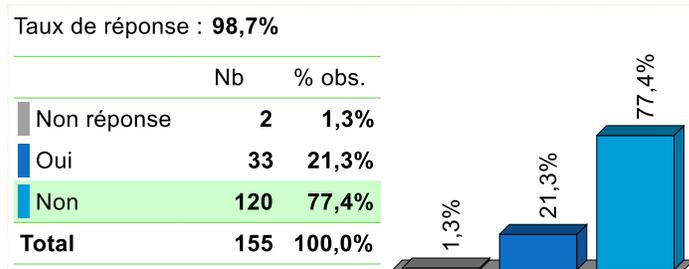
#### A .5.21 - Taux de bénéficiaires de formations supplémentaires.



Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent les personnes qui ont profité de formations supplémentaires à la suite de l'obtention du diplôme universitaire ; le taux de réponse a été de 83,9%, ainsi les enquêtés qui n'ont pas répondu correspondent à 16,1 %, en partie parce qu'ils sont encore étudiants. Les diplômés qui ont bénéficié de ces formations sont les plus nombreux avec un pourcentage de 47,7 % ; tandis que les diplômées qui n'ont pas profité des formations supplémentaires ne dépassent pas 36,1 %. En fait, cela indique que tous les diplômés ne se voient pas imposer des formations

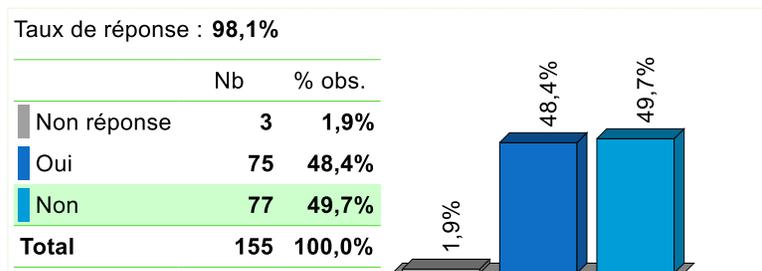
supplémentaires avant d'intégrer le marché du travail, mais que ceci est seulement imposé à certaines disciplines.

#### A .5.22 - Taux des bénéficiaires d'une bourse gouvernementale.



Nous observons par le tableau et le graphique précédents que la plupart des diplômés ou des étudiants n'ont pas profité d'une bourse gouvernementale, avec un pourcentage qui atteint 77,4 %, tandis que les étudiants qui ont profité d'une bourse ne dépassent pas 21,3 % de la totalité de l'échantillon. En fait, l'État a fourni au cours de certaines périodes des bourses pour tous les étudiants universitaires, quand les conditions économiques s'étaient améliorées, en sachant que ce n'est pas une priorité pour l'État d'accorder des bourses aux étudiants universitaires, en particulier ceux qui étudient dans le pays ; la bourse en fait principalement attribuée aux étudiants de niveau master 2 et au-delà, particulièrement ceux qui effectuent leurs études à l'extérieur du pays.

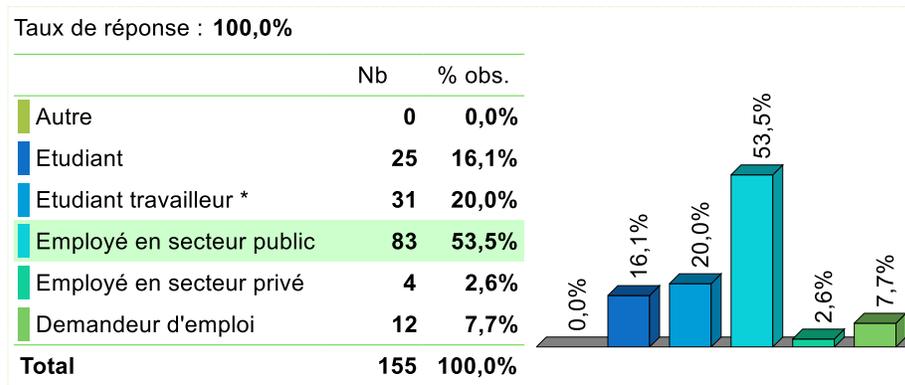
#### A .5.23 - Difficultés financières pendant l'étude universitaire.



Le tableau et le graphique montrent la situation financière des personnes interrogées. Il apparaît que la moitié des membres de l'échantillon ont eu des difficultés, avec un pourcentage de 49,7%, tandis que les enquêtés qui n'ont pas eu de difficultés forment une proportion de 48,4 % du total. Ce résultat s'explique peut-être par la

dépendance de la situation financière de l'étudiant vis-à-vis de la situation de sa famille : si les parents ont bonne situation financière, les étudiants n'ont normalement pas de difficultés financières, tandis que les enfants avec des parents vivant une situation défavorisée ont probablement souffert de difficultés financières au cours de leurs études.

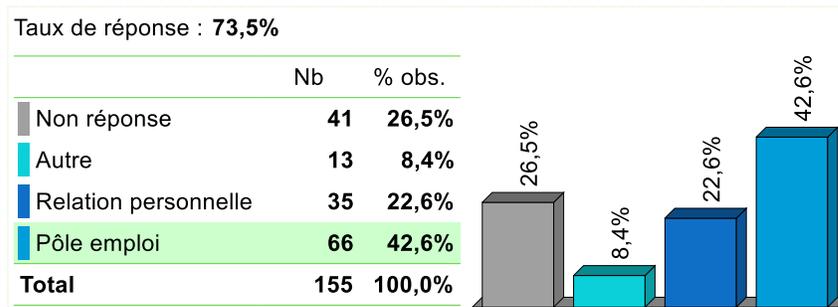
#### A .5.24 - Situation professionnelle des personnes interrogées.



\*- L'étudiant travailleur. Il est l'étudiant et dans la même temps fonctionnaire a mise à disposition.

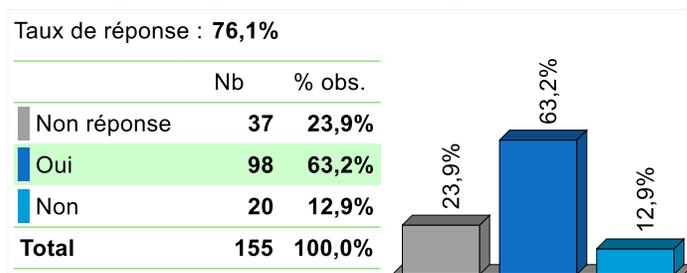
Le tableau et le graphique indiquent la situation professionnelle des personnes interrogées. Il est clair que la moitié des personnes interrogées sont employées en secteur public, avec un pourcentage qui atteint 53,5 %, suivent les étudiants travailleurs ( ceux qui travaillent et suivent leurs études dans la même temps) avec une proportion de 20 %, ensuite la catégorie des étudiants, leur pourcentage représente 16,1 %, tandis que le reste des proportions est très faible, comme celle des demandeurs d'emploi, qui ne dépassent pas 7,7 %, et également les employés du secteur privé qui sont limités et qui ne représentent que 2,6 %. On peut indiquer un fait important par ces chiffres : le taux le chômage est faible, peut-être grâce aux plans de l'État dédiés au recrutement des jeunes sur le marché de travail.

### A .5.25 - Démarche suivie pour obtenir un emploi.



Le tableau et le graphique montrent la démarche suivie par les personnes interrogées pour obtenir un poste. On remarque que la plupart l'ont obtenu par le bureau de l'emploi, avec un pourcentage qui atteint 42,6 %, suivent les personnes qui ont obtenu leur poste par une relation personnelle, avec une proportion de 22,6 %, tandis que les ceux qui l'ont obtenu par d'autres démarches correspondent à un faible pourcentage, qui ne dépasse pas 8,4 %. Nous pensons que ce sont des personnes qui ont été intégrées dans le secteur de l'enseignement supérieur comme assistants universitaires, parce que ce poste n'est pas soumis aux procédures des bureaux du travail ou à la relation personnelle, il dépend du diplôme, tels que le master 2, ou le doctorat.

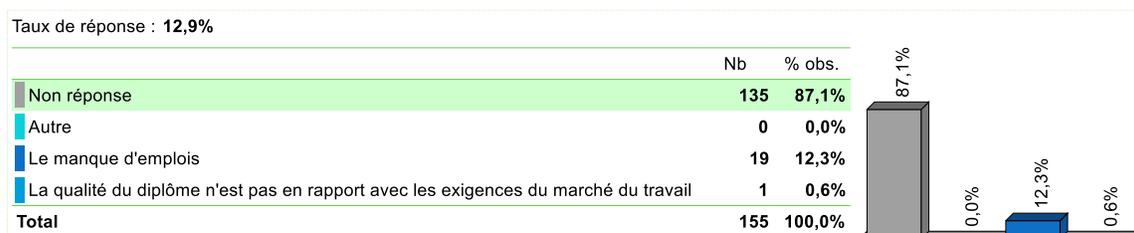
### A .5.26 - La correspondance du poste avec la qualification académique.



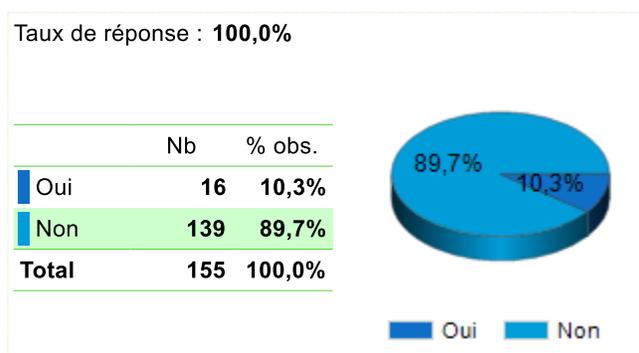
Le tableau et le graphique ci-dessus montrent si le poste de la personne interrogée correspond au diplôme ou non, la plupart des répondants ont vu leurs postes correspondre à leurs diplômes, avec un pourcentage qui atteint 63,2 % de la totalité de l'échantillon, tandis que les personnes qui ont répondu négativement sont une minorité, avec un pourcentage de 12,9 %. On remarque que des enquêtés n'ont pas répondu à cette question, ils sont probablement des étudiants encore au cours de leurs études universitaires. Ceci indique clairement que la plupart des résultats des universités sont hautement compatibles avec les exigences du marché du travail dans la zone d'étude.

Pour ceux dont les emplois ne correspondent pas à la qualification, ceci est attribuable selon les répondants à la rareté des secteurs et des activités professionnelles pour lesquelles les diplômés se sont préparés durant leurs études universitaires.

#### A .5.27 - Raisons d'incompatibilité entre l'emploi et la qualification.

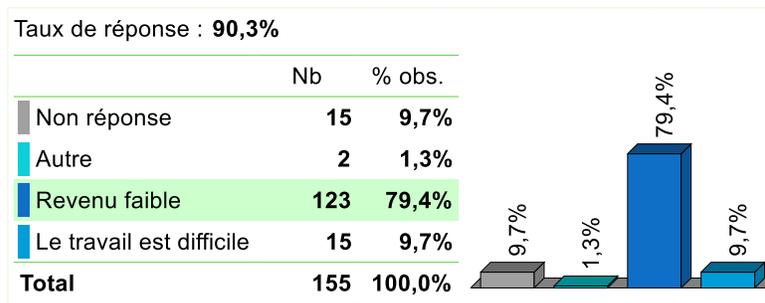


#### A .5.28 - Désir de travailler dans le même domaine que la famille.



Le tableau et le graphique précédents montrent quel est le désir des personnes enquêtées de travailler dans le même domaine que leurs parents. Il apparaît que la plupart d'entre eux ne veulent pas travailler dans le domaine des parents, avec un pourcentage qui atteint 89,7 %, tandis que les personnes interrogées qui acceptent de travailler dans le domaine des parents sont une minorité, leur pourcentage ne dépasse pas 10,3 % ; dans cette catégorie sont réunies les personnes dont les parents ont vraisemblablement de bons postes, ou bien celles qui, souffrant de chômage, accepteraient n'importe quel travail, quel que soit le salaire ou le statut social.

### A .5.29 - Raisons du manque de désir des personnes interrogées de travailler dans le même domaine que leurs parents.



Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent les raisons du manque de désir des personnes enquêtées pour travailler dans le même domaine que les parents. Il est clair que la plupart des répondants ne veulent pas travailler dans le domaine de leurs parents en raison du revenu insuffisant, cette réponse atteint une proportion de 79,4 %, tandis que les personnes qui ne sont pas intéressés par le travail dans le domaine leur famille en raison de la difficulté de ce travail ne représentent que 9,7 %. Pour finir, 1,3 % n'ont pas déclaré précisément les raisons. À travers ces chiffres, on peut dire que le revenu est la norme de sélection des professions pour la troisième génération, ce qui paraît logique à notre avis, parce que la société libyenne est devenue une société de consommation, et que le niveau de vie décent exige un revenu élevé.

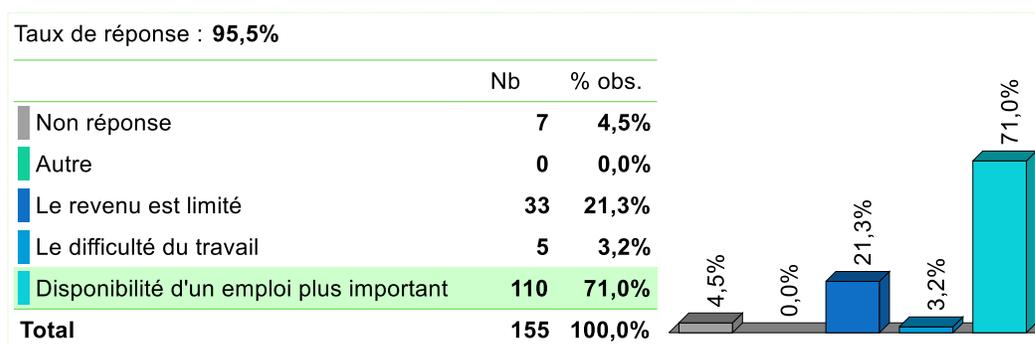
### A .5.30 - Parents désirent que leurs enfants travaillent dans le même domaine.



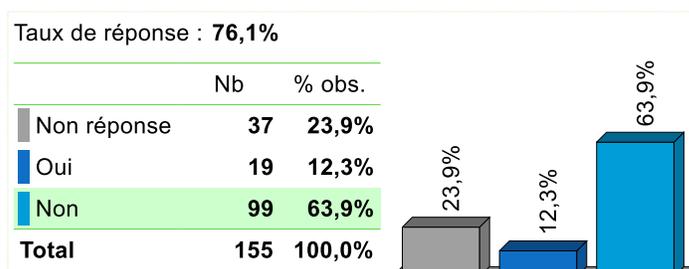
Le tableau et le graphique ci-dessus montrent si les parents désirent que leurs enfants travaillent dans le même domaine. Il apparaît que le pourcentage le plus élevé correspond aux parents qui refusent de voir leurs enfants intégrer le même domaine, avec 95,5 % de la totalité de l'échantillon, tandis qu'une minorité aimerait que leurs enfants travaillent dans le même domaine, leur proportion ne dépasse pas 4,5 %. Cela indique

que les professions des parents ne conviennent pas à la troisième génération (les jeunes générations), nous estimons donc que ces professions n'accordent ni bon statut social ni revenu élevé, entre autres raisons que nous listerons au tableau suivant. Pour ceux qui désirent que leurs enfants travaillent dans le même domaine, nous estimons qu'ils occupent des postes prestigieux. En fait, le tableau suivant explique les raisons de la réticence des parents à intégrer les enfants dans leurs professions. On remarque que la plupart d'entre eux pensent que des emplois plus utiles sont disponibles, leur proportion atteint 71 %, tandis que ceux qui ont des réticences à cause du faible revenu correspondent à 21,3 %, puis finalement ceux qui estiment que leur travail est difficile, et qui ne veulent donc pas que leurs enfants soient recrutés dans le même domaine, ne représentent que 3,2 %.

#### A.5.31 - Raisons du manque de désir des parents pour que leurs enfants travaillent dans le même domaine.



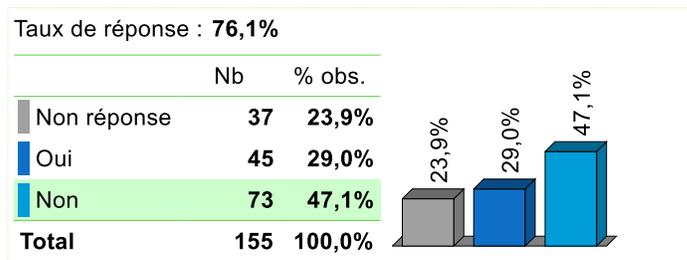
#### A .5.32 - Les sondés qui ont changé de travail.



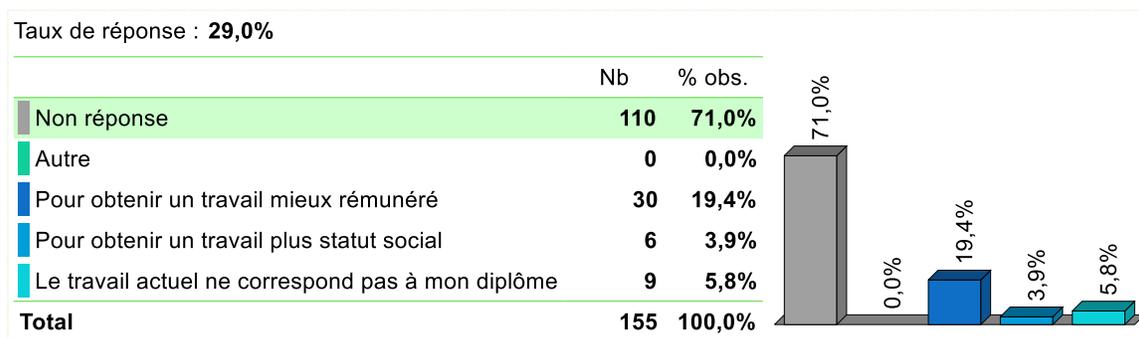
Le tableau et le graphique précédents montrent la proportion des personnes interrogées qui ont changé de travail, le taux de réponse à cette question représente 76,1 % de la totalité de l'échantillon. Il est clair que la plupart d'entre eux n'a pas changé

de profession, leur pourcentage atteint 63,9%, tandis que les personnes enquêtées qui ont changé de poste ne dépassent pas 12,3 %. Cela indique que le changement de parcours professionnels n'est pas facile, Cela est peut-être dû à la bureaucratie et aux procédures administratives complexes dans la construction professionnelle. Cependant, on a remarqué à travers le tableau suivant que 47,1 % des enquêtés n'avaient pas la volonté de changer de travail. Cela nous fait considérer qu'il y a une satisfaction avec la nature et le type de profession. D'autre part, nous avons observé un pourcentage pour les répondants qui ont envie de changer de profession, ils représentent 29%. À notre avis, ce désir est dû à leur aspiration à la réalisation d'une mobilité ascendante sur l'échelle professionnelle.

### A .5.33 - Le désir de changement le travail.



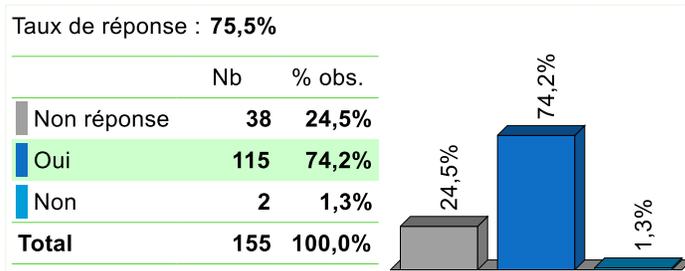
### A .5.34 - Raisons du désir de changement le travail.



Le tableau et le graphique ci-dessus indiquent les raisons de la volonté de changer de travail, la plupart des personnes interrogées n'ont pas répondu car ils ne veulent pas changer d'activité, ceux qui ont l'envie de changer de travail ne dépassent pas au total 29 %. Des personnes veulent changer de trajectoire professionnelle pour obtenir un travail mieux rémunéré, leur pourcentage correspond à 19,4% ; tandis que les enquêtés qui ont envie de changer de poste parce que leur activité actuelle ne correspond pas à leur

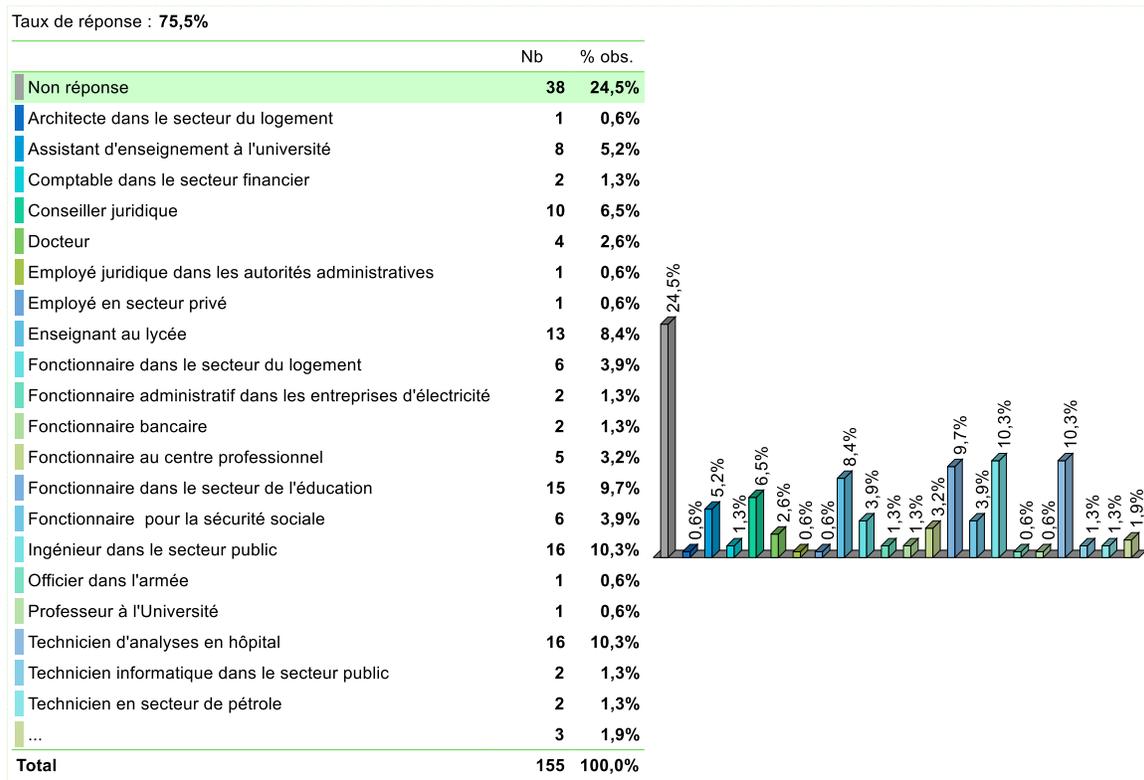
diplôme représentent 5,8 % ; finalement, ceux qui cherchent un meilleur statut social ne dépassent pas 3,9 % en proportion. Cela indique que le revenu est l'objectif le plus important ; comme nous l'avons déjà indiqué, une vie décente exige un revenu élevé dans la société libyenne, tandis que le statut social prestigieux compte sur, dépend de l'origine sociale, il échappe à l'intérêt de la plupart.

#### A .5.35 - Temps d'obtention d'un travail à la suite de diplôme.

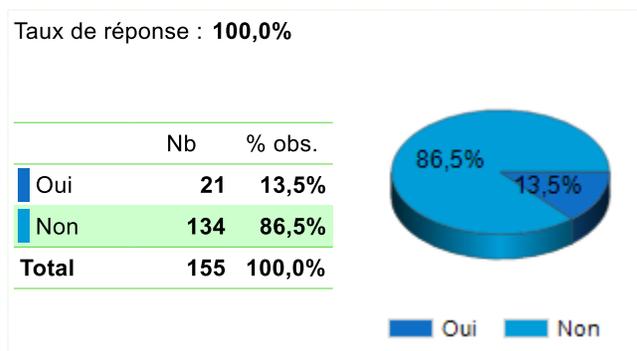


Le tableau et le graphique précédents prouvent que la plupart des diplômés ont été recrutés directement à la suite de leur diplôme universitaire, avec une proportion atteignant 74,2 %, tandis que les diplômés qui ont été retardés pour obtenir du travail ne dépassent pas 1,3 %. En fait, il y a une grande diversité professionnelle pour la troisième génération par rapport aux deux générations précédentes, où les professions variaient dans presque tous les domaines. Nous considérons ceci comme un indicateur essentiel de la bifurcation professionnelle entre les générations, on a noté à travers le tableau suivant que les personnes interrogées sont pluridisciplinaires, elles sont réparties sur 20 professions. Il est notable que le pourcentage le plus élevé correspond aux techniciens d'analyse dans un hôpital ainsi qu'aux ingénieurs dans le secteur public, avec une proportion de 10,4 % pour chaque profession. Les enseignants au lycée correspondent à 8,4 %, les conseillers juridiques ont également une proportion élevée de 6,5 %, tandis que le reste de l'échantillon a été distribué dans des proportions non significativement différentes, qui ne dépassent pas 5 % pour chacun dans les meilleures circonstances. (Pour d'autres informations, voir le tableau ci-dessous).

### A .5.36 - Première fonction des personnes interrogées.



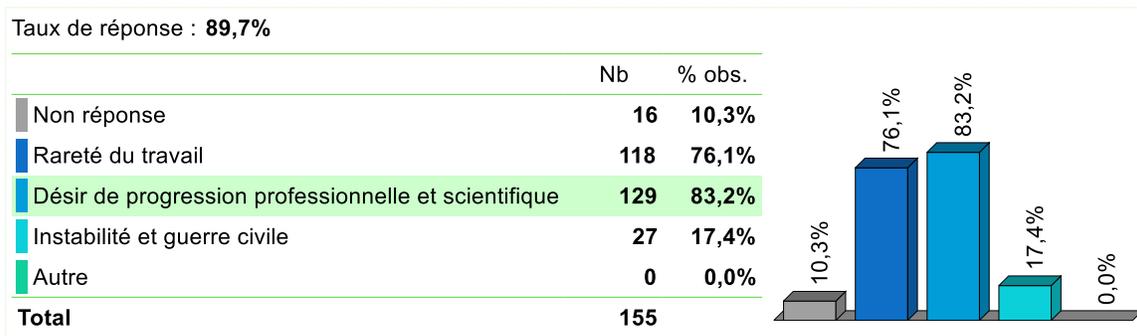
### A .5.37 - Désir d'habiter dans la région que les parents.



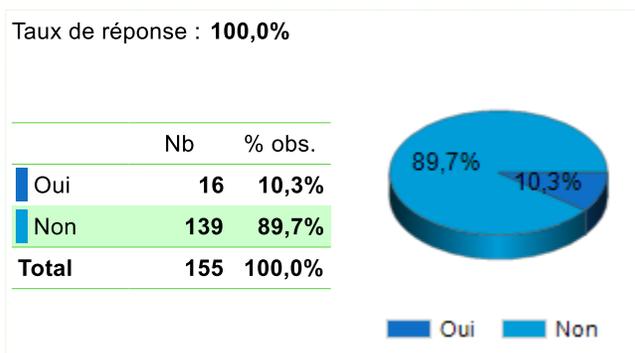
Le tableau et le graphique montrent le désir des personnes enquêtées de vivre dans la même région que leur famille. Il est clair que la plupart des répondants ne veulent pas vivre dans la région d'origine, avec une proportion de 86,5 %, tandis que ceux qui le souhaitent n'excèdent pas 13,5 %. Ceci est à notre avis un indicateur inquiétant, qui s'explique par l'attraction qu'exercent encore les villes sur la population d'une part, d'autre part parce que cette région n'est pas privilégiée pour rester, malgré l'expansion

des services publics et des établissements d'enseignement supérieur. Peut-être que cette tendance conduit à la concentration de la population dans certaines zones. Quand nous avons demandé aux répondants pourquoi ils ne voulaient pas rester dans cette région, leurs réponses variaient entre le désir d'évoluer scientifiquement et professionnellement, 83,2 %, la rareté des emplois appropriés, 76,1 %, et les conflits tribaux facteurs d'instabilité 17,5 %. Le tableau et le graphique suivant l'indiquent. Il convient de mentionner que de nombreux répondants estiment qu'il y a plus d'une raison, de sorte qu'il y a une récurrence dans les pourcentages.

#### A .5.38 - Raisons de manque le désir d'habiter dans la même région de parents.



#### A .5.39 - Le désir de se marier dans la même famille.

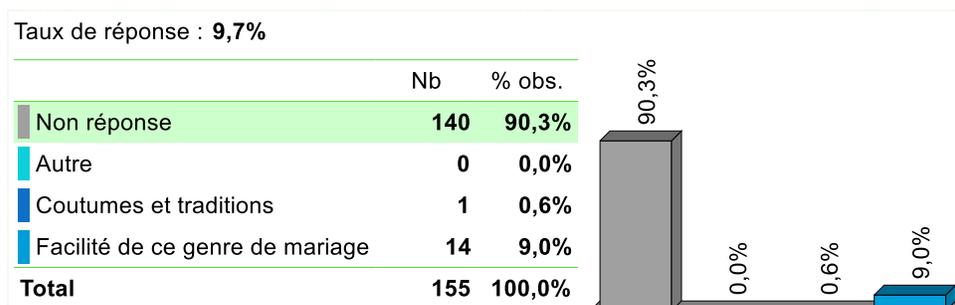


Le tableau et le graphique montrent les pourcentages des jeunes enquêtés sur la question du mariage (homogamie), le taux de réponse est de 100 %, c'est-à-dire que tous les individus de l'échantillon ont répondu. Nous remarquons que la plupart des personnes interrogées ne préfèrent pas contracter ce genre de mariage de 87,7%, tandis que les

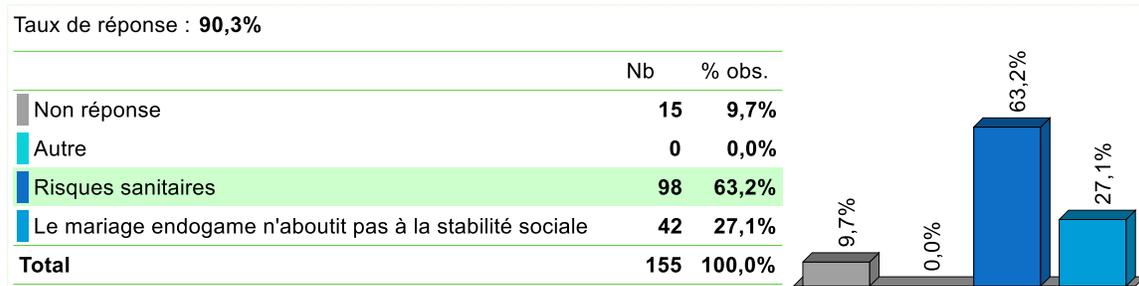
personnes enquêtées qui soutiennent ce type de mariage forment la plus petite proportion, qui ne dépasse pas 10,3 %. Cela indique que les jeunes ont aujourd’hui abandonné des valeurs portées par les vieilles générations concernant ce genre de mariage. Les deux figures suivantes peuvent interpréter les avis des personnes enquêtées sur leurs tendances concernant ce mariage (homogamie), nous avons trouvé qu'un petit pourcentage de ceux qui soutiennent ce mariage sont divisés en un groupe pour qui ce mariage semble moins coûteux, 9,1 %, ainsi qu'un très faible pourcentage qui met en avant l'influence de la coutume et de la tradition, 0,6 %.

Nous pensons pour notre part qu'ils ne représentent pas l'espace sociale étudiée, puisque leur pourcentage ne dépasse pas 10 %. Pour les enquêtés qui ne veulent pas se marier avec une femme ou un homme de la même famille, leurs justifications sont concentrées sur deux raisons : le premier groupe pense que les risques sanitaires empêchent de contracter un mariage homogamie, leur pourcentage a atteint 63,2 %, alors qu'un autre groupe estime que le mariage (homogamie) n'aboutit pas à la stabilité sociale, leur proportion est de 27,1%. Nous estimons que des facteurs socio-psychologiques sont déterminants de l'évolution sociale dans la communauté rurale libyenne, tels que l'éducation et l'aspiration professionnelle. Ces facteurs empêchent l'individu de se marier avec un homme ou une femme d'une famille auquel il ou elle appartient.

#### A .5.40 - Raisons du désir de se marier avec un conjoint issu de la même famille.

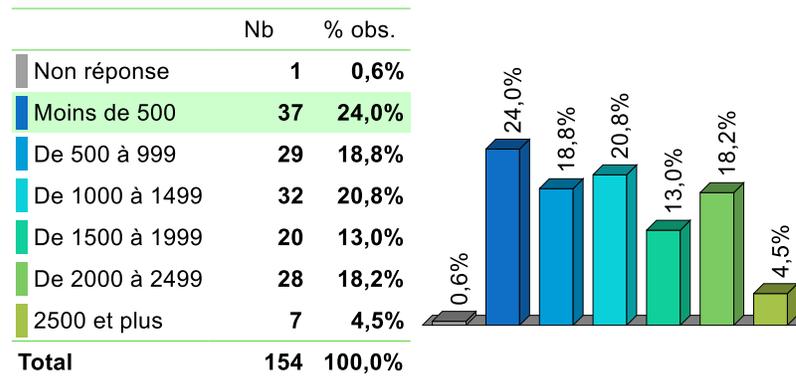


### A .5.41 - Raisons du désir de ne pas se marier avec un conjoint issu de la même famille.



### A .5.42- Revenu des personnes interrogées.

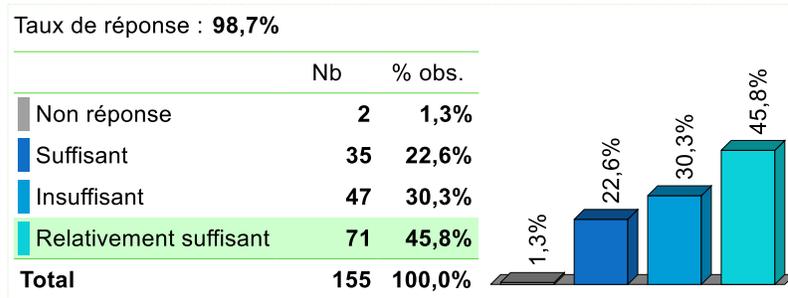
Taux de réponse : **99,4%**  
Moyenne = **1135,49** Médiane = **1100,00** Ecart-type = **745,85**  
Min = **0** Max = **3000**



Le tableau et le graphique montrent le revenu des personnes interrogées ; le taux de réponse à cette question est de 99,4 %. On remarque que le pourcentage le plus élevé correspond aux personnes qui touchent moins de 500 DL, avec 24 % de la totalité de l'échantillon ; nous pensons qu'ils sont encore étudiants, ou à la recherche d'un emploi, et qu'ils acceptent un travail temporaire qui leur donne de faibles revenus. Suivent les personnes qui gagnent de 1000 à 1499 DL, avec une proportion de 20,8 %. Viennent ensuite ceux dont le revenu est de 500 à 999 DL, avec un pourcentage de 18,8 %. Certaines catégories gagnent plus de 1500 DL : ces catégories se répartissent entre 18,2 % de personnes qui gagnent de 2000 à 2499 DL ; 13 % dont le revenu va de 1500 à 1999 DL; et enfin 4,5 % des personnes enquêtées qui gagnent plus de 2500 DL. En utilisant les mesures de tendance centrale, on trouve que la valeur moyenne de revenu est de 1135 DL et la valeur médiane de 1100 DL, tandis que la valeur d'écart-type est de 747, cela indique que la plupart des personnes enquêtées gagnent plus de 1000 DL. Selon les

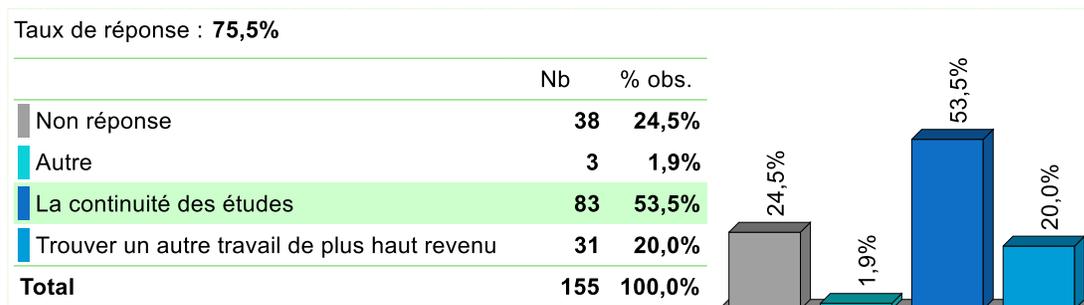
conditions de la vie actuelles, nous estimons que ce revenu accorderait une vie digne pour une personne, ou une famille ne dépassant pas 3 personnes.

#### A .5.43 - La suffisance du revenu pour les personnes interrogées.



Le tableau et le graphique montrent le niveau de suffisance du revenu, et le taux de réponse est de 98,7 % de la totalité de l'échantillon. On remarque que le pourcentage le plus élevé correspond aux personnes enquêtées qui ont déclaré que leur revenu est relativement suffisant, avec 45,8 % ; suivent ceux qui pensent que leur revenu est insuffisant, leur pourcentage est de 30,3 % ; tandis que les personnes enquêtées qui estiment que leur revenu est tout à fait suffisant sont les moins représentés, avec 22,6 %. Ces proportions indiquent que le revenu de troisième génération est approprié, peut-être que cette augmentation relative de revenu, par rapport au revenu des parents et celles grands-parents, s'accorde au niveau de qualification scientifique que les jeunes les ont réalisés, via le dévalement des institutions d'enseignement supérieur, et les conditions économiques favorables que le pays a connues durant cette période précise.

#### A .5.42 - Projets futurs en cas de revenu insuffisant.



Le tableau et le graphique ci-dessus expliquent les futurs projets des jeunes qui trouvent leur revenu soit insuffisant, soit relativement suffisant ; les personnes interrogées qui ont des ambitions scientifiques ou professionnelles représentent 75,5 % de la totalité de l'échantillon. Parmi eux, 53,5 % pensent continuer leurs études, tandis que 20 % veulent trouver un autre travail pour augmenter leurs revenus. La conviction commune parmi ces personnes, c'est que de l'obtention d'un diplôme plus élevé, il résulte nécessairement une augmentation du salaire mensuel, mais, en fait, ceci ne vaut pas dans tous les secteurs, car les salaires sont soumis à l'échelle salariale. Le secteur de l'enseignement supérieur est l'un des seuls où la qualification scientifique joue un rôle dans l'augmentation des revenus.

#### A.6 - Recherche des relations entre les variables et test des hypothèses en utilisant des tableaux croisés

Le but de cette analyse est d'examiner les variables indépendantes avec les variables dépendantes, s'il y a corrélation significative ou pas, et de tester le modèle théorique de l'étude, en prouvant, ou en infirmant les hypothèses statistiques concernant la relation de certaines variables rattachées à la génération de parents, et celles des grands-parents d'une part, et avec les mêmes variables dans la génération sondée (petits-enfants) d'autre part. Nous avons sélectionné avec soin certaines variables qui peuvent s'affecter les unes des autres. En fait, il est possible de trouver une relation entre certaines variables, et nous nous sommes engagés de la méthode d'analyse appropriée, à savoir une analyse multi-variable par les tables croisées. Ces variables sont relatives à l'éducation et à la profession pour chaque génération, et nous avons testé statistiquement les relations par les tableaux indiqués dans la même génération et ses effets entre les générations, cela avec le but de voir l'effet de ces variables au sein trois générations consécutives. Nous avons commencé avec la génération des ancêtres (première génération), en comparant le niveau d'éducation avec le type de profession, ainsi que le type de profession avec le revenu mensuel. Ensuite, nous avons continué de cette façon en comparant dans toutes les variables, afin de vérifier s'il y a une relation de signification statistique ou non, pour confirmer l'hypothèse générale de l'étude ou l'infirmier. Les tableaux statistiques suivants montrent ces relations.

### A. 6.1 - Relation entre l'éducation des grands-pères et leur profession.

	Personne analphabète		Enseignement primaire		Enseignement secondaire		Enseignement supérieur		Education religieuse	
	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.
Fonctionnaire administratif	0	0,0%	13	76,5%	1	5,9%	0	0,0%	3	17,6%
Enseignant	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Agriculteur	51	92,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	7,3%
Militaire	0	0,0%	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%
Commerçant	8	72,7%	1	9,1%	0	0,0%	0	0,0%	2	18,2%
Artisan	21	72,4%	4	13,8%	0	0,0%	0	0,0%	4	13,8%
Eleveur	3	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	25,0%
Gardien *	7	29,2%	4	16,7%	0	0,0%	0	0,0%	13	54,2%
Travailleur	6	66,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	33,3%
Chauffeur	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	50,0%

$p = <0,01$  ;  $\text{Khi}^2 = 199,60$  ;  $\text{ddl} = 27$  (TS)

La relation est très significative.

Les éléments sur (sous) représentés sont coloriés.

Pour vérifier la relation entre certaines variables, nous avons commencé d'établir le tableau précédent concernant le niveau d'éducation de grands-parents croisé avec la profession. Nous avons remarqué une relation est très significative entre les deux variables via le test du khi-deux, qui donne 199,60, ce qui indique qu'il y a une relation de corrélation ; en tenant compte du niveau de signifiante qui est de 0,01 %, c'est-à-dire moins de 0,05 %.

### A. 6.2 - Relation entre l'éducation les parents (deuxième génération) et leurs professions.

	Personne analphabète		Enseignement primaire		Enseignement secondaire		Enseignement supérieur		Education religieuse	
	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.
Non réponse	3	21,4%	8	57,1%	3	21,4%	0	0,0%	0	0,0%
Fonction administrative	0	0,0%	0	0,0%	36	85,7%	6	14,3%	0	0,0%
Fonction scientifique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%
Fonction enseignante	0	0,0%	0	0,0%	15	78,9%	4	21,1%	0	0,0%
Fonction professionnelle	0	0,0%	0	0,0%	27	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Fonction militaire	0	0,0%	4	17,4%	8	34,8%	11	47,8%	0	0,0%
Fonction de conseil	0	0,0%	0	0,0%	3	21,4%	11	78,6%	0	0,0%
Fonction de services S*	0	0,0%	0	0,0%	3	75,0%	1	25,0%	0	0,0%
Fonction de services P*	0	0,0%	3	42,9%	2	28,6%	2	28,6%	0	0,0%
Fonction juridique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%

$p = <0,01$  ;  $\text{Khi}2 = 151,33$  ;  $\text{ddl} = 27$  (TS)

La relation est très significative.

Les éléments sur (sous) représentés sont coloriés.

L'analyse ci-dessus révèle l'existence d'une corrélation entre l'éducation et les emplois de deuxième génération. Le niveau élevé de scolarité explique la diversité des professions, on remarque qu'il y a une concentration des professions dans deux niveaux d'éducation, soit au niveau post-baccalauréat, soit universitaire, en particulier des professions qui nécessitent une qualification scientifique ; la valeur de khi deux étant de 151,33, elle indique qu'il y a une relation avec un niveau de signifiante de 0,01 %. Nous rejetons l'hypothèse principale de l'étude comme nulle, et nous acceptons l'hypothèse alternative qui confirme l'existence d'une association entre les deux variables (éducation et profession).

### A.6.3- Relation entre le niveau d'éducation des grands-parents et celui de parents.

	Un homme analphabète	L'enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Educations religieuses
Un homme analphabète	2	0	0	0	1
Enseignement primaire	14	0	0	0	1
Enseignement secondaire	58	18	1	0	19
Enseignement supérieure	21	6	3	0	10
Education religieuse	0	0	0	0	0

$p = 0,14$  ;  $\text{Khi}^2 = 13,60$  ;  $\text{ddl} = 9$  (PS)

La relation est peu significative.

Le tableau ci-dessus n'a montré aucune relation statistiquement significative entre le niveau d'éducation des grands-parents (première génération) et celui de leurs enfants (deuxième génération). Sachant que les valeurs sont écrites verticalement dans le tableau pour les grands-pères (première génération), et les valeurs horizontales pour les enfants (la deuxième génération). La valeur de khi-deux est de 13,60 et le niveau de signification est de 0,14 %, ce qui est supérieur à la valeur de 0,05 %, cela indique qu'il n'existe pas d'association du tout entre le niveau d'éducation des deux générations indiquées.

### A.6.4 - Niveau d'éducation des parents (deuxième génération) avec celui de sondés.

	Personne analphabète		Enseignement primaire		Enseignement secondaire		Enseignement supérieur		Education religieuse	
	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.
Baccalauréat	0	0,0%	0	0,0%	13	54,2%	11	45,8%	0	0,0%
Diplôme supérieur	0	0,0%	2	25,0%	4	50,0%	2	25,0%	0	0,0%
Licence	1	1,4%	6	8,7%	43	62,3%	19	27,5%	0	0,0%
Master 2	2	3,7%	7	13,0%	37	68,5%	8	14,8%	0	0,0%
Doctorat	0		0		0		0		0	

$p = 0,14$  ;  $\text{Khi}^2 = 13,63$  ;  $\text{ddl} = 9$  (PS)

La relation est peu significative.

Il ressort de l'analyse statistique du tableau précédent qu'il n'y a pas de relation entre l'éducation des petits-enfants et l'éducation de leurs parents : le résultat ne donne

pas de signification statistique : la valeur du test khi-deux est de 13,63, tandis que le niveau de signifiante est de 0,14 % ce qui est supérieur à 0,05 %, nous rejetons donc l'hypothèse d'une relation entre le niveau d'éducation des petits-enfants et celui de leurs parents, confirmant l'hypothèse qu'il n'existe pas d'association statistiquement significative entre l'éducation des petits-enfants (les jeunes générations), et leurs parents.

#### A.6.5 - Profession de grands-parents comparée avec celle de parents

	Fonctionnaire administratif	Enseignant	Agriculteur	Militaire	Commerçant	Artisan	Eleveur	Gardien *	Travailleur	Chauffeur
Non réponse	0	0	6	0	2	5	0	1	0	0
Fonction administrative	6	1	12	0	1	6	2	9	4	1
Fonction scientifique	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Fonction enseignante	2	1	8	1	1	3	0	2	1	0
Fonction professionnelle	2	0	10	0	2	4	1	4	3	1
Fonction militaire	1	0	10	0	2	5	0	4	1	0
Fonction de conseil	2	0	1	1	1	5	1	3	0	0
Fonction de services S*	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0
Fonction de services P*	2	0	1	0	2	1	0	1	0	0
Fonction juridique	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0

$p = 0,91$  ;  $\text{Khi}^2 = 64,44$  ;  $\text{ddl} = 81$  (NS)

La relation n'est pas significative.

On observe dans le tableau précédent qu'il n'y a pas de relation statistiquement significative entre les professions des grands-parents (première génération) et celles de leurs parents (deuxième génération) : la valeur de khi-deux est de 64,44, avec le niveau de signifiante de 0,91 %, qui beaucoup plus élevé que 0,05 %, nous rejetons donc l'hypothèse selon laquelle les carrières de deuxième génération sont liées aux carrières de première génération, en acceptant l'hypothèse qu'il n'existe pas d'association entre les professions des deux générations.

### A.6.6 - Relation entre la profession des parents avec celle de sondés.

	Non réponse	Fonction administrative	Fonction scientifique	Fonction enseignante	Fonction professionnelle	Fonction militaire	Fonction de conseil	Fonction de services S*	Fonction de services P*	Fonction juridique
Non réponse	0	10	0	8	2	3	6	3	2	3
Fonctionnaire administratif	4	7	1	4	6	7	3	1	2	0
Employé dans la recherche scientifique	3	9	0	4	12	2	2	0	0	0
Travail dans le domaine des services	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Technicien spécialisé	2	7	0	2	0	2	0	0	0	0
Technicien de laboratoire médical	2	5	0	0	2	4	1	0	0	0
Fonctionnaire juridique	0	0	0	0	1	1	1	0	2	1
Ingénieur	1	2	0	1	2	2	1	0	0	0
Médecin	1	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Emploi professionnel	1	1	0	0	0	2	0	0	0	0

$p = 0,16$  ;  $\text{Khi}^2 = 93,78$  ;  $\text{ddl} = 81$  (NS)

La relation n'est pas significative.

On observe à travers tableau précédent qu'il n'y a pas de relation entre des fonctions des parents (deuxième génération) et celle de sondés (troisième génération) : la valeur khi-deux est de 93,79 avec un niveau de signification de 0,16 %, cette valeur dépasse 0,05 %, ce qui signifie qu'il n'y a pas d'association statistiquement significative entre la variable de carrière de la deuxième génération et celle de la troisième génération.

### A.6.7 - Relation entre l'éducation des sondés et le type de leur profession.

	Autre	Enseignement technique	Sciences sociales	Sciences de la vie	Sciences médicales	Sciences vétérinaires	Sciences militaires	Dentisterie	Sciences de l'ingénieur	Sciences financières
Non réponse	0	5	4	4	18	0	3	0	3	0
Fonctionnaire administratif	0	9	16	4	0	0	0	0	2	4
Employé dans la recherche scientifique	0	2	7	20	0	1	0	0	2	0
Travail dans le domaine des services	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Technicien spécialisé	0	12	0	1	0	0	0	0	0	0
Technicien de laboratoire médical	0	3	0	5	6	0	0	0	0	0
Fonctionnaire juridique	0	0	5	1	0	0	0	0	0	0
Ingénieur	0	2	0	0	0	0	0	0	7	0
Médecin	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0
Emploi professionnel	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0

$p = <0,01$  ;  $\text{Khi}^2 = 335,66$  ;  $\text{ddl} = 72$  (TS)

La relation est très significative.

Des modalités ont été regroupées Les éléments sur (sous) représentés sont coloriés.

\* Les sondés qui n'ont pas mentionné le type d'emploi sont probablement en formation.

Il est clair par le tableau ci-dessus qu'il existe une association entre le type d'éducation et le type des professions pour les personnes sondées (la troisième génération) : la valeur de khi-deux est de 335,66, avec un niveau de signification de

0,01 %, c'est-à-dire moins de 0,05 %. C'est-à-dire qu'il existe une corrélation entre les parcours scolaires et les trajectoires professionnelles.

### A.6.8 - Relation entre le niveau d'éducation des sondés et leurs professions.

	Baccalauréat		Diplôme supérieur		Licence		Master 2		Doctorat	
	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.	N	% cit.
Non réponse	22	59,5%	1	2,7%	14	37,8%	0	0,0%	0	0,0%
Fonctionnaire administratif	1	2,9%	2	5,7%	17	48,6%	15	42,9%	0	0,0%
Employé dans la recherche scientifique	0	0,0%	1	3,1%	11	34,4%	20	62,5%	0	0,0%
Travail dans le domaine des services	1	50,0%	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%
Technicien spécialisé	0	0,0%	2	15,4%	5	38,5%	6	46,2%	0	0,0%
Technicien de laboratoire médical	0	0,0%	0	0,0%	9	64,3%	5	35,7%	0	0,0%
Fonctionnaire juridique	0	0,0%	0	0,0%	3	50,0%	3	50,0%	0	0,0%
Ingénieur	0	0,0%	0	0,0%	5	55,6%	4	44,4%	0	0,0%
Médecin	0	0,0%	0	0,0%	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Emploi professionnel	0	0,0%	2	50,0%	1	25,0%	1	25,0%	0	0,0%

$p = <0,01$  ;  $\text{Khi}^2 = 113,40$  ;  $\text{ddl} = 27$  (TS)

La relation est très significative.

Les éléments sur (sous) représentés sont coloriés.

\* Les sondés qui n'ont pas mentionné le type d'emploi sont probablement en formation.

Nous notons par le tableau ci-dessus qu'il existe une corrélation statistiquement significative entre le niveau d'éducation de sondés et le type de leur profession : la valeur de khi-deux est de 113,40 avec un niveau de signifiante de 0,01 %, soit un niveau inférieur à 0,05 %, ce qui signifie. Qu'il existe une corrélation parfaite entre le niveau de l'éducation et du type de métier.

### A.6.8 - Relation entre le type d'emploi de sondés et leurs revenus.

	Non réponse	Fonctionnaire administratif	Employé dans la recherche scientifique	Travail dans le domaine des services	Technicien spécialisé	Technicien de laboratoire médical	Fonctionnaire juridique	Ingénieur	Médecin	Emploi professionnel
Non réponse	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moins de 500	36	0	0	1	0	0	0	0	0	0
De 500 à 999	0	17	4	0	3	5	0	0	0	0
De 1000 à 1499	0	8	6	1	2	7	3	1	3	2
De 1500 à 1999	0	4	6	0	2	1	2	4	0	1
De 2000 à 2499	0	4	16	0	4	1	0	3	0	0
2500 et plus	0	2	0	0	2	0	1	1	0	1

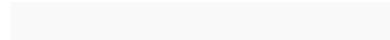
$p = <0,01$  ;  $\text{Khi}^2 = 235,20$  ;  $\text{ddl} = 54$  (TS)

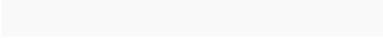
La relation est très significative.

Répartition en 6 classes de même amplitude

Les éléments sur (sous) représentés sont coloriés.

D'après le tableau précédent, il semble exister une corrélation statistiquement significative entre le type de profession de sondés (la troisième génération) et leurs revenus. La valeur de khi-deux étant de 235,20 avec un niveau de signifiante de 0,01 %, soit un niveau inférieur à 0,05 %, cela signifie qu'il existe une corrélation parfaite.





**Titre :** titre (en français). *La relation entre l'enseignement supérieur et la mobilité sociale dans la communauté rurale en Libye (cas de la Municipalité Haraba)*

**Mots clés :** formation, éducation, mobilité sociale, bifurcation professionnelle, enseignement supérieure, parcours sociaux, modernisation sociale, développement territorial, cycle de vie.

**Résumé :**

Cette étude se concentre principalement sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la mobilité sociale. Les enquêtes qualitatives et quantitatives ont été réalisées dans la municipalité de Haraba en Libye auprès des jeunes de 18 à 32 ans. Ils ont été interrogés notamment sur leurs parents et grands-parents afin de mesurer les grandes lignes de la mobilité sociale dans une zone rurale de Libye située dans l'ouest du pays. L'étude s'est surtout focalisée sur les grands changements sociaux-professionnels dans la société libyenne et sur le rôle de l'éducation depuis l'indépendance du pays.

This study focuses mainly on research into the role of higher education in social mobility for the benefit of the third generation, compared to the two previous generations. The qualitative and quantitative survey was carried out with 18 to 32 year-olds from the municipality of Haraba situated in a rural area of Western Libya. Indeed, the study focused on the occupational variations that have taken place in Libyan society, particularly in the study area, by comparing the educational levels and occupational diversity of three generations successively.

